

**Institut d'Etudes Politiques de Paris**  
**ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO**  
**Programme doctoral « Monde Musulman »**  
**Centre d'Etudes et de Recherches Internationales**  
  
**Doctorat de science politique**

# Tourisme international, Etat et sociétés locales en Egypte :

*Louxor, un haut lieu disputé*

Sandrine Gamblin

*Thèse dirigée par Mr Jean Leca, professeur des universités*

18 décembre 2007

Jury :

Mme Fanny Colonna, directrice de recherche émérite au CNRS

M. Tewfik Aclimandos, chercheur en science politique au Centre d'Etudes et de Documentation Economiques et Juridiques (CEDEJ)

M. Jean-Charles Depaule, directeur de recherche au CNRS – Laboratoire d'anthropologie urbaine (LAU)

M. Gilles Kepel, professeur des universités à l'IEP de Paris

M. Jean Leca, professeur des universités à l'IEP de Paris

M. Timothy Mitchell, professeur de science politique à l'université de New York



### *Dédicaces*

Ce travail de recherche est tout dédié à la mémoire de deux personnes sans lesquelles il n'aurait pu se faire au commencement : Gomaa Aboul Fadl, homme de lettres, ancien étudiant militant converti au tourisme et patron de pub anglais, fut mon guide en Egypte et à Louxor depuis 1995. Alain Roussillon, dès mon premier séjour au CEDEJ (Centre d'Etudes Economiques et Juridiques), a estimé que le sujet méritait quelque attention, m'encourageait à poursuivre en thèse, me proposait de participer à un programme qu'il dirigeait à l'époque et publiait mon premier article. Tous deux étaient nés la même année – 1952 – année de l'indépendance égyptienne et celle de la « *gīl al-thawra* », cette génération-révolution dont Gomaa aimait se revendiquer. Ils sont partis bien trop tôt, à six mois d'intervalle, alors que je finalisais ce manuscrit. Au moins ont-ils su que je terminais, pour de vrai.

J'aimerais aussi dédier cette thèse à mes grands parents maternels : Antoine Santiago, éleveur de chevaux, né à Saïda (Algérie), et Dolorès Torrès, dentellière, née à Sidi-Bel-Abbès (Algérie). Tous deux ont toujours parlé deux dialectes : un patois du sud de l'Espagne et l'arabe d'Oran. Mon grand-père aurait eu cette phrase mystérieuse lorsqu'il apprit que je vivais en Egypte : « Elle, elle sait d'où l'on vient ».





*Remerciements*

Cette thèse n'aurait pu se faire sans le soutien inconditionnel et la confiance de mon directeur, le professeur Jean Leca ; sans les encouragements de Fanny Colonna qui, les années passant, insistait toujours un peu plus à chacune de nos rencontres ; sans la patience et l'endurance de Philippe Tastevin ; sans les remontrances affectueuses d'Antoine Denis. Qu'ils soient tous les quatre assurés de ma profonde gratitude.



## **Table des matières**

Table des matières .....	7
Liste des illustrations.....	11
Liste des tableaux .....	11
Liste des cartes .....	12
Translittération et présentation des références en arabe.....	13
Avertissement : nommer Louxor.....	15
<b>Introduction.....</b>	<b>17</b>
Expérimenter et délimiter.....	19
Le choix du terrain .....	26
Violence et tourisme : ce dont on parle et ne parlera pas.....	28
<b>Première Partie :</b>	
<b>« Louxor sans les Pharaons ». La genèse d'un haut lieu .....</b>	<b>37</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>39</b>
A - Entre stigmatisation et consécration : Louxor et ses lieux communs .....	39
B - Retracer l'histoire moderne de Louxor .....	44
<b>I - Le village dans le temple .....</b>	<b>51</b>
A - Louxor, bourgade cosmopolite au tournant du XX <sup>e</sup> siècle.....	55
B - Populations et monuments .....	64
C - Histoires de la thébaïde .....	72
<b>II - Le village devient ville .....</b>	<b>83</b>
A - Déblayer le temple : la fabrique patrimoniale de Louxor .....	85
B - Thomas Cook et la touristification de Louxor : (brève) histoire du tourisme international en Egypte.....	97
<b>III - Monuments et nation .....</b>	<b>113</b>
A - Sur la notion de patrimoine en Egypte .....	115
B - Du patrimoine antique comme ressource politique : à propos du pharaonisme.....	123
<i>L'affaire Toutankhamon</i> .....	125
<i>Le tombeau de Sa'ad Zaghlûl</i> .....	126
C - Expériences et expressions de patrimonialisation égyptienne .....	134
<i>Hasan Fathy et le village modèle de New Gurna : l'échec d'une réconciliation</i> .....	135
<i>Louxor, antiquités et cinéma : réhabilitation romantique des mythes modernes de la Thébaïde</i> .....	140
<b>Conclusion.....</b>	<b>149</b>

## **Seconde Partie :**

<b><i>Capter et gérer la rente touristique. Sur les impacts économiques et sociales du tourisme en Egypte</i></b> .....	155
<b>Introduction</b> .....	157
A - Du monument antique comme argument diplomatique, au tourisme international comme rhétorique de développement.....	157
B - Tourisme et commoditification des sites antiques .....	160
<b>I - Economie politique du tourisme en Egypte</b> .....	163
A - Développement et éthique, une contrainte économique érigée en vertu politique ..	163
B - Gérer la rente touristique.....	174
<i>Les années Nasser : le tourisme au cœur du capitalisme d'Etat</i> .....	174
<i>Les années Sadate : tourisme et affairisme d'Etat</i> .....	176
C - Etat et secteur privé sous l'ère Moubarak : les hommes d'affaires en politique.....	181
<b>II - Situer le tourisme international dans l'économie égyptienne : enjeux et structuration du secteur touristique</b> .....	193
A - Le tourisme créateur de richesses ?.....	194
B - Le tourisme créateur d'emplois ? .....	201
C - La formation comme condition d'accès à l'emploi touristique.....	207
<b>III - De la distribution locale de la rente touristique</b> .....	215
A - Travailler dans le tourisme : le métier de guide.....	215
B - Le dispositif de la commission comme système de distribution locale .....	226
C - Deux expériences de la rencontre touristique.....	230
<i>« La rue de la réussite »</i> .....	231
<i>Tourisme, mariages et image sociale</i> .....	240
<b>Conclusion</b> .....	245

## **Troisième partie :**

<b><i>Construire la ville idéale. Tourisme, patrimoine et développement</i></b> .....	249
<b>Introduction</b> .....	251
<b>I - Administration locale, centralisme politique et expertise internationale</b> .....	255
A - A ressources exceptionnelles, gestion exceptionnelle. A propos du statut de Louxor en particulier et du système administratif local égyptien en général .....	255
<i>Premier temps : le découpage territorial en Egypte</i> .....	257
<i>Deuxième temps : le système administratif local en Egypte</i> .....	258
<i>Troisième temps : territoire et système administratif local à Louxor</i> .....	262
B - L'affaire du pont de Louxor .....	269
C - De l'UNESCO au PNUD ou de la protection du monument à la lutte contre la pauvreté .....	272
<i>Le plan de l'UNESCO : monument, urbanisation et tourisme</i> .....	276
<i>Le plan du PNUD : éradiquer la pauvreté, contenir l'urbanisation et promouvoir le développement durable</i> .....	282

<b>II - Monument versus population : contrôler les marges pour mieux capter la rente</b>	<b>293</b>
A - Projeter la « ville idéale » : quelques conséquences démographiques, économiques et territoriales.....	293
B - Entre enclave fortifiée et communauté touristique.....	305
C - Habitat informel et violence : protéger les monuments, sécuriser les touristes .....	313
<b>III - Hors la ville idéale : monuments versus populations .....</b>	<b>327</b>
A - Vider la montagne thébaine : de Gurna al-Gadîd à Târif al-Gadîd.....	327
B - Entre violence et conciliation .....	337
C - En quête de compromis : de l'usage de la scène électorale locale .....	343
Epilogue.....	350
<b>Conclusion.....</b>	<b>359</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>371</b>
Ouvrages.....	373
Documents (rapports et statistiques) .....	390
<b>Annexes .....</b>	<b>391</b>
Annexe 1 : Tourisme et attentats (1992-2006).....	393
Annexe 2 : Le tourisme en Egypte en chiffres .....	395
1) Sources statistiques et économie du tourisme.....	395
2) L'Egypte sur le marché touristique international et régional.....	398
a) L'Egypte dans la région.....	398
b) Evolution et caractéristiques du flux touristique en Egypte.....	401
3) Distribution géographique de la demande touristique : le secteur hôtelier .....	405
a) Distribution régionale des arrivées touristiques : le secteur de l'hôtellerie.....	405
b) Le tourisme à Louxor.....	410
Annexe 3 : cartographie de Louxor .....	415
Annexe 4 : lois et décrets, Louxor et sa région .....	417
Annexe 5 : Louxor, vingt cinq ans d'aménagement.....	421
Annexe 6 : faire un projet touristique au Caire .....	423
Annexe 7 : pétitions des habitants de Gurna, 1996 et 2006 .....	425
Annexe 8 : comité du patrimoine mondial, Louxor, 2007 .....	431



## **Liste des illustrations**

1- Louxor sans les Pharaons de Georges Legrain,.....	37
2- Temple de Louxor, fin XIXè.....	51
3- Plan de Louxor, rive est 1903.....	83
4- Embarcadère de l'agence Thomas Cook & Son, Louxor.....	101
5- Hotel Winter Palace, Louxor, début XXè siècle.....	104
6- L'hôpital indigène de Louxor, 1891.....	108
7- Mausolée de Sa'ad Zaghlûl, le Caire.....	113
8- Projection de New Luxor City.....	304
9- Vue sur la montagne thébaine, Gurna, février 2006.....	327
10- Les relations entre les hameaux de Gurna, 1994.....	332
11- Hameau des Hurûbât, nécropole thébaine, avril 2006.....	335
12- Système électoral local de Louxor, 2003.....	345
13- Village de Târif al-Gadîd, mai 2006.....	351
14- Village de al-Suyûl, mai 2006.....	352
15- Village de al-Gabâwy, mai 2006.....	352
16- Vue sur Gurnat al-Mara'y, février 2006.....	355

## **Liste des tableaux**

1- Croissance de la population de Louxor et de ses environs, 1882-1917.....	57
2- Passagers et vente de tickets combinés.....	94
3- Croissance de la population de Louxor et de ses environs, 1927-1947.....	96
4- Arrivées touristiques en Egypte, 1952-1972.....	157
5- Part du tourisme mondial par région de destination, 2005.....	164
6- Agences gouvernementales et associations professionnelles du tourisme.....	187
7- Egypt : Principal Sources of Foreign Exchange Earnings, 1998-2006.....	195
8- Recettes touristiques, 1988-2002.....	195
9- Tourists' Expenditure : Sales effect, 1996.....	197
10- Distribution of Tourists' Expenditure, 1996.....	198
11- Egypt : Jobs effect, 1996.....	204
12- L'emploi à Louxor, 1996.....	205
13- Distribution régionale des guides touristiques, 2002.....	208
14- L'illétrisme à Louxor.....	211
15- Nombre de guides, 1990-2002.....	219
16- Organigramme du découpage territorial de l'Egypte.....	258

17- Système administratif local .....	259
18- Composition du conseil populaire d'Armant .....	260
19- Composition du conseil populaire de Qéna.....	260
20- Composition de madīnat al-Uqsūr.....	263
21- Le conseil supérieur de la ville de madīnat al-Uqsūr .....	266
22- Louxor : population et taux de croissance annuelle .....	279
23- Les six « investment packages » de Louxor » (2000) .....	287
24- New Luxor Organizational responsibilities .....	291
25- Arrivées touristiques, 1998-2005 .....	400
26- Recettes touristiques, 1998-2005 .....	400
27-Dépenses par touristes, 2000-2005.....	400
28- Flux comparé, Egypte-Monde, 1960-2005 .....	401
29- Evolution du mouvement touristique en Egypte, 1980-2005.....	402
30- Visiteurs en Egypte par région émettrice, 2005 .....	403
31- Dix premiers pays émetteurs de touristes vers l’Egypte, 2005 et 2006.....	403
32- Capacité hôtelière par région en Egypte .....	407
33- Capacité hôtelière, Louxor .....	411
34- Louxor, résidents en hôtel, par nationalité, 2000-2001 .....	412
35- Inventaire des cartes sur Louxor .....	415

### **Liste des cartes**

1- Carte de l’Egypte* .....	17
2- Carte de Thèbes, 1903.....	53
3- Carte des sites de la rive ouest, 1903 .....	71
4- Louxor, 1922. ....	93
5- Carte générale de <i>madīnat al-Uqsūr</i> * .....	254
6- Carte des gouvernorats d’Egypte* .....	257
7- Evolution des limites administratives de <i>madīnat al-Uqsūr</i> * .....	264
8- <i>Madīnat al-Uqsūr</i> , la ville projetée* .....	297
9- Urbanisation de Louxor (rive est), 1891-1982 .....	316
10- Gurna, rive ouest, 1999. ....	334

\* Conception : l’auteur, à partir d’un fond général de l’Egypte, disponible à l’Observatoire Urbain du Caire Contemporain (OUCC), Centre d’études et de documentation économiques et juridiques(CEDEJ).



### ***Translittération et présentation des références en arabe***

La translittération des noms et des mots arabes est systématique et simplifiée, lisible pour un non arabisant, mais la plus fidèle possible à l'original arabe. Les emphatiques ne sont pas prises en compte. Les voyelles longues sont notées « â », « û », « î ». En fin de mot, la voyelle longue « î » est transcrite « y » ; les semi-consonnes, « w », « y ». La *hamza* n'est pas notée en début de mot mais apparaît par un apostrophe « ' » lorsqu'il est à l'intérieur d'un mot. La lettre 'ayn est translittérée par « ' ».

Les noms de lieux reprennent les conventions de translittération utilisées par l'Observateur Urbain du Caire Contemporain, du CEDEJ, à l'exception de certains, communément admis dans la langue française – ex. : Le Caire, Alexandrie, Louxor, Hurghada. Il en va de même pour les noms de personnalités égyptiennes – ex. : Gamal Abdel Nasser, Anouar al-Sadate, Muhammad Ali.

Dans un souci de lisibilité dicté par un certain bon sens<sup>1</sup>, nous avons choisi de citer en notes de bas de page, dans le corps de texte, la traduction française de l'ouvrage de référence en arabe (auteur, titre et date). Nous renvoyons le lecteur à la bibliographie située en fin d'ouvrage. Il y trouvera la référence originale complète, à laquelle correspond, par un système de numérotation, une traduction en français qui comprend le nom de l'auteur, le titre de l'article et la date de publication.

---

<sup>1</sup> La pratique veut que la référence en arabe soit translittérée dans sa totalité. Cette présentation est particulièrement illisible et incompréhensible pour un lecteur qui ne connaît pas l'arabe. Elle est aussi inutile pour le lecteur arabisant/arabophone, qui peut, par définition, lire la référence dans la langue originale.



### ***Avertissement : nommer Louxor***

Tout au long de ces pages, Louxor est désigné de trois manières ; tantôt Louxor, tantôt *madīnat al-Uqsur*, tantôt Louxor-*madīna*. Il semble important d'en préciser le contenu et nous renvoyons le lecteur aux cartes n° 5 (p. 253) et n° 7 (p. 263), ainsi qu'au tableau n° 20 (p. 262), afin de visualiser les territoires auxquels ces appellations correspondent. Nous évoquons longuement le statut administratif de Louxor dans le premier chapitre de la troisième partie.

1. Louxor est la transcription admise en français (Luxor, en anglais) afin de désigner la ville nommée en arabe *al-Uqsur*, *الاقصر*, qui signifie les palais. Nous parlons de Louxor dans la première partie pour désigner au début du XX<sup>e</sup> siècle la bourgade située dans et autour du temple, que l'on peut voir sur la carte n° 2 (p. 53) tirée du guide Baedeker (édition 1903), qui reprend en fait le plan établi en 1891 par le ministère des travaux publics (première partie, chapitre deux).
2. *Madīnat al-Uqsur* désigne à partir de 1989 une entité administrative et territoriale de rang et de prérogatives comparables à ceux d'un gouvernorat. L'Egypte en compte 26 (voir infra, troisième partie, carte n° 6, p. 256). *Madīnat al-Uqsur* comprend le Louxor historique, ses extensions urbaines et plusieurs villages. Les limites de cette entité ont varié entre 1989 et 2003. Au départ, celle-ci se limitait aux quartiers du centre ville et des villages de Karnak et Karnak al-Gadīd sur la rive est, et de Gurna sur la rive ouest (carte n° 7, p. 263).
3. Louxor-*madīna* correspond au centre urbain de l'entité *madīnat al-Uqsur*. Quand nous parlons de Louxor-*madīna* à partir de 1989, nous nous référons aux quartiers du centre ville que nous distinguons des zones agricoles urbanisées, Gazîrât al-'Awwâmiyya vers le sud et Minshât al-'Amâry vers le nord est. Louxor-*madīna* correspond pour la période contemporaine, pour une bonne part au Louxor historique situé entre le temple et la voie de chemin de fer.



## Introduction



1- Carte de l'Egypte



## ***Expérimenter et délimiter***

Le choix d'un sujet de thèse répond à de multiples motivations et participe souvent d'une expérience simple de la vie, que l'on saura raconter selon la rhétorique convenue, pour peu qu'on en ait le talent, mais que généralement l'on tait. L'expérience fondatrice de cette recherche est banale, celle du touriste-étudiant fraîchement débarqué en pays inconnu. Difficile de la raconter sans éviter les pièges du récit personnel, mais plus encore de ne pas l'évoquer.

J'arrivais au Caire pour la première fois au début de l'été 1992<sup>2</sup>. L'Egypte et les Egyptiens se relevaient depuis peu de la crise économique que la guerre du Golfe avait provoquée dans le pays durant plus d'un an. En récompense à l'engagement égyptien aux côtés de la coalition occidentale (des troupes avaient été envoyées en Irak, pendant que des milliers de travailleurs égyptiens émigrés revenaient au pays après avoir tout perdu ou presque), les bailleurs internationaux décidaient alors de diviser la dette publique du pays par deux. Le gouvernement se lançait, avec le soutien pressant du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, dans une nouvelle phase d'ajustement structurel et de libéralisation de l'économie égyptienne. L'été 1992 devait battre des records d'activités touristiques et l'Egypte enregistrait pour cette année plus de 3 millions de visiteurs étrangers.

Du côté du centre ville du Caire et du Khan al-Khalîly, dans le quartier islamique de la capitale, l'afflux d'étrangers faisait notamment le bonheur des « accrocheurs de touristes », que l'on appelle en arabe les « *khaltiya* » (sing. *khalty*), une expression argotique dont personne n'a jamais pu vraiment donner l'étymologie. Les *khaltiya* ont très mauvaise réputation, mais pratiquent la débrouille et plusieurs langues, manient le jeu de mots et la

---

<sup>2</sup> Je venais suivre un stage intensif d'arabe au Département d'Etudes Arabes du Caire, langue que j'étudiais depuis le début de mon cursus universitaire, d'abord dans le cadre d'une licence de langues étrangères appliquées (université de Caen), puis à l'Ecole normale supérieure d'Ulm. Je venais aussi préparer un mémoire de fin de diplôme de magistère de relations internationales et d'action culturelle à Paris I, Panthéon-Sorbonne. Ancêtre des masters d'aujourd'hui, ce diplôme de troisième cycle, qui se déroulait en trois ans, préparait aux métiers de l'international, en offrant une formation pluridisciplinaire en sciences sociales (science politique, histoire, économie, langues et civilisation), combinée à une spécialisation géographique et professionnelle (pour ma part, monde arabe, finance internationale et tourisme). Je devais par ailleurs suivre un stage dans les services de documentation du Centre d'Etudes et de Documentation Economiques et Juridiques, centre français de recherche placé sous la double tutelle du ministère des Affaires étrangères et du Centre national de la recherche scientifique, alors dirigé par Jean-Claude Vatin, puis par Philippe Fargues, de 1993 à 1998. Que tous deux soient ici chaleureusement remerciés pour le soutien et la confiance qu'ils m'ont accordés.

bonne blague selon la nationalité du touriste rencontré ; des mauvais garçons de rue qui gagnent leur argent en trafics en tout genre, mais surtout en proposant aux touristes en quête d'authenticité un parcours hors des sentiers battus.

Mon guide attitré s'appelait Ahmad et était originaire du quartier des pyramides. Il était le plus souvent attablé au café al-Tahrir, cible d'un attentat en 1993, tout près du musée national égyptien, sur la place centrale du Caire. C'était alors le quartier général des *khaltiya*, un des lieux où se construit la rencontre touristique devant un jeu de *tawla* (tric-trac) et une *chicha* (narghilé), mais surtout où se négocient les territoires de chacun et les relations avec la police, dont la complaisance permettait à l'évidence d'arrondir les fins de mois de ses fonctionnaires. Ou encore pouvait-on le trouver posté au pied du pont piétonnier de la rue de al-Azhar, dans le quartier islamique, au niveau du palais de al-Ghûri, dans l'axe de la rue Mu'izz al-Dîn qui relie Bâb al-Futûh au nord, à Bâb Zuwayla au sud. Tahrir et al-Ghûri sont alors deux lieux stratégiques pour l'accroche de touristes en quête d'aventures : mariages, visites de palais ottomans (alors) décrépits et de mosquées en restauration, restaurants populaires et ateliers d'artisans. Les quartiers périphériques sont dotés de sites historiques islamiques alors largement inexploités et parfois abandonnés (à Darb al-Ahmar ou Bâb Zuwayla), dont le *khalty* négocie l'entrée avec la famille occupante ou l'employé du service des antiquités.

Ahmad avait accroché un groupe de vingt adolescents français et leurs accompagnateurs, et me demandait de l'aider pour les traductions et la gestion du groupe. Durant une journée, nous avons parcouru, de manière systématique, les sentiers informels de l'économie touristique, afin de répondre aux demandes de consommation des jeunes touristes : papyrus, boîtes de nacre, poufs et chameaux en cuir, chicha, écharpes, bijoux, pyramides en albâtre, scarabées en plâtre, épices, etc. Pour chaque bien constitutif du panier touristique, nous allions directement à l'atelier de production, ce qui permettait de bénéficier de prix avantageux et, par la même occasion, me faisait découvrir aux périphéries des circuits du tourisme toute une ruche d'ouvriers et d'artisans travaillant à l'approvisionnement du marché officiel et inaccessible aux *khaltya* (infra deuxième partie, troisième chapitre). Les quartiers qui s'étendent entre l'université de al-Azhar et la rue de Port Said jusqu'à la place 'Ataba sont notamment organisés par corps de métiers (menuisiers, grossistes en textile) et constituent des lieux de la petite production urbaine dont certains artisans voient dans la demande croissante de biens touristiques une opportunité de conversion à des activités plus



lucratives ; à l'exemple de l'ébéniste qui consacre une partie de son atelier à la fabrication de boîtes de nacre, ou du brodeur de *khayma* (tente), traditionnellement destinée aux fêtes religieuses, mariages et enterrements, qui introduit de nouveaux modèles et motifs ajustés à la demande étrangère. J'avais pour ma part la responsabilité de gérer les transactions monétaires et de noter tous les achats effectués par les touristes. Le lendemain, nous refîmes le même parcours, cette fois-ci sans le groupe, afin de récolter les bénéfices des ventes de la veille. A chaque produit touristique correspondait un taux de commission, une pratique courante et connue des Egyptiens, mais que le touriste ne pouvait vraiment soupçonner. Finalement, nous avons récolté la somme rondelette de 6 000 livres égyptiennes qui représentaient, pour une demie journée de travail effectuée, deux fois mon budget mensuel d'étudiante et quarante fois le salaire d'un instituteur.

Cette première expérience aurait pu confiner ma curiosité dans une démarche d'anthropologie touristique « classique », celle qui consiste à observer la relation *hosts and guests*<sup>3</sup>. Ou encore, aurais-je pu me lancer dans une « *anthropologie de l'enchantement* » de l'interaction touristique, à partir d'une expérience que chacun a pu vivre un jour ou l'autre, en tant que touriste, dans les souks du Caire ou d'ailleurs, à l'instar de Y. Winkin<sup>4</sup>. Toutefois, à la différence du sociologue, qui n'offre finalement qu'un seul point de vue de l'interaction observée (le sien, en l'occurrence), je devais rapidement m'affranchir du statut de touriste et participer indirectement aux transactions, par ma seule présence. Celle-ci favorisait un climat de confiance avec les touristes et professionnalisait la relation avec les fournisseurs. Ma place était ainsi trouvée, renforcée par une pratique de plus en plus fluide de la langue arabe et par un intérêt croissant pour le pays où je décidais de vivre à partir de 1994.

---

<sup>3</sup> SMITH, Valene (ed.). *Hosts and Guests, Anthropology of Tourism*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1990, 1977 pour la première édition. L'ouvrage constitue jusqu'à nos jours la référence incontournable de l'anthropologie du tourisme, posant les cadres de l'analyse anthropologique du phénomène touristique, dont les ouvrages plus récents n'ont visiblement pas réussi à s'affranchir. Citons notamment NASH, Denison. *Anthropology of Tourism*. Oxford, Pergamon, 1996.

<sup>4</sup> WINKIN, Yves. « Le touriste et son double. Eléments pour une anthropologie de l'enchantement ». OSSMAN, Suzan (ed.), *Miroirs maghrébins. Itinéraires de soi et paysages de rencontre*, Paris, CNRS Editions, 1998, p. 133–43.

Ce dispositif d'observation participante de la rencontre touristique n'impliquait aucune neutralité<sup>5</sup>, mais me situait dans un entre-deux indéfini plutôt confortable, qui me donnait à observer rapidement autre chose que la relation *hosts and guests*. D'ailleurs, ce n'était pas tant d'observer les touristes qui était le plus stimulant, mais les transactions entre le *khalty* et les prestataires/producteurs de services et de biens touristiques, dans ce qu'elles donnent à voir de l'organisation du secteur touristique et plus généralement, de la société égyptienne. La « découverte » du dispositif de la commission, aussi élémentaire puisse-t-il paraître en Egypte et pour les Egyptiens, faisait notamment écho à des problématiques classiques de macro-économie sur la distribution des richesses et de la circulation des dépenses touristiques, pour lesquelles les outils d'analyse restent largement insatisfaisants (voir infra deuxième partie, deuxième chapitre). A la question de la circulation des devises dépensées par les touristes, pouvions-nous déjà esquisser, à l'échelle d'un quartier et à partir d'un *khalty*, une cartographie des lieux de la production informelle des biens et services touristiques, de ses bénéficiaires ainsi que des hiérarchies de relations entre prestataires, au sein d'un espace donné.

En outre, le gain net des transactions effectuées par Ahmad avec le groupe de touristes français confirmait simplement l'enjeu crucial, à l'échelle locale, d'une politique de développement touristique que les autorités égyptiennes commençaient d'entreprendre dans le cadre de programmes nationaux de libéralisation économique, sur des thématiques aussi diverses que celle de la privatisation des grands hôtels, de l'aménagement touristique, de la création d'emplois ou du tourisme comme dialogue des cultures et facteur de paix dans la région. Préoccupation du gouvernement égyptien aux lendemains de la guerre du Golfe (et jusqu'à nos jours), les recettes touristiques, dont les vertus sont vantées par les économistes et les agences internationales, permettent notamment d'alimenter les caisses de la Banque

---

<sup>5</sup> La distance aux situations observées résidait dans le fait que nous n'avons jamais eu de rapport financier avec nos interlocuteurs égyptiens. Ceci n'exclut pas d'autres biais sur la présentation de soi, comme le fait d'être identifiée comme étrangère en quête d'aventure romantique. Celle-ci mais valait toutefois bien mieux que les positions de certains anthropologues du tourisme qui préconisent une implication directe dans la transaction touristique, en étant guide, par exemple. BRUNER, Edward. « The Ethnographer/Tourist in Indonesia ». LANFANT, Marie-Françoise, ALLCOCK, John & BRUNER, Edward. *International Tourism. Identity and Change*. London, Sage, 1995, p. 224-241. L'auteur, anthropologue et guide touristique, bricole (ou justifie a posteriori) une sorte de méthode d'enquête (discutable) comme principe visant l'observation des touristes et de collectes de données.

centrale et de financer les importations<sup>6</sup>, mais aussi de présenter *politiquement* le tourisme comme moteur de la croissance et générateur d'emplois. Le discours du « haut » rejoignait donc les préoccupations du « bas », non seulement pour le *khalty* Ahmad, mais aussi pour les artisans reconvertis du Caire islamique, leurs familles, les habitants du quartier des pyramides ou la région de Louxor. Ce que les économistes du tourisme désignent par effet multiplicateur (distribution en grappe des dépenses touristiques)<sup>7</sup>, prenait sous nos yeux toute sa matérialité. Au-delà de la simple rencontre *hosts and guests*, nos premières pérégrinations nous faisaient découvrir avant tout l'enjeu économique et social d'une activité en plein essor que le gouvernement valorisait, pour le moins dans ses déclarations, au sein des programmes de réformes économiques.

Le jeu des échelles devait donc s'imposer comme principe d'observation et d'analyse d'un phénomène complexe dont l'étude est trop souvent réduite, soit à ses conséquences macro-économiques ou géopolitiques, soit à l'interaction touristique, au plan micro et individuel. Il s'agissait donc de transformer nos premières expériences dans les quartiers du Caire, en projet de recherche, selon ce principe d'articulation. Procédant d'un « *empirisme irréductible* »<sup>8</sup>, le phénomène touristique s'était imposé comme une réalité socioéconomique digne d'être observée et analysée. Il fallait désormais le formuler, et qui plus est, l'inscrire dans une discipline, celle de la science politique ; une opération délicate, qui devait s'affranchir d'abord de constats particulièrement inhibants : 1/ il n'existait alors aucune recherche universitaire sur le tourisme en Egypte ; 2/ la science politique française ignorait (et continue d'ignorer) le phénomène ; 3/ dans les autres disciplines, géographes, sociologues et économistes travaillant sur la question, se situent généralement aux limites inconfortables de la recherche et de l'intervention politique ; 4/ Les anthropologues ont en général quelque mal à se départir d'une vision de l'altérité (*eux et nous*) réactualisée dans la relation *hosts and guests*, ainsi que d'un héritage propre à la discipline marquée par les partis-pris tiers-mondistes des années soixante dix, ou altermondialistes d'aujourd'hui, selon lesquels le tourisme est nécessairement facteur d'acculturation et de mise en danger de l'authenticité des

---

<sup>6</sup> Les recettes touristiques représentent le premier poste de revenus en devises étrangères, avec près de 8,5 milliards de dollars pour l'année 2006, loin devant les revenus tirés du canal de Suez et ceux du pétrole.

<sup>7</sup> Infra, deuxième partie et annexe 2.

<sup>8</sup> SCHWARTZ, Olivier. « L'Empirisme irréductible ». ANDERSON, Nels. *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*. Paris, Nathan, 1993 ; p. 265-305.

sociétés locales ; 5/ quant aux sociologues en général, ils en font l'avatar de la post-modernité du monde industriel<sup>9</sup>, ou celui d'une globalisation menaçante.

Force est d'admettre que le tourisme ne déchaîne guère les passions des universitaires-chercheurs en France, contrairement au monde académique anglo-saxon qui s'est depuis longtemps emparé du phénomène, toute discipline confondue... à l'exception remarquable de la science politique<sup>10</sup>. Jafari, auteur d'une encyclopédie du tourisme<sup>11</sup>, appelait dès 1983 dans la revue qu'il avait fondée dans les années soixante dix, *Annals of Tourism Research*, à une contribution des politistes à la compréhension d'un phénomène qu'ils ignoraient. L'appel sera réitéré quelques années plus tard, sans plus de succès<sup>12</sup>. Les quelques ouvrages et études publiés dans la discipline relèvent principalement de deux thématiques, dans une démarche de plaquage de cadres d'analyse « légitimes » de la science politique : politiques publiques –soit l'énoncé de recommandations destinées essentiellement aux gouvernements et aux professionnels<sup>13</sup>, relations internationales, terrorisme<sup>14</sup>, ou encore théorie de la dépendance.

En France, il fallut attendre l'année 2000 pour trouver un dossier consacré au tourisme dans la revue *Relations internationales* : « *Le tourisme reste l'un des principaux phénomènes de société de l'époque [...] Son 'triomphe' reflète la domination planétaire de l'Occident* »<sup>15</sup>. Postulat politique plus que posture analytique, ainsi est posé dès l'introduction l'intérêt politologique du phénomène – un instrument de la domination occidentale, sans pour autant interroger la genèse et les modalités de cette domination, ni définir, tout au long du dossier, ce que pourrait être une problématique de science politique spécifique à l'égard de « *cette activité première économique mondiale* ». Lorsque le politiste s'intéresse au tourisme, donc,

---

<sup>9</sup> URRY, John. *Consuming Places*. London, Routledge, 1994; URRY, John. *The Tourist Gaze. Leisure and Travel in Contemporary Societies*. London, Sage Publications, 1990.

<sup>10</sup> On peut dénombrer aux Etats-Unis près de quatre vingts revues à caractère scientifique et universitaire consacrées au tourisme, aux voyages et aux loisirs ; mais seulement quatre thèses sur le sujet en science politique (sur la période 1983-2001). Si l'on s'en tient aux fichiers des thèses en France, seulement trois thèses en science politique sont consacrées au phénomène.

<sup>11</sup> JAFARI, Jafar (ed.) *Encyclopedia of Tourism*. New York, Routledge (World Reference), 2003.

<sup>12</sup> MATTHEWS, Harry & RICHTER, Linda. « Political science and Tourism ». *Annals of Tourism Research*, vol. 18, n° 1, 1991.

<sup>13</sup> HALL, Colin M. *Tourism and Politics*. London, John Wiley and Sons Ltd, 1996.

<sup>14</sup> RICHTER, Linda. « Political Instability and Tourism in the Third World ». HARRISON, David (ed.). *Tourism and the Less Developed Countries*. New York, Halsted Press, 1992, p. 36-45.

<sup>15</sup> « Tourisme et relations internationales ». *Relations Internationales*, n°102, été 2 000.

c'est finalement au regard de questions disciplinaires consensuelles, dont le choix reflète en creux les troubles récurrents de la discipline sur la question de son objet<sup>16</sup>.

Il nous semble pourtant que le phénomène se prête à une démarche politologique, au même titre que ces « *objets donnés comme là* »<sup>17</sup> (la ville, la mondialisation, la guerre, l'environnement, etc.). Quitte à rappeler naïvement quelques truismes : un fait social relève de la « *juridiction* » d'une discipline par la formulation des problématiques et des interrogations qui sont éprouvées dans l'observation et l'analyse de ce fait social. Il s'agit, non pas de faire du tout-politique, mais de comprendre les implications ou/et la participation du fait touristique dans les transformations de l'Egypte contemporaine, tant du point de vue des pouvoirs publics (l'Etat), des agences internationales ou encore des hommes d'affaires qu'au regard des stratégies d'*enchantement* d'un *khalty* ou des projets politiques d'un shaykh de village. Il fallait rapidement admettre que ce projet ne répondait guère aux exigences de l'exercice de la construction de l'objet. « *La question de l'objet de la science politique pose un problème empirique et non une question théorique* », nous dit P. Favre<sup>18</sup>. C'était bien là notre problème.

Dans notre cas, et en deçà d'une interrogation sur l'inscription disciplinaire de l'objet, cette recherche participe d'abord d'un parti pris, pour une approche « par le bas » que la science politique pratiquée en Egypte a tendance à négliger, ou à laisser à d'autres (les anthropologues), comme si l'échelle d'observation et d'analyse devait irrémédiablement (dis)qualifier le champ disciplinaire. Sur des objets plus classiques de la science politique, la tendance est frappante, voire dominante. On parle d'Etat, d'élections, de démocratisation, de transition, d'élite, de classes, etc. selon une focale grand angle, « par le haut », où les détails de situation et les petites unités sont estompés, insaisissables, et souvent désincarnés. Les contraintes de terrain ne sont pas étrangères à de tels partis pris dans certains cas, mais elles ne doivent pas pour autant exclure une approche combinatoire qui puisse mettre en scène à la

---

<sup>16</sup> FAVRE, Pierre. « Retour à la question de l'objet. Ou faut-il disqualifier la notion de discipline ? ». *Politix*, 1995, vol. 8, n° 29, p. 141-157.

<sup>17</sup> Expression de Canguilhem reprise par FAVRE, Pierre. « La Question de l'objet de la science politique a-t-elle un sens ? ». Article publié en 1980 et repris dans FAVRE, Pierre, FILLIEULE, Olivier & JOBARD, Fabien. *L'Atelier du politiste. Théories, actions, représentations*. Paris, La Découverte, 2007, p. 23.

<sup>18</sup> FAVRE, Pierre. « La Question de l'objet de la science politique a-t-elle un sens ? ». Article publié en 1980 et repris dans FAVRE, Pierre, FILLIEULE, Olivier & JOBARD, Fabien. *L'Atelier du politiste. Théories, actions, représentations*. Paris, La Découverte, 2007, p. 19.

fois le ministre et le bédouin, le consul et l'archéologue, l'investisseur et le guide touristique, l'expert international et le shaykh de village, l'agent touristique et le feloukier. Là où apparaît comme vitale la captation des dollars dépensés par les touristes étrangers, peut-on postuler qu'il y a nécessairement jeux de concurrence, luttes de pouvoir, mobilisation de ressources, et éventuellement, actes de violence ou même de résistance.

La démarche exigeait au commencement de délimiter le terrain (au sens physique). Un premier principe, celui de l'unité de lieu, à une échelle humainement accessible, permettait d'observer le phénomène en jouant d'une double ou triple focale, afin de le sortir de son isolement (tendance générale des études sur le tourisme international) et de l'articuler aux dynamiques sociales, politiques, économiques du territoire observé, tout en tenant compte de son histoire et de sa position dans l'espace national. Ainsi pouvions-nous établir un « protocole » d'enquête, lequel convoquait divers outils disponibles, tant chez les anthropologues que chez les géographes, les historiens, les économistes et... les politistes. Sortir du Caire s'imposa comme un second principe, participant d'une constatation simple que formulera Fanny Colonna ainsi : « *La province des pays arabes, qu'on la regarde de l'extérieur ou du dedans, reste largement terra incognita, comme si tout ce qui compte dans ces contrées procédait de leurs Etats ou au mieux, de leurs capitales* »<sup>19</sup>.

### ***Le choix du terrain***

La capitale égyptienne demeure en effet le terrain privilégié de la recherche en sciences sociales en Egypte, à l'image centraliste que se font du territoire national ses élites politiques, économiques et intellectuelles, relayée par les observateurs étrangers. La part mineure accordée à la province s'attache essentiellement à l'étude de sa ruralité, comme si le fait urbain relevait exclusivement de la capitale égyptienne, et à la rigueur, d'Alexandrie. Le collectif dirigé par E. Denis devait récemment (2006) combler partiellement ces lacunes<sup>20</sup>. Pour autant, les études rassemblées dans cet ouvrage sont essentiellement consacrées aux villes du Delta et du Canal, la Haute Egypte ne faisant l'objet que de deux articles, celui de

---

<sup>19</sup> COLONNA, Fanny. *Récits de la province égyptienne. Une ethnographie sud/sud*. Paris, Actes Sud, 2003.

<sup>20</sup> DENIS, Eric. *Vers l'Ecouménopolis ? Villes et urbanisation des provinces égyptiennes*. Paris, Karthala, Cedej, 2006, p. 15. « *L'ouvrage est né de la convergence, durant les années 1990, d'un ensemble de travaux, de mémoires de thèses et de recherches qui cherchaient à comprendre et déjà décrire une autre Egypte* ». p. 16.

Catherine Miller et le notre<sup>21</sup> ? La Haute Egypte urbaine demeure *terra incognita* par excellence, ou bien, comme nous le rappelle Peter Gran, confinée à l'histoire des permanences d'une région où le changement serait impossible<sup>22</sup> : berceau immuable de la tradition, du soufisme, de l'héritage tribal et du paysan égyptien. Le choix de Louxor, haut lieu du tourisme international en Egypte, et lieu dont on ne peut nier aujourd'hui l'urbanité (de ses paysages et de ses populations), s'imposait, en dépit de la quasi absence d'études contemporaines sur la région<sup>23</sup>, comme exigence d'engagement pour voir et donner à voir une autre Egypte.

Louxor, la touristique par excellence, se présente comme un laboratoire où s'enchevêtrent multinationales et politiques publiques, où l'emboîtement administratif des échelles d'intervention participe directement à la redéfinition des jeux de pouvoirs, dans un contexte conflictuel de réaménagement de territoires que se disputent, depuis plus d'un siècle, une multitude d'acteurs. Louxor, en prise avec les mouvements du monde, permet une archéologie paradoxale de l'avènement du tourisme international, révélant ainsi la centralité de l'Egypte au XIX<sup>e</sup> siècle dans les projets des puissances européennes et dans l'essor du tourisme de masse. Louxor conserve les traces de cette histoire mouvementée, celle notamment d'une dépendance réciproque entre tourisme et monument dans les contextes tumultueux de la colonisation, de la construction nationale et de l'indépendance, et plus récemment du terrorisme.

---

<sup>21</sup> MILLER, Catherine. « Une famille de Balyâna : entre ruralité et urbanité », p. 403-414. GAMBLIN, Sandrine. « Parcours dans une ville de Haute Egypte : tourisme, patrimoine et développement local à Louxor », p. 369-393.

<sup>22</sup> Communication de l'historien, « Social and Cultural Processes in Upper Egypt », Assouan, octobre 2003. HOPKINS, Nicholas & SAAD, Reem (ed.). *Upper Egypt, Identity and Change*. Cairo, AUC Press, 2004.

<sup>23</sup> SCHAUTZ, Rosine. « Contes et conteurs de Louqsor ». *Egypte/Monde Arabe*, Le Caire, CEDEJ, n°14, 1993, pp.15-36. CHIH, Rachida. « Abu-l-Hajjâj al-Uqsûrî, saint patron de Louqsor. In : *Egypte/Monde Arabe*, Le Caire, CEDEJ, n°14, 1993, pp. 67-78. CHIH, Rachida. *Soufis et confrérie mystique dans l'Egypte contemporaine. Transmission de la culture religieuse et appropriation sociale de l'espace*. Thèse de doctorat, Université de Provence, Aix-Marseille 1, 1996. Plus récemment, VAN DER SPEK, Kees. *Making a living from the City of Dead : History, Life and Work at al-Hurubât in the Necropolis of Thebes, al-Qurna, Luxor*. PhD. dissertation, The Australian National University, Centre for Arab and Islamic Studies, Graduate Program in Political Science and International Relations in association with the Department of Archaeology and Anthropology, Canberra, 2004.

### ***Violence et tourisme : ce dont on parle et ne parlera pas***

Le choix de Louxor et de la Haute Egypte s'est aussi effectué dans un contexte de violence politique qui ne peut être occulté<sup>24</sup>. Les prémices de l'enquête ont coïncidé avec le début d'une longue vague d'attentats perpétrés par les groupes islamistes radicaux, les touristes étrangers devenant à partir de 1992 une cible de la *Jama'a Islamiya* dans sa confrontation avec le régime égyptien<sup>25</sup>. Louxor, ses habitants et ses touristes devaient surgir brutalement sur la scène médiatique internationale et susciter l'intérêt des politistes en raison d'un événement charnière des années quatre-vingt-dix en Egypte : l'attentat du temple de Hatshepsout le 17 novembre 1997. 62 personnes, dont 58 touristes étrangers, étaient assassinées par six hommes armés dans l'enceinte du temple, sur la rive ouest de Louxor, au cœur de la nécropole thébaine.

Il aurait pu être par conséquent tentant d'entreprendre une sociologie politique du tourisme en Egypte à l'aune des attentats contre des touristes. Le contexte, un pays peuplé majoritairement de musulmans (à plus de 90 %), était propice à l'observation de la confrontation de valeurs hypothétiquement antinomiques : le voile des femmes et la morale religieuse contre les bikinis des touristes et leurs pratiques prohibées (consommation d'alcool, mixité sexuelle). A cette caricature de modernité *versus* tradition se doublerait un deuxième niveau d'opposition binaire, Occident *versus* sociétés musulmanes. Au dialogue des cultures, non seulement promu par le gouvernement et les agences internationales, mais *a fortiori* l'une des conséquences parfois heureuses de la rencontre touristique (infra, deuxième partie, troisième chapitre), se substitue le thème du choc des civilisations, les attentats contre les touristes étrangers devenant une modalité de cette confrontation.

Nombreux sont les observateurs à s'engouffrer dans cette brèche. Salah Wahab, expert égyptien familier des coulisses des ministères et des organisations internationales, analyse : les attentats traduisent une volonté de résister à une modernité incompatible avec les règles et les valeurs de l'Islam. Le tourisme, selon S. Wahab, est perçu par les tenants d'un islam politique radical comme un « *facteur de contamination par simple contact humain* », une

---

<sup>24</sup> ... impliquant aussi des mesures sécuritaires à l'égard des Etrangers dans la région, limitant considérablement leur circulation et l'accès au terrain pour chercheurs et doctorants.

<sup>25</sup> Voir en annexe la liste des attentats contre des touristes entre 1992 et 2006.



menace pour la culture nationale, la tradition et les croyances religieuses<sup>26</sup>. Dans ce projet global de lutte contre les valeurs de l'Occident en terre d'islam, les touristes constituent une cible idéale pour les groupes islamistes radicaux. Cette posture se nourrit notamment d'analyses politologiques du phénomène touristique élaborées au début des années quatre-vingts, présentant celui-ci comme un outil potentiel de diffusion idéologique : « *Travel style can be representative of ideological values, class behavior, and political culture of tourists and their countries. As a result, tourists may be targeted because of their tourism styles which may demonstrate conspicuous consumption.... Resentments which build against tourism can thus ignite into dangerous expressions of bitterness* »<sup>27</sup>. La thèse du choc des civilisations détermine jusqu'à aujourd'hui toute analyse d'actes terroristes qui visent des touristes étrangers en terre d'islam. Une démonstration que justifie encore la série d'attentats, certains sous l'égide présumée de al-Qâ'ida, dans différentes stations touristiques à travers le monde (Bali, Tunisie, Maroc, Kenya, etc.), ou plus récemment en Egypte dans le Sinaï, entre 2004 et 2006<sup>28</sup>.

Pour autant, il faut rappeler que dans les années quatre-vingt-dix, les premières critiques argumentées faites au tourisme par certaines figures de l'islam politique, résidait principalement et paradoxalement dans la dénonciation de logiques de monopole capitaliste. Ainsi, dans les années 1993-1995, Adel Hussein tenait, en réaction à la première vague d'attentats – que certains pouvaient lire comme justification, d'abord un discours d'économiste, dénonçant le monopole des firmes étrangères, l'absence de

---

<sup>26</sup> WAHAB, Salah. « *Tourism and Terrorism: Synthesis of the Problem with Emphasis on Egypt* ». PIZAM, A. MANSFELD, Y. (Ed.) *Tourism, Crime and International Security Issues*. New York, Wiley, 1996, p. 175-186.

<sup>27</sup> RICHTER, Linda. « *Tourism Politics and Political Science: A Case of Not So Benign Neglect* », *Annals of Tourism Research*, n°10, 1983, p. 313-335. Où la seule perspective politiste du phénomène touristique se réduit à sa relation au terrorisme : SÖNMEZ, Sevil, APOSTOLOPOULOS, Yorgos & TARLOW, Peter. « *Tourism in Crisis: Managing the Effects of Terrorism* ». *Journal of Travel Research*, vol. 38, August 1999, p. 13-18. AZIZ, Heba. « *Understanding Attacks on Tourists in Egypt* ». *Tourism Management*, vol. 16, n° 2, 1995, p. 91-95. SÖNMEZ, Sevil. « *Tourism, Terrorism and Political Instability* ». *Annals of Tourism Research*, vol. 25, n° 2, 1998, p. 416-456. ENDERS, Walter, SANDLER, Todd & PARISE, Gerald. « *An Econometric Analysis of the Impact of Terrorism on Tourism* ». *KYKLOS*, 1992, p. 531-554. MESKELL, Lynn. *Sites of Violence. Terrorism, Tourism and heritage in the Archaeological Present*. University of Columbia, University seminar on Historic Monuments and Sites, January 2001. Texte disponible sur [www.mcah.columbia.edu-usem2001/lmm\\_paper.pdf](http://www.mcah.columbia.edu-usem2001/lmm_paper.pdf)

<sup>28</sup> Pour une analyse des attentats du Sinaï, qui tente justement de dire autre chose : *International Crisis Group*, « *Egypt's Sinai question* », *Middle East/North Africa Report*, n° 61, 30 January 2007. [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org)

redistribution locale de la rente touristique, la collusion de l'Etat avec le monde des affaires pour la captation des rentes économiques les plus stratégiques<sup>29</sup> ; des dénonciations inscrites dans un discours plus large de confrontation avec l'Etat, qui concernait autant le secteur touristique, que celui de la culture ou de l'agriculture – ainsi, son neveu, Magdy Hussein, est condamné pour diffamation à l'encontre du ministre de l'agriculture en 1999 pendant que le parti du Travail et le bi-hebdomadaire *al-Sha'ab* sont définitivement interdits. Les positions de Adel Hussein furent peut être les plus élaborées et argumentées de la part d'un intellectuel islamiste à l'égard du phénomène touristique, les revendications ou menaces d'attentats contre des touristes par les groupes radicaux n'offrant que des discours stéréotypés de justification morale et religieuse.

En ce sens, l'analyse proposée par Alain Roussillon de l'attentat de Louxor (et des actes terroristes qui le précèdent) tend à faire penser que la problématique de « *la violence qualifiée d'islamique* »<sup>30</sup>, lorsqu'elle est dirigée contre des sites touristiques, s'inscrit principalement dans une confrontation structurelle entre groupes radicaux et Etat, où finalement Louxor n'est que le théâtre d'un acte horrible de terrorisme, et les touristes, une cible instrumentale visant à déstabiliser l'Etat égyptien et un secteur stratégique de son économie. L'horreur de l'acte, qualifié de « *catastrophe nationale* » par le président égyptien, devait d'ailleurs déstabiliser profondément les mouvements islamistes égyptiens, révélant ainsi leurs divergences internes<sup>31</sup>, mais aussi mobiliser tout le pays. Le président égyptien, rendu sur les lieux du

---

<sup>29</sup> Adel Hussein, ancien marxiste du parti du Travail, se convertit à l'islam politique dans les années quatre-vingts, à l'instar de son parti, dont il est secrétaire général pendant un temps, et rédacteur en chef du bi-hebdomadaire *al-Sha'ab*.

<sup>30</sup> ROUSSILLON, Alain. « Entre Etat et islamistes radicalisés : les conditions de la reproduction de la violence politique en Egypte ». *Annuaire de la Méditerranée*, n°4, 1998. ROUSSILLON, Alain. « Changer la société par le Jihad, « sédition confessionnelle » et attentats contre le tourisme : rhétorique de la violence qualifiée d'islamique en Egypte ». DUPRET, Baudoin (dir.). *Le Phénomène de la violence politique : perspectives comparatistes et paradigme égyptien*. Le Caire, « Dossier du CEDEJ », Centre d'Etudes et de Documentations Economiques et Juridiques, 1994, p. 295-319.

<sup>31</sup> Des déclarations de revendication de l'attentat ont eu lieu, souvent contradictoires, émanant de différentes personnalités, en exil. La césure au sein des mouvements radicaux, notamment de la Gama'at islamiya, devint patente entre les exilés et les cadres emprisonnés en Egypte. Ces derniers, par la voix de leur avocat Montasser al-Zayat, devaient quelques semaines après l'attentat déclarer un arrêt total des actions terroristes. Contrairement à ce que certains observateurs laisseraient penser, les attentats dans le Sinai et au Caire à partir de 2004 ne sont en aucun point comparable à ceux des années quatre-vingt-dix, et s'inscrivent dans une donne sociologique et politique complètement différente (de l'identité des terroristes jusqu'aux modes opératoires des actes). *International Crisis Group*, « Egypt's Sinai question », *Middle East/North Africa Report*, n° 61, 30 January 2007. [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org)

massacre aux lendemains de l'événement, limogéait sous l'œil des caméras de la télévision nationale son ministre de l'Intérieur après avoir entendu les habitants de Gurna et leur récit de la traque des terroristes. Horreur de l'acte et défaillance des services de la police ont déclenché une vague de contestation des appareils d'Etat les plus importants (la police), ainsi que des mouvements de mobilisation sans précédent dont on a peu parlé dans les médias internationaux. D'abord, les autorités religieuses locales, à l'initiative du shaykh Tayyib, de la mosquée des Hassasna toute proche du temple, appelaient à l'une des plus grandes manifestations de rue jamais connue à Louxor depuis celle du Wafd en 1924 à l'occasion de la « nationalisation » de la tombe de Toutankhamon (infra, première partie) : défilés des hommes de Gurna, mais aussi des femmes, toutes drapées de leurs 'abbaya noires, portant des banderoles de messages de paix ; manifestations des guides touristiques et des différents corps de métiers du tourisme. Ensuite, pendant plusieurs mois, comités d'entreprise, administrations publiques, écoles, universités, syndicats, intellectuels, artistes, sportifs, se rendaient à Louxor afin de soutenir le secteur touristique, à l'appel du mufti d'Egypte qui demandait aux Egyptiens d'annuler leur pèlerinage à la Mecque et de se rendre à Louxor, dans l'intérêt national. « *Les Egyptiens découvrent enfin leurs monuments pharaoniques* », titraient alors la presse nationale, rappelant la relation complexe et passionnelle des Egyptiens avec leurs monuments antiques (infra, première partie). Louxor devenait le symbole de la Nation menacée par une violence aveugle et profondément injuste, mettant en péril le gagne-pain de millions d'Egyptiens, et révélant le rôle vital du tourisme dans une région où les monuments antiques constituent la seule ressource économique, face à un secteur agricole en crise et en l'absence de toutes activités industrielles.

Pour autant, et aussi marquant que soit l'attentat de Louxor, s'il est question de conflit et de violence dans cette recherche, ils ne se situent pas dans cet événement, ni dans les attentats perpétrés contre des touristes depuis 1992. Leur analyse relève d'une science (ou d'une sociologie) politique qui fait des mouvements islamistes radicaux, et non du tourisme, son objet de recherche. L'attentat de 1997 marque en revanche un tournant dans l'histoire contemporaine de Louxor, non pas par la nature de l'acte terroriste et dans ce qu'il donne à lire des mouvements islamistes en Egypte, mais au regard de ses conséquences sécuritaires et politiques pour le développement de la région. Ainsi, la violence –symbolique et physique, que nous évoquons, est celle utilisée par un Etat fort (pouvoir de coercition), désireux de capter encore plus de touristes, contre des populations locales historiquement récalcitrantes au pouvoir central et aux mesures d'aménagement annoncées, justifiées au nom de la lutte contre

le terrorisme, du développement touristique et de la protection des sites antiques ; ce sont là trois termes d'une politique d'aménagement territorial et sécuritaire qui peut s'avérer particulièrement violente, en ce qu'elle repose sur un principe de spécialisation des territoires et de séparation monument/population, là où l'histoire et la configuration des lieux montre combien les deux sont intimement intriqués. Cette politique est nécessairement vécue comme une injustice par les concernés – l'expulsion des habitants d'un village ou d'un quartier, mais elle est par ailleurs, entérinée et approuvée par les organisations internationales de développement. Il semblerait que la construction, dans une conception officielle, d'un haut lieu de la Nation égyptienne tel que Louxor, inscrit au patrimoine mondial en 1979 par l'Unesco, nécessite des mesures et des moyens justifiés par la fin, révélant ainsi, et parfois violemment, les décalages entre réalités de situations et représentations d'un monde « *tel qu'il doit être* »<sup>32</sup>.

Secteur touristique et aménagement des sites historiques dans la région de Louxor se prêtent à une observation des rapports entre Etat et sociétés locales, de par les enjeux économiques qu'ils représentent mais aussi des conflits de représentations qu'ils sous-tendent dans la définition d'un projet de société, en prise avec la mondialisation économique et l'intensification de la circulation des individus et des valeurs, dont le tourisme constitue un vecteur majeur. Ainsi, nous avons tenté, avec les lacunes qu'un tel projet puisse comporter, de retracer la trajectoire d'une bourgade de province égyptienne au destin singulier, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours. Louxor constitue l'épine dorsale de cette recherche, et nous permet de jouer sur différentes échelles d'analyse, dans un mouvement pendulaire constant entre local/national/global.

« Louxor sans les Pharaons » : le titre de la première partie reprend celui d'un ouvrage singulier, publié en 1914 par l'égyptologue Georges Legrain. Le savant, premier directeur de la mission de Karnak de 1895 à sa mort en 1917, était par ailleurs arabisant et passionné d'économie sociale et d'anthropologie<sup>33</sup>. En parallèle à ses travaux égyptologiques, il s'est

---

<sup>32</sup> Slogan du complexe touristique El Gouna, sur la Mer rouge : « *El Gouna, life as it should be* ».

<sup>33</sup> Il publie en 1902 à la Société internationale des études pratiques d'économie sociale *Fellah de Karnak (Haute-Egypte). Journalier dans le système des engagements momentanés, d'après les renseignements recueillis sur les lieux de 1895 à 1900*, dans le collectif *Les Ouvriers des deux mondes. Études sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières des diverses contrées et sur les rapports qui les unissent aux autres classes*, 3e série, vol.1, 1904, p. 289-336 [Fascicule 3(05)]. On trouve aussi une monographie d'anthropologie économique, publiée

attaché à étudier la région et la vie de ses habitants, recueillant témoignages et récits des mythes fondateurs du Louxor copte et musulman. Dans l'esprit de Legrain au siècle dernier, en hommage à ses travaux qui n'ont jamais été réédités, cette première partie vise à écrire cette histoire méconnue du Louxor moderne, à documenter une région qui continue d'être explorée et perçue seulement au travers ses monuments antiques. Il s'agit par conséquent de reconstituer la genèse d'un haut lieu du tourisme international en Egypte et dans le monde depuis le XIX<sup>e</sup> siècle ; un haut lieu qui devient aux temps des premières indépendances égyptiennes, un espace d'expression nationale(iste). Un espace disputé et recomposé par un double processus de « touristification » et « patrimonialisation », deux termes que nous définissons dans l'introduction de la première partie, organisent les territoires, génèrent des compétences locales et induisent des rapports entre populations et administrations centrales de manière tout à fait singulière dans le paysage égyptien.

La seconde partie prend pour point de départ le glissement du discours sur le monument antique comme lieu de la construction nationale vers une rhétorique économique et développementaliste qui émerge dans les années soixante dans les organisations internationales, et qui est reprise par nombre de pays nouvellement indépendants. Le monument, *topoi*, même controversé, de la Nation, devient ressource économique, une rente placée au service de l'économie nationale, et dont les bienfaits sont loués par les experts internationaux et les dirigeants nationaux. Il s'agit de mesurer à travers les trois régimes qui se succèdent depuis 1952 le rôle de plus en plus stratégique du secteur touristique dans l'économie égyptienne, autour de trois enjeux : l'organisation institutionnelle des agences chargées d'administrer le secteur touristique ; le rapport entre Etat et secteur privé ; l'inscription d'une politique de développement touristique dans les programmes économiques du gouvernement égyptien. Cette seconde partie a aussi pour objectif de décrire l'organisation du secteur touristique en Egypte : institutionnalisation politique, hiérarchisation des métiers, enjeux économiques et sociaux, notamment en matière de distribution de la rente touristique : qui sont les bénéficiaires, directs et indirects, du tourisme, et selon quelles modalités ? Cette seconde partie constitue en outre une mise en contexte, à différentes échelles – internationale, nationale, régionale, locale, individuelle –, des enjeux d'aménagement et de développement

---

après sa mort. L'auteur y établit méthodiquement les modes de vie et de consommation, les revenus, les dépenses d'une famille copte de Louxor : *Une famille copte en Haute-Egypte*. Bruxelles, Édition de la Fondation archéologique Reine Elisabeth (impr. de Vromant), 1945.

qui se jouent dans la région de Louxor et en Egypte, depuis les années quatre-vingt-dix, et que nous abordons dans la troisième partie.

Cette troisième partie prend pour point de départ deux éléments de singularité de Louxor : son statut administratif et les plans d'aménagement dont la région fait l'objet depuis plus de trente ans. Cette singularité est justifiée par la charge historique et patrimoniale des lieux (traitée dans la première partie), mais surtout par les enjeux économiques et politiques évoqués dans la seconde partie. L'exception administrative de Louxor établie à partir de 1989 crée en retour les conditions de légitimation des programmes d'aménagement qui bouleversent les hiérarchies de territoires, élargissant un peu plus le malentendu entre élites dirigeantes et « bénéficiaires » locaux (selon la terminologie de l'expert) des mesures mises en oeuvre. A Louxor, convergent, au nom du monument et du touriste, visions d'experts internationaux et d'élites nationales (politiques, économiques et intellectuelles), en confrontation avec les populations et les réalités locales, que les autorités du Caire persistent à nier en vidant le monument de ses vivants : le processus commence avec le déblayage du temple de Louxor dans les années 1890 et s'achève plus d'un siècle plus tard par le refoulement dans le désert des populations, aux marges économiques des circuits touristiques. Cette confrontation a donc une histoire longue, qui s'est parfois manifestée dans la violence - incendie en 1950 du village modèle dont rêvait l'architecte Hassan Fathy pour les habitants de la montagne thébaine, quatre morts en 1998 dans le village de Gurna. Cette violence est généralement évoquée dans un sens, lorsqu'elle est le fait de populations dont la réputation s'est forgée depuis deux siècles sur le trafic des antiquités et les stratégies de séduction des Belles étrangères, mais aussi sur une histoire de la « récalcitance » aux pouvoirs centraux.

Dans cette troisième partie, nous analysons la trame d'une négociation, que nous avons pu observer jusqu'à son dénouement en 2006 avec la consécration, sans heurts, des conceptions dominantes de l'aménagement sécuritaire et touristique de la « vitrine internationale de l'Egypte » (tel qu'est nommé Louxor). L'éviction des habitants de la montagne thébaine, après plus d'un demi-siècle de tentatives vaines, ainsi que le réaménagement complet du centre ville, achèvent la « mise en conformité » de Louxor aux critères du développement touristique et de la mondialisation économique. La ville répond dès lors aux exigences de confort des touristes occidentaux et aux normes exclusives d'aménagement des experts pour la promotion d'une image de modernité de l'Egypte, telle qu'elle est entendue et voulue par ses élites. « De al-Gurna à al-Gouna », c'est là tout un

projet de société qui s'accomplit depuis plus d'un siècle à Louxor, que nous tentons de retracer à travers ces pages.





## Première Partie : « Louxor sans les Pharaons ». La genèse d'un haut lieu



1- Legrain, Georges. *Louxor sans les Pharaons*. Paris/Bruxelles, Vromant et Compagnie, 1914 (non réédité). Collection personnelle



## Introduction

---

### *Première partie*

#### ***A - Entre stigmatisation et consécration : Louxor et ses lieux communs***

Les habitants de Louxor n'ont pas bonne réputation. Le *Guide du Routard*, édition 1992 : « *Louxor est la ville de toutes les arnaques. A vous d'en être conscient. L'artisanat y est plus cher qu'ailleurs en Egypte, les vraies antiquités (qu'il est interdit de sortir du pays) ne sont que des imitations grossières, les chauffeurs de taxis n'ont aucun problème pour vous annoncer des prix dignes de leurs collègues parisiens, et les conducteurs de calèche abusent de la gentillesse des touristes* ». Les touristes sont prévenus et les conseils du guide français ne vont pas sans rappeler les propos déjà tenus plus d'un siècle auparavant. Le guide Baedeker ne conseillait-il pas en 1892 de se méfier des habitants de Louxor et de s'adresser plutôt aux représentants consulaires pour tout achat : « *Half of the population of Luxor is engaged in traffic with antiquities, and the practice of fabricating scarabei and other articles frequently found in tombs is by no means unknown to the other half* ».

La réputation des hommes de la région est semble-t-il encore plus ancienne, alors même que les touristes européens n'ont guère franchi les frontières de leurs pays et que l'égyptologie demeure encore confinée aux cercles scientifiques et politiques. Vers 1820, Belzoni fait alors pour le compte du consul britannique quelques fouilles dans la nécropole thébaine : « *Si l'on savait bien en Europe avec quelle race d'hommes misérables les voyageurs qui vont à la recherche des antiquités ont à faire dans ce village ; combien ils ont à lutter contre la rapacité de ces demi-sauvages, avant d'obtenir quelques objets antiques et de poursuivre leurs recherches, ou estimerait sûrement davantage ce qui vient de cette contrée* »<sup>34</sup>. Remontons encore jusqu'à Vivant Denon et l'expédition française, les hommes de Thèbes ne suscitent guère les sympathies des voyageurs.

A l'image du pilleur de tombe, destinée aussi à nourrir les fantasmes des touristes étrangers, se superpose une autre image, plus « régionaliste », qui puise dans l'histoire des provinces du sud de l'Égypte et des relations de celles-ci à la capitale. Belzoni, toujours lui,

---

<sup>34</sup> BELZONI, Giovanni Battista. *Voyages en Égypte et en Nubie... suivis d'un voyage sur la côte de la mer Rouge et à l'oasis de Jupiter Ammon*. Paris, Hachette, 1975 (1821 pour l'édition originale), p. 245.

raconte : « *Les habitants de Gournah, bien plus rusés et fourbes que ceux des autres villages, sont les hommes les plus indépendants de l’Egypte. Ils se vantent de ne s’être soumis que les derniers aux Français, et d’avoir même après leur soumission, forcé ceux-ci à payer comptant tous les hommes mis en réquisition : fait dont le baron Denon convient, au reste, lui-même* »<sup>35</sup>. En effet, durant l’année 1798, Vivant Denon accompagne Desaix et la 21<sup>e</sup> brigade en charge de poursuivre Mourad Bey, chef mamelouk réfugié en Haute Egypte après la bataille des Pyramides. Le village de Louxor, situé sur la rive est, apparaît aux yeux du savant, comme un « *misérable* » village de quelques milliers d’habitants logés au cœur de son temple : « *Aucune ville connue n’est annoncée aussi fastueusement que ce misérable village, composé de deux à trois mille habitants, nichés sur les combles, ou tapis sur les plates-formes de ce temple, sans cependant que cela lui donne l’air d’être habité* »<sup>36</sup>. Les lieux sont loin d’être paisibles. Le contexte est belliqueux, et la campagne quelque peu dangereuse. De fait, pendant qu’ils visitent la montagne thébaine et les tombeaux des Nobles, Vivant Denon et Desaix sont « *assaillis par des ennemis* ».

Cette attaque n’est pourtant pas le fait d’une garde rapprochée du chef mamelouk en fuite, mais celui d’une population « *considérable* » logeant au cœur même de la nécropole antique. La rive ouest compte des chrétiens et des tribus arabes en partie sédentarisée, et la réputation du village de *Gurna* est déjà acquise, pour longtemps : un repaire de bandits qui trouvent refuge et fortune dans les tombeaux antiques ; bandes de hors-la-loi, rebelles au pouvoir central, semant la terreur dans la région.

#### Vivant Denon à Louxor, 1798

« *Nous arrivâmes à un désert qui était le champ des morts : la roche, taillée dans son plan incliné, présente dans les trois faces d’un carré des ouvertures régulières, derrière lesquelles de doubles et triples galeries et des chambres servaient de sépultures. J’y entrai à cheval avec Desaix, croyant que ces retraites sombres ne pouvaient être que l’asile de la paix et du silence ; mais à peine fûmes-nous engagés dans l’obscurité de ces galeries que nous fûmes assaillis de javalots et de pierres par des ennemis que nous ne pouvions distinguer ; ce qui mit fin à nos observations. Nous avons appris depuis qu’une population considérable habitait ces retraites obscures, qu’y contractant apparemment des habitudes farouches, elle était presque toujours en rébellion avec l’autorité, et devenait la terreur de ses voisins : trop pressés pour faire plus ample connaissance avec les habitants, nous rétrogradâmes avec précipitation ; et pour cette fois, nous ne vîmes Thèbes qu’au galop.* »

VIVANT DENON, Dominique. *Voyage dans la Basse et la Haute Egypte*. Paris, Editions du Promeneur, 1998

(1802 pour la première édition), p. 261.

<sup>35</sup> BELZONI, Giovanni Battista. *Voyages en Égypte et en Nubie... suivis d’un voyage sur la côte de la mer Rouge et à l’oasis de Jupiter Ammon*. Paris, Hachette, 1975 (1821 pour l’édition originale), p. 246.

<sup>36</sup> VIVANT DENON, Dominique. *Voyage dans la Basse et la Haute Egypte*. Paris, Editions du Promeneur, 1998 (1802 pour la première édition), p. 261.

Durant le XIX<sup>e</sup> siècle, l'image du pilleur de tombes, liée au développement concomitant de l'égyptologie et du tourisme, s'installe dans les esprits, marquée et fixée par un événement qui nous semble fondateur, et de l'histoire de la région de Louxor, et des stéréotypes courants portés sur ses habitants : la découverte de la cachette des momies de Dayr al-Bahary en 1881 (infra, première partie). A cette image de pilleur, se plaque celle d'un territoire en conflit depuis des générations avec le pouvoir central : « *Ils n'ont jamais reconnu le joug de personne, ni des mamelouks, ni du pacha, quoiqu'on les ait persécutés de la manière la plus cruelle, en leur faisant la chasse comme aux bêtes fauves* », poursuit Belzoni. Ces événements restent encore marqués dans les mémoires, ainsi que les soulèvements des villages de la rive ouest dans les années 1850-60<sup>37</sup>. Plus récemment, le sud de l'Egypte est communément associée aux pratiques de violence politique : terrains de recrutement et d'action terroriste de la *gama'a islamiyya*, mais aussi de vendettas (*thâr*) toujours vivaces dans les esprits, le *Sa'id* défraye régulièrement la presse égyptienne et nourrit les fantasmes des chroniqueurs nationaux. Vivant Denon a pourtant bien été « *assailli* » par des bandes de bédouins réfugiés dans la nécropole thébaine. Les pratiques de vendetta dont parle Pococke en 1743 se sont poursuivies jusqu'à nos jours<sup>38</sup>, renforçant un peu plus l'image de violence collée à un territoire, le *Sa'id*, qui échappe ou a échappé à l'administration centrale, à différentes périodes de son histoire et en certains lieux<sup>39</sup>.

Le recours à l'histoire n'est pas nécessaire pour entériner les lieux communs inscrits au compte de Louxor, sa région et ses populations. Les dérives du discours essentialiste sont avant tout le fait des hommes politiques, pour qui inscrire une population et un territoire dans une continuité historique explicative des phénomènes contemporains de résistance et de violence permet en retour de justifier les politiques sécuritaires à leur égard. En revanche, il

---

<sup>37</sup> BAER, Gabriel. *History of Land Ownership in Modern Egypt 1800-1950*. London, Oxford University Press, 1962.

<sup>38</sup> *Al-Wafd*, 17 avril 2004. « *Réconciliation de deux familles de Louxor* », après 6 années de conflits (vendetta) qui aura fait un mort. Voir aussi CHIH, Rachida. *Soufis et confrérie mystique dans l'Egypte contemporaine. Transmission de la culture religieuse et appropriation sociale de l'espace*. Thèse de doctorat, Université de Provence, Aix-Marseille 1, 1996. Voir tout particulièrement p. 326 et suiv.

<sup>39</sup> Le sud de l'Egypte connaît à deux reprises dans son histoire un statut d'autonomie, au 14<sup>e</sup> et au 18<sup>e</sup> siècle. Cette dernière période reste dans les mémoires comme la période glorieuse du règne des tribus bédouines des *Hawâra*, conduit par le Shaykh Hummâm, en lutte contre l'administration du Caire. ABD AL-LATIF AHMAD, Layla. *Le Sa'id durant le règne du Shaykh Humâm* (en arabe), 1986. GARCIN, Jean-Claude. *Un centre musulman de la Haute-Egypte médiévale : Qûs*. Le Caire, IFAO, 1976.

nous semble que la force du stéréotype puise dans un « fonds » socio-historique sur lequel il est construit et fixé/figé dans son contenu. Pilleur de tombes et pratiques de violence sont deux images qui résistent au temps. Donnons quelques exemples : l'écrivain Fathy Ghânim, alors fonctionnaire d'Etat en 1952, est envoyé en mission au « pays des voleurs » (*ard al-haramiya*), en vue de mettre au clair les raisons de l'incendie criminel du nouveau village construit par l'architecte Hassan Fathy en vue de reloger les habitants de la montagne thébaine<sup>40</sup>. Plus récemment, aux lendemains de l'attentat du temple de Hatshepsout en 1997, un ancien directeur des antiquités en poste à Louxor pendant vingt ans, (et, à ce titre, fin connaisseur des us et coutumes de la région, nous laisse-t-on entendre) proposait dans un quotidien national officiel sa solution en matière de gestion sécuritaire et de lutte contre le terrorisme : l'éviction des sites archéologiques de ses occupants indésirables<sup>41</sup>. L'implicite de cette recommandation (un vieux projet des autorités) n'a pas échappé aux habitants de Gurna : l'ancien directeur donnait pour explication à la violence politique certaines habitudes ancestrales des villageois, et à la tragédie du temple, leur complicité avec les terroristes. L'article suscita la colère des *Gurnawi*, renforçant un peu plus les crispations locales à l'égard des représentants du gouvernement central. De même, en avril 2003, alors qu'un réseau de trafiquants d'antiquités était révélé au public, un responsable du service des antiquités faisait le constat suivant : « *Il y a des endroits qu'il est presque impossible de sécuriser, comme la région de Gurna, par exemple. Les maisons se trouvent au-dessus des tombes, les villageois fouillent à l'intérieur de leurs maisons, que peut-on faire ?* »<sup>42</sup>. Or, dans l'affaire en question, la plupart des pièces saisies provenaient des magasins du service des antiquités égyptiens, situés au Caire, impliquant directement des fonctionnaires, notamment un cadre du parti au pouvoir (Parti National Démocratique, PND), et non des habitants de la montagne thébaine.

Quand, depuis l'attentat du temple de Hatchepsout en 1997 et les événements du 11 septembre 2001, au nom de la sécurité des touristes étrangers et de la lutte contre le terrorisme, la région de Louxor est littéralement quadrillée par les forces de l'ordre, qu'à chaque croisement de routes, se trouve un poste de contrôle policier particulièrement tatillon, les gens vous disent : « *Ils pensent que nous sommes des criminels –mugrimîn, que les*

---

<sup>40</sup> GHANEM, Fathî. *La Montagne*, 1959 (roman en arabe).

<sup>41</sup> *Akhbâr al-Yûm*, 19/11/1997, « Comment protéger et assurer la sécurité des sites archéologiques ? ».

<sup>42</sup> *Ahram Hebdo*, 2-9 mai 2003.

*terroristes –irhâbyîn, c'est nous... »* ; ou encore : « *ici, c'est la Palestine* », faisant le rapprochement en arabe entre l'expression *al-bâr al-gharby* –la rive ouest, et *al-dhaffa al-gharbiya*, la « bande ouest » pour désigner la Cisjordanie. La comparaison avec la Palestine est explicitement faite dans une pétition présentée en 1996 aux autorités municipales de Louxor, lorsque celles-ci relançaient un programme de déplacement des habitants de la montagne thébaine. Les *Gurnawi* nourrissent méfiance et crainte à l'égard des représentants de l'ordre, souvent des officiers venus du Caire ou d'ailleurs, et entretiennent cette image de la « récalcitrance », qui nourrit en retour un peu plus les lieux communs portés sur la région et le village en particulier.

Au cœur même du village de Gurna, à savoir à l'échelle la plus locale de la région qui nous intéresse, se cristallisent les enjeux de près de deux siècles d'histoire des relations entre les administrations du Caire, et une région située dans le *Sa'id*, la Haute Egypte, toute dédiée au tourisme international et à l'égyptologie, et à ce titre, ouverte au monde et à l'Etranger. Louxor représente tout à la fois le berceau de la civilisation égyptienne, fleuron du patrimoine national à vocation universelle et touristique, et le sanctuaire d'hommes sans foi ni loi, où règne(raie)nt le trafic d'antiquités, les pratiques de violence et l'argent facile du tourisme et des belles étrangères. La réputation des *Gurnawi* est métonymique du stéréotype courant porté sur la Haute Egypte, le *Sa'id*, un territoire qui semble échapper au contrôle de la capitale, un monde perçu au Caire tout à la fois comme celui de l'arriération culturelle et des pratiques condamnées (la vendetta, par exemple), mais aussi comme celui de la tradition glorifiée puisant aux sources de la conquête arabo-musulmane et de la chrétienté. Enfin, le *Sa'id* renferme en ces terres les sites majeurs de l'Egypte antique, contribution glorieuse de celle-ci à l'histoire de l'humanité. C'est dire combien la région du *Sa'id* porte en ses territoires tout à la fois la diversité de l'identité nationale égyptienne et les termes controversés qui la travaillent.

L'histoire moderne et les dynamiques contemporaines de Louxor ne cessent d'osciller entre ces deux images : la première, glorifiante, est quasi immuable, univoque et universelle (admise comme telle) tant que les monuments existent et survivront ; la seconde, stigmatisante, est polysémique, mouvante au gré des circonstances et des intérêts ; toutes deux stéréotypiques dans l'usage qu'il en est fait, à savoir poussée à un degré de généralisation où toute valorisation de la singularité est impossible. Louxor semble coupée en deux : d'un côté, ses monuments témoins de la grandeur d'un passé qui n'a de valeur de mémoire que du point

de vue de l'égyptologue, du touriste et de l'administrateur colonial ou de l'UNESCO, et balise le territoire utile ; de l'autre, un ville et quelques villages indigènes peuplés de trafiquants et de mercenaires... L'histoire et l'aménagement de Louxor révèlent un développement « *schizophrène* »<sup>43</sup> et conflictuel de la ville et de ses campagnes dans leur relation au pouvoir central et à leurs représentants locaux ; un développement essentiellement articulé autour du monument et des modalités souvent contradictoires de valorisation de ses sites archéologiques patrimonialisés *de facto* en vertu des décisions de l'agence culturelle internationale de l'Unesco d'inscrire l'antique Thèbes au titre de patrimoine mondial.

### ***B - Retracer l'histoire moderne de Louxor***

Louxor existe dans la recherche et dans les médias essentiellement à travers ses pierres et ses monuments pharaoniques dont les savants n'ont eu de cesse de fouiller, d'interpréter, de publier articles et rapports, de restaurer et de préserver ; ce qui laisse dans l'ombre quelques bonnes dizaines de siècle d'histoire peu explorée, depuis la période chrétienne et les conquêtes arabes, jusqu'à nos jours<sup>44</sup>. Georges Legrain, égyptologue français, arabisant et membre de la *Société d'économie sociale* de Belgique, éprouvait pourtant déjà au début du XX<sup>e</sup> siècle la nécessité de valoriser l'autre patrimoine historique et culturel de Louxor, celui qui justement ne relève pas de l'égyptologie<sup>45</sup>. Entreprise louable et peu orthodoxe pour un égyptologue et pour l'époque. De nos jours, Louxor compte exceptionnellement en la personne de Mohammad 'Abdû al Haggâgy un historiographe passionné, que l'on qualifierait

---

<sup>43</sup> Le terme est utilisé par Goma'a Abul Fadl, intellectuel communiste et agent touristique à Louxor, originaire de cette ville. Fanny Colonna en a publié un portrait-entretien dans ses *Récits de la province égyptienne. Une ethnographie sud/sud*. Paris, Actes Sud, 2003, p. 179-204. Son parcours est évoqué aussi dans l'article « Trois expériences égyptiennes de la rencontre touristique », *Autrepart*, revue de l'Institut de Recherche et de Développement, *Tourisme culturel, réseaux et recompositions sociales*, n°40, Décembre 2006.

<sup>44</sup> Il faut ici faire mention des travaux du Père Martin, de C. Décobert et de J.C. Garcin. Du côté des historiens égyptiens, les études sont rares. Enfin, il faut rappeler l'ouvrage récent consacré à la Haute Egypte de N. Hopkins et R. Saad.

<sup>45</sup> Les travaux non égyptologiques de G. Legrain comprennent deux monographies ethnographiques, *Une famille copte de Haute-Egypte*. (Bruxelles, Editions de la fondation égyptologique Reine Elisabeth, 1945) et *Le Fellah de Karnak* (Bruxelles, Société d'Economie Sociale, 1902), mais surtout un ouvrage, *Louxor sans les Pharaons* (Paris/Bruxelles, Vromant et Compagnie, 1914), qui n'a malheureusement jamais été réédité.



en anglais de « *folklorist* », mais dont l'érudition s'arrête à la période glorieuse des conquêtes arabes<sup>46</sup>.

Une histoire sociale de Louxor moderne reste donc à défricher. Face à l'éparpillement de la documentation existante sur la région de Louxor et sur ses développements contemporains, la tâche nous est apparue au départ presque irréalisable et néanmoins incontournable. La difficulté ne tenait pas tant à recueillir la documentation nécessaire que de constituer des corpus cohérents et suffisamment diversifiés dans leurs contenus qui puissent permettre un croisement raisonné des sources. Nous avons ainsi identifié cinq types de documentations, autant de points de vue et de figures qu'il s'agit de mettre en perspective.

1. L'archéologue. Les rapports égyptologiques et la documentation consacrée aux sites archéologiques nous informent sur la topographie et de la transformation des lieux : du village puis de la ville de Louxor, ainsi que de ses villages satellites. Plus que tout autre site antique dans le pays, Louxor et sa nécropole ont été et restent un lieu de fouilles majeur. Ainsi, l'égyptologie étant très proluxe sur la région, nous avons pu « détourner » sur environ un siècle un corpus richement documenté au travers duquel Louxor, dans son évolution « moderne », apparaît en toile de fond. Si le document est tout consacré au monument, l'angle de l'objectif photographique, (dans le cas d'un document photo, par exemple), laisse aussi entrevoir des détails de contexte et de situation, ceux-là même qui nous intéressent en premier lieu, dès lors que nous savons que les villages sont situés au cœur même des sites archéologiques (temple de Karnak et de Louxor, nécropole thébaine). C'est en partie grâce à ces documents, - rapports d'égyptologues et surtout iconographie archéologique, que nous avons pu vérifier des

---

<sup>46</sup> AL-HAGGAGY, Mohammad 'Abdû. *Louxor durant la période islamique* (en arabe), 1996 (deuxième édition). L'ouvrage s'arrête au XVI<sup>e</sup> siècle. L'auteur, qui a occupé différents postes à l'université, au service des antiquités ou encore dans les organisations internationales, s'attache dans ses travaux de recherche à la valorisation du patrimoine arabo-islamique de la Haute Egypte, dans une perspective militante de reconnaissance de l'héritage tribale de la période glorieuse des conquêtes arabes (péninsule arabique). Informons qu'après la faste période du « royaume » du Shaykh Hummâm, le statut des tribus arabes en Egypte et tout particulièrement dans le sud est objet de mesures « jacobines » de Muhammad Alî, que l'on présente comme l'homme de la Nation moderne égyptienne. AHMAD 'ABD AL-LATIF, Layla. *La Politique de Mohammad Aly à l'égard des bédouins d'Egypte* (en arabe), 1986.

informations éparses et imprécises, et de reconstituer les grandes lignes d'évolution morphologique de Louxor et de ces territoires depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>47</sup>.

2. Le fonctionnaire. Afin de compléter cet aperçu physique des lieux observés, nous nous sommes appuyé sur la cartographie disponible sur la région (liste en annexe). Entre l'administration coloniale, puis égyptienne, et la communauté égyptologique, la production cartographique est abondante, couvrant un siècle, de 1891 à 1991. La cartographie à caractère égyptologique ne nous intéresse en revanche que très marginalement, car située à des échelles trop fines. Par ailleurs, le premier et unique cadastre de la région remonte à 1922. Depuis, il faut se contenter de cartes à plus grandes échelles, plus générales et moins riches en information.
3. L'administrateur censitaire. Les recensements de populations permettent de saisir, dans le temps et dans l'espace, à différentes échelles du territoire, les transformations sociodémographiques de la région sur près d'un siècle. Les recensements égyptiens depuis 1882 jusqu'au dernier disponible (1996)<sup>48</sup> ont fait l'objet d'un travail compréhensif et analytique des géographes de l'équipe de l'Observatoire Urbain du Caire Contemporain au Cedej, en partenariat étroit avec le Central Agency for Public Mobilisation And Statistics (CAPMAS), le service statistique égyptien. Ainsi, plus d'un siècle de recensements nationaux a été harmonisé et géoréférencé, permettant un traitement comparatif des données.
4. L'étranger. Les récits de voyageurs et les ouvrages de guides touristiques donnent à entendre des témoignages et des regards portés sur la région, par rapport à deux activités croissantes et structurantes de la région, le tourisme et l'égyptologie. Ce sont des matériaux qui ont été largement explorés dans le cadre des études sur le voyage en Orient et sur l'Orientalisme en général<sup>49</sup>. La consultation de ces travaux de seconde main nous a permis de sélectionner des textes originaux de différentes époques et de

---

<sup>47</sup> La bibliothèque du *Chicago House*, où nous avons eu accès aux archives photographiques, a été pour nous un lieu privilégié de découvertes documentaires. Nous remercions leurs responsables et personnels en poste lors de notre exploration.

<sup>48</sup> Les premiers résultats provisoires du recensement de 2006 étaient disponibles dès juillet 2007, mais seulement à l'échelle nationale.

<sup>49</sup> Nous renvoyons à la bibliographie générale pour les principales références, qu'il serait trop lourd de reproduire ici.

consigner, aux travers de nos lectures, toute mention faite à Louxor et à ses habitants, hors domaine archéologique<sup>50</sup>.

5. L'intellectuel. Nous convoquons tout particulièrement dans le troisième chapitre le cinéma. Notre lecture de certaines œuvres consacrés à Louxor permet de saisir, d'une part le statut de Louxor dans l'imagerie nationale et nationaliste, d'autre part l'usage d'un événement historique fondateur de l'histoire moderne de Louxor (la découverte de la cachette des momies en 1881), au service d'une réinterprétation nationaliste, romancée et romantique, qui travaille une partie de l'intelligentsia égyptienne, notamment durant la période nassérienne.

Ces corpus documentaires fondent le point de départ de notre démarche de documentation et de compréhension d'une région et d'un phénomène : entrer dans Louxor par l'espace, et les moyens de contrôle de celui-ci mis en place par l'administrateur coloniale puis égyptienne. Cartes et recensements renvoient aussi et surtout aux dispositifs qui permettent d'assoir l'appareil Etat colonial puis national, auxquels fait référence Benedict Anderson<sup>51</sup>, en matière de colonialisme et d'édification nationale(iste). Pour autant, sans qu'il soit question d'évacuer une analyse de ces dispositifs techno-administratifs, ces deux corpus nous intéressent dans ce qu'ils documentent la construction d'un lieu, les modalités de contrôle de celui-ci et de ses populations, au regard du monument ; ou comment la ruine antique, sa valorisation et son exploitation touristique ont fait la ville de Louxor. Les documents nous *parlent* dans ce qu'ils nous *donnent à voir* de la région, ou plutôt, nous donnent à saisir les visions de l'administrateur central en matière d'aménagement d'une région depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le document est étudié dans sa fonction informative au regard des changements de la morphologie physique de Louxor, via la cartographie, l'iconographie et les rapports archéologiques, au regard de la composition socioéconomique des lieux, via les recensements de population. En revanche, les récits de voyage et les guides touristiques nous parlent, à leur manière, de ce que l'on disait des lieux mais surtout comment on les percevait, tout en donnant des détails physiques utiles à la compréhension des lieux et de leur organisation,

---

<sup>50</sup> Nous remercions tout particulièrement Caroline Simpson pour son travail de documentation photographique et historique inestimable qu'elle entreprend depuis plusieurs années concernant le village de Gurna tout particulièrement. SIMPSON, Caroline. « Modern Qurna –pieces of an historical jigsaw ». STRUDWICK, Nigel & TAYLOR, John (eds). *The Theban Necropolis: Past, Present and Future*. London, The British Museum Press, 2003. p. 244-249 plus annexes photographiques.

<sup>51</sup> ANDERSON, Benedict. *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La Découverte, 1996, p. 167-188.

notamment dans le développement des services touristiques. Ce corpus possède par conséquent un double statut documentaire, sur la description des lieux, et sur les représentations de ces lieux et de leurs populations.

Au-delà de leur dimension technique et scientifique, les rapports égyptologiques, produits par le service des antiquités dirigé par les Français depuis sa création en 1838 jusqu'en 1952, donnent à lire, plus ou moins explicitement, les politiques de patrimonialisation en œuvre dans le cadre de l'institution coloniale et dans son rapport aux élites politiques égyptiennes. L'archéologie n'est-elle pas, comme le rappelle Lynn Meskell dans une formule sans équivoque, « *the stepchildren of imperialism* », un produit dérivé des politiques coloniales occidentales au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles<sup>52</sup>. Par ricochet, les ruines antiques deviennent espaces d'enjeux et de conflit dès lors qu'elles cristallisent une certaine idée de la Nation en devenir et portent éventuellement les élans indépendantistes des élites nationales placées sous la tutelle coloniale. Ainsi est-il difficile d'ignorer les différentes strates d'interprétation et d'usage des documents que nous utilisons dans cette première partie.

Il en va de même pour la cartographie : celle-ci nous informe en creux des intérêts stratégiques portés sur la région : à l'exemple de la production d'une carte touristique et du cadastre des deux rives en 1922, marquant le glissement sémantique dans l'usage du monument : objet savant au départ, le monument devient ressource à valeur touristique et son environnement socioéconomique appelle à une formalisation cartographique nécessaire à l'administration et au contrôle du territoire. Les recensements de population ont une fonction comparable : inventorier et classer les populations et leurs activités pour mieux les contrôler<sup>53</sup>. Citons par ailleurs la carte de 1891 de Louxor (rive est uniquement), laquelle établit le lien entre intérêt égyptologique et celui des administrations d'aménagement, en l'occurrence celui de la direction générale des villes et des bâtiments, dans un contexte politique de création de municipalités sur l'ensemble du territoire égyptien.

Nous avons voulu privilégier dans cette première partie un fil chronologique, consciente néanmoins des lacunes qui restent à combler. Nous privilégions trois périodes, que nous articulons chacune autour d'un événement particulier : 1/ les années 1880-1910

---

<sup>52</sup> MESKELL, Lynn (ed.) *Archaeology Under Fire. Nationalism, Politics and Heritage in the Eastern Mediterranean and Middle East*. London, Routledge, 1998, p. 3.

<sup>53</sup> Citons pour exemple le recensement des tribus arabes de 1897.

correspondent à la genèse de Louxor comme haut lieu du tourisme international et à l'émergence du mythe des *Hurûbât* ; 2/ les années 20-30 sont celles de la première indépendance égyptienne où les questions nationalistes travaillent les élites égyptiennes, où l'identité nationale est interrogée, notamment au regard d'une histoire ancienne controversée. La découverte du tombeau de Toukhanmon devient espace de conflit nationaliste ; 3/ les années nassériennes, où la question nationaliste s'inscrit dans un contexte d'isolement international, mais où les monuments de Nubie deviennent aussi ressources de diplomatie souterraine. On retrouve durant ces années Louxor au cœur des réflexions sur l'identité nationale, notamment dans le cinéma.

Le projet d'une histoire sociale de la région de Louxor est ici exploratoire. Le recours à l'histoire renferme une valeur documentaire et interprétative inédite à l'égard de Louxor. Consciente des friches et des lacunes que nous laissons ouvertes, nous aimerions néanmoins insister sur la priorité que nous avons assignée à cette démarche : retracer les étapes significatives du développement moderne de la région de Louxor à partir d'un double procès de *patrimonialisation* et de *touristification*. Les deux termes méritent explicitation :

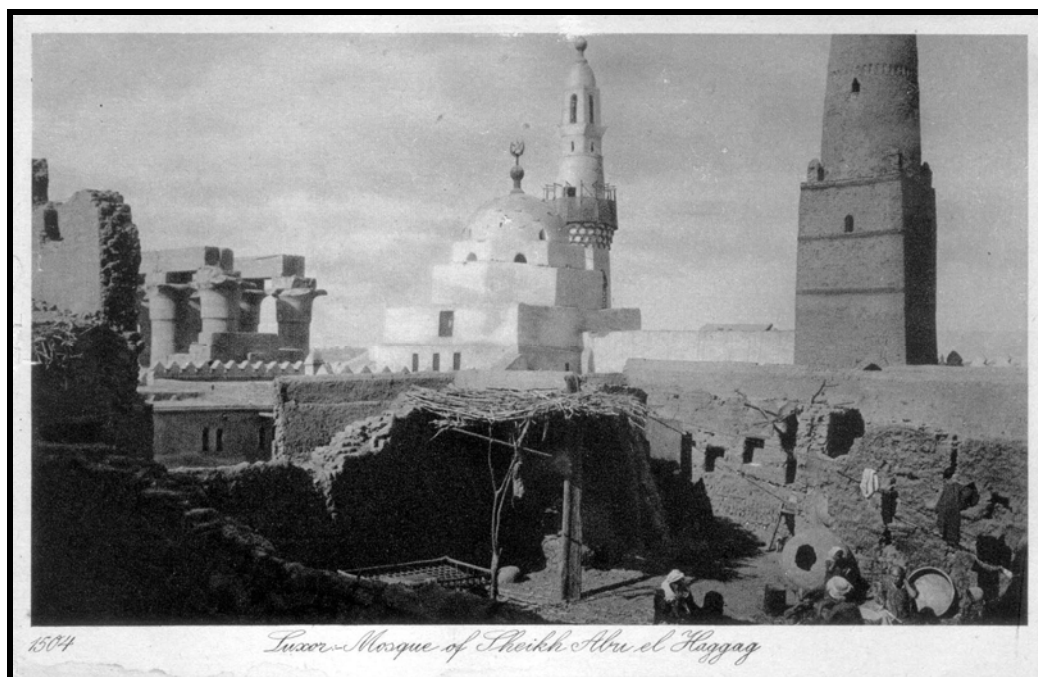
Par *touristification*, terme emprunté aux géographes, il faut entendre des processus en cours, sur la durée et dans l'espace, renvoyant tout à la fois à la dimension physique et infrastructurelle du phénomène touristique (aménagement, transports, hôtels, etc.) mais aussi symbolique (représentations d'un lieu). Maspero, directeur du service des antiquités, l'avait compris dès 1880. A Louxor comme en Egypte de manière générale, la *patrimonialisation* des sites antiques peut difficilement faire l'économie de leur mise en valeur touristique.

Par *patrimonialisation*, nous entendons les procédures de sélection, d'inventaire et de recensement qui permettent d'investir d'un sens politique, tout *ouvrage, objet, ruines*, le plus souvent matériel, se prêtant à la reconstitution d'un passé dans lequel un groupe de personnes trouve à s'identifier, à la fois en tant que collectivité et individu. Plus de deux cents ans de fouilles archéologiques, l'avènement d'une science spécifique, l'égyptologie, ainsi que l'inscription en 1979 par l'UNESCO des sites antiques égyptiens majeurs à ce qu'il est convenu de nommer « patrimoine de l'humanité », accordent aux ruines antiques d'Egypte un statut d'évidence patrimoniale que personne ne saurait contester. Or, posons une question simple : pour qui les ruines antiques d'Egypte ont-elles valeur de patrimoine dès lors que l'égyptologie s'est construite comme discipline scientifique dans le giron des administrations coloniales et des cercles européens tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, dès lors que la

valorisation du monument est essentiellement destinée au spectateur occidental ? L'évidence patrimoniale à l'égard des ruines antiques n'est pas forcément évidente pour tout le monde, et peut être moins pour les Egyptiens eux-mêmes. L'histoire moderne de Louxor révèle en ce sens des processus de *patrimonialisation*, inscrits à la fois dans l'entreprise coloniale et les projets nationalistes, qui renvoient inévitablement aux problématiques de la Nation : de sa définition, de ses composantes, de ses expressions.

## I - Le village dans le temple

---



2- Carte postale, temple de Louxor, Lenhert & Landrock, fin XIX<sup>e</sup>  
Collection personnelle.









## **A - Louxor, bourgade cosmopolite au tournant du XX<sup>e</sup> siècle**

Quand Loti revient à Louxor durant l'hiver 1907<sup>54</sup>, sa déception est totale. « *C'est fini de Louxor ! Et quelle affluence de monde, ici ! Quand au contraire, la rive d'en face semble restée si absolument désertique, avec ses étendues en sable d'or et, à l'horizon, ses montagnes couleur de cendre rose que l'on sait pleines de momies. Pauvre Louxor ! Tout au long des berges, il y a une rangée de ces bateaux touristes, espèces de casernes à deux ou trois étages, qui de nos jours infestent le Nil depuis le Caire jusqu'aux cataractes, -et ils sifflent, et leurs dynamos font un intolérable vacarme trépidant...* »<sup>55</sup>. Les touristes étrangers, *Cooks and Cookesses*, sont « *quelques milliers* » chaque année à Louxor et en Haute Egypte, selon G. Legrain en 1914<sup>56</sup>. La ville vit en grande partie au rythme de ses occupants étrangers, touristes, voyageurs, savants et administrateurs, à savoir du mois d'octobre au mois d'avril, la haute saison se situant entre janvier et mars.

Il est difficile d'évaluer le nombre de touristes et voyageurs en Egypte au début du XX<sup>e</sup> siècle. Selon Maspero, l'Egypte compte « *deux mille touristes au moins* » en 1901<sup>57</sup>. En 1884, lorsque celui-ci doit financer son projet de déblaiement du temple de Louxor, l'égyptologue évalue leur nombre à « *... 3 000 voyageurs environ qu'attirent non les factories de sucre, de coton et de chemins de fer, et tout ce que l'on qualifie d'utile et de productif, mais tous les monuments de l'art arabe et égyptien. En prenant 2 000 francs comme la moyenne fournie par chacun de ces voyageurs, on trouve qu'ils laissent en Egypte de 4 à 6 millions de francs par an, qui sont tout bénéfice* »<sup>58</sup>. De ces estimations, il est encore plus difficile de préciser la part de touristes de passage à Louxor, où se mêlent voyageurs de long séjour, touristes de passage, administrateurs coloniaux et leurs invités. Quant à la présence permanente d'étrangers à Louxor, elle peut être chiffrée : autour de 200 individus en 1907, elle atteint son maximum en 1927 avec près de 700 étrangers recensés, pour retomber à moins de 200 en

---

<sup>54</sup> L'écrivain fait en 1894 une étape en Egypte et une croisières sur le Nil d'une dizaine de jours, lors de son voyage en terre sainte. LOTI, Pierre. *Le Désert*, Paris, Calman Levy, 1895.

<sup>55</sup> LOTI, Pierre. La Mort de Philae. Chap. « Louxor modernisé ». Paris, Calman Lévy, 1909.

<sup>56</sup> LEGRAIN, Georges. *Louxor sans les Pharaons*. Bruxelles/Paris, Vromant et C<sup>o</sup>. 1914, p. II.

<sup>57</sup> MASPERO, Gaston. *Ruines et paysages d'Egypte*. Paris :Payot, 2000, p. 89.

<sup>58</sup> Lettre de Maspero à Scott Moncrieff (sous-secrétaire d'Etat au ministère des Travaux publics) publiée dans le *Journal des Débats* du 26 février 1884. Citée par DAVID, Elisabeth. *Gaston Maspero 1846-1916. Le gentleman égyptologue*. Paris, Pygmalion, 1999, p. 123.

1937 et à 69 en 1947. Rapportée à la population de la bourgade, la part des étrangers recensés représente en 1927 3,5% de la population totale<sup>59</sup>. La catégorie étranger reste néanmoins ambiguë : l’Egypte compte des communautés dites étrangères, protégées par le système des Capitulation : grecs, syro-libanais, etc. Au mieux peut-on retrouver les traces de certains nationaux européens dans les activités de commerce ou de gestion d’hôtel. Le *Egyptian Directory* de 1917<sup>60</sup> nous informe de l’existence de Melle Emma Eisenhut, directrice du Luxor Hotel, de Charles Dubuc, comptable au même hôtel. Le docteur Laufer est médecin au Winter Palace, et Pohoomull Brosy est boutiquier d’articles des Indes. Le révérend de la mission protestante américaine est un certain Philipps.

A quoi peut ressembler une bourgade de Haute Egypte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? Aux yeux des administrateurs coloniaux, et tout particulièrement des Français du service des antiquités, il ne s’agit pas de n’importe quelle petite ville de province. Son statut administratif est objet de modification à plusieurs reprises, reflétant ainsi les enjeux autour de la gestion de la bourgade. Celle-ci est en 1880, selon le guide touristique Murray, « *a large village, increasing both in population and prosperity* »<sup>61</sup>. Elle est pourtant dès 1882, dans la terminologie administrative coloniale, un *bandar* (localité urbaine) rattaché au *markaz* de Qûs. En 1897, le *markaz* de Louxor est créé au sein duquel Louxor fait fonction de centre administratif (donc urbain). Aux recensements de 1907 et de 1917, Louxor perd son statut urbain puis est réinscrite dans les registres administratifs au titre de *madîna* en 1927. Louxor compte par ailleurs un conseil local mixte dès 1896, dont les membres sont en partie élus (quatre sur six)<sup>62</sup>. Au-delà de son statut administratif, la physionomie de la bourgade se transforme radicalement en deux décennies, à coup de pelles et de burins des égyptologues et sous la pression des touristes occidentaux férus de monuments pharaoniques et d’aventures orientales.

En 1882, Louxor compte 5 786 habitants. Karnak est alors le village le plus important démographiquement, avec 6 119 habitants. Louxor connaît sur la période 1882-1897 une

---

<sup>59</sup> Recensement national de la population, 1927.

<sup>60</sup> L’ouvrage fut longtemps consultable dans la bibliothèque du bar du Winter Palace, inauguré à Louxor en 1906.

<sup>61</sup> *A Handbook For Travellers in Lower and Upper Egypt*. London, John Murray. 1880, tome II.

<sup>62</sup> Décret 89/6120 de 1896. DELCROIX, M. M. « L’Institution municipale en Egypte ». *L’Egypte contemporaine*, n°13, 1922, p. 278-321.

croissance particulièrement importante, à l’instar du village de Gurna (respectivement 4,1% et 3,6%). En 1907, Louxor et les deux villages de Karnak et de Gurna comptent ensemble près de 30 000 habitants, sur une superficie de 47 kilomètres carrés<sup>63</sup>. Karnak et Louxor sont aussi importants par leur nombre d’habitants jusqu’à la fin de la première guerre mondiale. Ce dernier se détache en revanche nettement à partir des années vingt. Les programmes d’aménagement qui sont initiés durant les années d’entre deux guerres en font un centre urbain par excellence dans la région.

<b>1- Croissance de la population de Louxor et de ses environs, 1882-1917</b> (comparaison avec le gouvernorat de Qéna et avec l’Egypte)					
	<b>Louxor</b>	<b>Gurna</b>	<b>Karnak</b>	<b>Qéna</b>	<b>Egypte</b>
1882	5 786	2 919	6 119	384 026	6 557 278
1897	10 638	4 955	9 095	711 457	9 734 405
<i>Croissance annuelle</i>	4,14	3,59	2,68	4,2	2,67
1907	12 644	4 710	12 585	772 492	11 189 978
<i>Croissance annuelle</i>	1,74	-0,51	3,3	0,83	1,4
1917	15 439	5 531	12 264	840 317	12 718 255
<i>Croissance annuelle</i>	2,02	1,62	-0,26	0,85	1,29

Au niveau de la *mudiriya* de Qéna, ces taux de croissance sont particulièrement importants, mais exceptionnels. Les raisons de ce dynamisme démographique de Louxor et de Gurna sont à imputer d’abord au développement touristique et à la multiplication des missions archéologiques plutôt qu’aux transformations du secteur agricole, comme c’est le cas dans d’autres localités de la région, notamment à la suite de l’extension des canaux d’irrigation et de la construction de barrage à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, permettant ainsi un meilleur contrôle des crues et l’augmentation des terres cultivées.

Présentons rapidement la population de Louxor et de ses villages. Elle se distingue en trois groupes. Les Coptes sont particulièrement importants puisqu’ils représentent 33 % de la population en 1907 et cette proportion se maintiendra jusqu’à nos jours. Ils sont 4,25 % à Gurna et seulement 1,7 % à Karnak. En ce début de XX<sup>e</sup> siècle, deux familles coptes se

---

<sup>63</sup> Karnak est de loin le village le plus étendu en 1907, avec une surface de 25,3 km<sup>2</sup>, suivi de Gurna (13,4) puis de Louxor (8,5). Ces superficies ne varieront que très légèrement au cours du siècle. En revanche, de nouveaux villages apparaissent à partir de 1947 sous le coup des politiques agricoles (valorisation et extension des terres cultivées), de la croissance démographique, de la sédentarisation de groupes nomades et de l’urbanisation. Ceux-ci (Gazîrat al-‘Awâmiya, terres agricoles en bordure du Nil, et Manshiyat al-‘Ammârî, aux abords du désert) seront intégrés à Louxor-*madîna* en 1989, entérinant ainsi le continuum rural/urbain qu’ils constituent.

partagent le foncier de part et d'autre des deux rives : les Hanna à l'ouest<sup>64</sup>, et les Andrawos, à l'est. Les Coptes, pour beaucoup éduqués au sein d'écoles dites « étrangères »<sup>65</sup>, sont par ailleurs largement représentés dans les métiers du commerce et du tourisme (agents locaux, dragoman<sup>66</sup>), et dans les représentations consulaires, jouant ainsi pour certains le rôle d'intermédiaire entre les étrangers, résidents ou touristes, et l'administration égyptienne et la population locale.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la population musulmane est largement représentée par la puissante famille des Hajjajy. Louxor n'est-t-il pas nommé aussi le village de Abû Hajjaj, saint fondateur du village originel, et dont les reliques sont entreposées dans la mosquée sis au cœur du temple de Louxor. La population dite « arabe » dans les perceptions européennes est communément distinguée en deux groupes, les *fallahîn* et les '*arab*'<sup>67</sup>. Ce sont là deux catégories courantes utilisées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour distinguer les paysans, sédentaires de longue date et travaillant la terre, des tribus arabes. Les '*arab*' se distinguent selon qu'ils sont *badû* ou '*urbân*', à savoir appartenant à des tribus nomades ou semi sédentarisées. Ces catégories sont utilisées par les voyageurs et les administrateurs, fixées par le recensement des tribus de 1897 et réutilisées dans le recensement général de population de 1907<sup>68</sup>. En 1897, la population de Louxor dite bédouine n'excède pas 4 % de la population, pour moitié « *disséminée parmi les sédentaires* », selon l'expression censitaire. En revanche, Gurna compte près de 9 % de bédouins parmi sa population, la totalité étant « *fixée dans leur village et hameaux* ». La topographie des lieux permet en outre d'identifier sur les deux rives un héritage tribal arabe important. Le toponyme de *naga'* désigne un lieu de sédentarisation de population bédouine, le plus souvent en terre désertique, à la limite des terres agricoles. La

---

<sup>64</sup> Boulos Hanna Pasha possédait au début du siècle de vastes parcelles de terrain sur la rive ouest, dont il en vendra notamment cinquante hectares au service des antiquités afin de faire construire le « village modèle » de *New Gurna*, par l'architecte Hassan Fathy. FATHY, Hassan. *Gurna, A Tale of Two villages*. Cairo, Prism Publications Offices, 1969 (réédition 1989).

<sup>65</sup> Les missions américaines et italiennes étaient présentes à Louxor, comme l'atteste la carte de 1891.

<sup>66</sup> Ancêtre du guide-interprète. Nous reparlons de cette profession et de son histoire dans le troisième chapitre de la seconde partie.

<sup>67</sup> '*arab*' en arabe ne renvoie pas au même contenu que « arabe » pour les Européens de l'époque. Ces derniers désignent par « arabe » l'ensemble de la population autochtone alors qu'au sein de cette dernière, les '*arab*' désignent des groupes de population spécifique.

<sup>68</sup> L'entreprise de recensement et de catégorisation (publié en français) renvoie irrémédiablement aux problématiques posées par Jacques Berque, quant aux volontés de classification du législateur coloniale en vue d'ordonner des populations « autres ». BERQUE, Jacques. « Qu'est-ce qu'une tribu nord-africaine ». FEBVRE, Lucien. *Mélanges*. Paris, Armand Colin, tome 1, 1952, pp. 261-271.

montagne thébaine à Gurna est parsemée de *naga*’ (plur. *nugû*’) qui correspondent en général aux lieux de fixation des populations recensées dans les registres de 1897<sup>69</sup>. A l’ouest, l’héritage tribal est en revanche plus diffus, étouffé tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle par les politiques « intégrationnistes » de Mohammad Ali et de ses successeurs<sup>70</sup>.

Et pourtant... En février 1996, quatre membres de la tribu des Bany Hilâl et résidents à Louxor détournent un avion de touristes, majoritairement japonais, sur la Libye. Les hommes revendiquaient le règlement du conflit israélo-palestinien et... la reconnaissance de leur tribu et de son rôle dans la Nation égyptienne. L’affaire se terminât sans drame pour les touristes et les quatre membres furent traduits devant une cour militaire, pour fait de terrorisme. En revanche, un éditorial du poète dialectal Abd al-Rahmân al-Abnûdy, qui a consigné par écrit l’épopée hilalienne<sup>71</sup>, mît la tribu des Bany Hilâl et le monde intellectuel égyptien en émoi. Al-Abnûdy, qui contestait le rôle de la tribu dans l’histoire de la Nation égyptienne, fût un temps menacé de mort. Finalement, une cérémonie de pardon (*sulh*) fut officiellement organisée à Louxor en octobre 1996, en présence de représentants du gouvernement, des autorités locales et des dignitaires de la tribu<sup>72</sup>. Cette affaire montre combien l’héritage tribal demeure actif et performatif des identités locales, et inscrit notamment la région de Louxor dans une dimension régionaliste *sa’îdienne* incontournable, qui, vue du Caire, lui confère toute sa spécificité.

---

<sup>69</sup> Les méthodes de recensement consistaient à prendre contact avec les chefs de tribus locales, lesquels fournissaient les informations requises. En conséquence, le recensement prend en compte les populations « auto-identifiées » comme bédouins et n’exprime pas forcément l’existence de populations à l’identité bédouine encore active mais non identifiées comme telles.

<sup>70</sup> L’histoire du peuplement de la région et du *Sa’îd*, notamment à travers son héritage tribal récent (XIX<sup>e</sup> siècle), reste un domaine historique largement méconnu. Quelques historiens égyptiens ne comblent que partiellement ces lacunes de l’historiographie égyptienne. AHMAD ‘ABD AL-LATIF, Layla. *La Politique de Mohammad Aly à l’égard des bédouins d’Egypte* (en arabe). 1986. ‘ABD AL-MUNA’IM, Iman. *Les Bédouins et leur rôle dans la société égyptienne durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle* (en arabe). 1997. FAHMY, Khaled. *All The Pasha’s Men. Mehmed Ali, His Army and the Making of Modern Egypt*. Cambridge, Cambridge University Press, 1997. BAER, Gabriel. *History of Land Ownership in Modern Egypt 1800-1950*. London, Oxford University Press, 1962. Nous retrouvons dans nombre de récits de voyage des mentions aux tribus bédouines et aux politiques de Mohammad Aly, notamment chez ST JOHN, James. *Egypt and Nubia*. Edition non précisée. 1845, p. 323-324. GARCIN, Jean-Claude. *Un centre musulman de la Haute-Egypte médiévale : Qûs*. Le Caire, IFAO. 1976.

<sup>71</sup> AL-ABNUDI, Abd al-Rahmân. *L’Epopée hilalienne* (en arabe), 1988.

<sup>72</sup> Les deux éditoriaux qui ont déclenché la polémique : « *Al Hilâlya... fy al-tayâr* » (La Hilaliya... dans l’avion), *Akhbâr al-Yûm*, 15 April 1996 et « *Al-qabîla wa al watan* » (La Tribu et la Nation). *Akhbâr Al-Yûm*, 6 May 1996.

Troisième composante de la population de Louxor, les étrangers. Leur présence est suffisamment ostentatoire pour marquer le paysage et la réputation des lieux. Aux égyptologues et voyageurs pionniers du début du XIX<sup>e</sup> siècle, succèdent progressivement les touristes occidentaux. Loti en donne une description cinglante : « *Le long des étalages, cherchant l'ombre des maisons ou des rares palmiers, circulent des spécimens de la ploutocratie du monde entier : habillées par les mêmes couturiers, coiffées des mêmes plumets, ayant sur le nez les mêmes coups de soleil, les filles richissimes des marchands de Chicago coudoient les Altesses* »<sup>73</sup>. Louxor est, depuis longtemps déjà, le lieu privilégié d'aristocrates excentriques ou d'égyptologues motivés par la découverte de trésors archéologiques et des coutumes locales. On se souvient de personnalités telles que Champollion, Giovanni d'Athenasi, Belzoni, etc., dont les résidences étaient aménagées dans des tombes pharaoniques<sup>74</sup> ; quand il était de bon ton à l'époque de faire un pique-nique parmi les ruines antiques ; ou encore Gérard de Nerval, accueilli en 1843 à la Maison de France, bâtisse perchée sur le flanc sud du temple de Louxor. C'est en revanche la diversification de cette présence qui suscite le mépris et la nostalgie de l'écrivain voyageur<sup>75</sup>, qui va surtout transformer radicalement la physionomie de Louxor et lui conférer définitivement une réputation de haut lieu du tourisme international.

Entre 1880 et 1910, Louxor connaît un développement de ses infrastructures touristiques particulièrement important, passant de quelques dizaines de chambres en hôtel à près de 500<sup>76</sup>. En 1880, l'agence Thomas Cook possède le monopole de l'accueil hôtelier (comme celui des bateaux à vapeur) avec un unique établissement en activité, l'hôtel de Louxor, inauguré en 1877. Jusqu'alors, les voyageurs pouvaient être logés fastueusement dans

---

<sup>73</sup> LOTI, Pierre. *La Mort de Philae*. Chap. « Louxor modernisé ». Paris, Calman Lévy, 1908, p. 213.

<sup>74</sup> Il reste encore aujourd'hui les ruines de la maison de Giovanni d'Athenasi, dit Yanni, égyptologue et représentant consulaire pour la Grande Bretagne dans les années 1820-1830. Construite vers 1815, elle est située juste au-dessus de la tombe de Nakht, sur la montagne thébaine. SIMPSON, Caroline. « Modern Qurna- pieces of an historical jigsaw », in STRUDWICK, Nigel and TAYLOR, John (ed.) *The Theban Necropolis- Past, Present and Future*. London, The British Museum Press, 2003.

<sup>75</sup> L'opposition voyageur/touriste est paradigmatique de l'histoire contemporaine du voyage et du tourisme. URBAIN, Didier. *L'Idiot du voyage. Histoires de touristes*. Paris, Plon, 1991. TODOROV, Tzvetan. *Nous et les autres, la réflexion française sur la diversité humaine*. Paris, Seuil, 1989. Les chapitres sur Chateaubriand et Loti sont instructifs, puisqu'au grand dam de ce dernier, Todorov en fait le précurseur du voyageur moderne (et donc du touriste), à l'opposé d'un Chateaubriand qui incarne une certaine tradition du voyage contemplatif.

<sup>76</sup> Les chiffres correspondent aux informations compilées et recoupées, données par les principaux guides touristiques de l'époque, que nous citons en bibliographie.



les maisons des représentations consulaires ou par les missions archéologiques, dans des conditions plus spartiates. En 1890, l'hôtel de Karnak, de la même agence Cook, vient s'ajouter au premier, pendant que Andrawos Bacha, notable de Louxor et grand propriétaire terrien, offrait un terrain à une agence concurrente pour y ouvrir l'hôtel Tawfiqiya, situé sur les berges du Nil. Louxor possède alors un embarcadère pour l'accueil des *dahabiya*, les bateaux à vapeur opérant du Caire à Assouan ; une poste, un télégraphe, un hôpital « indigène », inauguré en 1891 à l'initiative de Thomas Cook ; enfin, une ligne de chemin de fer relie Le Caire à Assouan à partir de 1897. « *Les wagons sont pareils à ceux de France et d'Italie. Un Européen trouvera en 1<sup>ère</sup> classe le confort auquel il est habitué* » (guide Baedeker, 1903). En haute saison, un train de luxe est en activité, trois fois par semaine ; deux express sont quotidiennement en partance pour Louxor. Jusqu'à la construction du pont de Naga' Hamâdy en 1897, la ligne de chemin de fer ne passait pas au-delà de Assiout. Il fallait alors prendre le Nil pour rejoindre Louxor<sup>77</sup>. Depuis, « *la station de Louxor est admirablement aménagée pour la réception des touristes* », informent les guides touristiques (guide Hachette, 1911-1912).

Au tournant du siècle, l'offre d'accueil en hôtel se diversifie. En 1903, le touriste peut résider dans une *Pension de famille* au prix modeste et « *très convenable* » (guide Baedeker, 1903), ou encore au tout nouveau Savoy Hotel, en plus des trois hôtels déjà mentionnés. En 1907, le Winter Palace, hôtel de luxe, est inauguré et prêt à accueillir la bonne société cosmopolite d'Egypte et du monde : « *Ses aménagements sont tout ce qu'il y a de plus moderne et de plus luxueux, lumière électrique et ascenseur* » (guide Hachette, 1911-1912). Au début des années vingt, on compte déjà une demi-douzaine de petits hôtels concentrés dans le quartier de la gare.

La bourgade de Louxor possède au début du siècle les attributs d'une urbanité qui s'apparentent plus à celles d'une capitale qu'à une simple bourgade de province. Y convergent toutes sortes de commerce : « *Dans l'alignement pompeux du Winter Palace, des boutiques se succèdent : on y vend tout ce dont s'affublent les touristes : éventails, chasse-mouches, casques et lunettes bleues. En plus la bimbeloterie du Soudan : vieux couteaux de nègre, peaux de panthère et cornes de gazelles. Mêmes les Indiens sont venus en foule à cette*

---

<sup>77</sup> *Cinq semaines en Egypte. Alexandrie, Le Caire, Thèbes, Assouan. Notes de voyage.* Paris, Imprimerie Fortin et Cie, 1903, p. 61. Auteur inconnu.

*foire improvisée, apporter les étoffes du Radjapoute ou du Cachemire* »<sup>78</sup>. S’y pratiquent toutes sortes d’activités qui paraissent incongrues pour le lieu et en révèlent la forte urbanité : incongrues en ce sens que Louxor n’est qu’une bourgade de province rurale, à la trajectoire singulière dès lors que nous la comparons à ses voisines.

La seconde ville du district de Louxor, Armant, fait pour le coup contraste. Située à quelques dizaines de kilomètres au sud, sur la rive Est, Armant est le centre économique et productif de la région. Avec une population comparable à celle de Louxor en 1907, Armant, avec 12 513 habitants, draine l’ensemble des activités productives agricoles de la région. La maîtrise progressive des eaux du Nil a permis d’étendre la surface cultivée, enjeu crucial sur la rive ouest où la bande de terres agricoles est particulièrement étroite. L’implantation d’une usine de canne à sucre a dynamisé les activités de la région et attiré de nouvelles populations. Du même coup, la population d’Armant passe de 12 513 habitants en 1907 à 20 912 en 1917, soit un taux de croissance de 5 % par an, contre seulement 2 % pour Louxor sur la même période.

Pour autant, Armant reste une bourgade aux caractéristiques foncièrement rurales : services administratifs et sociaux minimaux, quelques propriétaires terriens tout puissants et une population composée d’ouvriers agricoles en grande majorité analphabètes. La définition de l’urbain en Egypte ne tient pas tant nécessairement à la taille de ses agglomérations qu’à la distribution et à la nature de leurs activités économiques<sup>79</sup>. *Madîna* au recensement de 1917, le statut d’*Armant* est modifié en 1920 et passe à celui de *nahiya* (village)<sup>80</sup>, comptant pourtant en 1927 près de 23 000 habitants contre moins de 20 000 pour Louxor. Le développement du tourisme introduit en revanche à Louxor une économie de services qui confèrent à la bourgade les caractéristiques d’une ville (*madîna*). On y trouve des fonctionnaires mais aussi des libraires et des photographes, des hommes de la finance et de la justice, des tailleurs à l’européenne, des prostituées et même un réparateur de piano<sup>81</sup>.

---

<sup>78</sup> LOTI, Pierre. *La Mort de Philae*. Chap. « Louxor modernisé ». Paris, Calman Lévy, 1908, p. 213.

<sup>79</sup> ALLEAUME, Ghislaine & DENIS, Eric. « L’Egypte à l’aube du XX<sup>e</sup> siècle : pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes ». DAKHLIA, Jocelyne (ed.) *Urbanité arabe. Hommage à Bernard Lepetit*. Paris, Sindbad, 1998, pp. 225-256.

<sup>80</sup> Décret n° 92/102 de l’année 1920 relatif à l’intégration au *markaz* de Louxor du *nahiyat* Armant.

<sup>81</sup> Recensement des activités économiques de 1917 et *Egyptian Directory* de 1917.

La population de Louxor se distingue en outre par un niveau d'éducation particulièrement élevé dans la région. Avec une population locale particulièrement diversifiée et éduquée, composée pour un tiers de Coptes, mais aussi d'étrangers à la présence ostentatoire et exigeante, Louxor dépasse de fait le simple statut de bourgade provinciale égyptienne :

**Louxor : une population éduquée  
D'après les recensements nationaux**

En 1907, 13,3 % de la population de Louxor savait lire et écrire, contre 5,7 % à Armant et 9% à Qéna, la capitale régionale. A l'échelle du gouvernorat, Louxor compte alors la proportion d'alphabétisés la plus importante. 3 % des femmes de Louxor avait déjà acquis les rudiments de la lecture et de l'écriture contre 0,03 et 1,8% à Armant et Qéna, respectivement. Vingt ans plus tard, selon le recensement de 1927, l'écart se creuse un peu plus entre les deux bourgades de Louxor et d'Armant. La part des hommes et des femmes sachant lire et écrire représentent respectivement 38 et 15,5 % contre 12 et 2 % à Armant. Quant à la capitale régionale de Qéna, la part de la population alphabétisée représente 9 % pour les femmes et 30 % pour les hommes<sup>82</sup>.

une singularité dans le paysage régional, qu'on ne peut s'empêcher d'inscrire dans la continuité des efforts de « modernité » qui travaillent, à plusieurs centaines de kilomètres de là, la capitale égyptienne, et reposent pour l'essentiel sur la gestion d'une ressource singulière et les convoitises qu'elle suscite : les monuments antiques.

Il faut pourtant rappeler que les efforts de conservation et de préservation des monuments de Louxor restent circonscrits et sélectifs, limités au territoire « utile », selon la distinction entre la ville des « palais », *al-Uqsur* (sing. *al-qasr*), et le « village arabe ». Cette conception est celle des égyptologues, des administrateurs coloniaux, celle des voyageurs et des touristes ; celle, enfin, des notables locaux, coptes ou dits « étrangers ». Les deux premiers sont acteurs directs du processus, les autres en sont les bénéficiaires, directs et indirects. La « ville des palais » se limite à la portion congrue que constituent les hôtels et les quelques villas imposantes le long de la corniche (celles de la famille Andrawos, ou, plus tard, celle de la famille royale, dont une partie du terrain est aujourd'hui occupé par le Club Méditerranée). Héritage des représentations orientalistes véhiculées par les guides touristiques, la « ville arabe », ainsi nommée par les voyageurs, se distingue nettement par la composition de sa population et son occupation des lieux. Hormis les quelques orientalistes

---

<sup>82</sup> Nous avons repris les chiffres de la catégorie « sachant lire et écrire, population de plus de 5 ans ». Les taux d'alphabétisation sont calculés par rapport à la population totale, féminine et masculine, faute de disposer de données par cohortes d'âge, sur les deux recensements. En effet, le taux d'alphabétisation serait méthodologiquement plus pertinent s'il était calculé en fonction de la population de 5 ans et plus. Les calculs n'en sont pas moins inintéressants, si l'on prend en compte les différentiels comparés sur les trois villes et non simplement les valeurs absolues.

pour qui « l'arabité » de Louxor constitue un objet digne de curiosité, le village arabe et ses habitants subissent les conséquences des mesures de valorisation patrimoniale plus qu'ils n'en bénéficient. Et pour cause : le village arabe est situé au cœur même du monument.

### ***B - Populations et monuments***

Parmi les quatorze colonnes qui émergent du sable et organisent la cour centrale du temple de Louxor, apparaissent les maisons du village de Louxor, construites autour de la mosquée du saint Abû Hajjâj, saint patron des lieux et dit fondateur du Louxor musulman. Cette mosquée est construite sur les fondations d'une église, et compte parmi les lieux de pèlerinage musulman les plus populaires de la région<sup>83</sup>. D'ailleurs, les pratiques de commémoration ne vont pas s'en rappeler les rites pharaoniques, notamment la procession d'une barque dorée entre les temples de Louxor et de Karnak, selon un itinéraire identique à celui pris aux temps d'Aménophis III<sup>84</sup>. Le temple et ses occupants synthétisent en quelques sortes quelques milliers d'années d'histoire du peuplement de la région, des périodes antique et copte à la conquête musulmane. Jusque dans les années 1880, le village est logé dans le temple, composé principalement des membres de la famille des Hajjâjy, dignes descendants du saint patron. Ils en administrent les lieux de culte et de pèlerinage et règnent sur les activités du bazar en activité durant la haute saison.

Pour moitié enfoui dans le sable, le temple constitue alors un lieu surélevé (*kûm*), et protège ainsi les habitations des crues du Nil<sup>85</sup>. Daressy rapporte que durant la conquête arabe, les habitations avaient investi le temple en raison de sa situation élevée et peu exposée. Le *kûm* atteignait au XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à six mètres au-dessus du sol antique. Par ailleurs, « devant la façade du temple, sept mètres de déblais recouvrent le sol, et l'allée monumentale qui jadis conduisait à Karnak, est ensevelie sous des bâtiments nombreux : son emplacement correspond à la grande rue de Louxor, celle où se trouve le bazar ».

---

<sup>83</sup> La fête (mawlid) de Abu Hajjâj se conclue par la grande nuit (al-layla al-kabîra) le 14 sha'abân du calendrier hégirique.

<sup>84</sup> LEGRAIN, Georges. *Louqsor sans les Pharaons*. Bruxelles/Paris : Vromant et C°. 1914. CHIH, Rachida. « Abu-l-Hajjâj al-Uqsûrî, saint patron de Louqsor. *Egypte/Monde Arabe*, Le Caire, CEDEJ, n°14, 1993, pp. 67-78.

<sup>85</sup> Soit une accumulation de ruines, nivelées pour accueillir de nouvelles constructions, auxquelles s'ajoutent les ordures et les débris d'enceinte du temple. LEGRAIN, Georges. « Rapport sur les nouveaux travaux exécutés à Louqsor à l'ouest du temple d'Amon (octobre 1916-Mars 1917) ». *Annales du service des antiquités de l'Egypte*, Tome XVII, Le Caire, 1917, pp. 55-58.

Le dromos bordé de sphinx criocéphales est partiellement visible, sur près d'un kilomètre, découvert au niveau de la place du Marché et reliant les deux temples<sup>86</sup>. Sur la partie sud du temple de Louxor, se trouve jusque dans les années 1880 les locaux de la police et la Maison de France. Face au pylône ouest du temple, se dresse la maison d'hôtes des Hajjâjy, face à la rue principale de la bourgade.

**La maison de France à Louxor  
par Maxime Du Camp**

« [...] c'est une grande maison en partie construite avec des matériaux antiques au-dessus du sanctuaire d'Alexandre ; des fûts brisés, des piliers sciés en deux, des pierres chargées d'inscriptions soutiennent les murs bâtis en brique et crépis à la chaux ; c'est la Maison de France. Les officiers de marine qui firent partie de l'expédition du Louxor [1826] y logèrent, et depuis elle appartient au gouvernement français, auquel Méhémet-Ali l'a verbalement donnée. Un magnifique jardin verdoie derrière ; ce sont nos marins qui l'ont planté ».

DU CAMP, Maxime. *Le Nil. Egypte et Nubie*. Paris, Hachette, 1889 (cinquième édition), 1857 (édition originale), p. 215.

Rappelons ici que l'occupation des sites antiques n'est pas une caractéristique propre à Louxor et se retrouve en de nombreuses localités, tout le long de la vallée du Nil. Les villages autour de Louxor sont situés au cœur même des ruines : Ainsi, celui de Karnak est installé dans le temple sud et s'est étendu sur une grande partie du site antique. A Gurna, sur la rive Ouest, le village principal fut longtemps logé contre le temple de Séthi 1<sup>er</sup>, « *when the cultivated soil joins the rocky flat, exactly at the spot where the road turns off to the right to go to the tombs of the kings* »<sup>87</sup>. Aux tombeaux creusés dans la montagne étaient par ailleurs assignées diverses fonctions, au moment des crues du Nil, qui, à l'époque, recouvraient l'étroite bande de terres agricoles jusqu'aux pieds des colosses de Memnon : habitations provisoires, réserves de denrées. « *From the low situation and the filling up of the canals, the village is liable to be overflowed during the time of the inundation. However, when the river subsides, and the ground becomes dry, they quit their rocky tenements and return to their mansions of clay, which are more conveniently situated for water, grazing and agriculture* »<sup>88</sup>; ou encore, refuge pour les hommes recherchés par la police ou l'armée de Mohammad Ali. St John relate un épisode particulièrement sanglant qui enflamma la région sous le règne de ce dernier : les Arabes rebelles s'enfuirent dans les grottes de la montagne, et la population, dont les habitations avaient été mises à feu, s'était réfugiée dans les tombeaux

---

<sup>86</sup> DARESSY, Georges. *Notices explicatives des ruines du temple de Louxor*. Le Caire, Imprimerie Nationale, Service des antiquités de l'Égypte, 1893.

<sup>87</sup> ST JOHN, James. *Egypt and Nubia*. 1845, p. 364-365.

<sup>88</sup> ST JOHN, James. Op. cit.

de la nécropole<sup>89</sup>. Les sites archéologiques deviendront plus tard une source stratégique de revenu pour certains, mais ont longtemps fait fonction d'abord de refuge pour les populations. Les divers usages faits de ces lieux ne peuvent mieux souligner le lien étroit et ancien qui unit les hommes aux monuments antiques.

En ce début de XX<sup>e</sup> siècle, la bourgade de Louxor, sur la rive est, est dominée par deux familles, l'une copte, les Andrawos, la seconde musulmane, les Hajjâjy, qui se partagent et administrent les ressources de la région. La concurrence qui oppose les deux familles travaille l'organisation sociale, économique et territoriale de la ville : A la première, reviennent les privilèges et la puissance que peuvent accorder la terre, l'investissement dans le tourisme, la fonction consulaire et la fréquentation de la société européenne ; à la seconde, le capitale historique et symbolique (Louxor islamisé) et le monopole sur les biens religieux, ainsi que les réseaux de commerce.

**La famille Andrawos  
(Selon une version romancée<sup>90</sup>)**

L'ancêtre des Andrawos, originaire de Qûs, ville commerçante sur le déclin<sup>91</sup>, a migré à Louxor sous le règne du Khédivé Ismaïl pour chercher fortune : « *Il devait changer l'ordre des choses, dominer les deux pôles de son nouveau monde : celui des étrangers, et l'autre, celui des traditions. Puisqu'il prévoyait l'avenir touristique du pays. [...] Il a donc construit en même temps que la Grande Maison, le Grand Hotel. Cook lui ayant fait concurrence avec le Louxor, il a relevé le défi avec le Savoy. Puis Cook a construit le Winter Palace [...] Il n'a pas cherché à construire un plus grand hôtel que le Winter Palace. La concurrence s'est arrêtée là, un temps. Le vieux Mikhaïl avait une autre idée dans la tête : acheter la boue, ce limon fertile du Nil. Abou El-Heggag avait encerclé la ville d'un fil symbolique. Lui [Mikhaïl, ancêtre des Andrawos] allait l'encercler par ses terres* ».

ASSAAD, Fawzia. *La Grande maison de Louxor*.  
Paris : l'Harmattan, Lettres Arabes, 1992.

Les Andrawos règnent en maîtres sur les terres de la rive est. Leur patriarche est grand collectionneur d'antiquités et, nous dit-on, tout autant défenseur forcené des vestiges pharaoniques que fasciné par les belles étrangères<sup>92</sup>. Les deux villas de la famille, construites sur la corniche, aux abords du temple, sont réputées pour accueillir la bonne société d'Egypte et d'ailleurs.

<sup>89</sup>ST JOHN, James, op. cit.

<sup>90</sup> Le roman de Fawzia Assaad retrace la saga de Girgis et de sa famille, que l'on reconnaît être celle des Andrawos. Le texte est à prendre pour ce qu'il est, à savoir une reconstruction nostalgique de l'auteur et de ces interlocuteurs pour un monde définitivement disparu. C'est malheureusement le seul témoignage dont nous disposons sur la famille, hormis les dires contemporains des habitants de Louxor. Les héritières de la famille habitent toujours l'une des deux grandes maisons de la corniche (la seconde étant occupée par le parti national démocratique), mais leur porte est toujours restée fermée à nos tentatives de visites. Les « trois Françaises », comme on les appelle à Louxor, avaient pour habitude quotidienne de s'installer sur le seuil de leur villa pour contempler le coucher de soleil sur la montagne thébaine.

Les quartiers coptes se situent autour du temple, à l'extérieur de l'enceinte, avec leurs églises et leur cimetière.



#### Les Hajjâjy d'après G. Legrain (1914)

« Le cheikh Saïd Yousef [descendant de Abū Hajjāj], en tant que amin et naghîb (conservateur, chef) de la mosquée de Abou'l Haggag, garde les clefs de l'édifice et perçoit les revenus des biens de main-morte (waqfs) d'Abou'l Haggag, à charge à lui de payer tous frais d'entretien, de réparation et d'embellissement de la mosquée et du tombeau. Il prélève aussi sur ce revenu et offrandes des fidèles ce qui est nécessaire pour son entretien personnel et verse le restant dans le trésor du saint. Le cheikh Saïd Youssef ajoute à son traitement les bénéfices que lui rapporte couramment la vente de tapis du Hedjaz dont il est marchand ainsi que d'étoffes de soie de Syrie [...] Tout autour de la mosquée et du temple d'Amon, s'élèvent des maisons appartenant aux descendants d'Abou'l Haggag, les Haggaghieh. La presque totalité des boutiques de la rue de la sous-préfecture (markaz) est occupée par des membres de cette famille, la plus nombreuse et la plus considérée de Louqsor ».

LEGRAIN, Georges. *Louqsor sans les Pharaons*. Bruxelles/Paris, Vromant et C°. 1914, pp.°82-83.

Vue sur la mosquée de *Abū Hajjāj*, construite sur les fondations d'une église et située dans la cour de Ramsès II du temple de Louxor.

Face aux Andrawos, les Hajjâjy règnent sur l'histoire fondatrice du village musulman et la gestion de ses monuments : le temple, où ses membres sont installés à demeure ; la mosquée, à l'intérieur du temple, où sont conservées les reliques du saint, est construite sur les fondations d'une église, emblématique d'un islam conquérant et fédérateur en territoire resté longtemps chrétien et dont le *mawlid* de Abū Hajjāj reste une des plus célèbres fêtes religieuses de Haute Egypte<sup>93</sup>. Au sein des deux groupes, la légitimité de l'origine est

---

<sup>91</sup> GARCIN, Jean-Claude. *Un centre musulman de la la Haute-Egypte médiévale : Qûs*. Le Caire, IFAO, 1976. Une histoire comparée des trois villes de Qûs, Louxor et Armant (que nous avons entraperçu précédemment) au tournant du XX<sup>e</sup> siècle serait particulièrement instructive des dynamiques économiques et démographiques dans cette région, sachant que Qûs, haut lieu du commerce jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, est alors en déclin et que nombre de ses notables cherchent au-delà de ses frontières des sources alternatives de revenus.

<sup>92</sup> « Toutes ces gorges, tous ces bras nus qui accompagnaient les démons d'enfer donnaient sûrement beaucoup d'idées au vieux Mikhaïl ». ASSAAD, Fawzia. *La Grande maison de Louxor*. Paris, l'Harmattan, Lettres Arabes, 1992, p. 25. Les démons d'enfer « *afarits* », étaient ainsi nommés, selon l'auteur, les voyageurs et égyptologues qui « *démantelaient les temples, pillaient les tombeaux, exportaient loin, très loin, les trésors du pays* » (p. 17).

<sup>93</sup> Un film documentaire témoigne de l'importance populaire de cette fête religieuse : « *For those who sail to heaven* », Elisabeth Wickett, ethnographe américaine. Le film est tourné à la fin des années

partagée, voire disputée : Les Hajjâjy sont dépositaires d'un islam conquérant, dont la légende fait du saint Abû Hajjaj le pourfendeur d'un pharaon impie et corrompu, mais qui aurait aussi converti et marié une chrétienne selon certaines versions<sup>94</sup> ; les Andrawos s'imposent aux yeux des Coptes et des Etrangers comme dignes descendants des pharaons et « authentiques » Egyptiens.

Cette concurrence s'exprime sur deux terrains, et c'est peut-être là une spécificité à accorder à Louxor en matière de coexistence interconfessionnelle : d'une part, le rapport à l'étranger structure les dynamiques de distinction et/ou d'assimilation à l'Autre ; d'autre part, la pérennisation du groupe se traduit (de manière assez classique, pourrai-on dire) par des stratégies de conquête de territoires et par la recherche de monopole économique qui s'articule autour de la gestion des antiquités et du tourisme, mais aussi par le cumul de charges administratives, telle que celle d'agent consulaire, la présence de voyageurs et touristes étrangers impliquant très tôt une administration étrangère locale. Bichara Andrawos Pacha est, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à la fois représentant de la Belgique, de l'Italie et de la Russie, ce qui le place sous le régime de protection étrangère (système des Capitulations) et conforte son prestige social et politique. Pour d'autres, comme l'agent consulaire d'Allemagne, ce sont des fonctions qui permettent de pratiquer ouvertement l'activité la plus lucrative : le commerce des antiquités<sup>95</sup>. La notabilité locale à Louxor n'a pu donc se constituer dans un simple rapport binaire de concurrence strictement religieuse entre groupes copte et musulman. Elle s'est construite selon une triangulaire de rapports à un troisième élément, l'étranger, égyptologue ou touriste, et partant, de l'exploitation lucrative des ressources patrimoniales de la région.

Dans les villages situés sur les sites antiques particulièrement convoités, le jeu des distinctions fonctionne en premier lieu en regard de l'accès aux ressources, afin de satisfaire à la demande des antiquaires, consuls et voyageurs de l'autre rive ou de fournir la main d'œuvre

---

1980 et intègre les images d'un autre documentaire tourné en 1927 d'un auteur inconnu. Les deux films montrent, par comparaison, combien au cours des années quatre vingt dix, les festivités ont été drastiquement limitées et confinées aux abords de la mosquée, essentiellement pour des raisons de sécurité touristique.

<sup>94</sup> Georges Legrain, dans son *Louxor sans les Pharaons*, retranscrit plusieurs versions de la légende de Abû Hajjâj

<sup>95</sup> « *Antiquités : authentiques chez l'agent consulaire d'Allemagne, dont la belle collection mérite d'ailleurs d'être vue* », Baedeker, 1903.



sur les chantiers de fouilles archéologiques. Et donc, l'accès à la terre. Ce donné est essentiel lorsque l'on sait combien la distinction entre *fallahîn* et *'arab* est prégnante dans un contexte régional de transformations de l'agriculture, notamment par la construction de barrages et de canaux, et l'extension des terres cultivées. Gurna voit ainsi sa population augmenter de manière significative entre 1882 et 1897 (3,6% de croissance annuelle), augmentation dont la raison première est à imputer au développement des activités archéologiques et touristique, entraînant ainsi l'apport et la fixation de nouvelles populations qui s'établissent progressivement jusqu'à la rive du Nil, en des lieux qui n'étaient alors que des *'azbât* composées de quelques familles d'ouvriers agricoles, selon le principe de distinction selon lequel les uns accèdent au travail de la terre et les autres, aux sites antiques<sup>96</sup>. Jusqu'à aujourd'hui, cette distinction perdure : lorsque l'on prend un transport en commun à partir du débarcadère de la rive ouest pour aller à Gurna, il faut préciser *fawq* ou *taht*, renvoyant à une histoire et une géographie ancienne : « en haut », la montagne, où des *'arab* se sont définitivement installés autour des sites archéologiques ; en bas, des *fallahîn* qui travaillent les terres gagnées sur le Nil.

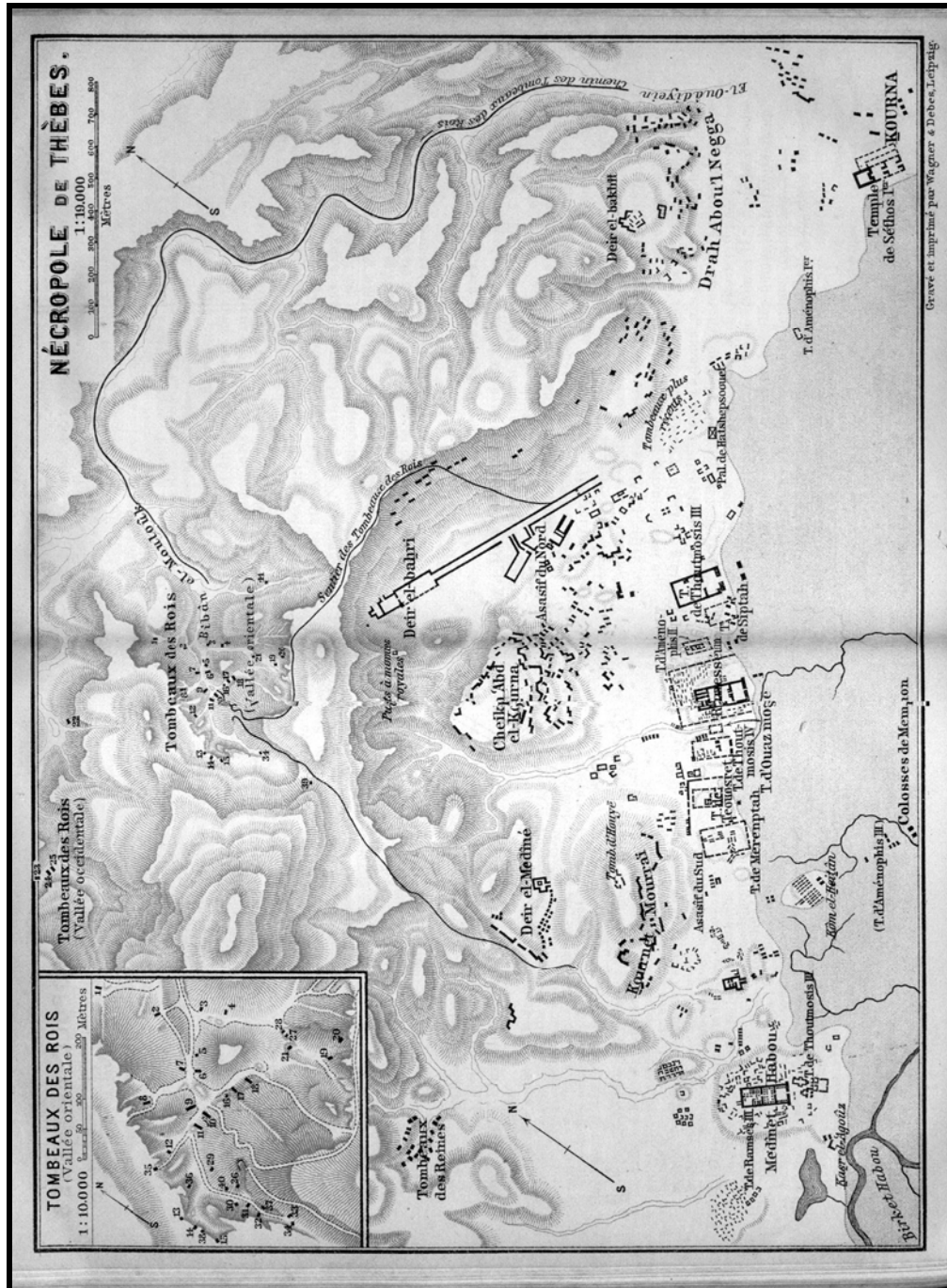
Accès à la terre et accès aux antiquités sont par conséquent deux facteurs de segmentation et de rapports concurrentiels entre populations locales, autour desquels s'articule la présence stratégique de l'Étranger. Les configurations de relations de pouvoir sont du même coup multiples et enchevêtrées. Sur la rive est, la relation s'opère entre quelques familles connectées aux réseaux étrangers (les Andrawos), ou investies d'un capital historique et religieux incontesté (les Hajjâjy). Cette triangulation première donne le ton, et se décline, dès lors que les critères constitutifs des groupes se diversifient et dépassent les limites de la corniche ou celle du temple de Louxor. Le jeu des identités fonde non seulement l'organisation sociale et économique de la région, mais surtout la richesse économique de celle-ci par l'exploitation d'une ressource qui semble intarissable. C'est là aussi toute la raison d'être de cette région et de son développement : les antiquités. Car si l'on en croit les guides touristiques, « *la moitié de la population de Louxor est impliquée dans le trafic des antiquités* ». L'accès aux antiquités est d'autant plus stratégique que la majeure partie des

---

<sup>96</sup> VAN DER SPEK, Kees. *Making a living from the City of Dead : History, Life and Work at al-Hurubât in the Necropolis of Thebes, al-Qurna, Luxor*. PhD. dissertation, The Australian National University, Centre for Arab and Islamic Studies, Graduate Program in Political Science and International Relations in association with the Department of Archaeology and Anthropology, Canberra, 2004.

populations, des moins favorisées aux plus nanties, réside au cœur même des sites archéologiques.

C'est dans ce contexte qu'émerge à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le mythe et la puissance de la famille des 'Abd al-Rasûl, issue de la tribu des Hurûbât installée sur la montagne thébaine, à l'ouest du Nil.



3- Carte des sites de la rive ouest, guide Baedeker 1903

## C - Histoires de la thébaïde

On raconte aujourd'hui sur la montagne thébaine, qu'à l'origine du village de Gurna étaient trois frères ; lesquels ont donné naissance aux trois groupes majeurs qui peuplent la montagne : les Hurûbât, les 'Atiyât et les Ghâbât. Les hommes de la montagne font remonter jusqu'au prophète et à la péninsule arabique les origines des trois tribus, déclamant leur *nasb* sur plusieurs générations ; ils ajoutent néanmoins : « nous sommes tous descendants des pharaons » et la trajectoire des tribus dites originelles serait plus vraisemblablement à retrouver du côté de la Libye et du Maghreb<sup>97</sup>. Le récit de l'origine possède ses déclinaisons, comme celle recueillie par Athanasie, pour qui six tribus forment les trois groupes majeurs de la montagne.

### Sur les Gurnawi et leur réputation D'après Athanasi (1836)

« The inhabitants of Gournā are divided into six tribes, of which two together form one class, and each of the united classes forms a third of the village. The lands are also divided in three portions [...] These three classes pretend to be the descendants of the Arabs of the desert of Libya and to have established themselves at Gournā earlier than the year 120. Some years before I was there, there were at Gournā more than eighteen hundred houses ; but this number was subsequently reduced to about two hundred and sixteen by the war of extermination which the Mamelukes so long waged against them, in order to deliver the country from the horrible system of pillage which they practised [...] The inhabitants of Gournā are of a very impetuous temperament, and differ in many respects from the Arabs of other villages in the neighbourhood of Thebes [...] When these people see themselves threatened with any act of violence on the part of government, as for instance, the levying of recruits, they suddenly disappear from the village, and hide themselves amongst the tombs until the storm which threatened them has past over [...] The Arabs on the other side of Thebes are of a very barbarous class, without intellect, and very intractable [But] they understand antiquities as well as European antiquary, they ask no trifle price ».

ATHANASI, Giovanni d'. *A Brief Account of the Researches and Discoveries in Upper Egypt*.  
London John Hearne : London, 1836, p.131.

Une autre version contemporaine, suggestive des volontés hégémoniques du groupe des Hurubât raconte qu'à l'origine, seraient les Hurûbât, descendant de Harb, lequel aurait eu

---

<sup>97</sup> VAN DER SPEK, Kees. *Making a living from the City of Dead : History, Life and Work at al-Hurubāt in the Necropolis of Thebes, al-Qurna, Luxor*. PhD. dissertation, The Australian National University, Centre for Arab and Islamic Studies, Graduate Program in Political Science and International Relations in association with the Department of Archaeology and Anthropology, Canberra, 2004.

deux fils. En un temps mythique, l'un des deux fils aurait épousé la fille d'un chef d'une tribu étrangère, intégrant ainsi une troisième composante (les deux fils plus la tribu étrangère). Les versions montrent un invariant commun, celui du chiffre trois, donnant naissance aux trois groupes principaux de la montagne<sup>98</sup>. La topographie contemporaine des lieux nous renseigne plus précisément sur l'établissement des groupes qui composent la population de la nécropole thébaine. Les Hurûbât tout puissants occupent le cœur de la montagne, où la concentration des tombes est la plus importante, sur les lieux-dits de Shaykh 'Abd al-Gurna. Les 'Atiyât et les Ghâbât occupent le nord de la nécropole, côtoyant plus tard la puissante confrérie de la Khalwatiya, de la famille des Hassasna. Ce quatrième groupe n'existait pas du temps d'Athanasie et s'est installé aux abords du temple de Hatshepsout, au lieu dit de Asâsîf seulement au début du XX<sup>e</sup> siècle. Originaire de Girga, région située à quelques centaines de kilomètres plus au nord, il puise son *asl* (origine) dans les tribus conquérantes du Hijâz (les Bany Hassan, venant d'Arabie Saoudite, qui ont notamment porté l'islam jusqu'au Maroc). L'un des leurs, al-Tayyib (mort en 1955), formé à l'université de al-Azhar et initié au soufisme par la confrérie de la Khalwatiya, s'installe au village de Gurna vraisemblablement dans les années 1915-1920, d'après Rachida Chih, et en fait le centre politique et spirituel de la confrérie<sup>99</sup>.

Enfin, un cinquième groupe, fortement distinct, s'est installé dans les années vingt au sud de la nécropole, sur les flancs du lieu-dit de Gurna al-Mara'y, à la limite entre les villages de Gurna et de Ba'arât, après avoir été expulsé des abords du temple de Madinat Habû, situé

---

<sup>98</sup> Kees Van der Spek donne un aperçu instructif des différentes hypothèses sur le peuplement de la montagne et de ses tombes, à travers notamment les récits de voyageurs, mais sans pour autant s'attacher aux légendes et récits racontés par les habitants eux-mêmes. VAN DER SPEK, Kees. *Making a living from the City of Dead : History, Life and Work at al-Hurubât in the Necropolis of Thebes, al-Qurna, Luxor*. PhD. dissertation, The Australian National University, Centre for Arab and Islamic Studies, Graduate Program in Political Science and International Relations in association with the Department of Archaeology and Anthropology, Canberra, 2004, chapter 4.

<sup>99</sup> CHIH, Rachida. *Soufis et confrérie mystique dans l'Egypte contemporaine. Transmission de la culture religieuse et appropriation sociale de l'espace*. Thèse de doctorat, Université de Provence, Aix-Marseille I, 1996. Le choix de Gurna comme centre de la confrérie reste pour nous une question non éludée, malgré deux thèses d'anthropologie historique consacrées, l'une à la confrérie dans ce village, l'autre à Gurna : VAN DER SPEK, Kees. *Making a living from the City of Dead : History, Life and Work at al-Hurubât in the Necropolis of Thebes, al-Qurna, Luxor*. PhD. dissertation, The Australian National University, Centre for Arab and Islamic Studies, Graduate Program in Political Science and International Relations in association with the Department of Archaeology and Anthropology, Canberra, 2004. Les datations de l'installation de la confrérie à Gurna divergent. Ainsi Kees Van der Spek estime que les *Hassasna* sont arrivés à Gurna, selon « les sources familiales », vers 1865 (p.200).

au-delà de la route qui sépare les deux villages. Les habitants de Gurna al-Mara'y restent distinctement et « organiquement » lié au village de Ba'arât, jusqu'à nos jours. L'histoire témoigne néanmoins de liens de solidarité entre les deux villages : dans les années 1840, les *Gurnawy* avaient rallié l'insurrection arabe conduite par un *shaykh* de Ba'arât<sup>100</sup>. Lorsque Al-Tayyib s'installe définitivement à Gurna, l'un des succès de son intégration aurait été d'avoir marié la fille d'un *shaykh* vénéré de Ba'arât, étendant ainsi son charisme religieux et politique au-delà de la route qui sépare les deux villages, et soudant confortablement ses réseaux de soutien et d'influence<sup>101</sup>. Quant à la population copte de Gurna, très minoritaire, elle se maintient tout au long du XX<sup>e</sup> siècle entre 150 et 300 individus<sup>102</sup>. La pérennité du groupe dans un contexte de croissance démographique globalement portée par la population musulmane est surprenante et l'histoire de cette communauté marginale et pauvre reste à explorer, d'autant que le patrimoine chrétien de la montagne thébaine ne suscite que depuis très récemment l'intérêt des archéologues<sup>103</sup>.

Au fil du temps, les trois tribus dites « originelles » (Hurûbât, 'Atiyât et Ghâbât) se sont déclinées en familles (*'â'ila*). Les Batlatîn constituent une branche des 'Atiyât, mais s'en distinguent néanmoins par le lieu de peuplement identifiable sur les flans de la montagne, coïncé entre les hameaux des Ghâbât et des 'Atiyât. Au sein des Hurûbât, existe de nos jours une demi-douzaine de familles : entre autres, les Lâzim, qui ont fourni plusieurs générations de *'umda* (maire du village), les Habbâshîn, qui ont donné un candidat aux élections parlementaires et locales dans les années quatre vingt dix, les 'Abd al-Rasûl, qui firent au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles la réputation internationale du village. Celle-ci ne tient pas tant aux histoires de vendettas et de rébellions contre le pouvoir central qui marquent la région tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle qu'à un événement survenu en 1881, largement romancé et relaté pour le

---

<sup>100</sup> St John fut notamment témoin dans les années 1840 d'une insurrection arabe, à l'initiative d'un « prophète arabe » de Ba'arât. La rébellion avait enflammé toute la région, mobilisé les autorités centrales et s'était conclue dans un bain de sang. ST JOHN, James. *Egypt and Nubia*. Edition non précisée, 1845, p. 378-386.

<sup>101</sup> CHIH, Rachida. *Soufis et confrérie mystique dans l'Egypte contemporaine. Transmission de la culture religieuse et appropriation sociale de l'espace*. Thèse de doctorat, Université de Provence, Aix-Marseille 1, 1996.

<sup>102</sup> Données censitaires de 1897 à 1986. La communauté copte de Gurna connaît deux périodes de croissance annuelle importante : soit plus de 4 % entre 1907 et 1917 (alors que la population totale de *Gurna* est en légère décroissance), et entre 1976 et 1986. Les chiffres pour la dernière période censitaire (1986-1996) ne sont pas disponibles.

<sup>103</sup> « Coptic trove. Luxor's west bank was the site of a significant find », *Ahram Weekly*, 17-23 février 2005.

grand plaisir des voyageurs et des touristes en mal de légendes locales : l'affaire du vol des momies royales de Dayr al-Bahary. Vingt neuf momies de quelques prestigieux gouvernants de l'Egypte ancienne (Ramsès II ; Séthi 1<sup>er</sup> et autres personnalités royales) reposaient en un seul tombeau, mises à l'abri des pilleurs par des prêtres consciencieux, vers la fin de la XX<sup>e</sup> dynastie. La famille des 'Abd al-Rasûl avaient découvert la cachette dix ans auparavant et en avaient fait leur source principale de revenu.

Il est difficile de ne pas considérer l'affaire comme un événement fondateur de l'histoire de Louxor, tant elle nourrit jusqu'à nos jours discours et représentations en vigueur sur les hommes de la rive ouest de Louxor. Il est fondateur à trois titres : 1) parce qu'il raconte au monde l'histoire d'un lieu et de sa population, et du même coup, en fait sa réputation ; 2) parce qu'il est irréfutable en tant que fait historique -contrairement au mythe des origines (les trois frères) ; 3) parce qu'il confère une trame matricielle à des récits à multiples tiroirs, toujours et encore vivants un siècle et demi plus tard. Ce que P. Ricoeur nomme le « *retour de l'événement* »<sup>104</sup>.

Nous avons retenu trois récits de l'affaire des momies.

1. Le premier, d'une voix officielle et laconique, est celui de l'égyptologue Maspero. Il permet d'établir les faits premiers (« *quelque chose se produit* » selon Ricoeur) au moment même de leur découverte ;
2. Le second est romancé, notamment à des fins de marketing touristique, écrit par un égyptologue britannique, Wallis Budge, placé au service de l'agence Thomas Cook, quelques années après les faits (1890).
3. Le troisième, sur lequel nous nous attardons, est égyptien, et s'inscrit dans un discours de la Nation. Shâdy 'Abd al-Salâm met en image l'affaire des momies de Dayr al-Bahary à la fin des années soixante. C'est le récit cinématographique d'un intellectuel égyptien, inscrit dans un contexte d'indépendance nationale.

---

<sup>104</sup> « *Le retour de l'événement ? C'est ici que le recours à l'intelligence narrative est décisif. Celle-ci exerce en effet la double fonction de l'intégration de l'événement -à la limite de l'annulation- et de l'exaltation de l'événement, jusqu'à un point extrême où c'est l'événement qui engendre le sens, à savoir l'événement en tant qu'événement fondateur* ». RICOEUR, Paul. « Événement et sens ». PETIT, Jean Luc (dir.). *Raisons Pratiques. L'événement en perspective*. Paris, éditions de l'EHESS, n°2, 1991, p.49.

Trois récits de nature, de contexte et de statuts différents. Il s'agit avant tout de les réinscrire dans les contextes et les enjeux dans lesquels l'affaire des momies est mise en récit à un moment donné. Le plus frappant est de constater comment l'événement, incontestable comme fait historique, fonctionne rapidement en tant que mythe, selon les diverses acceptions du terme : il est récit fabuleux, archétypal, implique une représentation simplifiée et idéalisée. Il fonde la légende de Louxor moderne, dont on retrouve jusqu'à aujourd'hui mention dans la plupart des guides touristiques, et qui alimente les stéréotypes courants portés sur les hommes de la région. Ainsi, dès le rapport égyptologique qui établit prosaïquement les faits (celui de Maspéro), les *mises en récit* de l'affaire donnent à lire en creux les projections qu'elle suscite : projection colonialiste et/ou romantique des guides touristiques chez Budge, projection nationaliste chez 'Abd al-Salâm.

**Sur la découverte à Dêr-el-Bahary en juillet 1881**

Par Mr G. Maspéro

*« Depuis longtemps déjà, mon attention avait été attirée sur un grand nombre d'objets rapportés d'Egypte et qui portaient tous les mêmes noms. C'étaient de 1872 à 1877 [...] De son côté, Mariette avait fait la même observation en Egypte et était comme moi à la conclusion que les Arabes avaient trouvé le tombeau du roi Pinot'em ; mais tous ses efforts pour surprendre leur secret étaient restés vains. Pendant mon séjour à Thèbes en Mars-avril de cette année, je fis arrêter un certain Abd-el-Rassoul, que tous les témoignages concordaient à déclarer le possesseur de la tombe nouvelle. Conduit à Qénéh, emprisonné, puis relâché, ce ne fut que dans les premiers jours de Juillet qu'un de ses frères se décida à tout révéler à Daoud-Pacha, moudir de Qénéh. Daoud-Pacha s'adressa aussitôt au Khédive qui transmit la dépêche à l'administration du musée. M. Emile Brugsch, conservateur-adjoint, à qui j'avais laissé les instructions nécessaires pour agir en mon absence partit aussitôt pour Louxor, avec Ahmed Effendi Kemâl, secrétaire-interprète du Musée, et fit venir le bateau à vapeur qui est attaché au service de l'administration. Grâce à l'activité de ces deux fonctionnaires, le tout fut tiré de la cachette et arriva au Musée pendant les derniers jours de juillet ».*

MASPERO, Gaston. « Les momies royales de Dêr-el-Bahari ». *Mémoires*, fascicule I, Tome IV. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1889, p. 12-15.

Le rapport de Maspéro (ci-dessus) établit les faits, avec la distance qu'imposent l'exercice et la fonction du savant. L'égyptologue ne s'étend guère sur les détails de l'affaire, qui semble être résolue rapidement et efficacement. Il présente les faits nécessaires à la compréhension de l'affaire ainsi que les principaux acteurs.

En revanche, le récit de E.A. Wallis Budge dépasse le simple rapport d'enquête de l'égyptologue qu'il est. L'affaire est toujours présente dans les esprits en 1890, dans une version romancée destinée à séduire le lecteur voyageur<sup>105</sup>. Les touristes sont chaque année

<sup>105</sup> BUDGE, E.A. Wallis. *The Nile. Notes for Travellers in Egypt*. London, Thomas Cook and Son, 1893, p. 306-307. Nous avons utilisé l'édition de 1893. La première édition de l'ouvrage date de 1890,



plus nombreux et les ouvrages qui leur sont destinés sont truffés d'anecdotes locales, généralement présentées sur le ton convenu qui préside à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au sentiment de supériorité occidentale. Résumons la version de Budge : Ahmad 'Abd al-Rasûl est effectivement arrêté, emprisonné et torturé. Mais il ne livrera rien des secrets de la montagne. L'homme est finalement relâché après deux mois de prison. A son retour, l'homme et ses deux frères (nous retrouvons le chiffre trois) n'arrivent pas à s'entendre sur la position à tenir. Ahmad, inquiet d'une possible trahison de la part de sa fratrie, et anticipant la reprise de son procès en hiver (nous sommes au début du mois de juillet), décide alors de révéler aux autorités la cachette des momies. Budge accorde là une priorité narrative aux protagonistes « indigènes » de l'affaire, insistant et renforçant l'image courante qui est portée sur la population de la montagne thébaine : réfractaires au pouvoir central (vieille réputation), ils sont dépeints comme des hommes sans foi ni loi, pour qui la valeur même de solidarité familiale n'existe pas ou plus (trahison et désolidarisation). La réputation des 'Abd al-Rasûl est ainsi à jamais liée au trafic d'antiquités, et restera pour longtemps imprimée en ces termes dans les esprits ; les célèbres photographies du jeune descendant 'Abd al-Rasûl, chargé de préparer le thé auprès de Howard Carter, posant avec le collier de Toutankhamon en 1923<sup>106</sup>, ainsi que les générations d'ouvriers formés aux métiers de fouilles archéologiques, ne permettront en rien de réhabiliter la réputation de la famille.

Dans la version de Maspero, rapport scientifique qui fait l'économie des détails de la petite histoire, et celle de Budge, commerciale et destinée aux touristes, la période située entre avril, date de l'arrestation des trafiquants, et juillet, date de la « restitution » des momies aux autorités, reste néanmoins mystérieuse. Cette période est explorée quatre-vingts ans plus tard par le cinéaste égyptien Shady 'Abd al-Salâm, proposant ainsi sa relecture de l'affaire des momies de Dayr al-Bahary.

A la fin des années 1960, Shady 'Abd al-Salâm, met en scène son unique long métrage, « *La Momie* », qui sort sur les écrans en 1969. Les personnages historiques sont respectés, les faits sont en revanche librement interprétés, sans pour autant déroger dans leur ensemble au récit consigné dans les annales officielles. Le cinéaste construit en revanche sa narration

---

soit près de dix ans après les faits. L'ouvrage est réédité en 1892, 1893, 1895 et 1897 jusque dans les années vingt.

<sup>106</sup> La photo est toujours visible, l'histoire, toujours racontée, à la cafétéria du Ramesseum, gérée par les descendants du garçon au collier d'or.

autour de deux personnages : Ahmad effendi Kamâl, collaborateur de Maspero et personnage historique ; et Wanîs, fils héritier d'un des trois frères 'Abd al-Rasûl, personnage de fiction, et figure centrale du film. Le rôle du premier est décisif, puisque c'est lui qui décide de partir pour Louxor, en pleine période d'été, alors que Maspero suggère de reporter l'enquête à son retour en Egypte en automne. Le détail a son importance. Un Egyptien prend l'initiative et conduit l'enquête (et le film), alors que Maspero et Brugsch ne font qu'une brève apparition dans les dix premières minutes du film pour être rapidement éliminés de la trame narrative.

La suite devient une affaire égyptienne, dans un face à face entre les deux personnages principaux. Le cinéaste propose en outre une autre variante de l'affaire : l'arrestation n'est pas mentionnée mais un des trois frères meurt pour une raison non identifiée (premières scènes situées dans la nécropole thébaine) en laissant deux fils, à qui revient la charge de faire vivre la tribu (*qabîla*) des Hurûbât. Les deux oncles, frères du défunt (encore le chiffre trois), initient les deux héritiers au secret de la montagne, source de richesse de la tribu : la cachette des momies. Les deux frères, choqués par l'usage des morts qui est fait, refusent alors de perpétuer le commerce des antiquités. L'aîné est tué par ses oncles ; le plus jeune, Wanîs, en proie au tourment, dévoilera finalement la cachette à Ahmad effendi Kamâl.

Le film est délibérément formel et esthétisant, en jouant notamment de représentations visuelles archétypales : Les hommes de la montagne sont habillés de grandes 'abbaya noires symbole de la tribu (*qabîla*). Ceux de la vallée, les paysans (*fallahîn*), sont vêtus de *gallabiya* blanches et travaillent comme journaliers pour les missions archéologiques. Wanîs rencontre l'intermédiaire par lequel sont écoulées les pièces antiques : un bourgeois, copte (il s'appelle Ayûb), venu d'un ailleurs flou (l'autre rive, le Caire ?), aux allures méprisantes. Un autre personnage, trafiquant local patibulaire à la religion incertaine, fait commerce de femmes de la vallée pour obtenir des antiquités, qu'il revend aux commerçants de la ville. Chaque relation binaire entre protagonistes exprime une problématique donnée. Le croisement de ces relations révèle la complexité et l'acuité des questions que pose le cinéaste sur la société égyptienne, sa diversité et ses composantes (copte, musulman, bédouin, paysan), sur la construction d'une Nation et du rapport de ses populations aux monuments antiques.

Les personnages de Wânîs et Ahmad Effendi sont chacun situé aux points les plus extrêmes de l'échelle sociale : le premier est issu d'un groupe paria, il n'a pas d'instruction, vit dans la montagne. Ils possède en revanche des valeurs nobles (solidarité du groupe, respect des morts et de l'Autre) qui le conduit au doute, puis à l'aveu. Le second est instruit,

fréquente les milieux intellectuels et scientifiques étrangers, et vient de la capitale. Le cinéaste unit ces deux personnages par une préoccupation commune et essentielle à l'égard des monuments antiques, perçus comme composante de leur identité nationale égyptienne. Ce lien « nationaliste » implicite se retrouve par ailleurs dans les échanges entre Wânîs le bédouin (*'arab*) et le paysan (*fallah*) : ils se déroulent systématiquement au cœur des sites antiques, comme si les pierres constituaient le lien-référent de rapprochement entre les deux hommes, dans une identité égyptienne commune. Wânîs réhabilite certaines valeurs du groupe pour lequel le commerce des morts est un péché, renvoyant ainsi à un rapport à la mort et aux défunts partagés par l'ensemble des Egyptiens. Ces valeurs s'étaient perdues dans certains esprits dévoyés par la cupidité et la recherche du profit facile, mettant ainsi en péril la cohésion organique du groupe : certains hommes de la tribu bénéficient des charmes de prostituées venues de la vallée en échange de statuette, à savoir en dilapidant le bien commun pour leur intérêt personnel. Wanîs exprime enfin la volonté de ne plus vivre caché dans la montagne, de ne plus être paria de la société et de faire vivre sa tribu par le travail, renvoyant ainsi à l'image perpétuée d'une population réfractaire, en marge de la société.

Le second personnage, Ahmad effendi, porte un message qui se situe dans un cadre plus explicitement politique et nationaliste : Ahmad Kamâl (1851-1923) fut un des premiers défenseurs d'une *égyptiannisation* de l'égyptologie et un militant actif auprès de ses compatriotes pour la reconnaissance de l'Egypte ancienne comme partie intégrante du patrimoine nationale<sup>107</sup>. En 1923, alors que Lacau, directeur du service des antiquités, remarque que les Egyptiens n'avaient jusqu'alors montré que peu d'intérêt pour leurs vestiges antiques, Ahmad Kamâl lui rétorquait « *Ah, Mr Lacau, depuis soixante-cinq ans que les Français dirigent le service des antiquités, nous avez-vous donné l'occasion de nous y intéresser ?* »<sup>108</sup>. L'homme, bien que reconnu pour ses compétences et la rigueur de son travail, a longtemps été écarté des cercles de décision. Par ses traductions vers l'arabe de nombreux travaux égyptologiques, par la création de cycles de formation et de conférences

---

<sup>107</sup> REID, Donald. « Indigenous Egyptology. The Decolonization of a Profession ? ». *Journal of the American Oriental Society*, n°105, 1985, p.233-246.

<sup>108</sup> REID, Donald. *Whose Pharos ? Archaeology, Museums and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*. Le Caire, The American University in Cairo Press, 2002. L'anecdote est rapportée en exergue du chapitre 5 « Egyptology in the Age of Maspero and Ahmad Kamal », p.172.

universitaires, il a largement contribué à ouvrir la discipline au public égyptien<sup>109</sup>. En évinçant Brugsch et Maspero de la trame narrative du film, 'Abd al-Salâm prédit à travers le personnage de Ahmad effendi (qui est encore jeune en 1881), l'émergence d'une génération d'Egyptologues égyptiens et, plus largement, le transfert de la gestion du patrimoine historique ancien aux mains de ses dépositaires légitimes.

Le cinéaste avait pour réputation d'être un fervent défenseur du patrimoine antique, un nationaliste œcuménique dans sa volonté de fusionner les divers héritages qui composent l'identité égyptienne. Le film appelle en quelques sortes à une réhabilitation, tant de l'événement comme tel que de ses protagonistes, ces derniers incarnant tout à la fois la diversité des groupes qui composent la nation égyptienne et le lien qui unit les hommes et leurs monuments. Le cinéaste accorde une priorité narrative aux hommes de la montagne, sans occulter pour autant la dimension patrimoniale des sites antiques et de leur préservation. Il exprime, à son compte, le point de vue égyptologique de Maspero et du corps savant tout en réhabilitant à travers le personnage de Wanîs, la tribu, et plus largement la composante tribale de l'identité égyptienne dans ses expressions modernes. Wanîs rapporte la question du commerce des antiquités, non plus à la seule question de survie du groupe, mais à des préoccupations métaphysiques (relation aux morts) et existentielles (rapport à l'histoire et aux traces du passé dans le présent). Le cinéaste nous oriente ainsi vers une problématique du patrimoine en signifiant au spectateur qu'une prise en considération *endogène* de la valeur patrimoniale et nationale du monument et des traces du passé, existait en Egypte, à Gurna, dès 1881. Nous aurons l'occasion d'explorer cette piste dans le troisième chapitre.

Pour autant séduisantes que puissent être les interprétations romantiques du cinéaste égyptien, les actions de protection et de valorisation des sites archéologiques demeurent, en premier lieu, et pour des raisons liées à la gestion coloniale de l'Egypte et aux intérêts de la communauté scientifique, le fait des savants étrangers. L'année 1881 marque, de l'autre côté du Nil, le début d'une longue campagne du service des Antiquités, dirigé par les Français, pour le déblaiement des sites antiques : en premier lieu, le temple de Louxor. Hasard de circonstances ? Doit-on y voir une simple occurrence de dates entre un trafic d'antiquité mis à jour sur la rive ouest et les premiers travaux de déblaiement du temple de Louxor ? Les

---

<sup>109</sup> Pour une biographie plus détaillée, voir REID, Donald. *Whose Pharos ? Archaeology, Museums and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*. Le Caire : The American University in Cairo Press, 2002, chap.5 « Egyptology in the Age of Maspero and Ahmad Kamal », pp.172-212.

années 1880 témoignent d'une préoccupation grandissante des autorités coloniales pour les sites antiques, ce qui aura pour conséquence de transformer radicalement la forme de la bourgade de Louxor mais surtout de marquer et de fixer les hiérarchies des territoires et les distinctions entre groupes qui les habitent.









## ***A - Déblayer le temple : la fabrique patrimoniale de Louxor***

Au tournant du siècle, le village de Louxor semble avoir déplacé son centre de gravité. Sous pression de la présence étrangère et du service des antiquités, la population du « village arabe » - expression utilisée par les voyageurs et les administrateurs coloniaux, s'installe progressivement dans les années 1880-1890 hors de l'enceinte du temple. Maspero, à son retour dans la bourgade en 1901, fait, comme Loti quelques années plus tard, un constat nostalgique et amer. Louxor la pittoresque semble bien finie, dès les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, pour laisser place à un Louxor « *modernisé* ».

### **Louxor en 1901 d'après G. Maspero**

« *Le vieux Louxor s'est effondré presque entièrement sous la pression des étrangers. La rue du milieu, la seule qui offrit à l'ordinaire un peu de mouvement, est presque toujours déserte aujourd'hui : le petit bazar qui l'animait, et que l'on traversait pour se rendre à Karnak, a clos ses boutiques, et tous les commerçants ont émigré aux alentours dans les quartiers de fondation récente. Au nord, la vaste place irrégulière où le marché se tenait chaque mardi s'est aplanie ; un hôtel la limite d'un côté, les bureaux de la police en ferment le fond, et le couvent catholique projette l'ombre de sa croix latine sur le site de taudis où les almées dansaient naguère. [L'étang, pittoresque et malsain] est comblé maintenant et une ville nouvelle y a crû, entre l'ancienne rue du bazar et la gare : on y bâtit sans relâche, on y plante des jardins, et la population indigène s'y contamine d'éléments européens établis à demeure, bakals grecs, cabarettiers maltais, employés subalternes du chemin de fer, photographes italiens. Au sud enfin [...] un propriétaire entreprenant y a construit en façade sur le Nil une esplanade et une rangée de boutiques uniformes, un Louxor de banlieue dont la laideur vulgaire s'exagère encore par le contraste avec les lignes pures et la beauté sévère du temple voisin »*

MASPERO, Gaston. *Ruines et paysages d'Egypte*. Paris, Payot, 2000, p.90.

Maspero impute au développement du tourisme international la transformation de Louxor et la disparition des quartiers dits arabes au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Pourtant, le constat qu'il fait ne tient pas moins à la pression des touristes qu'aux mesures de fouilles et de déblaiement du temple qu'il a lui-même initiées lorsqu'il était directeur du service des antiquités quelques années auparavant. Alors que « *du temps de Mariette Pacha, quelques rares touristes seulement visitaient la Haute Egypte, aussi faisait-on moins de travaux qu'aujourd'hui pour leur faciliter l'accès des monuments* »<sup>111</sup>, Maspero a en outre encouragé le rapprochement entre le service des Antiquités et le secteur touristique, alors contrôlé par l'agence Thomas Cook : « *En 1882, Maspero prend contact avec la maison Cook et Cie, principal entrepreneur de voyages sur le Nil, et lui demande son avis sur l'aide que pourraient apporter les touristes. Cook devient agent de liaison entre les touristes et le*

---

<sup>111</sup> DARESSY, Georges. *Notices explicatives des ruines du temple de Louxor*. Le Caire, Imprimerie Nationale, Service des antiquités de l'Egypte, 1893, p.V.

*service des Antiquités : il transmet les doléances et signale les déprédations, qu'elles soient le fait de visiteurs indéliçats, d'agents du service, ou d'habitants inconscients ; grâce à lui, Maspero apprend par exemple que certains drogmans, pour désigner à l'attention de leur troupe des hiéroglyphes très haut placés dans la salle hypostyle de Karnak, trouvent pratique de leur jeter des cailloux* »<sup>112</sup>. Plus qu'agent de liaison, Cook et sa famille financent personnellement une partie des travaux de déblaiement du temple Louxor<sup>113</sup>. A partir des années 1880, la convergence des intérêts touristiques et scientifiques entraîne alors une transformation radicale des lieux.

S'il fallait dater la genèse patrimoniale de Louxor, nous la situerions en 1881, lorsque Maspero décide de lancer le projet de dégagement du temple de Louxor. Celui-ci est une opération dont le coût et l'ampleur avait dissuadé Mariette et les autorités égyptiennes. Le projet est finalement adopté par le gouvernement en 1882 : l'engouement croissant des Européens, la multiplication des amateurs d'antiquités ainsi que l'état de dégradation du site ont finalement eu raison des hésitations :

---

<sup>112</sup> DAVID, Elisabeth. « Le Tourisme au secours de l'archéologie ». *Gaston Maspero 1846-1916. Le gentleman égyptologue*. Paris, Pygmalion, 1999, p. 119-120.

<sup>113</sup> Lettre à Louise, 28 janvier 1886, qui fait état d'une visite à Louxor de la famille Cook. Citée par DAVID, Elisabeth. « Le Tourisme au secours de l'archéologie ». *Gaston Maspero 1846-1916. Le gentleman égyptologue*. Paris, Pygmalion, 1999, p. 119-120.

**Louxor en 1881 : état des lieux**  
**Description faite à Maspero par Lefébure.**

« Vers le nord, les deux tours qui flanquent la porte d'entrée, la première cour, les portiques qui l'entourent, disparaissent plus d'à moitié sous un amas de huttes ; trente maisons et quatre-vingts paillotes s'appuyaient au fût des colonnes, se collaient le long des murailles et écrasaient les architraves du poids de leurs briques ; les deux minarets de la mosquée d'Abou'l Haggag dominaient tant bien que mal cet ensemble malpropre. Sous la grande colonnade qui relie la cour du nord au sanctuaire du sud, deux maisons, celle du cadî d'Esneh et celle d'un certain Moustapha Agha Ayat, agent consulaire d'Angleterre, de Belgique et de Russie. La partie de façade occidentale qui est tournée vers la rivière était masquée par divers édifice, la caserne de gendarmerie, la prison, la poste, les magasins du gouvernement, une lourde bâtisse à demi ruinée appartenant à la France depuis cinquante ans. Derrière ce premier rang de masures s'étendait un terrain vague, encombré de débris de murs en pisé et de cahutes groupées par trois et quatre ; des parcs à moutons et à chèvres étaient établis entre les chapiteaux des colonnes, et des pigeonniers en poterie se dressaient triomphalement sur ce qui restait de la terrasse du temple, à plus de quinze mètres au-dessus du sol antique. Toutes les portions de colonnes ou de murailles qui n'étaient pas protégées par les fabriques modernes servaient de carrière aux habitants ; quiconque avait besoin de pierre venait s'approvisionner là, sans que personne songeât à l'en empêcher. Une fois même, en 1879, la Moudirièh de Qénèh mit en vente les terrains du temple sans prévenir l'Administration des fouilles. Un Européen, à la recherche d'un emplacement favorable pour construire un hôtel, avait profité de l'occasion qui s'offrait, et calculait déjà qu'en abattant une dizaine de colonnes, il aurait assez de matériaux pour élever une maison à deux étages. L'intervention d'un voyageur sauva l'Egypte de cette honte ; Mariette, averti à temps, fit rompre le contrat. ».

Lettre de Lefébure à Maspero, 30 décembre 1881. Citée par DAVID, Elisabeth. *Gaston Maspero 1846-1916. Le gentleman égyptologue*. Paris, Pygmalion, 1999, p. 87.

L'opération de déblaiement va s'étaler sur près de quarante ans (1882-1920), lorsque le temple est vidé de ses occupants en son intérieur et sur sa façade ouest, face au Nil. Cette période se découpe en deux séquences : la première consiste à dégager l'intérieur du temple et sera effective autour de 1893 ; la seconde s'attaquera aux habitations qui entourent le temple, notamment sur la partie ouest située entre le Nil et le temple, entre 1914 et 1920. La durée de l'opération évoque combien la mise en œuvre du projet initialement lancé par Maspero ne fut pas sans difficultés. En effet, il faut convaincre non seulement les populations de partir mais surtout les représentants consulaires, dont les résidences se situent à l'intérieur et aux alentours du temple. Une seconde phase de déblaiement est lancée dans les années trente, visant les façades nord et est du temple, et se termine avec la destruction de la maison d'hôte rattachée à la mosquée de Abû al-Hajjâj, en 1958. Cette phase s'inscrit dans des projets plus larges de réaménagement de la ville de Louxor.

Le programme de Maspero n'est mis en oeuvre qu'à partir de 1885. L'égyptologue, après avoir établi un relevé des habitations concernées, lance un plan de souscription afin de réunir la somme qui permettra de racheter les habitations construites à l'intérieur du temple. La somme de 19 000 francs est ainsi obtenue pour le rachat d'une partie des maisons. Les travaux ne sont pourtant lancés que quatre ans plus tard, après d'âpres négociations,

notamment avec les consuls d'Angleterre (Mustafa Agha, qui cumule aussi les représentations de la Belgique et de la Russie) et de France (Chenouda Makarios), « *que leur drapeau rendait inexpugnables dans leurs demeures* »<sup>114</sup>. La Maison de France est finalement évacuée et les antiquités qu'elle contient sont rapatriées en France. En revanche, la résidence de Mustafa Agha reste un obstacle majeur à la mise en œuvre des travaux de déblaiement : « *Si Moustapha Aga n'avait pas été là, nous aurions fini depuis longtemps, et le gouvernement égyptien n'aurait eu à payer que le quart au plus de la somme qu'il est condamné à payer aujourd'hui. Encore si Moustapha Aga était un honnête homme ; mais un ancien marchand d'esclaves, qui a fait tous les métiers honteux et les fait encore aujourd'hui* »<sup>115</sup>. L'homme est installé dans sa fonction depuis plus de vingt ans : Miss Riggs, touriste de la première heure, rencontrait déjà le consul en 1869, alors qu'elle était invitée avec son groupe à admirer la résidence de celui-ci et les collections d'antiquités qu'il possédait<sup>116</sup>. Le guide *Murray* de 1880 conseille vivement de s'adresser au consul pour tout achat d'antiquités et de curiosités. Mustafa Agha est un homme puissant, un fameux négociant d'antiquités aux procédés peu respectables. En 1884, la nécropole d'Armant était pillée par ses hommes et le notable semble avoir tenu un rôle important dans l'affaire des momies de Dayr al-Bahary en 1881 et l'enquête avait permis d'identifier les trafiquants : outre les 'Abd al-Rassûl, « *... un certain Moustapha Aga Ayad, vice-consul d'Angleterre et de Belgique à Louxor. M'attaquer à ce dernier n'était pas chose aisée : couvert qu'il était de l'immunité diplomatique, il échappait aux poursuites de l'administrations des fouilles* »<sup>117</sup>. Le diplomate se résout finalement à quitter sa demeure au printemps 1886.

Pourtant, en l'absence de fonds suffisants, et face aux résistances des habitants du village, les fouilles sont finalement abandonnées. Les travaux sont repris en 1888 par Daressy,

---

<sup>114</sup> LEGRAIN (Georges) « Rapport sur les nouveaux travaux exécutés à Louqsor à l'ouest du temple d'Amon (octobre 1916-Mars 1917) ». *Annales du service des antiquités de l'Egypte*. Tome XVII, le Caire, 1917, pp. 55-58.

<sup>115</sup> Lettre de G. Maspero à Louise (sa femme), 26 février 1886, archives François Maspero. Citée par DAVID, Elisabeth. *Gaston Maspero 1846-1916. Le gentleman égyptologue*. Paris, Pygmalion, 1999, p. 126.

<sup>116</sup> « *We proceeded en masse to the consul who spoke English very well. A low and roomy house facing the landing place... Consul's name Mustafa Aga* ». 1869, carnet de voyage, archives Thomas Cook.

<sup>117</sup> MASPERO, Gaston. « Introduction » à *La Trouvaille de Deir-elBahari – vingt photographies par M. E. Brugsch, conservateur adjoint du musée d'antiquités de Boulaq*. Le Caire, imprimerie Française F. Mourès & Cie, 1881. Cité par DAVID, Elisabeth. *Gaston Maspero 1846-1916. Le gentleman égyptologue*. Paris, Pygmalion, 1999, p. 90.

sous la direction de Grébaut qui succède à Maspero en 1887 à la direction du service des antiquités. Cette même année, l'ingénieur et directeur du service des Ville et du Bâtiment publie un rapport sur l'état des sites antiques en Egypte. Le financement des travaux de déblaiement et de restauration se fait alors par prélèvement d'une taxe de une livre égyptienne sur les ventes de tickets de visite des monuments. Dès 1892, le service des Antiquités peut alors commencer de racheter les maisons attenantes au temple<sup>118</sup>.

En revanche, le dégagement du *kûm* ouest, à l'extérieur du temple, posent deux difficultés majeures, au-delà des coûts financiers impliqués : il s'agit de déplacer la mosquée qui abrite les reliques du saint local Shaykh Abû Abbâs et d'évacuer la résidence du consul d'Allemagne, Mohareb Todros. Sa résidence est particulièrement renommée pour sa collection d'antiquité et sa réputation ne se tarit pas avec les années (guide *Murray*, 1880, guide *Baedeker*, 1903). Celui-ci partage avec Mustafa Agha une bonne partie du marché locales des antiquités. Cependant, la première guerre mondiale éclate, le consul d'Allemagne perd son immunité, il est finalement évacué sans préavis. Les travaux sur la partie ouest durent six ans et permettent de mettre à jour les ruines d'un camp romain. En 1915, la visite de Sir MacMahon, haut commissaire de la Couronne britannique, et Lord Cecil, conseiller financier du gouvernement égyptien, accélère les procédures d'expropriation des maisons attenantes au temple<sup>119</sup>. Celles-ci sont conduites par Mr Anthony, directeur général des Domaines de l'Etat, moyennant des compensations financières (pour un coût total de 4 300 livres égyptiennes). La même année, G. Legrain, en poste à Karnak, négocie un accord avec le *ma'mûr* du *markaz* (chef de district) pour la récupération du *sabakh*<sup>120</sup> qui encombrait le temple et ses alentours, et que les paysans utilisent comme engrais. A partir des années vingt, le temple de Louxor est enfin vidé de ses occupants, en son intérieur et sur les extérieurs ouest, face à la corniche.

---

<sup>118</sup>DARESSY, Georges. *Notices explicatives des ruines du temple de Louxor*. Service des Antiquités de l'Egypte. Le Caire, Imprimerie nationale, 1893.

<sup>119</sup> LEGRAIN, Georges. « Rapport sur les nouveaux travaux exécutés à Louxor à l'ouest du temple d'Amon (octobre 1916-mars 1917). *Annales du Service des Antiquités de l'Egypte*. Tome XVII, le Caire, 1917, pp. 49-75, pour ce qui nous intéresse, pp. 55-58.

<sup>120</sup> « En Egypte, on nomme *sebakh* la terre salpêtrée qu'on rencontre dans les sites antiques et que les fellags emploient pour amender la terre. Le *sebakh* résulte de la décomposition de toutes matières organiques qui de tout temps s'amoncellent en Orient autour des habitations ». DARESSY, Georges. *Notices explicatives des ruines du temple de Louxor*. Service des Antiquités de l'Egypte. Le Caire, Imprimerie nationale, 1893, p.VI. L'accord permettait à G. Legrain de déblayer sans frais, et la ville de récupérer et de commercialiser le *sebakh*.

Une dernière difficulté demeure toutefois, et non des moindres : la mosquée de Abû al-Hajjâj et les habitations de la famille, sur la face nord du temple, au départ de l'allée des sphinx. Les négociations sont en cours depuis 1892. La mosquée, finalement, ne sera jamais détruite. Les dernières habitations accolées au pylône nord seront détruites en 1958.

#### Déplacer la mosquée de Abû al-Hajjâj d'après G. Legrain (1914)

« Depuis de longues années, le Service des Antiquités, désireux de déblayer entièrement le temple d'Amon de Louqsor, négocie l'expropriation et le déplacement de la mosquée d'Abou'l Haggag qui en occupe la partie nord-est. On a souvent prédit que si le transfert des reliques d'Abou'l Haggag et de ses compagnons avaient lieu, la terre s'ouvrirait, comme jadis tous Tharzah, mais cette fois-ci, ce sera pour engloutir soit Mr Maspero, soit tout autre fonctionnaire européen appartenant au Service des Antiquités ».

LEGRAIN, Georges. *Louqsor sans les Pharaons*. Bruxelles/Paris, Vromant et C°, 1914, pp.°82-83.

Un plan d'aménagement et d'embellissement de la ville de Louxor est mis en œuvre par la municipalité durant les années trente. En 1937, les travaux d'élargissement de la corniche sont lancés, pour une période de quatre mois. Mais le plan général reste largement inachevé « *Tens of thousands of pounds have been already spent in the scheme of the municipality for beautifying the town, but with no apparent result* »<sup>121</sup> ; à l'exception de quelques lampadaires qui jalonnent la corniche, visibles sur les cartes postales de l'époque<sup>122</sup>. L'aménagement de jardins sur la façade est du temple constitue par ailleurs le noeud de dissensions entre les autorités municipales et le service des Antiquités. Un accord est finalement trouvé : « *The municipality intends to plant a large garden at the side of the temple and built some government offices along the street of Luxor Hotel but the Antiquities department insists on respecting the standing buildings from the roman period and any other monuments which may appear in future and rightly asks that nothing should be built which might spoil the view of the temple. This difference of opinion began in 1935 and still exists. In April 1943 it was decided to build a wall around the eastern side and a part of the northern side of the mounds adding all the enclosed portion to the temple area pending a final agreement. The Antiquities department welcomes the removal of the mounds, but this must be done by means of a*

---

<sup>121</sup> HABACHI, Labîb. « Clearance of the Area of the East of Luxor Temple and Discovery of Some Objects ». *Annales du service des antiquités*, Le Caire, 1951, pp.450.

<sup>122</sup> Il est difficile de ne pas faire le parallèle avec une affaire récente liée à l'aménagement récent de la corniche. Celle-ci demeure indéniablement un objet central de préoccupation des autorités municipales. Dernier aménagement en date en hiver 2002 : une série de statues de style imprécis a jalonné la corniche durant quelques mois, puis a été partiellement retirée sur les protestations du service des Antiquités et de la presse nationale.

*systematic excavation, and it has no objection to the planting out of a garden at the side of the temple, but this garden must be planned with a view to respecting all the existing buildings of importance as is done in Rome, and many other ancient house* »<sup>123</sup>.

A la suite de la visite de Gamal Abdel Nasser en 1958, un fonds est créé, allouant chaque année la somme de 10 000 livres égyptienne afin de compléter le financement des travaux de déblaiement des alentours du temple : « *On visiting Luxor at the beginning of 1958, President Gamal Abdul-Nasser observed the backward conditions of this world-renowned city of monuments and immediately gave orders for its improvements, whatever they may cost* ». Les travaux sont conduits par Selim Bey Hassan, Labîb Habashy et Zakarya Ghoneim<sup>124</sup>. Les Egyptiens ont succédé aux Français au sein du département des Antiquités. Les environs du pylône nord sont totalement dégagés. La maison d'hôte des *Hajjâjy*, est détruite, laissant apparaître une statue de Ramsès III. L'année suivante, le vieux cimetière musulman *al-Makashkash* est déplacé vers *Karnak*, découvrant ainsi une large partie du *dromos*<sup>125</sup>.

Les plans de dégagement du temple à l'initiative du service des Antiquités transforment la ville. Dans le même temps, l'urbanisation s'est étendue, et la population, accrue. L'autorité municipale est dès les années vingt impliquée dans les actions de développement et d'aménagement, pouvant être parfois conflictuelles avec le service des Antiquités et les intérêts des monuments. Une taxe sur les établissements touristiques est imposée par décret en 1943, accordant une spécificité locale en matière de ressources financières de la ville (cette taxe demeure jusqu'à nos jours)<sup>126</sup>. L'ensemble de ces mesures bouleverse la petite bourgade de Louxor, dans sa composition, ses tracés et ses délimitations, présentant dans l'histoire urbaine de l'Egypte « *un destin atypique [...] qui ne doit qu'au développement du tourisme*

---

<sup>123</sup> FAKRY, Ahmad. « Comptes-rendus des fouilles et explorations ». *Annales du service des antiquités*. Le Caire, 1947, p. 29. Ce compte-rendu couvre la période 1942-1944.

<sup>124</sup> Ce dernier était chef inspecteur des antiquités pour la haute Egypte de 1946 à 1951.

<sup>125</sup> ABDUL QADER, Muhammad. « Preliminary Report on the Excavations carried out in the Temple of Luxor ». *Annales du Service des Antiquités*, 1959-1960, n°60, tome II, pp.227-279. Annexes de clichés photographiques : on y aperçoit la maison des *Hajjâjî* en 1950 ; les même lieux en 1958, sans la maison mais avec la statue de Ramsès III. L'auteur est alors chef inspecteur des antiquités pour la Haute Egypte.

<sup>126</sup> Décret promulgué par ministère de la Santé sur l'application d'une taxe locale sur les factures établies par les hôtels et les restaurants durant la période d'hiver (haute saison touristique). N° 94/3130 de l'année 1943.

*international de devenir une ville* »<sup>127</sup>. En effet, nous l'avons déjà évoqué, Louxor acquiert définitivement le statut d'unité urbaine dès les années vingt, avec une administration municipale locale particulièrement active<sup>128</sup>. Louxor est territoire de dispute, administrative et politique, en matière de gestion de ses sites antiques et de l'aménagement de ses territoires. Howard Carter ne vient-il pas en 1922 de découvrir la tombe de Toutankhamon, suscitant dans le monde une nouvelle vague d'égyptomanie et l'augmentation du flux de visiteurs vers l'Egypte et vers Louxor en particulier.

Déjà depuis la fin de la première guerre, les mouvements touristiques vers l'Egypte sont effectivement en nette augmentation, à la faveur d'une politique explicite de développement des activités touristiques<sup>129</sup>. Les prémices d'une politique de marketing touristique sont déjà perceptibles dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, à l'initiative du roi Fouad et de l'*Association égyptienne de propagande* créée en 1912. Les objectifs de l'association visent à « *faire connaître l'Egypte et le Soudan à l'étranger par la voie de la publicité : faciliter la visite de ces régions et en rendre le séjour attrayant ; signaler aux autorités tout ce qui peut attirer et tout ce qui peut éloigner les étrangers ; prendre les mesures nécessaires pour combattre l'effet de toute manifestation susceptible de nuire au tourisme en Egypte et au Soudan* »<sup>130</sup>. Publicité, confort et sécurité : les fondements d'une politique de développement touristique sont ainsi établis. L'association égyptienne devient durant l'entre deux guerres le premier interlocuteur à l'étranger en matière d'accords sur la régulation des activités liées au tourisme (transport et hôtellerie).

---

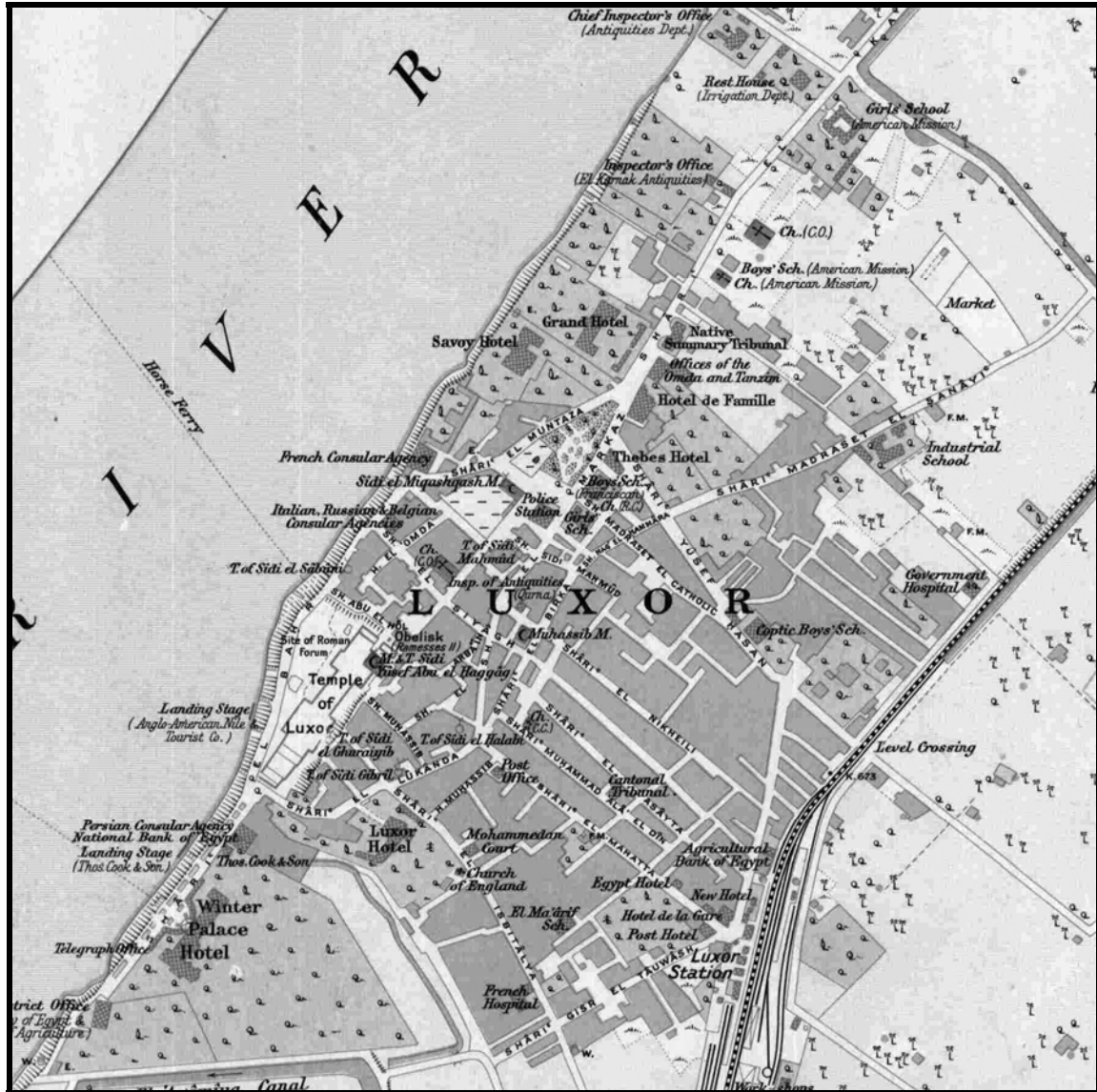
<sup>127</sup> ALLEAUME, Gislaine & DENIS, Eric. « L'Egypte à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle : pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes ». DAKHLIA, Jocelyne (ed.) *Urbanité arabe. Hommage à Bernard Lepetit*. Paris, Sindbad, 1998, pp. 233.

<sup>128</sup> Il est intéressant de constater que Louxor compte dès 1896, à l'instar d'Alexandrie, une administration municipale, particulièrement active dans l'entre deux guerres. Une piste de recherche de l'histoire urbaine moderne de l'Egypte qui n'a pas été exploitée, et qui pourrait s'inscrire dans la continuité des travaux sur Alexandrie. ILBERT, Robert. *Alexandrie, 1830-1930*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1996 (deux volumes).

<sup>129</sup> CATTALUI, Joseph Pacha (dir.). *L'Egypte. Aperçu historique et géographique, gouvernement et institutions, vie économique et sociale*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1926, pp. 409-452 « le tourisme ».

<sup>130</sup> CATTALUI, Joseph Pacha (dir.). *L'Egypte. Aperçu historique et géographique, gouvernement et institutions, vie économique et sociale*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1926, pp. 409-452 « Le tourisme ».





4- Luxor, 1922. Extrait de la carte touristique publiée par le Egyptian Survey.

« En 1920, la migration humaine, insignifiante encore l'année précédente, accuse 7 000 touristes contre 9 000 pendant l'année la plus favorisée d'avant-guerre. La saison 1925-1926 a marqué un bond en avant... avec le chiffre record de près de 15 000 touristes »<sup>131</sup>.

2- Passagers et vente de tickets combinés (train + hotel)

	Passagers en train selon les agences touristiques	Vente de tickets combinés (train+hotel), vers Louxor et Assouan
	du 1er mai au 30 avril	du 1er mai au 30 avril
1926 - 27		1 127
1927 - 28		1 723
1928 - 29	78 460	2 184
1929 - 30	73 846	2 099
1930 - 31	60 134	1 451
1931 - 32	45 295	1 266
1932 - 33	50 769	2 100
1933 - 34	55 355	1 988
1934 - 35	61 377	2 653*
1935 - 36	47 619	2 871**
1936 - 37	46 452	4 114

Tourist Development Association of Egypt 1937 (Archives Thomas Cook)

\*de 1/10/34 à 31/5/35

\*\*de 1/10/35 à 31/5/36

Au début de l'année 1935, un bureau du tourisme est créé au sein du ministère des Finances<sup>132</sup>. Il passera quelques mois plus tard sous la coupe du ministère du Commerce. Aux billets combinés transport-hébergement sur la Haute Egypte, se généralise le système du « package » au départ des principales villes d'Europe et des Etats-Unis, permettant d'associer « tous les avantages du voyage accompagné et la liberté si chère à certains tempéraments »<sup>133</sup>.

L'engouement touristique des années d'entre deux guerres transforme Louxor, dont la présence d'étrangers résidents atteint un record de 400 personnes, selon le recensement de 1927<sup>134</sup>. Les plans « d'embellissement » lancés par les autorités municipales redéfinissent les

<sup>131</sup> CATTALUI, Joseph Pacha (dir.). *L'Egypte. Aperçu historique et géographique, gouvernement et institutions, vie économique et sociale*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1926, pp. 409-452 « Le tourisme ».

<sup>132</sup> Par comparaison, en France, l'office national du tourisme est créé en 1910 au sein du ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes. En 1936, est créé un sous-secrétariat d'Etat aux loisirs. DURAND, Huguette, GOUIRAND, Pierre, SPINDLER, Jacques. *Economie et politique du tourisme*. Paris, Librairie Générale du Droit et de Jurisprudence, 1994.

<sup>133</sup> CATTALUI, Joseph Pacha (dir.). *L'Egypte. Aperçu historique et géographique, gouvernement et institutions, vie économique et sociale*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1926, p. 411.

<sup>134</sup> Recensement national de 1927. En 1937, le nombre d'étrangers résidents à Louxor passe à moins de 100 personnes pour tomber autour de 50 en 1947. Ces chiffres traduisent les effets d'événements

tracés de la ville dès la seconde moitié des années vingt : un axe est-ouest (rue de la Gare) est percé, perpendiculaire à la rue du Marché, reliant le temple de Louxor à la gare nouvellement construite. Autour de la station, fleurissent de nouveaux hôtels bon marché, des pensions, des commerces.

#### **Louxor en 1926**

*« Nous voici enfin, après sept jours d'agréable navigation, à Louxor même, amarrés le long du quai, dans cette ville moderne qui mettait si fort Loti en colère. Capitale d'un district qui fait partie de la province de Kéna, c'est une petite ville prospère d'un peu moins de 20 000 âmes, dont 5 000 chrétiens.*

*En été, ce n'est qu'une quelconque bourgade, chaude, déserte et retirée. Mais vienne l'hiver, Louxor se réveille ; accourus de tous les coins du monde, les touristes en envahissent les hôtels. Le « trou » estival devient une station mondaine, d'un cosmopolitisme renforcé qui lui donne un charme tout particulier. On devine donc quelle extraordinaire et attrayante Babel Louxor est devenu depuis que Tout-ankh-Amon a revu la lumière ! ».*

CATAUI, Joseph Pacha (dir.). *L'Egypte. Aperçu historique et géographique, gouvernement et institutions, vie économique et sociale*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1926, pp. 409-452 « Le tourisme ».

Les boutiques s'installent plus nombreuses le long de la rue du Marché sur un axe nord-sud. Des bâtiments à deux étages de style colonial s'étendent vers l'est, entre le temple et la voie de chemin de fer. C'est là que nombre de familles expulsées des abords du temple ont élu résidence. Des bâtiments art déco aux inspirations pharaoniques, témoignent des activités de construction de l'entre deux guerres. La gare en est un exemple, ou encore le bâtiment de la centrale électrique, situé sur la corniche. Bourgade aux allures déjà très citadines au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, Louxor devient une ville à part entière durant l'entre deux guerres, dans un mouvement conjoint de croissance démographique et de préoccupations grandissantes en matière d'aménagement touristique et d'exploitation des sites antiques.

Activités archéologiques et développement du tourisme international entraîne une augmentation importante de la population de Louxor, tout particulièrement sur la période 1917-1927. Soit une croissance annuelle à Louxor de 2,5% quand elle est pour la région de Qéna et l'Egypte seulement de 0,7 et 1 % respectivement.

---

internationaux sur les mouvements touristiques dans le monde, principalement la crise de 1929 et la seconde guerre mondiale.

<b>3- Croissance de la population de Louxor et de ses environs, 1927 – 1947</b> (comparaison avec le gouvernorat de Qéna et l’Egypte)					
	<b>Louxor</b>	<b>Gurna</b>	<b>Karnak</b>	<b>Qéna</b>	<b>Egypte</b>
<b>1917</b>	15 439	5 531	12 264	840 317	12 718 255
<b>1927</b>	19 795	5 969	13 428	902 170	14 177 864
<i>Croissance annuelle</i>	2,52	0,77	0,91	0,71	1,09
<b>1937</b>	20 828	6 637	16 439	1 017 569	15 920 694
<i>Croissance annuelle</i>	0,51	1,07	2,04	1,21	1,17
<b>1947</b>	27 457	6 394	10 871	1 106 302	18 966 757
<i>Croissance annuelle</i>	2,8	- 0,37	- 4,05	0,84	1,77
Source : recensements nationaux de la population, CAPMAS					

Au recensement de 1927, Louxor s’étend alors sur deux entités administratives : Louxor *dâkhl al-kurdûn* (« à l’intérieur du cordon ») avec 17 569 habitants, et Louxor *khârig al-kurdûn* (« à l’extérieur du cordon »), avec 2 226 habitants, exprimant l’étalement urbain à l’œuvre sur les terres agricoles. Les deux unités administratives sont agrégées en 1947, et comptent ensemble 27 457 habitants pour une croissance annuelle moyenne de 2,8 % entre 1937 et 1947, pendant que la population du gouvernorat de Qéna stagne à 0,84 %, et celle de l’Egypte, à 1,77 %<sup>135</sup>. Au recensement de 1947, Karnak al-Gadîd, ainsi que les lieux-dits de Gazîra al-‘Awammiyya et de Manshyât al-‘Amâry apparaissent dans les registres administratifs, le premier correspondant à l’extension du village de Karnak. L’urbanisation s’étend alors sur trois axes : vers le nord autour du temple de Karnak, vers le nord ouest et vers le sud, sur les terres agricoles. Ce dynamisme démographique durant les années vingt, trente et quarante, est particulier à Louxor. Cette singularité est de toute évidence à mettre au compte du développement touristique, ou plus précisément au compte de la valorisation du patrimoine antique de la région, attirant activités de services et populations. L’initiative pionnière tient à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à une figure emblématique de l’histoire du tourisme international : Thomas Cook. Pour comprendre le phénomène, il nous faut revenir quelques années en arrière.

<sup>135</sup> Les taux de croissance négatifs pour les villages de Gurna et de Karnak entre 1937 et 1947 s’expliquent essentiellement par la vague de malaria qui touche les campagnes égyptiennes de l’Egypte durant les années 1943-1944. Hassan Fathy témoigne que la population de Gurna précisément fut décimée d’un tiers par l’épidémie. FATHY, Hassan. *Gurna, A Tale of Two villages*. Cairo, Prism Publications Offices. 1969 (réédition 1989), p. 166. Sur l’histoire des épidémies de malaria et de choléra en Egypte, GALLAGHER, Nancy. *Egypt’s Other Wars : Epidemics and the Politics of Public Health*. New York, Syracuse University Press, 1990.

## ***B - Thomas Cook et la touristification de Louxor : (brève) histoire du tourisme international en Egypte***

La *touristification* de Louxor et plus généralement celle de l'Égypte, sont, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, principalement, pour ne pas dire exclusivement, le fait d'un homme et d'une compagnie, Thomas Cook. Par *touristification*, nous entendons la mise en place des conditions matérielles et symboliques de développement des activités touristiques : la première, essentielle, concerne les transports et les infrastructures d'accueil. Thomas Cook possède un rôle central dans ce domaine. La seconde repose sur la fabrique des imaginaires à l'égard d'un lieu et de ses habitants. L'Égypte, berceau des civilisations, possède à ce titre un atout idéal, à savoir la vaste production littéraire et scientifique liée au voyage en Orient.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la diffusion des connaissances sur l'Orient s'oriente progressivement vers un public de plus en plus large et contribue à la diversification des candidats au voyage en Orient, qui était au XVIII<sup>e</sup> et jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, un privilège de la classe aristocratique<sup>136</sup>. Cette diffusion passe notamment par la publication d'ouvrages d'un genre nouveau où l'on trouve à la fois des informations historiques et culturelles et des conseils pratiques. Le premier guide touristique sur l'Égypte est publié en 1830 (guide *Riffaud*). « *L'apparition d'un étranger est un accident qui étonne* » alors encore<sup>137</sup>. Le terme de touriste n'est d'ailleurs pas encore passé dans la langue française et le sera une dizaine d'années plus tard<sup>138</sup>. Les ouvrages ont alors une vocation plutôt littéraire, sous la forme de carnets de voyage, souvent en intertextualité avec les écrits des voyageurs écrivains qui ont précédé et dont on recherche les traces de passage. Le genre reste pour le moins élitiste, réservé à la grande bourgeoisie cosmopolite et à l'aristocratie. Ce n'est qu'à partir des années 1870 que

---

<sup>136</sup> URBAIN, Jean Didier. *L'Idiot du voyage. Histoires de touristes*. Paris, Albin Michel, 1991. BERCHET, Jean-Claude. *Le voyage en Orient, anthologie des voyageurs français dans le Levant au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Laffont "Bouquins", 1985. RAUCH, André. « L'Orient dans l'essor du tourisme au XIX<sup>e</sup> siècle ». *Relations Internationales* (dossier sur *Tourisme et relations internationales*), n°102, été 2000, pp. 161-172.

<sup>137</sup> VOLKOFF, Oleg. *Comment on visitait la vallée du Nil : les guides de l'Égypte*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1967.

<sup>138</sup> Il le sera grâce à Stendhal et ses *Mémoires d'un touriste* publiées en 1838. Pour une histoire de touristes et du tourisme, URBAIN, Jean Didier. *L'Idiot du voyage. Histoires de touristes*. Paris, Albin Michel, 1991.

les éditeurs s'intéressent sous un angle plus commercial à l'Egypte (et à l'Orient en général) en tant que destination touristique. Le *Baedeker* consacré à l'Egypte, classique du genre, voit le jour en 1877 en allemand, (1878 pour la version anglaise) et connaît près d'une demi douzaine de réédition en vingt ans : « *L'Egypte est, comme aucun autre pays de l'Orient ou même du monde, le pays classique de l'Histoire, le berceau de la civilisation sur lequel viennent à notre rencontre à chaque instant les monuments anciens* » (1877)<sup>139</sup>. Les références aux écrivains voyageurs s'estompent pour laisser place à un contenu qui se veut pratique et informatif : conseils vestimentaires (pour ou contre la tenue locale), suggestions de circuits, informations égyptologiques, mais aussi présentation des mœurs locales et mise en garde sur la rencontre avec l'autochtone. Le Baedeker présente l'Egyptien « *indolent* », d'une « *bonté insouciante* » et il faut tout autant se méfier des « *bukra* » et des « *maalech* » que des pratiques de détour qui irritent souvent l'étranger. Le guide touristique devient le compagnon incontournable du touriste moderne. C'est à partir des années 1890 que les guides touristiques consacrés à l'Egypte se multiplient, avec, entre 1890 et 1914, près de quatre-vingts éditions, principalement en anglais et en français<sup>140</sup>.

Outre la littérature et les ouvrages consacrés au voyage en Orient, un autre phénomène contribue à la fabrique des imaginaires touristiques durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à savoir les expositions universelles. La première participation de l'Egypte en 1867 à l'exposition universelle de Paris contribue à faire connaître le pays au monde occidental. Entre cette date et 1878, l'Egypte est présente sur près d'une demi-douzaine de manifestations de ce type, de Vienne à Lyon, jusqu'à Philadelphie<sup>141</sup>. Lors de l'exposition de 1889 à Paris, une rue entière du Caire est reconstituée. « *It was intended to resemble the old aspect of Cairo [...] even the paint on the buildings was made dirty* »<sup>142</sup>.

---

<sup>139</sup> Cités in VOLKOFF, Oleg. *Comment on visitait la vallée du Nil : les guides de l'Egypte*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1967.

<sup>140</sup> REID, Donald. *Whose Pharaohs ? Archaeology, Museums and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*. Cairo, American University of Cairo Press, 2002. En annexe p. 299, tableau récapitulatif des éditions de guides touristiques sur l'Egypte, de 1830 à 1914. L'auteur, qui reprend les données de Volkoff, recense seulement les ouvrages sur l'Egypte dans son ensemble, et exclut les textes consacrés aux villes et régions.

<sup>141</sup> DYAB, al-Sayd. *Le Tourisme en Egypte durant le XIX<sup>e</sup> siècle* (en arabe), 1994, p. 60.

<sup>142</sup> Cité par MITCHELL, Timothy. « Egypt at the Exhibition », *Colonising Egypt*. Berkeley, University of California Press, chapitre 1, 1991, p. 1.

Editions touristiques, expositions universelles, diffusion des savoirs égyptologiques, égyptomanie occidentale<sup>143</sup> concourent à ériger, au-delà des imaginaires, l’Egypte, berceau de l’humanité et terre biblique, comme destination privilégiée du tourisme occidental au-delà des frontières de l’Europe. Nous l’avons évoqué, le terme de « touriste », d’origine anglaise, apparaît grâce à Stendhal dans la langue française en 1843 et marque l’avènement d’une société de loisirs indissociée des processus d’industrialisation et de modernisation européenne ainsi que des projets de conquête économique et territoriale. Localement, la *touristification* de Louxor, petite bourgade de province égyptienne, participe de ces processus qui touchent l’Egypte en tant que destination inscrite sur la carte du tourisme mondial et de conquête durant le XIX<sup>e</sup> siècle. Cette *touristification* des lieux reste lente et progressive jusqu’aux années 1880, puis connaît un essor sans précédent au tournant du siècle dernier.

Cette histoire, qui reste largement en friche<sup>144</sup>, nous avons choisi de l’appréhender à partir d’une figure pionnière en Europe et dans le monde : Thomas Cook, inventeur du voyage organisé à moindre coût. Sa compagnie se charge de mettre en œuvre les conditions élémentaires au développement du tourisme dans le monde et dans la région, et en détiendra le monopole pendant plusieurs décennies. Un aperçu du développement touristique en Egypte depuis précisément 1869, à travers l’histoire de la compagnie de Thomas Cook & Son, permet une mise en perspective particulièrement éclairante des conditions politiques, économiques et sociales des transformations de l’Egypte au regard de l’évolution d’une bourgade telle que Louxor. En outre, il donne à lire en creux une problématique des relations entre histoire du tourisme international et projet colonial, dans le monde et en Egypte en particulier.

La compagnie Thomas Cook est fondée à Londres en 1841, et se consacre à l’organisation d’excursions en groupe, notamment d’ouvriers et d’employés de conditions modestes. La formule est tout à fait novatrice pour l’époque, tant par son public que par les

---

<sup>143</sup> HUMBERT, Jean Marcel, PANFAZZI, Michael, ZIEGLER, Christiane (ed.). *Egyptomania. L’Egypte dans l’art occidental*. Paris, RMN, 1994.

<sup>144</sup> Il existe à notre connaissance un seul ouvrage d’historien (égyptien) qui traite du sujet en tant que tel. L’étude ne couvre malheureusement que les deux premiers tiers du XIX<sup>e</sup> siècle et ne fait aucune mention de la compagnie Thomas Cook et de son rôle en Egypte : DYAB, Al-Sayd. *Le Tourisme en Egypte durant le XIX<sup>e</sup> siècle* (en arabe), 1994. L’ouvrage de D. Reid consacre indirectement un chapitre au tourisme en Egypte, traité de manière générale : « From Explorer to Cook’s Tourist ». REID, Donald. *Whose Pharaohs? Archaeology, Museums and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*. Cairo, American University of Cairo Press, 2002.

conditions proposées<sup>145</sup>. Bénéficiant des transformations de la société britannique (mise en place de congés payés pour les employés de banque, par exemple), du développement des transports (train, bateau à vapeur), l'agence rassemble un public de plus en plus diversifié, élargissant ses destinations à l'Europe continentale dès 1855, et proposant une prise en charge du voyage de plus en plus élaborée : en 1868, la formule du voyage organisé - ce que l'on nomme aujourd'hui *package*, est inventée par Thomas Cook, et expérimentée pour la première fois en Suisse. Elle consiste en une formule combinée transport-hôtel-repas-visites, doté d'un système de coupons pré-payés permettant le règlement des frais sur place sans avoir à transporter de l'argent -les *traveler-check* que nous connaissons aujourd'hui. Le voyageur est donc totalement pris en charge, sans qu'il n'ait à se soucier de questions pratiques ni financières. Le voyage en groupe offre l'avantage de réduire les coûts et donc, de proposer des voyages accessibles à des revenus modestes. Dès lors que la formule est appliquée au voyage en Orient à partir de 1869, le *Grand Tour* ne relève alors plus du privilège des aristocrates européens<sup>146</sup>. C'est bien là l'innovation sociale et « démocratisante » qu'introduit Thomas Cook dans les pratiques touristiques, et qui marque l'avènement d'une « révolution ».

---

<sup>145</sup> Pour une histoire complète et officielle de la compagnie Thomas Cook : BRENDON, Piers. *Thomas Cook, 150 Years of Popular Tourism*. London, Secker and Warburg, 1991. SMITH, Paul (ed.). *The History of Tourism. Thomas Cook and the Origins of Leisure Travel* (boxed set of four volumes). London, Routledge/ Thoemmes Press, 1998. Ce dernier, que nous remercions, est responsable des archives de la compagnie, lesquelles regorgent de documents riches, inédits et largement inexploités. Voir aussi : <http://www.thomascook.info/tck/de/en/tcw/0,2773,0-0-384013,00.html>

<sup>146</sup> Pour une histoire du tourisme international, URBAIN, Jean Didier. *L'Idiot du voyage. Histoires de touristes*. Paris, Plon, 1991.





4- Embarcadère de l'agence Thomas Cook & Son à Louxor  
Carte postale Gaddis & Son, non datée

Face au succès immédiat de la formule combinée, l'agence décide la même année de l'étendre au-delà des frontières de l'Europe : l'Egypte et la Palestine sont les premières destinations ciblées. Le choix des deux destinations semble alors évident en tant que berceau de l'humanité et terre biblique. Une grande campagne de promotion est lancée dès la fin de l'année 1868 et le premier voyage organisé est lancé en 1869... à l'occasion de l'inauguration du Canal de Suez. Simple hasard de calendrier ? A notre connaissance, aucune étude sur l'histoire économique et politique de l'Egypte ne relève l'occurrence des deux événements. La croisière semble pourtant motivée par des considérations aussi bien économiques que politiques. La suite de l'histoire confirmera les intentions de la compagnie d'être plus qu'une simple agence de tourisme à vocation populaire.

Pour l'événement, un bateau de touristes composés pour la première fois de représentants de la moyenne bourgeoisie britannique, se joint au cortège de navires occupés par les familles royales du monde entier<sup>147</sup>. Le décalage de *standings* nourrit les sarcasmes de la presse britannique, dont les caricatures ridiculisent les *Cooks* et *Cookesses* à la recherche éperdue des divas de l'aristocratie cosmopolite. L'inauguration du Canal de Suez a pour conséquence directe l'augmentation des arrivées d'étrangers en Egypte pour l'année 1869. La guerre franco-allemande qui survient quelques mois plus tard entraîne une baisse du nombre d'arrivées d'étrangers durant les années 1870 et 1871, lesquelles reprennent dès 1872<sup>148</sup>.

**Miss RIGGS, Diary**  
**Grand Tour to the Nile and Palestine 1869**

Le manuscrit a l'intérêt de décrire la première croisière organisée en Egypte par Thomas Cook. Le journal de miss Riggs nous instruit du but réel de la croisière et de ses passagers : rejoindre le cortège impérial afin d'y apercevoir une personnalité de la bonne société. La déception est grande, seule la *dahabiya* de Lady Duff Gordon est entrevue à Edfû : « *Lady Duff-Gordon was in her dahabieh near but we did not see her. Lady Gordon is in decline – the reason of her exile – more particularly interested in the fellaheen* ».

La croisière est semée d'obstacles administratifs, notamment à l'arrivée du bateau à Louxor. Les pouvoirs de Mr Cook sont mis en doute : « *Mister Cook would not put pen to paper as he had so little power over the Viceroy's regulations* ». Résultats : Arrivé trop tard, le groupe de Miss Riggs ne peut assister à l'illumination du temple de Karnak.

19 février 1869, visite de Thèbes ouest :

« *We saw pottery made by the wheel very quickly and prettily. Dancing girls there which the gentlemen patronized. Luxor, our aim and arrived at last... Landed and proceeded en masse to the consul who spoke english very well. A low and roomy house facing the landing place* ».

Une note en marge nous apprend le fait suivant (cité pour l'anecdote) : « *Hamed, dragoman to the Prince of Wales. Was hipopotamus yokery at the Zoological gardens, came to England with the first river horse* ».

Document original, Archives Thomas Cook

A partir de 1870, John Mason, le fils de Thomas Cook, reprend la direction de l'agence. Il est résolument plus téméraire que son père en affaire, lequel se retirera définitivement de la compagnie en 1878. Sous la direction du fils, la compagnie fait l'acquisition de deux bateaux à vapeur destinés à la navigation sur le Nil. En 1875, Thomas Cook devient agent exclusif pour l'acheminement du courrier postal vers l'Egypte et le gouvernement égyptien lui accorde par ailleurs un droit exclusif de circuler entre Assouan et la première cataracte. La compagnie

---

<sup>147</sup> Pour être plus précis, deux bateaux de croisière sont au départ affrétés par l'agence Cook. Mais seul un bateau est autorisé à naviguer sur le Nil, le second restera coincé à Alexandrie, pour rejoindre la Palestine ultérieurement.

<sup>148</sup> DYAB, Al-Sayd. *Le Tourisme en Egypte durant le XIX<sup>e</sup> siècle* (en arabe). 1994, p. 50.

se flatte du succès croissant de la croisière sur le Nil : « *The number of passengers for the Nile Steamers have been greater than could be comfortably accommodated, and the only complaints we have received arise from overcrowding. To remedy this for next season, we have arranged for a weekly service of the Nile Steamers during the months of January, February and March* »<sup>149</sup>. En 1880, la compagnie obtient un contrat d'exclusivité pour dix ans sur la gestion du trafic fluvial mais aussi sur celle des travailleurs du Nil. L'investissement de la compagnie dans l'amélioration des bateaux et des services fait de la croisière sur le Nil un produit tout à fait recommandable à partir de 1880, un classique du voyage en Orient<sup>150</sup>.

Louxor, haut lieu de l'histoire antique égyptienne, est la première localité investie par Thomas Cook en dehors de la capitale. La compagnie y fait construire un premier hôtel en 1877, dans l'objectif de faire de Louxor une station thermale. Les hivers secs et chauds de Louxor sont très prisée par les Britanniques, notamment pour le traitement des maladies respiratoires. L'engouement des visiteurs est tel qu'un second hôtel est inauguré en 1890. Plus au sud, Assouan devient seconde station thermale d'hiver durant ces années, avec l'inauguration du *Grand Hotel* en 1893 et celle du *Cataract Hotel* en 1899. En 1907 est inauguré à Louxor le *Winter Palace*, lieu de rencontre de la bonne société cosmopolite européenne et égyptienne, toujours à l'initiative de l'agence britannique.

---

<sup>149</sup> *The Excursionnist*, journal publié par la compagnie Thomas Cook & Son, 1876.

<sup>150</sup> BRENDON, Piers. *Thomas Cook, 150 Years of Popular Tourism*. London, Secker and Warburg, 1991.



5- Hotel Winter Palace, Louxor. Carte postale Gaddis & Son, non datée.

La plupart des métiers liés au tourisme et au transport sont placés sous le contrôle de la compagnie Thomas Cook & Son, soulevant les protestations de certaines professions et les commentaires ironiques de certains observateurs.

En 1874, les dragomans égyptiens, ancêtres du guide touristique, fait paraître une lettre dans le *London Times*, protestant de l'intrusion des « agents anglais » qui s'arrogent le monopole des touristes dans le pays. La compagnie Cook, sans pour autant être mentionnée directement dans le texte, répond et argue de la nécessité de protéger les touristes des malversations de certains dragomans mal intentionnés<sup>151</sup>.

**Cook & Son selon G.W. Stevens (1)  
correspondant du *Daily Mail*, 1898**

« Mr Cook is a blessing to Egypt. Perhaps the only one of Egypt's recent blessings which nobody disputes. It is not only the vast amount of money he brings into the country, nor the vast number of people he directly employs. Besides that you will find natives all up the Nile who practically live on him. Those donkeys are subsidised by Cook : that little plot of lettuce is being grown for Cook, and so are the fowls ; these boats tied up on the bank were built by the sheikh of the Cataracts for the tourist service with money advanced by Cook ».

G.W Stevens. *Egypt in 1898*.  
London, William Blackwood and Sons, 1898

Les activités de John Cook ne font certes pas que des émules, comme en témoignent Stevens, correspondant pour le *Daily Mail*. Et pour cause, Thomas Cook & Son, s'ils opèrent déjà en maître dans les secteurs du tourisme et des transports, étendent leurs activités aux affaires militaires. On ne saurait s'interroger sur cette étrange diversification pour une compagnie de promotion des loisirs ; c'est oublier le contexte politique et stratégique de l'Egypte et les ambitions de l'empire britannique.

<sup>151</sup> Le collectif est publié dans le *London Times* du 9 juin 1874. L'affaire est relatée dans BRENDON, Piers. *Thomas Cook, 150 Years of Popular Tourism*. London, Secker and Warburg, 1991.

**Cook & Son selon G.W. Stevens (2)  
correspondant du Daily Mail, 1898**

« *The results in Mr Cook's case are, first, his own success. The establishment of the largest British business in Egypt ; second the opening-up of Egypt as a holiday land to all the world ; third, a cost benefit to Egypt herself* ».

Et de conclure plus loin : « *The nominal suzerain of Egypt is the Sultan ; its real suzerain is Lord Cromer. Its nominal Governor is the Khedive ; its real governor, for a final touch of comic opera, is Thomas Cook and Son* »

G.W Stevens. *Egypt in 1898*.  
London : William Blackwood and Sons, 1898.

La crise politique qui secoue le pays dans les années 1881-1884 (révolte conduite par Urâby, imposition du mandat britannique, expédition soudanaise) met un frein au mouvement touristique vers l'Égypte. En revanche, les volontés de contrôle territorial de l'empire britannique implique la contribution de tous ces sujets. En 1884, l'agence Thomas Cook & Son affrète trois bateaux à vapeur pour venir en aide à l'expédition du général Gordon, en déroute au Soudan.

A leur bord embarquent 1 426 hommes, des chevaux, des mulets ; sont chargés vingt tonnes de munitions et de l'armement lourd. Alors que le conflit s'amplifie, Cook transporte dans un second convoi 18 000 hommes, anglais et égyptiens, et plusieurs centaines de tonnes de vivres. Il fait par ailleurs appel au renfort de 28 bateaux qui opèrent entre Tyr et Alexandrie et lève une armée privée de 5 000 hommes. Malgré un tel déploiement, le général Gordon, gouverneur du Soudan, tombe à Khartoum. La défaite est cuisante pour la Couronne britannique. En revanche, Thomas Cook & Son, « *the real governor* », comme le nomme Stevens, consolide ses positions dans les affaires de l'empire et de l'Égypte. Tourisme et affaires militaires, l'association peut sembler étrange. L'époque semble visiblement propice à la convergence des deux intérêts, comme en témoigne la participation de la compagnie Cook dans la mise en place logistique du mandat britannique sur l'Égypte. Autre exemple : le premier propriétaire de l'hôtel *Mena House* du Caire, Georges Nungovich, avait en fait débuté sa carrière en Égypte et dans le tourisme, comme portier à la gare de Ramsès. Il s'engage comme cantinier aux côtés des troupes britanniques durant la campagne du Soudan. A son retour, gratifié de ses bons et loyaux services, il acquiert la résidence khédiviale située au pied des pyramides de Guiza et la convertit en hôtel de luxe<sup>152</sup>.

L'historiographie égyptienne ne fait pas mention du rôle de la compagnie Cook dans la campagne du Soudan ; ni ne relate d'ailleurs le rôle de Thomas Cook & Son dans les intérêts

---

<sup>152</sup> NELSON, Nina. *The History of Mena House Hotel. Cairo, Egypt*. Cairo, The Palm Press, 1997, p. 25.

économiques de l'empire britannique en Egypte en général. Non évoquée par les historiens en général, l'implication de Thomas Cook & Son, si elle semble être considérée comme mineure dans l'histoire économique et politique de l'Egypte, est, comme nous l'avons vu, incontournable de l'étude du tourisme international dans le monde, en Egypte, et à Louxor en particulier. L'histoire du tourisme international comme partie prenante des processus de modernisation européenne et avènement des pratiques de loisirs, place en son cœur, l'Egypte, à la fois comme destination « élue » et terre de conquête. Ainsi est-il difficile de dissocier les projets coloniaux à l'œuvre dans la région, et du rôle des compagnies internationales dans ce domaine. Cette remarque fait écho aux études plus contemporaines où l'économie touristique est inscrite chez certains dans une analyse des rapports de domination nord/sud et d'exploitation par les plus riches des régions les plus défavorisées du globe, tout particulièrement à partir des années soixante dix et de l'avènement du transport aérien « charter », qui marque la deuxième phase d'essor irréversible du tourisme comme pratique de masse. Pour l'heure, il est intéressant de constater que cette problématique a une histoire plus longue et ne prend pas naissance aux lendemains des indépendances des pays du Tiers Monde. Sa genèse s'inscrit dans une relation étroite aux projets coloniaux au XIX<sup>e</sup> siècle. Ce dont convient l'historien de la compagnie Cook : « [...] *it must said that the connection between tourism and empire, where Egypt was concerned, was much more than a matter of ironic comparison : for it was in Egypt that an institution of the tourist industry first went to work in direct and indirect collaboration with British imperial interest* »<sup>153</sup>.

Des loisirs à la chose militaire, la diversification des activités de Thomas Cook & Son possède cependant une troisième dimension non moins surprenante, inscrite dans l'état d'esprit des industriels et entrepreneurs britanniques du XIX<sup>e</sup> siècle. Thomas Cook, ancien prédicateur baptiste, se situe dans la pure tradition philanthropique victorienne, laquelle n'est pas sans conséquence pour la petite bourgade de Louxor dans les années 1890. Outre des hôtels, des routes, un embarcadère, une gare, etc, l'agence contribue à redessiner le paysage local par la construction d'un hôpital public et gratuit, destiné aux « natives », inauguré en février 1891 et financé par les contributions des touristes et de la compagnie. Petite parenthèse : de nos jours, Thomas Cook renoue avec les actions éthiques et le « *mécénat humanitaire* », en signant un partenariat avec l'association caritative CARE : sur tout forfait

---

<sup>153</sup> BRENDON Piers. *Thomas Cook, 150 Years of Popular Tourism*. London, Secker and Warburg, 1991, p. 323.

acheté dans une des 430 agences du réseau français, deux dollars est reversé à l'association pour le financement de projet de développement dans seize communautés rurales de Cuba. Cette coopération « a été facilitée par l'investissement personnel d'Antoine Cachin, président du directoire de Thomas Cook France ». Celui-ci est par ailleurs membre fondateur de l'association *Tourism for Development* créée aux lendemains de l'attentat de Louxor en 1997, à l'initiative de Mustafa al-Guindy, agent touristique égyptien<sup>154</sup>. Fermons la parenthèse, nous aurons l'occasion d'y revenir.

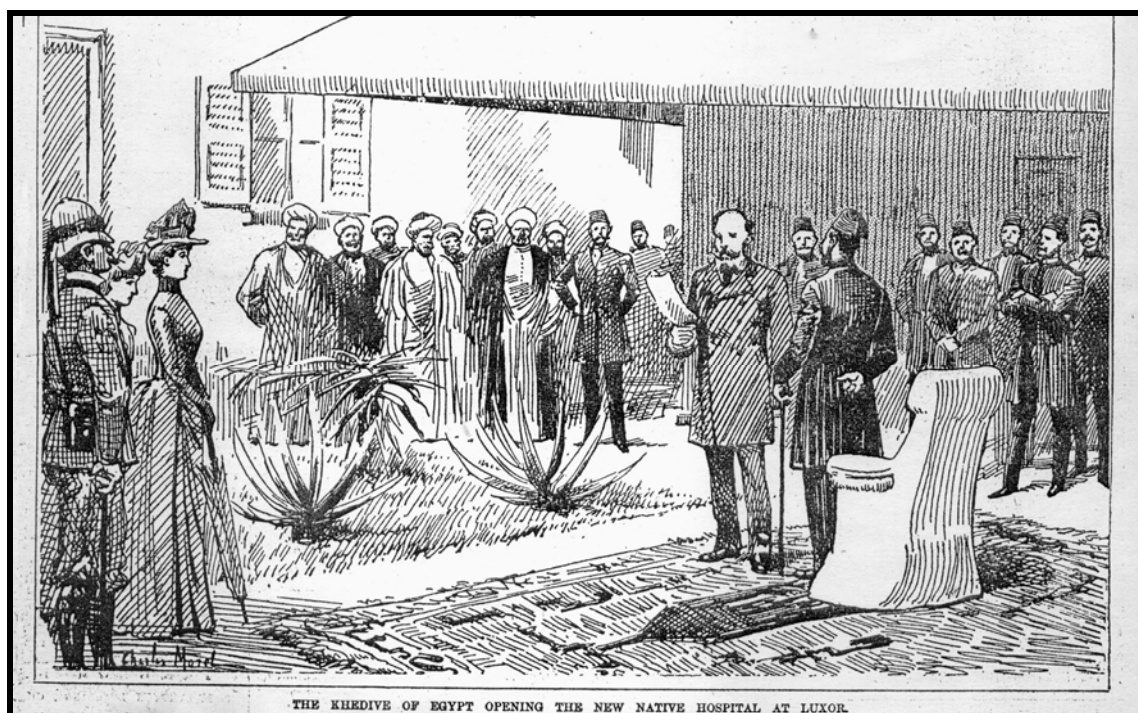
L'hôtel de Louxor, établi en 1877, possédait déjà une clinique et un médecin, le docteur Maclean, accueillant certains jours en consultation gratuite près d'une centaine de patients<sup>155</sup>. Celui-ci avait étendu ses compétences à l'ophtalmologie et ouvert ses services aux populations locales. C'est sur son idée qu'un appel d'offre est lancé le 1<sup>er</sup> février 1887 dans *The Cook's Excursionist and Tourist Adviser*, permettant ainsi de réunir des fonds pour la construction du *Luxor Hospital for Natives*.

---

<sup>154</sup> « Thomas Cook poursuit son engagement dans le tourisme responsable ». 21 novembre 2003, site *Novethic*, <http://www.novethic.fr/novethic/site/article/index.jsp?id=72263>.

<sup>155</sup> Le médecin de l'hôtel, « *Dr MacClean, has proved of great services not only to European Travellers on the Nile, but also to the Natives. He's having been very successful in a number of ophthalmic cases* ». *Thomas Cook's Excursionist and Traveler Advertising*, 1<sup>st</sup> November 1878.

6- The Daily Graphic. London, Saturday, February 14, 1891



*"A new hospital for Egyptian natives has just been opened by the khedive at Luxor. It has been built by subscription from the contributions of English tourists, materially added to by Mr Brunner, M.P. and by Mr John Cook, who has guaranteed to defray any annual deficit there may be in the general accounts as well as the salary of the native doctor –an Egyptian gentleman trained at St. Thomas's Hospital, London. It is intended to supply medical aid to natives gratis, and there are forty beds, all free. The new hospital will prove an inestimable boon to the poor fellaheen, not only of Luxor, but all up and down the Nile. Indeed, on the very opening day over fifty natives were waiting for advice and help [...]"*

Thomas Cook Archive

Les faits dépassent la simple anecdote lorsqu'on consulte les rapports de l'hôpital et ses statistiques (voir encadré). Louxor devient l'unique centre dans la région en mesure de fournir des soins médicaux aux populations et offre, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, des services élémentaires (santé, éducation, transport) particulièrement développés, qui n'ont rien à envier à ceux proposés dans une capitale de région ou même au Caire.



**Report on the Luxor Hospital for Native**

« You will observe that the largest number of patients is during the months of February and March. All these patients come from the different villages and although the hospital is built at Luxor, very small percentage of the patients come from Luxor, most of them from other villages ranging between Asiout and Aswan, and therefore covering a district of about 333 miles. I have the record even of one patient coming from as far as Bedrechein (15 miles from Cairo) ».

Extrait du rapport du Dr Zaydan, 1891

« Up to the spring of 1896, medical and surgical treatment was afforded to 19 580 cases, representing daily diet for in-patients, for whom about 386 operations were performed, and no less than 24 023 out-patients have been relieved, of whom about 4 077 were female. During last year, 305 in-patients were treated, the daily average of in-patients being 17. 6 220 diets were issued and 125 operations performed ».

Rapport sans précision de date  
Document d'archives, Thomas Cook

Il faut admettre cependant que l'hôpital Cook reste une incongruité dans le paysage local, tout autant révélatrice des inégalités qu'implique le développement de la région. Si les patients se déplacent de partout pour consulter gratuitement à l'hôpital *indigène*, les services proposés ne semblent pourtant pas atteindre les villages les plus proches, comme le souligne le Dr Zaydan dans son rapport. Nous l'avons vu précédemment : le village arabe s'est déplacé hors des murs du temple, pour s'étendre sur les terres agricoles. L'hôpital pour « natives » est construit sur les berges du Nil, lesquelles sont investies exclusivement par les hôtels et les villas de luxe, marqueurs du territoire « utile ». Au-delà des délimitations géographiques, les populations locales ne sont guère partie prenante directe dans les activités touristiques de la bourgade. Les notables locaux, souvent placés sous le régime des communautés dites étrangères par leur fonction de représentant consulaire, demeurent les intermédiaires obligés avec les populations étrangères, résidentes et touristiques. En bref, l'hôpital reste un domaine réservé, associé à un monde qui échappe aux populations locales, comme nous le montre un épisode de l'histoire de la région quelques cinquante années plus tard.

En effet, la présence d'un hôpital et d'un corps médical en place de longue date à Louxor (contrairement aux autres localités de la région) ne permet pas d'endiguer l'épidémie de malaria de 1943-44 dans les villages satellites de Louxor. Ainsi, sur les recensements de 1937 et de 1947, Gurna et Karnak connaissent une décroissance de population particulièrement importante, respectivement de -0,37 % et -4,05 %. Selon Hassan Fathy, l'épidémie aurait décimé un tiers de la population de la rive ouest de Louxor<sup>156</sup>. En revanche,

---

<sup>156</sup> FATHY, Hassan. *Gurna, A Tale of Two villages*. Cairo, Prism Publications Offices. 1969 (réédition 1989), p. 166. Sur l'histoire des épidémies de malaria et de choléra en Egypte durant l'entre deux guerres, GALLAGHER, Nancy. *Egypt's Other Wars : Epidemics and the Politics of Public Health*.

la population de Louxor est épargnée et maintient un taux de croissance soutenue (+2,8 %). Hassan Fathy rappelle en outre comment la vague de choléra qui sévit en 1947 dans le Delta et menace les campagnes de Haute Egypte, ne semble guère émouvoir les autorités municipales et sanitaires de Louxor qui accordent un seul médecin pour la rive ouest<sup>157</sup>.

Les indicateurs de santé et d'accès aux soins sont particulièrement éclairants des hiérarchies de traitement des territoires et des choix qui président à la gestion et à l'organisation de la ville et de ses campagnes. Louxor au tournant du XX<sup>e</sup> siècle est déjà une ville de province cossue, affichant ses villas de notables sur la corniche, ses hôtels de luxe occupés par les représentants les plus prestigieux de l'aristocratie internationale. Pour autant, comme nous l'avons souligné, cette richesse se limite au « territoire utile ». Le développement du tourisme international et ses implications sur l'évolution urbaine et socio-économique de Louxor ne crée pas forcément des inégalités *sui generis*, mais se greffent sur des structures déjà fortement inégalitaires et les amplifient. Nous avons vu dans le premier chapitre de cette partie combien sont différentes les modalités de peuplement et d'organisation socio économique de chaque côté du Nil. Il ne serait pourtant pas juste de réduire la construction de l'hôpital pour indigène et la philanthropie d'un Thomas Cook à une simple anecdote locale. Il apparaît que les bonnes intentions de l'homme comblent difficilement les disparités qui président au traitement des territoires de Louxor depuis son avènement comme destination touristique internationale. Plus encore, elles semblent renforcer les ruptures : au sein même de la ville, entre la ville et ses campagnes, entre la rive est et la rive ouest.

Pour conclure ce chapitre, insistons sur le fait que disparités territoriales et distinctions sociales ne cessent de s'amplifier à mesure que tourisme international et missions de fouilles archéologiques se développent à Louxor. Dans un tel contexte, certains ont su diversifier leurs ressources et renforcer ainsi leurs pouvoirs économiques et politiques. La famille Andrawos est exemplaire. Elle cumule et accumule tout à la fois capital foncier, représentations consulaires et investissement touristique. D'autres émergent : le photographe Gaddîs tient au

---

New York, Syracuse University Press, 1990. MITCHELL, Timothy. *Rule of Experts. Egypt, Techno-politics, Modernity*. Berkeley, University of California Press, 2002 (particulièrement les chapitres 1 et 6).

<sup>157</sup> Renvoyons à nouveau à FATHY, Hassan. *Gurna, A Tale of Two villages*. Cairo, Prism Publications Offices. 1969 (réédition 1989), p. 166-171.

début du siècle l'un des deux magasins de photos de la région. Son commerce se développe et en fait le photographe par excellence sur la place. Ses héritiers possèdent aujourd'hui plusieurs échoppes et un hôtel de haut standing, maintenant ainsi confortablement le capital de la famille et leur statut de notable. En revanche, d'autres s'ajustent difficilement aux évolutions de la bourgade : le monopole des Hajjajy sur les activités de commerce jusqu'au début du siècle périclité à mesure que le temple est vidé et que la rue du Souk s'étend et s'insère dans un tracé urbanistique programmé, articulé à la valorisation du monument et au développement des infrastructures touristiques. Plus que symbolique, le parcours de la procession lors du *mawlid* du saint patron de la ville est réduit de nos jours à la portion congrue de deux artères de la ville, lourdement quadrillées par les forces de sécurité. Déjà, les premiers déblaiements des alentours du temple (déplacement du bazar et création de jardins publics) ont à terme modifié le circuit rituel de la procession religieuse situé entre le temple de Louxor et celui de Karnak. Perte de monopole économique au début du siècle, au nom de la protection des monuments ; réduction des pouvoirs symboliques et religieux exprimés lors d'une manifestation populaire de la région de Louxor, au nom, aujourd'hui, de la sécurité des touristes. L'ascendance aux Hajjajî est aujourd'hui invoquée comme référent additionnel relatif à la tradition et à l'histoire des origines (du point de vue musulman), mais ne pèse plus depuis longtemps dans l'équilibre des pouvoirs économiques locaux.

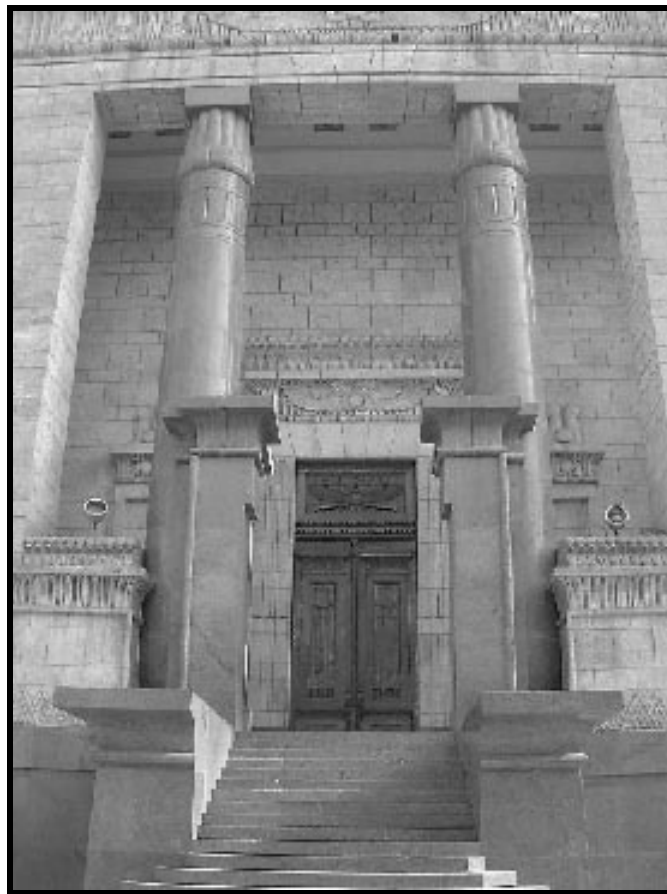
Si *patrimonialisation* et *touristification* constituent la raison d'être de Louxor et de sa région depuis plus d'un siècle, la relation entretenue par les deux phénomènes donne à observer et à analyser leur rôle dans les processus politiques et économiques qui travaillent plus généralement l'Égypte. Louxor suscite l'intérêt général principalement pour ses monuments antiques, certes, mais aussi parce que ces monuments sont potentiellement investis de valeurs qui dépassent les intérêts locaux et rejoignent des préoccupations d'ordre national, voire nationaliste. Ce sont deux processus initiés par et pour l'Étranger : égyptologue, administrateur colonial et touriste. La *patrimonialisation* des sites antiques échappent de fait à ses ayant droits, pour le moins jusqu'à l'émergence d'un mouvement égyptien indépendantiste après la première guerre mondiale. Dès lors, quel statut occupe la référence au passé antique dans l'émergence des discours nationalistes et indépendantistes ? Dès lors que l'administration et la valorisation des sites relève exclusivement du monopole des puissances coloniales et pour un public occidental (nous parlons alors de *patrimonialisation exogène*), et que ces sites constituent la ressource première du tourisme international, ces derniers ne deviennent-ils pas aux yeux des nationalistes égyptiens enjeux

de reconquête de pouvoir et éventuellement de réappropriation ? Cette réappropriation mériterait-elle d'être qualifiée « d'identitaire », en ce sens que le passé antique deviendrait enjeu de débat dans une définition même de la Nation égyptienne ?

Ces questions sont au point de départ du chapitre qui suit. Des pistes de recherche plus que des éléments de réponse y sont présentées, dans une perspective d'analyse des conditions d'émergence d'un processus de patrimonialisation égyptienne qui opère en opposition aux actions de fabrique patrimoniale des égyptologues, des administrateurs et des agents touristiques occidentaux, portées par l'imaginaire européen sur l'origine des civilisations et le rôle de l'Egypte antique dans l'histoire de l'humanité. Nous laissons un temps les touristes mais restons en partie à Louxor, où nous abordons le thème de la gestion de ses monuments antiques ; gestion non plus économique, mais politique et identitaire, inscrite dans la construction d'un Etat moderne au XIX<sup>e</sup> siècle et dans les premiers temps de l'indépendance, durant l'entre deux guerres.

### **III - Monuments et nation**

---



*7- Mausolée de Sa'ad Zaghloul, Le Caire.*



## **A - Sur la notion de patrimoine en Egypte**

Il ne s'agit pas dans ce chapitre de faire une « archéologie » de la notion de patrimoine en Egypte ; le champ est trop vaste et déjà arpenté par les historiens et les architectes auxquels nous invitons le lecteur à se référer<sup>158</sup>. Nous nous tenons à dégager ici les grandes lignes d'une histoire conflictuelle : les processus enchevêtrés de *patrimonialisation* et de *touristification* d'un lieu n'échappent-ils pas en grande partie à ses dépositaires légitimes (populations et représentants politiques nationaux). Il s'agit de donner à voir comment dans l'entre deux guerres la gestion de ses ressources patrimoniales s'articule s'immisce progressivement dans le processus de construction nationale.

A. Chastel et J. P. Babelon posent les termes d'une définition de *La Notion de patrimoine* à partir de l'expérience singulière de la France et l'émergence « *d'un patrimoine supérieur aux vicissitudes de l'histoire [qui] tend à se formuler durant la période révolutionnaire* »<sup>159</sup>. Intégrer le monument historique et les œuvres d'art dans un projet général où l'on inventorie, « *c'est-à-dire identifier, reconnaître et inscrire au crédit de la nation des ouvrages qui n'avaient fait l'objet d'aucun recensement* », revient à « *s'interroger sérieusement sur les origines de la nation française* ». Cette dernière formule pourrait fournir une pétition de principes concernant toute autre région du monde, et qui consisterait à penser que l'émergence de la valeur de patrimoine dans une société s'inscrit inévitablement dans une réflexion sur l'identité nationale. La notion de *monument historique*, faisant référence à « *un édifice mais aussi tombeaux, statues, vitraux, tout ce qui peut fixer, illustrer, préciser l'histoire nationale* »<sup>160</sup>, s'inscrit dans l'avènement de la notion moderne de patrimoine qui apparaît spécifiquement en Europe au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle.

En Egypte, le rapport entre Nation et patrimoine antique se pose pourtant en des termes quelque peu différents dès lors que les processus qui déterminent ce qui est patrimoine dans ce pays participe directement de sa colonisation et de la présence occidentale. L'égyptologie classe, répertorie, recense, fouille et protège les sites de l'Egypte antique. Les touristes

---

<sup>158</sup> EL-KADI, Galila. « La Genèse du patrimoine en Egypte : du monument au centre historique ». GRAVARI-BARBAS, M. & GUICHARD-ANGUIS, S. (dir.). *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2003.

<sup>159</sup> BABELON, J.P. et CHASTEL, André. *La Notion de patrimoine*. Paris, Liana Lévi, 1994, p. 64.

<sup>160</sup> BABELON, J.P. et CHASTEL, André. *La Notion de patrimoine*. Paris, Liana Lévi, 1994. p. 67.

étrangers visitent et admirent ; soit un domaine d'exclusion étrangère où tout projet endogène d'intégration du monument antique dans une rhétorique nationale(iste) peut être difficilement initié, pour le moins jusqu'à la première indépendance de l'Egypte en 1922. S'il existe une *patrimonialisation* des monuments antiques au cours du XIX<sup>e</sup> siècle en Egypte, ce processus est avant tout d'ordre extra territorial, s'inscrit dans les processus à l'œuvre en Europe, et sert des intérêts situés au-delà des frontières du pays<sup>161</sup>.

Par conséquent, si l'on devait en Egypte s'interroger, à l'instar de Chastel, sur les origines de la Nation dans son rapport aux monuments, les politiques à l'égard des sites antiques n'offriraient qu'une vision tronquée de cette histoire. Renversons alors les termes de la question pour la formuler ainsi : les sites antiques font-ils l'objet d'intérêt et de débat au sein des élites égyptiennes, tout particulièrement au moment de l'émergence de courants nationalistes et durant la première phase d'indépendance égyptienne ? Question concomitante : en quoi le monument antique et les débats éventuels qui s'articulent autour de celui-ci peuvent-ils nous informer des enjeux d'identité nationale qui animent l'Egypte ? Dans un premier temps, nous proposons un rappel très général des politiques du patrimoine en Egypte durant le XIX<sup>e</sup> siècle, afin de suggérer, dans un deuxième temps, des pistes de questionnement général quant à la relation entretenue entre monuments antiques et construction nationale dans l'entre deux guerres.

Très tôt dans l'histoire moderne du pays qui s'ouvre, officiellement, avec le règne de Mohammad 'Aly, se mettent en place des institutions en charge d'inventorier et de préserver les monuments historiques. Elles sont directement liées aux développements de l'égyptologie et des préoccupations scientifiques européennes, dominées en grande partie par les Français. Ces instances de gestion des monuments historiques en Egypte connaissent une histoire parallèle à celle de la France<sup>162</sup>.

---

<sup>161</sup> FAGAN, Brian. *L'aventure archéologique en Egypte, Chasseurs de trésors et grandes découvertes, pionniers célèbres, trafiquants et premiers voyageurs*. Paris, Pygmalion, 1981.

<sup>162</sup> KHATER, A. *Le Régime juridique des fouilles et des antiquités en Egypte*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1960.



En Egypte, dès 1835, existe un dispositif juridique d'encadrement et de contrôle de l'exploitation scientifique et commerciale des antiquités. Sur les conseils de Champollion, Muhammad Ali, khédivé d'Egypte, édicte une ordonnance sur la réglementation des activités liées aux antiquités, permettant ainsi « de donner un état civil et une identité aux monuments de l'Egypte dont l'énigme avait vainement fasciné les antiquaires »<sup>163</sup>. Le texte qui prohibe toute exportation d'antiquités est censé garantir des moyens de protection des monuments (pouvoirs accordés aux *moudirs* –gouverneur, des provinces de Haute Egypte).

**Texte introductif de l'Ordonnance du 15 août 1835, relative aux antiquités**

« Bien que les édifices remarquables et les admirables monuments d'art et d'antiquité du Saïd (la Haute-Egypte ou l'ancienne Thébaidé) attirent sans cesse de nombreux voyageurs européens dans ces contrées, il faut convenir cependant que du goût et de la recherche passionnée de ces derniers pour tous les objets qu'ils désignent sous le nom d'antiquités, est résultée pour les anciens monuments de l'Egypte une véritable dévastation [...]

...Et cependant il est bien reconnu que, non seulement, les Européens ne permettent en aucune façon l'exportation de semblables objets de leur pays, mais que partout où se trouvent des antiquités, ils s'empressent d'expédier des connaisseurs chargés de les recueillir, pour de misérables sommes, la cupidité des propriétaires ignorants.

...Plus tard, ces sculptures, ces pierres ornées, et tous ces objets de même nature, recueillis, conservés en ordre dans des édifices particulièrement décorés et destinés pour cet usage, sont exposés aux yeux du public de toutes les nations, et concourent puissamment à la gloire du pays qui les possède [...] ».

KHATER, A. *Le Régime juridique des fouilles et des antiquités en Egypte*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1960, p. 37-71 (texte complet et commenté)..

Il établit par ailleurs un *musée national*<sup>164</sup> et un service des antiquités, consacrés aux monuments de l'Egypte ancienne. Remarquons le qualificatif de « national » associé à un musée qui présente exclusivement des pièces antiques, établissant ce qui constitue l'identité nationale de l'Egypte du point de vue de l'administrateur colonial. Le musée est installé dans un premier temps dans les jardins de l'Ezbékiah mais la collection est rapidement dilapidée, et bénéficie en dernière date (1855) à l'Archiduc Maximilien d'Autriche. Le *musée national* reprend vie en 1858, à l'initiative de Mariette, dans le quartier de Bulâq. En 1891, les collections sont transférées à Guiza puis intègrent le nouveau bâtiment situé sur la place Tahrîr, en 1900-1902. Les vicissitudes du musée national dédié aux antiquités égyptiennes révèlent combien la cause n'est pas forcément acquise pour tous<sup>165</sup>.

<sup>163</sup> CHOAY, Françoise. *L'Allégorie du patrimoine*. Paris, Seuil, 1992, p. 132.

<sup>164</sup> MASPERO, Gaston. *Guide du visiteur au Musée du Caire*. Le Caire, 1915.

<sup>165</sup> REID, Donald. *Whose Pharaohs ? Archaeology, Museums and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*. Cairo, American University of Cairo Press, 2002, p.409

L'inscription des héritages copte et arabe au patrimoine national est un processus plus tardif : le musée national de l'art arabe est créé en 1869<sup>166</sup> ; le musée copte, en 1914. Tous deux semblent s'inscrire dans un rapport concurrentiel et controversé au sein des élites égyptiennes à l'égard de la tutelle coloniale et de l'égyptologie dominante, même si, dans le cas notamment des arts dits arabes, la valorisation de ceux-ci relève au départ de l'initiative européenne<sup>167</sup>. Plus largement peut-on suggérer qu'une histoire croisée des musées d'Egypte contribuerait à éclairer les débats sur les termes et les conditions de définition de la Nation égyptienne dans son rapport aux puissances étrangères dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Protéger, consigner, ordonner, entreposer, exposer : les principes édictés par l'ordonnance de 1835 permettent d'établir les listes de monument considérés comme relevant du patrimoine « national » égyptien à vocation universelle. Ces activités permettent-elles pour autant de « traduire sous forme officielle l'intuition qu'il existe un patrimoine monumental essentiel à la conscience nationale », comme on pouvait l'observer en France durant la même période<sup>168</sup>. Muhammad Ali est peut-être présenté comme le père de la Nation moderne égyptienne, l'ordonnance qu'il édicte comporte toutefois peu de référence à la nation en devenir. La protection et la valorisation du patrimoine pharaonique remplit explicitement deux objectifs : premièrement, celui de satisfaire aux préoccupations de la communauté scientifique européenne, en protégeant les sites des vols et déprédations effectuées par des clientèles occidentales de plus en plus nombreuses sur les terrains de fouilles ; deuxièmement, celui de contribuer à la « gloire du pays qui les possède ». Il serait risqué de lire dans cette expression, la seule qui n'apparaisse directement en référence à l'intérêt de l'Egypte, la fameuse « conscience nationale » à laquelle font mention Babelon et Chastel. La gloire du pays est rhétorique, destinée aux puissances européennes dans un rapport de force inégal entre un territoire identifié comme l'Egypte, en quête d'autonomie par rapport à la tutelle ottomane,

---

<sup>166</sup> LETURCQ, Jean-Gabriel. *Jeux de miroirs et orientalisme dans les arts de l'Islam. Le musée national de l'art arabe du Caire (1869-1914)*. Mémoire de DEA sous la direction de François Pouillon, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2004. REID, Donald. « Cultural Imperialism and Nationalism : the Struggle to define and control the Heritage of Arab Art in Egypt ». In: *International Journal of Middle East Studies*. Vol. 24, n° 1, February 1992, pp. 57-76. REID, Donald. *Whose Pharaohs ? Archaeology, Museums and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*. Cairo, American University of Cairo Press, 2002, p. 275-277.

<sup>167</sup> REID, Donald. « Cultural Imperialism and Nationalism : The Struggle to Define and Control The Heritage of Arab Art in Egypt ». *International Journal of Middle East Studies*, vol. 24, n° 1, 1992, p. 57-76.

<sup>168</sup> BABELON, J. P. et CHASTEL, André. *La Notion de patrimoine*. Paris, Liana Lévi, 1994, p. 71-72.

et des puissances militaires et économiques européennes, à la conquête de nouveaux territoires.

Comme le fait remarquer Amal Hilal, « *la loi de 1835 est une mesure “réactive” plus qu’elle ne marque une réelle prise de conscience. La loi organique de l’Etat égyptien de Muhammad ‘Aly et de ses successeurs confondait les domaines de l’Etat aux possessions personnelles du souverain* »<sup>169</sup>. En outre, le service des antiquités est longtemps rattaché au ministère des Travaux publics alors même que, par contraste, la loi de 1884 édictée à Istanbul, place le service des antiquité et les musées archéologiques sous la tutelle du ministère de l’Education. Au Caire, les monuments antiques relèvent de l’aménagement ; dans la capitale de l’empire ottoman, ils relèvent de l’instruction. Comme si par cette procédure les antiquités devenaient composantes d’un patrimoine national en devenir<sup>170</sup>. Ce n’est finalement qu’en 1929 que le service des antiquités égyptien est rattaché au ministère de l’Instruction publique, puis à celui de la Culture en 1958.

Quant aux sanctions sur le commerce des antiquités, hormis le décalage qui caractérise les textes de lois et la pratique, la complexité du système juridique égyptien n’en a jamais permis une application systématique et rigoureuse. Un décret est promulgué en 1897 « *portant mesures de protection des antiquités* », applicables aux Egyptiens comme aux étrangers. Maspero propose un projet de texte qui aboutira tant bien que mal à la loi de 1912. Or, l’égyptologue constate amèrement en 1910 : « *... nous sommes plus mal défendus qu’au temps de Mohammed-Ali, et le premier fellah venu aurait, s’il le jugeait bon, toute facilité de détruire le temple de Dendérah ou le tombeau de Ti sans risquer pire châtement que sept jours de prison ou 100 piastres d’amende* »<sup>171</sup>. A l’inverse, comme le rapporte G. Legrain, le vol d’un âne coûte un an et demi de prison à un habitant de Karnak. Et Maspero d’invoquer la conscience des Nations européennes : « *Il est triste de penser que les nations savante de l’Occident, qui sont toutes d’accord pour proclamer la grandeur de l’art égyptien et l’intérêt historique de ses monuments, tardent tant à s’accorder pour autoriser la promulgation d’une*

---

<sup>169</sup> HILAL, Amal. « Les premiers égyptologues égyptiens et la réforme ». ROUSSILLON, Alain (dir.) *Entre Réforme social et mouvement national. Identité et modernisation en Egypte (1882-1962)*. Le Caire, Centre d’Etudes et de Documentation Economiques et Juridiques, 1995, p. 341.

<sup>170</sup> REID, Donald. *Whose Pharaohs ? Archaeology, Museums and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*. Cairo, American University of Cairo Press, 2002, p.175.

<sup>171</sup> Lettre de Legrain à Maspero, février 1904, IdF, ms 4027, folios 324-325. Citée par DAVID, Hélène. *Gaston Maspero, 1846-1916. Le gentleman égyptologue*. Paris, Pygmalion, 1999, p. 224.

*loi qui les sauve de la destruction* »<sup>172</sup>. Maspero veut appliquer la nouvelle loi dans un premier temps aux Egyptiens, le gouvernement, à tous. Au final, les Egyptiens seront soumis à la loi de 1912, quelque peu modifiée du projet initial, et les Etrangers, au décret de 1897, « *là ou un Egyptien encourt un an de prison et 10LE d'amende, un étranger risquera au pire une semaine de prison et 1LE d'amende* », conclut Hélène David<sup>173</sup>.

Quant aux élites égyptiennes, si l'on en croit Maspero, les antiquités semblent peu susciter leur curiosité, si ce n'est dans un objectif économique. Lorsque se pose la question d'ouvrir le droit de fouilles aux Egyptiens, celui-ci écrit : « *Il faut bien avouer que, jusqu'à présent, ce n'est pas la passion scientifique qui a poussé les Egyptiens à réclamer ce droit, mais le pur amour du gain. A de très rares exceptions, ils considèrent l'antiquité comme une matière commerciale, où la valeur archéologique, historique ou artistique des pièces n'a d'importance qu'autant qu'elle détermine la valeur marchande. Ajoutez la croyance aux trésors, qui est aussi répandue aujourd'hui dans l'Orient qu'à l'époque où Ibn-Khaldoun en signalait les effets déplorables* »<sup>174</sup>. Au mieux, la curiosité des riches Egyptiens pour leurs vestiges antiques relèverait d'un souci de distinction sociale et de mimétisme au regard de la bonne société européenne, le plus souvent le fait de membres des communautés coptes et dites « étrangères » (Levantins, Grecs, etc.). Leur intérêt pour les pièces antiques semblerait « *bien plus matériel que scientifique. Les classes aisées voulurent, à l'instar des colonies européennes, orner leurs demeures avec des objets pharaoniques* »<sup>175</sup>.

Il est ici particulièrement délicat de ne retenir une seule version donnée du phénomène. D. Reid mentionne notamment un illustré pour enfants, en arabe, *al-Samîr al-Saghîr* (1899), où l'histoire égyptienne est résumée dans une image représentant le Khédive Abbas, Rifa'ât et quelques autres réformistes, ainsi que la famille royale, avec pour arrière plan les

---

<sup>172</sup> Cité par DAVID, Hélène. *Gaston Maspero, 1846-1916. Le gentleman égyptologue*. Paris, Pygmalion, 1999, p. 223.

<sup>173</sup> DAVID, Hélène. *Gaston Maspero, 1846-1916. Le gentleman égyptologue*. Paris, Pygmalion, 1999, p. 224.

<sup>174</sup> Cité par DAVID, Hélène. *Gaston Maspero, 1846-1916. Le gentleman égyptologue*. Paris, Pygmalion, 1999, p. 231.

<sup>175</sup> TAGHER, Jacques. « Fouilles et antiquaires en Egypte au XIX<sup>e</sup> siècle ». *Cahier d'Histoire Egyptienne*. Le Caire, Al-Maaref, Série III, fasc.I, novembre 1950, pp. 83-84.

pyramides<sup>176</sup>. L'imagerie pharaonique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ne semble pas absente des représentations nationales égyptiennes, ou pour le moins, celles que le pouvoir égyptien et les institutions aimeraient promouvoir. Souvenons-nous aussi d'*Andrawos Pacha* de Louxor, passionné d'Egypte ancienne. Son intérêt pour les antiquités semble chez lui fonctionner dans un souci de double distinction : identitaire, en tant que copte, et donc Egyptien « authentique » ; social et économique, en tant que notable local et cosmopolite. Il y aurait très certainement des pistes à creuser sur la thématique de l'usage du patrimoine antique dans les modalités de distinction sociale et communautaire, selon des problématiques qui pourraient en partie rejoindre celles explorées par Lucie Rizova sur la construction de la catégorie d'*effendi* et sur les distinctions de classes dans l'Egypte de l'entre deux guerres<sup>177</sup>. De même, sur le thème de la distinction sociale, notons que les pratiques touristiques ne relèvent pas du seul monopole de la clientèle étrangère. Les pratiques de tourisme et de loisirs émergent en Egypte au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, avec une organisation propre, des clubs, des activités culturelles, des lieux spécialisés, etc<sup>178</sup>. Plus généralement, nous posons ici la question du rapport des Egyptiens au tourisme occidental, motivé quasi exclusivement par la découverte des ruines antiques promues au rang de patrimoine universel, et dont les Egyptiens se trouvent *de facto* dépossédés, et dans leur contenu, et dans leur gestion. Comme le fait remarquer D. Reid, « *many Egyptians involved in the growing tourist industry were illiterate and most Egyptian authors of the day wrote on other things* »<sup>179</sup>.

F. Choay nous rappelle qu'en Europe aussi « *la valeur d'ancienneté ne subjugué pas les foules aussi rapidement que l'avait présumé Riegl* », et ce malgré la démocratisation du Grand Tour et l'essor du tourisme international. Celui-ci reste encore réservé à une élite, et « *le tourisme culturel n'a pas encore reçu son nom* »<sup>180</sup>. En outre, le *culte des monuments*

---

<sup>176</sup> Communication de D. Reid (non publiée) à l'occasion des rencontres CEDEJ/IFAO sur les processus de patrimonialisation en Egypte, 14-15 mai 2005.

<sup>177</sup> RIZOVA, Lucie. *L'Effendiyya ou la modernité contestée*. Le Caire, Cedej, collection 15/20, 2004.

<sup>178</sup> LEVI (M.i.g). « *Le Tourisme et la villégiature en Egypte, leur importance numérique et économique* ». *L'Egypte Contemporaine*, Le Caire, janvier 1912 ; p. 257-281. Suggérons ici une piste de recherche sur une analyse à la Véblen de l'émergence d'une bourgeoisie égyptienne à travers ses pratiques de consommation et de loisirs. VEBLEN, Thorstein. *Théorie de la classe des loisirs*. Paris, Gallimard coll. "Tel", 1970 (1899 pour la première édition).

<sup>179</sup> REID, Donald. *Whose Pharaohs ? Archaeology, Museums and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*. Cairo, American University of Cairo Press, 2002, p.65.

<sup>180</sup> CHOAY, Françoise. *L'Allégorie du patrimoine*. Paris, Seuil, 1992, p. 133.

*pharaoniques* (pour paraphraser Alois Riegl<sup>181</sup>) suscite peu l'intérêt des Egyptiens dès lors qu'il est identifié comme pratique occidentale, un phénomène exogène portée par une poignée de savants, soucieux avant tout de la protection des trésors antiques au nom de l'histoire universelle et de la conception qu'ils en ont : « *Il y a en Egypte deux musées. L'un est le musée de Boulaq. L'autre est l'Egypte entière qui, par les ruines répandues sur les deux rives du Nil, de la Méditerranée à la deuxième Cataracte, forme le plus beau musée qui existe au monde entier* »<sup>182</sup>.

Cette conception du patrimoine semble avoir peu d'écho non plus auprès de l'élite gouvernante : la propriété d'Etat se confond avec celle, personnelle, d'un souverain soucieux d'entretenir ses relations avec les puissances étrangères en les gratifiant de quelques pièces antiques en retour de services rendus ou sollicités. D'autre part, si l'on peut parler de *patrimonialisation* des antiquités égyptiennes, elle participe au premier chef d'un discours à vocation universaliste qui échappent à la grande majorité d'Egyptiens et relèvent du monopole d'une Europe puissante et conquérante. Elle s'inscrit, au même titre que les redécouvertes durant la Renaissance de l'antiquité grecque et romaine, en priorité, pour ne pas dire exclusivement, dans la continuité d'un discours de la quête ethnocentriste des origines de l'humanité.

Par conséquent, peut-on avancer que d'un point de vue égyptien, les politiques de protection des sites antiques semblent consister tout au long du XIX<sup>e</sup> à définir ces sites en tant que *monument* plutôt que comme *patrimoine*, selon qu'il « *s'avère nécessaire de distinguer, d'un côté, l'appropriation des monuments à protéger par les pouvoirs publics, strictement fondée sur la légitimité de leur sélection officielle, et de l'autre, l'appropriation communautaire de ces mêmes monuments, fondée sur leur valeur d'emblèmes collectifs* ». La distinction entre monuments et patrimoine n'a rien de rhétorique. Y. Lamy remarque à propos du cas français combien « *les rythmes de ces deux sortes d'appropriation ne sont pas en phase* »<sup>183</sup>. Dans le cas de l'Egypte, pouvoir d'Etat rime nécessairement avec puissance

---

<sup>181</sup> RIEGL, Alois. *Le Culte moderne des monuments. Son essence et sa genèse*. Paris, Seuil, 1984 (1903 pour la première édition)

<sup>182</sup> Lettre adressée par Mariette au Ministre en 1878, pour émettre son avis favorable à une demande d'obélisque par le Consul Général des Etats Unis. Citée par Khater A. *Le Régime juridique des fouilles et des antiquités en Egypte*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1960, p.62.

<sup>183</sup> LAMY, Yvon. « Du Monument au patrimoine. Matériaux pour l'histoire politique d'une protection ». *Genèse*, n°11, mars 1993, p.50-81.

coloniale, dans un contexte où *l'appropriation communautaire* ne surviendra, de manière fragmentaire, qu'avec l'émergence d'un mouvement nationaliste indépendantiste où le sentiment de dépossession constitue le rapport dominant aux antiquités égyptiennes, toujours à fleur de peau de nos jours<sup>184</sup>.

C'est donc à mesure qu'un mouvement indépendantiste égyptien prend forme que la référence au patrimoine antique investi progressivement le politique. La première étape vers l'indépendance, aussi formelle soit-elle dans les années vingt, passe-t-elle aussi par une (tentative de) décolonisation de l'égyptologie et de l'administration des sites antiques, chasse gardée depuis des décennies des savants étrangers et de la tutelle coloniale<sup>185</sup> ? A ce titre, il faut rappeler que les prérogatives du premier gouvernement égyptien, formellement indépendant, sont limitées : les ministères stratégiques (celui de la défense, notamment) restent sous contrôle britannique, et le service des antiquités, sous la direction des Français. Les sites antiques semblent dès lors tout désignés pour constituer des espaces de confrontation et de lutte entre tutelles coloniales et indépendantistes au gouvernement.

### ***B - Du patrimoine antique comme ressource politique : à propos du pharaonisme***

Les contours d'une problématique attachée aux monuments antiques égyptiens et à leur utilisation politique se dessinent dès les premiers temps de la lutte indépendantiste, dans ce qui a été dénommé par le pharaonisme (الفرعونية). Celui-ci est défini par Gershoni et Jankowski comme le « *body of opinion which postulated the existence of a unique and durable Egyptian national essence persisting from the Pharaonic era to the present* »<sup>186</sup>. On en perçoit les

---

<sup>184</sup> Par exemple, Zahi Hawass, directeur du service des antiquités depuis 2001, exige régulièrement, par voie de presse, le retour des pièces les plus prestigieuses, telle la pierre de Rosette (au British Museum) ou le buste de Nefertiti (au musée de Berlin), ce qui ne va pas sans créer des tensions au sein de la communauté archéologique et des chancelleries.

<sup>185</sup> REID, Donald. « Indigenous Egyptology. The Decolonization of a Profession ? ». *Journal of the American Oriental Society*, n°105, 1985, p.233-246.

<sup>186</sup> GERSHONI, Israel & JANKOWSKI, James. *Egypt, Islam and the Arabs. The Search for Egyptian Nationhood, 1900-1930*. New York/Oxford, Oxford University Press, 1986, p.164. WOOD, Michael. « The Use of the Pharaonic Past in Modern Egyptian Nationalism ». *Journal of the American Research Center in Egypt*, vol.XXXV, 1998, p.179-196 REID, Donald. « Nationalizing the Pharaonic Past: Egypt, 1922-1952 ». JANKOWSKI, James & GERSHONI, Israel (ed.) *Rethinking Nationalism in the Arab Middle East*. New York, Columbia University Press, 1997, p. 127-149. REID, Donald. *Whose Pharaohs ? Archaeology, Museums and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*. Le Caire, The American University in Cairo Press, 2002.

prémices intellectuels à la fin du XIX<sup>e</sup> siècles : al-Tahtâwy, Aly Mubârak<sup>187</sup>, Ahmad Kamâl<sup>188</sup> et certaines personnalités coptes avaient alors tenté de développer des représentations alternatives de l'identité nationale égyptienne qui permettaient d'inscrire l'histoire antique dans un héritage commun et partagé<sup>189</sup>. C'est avec la révolution de 1919 que l'Egypte des Pharaons est explicitement convoquée à la construction de l'unité nationale. Le pharaonisme imprègne en partie les symboles des mouvements indépendantistes de l'entre deux guerres et participe aux débats sur l'identité égyptienne<sup>190</sup>.

Pourtant, le pharaonisme ne résiste pas longtemps aux idéologies concurrentes, voire antagoniques : islamisme, *easternism*<sup>191</sup> et arabisme. Sa vitalité est finalement de courte durée, comme le remarque Mercedes Volait concernant l'architecture<sup>192</sup>. Les travaux de Gershoni et Jandowski laissent néanmoins entendre que le rôle du pharaonisme, aussi bref a-t-il été, demeure central dans la vie politique des années vingt. A ce titre, et pour notre propos, il nous paraît instructif de revenir sur deux événements de cette période qui permettent de circonscrire précisément dans le temps cet engouement à vertu politique et nationaliste pour l'antiquité égyptienne, ainsi que de rendre compte des termes du débat : la découverte du

---

<sup>187</sup> DIKSTRA, Darrell. « Pyramids, Prophets and Progress: Ancient Egypt in the Writings of *Alī Mubârak* ». *Journal of the American Oriental Studies*, vol.114, n°1, 1994, pp.54-65.

<sup>188</sup> Nous avons rencontré Ahmad Kamal dans le premier chapitre, à propos du film *La Momie* de Shadi 'Abd al-Salâm. Nous revenons sur cette personnalité dans la troisième section de ce chapitre.

<sup>189</sup> REID, Donald. *Whose Pharaohs ? Archaeology, Museums and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*. Le Caire, The American University in Cairo Press, 2002, p. 288.

<sup>190</sup> GERSHONI, Israel & JANKOWSKI, James. *Egypt, Islam and the Arabs. The Search for Egyptian Nationhood, 1900-1930*. New York/Oxford, Oxford University Press, 1986. Pour un aperçu documenté du phénomène, voir le chapitre 8 « The Egyptianist Image of Egypt: III. Pharaonisme », p. 164-190. Il nous semble que ce soit là l'étude la plus complète et la mieux documentée sur le pharaonisme durant l'entre deux guerres, largement reprise par les recherches ultérieures que nous citons par ailleurs.

<sup>191</sup> GERSHONI, Israel & JANKOWSKI, James. *Redefining the Egyptian Nation 1930-1945*. Cambridge, Cambridge University Press, 1995. Chapitre 2 : « Now is the Turn of the East: Egyptian Easternism in the 1930's », p. 35-53.

<sup>192</sup> « L'engouement pour le style néo-pharaonique semble avoir été une mode passagère : hormis la Faculté des ingénieurs d'Alexandrie, achevée en 1954, mais dont le projet est bien antérieur, et le pavillon des Pyramides, la majorité des édifices pharaonisant fut construite entre 1925 et 1930, et accompagna un mouvement culturel et artistique, lui aussi de courte durée ». VOLAIT, Mercedes. *L'Architecture moderne en Egypte et la revue al-'Imara, 1939-1959*. Le Caire, Dossier du CEDEJ, n° 4, 1987, p. 45. A Louxor, certains bâtiments attestent de cette vague pharaoniste dans l'aménagement de la ville, comme la gare et le bâtiment du service des eaux, situé sur la corniche, tous deux construits dans les années vingt.



tombeau de Toutankhamon en novembre 1922 et la construction du tombeau du leader indépendantiste Sa'ad Zaghlûl, à partir de 1928.

### *L'affaire Toutankhamon*

Rappelons le contexte général. En février 1922, l'Égypte accède formellement à l'indépendance politique. Une constitution est promulguée, des élections sont organisées et un premier gouvernement égyptien est formé. En novembre 1922, Howard Carter découvre la tombe du roi Toutankhamon, après près de quinze ans de fouilles dans la vallée des Rois, sur la rive ouest de Louxor. Cette découverte inégalée dans l'histoire de l'égyptologie relance l'égyptomanie occidentale<sup>193</sup> et partant, les mouvements de visiteurs vers l'Égypte et Louxor : « *La saison 1925-1926 a marqué un bond en avant... avec le chiffre record de près de 15 000 touristes* »<sup>194</sup>. La découverte permet, nous dit Marcel Colombes, « *à la nouvelle doctrine [le pharaonisme] de s'exprimer en toute liberté* »<sup>195</sup>.

En mai 1923, Lord Carnavon, mécène de la mission archéologique et propriétaire de la concession de fouilles, décède. Dès lors que le seul allié de Carter disparaît, la procédure de succession devient une affaire politique. Rappelons que le service des antiquités est toujours sous le contrôle des Français ; Lacau en est le directeur. En janvier 1924, lorsque Sa'ad Zaghlûl, figure de la lutte indépendantiste<sup>196</sup>, accède au poste de premier ministre, l'affaire devient un enjeu exclusivement nationaliste, jouant des rivalités entre le service des antiquités contrôlé par les Français, et la tutelle britannique. En mars 1924, le gouvernement et le service des antiquités décident de poser les scellés sur la tombe et d'interdire à Carter de poursuivre ses travaux de fouilles. L'égyptologue doit surtout abandonner toute ambition sur la récupération du trésor car le gouvernement décide d'en conserver la totalité, en dépit des lois qui régissent les découvertes archéologiques et qui consistent au partage des objets, entre la mission de fouilles et les autorités égyptiennes. Ainsi, l'acte s'apparente à une

---

<sup>193</sup> HUMBERT, Jean Marcel, PANFAZZI, Michael, ZIEGLER, Christiane (ed.). *Egyptomania. L'Égypte dans l'art occidental*. Paris, RMN, 1994.

<sup>194</sup> CATTUI Pacha Joseph (dir.). *L'Égypte. Aperçu historique et géographique, gouvernement et institutions, vie économique et sociale*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1926, pp. 409-452 « Le tourisme ».

<sup>195</sup> COLOMBES, Marcel. *L'Évolution de l'Égypte, 1924-1950*. Paris, G. P. Maisonneuve, 1951, chapitre VI « l'évolution du nationalisme égyptien, l'Égypte et l'Arabisme », p. 168.

<sup>196</sup> CLEMENT, Anne. *Sa'ad Zaghlûl : « lieu de mémoire » du nationalisme égyptien*. Le Caire, CEDEJ, collection 15/20, 2005.

*nationalisation* de biens et remet en question les règles qui régissent les relations entre fouilles étrangères et gouvernement égyptien.

Howard Carter, marginal au sein de la communauté savante et peu soutenu par la Couronne britannique, envoie l'affaire devant les juges, lesquels, dans le contexte d'effervescence nationaliste, rejette la demande de l'archéologue. En dépit des protestations de Carter, la tombe est ouverte au public en grande cérémonie qui se transforme en manifestation anti-britannique organisé par le parti Wafd : un train est spécialement affrété du Caire à Louxor pour acheminer quelques cent soixante dix personnalités égyptiennes. Lord Allenby, haut commissaire britannique, est accueilli par les cris de la foule de Louxor appelant au retrait de la Grande Bretagne d'Egypte. La presse nationale, ralliée à la cause, présente l'événement comme l'expression de la conscience nationale égyptienne pour son patrimoine antique<sup>197</sup>.

### *Le tombeau de Sa'ad Zaghlûl*

La seconde affaire qui nous intéresse, l'histoire du tombeau de Sa'ad Zaghlûl, révèle, combien les tentatives pharaonistes se heurtent à une impasse idéologique, dans un contexte d'instabilité politique et d'émergence de projets nationalistes souvent concurrentiels. Nous quittons le monument antique pour nous intéresser à la représentation de celui-ci dans l'imagerie nationale et nationaliste. Le propos semble nous éloigner de Louxor, du tourisme et des monuments antiques. Il nous semble pour autant constituer une digression instructive des modalités de gestion du référent pharaonique dans l'Egypte libéral de l'entre deux guerres, ce qui nous permettra ultérieurement de recadrer les problématiques qui nous préoccupent en matière de gestion et de valorisation du patrimoine antique.

A la mort de Sa'ad Zaghlûl en août 1927, le projet de mausolée destiné à accueillir sa dépouille tourne rapidement à la polémique dès le mois de septembre. Quel style architectural convient-il d'accorder au tombeau du leader de la lutte nationale égyptienne ? Le débat sur la

---

<sup>197</sup> L'affaire est relatée dans plusieurs textes. Citons les trois articles que nous utilisons plus particulièrement dans cette partie : REID, Donald. « Indigenous Egyptology. The Decolonization of a Profession ? ». In : *Journal of the American Oriental Society*, n°105, 1985, p. 233-246. REID, Donald. "Nationalizing the Pharaonic Past: Egypt, 1922-1952". JANKOWSKI, James & GERSHONI, Israel (ed.) *Rethinking Nationalism in the Arab Middle East*. New York, Columbia University Press, 1997, p. 127-149. WOOD, Michael. « The Use of the Pharaonic Past in Modern Egyptian Nationalism ». *Journal of the American Research Center in Egypt*, vol.XXXV, 1998, p. 179-196.

dimension esthétique du projet peut sembler formel. Pourtant, il nous informe sur trois points : le pharaonisme et les limites de ses usages dans le champ nationaliste ; le statut du référent pharaonique dans l'imagerie nationale ; enfin, l'articulation du discours pharaoniste aux autres projets d'unité nationale comme condition de production d'un débat sur l'identité de la Nation égyptienne.

Les faits : le ministère des travaux public est en charge de la construction de l'ouvrage. Deux projets sont présentés en septembre 1927 : l'un, de style arabe sobre, dessiné par un chrétien, Georges 'Abd al-Massîh ; l'autre est de facture islamique plus prononcée<sup>198</sup> : ce dernier, retenu dans un premier temps par le ministère, se présente sous forme d'une mosquée portant le nom du défunt et abritant le tombeau et la dépouille. Néanmoins, le projet suscite les critiques, comme l'explique le ministre des travaux public : « *Sa réalisation conférerait au mausolée une teinte religieuse qui ne faciliterait pas l'accès au tombeau du défunt pour les communautés non musulmanes* ». Plus encore, « *Saad n'était pas le souverain d'une religion parmi les autres, ou le symbole d'une communauté parmi les autres, mais il était le prophète du patriotisme et le symbole de la renaissance national à laquelle tous les fils de l'Egypte participèrent, qu'elles qu'aient été leurs appartenances religieuses, idéologiques ou communautaires* »<sup>199</sup>. Le tombeau doit être national et non pas religieux, ouvert à tous, sans discrimination. Donc, séculaire. Le projet final retenu est finalement un mausolée de style pharaonique. Il est appuyé par la veuve de Sa'ad Zaghlûl et approuvé par le gouvernement en janvier 1928<sup>200</sup>.

Ce qui doit être national et séculaire doit-il être pharaonique ? Le projet n'appelle pourtant pas au consensus parmi la classe politique égyptienne. Les opposants au parti Wafd, notamment issus du parti libéral constitutionnaliste, lancent une campagne contre le projet de tombeau, sous prétexte qu'il renvoie au temps du paganisme et trahit le leader nationaliste en tant que musulman. Attaques que le Wafd qualifie d'hypocrites dès lors que le parti libéral a

---

<sup>198</sup> COURY, Ralph. « The Politics of the Funeral : the Tomb of Saad Zaghlul ». *Journal of the American Research Center in Egypt*, n° 29, 1992, p. 192.

<sup>199</sup> *Al-Mussawar*, 20 janvier 19228. Cité par CLEMENT, Anne. *Sa'ad Zaghlûl : « lieu de mémoire » du nationalisme égyptien*. Le Caire, CEDEJ, collection 15/20, 2005, p. 26.

<sup>200</sup> « *The biggest, most impressive mausoleum since the days of the pyramids was tabled for construction in memory of the great leader. An edifice so sacred it would resemble an Ancient Egyptian tabernacle. Yes, Pharaoh's cult was alive and well in the valley of the Nile* » commente ironiquement un journaliste d'aujourd'hui. « *The Pantheon that never was* », *Cairo Times*, 8 July 1999.

lui aussi exprimé à maintes reprises son adhésion au pharaonisme et au sécularisme<sup>201</sup>. Il n'empêche que la polémique présage des débats ultérieurs sur ce qui devrait définir la Nation égyptienne, selon les parties : entre religion ou sécularisme, ce dernier étant synonyme à la fin des années vingt de pharaonisme. L'argument pharaoniste permet encore alors aux yeux des défenseurs du projet de mausolée de transcender les diversités revendiquées et concurrentielles de la Nation égyptienne<sup>202</sup>.

R. Coury propose une interprétation légèrement différente, mais non moins complémentaire. Le pharaonisme permettrait, dans un contexte de domination coloniale, politique et culturelle, de se poser comme Nation selon des valeurs reconnues universellement : « *Pharaonism provided [...] a veil by which the poverty of the masses as well as the inferiority of Egyptian elite and bourgeois elements vis-a-vis their European superiors might be shut off* »<sup>203</sup>. Et de rappeler comment le *pharaonisme* s'est posé pour beaucoup d'intellectuels égyptiens en ce début de siècle comme l'alternative au référent arabo-orientaliste, déprécié par une culture occidentale dominée par les thèmes de la supériorité indo-européenne sur le monde sémite. Coury rappelle en ce sens qu'en 1930 un autre projet pharaoniste était proposé, « *in the shape of a pyramid that would lead foreigners to associate modern Egypt with the greatness of the past* »<sup>204</sup>. Le référent pharaonique, seul à être partagé avec les Occidentaux dans une conception universalisante de l'histoire des civilisations anciennes, permettrait donc d'intégrer l'Egypte dans le concert des Nations modernes. Le pharaonisme se voudrait en quelque sorte idéologie opératoire dans un discours tourné vers l'Autre occidental, selon un registre que celui-ci peut entendre et apprécier.

Autre dimension du pharaonisme : son articulation aux modalités de distinction des intellectuels et hommes politiques coptes. C'est pour le moins l'argument avancé par les détracteurs du pharaonisme. R. Coury rapporte que Makram 'Ubayd et d'autres personnalités

---

<sup>201</sup> COURY, Ralph. « The Politics of the Funeral : the Tomb of Saad Zaghlul ». *Journal of the American Research Center in Egypt*, n° 29, 1992, p. 192.

<sup>202</sup> GERSHONI, Israel & JANKOWSKI, James. *Egypt, Islam and the Arabs. The Search for Egyptian Nationhood, 1900-1930*. New York/Oxford, Oxford University Press, 1986.

<sup>203</sup> COURY, Ralph. « The Politics of the Funeral : the Tomb of Saad Zaghlul ». *Journal of the American Research Center in Egypt*, n° 29, 1992, p. 195.

<sup>204</sup> COURY, Ralph. « The Politics of the Funeral : the Tomb of Saad Zaghlul ». *Journal of the American Research Center in Egypt*, n° 29, 1992, p. 195.

coptes étaient accusées d'avoir directement influencé les choix stylistiques du mausolée<sup>205</sup>. Plus encore, le mouvement serait circonscrit à certains éléments de l'élite wafdistes. M. Colombes souligne ainsi que « *dès 1929, les libéraux-constitutionnels avaient qualifié le Wafd de "délégation de coptes fanatiques" soucieux d'établir "leur suprématie sur les Musulmans"* »<sup>206</sup>. Le pharaonisme rejoindrait en quelques sortes le « coptisme » de certains wafdistes et délimiterait plus largement les antagonismes partisans. Certes, la re-découverte du patrimoine pharaonique par certaines figures de la communauté copte pourrait encourager la singularisation de celle-ci en invoquant le principe de filiation légitime : les Coptes seraient les dignes descendants des Egyptiens anciens. Notons au passage que l'apparition d'un intérêt scientifique pour les études coptes au XIX<sup>e</sup> siècle s'est inscrite dans la continuité directe des études égyptologiques<sup>207</sup>. D. Reid rapporte par ailleurs que près de 40% des étudiants diplômés en égyptologie de l'université du Caire entre 1928 et 1950 étaient Chrétiens, coptes en majorité. A une linéarité temporelle re-construite entre les périodes antique et copte, s'associerait alors une dimension scientifique de légitimation de la communauté copte comme dépositaire de l'héritage pharaonique<sup>208</sup>, dans une approche essentialiste du *pharaonisme*<sup>209</sup>. Pourtant, il est permis de penser que l'argument *pharaoniste* comme élément de distinction des Coptes du reste de la société égyptienne aurait pu contribuer à affaiblir le projet d'unité nationale, cher aux wafdistes en l'occurrence. M. Wood remarque à ce titre à propos du pharaonisme que « *such a concept would probably threaten the development of cross*

---

<sup>205</sup> L'auteur n'en trouve cependant aucune trace dans les archives consultées. COURY, Ralph. « The Politics of the Funeral : the Tomb of Saad Zaghlul ». *Journal of the American Research Center in Egypt*, n° 29, 1992, p. 192.

<sup>206</sup> COLOMBES, Marcel. *L'Evolution de l'Egypte, 1924-1950*. Paris, G. P. Maisonneuve, 1951, p. 71. Dans les pages qui précèdent et suivent, l'auteur relate combien les adversaires avaient la dent dure contre le « coptisme » des gouvernements *wafd* dès 1929.

<sup>207</sup> REID, Donald. *Whose Pharaohs ? Archaeology, Museums and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*. Chapitre 7 « Modern Sons of the Pharaohs ? ». Le Caire : The American University in Cairo Press, 2002, p.258-285.

<sup>208</sup> REID, Donald. « Indigenous Egyptology, the decolonization of a profession », op.cit. p.243. La part des Chrétiens en égyptologie décline progressivement. En 1975, seul un enseignant sur vingt est chrétien.

REID, Donald. « Archaeology, Social Reform and Modern Identity among the Copts (1854-1952) ». ROUSSILLON, Alain (dir.). *Entre Réforme sociale et mouvement national. Identité et modernisation en Egypte (1882-1962)*. Le Caire, CEDEJ, 1995, p. 335.

<sup>209</sup> GERSHONI, Israel & JANKOWSKI, James. *Egypt, Islam and the Arabs. The Search for Egyptian Nationhood, 1900-1930*. New York/Oxford, Oxford University Press, 1986, p. 165.

*confessional bonds of citizenship and would certainly cause problems for those Egyptians who saw Egypt as a basically Islamic Nation* »<sup>210</sup>.

Néanmoins, quelque soit l'usage fait du pharaonisme en politique, force est d'admettre que le débat se pose en dernière instance sur le registre religieux, face à un mouvement panislamiste concurrent de plus en plus prégnant, où le référent pharaonique est nécessairement exclu. Ainsi, le pharaonisme touche ses limites dès lors qu'il est confronté aux autres idéologies structurantes du champ nationaliste, dont l'islam constitue le corpus référentiel identitaire concurrentiel le plus prégnant. Les libéraux-constitutionnels (mais pas seulement eux) en font usage, notamment pour redorer une image politique en perte de vitesse : « *Les libéraux se rendent compte du fait que s'ils voulaient survivre dans l'arène politique, ils devaient utiliser l'islam comme une arme politique, pour répondre aux attaques de leurs rivaux en termes religieux populaires et pour apparaître comme les véritables défenseurs de l'Islam* »<sup>211</sup>. Du côté des opposants les plus virulents au pharaonisme, Hassan al-Banna, fondateur du mouvement des Frères musulmans, considère cet engouement comme « *the revival of pagan jahili customs which have been swept away, and the resurrection of extinct manners* »<sup>212</sup>, selon une représentation du monde dans lequel la prophétie de Muhammad intervient dans l'histoire de l'humanité comme une rupture intransigeante. Le Pharaon n'incarne-t-il pas dans l'Islam l'ennemi vaincu des temps de la *jahiliya* (période de chaos antérieure à la prophétie de Muhammad)<sup>213</sup>. A Louxor, la légende du saint fondateur musulman de la ville, Abû Hajjâj, reprend cette dualité du Pharaon contre les serviteurs de l'Islam : Abû Hajjâj triomphe du « Pharaon chrétien » (double identité de synthèse), conquiert Louxor, convertit la fille de celui-ci à l'Islam et la marie<sup>214</sup>. La trajectoire du parti nationaliste Mîsr al-Fatat durant les années trente exprime tout aussi bien les contradictions que le

---

<sup>210</sup> WOOD, Michael. « The Use of the Pharaonic Past in Modern Egyptian Nationalism ». *Journal of the American Research Center in Egypt*, vol.XXXV, 1998, p.195.

<sup>211</sup> SMITH, Charles. *Islam and the Search for Social Order in Modern Egypt : A Biography of Muhammad Hussayn Haykal*. New York, Albany Press, 1983. Cité par CLEMENT, Anne. *Sa'ad Zaghlûl : « lieu de mémoire » du nationalisme égyptien*. Le Caire, CEDEJ, collection 15/20, 2005, p. 34.

<sup>212</sup> WOOD, Michael. « The Use of the Pharaonic Past in Modern Egyptian Nationalism ». *Journal of the American Research Center in Egypt*, vol.XXXV, 1998, p.185.

<sup>213</sup> On se souvient du cri des assassins de Sadate lors de leur procès : « *Nous avons tué Pharaon* ». KEPPEL, Gilles. *Le Prophète et Pharaon. Aux sources des mouvements islamistes*. Paris, La Découverte, 1984.

<sup>214</sup> LEGRAIN, Georges. *Louxor sans les Pharaons*. Bruxelles/Paris, Vromant et C°. 1914, pp. 64-66.

pharaonisme soulève avec les autres idéologies unitaires émergentes : Dans un premier temps, il est ouvertement axé sur la valorisation du patrimoine pharaonique comme singularité nationale de l’Egypte. Son fondateur, Ahmad Hussayn, s’intéresse depuis longtemps à l’histoire antique de l’Egypte. Le parti change d’appellation en 1940 et devient le Parti national islamique, au programme explicitement fondé sur un islam des origines de la conquête, exprimant ainsi le glissement général des registres nationalistes au cours des années trente<sup>215</sup>. Les exemples pourraient se multiplier et conduire à penser qu’antiquité pharaonique et héritage islamique semblent difficilement appeler à une représentation « œcuménique » du monde et de son histoire, bien au contraire.

Revenons au mausolée du leader nationaliste. Au regard de la virulence des polémiques, mais aussi au gré des amitiés politiques et de l’état des finances des gouvernements qui se succèdent, les travaux du mausolée de Sa’ad Zaghlûl sont retardés, voire gelés pendant un an. En 1931, ils sont enfin achevés mais l’affaire n’est pas pour autant terminée. Le gouvernement, alors dirigé par Sidqi (1930-1933) farouche opposant aux wafdistes<sup>216</sup>, retarde le transfert de la dépouille et propose de convertir le mausolée en panthéon dédié à la mémoire des grandes figures nationales égyptiennes. La veuve de Zaghlûl s’y oppose fermement et engage le parti Wafd à ses côtés. Au grand dam des partisans du leader nationaliste et de sa veuve, Sidqi fait alors transférer dans le mausolée la collection des momies du musée du Caire, celles de la fameuse découverte de Dayr al-Bahary. Ce n’est qu’en 1936, à la faveur du retour au pouvoir d’un *front national* de coalition wafdiste et libérale, et de la réactivation de la constitution de 1923 (ajournée par celle de 1930<sup>217</sup>) que Sa’ad Zaghlûl peut alors reposer en paix, ou presque, dans le tombeau néo-pharaonique qui lui est destiné, à lui et à sa femme. Le style pharaonique du mausolée reste une exception : les sépultures des dirigeants, leaders et personnalités politiques égyptiennes seront dorénavant toutes de facture islamique, ce qui fait dire à Gershoni et Jankowski que « *Zaghlul is the*

---

<sup>215</sup> WOOD, Michael. « The Use of the Pharaonic Past in Modern Egyptian Nationalism ». *Journal of the American Research Center in Egypt*, vol.XXXV, 1998, p.184.

<sup>216</sup> Sidqi fut compagnon de lutte et d’exil aux côtés de Zaghlûl, et membre fondateur du parti Wafd en 1918. En 1923, il fait scission et s’engage aux côtés de la monarchie, puis fonde le parti du Peuple afin de briguer un mandat de premier ministre sous la constitution de 1930.

<sup>217</sup> Pour plus de détails sur le contexte politique dans lequel éclate l’affaire du mausolée, je renvoie aux travaux de CLEMENT, Anne. *Sa’ad Zaghlûl : « lieu de mémoire » du nationalisme égyptien*. Le Caire, CEDEJ, collection 15/20, 2005.

*exception, and as such is a genuine reflection of the unique era of the 1920's in which he led the nation* »<sup>218</sup>.

Si nous devons conclure : les critiques faites au projet pharaonique de mausolée ne sont tant posées en termes essentialistes (être égyptien, est-ce être pharaonique ?) mais dans un jeu opportuniste de confrontation et de concurrence aux deux composantes vivantes de la société égyptienne copte et musulmane. C'est le premier point qu'il nous semble important de rappeler. L'identité nationale n'est-elle pas autre chose que cette relation dialectique à plusieurs termes, dans un processus constant de rejet et d'adhésion, de confrontation et d'association, circonstancielle et opportunistes... et par conséquent, éminemment politique ? Second point, peut-on constater que le pharaonisme est un mode opératoire de distinction sur la scène régionale, marquant la singularité de l'Egypte dans un monde arabo-musulman en quête d'unité. Mais cette singularité se heurte tout autant aux idéologies unitaristes émergentes qui empruntent, soit au panarabisme, soit à l'islam. « *Pour que le pharaonisme pût l'emporter, nous suggère M. Colombes, il eût fallu que la Vallée du Nil fût moins fortement islamisée ou qu'elle trouvât un chef de la trempe du dictateur de la Turquie moderne et une poignée d'hommes de lettres en marge de la vie active* »<sup>219</sup>. Finalement, force est d'admettre avec M. Wood que, par élitisme, et surtout en raison d'idéologies concurrentes fortes et organisées, le « *Pharaonic heritage in itself has not become a serious part of the popular Egyptian consciousness, remaining [...] « an object of sentiment and nostalgia for a few intellectuals* »<sup>220</sup>. La Nation égyptienne est-elle pharaonique, copte, musulmane ou arabe ? La question traverse les élites politiques, intellectuelles et religieuses, d'une manière ou d'une autre, et dans ses diverses déclinaisons. Si le pharaonisme est rapidement éclipsé par les idéologies concurrentes, la question n'en est pas moins réglée. Recteur de l'université de al-Azhar et mufti d'Egypte considèrent en 1928 que seule la religion est au fondement de la

---

<sup>218</sup> GERSHONI, Israel & JANKOWSKI, James. *Egypt, Islam and the Arabs. The Search for Egyptian Nationhood, 1900-1930*. New York/Oxford, Oxford University Press, 1986, p. 190.

<sup>219</sup> COLOMBES, Marcel. *L'Evolution de l'Egypte, 1924-1950*. Paris, G. P. Maisonneuve, 1951, p. 169.

<sup>220</sup> WOOD, Michael. WOOD, Michael. « The Use of the Pharaonic Past in Modern Egyptian Nationalism ». In : *Journal of the American Research Center in Egypt*, vol.XXXV, 1998, p. 195. L'auteur cite WENDELL, Charles. *The Evolution of the Egyptian National Image : From its Origins to Ahmad Lufti al-Sayyid*. Berkeley, University of California Press, 1972, p.166.



nationalité dans un discours qui condamne les théories panarabes<sup>221</sup>. Dix ans plus tard, un autre recteur de l'université de al-Azhar n'invitait-il pas « *uléma et Musulmans à réaliser l'unité islamique, sans s'occuper de l'unité arabe* », dans une conception du fait national contre « *l'esprit de race* »<sup>222</sup>. Exit, donc, définitivement, le *pharaonisme* en tant qu'idéologie unitaire autour de laquelle les diverses composantes de la Nation se rassembleraient. Le référent pharaonique n'appelle pas au consensus politique. Pour autant, il ne cessera, jusqu'à nos jours, d'être en activité dans l'imagerie nationale ; une fabrique des images de la Nation destinée principalement à situer l'Egypte dans le monde et dans la région.

L'histoire de Louxor et de l'usage de ces ruines nous encouragerait à ce point de notre enquête à dépasser les limites de l'objet que nous nous sommes fixés dans ce travail. Nous sommes conscient des questionnements qui restent encore re-visiter à l'aune de corpus historiques qui sont à étoffer et à explorer. L'histoire de la construction nationale égyptienne s'est essentiellement effectuée à partir du centre, le Caire, et de ses élites. Louxor, théâtre d'une nationalisation de ses vestiges antiques (l'affaire de la tombe de Toutankhamon) ne peut échapper à l'engouement nationaliste, dans ses tracés urbanistiques et dans sa vie politique et économique. Il s'y joue les luttes entre pouvoirs coloniaux, gouvernements égyptiens, autorités locales nouvellement mises en place, dans un domaine particulièrement stratégique, celui de l'administration des sites antiques.

Enfin, dernier point, il semble important de souligner que l'usage du référent pharaonique, à Louxor comme à l'échelle de l'Egypte, n'a de sens que dans une articulation aux concurrents, arabes et islamiques. Le jeu de ces concurrences, tant dans les discours que dans les modes d'intervention et d'actions (aménagement urbain, mobilisation politique, protection des monuments, etc), nous informe au final du statut accordé à la région de Louxor dans un imaginaire national constamment *in process*... Louxor s'affirme, à mesure que l'Egypte accède à son indépendance politique, comme un élément-phare de ce processus, un haut lieu de cristallisation des débats sur la Nation égyptienne. Si le pharaonisme comme idéologie politique disparaît à partir des années trente, la centralité de Louxor et de ses ruines demeure pourtant perceptible dans divers domaines et dans une représentation de la Nation

---

<sup>221</sup> Cité par COLOMBES, Marcel. *L'Evolution de l'Egypte, 1924-1950*. Paris, G. P. Maisonneuve, 1951, p. 171.

<sup>222</sup> Propos du *shaikh Mustafa al-Maraghi*, recteur de l'université de Azhar en 1938, cité par COLOMBES, Marcel. *L'Evolution de l'Egypte, 1924-1950*. Paris, G. P. Maisonneuve, 1951, p. 171.

égyptienne finalement partagée et chantée, en 1967, dans la comédie musicale de Ali Reda : *Al-Uqsur, baladna li kulina*, « Louxor, notre pays à tous »<sup>223</sup>. Le référent pharaonique persiste et perdure dans les arts en général et apparaît dans le cinéma populaire dès les années cinquante. Contrairement à la rhétorique politique pharaoniste des années vingt qui l'isole dans une conception essentialiste et instrumentale, celui-ci est articulé aux autres composantes de la Nation dans une approche que l'on qualifierait à l'anglo-saxonne de *folklorist* ; fixiste et admise comme telle, et qui encore une fois permet d'évacuer le débat sur antiquités et identité.

Cette combinaison folkloriste apparaît justement au travers d'expériences singulières qui marquent Louxor de manière quasi indélébile. Nous aimerions donc clore cette première partie en proposant une lecture de deux expériences égyptiennes de tentative d'intégration du monument antique à l'identité nationale. Elles nous semblent s'inscrire dans un projet explicite de réconciliation nationale et nous ramènent au cœur de Louxor et de ses sites antiques.

### ***C - Expériences et expressions de patrimonialisation égyptienne***

Les expériences que nous présentons sont singulières à l'échelle des processus généraux de patrimonialisation et de construction nationale qui tentent vainement de prendre corps au politique. Elles ne relèvent pas d'un projet pharaoniste à proprement dit, elles ont lieu bien après l'engouement des années vingt, et placent cependant l'héritage pharaonique au cœur d'une réflexion sur la diversité de la Nation égyptienne. Hassan Fathy, architecte, et Shâdy Abd al-Salâm, cinéaste, font partie de cette élite intellectuelle et cosmopolite, animée de questionnement nationaliste, et par ailleurs, préoccupée par les réalités sociales de leur temps. Le premier est identifié comme l'architecte du Roi, mais écrira plus tard *Architecture for the Poor* ; nous sommes à la fin des années quarante, dans un contexte de réformisme libéral et bien-pensant. Le second entretient une image de dandy cosmopolite, tout en revendiquant ses attaches au terroir, valeur largement valorisée par le nassérisme de l'époque ; nous sommes à la fin des années soixante.

Aussi marginales que soient ces deux expériences, elles nous intéressent à plusieurs titres. En premier lieu, elles réactivent et relocalisent dans un contexte et dans une réflexion

---

<sup>223</sup> « Gharam fi Karnak » (passion à Karnak), 1967. Le terme de *balad* est tout de même plus proche de celui de terroir que de « pays » au sens de *watan*, qui se rapporte à la nation.

donnés un ensemble de stéréotypes et de représentations à l'égard de Louxor et de ses populations, lesquels constituent la matrice de la fabrication des images associées à cette région. Toutes deux s'inscrivent dans un prolongement direct, en deux époques, de la mise en intrigue de l'affaire des momies de Dayr al-Bahary que nous avons évoquée dans le premier chapitre. La première expérience continue de marquer les visions contemporaines de l'aménagement touristique et patrimonial. La seconde pose explicitement la question des composantes de l'identité nationale. En second lieu, ces deux expériences s'inscrivent dans un projet qui participe de tentative de patrimonialisation *égyptienne*, à savoir d'intégration du monument antique à un imaginaire partagé dans une réflexion contemporaine sur l'identité nationale et sur les rapports entre monuments et populations. Enfin, elles sont au cœur de la fabrique patrimoniale contemporaine de Louxor, d'une part parce qu'elles réactivent les vieilles histoires de la montagne thébaine, d'autre part parce qu'elles inspirent encore aujourd'hui dans des domaines aussi divers que l'urbanisme, les arts et l'aménagement touristique.

### *Hasan Fathy et le village modèle de New Gurna : l'échec d'une réconciliation*

En marge des débats nationalistes et des querelles d'intérêts qui animent la chronique politique nationale et locale dans les années quarante, Louxor est le théâtre d'une expérience singulière, tout à la fois décalée et visionnaire du rapport entre antiquités, population et identité nationale : décalée en ce sens que l'expérience ne bénéficie d'aucun soutien institutionnel effectif, même si le service des antiquités en est le commanditaire officiel, et en ce sens qu'elle se solde par un échec ; visionnaire pour les traces qui subsistent aujourd'hui du projet, et pour l'influence encore prégnante des principes qui y ont présidé dans l'aménagement du village concerné, aujourd'hui, au XIX<sup>e</sup> siècle ; non pas en matière de gestion patrimoniale mais en politique marketing touristique.

Nous sommes à Louxor, au début des années quarante. Les plans d'aménagement se multiplient depuis plusieurs années. Les interventions dépassent les limites de Louxor pour investir la rive ouest et la nécropole thébaine, sous la direction de Hassan Fathy. L'homme est de ceux qui auront pour le moins tenté une réconciliation entre patrimoine antique, architecture populaire et préoccupations de développement. Cette expérience nous intéresse premièrement d'une part parce qu'elle a pour scène Louxor, la rive ouest et la zone antique ; d'autre part parce qu'elle s'inscrit dans le cadre des tendances réformistes affichées par une

certaine classe politique et intellectuelle dans les années trente et quarante. Ainsi, c'est dans un tel contexte que, sur la rive ouest, le projet de New Gurna, le village modèle (*qariya namûzigiya*) prend forme<sup>224</sup>.

Il s'agit de construire un nouveau village afin de reloger les habitants installés dans les tombes de la nécropole, sur la montagne. Celui-ci est conçu selon deux principes : 1- la distinction entre les cinq groupes qui peuplent la montagne, qui fixe formellement, pour la première fois, la composition ethnico-tribale des populations du village de Gurna<sup>225</sup> ; 2- l'usage de matériaux locaux, la terre crue, isolant naturel et efficace contre le froid et la chaleur, selon des techniques de construction empruntées aux architectures vernaculaires de Nubie, lesquelles puisent au cœur des savoirs hérités de l'antiquité. Le bois, qui est cher en Egypte car importé, nécessaire à la construction des toits, est remplacé par la brique crue et permet l'édification de voûtes et de dômes caractéristiques, par ailleurs, de l'architecture religieuse islamique. Ces techniques permettent de construire des logements à budget réduit ; argument qui séduit le service des Antiquités, depuis longtemps désireux de se débarrasser des populations qui occupent les tombes de la montagne thébaine.

---

<sup>224</sup> FATHY, Hassan. *Gurna, A Tale of Two villages*. Cairo, Prism Publications Offices. 1969 (réédition 1989). Pour un aperçu complet de l'oeuvre de l'architecte : STEELE, James. *An Architecture for People. The Complete works of Hassan Fathy*. Le Caire, The American University in Cairo Press, 1997. DEPAULE, Jean-Charles. « Un architecte égyptien contemporain, Hassan Fathy (1900-1989) ». DAKHLIA, J. (dir.), *Créations artistiques contemporaines en pays d'islam, des arts en tension*. Paris, Kimé, 2006, p. 633-644.

<sup>225</sup> Il y aurait là matière à enquête autour d'une problématique des frontières et de l'opportunité de leur re-construction dans un contexte d'intervention publique d'aménagement.

**A Tale of Two villages by Hassan Fathy  
Extraits (1)**

*« There are seven thousand peasants living in Gournā crowded into five clusters of houses, built over and around these tombs. Seven thousand people living quite literally upon the past. They -or their fathers- had been attracted to Gournā some fifty years before by the rich graves of their ancestors, and the whole community had ever since lived by mining these tombs. Their economy was almost wholly dependent on tomb robbing; the farmland around could not support anything like seven thousand people, and anyway it belonged mostly to a few rich landowners {...} Yet the operations of these tomb robbers should not be viewed too light heartedly. For all their skill, for all their likableness, and in spite of their undeserved poverty, the damage they do is measureless. They excavate and sell, and no one knows the provenance of their finds, which means a big loss for Egyptology ». [...]*

FATHY, Hassan. *Gournā, A Tale of Two villages*. Cairo, Prism Publications Offices. 1969 (réédition 1989).

L'architecte, passionné par l'histoire égyptienne ancienne, veut répondre à une double préoccupation patrimoniale et sociale : d'une part, il s'agit de valoriser des savoir-faire vernaculaires en matière d'habitat afin de protéger les sites antiques ; d'autre part, sa démarche participe d'une vision dynamique de l'aménagement des sites historiques en rapport à leur environnement socio-économique. Pour préserver et protéger les monuments, il faut offrir à ses occupants une alternative, qui soit autre qu'une simple compensation financière, lorsqu'elle est appliquée.

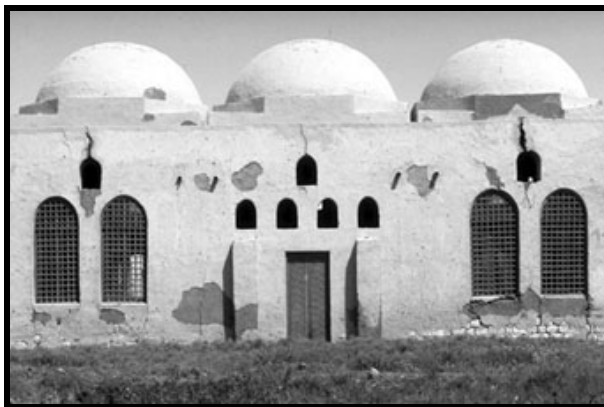
Les travaux commencent en 1945, sont interrompus en 1948. Seulement une centaine d'habitations est achevée à la fin des années cinquante et les habitants de Gurna refusent de quitter la montagne. La croissance démographique des années soixante-dix ont finalement raison des réticences : les maisons du village modèle sont progressivement occupées, puis élargies, avec force de ciment et de briques cuites, à mesure que les familles s'agrandissent et que les préoccupations de confort et d'espace deviennent plus exigeantes. Aujourd'hui, les quelques bâtiments qui subsistent du projet initial sont enfouis aux milieux d'habitation de facture médiocre, lorsqu'ils ne sont pas détruits, ou n'ont pas disparu sous un ou deux étages supplémentaires.

Le New Gurna de Hassan Fathy demeure jusqu'à nos jours un exemple de tentative de conciliation entre monument et population, entre architecture vernaculaire, savoirs hérités et contraintes de développement. Pour autant, il est un échec patent et se heurte violemment aux monopoles locaux. Hassan Fathy's interroge :

***A Tale of Two villages***  
**by Hassan Fathy**  
**Extraits (2)**

« [...] about the Gournis not wanting to live in the village. But why wouldn't they? Surely we should have the curiosity to ask why. We already know the attraction of the old village. The people who benefited most from the tombs -the richer villagers, naturally- formed a « committee of sheikhs » {12 membres} to oppose to transfer.

They engaged a lawyer and thought up the wild excuses for not moving -even to saying that they would be in danger from the wolves in New Gurna. This committee was composed entirely of antique dealers, dragomans, ex-guards of antiquities, and so on- clearly people with a strong interest in staying as they were - yet their voices were heard while the majority of the villagers, who accepted the move, remained passively silent. An architect is not supposed to be a policeman to push people in and out of houses. Was it my job to see that the Gournis moved? The government made a law expropriating the Gournis. Was it enforced? I have often heard responsible officials refer to peasants as sons of dogs and say that the only way to handle them is to build them houses of any sort and bulldozer the old ones ».



FATHY, Hassan. *Gurna, A Tale of Two villages*.  
Cairo, Prism Publications Offices. 1969 (réédition 1989).

Hassan Fathy aura eu le mérite de poser les jalons d'une vision alternative du rapport entre patrimoine antique et savoir vernaculaire, en essayant d'élargir « *the historical content of this architecture beyond the more recent past to the earliest beginnings of civilization in his country, which today represents an extraordinary layering of historical influences* »<sup>226</sup>. C'est en ce sens que nous lisons ce projet comme une tentative de réconciliation nationale et d'articulation du patrimoine antique aux réalités contemporaines de développement économique et social. Le souci de rendre explicites les différentes influences historiques qui composent l'identité égyptienne participe chez Hassan Fathy et son projet de *New Gurna* d'une vision singulière et avant-gardiste pour l'époque, même si profondément élitiste et légèrement décalées des réalités, pour ne pas dire naïves. Ne commence-t-il pas son ouvrage par les propos suivants : « *If you were given a million pounds, what would you do with them ? [...] I had two possible answers : one, to buy a yacht, hire and orchestra and sail round the world with my friends listening to Bach, Schumann and Brahms ; the other, to build a village where the fellaheen would follow the way of life that I would like them to* »<sup>227</sup>. C'est peut être dans cette dernière proposition de phrase que réside tout l'échec du projet de l'architecte ; un

---

<sup>226</sup> STEELE, James. *An Architecture for People. The Complete works of Hassan Fathy*. Cairo, The American University in Cairo Press, 1997, p. 14.

<sup>227</sup> FATHY, Hassan. *Gurna, A Tale of Two villages*. Cairo : Prism Publications Offices. 1969 (réédition 1989), p.1. C'est nous qui soulignons.

projet sorti des visions romantiques d'un intellectuel égyptien et imposé à une population stigmatisée depuis plusieurs générations, et qui cultive un certain sens de la résistance au pouvoir central. Une population surtout méprisée et méconnue par les élites caiotes, comme tente de le montrer dans son roman *al-Gabal* (1959), Fathy Ghânim, écrivain et témoin oculaire presque involontaire du drame qui se joue à Gurna entre les villageois et l'architecte. L'écrivain ne ménage pas ce dernier et donne une version « amère » (*marîra*) de l'affaire<sup>228</sup>. *Al-Gabal* raconte la mission qui a été confiée à Fathy Ghânim lorsque celui-ci était fonctionnaire d'Etat au début des années cinquante au ministère de l'Instruction. Son récit s'inscrit dans le mouvement général de valorisation du paysan égyptien et de condamnation des anciennes élites intellectuelles, auxquels appartient Hassan Fathy, promoteur de projets philanthropiques destinés plus à la satisfaction de son initiateurs qu'à celle de ses bénéficiaires. Fait singulier à l'époque, Ghânim écrit volontairement les dialogues en dialectal, exprimant ainsi dans la structure même de son récit le décalage entre deux mondes. Ghânim propose un regard différent sur une population paria, les *Gurnawy*, et un territoire d'Egypte, le *Sa'id*. Porte parole d'une population stigmatisée, l'écrivain veut transcrire le point de vue des habitants. Le roman fait l'objet en 1963 d'un film où la scène finale, plus que symbolique, dépeint un Hassan Fathy, fat et mondain, poursuivi par une horde de villageois, fuyant le village modèle pris dans un incendie supposé criminel. Quant aux habitants de Gurna, le roman comme le film les décrivent comme des hommes fiers de leurs origines bédouines, attachés à leur terre et à l'histoire du pays, une histoire qui remonte à l'antiquité et en fait du même coup des héritiers légitimes qui font le lien entre les morts et les vivants, l'Egypte ancienne et l'Egypte nouvellement indépendante. New Gurna pris dans les flammes, c'est en quelque sorte l'image de l'ancien régime qui s'écroule, renvoyant ainsi aux mouvements plus vaste d'exaltation nationaliste nourrie tout à la fois de l'héritage pharaonique et de la re-valorisation des campagnes égyptiennes durant les années nassériennes. Non pas que le pharaonisme, comme mouvement politique, ait été revitalisé par la révolution de 1952. L'Egypte antique n'investit pas le débat politique en tant que tel, mais permet de construire l'image de la grandeur nationale, tant auprès du public égyptien qu'étranger. Le cinéma en est un vecteur populaire. Nous proposons un rapide aperçu des œuvres produites durant les années nassériennes autour de ces thèmes, et souvent tournées à

---

<sup>228</sup> GHANIM, Fathî. *Al-Gabal* (La Montagne). Le Caire, Rûz al-Yûsif, 1959, 192 p. (roman en arabe, non traduit).

Louxor, pour revenir à Gurna, ses habitants et ses ruines, à travers le film de Shâdy ‘Abd al-Salâm.

### *Louxor, antiquités et cinéma : réhabilitation romantique des mythes modernes de la Thébaïde*

Durant les années cinquante et soixante, les référents à l’Egypte ancienne se manifestent dans le monde des arts et de la culture, grâce à une diffusion auprès d’un large public, par le cinéma puis la télévision, et favorisés par une atmosphère d’effervescence nationaliste propice à l’exaltation de la grandeur du passé. Louxor devient emblématique de cette grandeur révolue, lieu où la monumentalité du passé fait écho à la nécessité de moderniser le pays. Les films se situant à Louxor se multiplient durant ces années : les vestiges antiques sont parfois simples éléments du décor pour comédie musicale (*Gharâm fy al-Karnak*, de Ali Reda, 1967) où se conjuguent toutes les diversités du folklore national (bédouin, méditerranéen, pharaonique) ; ou pour drame politique et social : en 1954, dans *sira’ fy al-Wâdy* (lutte dans la vallée), Youssef Chahine immortalise dans l’histoire du cinéma égyptien la salle hypostyle du temple de Karnak où se joue la scène finale. L’histoire est celle d’un amour presque impossible entre la fille (Faten Hamama) d’un grand propriétaire terrien véreux et omnipotent, et le fils, instruit (Omar Cherif), d’un paysan pieux et respecté du village. Le film met en scène le couple le plus célèbre du cinéma égyptien et dénonce explicitement l’ancien régime, tout en distillant les grandes thématiques de celui qui lui succède : la fin d’un monde d’asservissement se joue dans la scène finale (où les rebondissements de balles de revolver sur les colonnes de la salle hypostyle peuvent susciter quelques inquiétudes), au cœur même du temple de Karnak, comme si y s’achevait la revanche du peuple sur les despotes qui se sont succédés à la tête du pays et de ses campagnes. Le patrimoine antique sert ici de toile de fonds aux luttes sociales dont se fait porte parole officiel Y. Chahine.

La question patrimoniale se fait parfois plus centrale : dans un registre de comédie, *‘Arûsat al-Nîl* (la fiancé du Nil, de Fatine Abdel Wahab) conte en 1963 l’histoire d’un ingénieur (Rushdy Abâza, crooner du cinéma égyptien) en prise avec les contradictions de la modernité industrialisante ; celui-ci découvre la sépulture intacte d’une reine égyptienne dans le temple de Karnak, alors qu’il creuse à la recherche de gaz naturel. L’homme décide de sacrifier le site antique au nom des intérêts économiques, animés de convictions nationalistes et résolument modernistes. Il est alors pris d’hallucinations : les Anciens lui envoient le



fantôme de la reine égyptienne (jouée par Lubna Abd al-Azîz) avec pour mission de le dissuader de mettre en œuvre son projet de forage. Sous couvert de comédie légère, le thème n'en est pas sans rappeler, indirectement, le chantier en cours du barrage d'Assouan et la mise en péril des sites archéologiques de la région : du patrimoine antique sacrifié sur l'autel de la modernisation du pays.

Cependant, l'engouement pour le patrimoine antique reste dans ces années post révolutionnaires circonscrit aux domaines des médias et de la culture au sens le plus large, renvoyant à une sorte de folklore partagée et consensuel. L'histoire ancienne occupe une place réduite au sein des programmes scolaires, par exemple, et se résume essentiellement à la recherche des fondements d'une « *patrie arabe au temps des pharaons* »<sup>229</sup>. Pourtant, durant ces mêmes années, les autorités égyptiennes organisent des voyages pour les étudiants de la faculté des Beaux Arts de l'université du Caire, sur le thème de la découverte du patrimoine antique ; voyage initiatique aux fondements mêmes de la grandeur de la civilisation égyptienne. Louxor devient alors le lieu de ressourcement et d'inspiration pour artistes en formation ou accomplis. Les groupes d'étudiants viennent alors s'installer sur la rive ouest, dans l'ancienne bâtisse de la mission américaine archéologique du Chicago House. Construite dans les années vingt, elle témoigne des premières expériences d'architecture vernaculaire, que l'on qualifierait anachroniquement de « à la Hassan Fathy ». Propriété du bien renommé Shaykh Aly (décédé dans les années quatre vingts), la maison, convertie en hôtel lorsque le Chicago House est transféré sur la rive est en 1928, a vu se succéder des écrivains, des artistes, des étudiants des Beaux Arts dont les traces sont encore visibles sur les murs qui servaient alors de support expérimental : des fresques inachevées mêlent références aux courants artistiques européens (cubisme et autres), figures antiques et folklore paysan. Cet expérience de pédagogie et de créativité artistique, aussi isolée et marginale soit-elle, révèle pourtant les interrogations qui travaillent les élites égyptiennes quant à la fusion des trois éléments d'influence et de constitution d'une société égyptienne moderne telle qu'elle pouvait se poser alors à cette génération : la nécessaire connaissance de l'ailleurs pour prétendre à l'universel ; l'acceptation du passé comme composante de l'identité nationale ; l'absorption

---

<sup>229</sup> COUDOUGNAN, Gérard. *Nos Ancêtres les Pharaons. L'histoire pharaonique et copte dans les manuels scolaires égyptiens*. Le Caire, CEDEJ, 1988. Nous verrons dans la deuxième partie que, de nos jours, l'héritage pharaonique dans les manuels scolaires du cycle primaire est présenté selon qu'il constitue ressource et raison d'être du tourisme international. Encore une fois, le référent pharaonique est écarté dans ce qu'il pourrait signifier d'une filiation au passé, valorisé en revanche dans ce qu'il implique aujourd'hui au regard de valeurs enseignées d'hospitalité et de grandeur internationale.

de ce qu'est la société égyptienne de l'époque, à savoir profondément rurale et empreinte de valeurs du terroir, dans la modernité. De surcroît, comme nous l'avons vu à Louxor, cette société rurale est travaillée de diversités parfois conflictuelles : à la figure du paysan valorisée par l'idéologie nassérienne, se (re)-définit par distinction celle du bédouin, de l'*arab*, qu'il soit nomade ou sédentaire, propriétaire terrien ou journalier. Les arts plastiques en témoignent, le cinéma durant ces années est aussi particulièrement proluxe en la matière, où culture paysanne et tradition bédouine sont mis à l'ordre de l'imagerie nationale<sup>230</sup>.

Le cinéma égyptien produit alors une des synthèses les plus esthétisantes qui soient sur ce sentiment national en forme de triptyque, dont l'Egypte pharaonique et ses vestiges constituent le panneau central autour duquel s'articulent les deux autres volets : celui de la modernité, d'un côté, et de la ruralité de l'autre. *La Momie*, film de Shâdy Abd al-Salâm (1969) a déjà été évoqué dans le premier chapitre de cette partie. Inscrit dans une idéologie résolument nationaliste, le réalisateur s'efforce de concilier la diversité des composantes de la société égyptienne, contemporaines et anciennes : « *C'est l'histoire de deux Egypte qui se rencontrent, l'une qui finit, l'autre qui commence à s'imposer. La première, une Egypte anachronique, encore vivante, se heurte au progrès scientifique venue de la ville dévoreuse, le Caire* »<sup>231</sup>. L'égyptomanie de Shâdy Abd al-Salâm est notoire et l'Egypte ancienne est un référent constant dans ces travaux, qu'ils soient consacrés à la mode, au cinéma ou au théâtre. L'homme est un familier de Louxor et des voyages initiatiques au cœur des vestiges anciens et du monde rural. Le film *La Momie* est, comme nous l'avons déjà écrit, un plaidoyer romantique, militant et réhabilitant de la conscience patrimoniale des Egyptiens pour leur passé et ses vestiges : dans une vision rétrospective sur un événement fondateur de l'histoire moderne de Louxor et inscrite dans l'histoire de l'Egypte moderne (l'affaire des momies de Dayr al-Bahary), Shâdy Abd al-Salâm renoue à sa manière avec l'engouement pour l'Egypte ancienne des années d'entre deux guerres<sup>232</sup>.

---

<sup>230</sup> La liste des films consacrés au monde paysan égyptien est longue. Citons nos préférés : *Le Pêché*, de Henry Barakat (1965), tiré de la nouvelle de Youssef Idris, écrivain égyptien, *Hassan et Naïma*, du même réalisateur (1959) ; ou encore *La Terre*, de Youssef Chahine (1969).

<sup>231</sup> Extrait d'entretien avec le cinéaste. THORAVAL, Yves. *Regards sur le cinéma égyptien*. Paris, L'Harmattan, 1988, p. 81.

<sup>232</sup> Les arts plastiques durant cette même période ne sont pas en reste d'expériences de réconciliation des diverses composantes de l'identité égyptienne, dans une perspective syncrétique nationaliste et unitaire. KARNOUK, Liliane. *Modern Egyptian Art 1910-2003*. Cairo, American University of Cairo Press, 2005.

Le réalisateur met deux ans pour mener à bien son projet, lequel se met en place au début de l'année 1967 et aboutit en 1969. L'Egypte perd alors la guerre de juin 1967 contre Israël. La défaite est une « catastrophe » nationale, tant sur le plan militaire et politique qu'intellectuel<sup>233</sup>. Le film nourrit ainsi à sa manière les débats sur la Nation mise à mal par la défaite de 1967. Pour Aly Abû Châdy, analyste du cinéma égyptien, « *la Momie traite de la quête de l'homme égyptien (al-insân al-misry) pour son identité (hawwyia) lorsque celle-ci est mise à mal par la défaite de 1967* », reflétant ainsi l'esprit qui prévaut entre 1967 et 1973 dans le monde du cinéma et « *les tentatives pour contrer la propagande qui remet en question l'intangibilité de la personnalité égyptienne (al-shakhsiya al-misriya), les efforts pour « conscientiser » (ta'mîq al-wa'y) les citoyens égyptiens sur leur identité, leur civilisation, l'histoire des luttes pour la Nation....* »<sup>234</sup>.

Si la défaite de 1967 est présente dans tous les esprits, il nous semble que le réalisateur exprime un sentiment national qui dépasse le simple contexte politique de son temps (son projet de film est antérieur à la guerre). Le réalisateur a recours au passé, dans une mise en abîme du sentiment national et de la grandeur d'esprit des hommes qui font la nation égyptienne : les personnages de Ahmad Kamâl et de Wanîs, que nous avons déjà rencontrés dans le premier chapitre, expriment deux dimensions nationalistes indissociées, l'une tournée vers le passé, l'autre vers le progrès et l'avenir : Wanîs « *comprend que ces objets leur appartiennent et que leur existence sera éternelle, comme l'existence de toute œuvre d'art, et que ces hommes en tarbouches, sur leur vapeur, sont les messagers d'une machine qui vient inexorablement transformer le pays, le progrès scientifique que l'on ne peut arrêter, bien qu'il écrase beaucoup de gens sur son passage* »<sup>235</sup>. En découvrant que les signes inscrits sur les stèles antiques ont un sens et renvoient à une partie de son histoire, *Wanîs* prend conscience de la valeur du monument en ce qu'il témoigne du temps écoulé, d'un moment de l'histoire et des traces qui demeurent au présent.

---

<sup>233</sup> Sur les conséquences intellectuelles de la défaite de 1967, BELLI, Miriam. « Le Moment 1967 : de la colère, des illusions et de la phase finale de la lutte ». *Egypte/Monde Arabe, L'Egypte dans le siècle*, n°4-5, nouvelle série 2/2000, 1/2001.

<sup>234</sup> ABU SHADI, Alî. *Cinéma et politique*, 2002, p. 102-103 (en arabe).

<sup>235</sup> Extrait d'entretien avec le cinéaste. THORAVAL, Yves. *Regards sur le cinéma égyptien*. Paris, L'Harmattan, 1988, p. 81.

Viola Shafik parle en ce sens, peut-être de manière réductrice, de « *conscience historique* », où le recours à l'histoire est une manière de compenser les bouleversements de société induits par la modernité : « *The Egyptian director Chadi Abdelssalam illustrates the dangers that accompany the conscious acquisition of history. Historical consciousness may furnish a person with a sense of identity and community or, on the contrary, deprive him of his previous basis of life and force him to change his position [...] Historical (and religious) documents are repeatedly called in and reinterpreted when present positions have to be legitimized [...] Thus history may be used as a weapon in the fight for political or cultural position* »<sup>236</sup>. Si Viola Shafik souligne à juste titre combien le recours à l'histoire peut servir aux intérêts du présent et rejoint en ce sens la lecture faite par Abû Shâdy, son interprétation participe toutefois d'une vision réduite aux schémas de relation tradition/modernité et confine le message du cinéaste aux impasses d'un nationalisme à valeur instrumentale, à savoir redorer le blason d'une Egypte défaits par la guerre, par exemple, ou placée sous domination étrangère. Cependant, l'œuvre du cinéaste témoigne d'un projet personnel et intellectuel qui ne se limite pas à un film. Et nous aimerions y lire autre chose.

Guidée par un souci de circonscrire la signification du monument historique antique dans le récit que fait Shâdy Abd al-Salâm d'un événement marquant de l'histoire de l'égyptologie et de Louxor, notre lecture se détache de l'interprétation politico-contextualiste de Abû Shâdy ainsi que des vues limitées de V. Shafik. Le recours aux définitions proposées par Riegl nous permet au contraire de dégager une grille qui souligne la singularité de la démarche du réalisateur ainsi que la vocation universaliste qui la sous-tend<sup>237</sup> : dans le récit de *la Momie*, les monuments antiques sont investis des trois valeurs constitutives de la catégorie de *remémoration* établie par l'historien de l'art autrichien : 1) valeur d'ancienneté, où le temps écoulé confère une singularité au monument en tant que production humaine et « *qui apprécie le passé en soi* » ; 2) valeur historique du monument qui « *réside dans le fait qu'il représente un stade particulier, en quelque sorte unique, dans le développement d'un*

---

<sup>236</sup> SHAFIK, Viola. *Arab Cinema. History and Cultural Identity*. Cairo, American University of Cairo Press, 1998, p.164-165.

<sup>237</sup> RIEGL, Aloïs. *Le Culte moderne des monuments*. Paris, Seuil, 1984.

domaine de la création humaine » ; 3) valeur de remémoration intentionnelle, qui assure la « transition vers les valeurs actuelles » et la constitution du lien de continuité<sup>238</sup>.

Il nous semble qu'il existe aussi chez Shâdy Abd al-Salâm cette catégorie de valeurs de *Gegenwartswerte* (contemporanéité) avec en premier lieu la valeur d'art accordée par le réalisateur aux monuments anciens. Cette catégorie de valeurs se retrouve tant dans les préoccupations du cinéaste pour l'histoire antique que dans son souci de conjuguer tous les héritages, occidentaux compris, dans son film *La Momie* comme dans son œuvre plus généralement. Shâdy Abd al-Salâm réalise un court métrage en 1970, « *le paysan éloquent* », dont le scénario est inspiré d'un papyrus du moyen empire. Durant quinze années, le cinéaste travaille au scénario d'un long-métrage qui ne vît jamais le jour de son vivant, sur Akhenaton : « *Dans ce projet, Shadi Abdel Salam s'insurgeait contre l'idée de rupture historique –idée qui selon lui empêche l'Egypte de reconnaître son héritage anté-islamique et invite les nouvelles générations à saisir le sens et la portée de cet héritage, afin qu'elles puissent découvrir leur identité profonde et être légitimement fières de leur ancienne civilisation* »<sup>239</sup>. En outre, le sous-titre de son documentaire « *Horizons* » (1975) est explicite des préoccupations générales du réalisateur : « *Les arts occidentaux et orientaux s'entrelacent dans l'Egypte moderne* »<sup>240</sup>.

Enfin, le film *La Momie* exprime, il nous semble, cette « *appropriation communautaire du monument, fondée sur sa valeur d'emblème collectif* »<sup>241</sup>. Tous les termes d'une *patrimonialisation égyptienne* sont réunis et mis en synthèse. Le réalisateur donne ainsi une lecture moderne de l'affaire des momies et de la valeur du passé antique dans l'histoire nationale ; moderne en ce sens que Abd al-Salâm s'affranchit des cadres d'analyse dominés par le rapport aux puissances étrangères, lesquelles ont une nette tendance à présenter la relation des Egyptiens à leur patrimoine antique à un stade « infantile ». On se souvient de

---

<sup>238</sup> « *La fonction de la valeur de remémoration intentionnelle tient au fait même de l'édification du monument : elle empêche quasi définitivement qu'un moment ne sombre dans le passé, et le garde toujours présent et vivant dans la conscience des générations futures* ». RIEG, Alois. *Le Culte moderne des monuments*. Paris, Seuil, 1984, p.85.

<sup>239</sup> ABDEL RAHMAN, Magdi. « Le Chevalier du cinéma égyptien ». *Chadi Abdel Salam, le Pharaon du cinéma égyptien*. Paris, Institut du Monde Arabe, 1996, p. 17.

<sup>240</sup> En arabe : « *الفنون الشرقية والغربية تتعانق في مصر الحديثة* ».

<sup>241</sup> LAMY, Yvon. « Du Monument au patrimoine. Matériaux pour l'histoire politique d'une protection ». *Genèse*, n°11, mars 1993, p.50-81.

l'attitude de Lacau face à Ahmad Kamâl en 1923. L'engouement du réalisateur pour l'histoire antique s'attache au monument *en soi*, dans sa valeur esthétique, tout comme il l'investit d'une valeur politique qui lui confère un sens moderne (ce que le monument représente aujourd'hui). Abd al-Salâm nous dit finalement que tout égyptien peut se retrouver seul et souverain, dans une réflexion sur l'histoire, le passé et les héritages constitutifs de l'identité nationale.

Rappelons cependant qu'il est plus probable de visionner *la Momie* à l'Espace St Michel, dans le quartier latin parisien, que dans une salle de cinéma au Caire ; tout comme Hassan Fathy et son village idéal ont fait couler plus d'encre à l'étranger qu'en Egypte. Pour autant, il est frappant d'observer dans les deux cas un point commun essentiel : l'absence du fait étranger. Touristes, égyptologues européens ou colons sont exclus ou presque de ces deux expériences, que ce soit dans l'ouvrage de Fathy sur New Gurna que dans le film *La Momie*. Touchant à des domaines ou des lieux où la figure de l'Etranger est dominante, cette absence ne peut être fortuite et inscrit la démarche de l'architecte comme du cinéaste dans un débat national sur les conditions et les termes de production et de définition de l'identité égyptienne ; ou plutôt des identités égyptiennes.

Ainsi, le premier propose une solution locale aux problèmes de l'habitat paysan et de la gestion des sites antiques en empruntant aux techniques de construction des maisons nubiennes, elles-mêmes héritées des Anciens. Chez Hassan Fathy, aucune mention n'est faite aux touristes, ni même aux archéologues étrangers qui continuent de dominer le paysage thébain. Son projet s'inscrit dans le mouvement de réformes libérales d'entre deux guerres, où philanthropie nationaliste de la bonne société égyptienne se mêle aux programmes sociaux d'hygiène publique des gouvernements<sup>242</sup>. L'échec du projet est en partie imputé par son auteur à l'inadéquation aux croyances locales des mesures proposées : la voûte en briques, moyen économique de construction, est associée aux tombeaux musulmans et aux monuments antiques. Cet échec est aussi à creuser autour du décalage flagrant entre les élites égyptiennes bien pensantes et les réalités provinciales. Hassan Fathya pour réputation d'inviter la bonne société cairote dans sa maison de Gurna où filles en tenue légère et alcool sont légion. N'est-il

---

<sup>242</sup> GALLAGHER, Nancy. *Egypt's Other Wars : Epidemics and the Politics of Public Health*. New York : Syracuse University Press, 1990. CHIFFOLEAU, Sylvia. *La réforme sociale par l'hygiène : une formule pour médicaliser les campagnes*. Alain Roussillon (dir.). *Entre réforme sociale et mouvement national : identité et modernisation en Égypte. 1882-1962*. Le Caire, CEDEJ, 1994.

pas par ailleurs le protégé de « la Princesse » qui ne se déplace qu'avec sa cour d'hommes, si l'on en croit le récit peu complaisant de Fathy Ghânim<sup>243</sup>. Aux yeux des hommes de la montagne thébaine, l'Autre n'est pas tant le touriste ou le savant européen, mais plutôt l'Egyptien du Caire de bonne famille qu'incarne l'architecte. Celui-ci a pour le moins à son mérite d'avoir tenté de penser et de mettre en oeuvre la conciliation d'intérêts qui semblent alors clairement divergents : protéger les monuments antiques et reloger les habitants de la montagne ; dans une vision plurielle de ce qu'est l'identité égyptienne inscrite dans une continuité entre héritage pharaonique et savoirs vernaculaires.

Le second expose une lecture égyptienne du patrimoine antique en s'intéressant à la valeur du monument en soi, inscrit dans une réflexion sur l'identité nationale. Pour le cinéaste, la figure de *l'étranger* est celui qui vient de la ville, de la capitale (personnage de *'Ayoub*, commerçant d'antiquité, copte à la rigueur), *l'autre* est le paysan venu chercher du travail dans la montagne. Sur les lieux les plus emblématiques de gestion et de présence étrangère (nous l'avons vu en première partie), les deux hommes veulent ignorer, ou presque, les deux phénomènes fondateurs de ces mêmes lieux : l'égyptologie comme projet inscrit à la conquête coloniale européenne, et, parmi ses avatars, le tourisme. Pour l'architecte, le débat développementaliste (améliorer le sort des paysans) se pose dans des limites nationales, tout comme pour le cinéaste, la question du patrimoine antique est de l'ordre national, voire nationaliste. Dans les deux cas, la figure de l'étranger, égyptologue, touriste ou administrateur colonial, brille par son absence ; Une affaire entre Egyptiens, pour dire les choses simplement.

Les principes de construction établie par l'architecte font aujourd'hui école : dans les années soixante dix, le village de Tunis, dans le gouvernorat du Fayoum, est investi par des intellectuels et artistes du Caire au projet individuel de retour à la terre : Hassan Fathy y construit alors une maison pour un particulier. Elle sera longtemps laissée à l'abandon, puis restaurée, selon les plans d'origine, à la faveur du renouveau de l'enseignement de l'architecte auprès d'une partie de l'élite intellectuelle du Caire dans les années quatre vingt dix<sup>244</sup>. Le mouvement s'amplifie et les villas se multiplient sur le même principe d'habitat dit

---

<sup>243</sup> GHANIM, Fathî. *La Montagne*, 1958 (roman en arabe).

<sup>244</sup> STAUTH, George. « Return to the Village : Patterns of Spirituals, Social and Spatial Relocations of Egyptian Intellectuals in the 1980s and 1990s ». *Working Paper 193*, Sociology of Development Research Center, University of Bielefeld, 1993. NAOUM, Nabil. *Retour au temple*, Arles, Actes Sud, 1991 (roman).

vernaculaire. Hassan Fathy fait aujourd'hui référence auprès de l'élite intellectuelle et cosmopolite, de la communauté internationale d'architectes, et surtout, des entrepreneurs touristiques. D'ailleurs, l'architecte, de son vivant, n'a-t-il pas construit plusieurs villages touristiques : deux à Louxor (Gurna, 1970 et Louxor, 1977), un dans l'oasis de Kharga (1978), au Caire -1976) et à Majorque (1979). Reconnaissons à Fathyses visions d'avant garde en matière de construction touristique, témoignant avant l'heure de ce que l'on qualifiera quinze ans plus tard dans les agences internationales de développement de « tourisme durable ». L'ajustement contemporain des principes de construction de Hassan Fathy est pourtant loin de remplir le cahier des charges établis par l'architecte. Le style « à la Hassan Fathy » se réduit à la coupole, plutôt construite en brique cuite que crûe, et au revêtement des murs couleurs ocre ; soit deux éléments qui permettent, en marketing touristique, de construire un « style arabe et nubien ». L'hôtel Sheraton de el-Gouna, situé en Mer Rouge, est certainement la caricature la plus exemplaire de cette tendance<sup>245</sup>. Au demeurant, le concepteur-architecte du complexe touristique de El Gouna, Rami Dahan, n'est autre qu'un ancien disciple de Hassa Fathy<sup>246</sup>. Enfin, la dernière génération de villas sur la côte nord méditerranéenne destinées à l'élite économique et politique égyptienne (complexe de Mârîna)<sup>247</sup> n'échappe pas à la tendance, après être passée par la vogue du « mas de campagne provençal » des années quatre vingt dix.

New Gurna est certes un échec en tant que projet d'architecture pour les pauvres (*Architecture for the Poor*, titre de la réédition de *Gurna, a Tale of Two Villages*), mais fonde quelques décennies plus tard, une esthétique particulièrement lucrative, emblématique d'une campagne égyptienne idéalisée par la communauté intellectuelle égyptienne, et propice à construire une architecture néo-islamique de valeur marketing touristique international.

---

<sup>245</sup> Construit par Michael Grave, architecte américain très prisé dans tout le Moyen Orient.

<sup>246</sup> « From New Gouna to El Gouna: Hassan Fathy's legacy ». *Middle East Times*, 02/10/2001.

<sup>247</sup> Soit une bande du littoral longue de près de vingt kilomètres, complètement privatisée, qui comprend un port de plaisance, des lagons artificielles, des villas. Citons un roman de gare qui dénonce, selon des faits avérés d'après l'auteur, les premiers scandales, politiques, économiques et autres, du complexe de *Marîna* : HAMUDA, Adil. *Les Filles de Marîna. Femmes de la corruption et du Mossad*. 1999 (en arabe).



## Conclusion

---

### *Première partie*

« *One of the odd things about the arrivals of the era of the modern nation-state was that for a state to prove that it was modern, it helped if it could also prove that it was ancient. A nation that wanted to show that it was up-to-date and deserved a place among the company of modern states needed, among other things, to produce a past* »<sup>248</sup>. Pour produire un passé, il faut produire « *a place* », nous dit Timothy Mitchell. Il nous semble que l'histoire de Louxor et de l'administration de ses sites antiques s'inscrit pleinement depuis le début du siècle dernier dans ce double processus, à la fois de contrôle territorial et de production des lieux de la Nation égyptienne. Plus encore, il nous semble que Louxor et ses monuments cristallisent les tensions entre archéologues, consuls, voyageurs, intellectuels et populations locales. Les enjeux qui se nouent et se dénouent à Louxor, transforment la petite bourgade de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en un centre urbain cosmopolite et convoité. Administration coloniale, puis égyptienne, égyptologie et tourisme, *fabriquent* (on dirait en anglais *manufacture*) un territoire international au destin singulier dont la première marque est son rattachement irrémédiable au centre politique, à la capitale : objet des politiques du patrimoine par les services des antiquités, terrain circonstanciel des luttes nationalistes, objet de valorisation et d'aménagement touristique, mais aussi, avec Hassan Fathy, Shâdy 'Abd al-Salâm et d'autres intellectuels, lieu d'expérimentation de l'idéal paysan et de conciliation de l'identité nationale dans ses diverses composantes. L'ensemble de ces expériences participe de et contribue à la construction nationale, ou pour le moins à son imagerie.

Si Louxor constitue un point de convergence d'expériences nationalistes, l'évidence patrimoniale de ses sites antiques n'est pourtant pas aussi évidente qu'il n'y paraît. Historiens et témoins s'accordent sur le rôle secondaire que le passé antique de l'Egypte a joué dans les modalités de définition et de fondation du nationalisme égyptien durant l'entre deux guerres. L'engouement pharaoniste des années vingt est resté confiné à une élite intellectuelle, « *a*

---

<sup>248</sup> MITCHELL, Timothy. « Heritage and Violence ». *Rule of Experts. Egypt, Techno-politics, Modernity*. Berkeley, University of California Press, p. 179.

*group of conservative writers with cultural ties to Europe*»<sup>249</sup>, dont l'objectif était alors de présenter l'image d'une Égypte moderne, inscrite dans les prétentions européennes à produire une histoire universelle. Comme le rappelle à juste titre l'égyptologue Steven Vinson, l'histoire des origines de l'Égypte relève du monopole occidental ; une histoire interprétée et dominée par les projections que ses intellectuels font (ou ne font pas) de leur propre histoire<sup>250</sup>. Pour le coup, la mise en débat de l'identité nationale égyptienne à l'aune de son passé antique reste dominé par les discours de l'Autre, et pour l'Autre, laissant peu de marge à l'éventuel déploiement d'une rhétorique pharaoniste qui rassemblerait et transcenderait les frictions qu'impliquent les diverses interprétations des passés de l'Égypte et leur articulation aux valeurs et projections contemporaines.

Nous rejoignons ici des problématiques d'anthropologues lorsque certains d'entre eux parlent de « *management of meanings* ». « *By this, they mean competitive process by which values are defined, images of transaction are contrived and interpretation of a situation successfully imposed by one party on others* »<sup>251</sup>. Le référent antique aurait cette fonction de « *third kind of past whose essential purpose is to debate other pasts* »<sup>252</sup>. Le terme est souligné par Appadurai lui-même, qui par ailleurs avance la notion de « *debatibility of the past* ». Le passé antique serait, dans cette perspective, « *debatible* », certes, dans une fonction opératoire de mise en débat et de valorisation des autres passés, perçus et construits dans une relation de concurrence. C'est une interprétation/hypothèse que nous soumettons à discussion.

---

<sup>249</sup> MITCHELL, Timothy. « Heritage and Violence ». *Rule of Experts. Egypt, Techno-politics, Modernity*. Berkeley, University of California Press, p. 181.

<sup>250</sup> L'auteur, épigraphiste et égyptologue, analyse les positions, profondément racistes et apologétiques de la race blanche, de l'égyptologue américain James Breasted (*History of Civilization*, 1926), pour qui l'Orient est partie intégrante des territoires de la « Great White Race ». L'argument de Breasted consiste à démontrer que les premières populations d'Égypte étaient originaires de Mésopotamie, présentant des caractéristiques physiques d'homme blanc. Tout autre apport ultérieur de population est alors considéré comme invasion. Or, il semblerait, selon Vinson, que « *underneath it all, however, was an implicit claim to an actual share in the history of the ancient Near East. As an American, Breasted's heritage may have stretched back only to the 17th century [...] For Breasted, at least, the Orientalist project was at least as much about assimilation – a return to roots – as it was about domination or appropriation* ». L'argument vaut pour les Égyptologues occidentaux en général. VINSON, Steve. « From Lord Elgin to James Henry Breasted: The Politics of the Past in the First Era of Globalization ». ROWAN, Yorke & BARAM, Uzi. *Marketing Heritage: Archaeology and the Consumption of the Past*. Walnut Creek, Calif, Alta Mira Press, 2004, p. 82.

<sup>251</sup> APPADURAI, Arjun. « The Past as a Scarce Resource ». *Man* (new series), vol. 16, n° 2, 1980, p. 203.

<sup>252</sup> APPADURAI, Arjun. « The Past as a Scarce Resource ». *Man* (new series), vol. 16, n° 2, 1980, p. 202.

Il semblerait pourtant que toutes les conditions soient réunies pour faire du monument antique un *non-objet* patrimonial, ou à contrario, une évidence patrimoniale incontestée et incontestable. Ce qui revient au même et permet d'évacuer le débat sur la filiation des Egyptiens modernes avec leurs ancêtres pharaoniques dans le cadre de la construction nationale. Plutôt que d'*imaginaire* national partagé, devrait-on alors parler, à propos du référent pharaonique, d'*imagerie* nationale : la valorisation des sites et figures antiques contribuent à produire des images, portées au-delà des frontières nationales et régionales, conformes aux représentations occidentales<sup>253</sup>. L'Egypte des Pharaons renvoie à un patrimoine qui a de sens essentiellement pour l'Autre occidental, pour qui la quête des origines constitue la raison d'être de la recherche égyptologique depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle et la motivation première du tourisme international en Egypte et dans la région. Les deux phénomènes permettent de produire les conditions d'une patrimonialisation *exogène* des sites antiques, hors champ nationaliste et national égyptien, et qui échappe à leurs héritiers égyptiens contemporains. Pour ces derniers, et dans un débat entre soi, l'histoire antique serait finalement rapportée à un folklore de façade, dans une représentation fixiste et hors temps d'un passé qui ne peut être absorbé par une société égyptienne à quatre vingt dix pour cent composés de musulmans, et pour qui *Pharaon* demeure la figure du mal et du despotisme, vaincu par le prophète.

*Imagerie nationale* (plutôt que *communauté imaginaire*<sup>254</sup>) et *folklorisation* (plutôt que *patrimonialisation*) du passé antique ; ces deux processus ont une double fonction opératoire. D'une part, en fixant hors champ et hors temps le référent pharaonique dans un discours essentiellement tourné vers l'Autre, celui-ci se situe hors débat nationaliste et identitaire. D'autre part, les deux phénomènes établissent les conditions idéales de valorisation économique et touristique des sites antiques égyptiens. En ce sens, le référent pharaonique est utilisé de nos jours sur ces deux registres, lesquels renvoient à une construction stéréotypale des images de l'Egypte. Peut-on alors assister depuis les dix dernières années à un renouveau du pharaonisme en architecture, notamment sur des projets commandités par l'Etat. Ainsi le

---

<sup>253</sup> Sur la fabrique des images nationales et leur instrumentalisation politique, nous renvoyons à l'étude de POUTET, Hervé. *Images touristiques de l'Espagne. De la propagande politique à la promotion touristique*. Paris, l'Harmattan, collection « tourisme et sociétés, 1995.

<sup>254</sup> ANDERSON, Benedict. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London, Verso, 1983. Traduction française : *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La Découverte, 1996.

nouveau Conseil d'Etat, qui domine les berges du Nil et le ministère de l'Intérieur, est de facture pharaonique, ainsi que le nouveau bâtiment du syndicat des journalistes ou encore le siège de quotidiens nationaux officiels. Le promeneur ne peut que s'interroger : à quel registre l'usage du référent pharaonique renvoie, à la grandeur de la civilisation égyptienne ou encore au pouvoir absolu qu'incarnait Pharaon ? Mais surtout, à qui s'adresse le référent antique ?

Nous retrouvons ces tendances pharaonistes dans les nouveaux espaces de consommation qui apparaissent avec la libéralisation économique des années quatre vingt dix<sup>255</sup>. Le complexe commercial le plus vaste et le plus récent (inauguré en 2004), fleuron de la consommation des classes moyennes et supérieures égyptiennes, City Star, situé dans le quartier résidentiel de Madinat Nasr, est organisé autour d'une pyramide, avec des entrées aux proportions et aux lignes résolument pharaoniques, encadrées d'obélisques et de sphinx<sup>256</sup>. Le complexe accueille essentiellement des magasins de très haut standing et des franchises internationales, telles *Virgin Megastore* ou *Mango*. De même, les agences de publicité égyptienne reprennent, elles aussi, largement le thème de l'Egypte des Pharaons, dans un jeu en miroir de représentations particulièrement élaboré. Prenons la publicité pour le vin rouge « *Obélisk* », produit en Egypte : sur une première page, vous apercevez la pyramide en verre du Louvre. Dépliez la seconde page et vous apercevez la bouteille de vin égyptien, avec le slogan suivant : « *S'ils ont réussi à le faire, nous pouvons le faire aussi* ». Les exemples sont multiples et les usages de l'Egypte ancienne comme argument ou support de vente et de consommation n'est pas exclusif aux seuls Egyptiens, le plus souvent dans des domaines qui renvoient à des pratiques communément identifiées comme « *occidentales* »<sup>257</sup>.

L'Egypte des pharaons est donc, dans l'espace égyptien, avant tout objet de mercantilisation plutôt que de débat à caractère identitaire. Au début des années quatre vingt dix, l'exposition dans un centre commercial japonais de statues de reines égyptiennes antiques avait notamment soulevé un tollé en Egypte<sup>258</sup>. Plus récemment (2005), le buste de Nefertiti,

---

<sup>255</sup> Voir à ce propos ABAZA, Mona. « Shopping Malls, Consumer Culture and the Reshaping of the Public Space in Egypt ». *Theory, Culture & Society*, vol. 18, n° 5, p. 97-122.

<sup>256</sup> Les « concepteurs » de cet ensemble sont français, et les capitaux investis, d'origine saoudienne...

<sup>257</sup> Est-il frappant d'observer que la plupart des marques récentes d'alcool égyptien réfère à l'antiquité égyptienne : les bières s'appellent Saqqarah et Luxor ; les vins Obélisk et Jardin du Nil, à l'exception du vin Shehrazad.

<sup>258</sup> GAMBLIN, Sandrine. « Les Reines égyptiennes en voyage au Japon. Réflexion sur l'usage du patrimoine ». *Egypte/Monde arabe*, n°20, 1994, p. 175-183.

propriété du musée de Berlin, monté sur un corps de femme nue reconstituée par les scientifiques, relançait les débats dans la communauté politique et intellectuelle égyptienne sur l'usage du patrimoine égyptien antique que font les égyptologues et conservateurs de musées occidentaux. Or, dans ces deux cas, encore une fois, point de débat scientifique ou nationaliste de fonds, mais l'expression d'une tension toujours forte, sous couvert de discours de morale, avec les pays occidentaux, dont les collections d'antiquités égyptiennes renvoient irrémédiablement aux années de l'occupation étrangère et au sentiment de dépossession que dénonçait et incarnait l'égyptologue égyptien Ahmad Kamâl au début du siècle.

Le monument antique « *as a commodity* » a pour le moins l'avantage d'évacuer le signifié des débats sur la Nation et à accorder au signifiant une valeur économique et symbolique placée au service des intérêts de celle-ci. D'une patrimonialisation partielle et partielle du monument antique que nous avons raconté dans cette première partie, nous glissons vers une analyse des conditions et des modalités de sa *commodification* touristique, dans la seconde. Au début du siècle, le monument antique est au cœur de la fabrique de la ville de Louxor et de l'internationalisation hors des frontières européennes, en Egypte et dans le monde, d'une classe émergente occidentale des loisirs (« démocratisation » du voyage en Orient). Aujourd'hui, le monument constitue au mieux l'avantage comparatif de l'Egypte sur le marché touristique international, dans un renversement de la relation tourisme et monument, où la valorisation économique des ruines antiques est une priorité des responsables égyptiens, mais pas l'unique préoccupation. Le monument devient une ressource parmi d'autres qui permet de générer des revenus en devises, d'attirer les investisseurs, de créer des emplois et d'arguer auprès de la communauté internationale d'une politique d'ouverture et de stabilité, condition élémentaire au développement touristique.



## **Seconde Partie : capter et gérer la rente touristique. Sur les impacts économiques et sociales du tourisme en Egypte**

*« L'économie politique n'est pas la politique : elle ne s'occupe point de la distribution ni de la balance des pouvoirs : mais elle fait connaître l'économie de la société : elle nous dit comment les nations se procurent ce qui les fait subsister. Or, comme c'est aux efforts des particuliers que ces choses sont dues ; comme ce sont principalement les particuliers qui en jouissent, on ne doit pas considérer l'économie politique comme l'affaire des hommes d'Etat exclusivement : elle est l'affaire de tout le monde [...] L'économie politique nous enseigne comment les richesses sont produites, distribuées et consommées dans la société ».*

Jean-Baptiste Say. *Cours d'économie politique et autres essais*. Paris, GF Flammarion, 1996, p. 6.





## Introduction

---

### *Deuxième partie*

#### ***A - Du monument antique comme argument diplomatique, au tourisme international comme rhétorique de développement***

L'idéologie panarabe des années nassériennes aurait pu laisser peu d'espace à une possible survivance des enthousiasmes pharaonistes de l'entre deux guerres, si ce n'est dans une restitution de la grandeur dont témoignent les monuments égyptiens antiques, à l'échelle des ambitions du nouveau régime. Les préoccupations affichées sont ailleurs, accordées à la construction d'une Nation industrielle et indépendante, à la valorisation du paysan égyptien et à la réforme agraire, à la lutte contre l'illettrisme, à la promotion de l'unité arabe. Dans un tel programme, la place du monument antique pourrait sembler limitée.

Les arrivées touristiques en Egypte ne cessent pourtant d'augmenter. Elles passent de 90 000 visiteurs en 1953 à 579 000 en 1966, malgré les événements politiques qui affectent le pays et l'équilibre de la région : crise de Suez en 1956, réformes économiques et nationalisations. Le mouvement est brutalement stoppé par la guerre avec Israël en juin 1967, et retrouve seulement à partir de 1972-73 un niveau comparable aux années qui précèdent le conflit.



4- Arrivées touristiques en Egypte (1952-1972)  
Source: Ministère du Tourisme, CAPMAS

Le patrimoine pharaonique, raison essentielle des motivations des visiteurs étrangers, demeure donc une ressource attractive et précieuse, tant sur le plan politique qu'économique, et devient, notamment à travers le programme de sauvegarde des monuments de Nubie, à la

fois un facteur d'attraction touristique et un instrument non négligeable (et peu étudié) de la diplomatie nassérienne.

Le programme de sauvegarde des monuments de Nubie ouvre à partir de 1959, à l'initiative de Saroite Okacha<sup>259</sup>, ministre égyptien de la culture particulièrement dynamique et passionné, une période nouvelle de relations entre l'Égypte et la communauté internationale. Après plusieurs mois de négociations et de pourparlers, « le 8 mars 1960, l'appel [de l'Unesco] pour la sauvegarde des monuments de la Nubie fut donc lancé, à une période où l'Égypte n'avait pas encore renoué ses relations diplomatiques avec l'Angleterre, la Belgique et la France. Néanmoins, leurs représentants exprimèrent un vote positif au projet présenté »<sup>260</sup>. Le programme est coordonné par l'égyptologue française Christiane Noblecourt, qui contribue déjà depuis 1954 à la création et au développement du Centre d'étude et de documentation au Caire, dédié à l'histoire de l'art et de la civilisation de l'Égypte ancienne. Le service des antiquités est passé depuis 1952 sous la direction d'un Égyptien, sans pour autant évincer complètement les égyptologues français, qui y régnait depuis plus d'un siècle. L'intérêt scientifique pour le monument antique contribue de manière indirecte au maintien de liens entre l'Égypte et le monde occidental, en dépit d'un contexte politique et militaire tendu et belliqueux.

Les antiquités égyptiennes apparaissent comme un espace protégé des vicissitudes de la politique étrangère de l'Égypte, tout en créant les conditions de la poursuite, sur un plan qui se veut culturel et scientifique, des relations diplomatiques avec les anciennes puissances coloniales. Avec l'indépendance de l'Égypte, le monument semble passer au rang des ressources à préserver et à promouvoir, et non plus constituer, comme au XIX<sup>e</sup> siècle, des objets de prestige qui servaient opportunément à gratifier les puissances étrangères<sup>261</sup>. La promotion du monument s'inscrit dans une stratégie diplomatique de valorisation de l'image

---

<sup>259</sup> OKACHA, Saroite. *Ramsès re couronné. Hommage vivant au Pharaon mort*. Le Caire, Dar al-Maaref, 1974. OKACHA, Saroite. *Mes mémoires sur la politique et la culture*, 2000 (en arabe).

<sup>260</sup> DESROCHES NOBLECOURT, Christiane. *La Grande Nubiade. Le parcours d'une égyptologue*. Paris, Editions Stock, 1992, p. 213.

<sup>261</sup> Le protocole traditionnel de gratification, notamment d'antiquités, semble être limité sous le régime de Nasser, selon Mohamed Heykal : « *La liste des présents donnés avant 1970 [depuis l'indépendance] tient sur une seule page du registre du département [des antiquités]* ». HEYKAL, Mohamed. *L'Automne de la colère. L'assassinat de Sadate*. Paris, Ramsay, 1983, p. 196. Le journaliste cite notamment un flacon de marbre en provenance de Saqqâra, offert à Krouchtchev après l'achèvement de la première tranche des travaux du grand barrage.

de l’Egypte dans le monde. L’une des conséquences politique de la construction du grand barrage d’Assouan est notamment d’avoir porté sur la scène médiatique internationale les monuments de Nubie de l’Egypte ancienne. L’affaire permet de renouer avec la communauté internationale et d’insuffler un relatif apaisement dans les relations entre l’Egypte et les puissances européennes. La politique culturelle au service d’une diplomatie souterraine est ainsi consacrée lors de la première exposition à l’étranger du trésor de Toutankhamon, inaugurée au Petit Palais à Paris en février 1967. Elle scelle le retour officiel des relations entre la France et l’Egypte : « Pour la première fois, des objets importants allaient quitter le musée du Caire, et la venue du petit roi dans notre capitale devait entériner l’amitié retrouvée »<sup>262</sup>.

Autre conséquence que l’on peut associer à la campagne de l’Unesco pour les antiquités de Nubie entre 1962 et 1966, le nombre de visiteurs étrangers est doublé, et le retour des touristes après les premières années d’incertitude qui ont suivi l’indépendance témoigne de l’engouement indéfectible du public occidental pour l’Egypte et ses monuments. Le gouvernement ne s’y trompe pas, et publie de 1954 à 1964, la revue *Egypt Travel Magazine* qui témoigne des efforts publics en matière de promotion des ressources patrimoniales et touristiques du pays. Diffusée en anglais et en français, elle s’évertue à promouvoir la grandeur de la civilisation antique égyptienne et la modernité de l’Egypte contemporaine auprès du public international, présentant tout à la fois les discours du président et des articles de spécialistes sur les monuments anciens. Dès 1953, des bureaux de promotion touristique sont créés à l’étranger et l’hôtel géré par la chaîne internationale Hilton est inauguré en 1956 au Caire. En 1965, une « bibliothèque touristique » (*al-maktaba al-syâhiya*) rattachée au ministère du Tourisme publie une série d’études consacrées au tourisme en Egypte<sup>263</sup>.

Le tourisme international reste néanmoins un phénomène subi, induit par la demande des visiteurs étrangers porte, plus qu’il ne participe ni d’une volonté politique explicite ni

---

<sup>262</sup> DESROCHES NOBLECOURT, Christiane. *La Grande Nubiade. Le parcours d’une égyptologue*. Paris, Editions Stock, 1992, p. 21-37.

<sup>263</sup> ‘ABD AL WAHAB, Salah. *La Plannification touristique*, 1966 (en arabe). RAGAB, Hasan. *La Renaissance touristique*, 1966 (en arabe). Ces rapports offrent essentiellement un panorama chiffré du tourisme international en Egypte durant les premières années du régime nassérien jusqu’en 1964. Il faut noter ici que l’auteur de la première étude citée, Salah Abd al-Wahab, demeure jusqu’à nos jours le spécialiste du tourisme en Egypte et dans le monde, expert notamment auprès des agences internationales.

d'une planification économique de l'offre. Nous l'avons dit plus haut, les priorités du gouvernement nassérien sont ailleurs. Il n'en demeure pas moins que le tourisme alimente en devises un pays qui manque cruellement de liquidités. Même si celui-ci n'est, semble-t-il, pas encore pensé comme levier de développement, selon la formule des programmes qui se mettent alors en place dans les agences internationales ou dans certains pays de la région nouvellement indépendants (la Tunisie, par exemple).

### ***B - Tourisme et commoditification des sites antiques***

Les glissements sémantiques attachés à l'administration des monuments de l'Égypte ancienne, révèle l'importance graduelle du secteur du tourisme dans l'économie nationale. C'est un des thèmes que nous abordons dans cette seconde partie. Le monument antique comme objet de patrimonialisation, à savoir comme enjeu et contenu de débat sur l'identité nationale, est rapporté au folklore national ou reste, dans le meilleur des cas, circonscrit à l'élite intellectuelle égyptienne (cf. expériences de Hassan Fathy et de Shâdy Abd al-Salâm). Dans le même temps, la valorisation du monument antique passe progressivement par sa « *commoditification* » en ce sens qu'il s'impose de plus en plus aux pouvoirs publics et aux acteurs économiques comme objet marchand : objet à protéger aux yeux de la communauté scientifique, égyptienne et étrangère ; mais surtout bien économique (*commodity*) comme ressource première d'attraction touristique.

Le terme de *commodity* associé à celui de patrimoine n'est pas neutre. Il renvoie aux définitions simmeliennes utilisées par A. Appadurai dans une perspective d'analyse de la circulation des biens<sup>264</sup>. Nous ne nous inscrivons pas ici complètement dans ce cadre, même si la *vie sociale* des monuments en général en Egypte pourrait constituer un terrain de questionnement anthropologique et historique particulièrement fécond. Nous y puisons en revanche certains termes de définition afin de souligner le lien qui articule patrimoine et tourisme, en ajoutant une troisième dimension, celle de valeur économique. Nous considérons que la *commoditification* du monument antique au service du tourisme international répond à des choix économiques et des contraintes de développement. Ainsi, toujours en suivant le fil proposé par Appadurai, peut-on avancer que « *what creates the link between exchange and*

---

<sup>264</sup> APPADURAI, Arjun. « Introduction: Commodities and the Politics of Value ». In: *The Social Life of Things. Commodities in Cultural Perspective*. Cambridge, Cambridge University Press, 1986, pp. 3-63.

*value is politics, construed broadly* ». Par *politics*, nous entendons de manière large les conditions, les contraintes (externes/internes) et les choix qui président à la formulation et à l'application de mesures de développement touristique fondé sur l'exploitation du monument historique.

Nous l'avons déjà évoqué, l'une des conséquences de ce processus de *commoditification* touristique du monument est, en premier lieu, d'évacuer le débat sur les enjeux identitaires et d'appeler au consensus. Le référent pharaonique est alors vidé de tout contenu politique face à des idéologies panarabes et panislamistes nettement plus performantes. Le tourisme historique et culturel est admis comme potentiel économique, sous les trois régimes égyptiens qui se succèdent à partir de 1952, dans un contexte où les agences internationales l'érigent en facteur de développement, le monument antique étant l'avantage comparatif de l'Egypte sur le marché touristique mondiale. Tant que les pyramides seront là, les touristes viendront les visiter, comme aiment le répéter les professionnels égyptiens. A ce titre, le tourisme –ou plutôt les revenus tirés de l'exploitation touristique des sites historiques, culturels et naturels, sont considérés comme une rente qu'il s'agit de capter, de gérer et (éventuellement) de redistribuer, au nom du développement économique et social. Le monument antique devient alors un produit touristique parmi d'autres, correspondant à une demande spécifique, le tourisme culturel, dominant jusque dans les années quatre-vingts dix.

Nous proposons dans le premier chapitre de cette seconde partie une analyse des rhétoriques développementalistes autour du thème du tourisme, qui émergent dans les années soixante. Il s'agit de mettre en perspective, sur les trois régimes égyptiens qui se succèdent depuis 1952, les modalités d'ouverture au tourisme international, présentée comme alternative de développement économique. Il s'agit ensuite d'examiner les dispositifs de captation, de gestion et de distribution des revenus tirés du tourisme. A partir d'un bilan en chiffres du tourisme en Egypte, mobilisant les méthodes classiques d'expertise, l'objectif de cette partie est de prendre la mesure du rôle du secteur touristique dans l'économie nationale et locale, de ses impacts, mais aussi de son usage politique, dans un contexte de capitalisme d'état sous Nasser, d'infitah économique sous Sadate, et de libéralisation à la mode FMI sous Moubarak.

L'exercice implique une manipulation inconfortable et limitée de chiffres et de données (deuxième chapitre). D'une part, le tourisme international en Egypte retient l'attention des économistes depuis peu; d'autre part, les méthodes d'évaluation de l'impact économique du tourisme sont, de manière générale, insatisfaisantes (cf. annexe 2); enfin, les données

statistiques ne sont pas toujours disponibles, et lorsqu'elles le sont, elles sont le plus souvent incomplètes ou incohérentes. Les problèmes de méthodes et d'accès aux données à l'échelle macro confortent notre parti pris pour une approche qualitative, à des échelles plus fines, dès lors que nous tentons de restituer les enjeux (et les conditions de leur production) qui participent aux politiques de développement touristique en Egypte durant les trente dernières années, à Louxor en particulier (troisième chapitre). D'une petite économie politique du tourisme en Egypte à l'analyse des politiques publiques du secteur, nous tendrons par conséquent à privilégier l'observation ethnographique, afin de fournir des éléments de réponse à quelques unes des questions relatives au tourisme présenté comme moteur de développement : Comment circulent les dépenses des touristes étrangers ? Quels sont les enjeux politiques et sociaux qu'implique une spécialisation touristique à l'échelle locale, voire individuelle ?

## I - Economie politique du tourisme en Egypte

---

### *A - Développement et éthique, une contrainte économique érigée en vertu politique*

A partir des années soixante, les agences internationales (Nations Unies, UNESCO, Banque Mondiale) encouragent les politiques de valorisation du patrimoine historique et culturel et de promotion du tourisme international comme potentiel de développement pour les Nations nouvellement indépendantes. Le mouvement touristique mondial est alors en pleine expansion : il passe de 25 millions en 1950 à 120 millions en 1966 et la croissance du flux touristique ne cessera depuis d'augmenter<sup>265</sup>. Les agences de l'ONU ainsi que les experts de la Banque Mondiale s'efforcent alors de définir des programmes dans lesquels le tourisme international constituerait une source de développement pour les pays du Sud. La conférence des Nations Unies organisées à Rome en 1963 en pose les premiers jalons, déclarant que « *le tourisme peut apporter et apporte effectivement une contribution vitale à la croissance économique des pays en développement* »<sup>266</sup>. M. F. Lanfant rappelle comment, durant les années soixante et soixante dix, « *on assiste à une intense campagne de persuasion en direction des pays en développement, qui sont invités à ouvrir leurs frontières aux touristes, à donner une place prioritaire au secteur touristique dans leur économie, à accueillir les capitaux étrangers désireux d'investir en ce domaine et à leur concéder des avantages fiscaux et des garanties* »<sup>267</sup>.

La Banque mondiale tout particulièrement contribue à la promotion de cette vision : « *Le tourisme représente pour les pays en voie de développement le véritable moteur du développement, de la même façon que le fut l'industrie lourde pour l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle... Les pays développés vont pouvoir aider les pays pauvres en diffusant, par l'intermédiaire de*

---

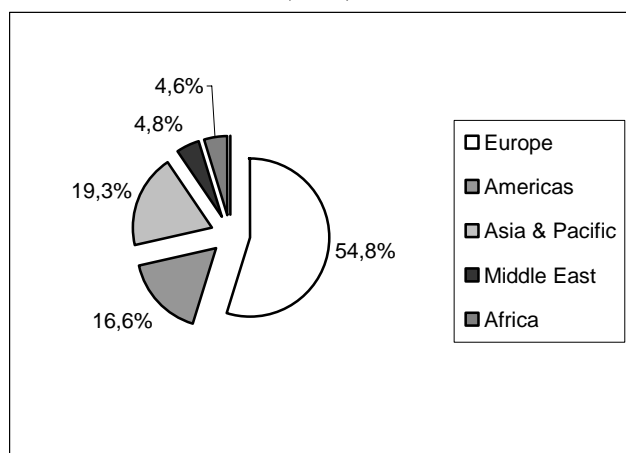
<sup>265</sup> Organisation Mondiale du Tourisme, une agence inter-gouvernementale créée en 1974.

<sup>266</sup> Nations Unies. *Recommendations on International Travel and Tourism*. Rapport de la conférence de Rome, 1963.

<sup>267</sup> LANFANT, Marie-Françoise. « Le Tourisme dans le processus d'internationalisation ». *Revue Internationale des Sciences Sociales*, Paris, Unesco, vol. XXXII, n°1, 1980, p. 15. L'article, qui peut paraître ancien, est une critique toujours pertinente aujourd'hui des *credo* développementalistes des années soixante dix en matière de développement touristique.

leurs touristes, la connaissance, le savoir-faire, les valeurs des techniques et des capitaux à un pays en voie de développement de sorte que, peu à peu, sa société, sa culture et ses formes deviendront une variante de ce qui a fait le succès de la communauté atlantique des pays développés »<sup>268</sup>. M. F. Lanfant nous rappelle qu'entre 1969 et 1979, la Banque Mondiale a financé vingt quatre projets dans le secteur touristique, dans dix huit pays, contribuant ainsi à la mise en place d'infrastructures d'accueil pour des visiteurs étrangers de plus en plus nombreux et demandeurs de destinations exotiques nouvelles<sup>269</sup>. Le tourisme international est dès lors présenté comme un éventuel « *passport pour le développement* » des pays du Sud, selon la formule consacrée dans les années soixante-dix<sup>270</sup>, reprise jusqu'à nos jours par nombre de dirigeants politiques : Fu'âd Sultân, ministre du tourisme de 1984 à 1993, ainsi que son successeur Mahmûd al-Baltâguy (1993-2004), aiment ainsi à présenter le secteur touristique comme la « *locomotive du développement* » – *qitâr al-tanmiya*.

#### 5- Part du tourisme mondial par région de destination (2005)



Source : Organisation Mondiale du Tourisme, <http://www.world-tourism.org/facts/tmt.html> Amériques et Europe captent en 2006 71,4 % du flux émetteur touristique mondial, lequel est pour plus des deux tiers originaires des pays industrialisés..

Le postulat de tels programmes repose sur un principe auquel nombre d'économistes et de décideurs politiques souscrivent : le tourisme serait facteur de redistribution d'une partie des richesses mondiales, dès lors que le flux touristique, composé pour plus de deux tiers de ressortissants des pays industrialisés, se déploierait vers les pays en développement.

<sup>268</sup> Propos de H. Davies (1966), haut responsable de la Banque mondiale, rapporté dans CAZES, Georges. « Tourisme et relations internationales, perspective cavalière du dernier demi-siècle ». *Relations Internationales*, n°102, été 2000, pp. 239.

<sup>269</sup> LANFANT, Marie Françoise. « International Tourism, Internationalization and the Challenge of Identity ». LANFANT & ALLCOCK & BRUNER (ed.) *International Tourism. Identity and Change*. London, Sage Publications, 1995, p. 24-43.

<sup>270</sup> DE KADT, Emmanuel. *Tourisme, passport pour le développement ?* Paris, Economica, 1979. Rapport établi pour l'Unesco et la Banque Mondiale.



Il entraînerait avec lui les capitaux nécessaires à la mise en place d'infrastructures d'accueil et de services, injecterait des devises dans les économies nationales, générerait des emplois, etc. Lanfant et Cazes, du côté des Français, Burns, chez les Anglo-saxons, ont particulièrement critiqué cette vision mécaniciste des effets économiques du tourisme international, pointant avant tout les logiques de monopole des firmes multinationales plutôt que les principes de distribution des richesses produites dans le pays par les activités touristiques<sup>271</sup>. En outre, près de 60 % du flux touristique mondial concerne en 2005 exclusivement les pays industrialisés (Amérique du Nord, Europe et Japon), avec une forte tendance des touristes à voyager au sein de leur propre pays (ce qui est le cas pour les Américains du nord, les Français, ou encore les Chinois et les Indiens). Pourtant, le tourisme comme facteur de croissance et de développement fait école, dans une vision de réajustement et de distribution nord-sud des richesses, prenant exemple sur le « miracle » de la croissance espagnole des années soixante et soixante-dix<sup>272</sup>.

Aux vertus de croissance économique et de moteur du développement avancées dans les années soixante-dix, succède dans les années quatre-vingts, une conception aux dimensions humaines (*human faces*) du développement touristique, en accord avec les préoccupations relatives à l'environnement naturel et humain. La notion de tourisme durable/intégré (*sustainable tourism*) émerge dans la continuité des idées avancées par l'ONU dans le rapport *Brundtland* de 1987 et de la conférence internationale de Rio de 1992. Les thèmes sont rapidement repris par l'Organisation Mondiale du Tourisme. Celle-ci, créée en 1974, regroupe cent cinquante Etats et plus de trois cents membres affiliés, organismes et compagnies privés et publics, organisations non gouvernementales, universités, agences, associations professionnelles. L'OMT développe depuis plus de deux décennies des outils destinés aux Etats et aux professionnels du tourisme, en vue d'harmoniser les politiques de développement touristique, les méthodes de calculs, d'analyse et de prospective<sup>273</sup>.

---

<sup>271</sup> BURNS, Peter. « Tourism Planning. A Third Way? ». *Annals of Tourism Research*, vol. 31, n° 1, pp. 24-43, 2004. CAZES, Georges. *Tourisme et Tiers-Monde, un bilan controversé*. Paris, L'Harmattan, 1992.

<sup>272</sup> ... en omettant souvent le rôle beaucoup plus important des revenus des émigrants dans le décollage économique espagnol dans les années soixante, puis de l'intégration progressive de l'Espagne à l'Union européenne (alors nommée Communauté économique européenne, CEE).

<sup>273</sup> Pour une définition des concepts et l'accès aux principaux textes produits par l'organisation internationale en matière de tourisme durable, nous renvoyons au site internet de l'OMT : <http://www.world-tourism.org/sustainable/concepts.htm>

Enfin, la décennie quatre-vingt dix voit apparaître une troisième thématique associée au tourisme international, en lien direct avec les conjonctures internationales : le tourisme comme facteur de paix et de stabilité politique, dans une version angélique et optimiste ; ou bien tourisme et terrorisme, dans une version plus géopolitique susceptible de susciter l'intérêt des politologues<sup>274</sup>. La version optimiste est fondée sur le principe bien pensant que le tourisme rapproche les peuples, ouvre les frontières et contribue à l'échange social et culturel. Le rapport tourisme/terrorisme devient explicite dans les années quatre-vingt dix lorsque enlèvements et attentats à l'encontre des touristes étrangers deviennent un moyen de pression de groupes extrémistes : Turquie, Egypte, Colombie, Cachemire, Yémen, Philippine, etc.<sup>275</sup> Pour autant, il semble pour beaucoup d'experts et de politiques que « *la guerre et le tourisme s'inscrivent dans une sorte de vaste système de vases communicants, l'ouverture - ou la réouverture - à la visite pacifique étrangère sanctionnant un recul de toutes les formes de violences, un retour aux principes démocratiques et à la sécurité civile [...] En recommandant un assouplissement de réglementations policières et douanières à l'entrée touristique, les organisations internationales sont convaincues d'œuvrer à l'établissement de la paix* »<sup>276</sup>.

Ces diverses thématiques qui animent depuis plusieurs décennies les cercles d'expertise du tourisme et les hommes politiques ne laissent pas en reste les principales compagnies leader. Trigano, président du Club Méditerranée, fonde en 1997 une « *université pour la culture et pour la paix* », bénéficiant des soutiens de l'Unesco, de l'OMT et de l'Union Européenne. Plus récemment, en 2003, le groupe Thomas Cook s'associe à l'organisation non gouvernementale CARE pour le financement de projets de développement et établit au sein de

---

<sup>274</sup> Le numéro 102 de la revue *Relations Internationales*, été 2000, est consacré à « Tourisme et relations internationales », marquant pour la première fois dans le paysage politologique français l'intérêt de la discipline pour l'objet tourisme.

<sup>275</sup> DRAKOS, Konstantinos & KUTAN, Ali. "Regional Effects of Terrorism on Tourism in Three Mediterranean Countries". *Journal of Conflict Resolution*, vol. 47 No. 5, October 2003 621-641. ENDERS, Walter, SANDLER, Todd & PARISE, Gerald. « An Econometric Analysis of the Impact of Terrorism on Tourism ». *KYKLOS*, 1992, p. 531-554. MESKELL, Lynn. *Sites of Violence. Terrorism, Tourism and heritage in the Archaeological Present*. University of Columbia, University seminar on Historic Monuments and Sites, January 2001, 18 p. Texte disponible sur [www.mcah.columbia.edu-usem2001/lmm\\_paper.pdf](http://www.mcah.columbia.edu-usem2001/lmm_paper.pdf). SÖNMEZ, Sevil. « Tourism, Terrorism and Political Instability ». *Annals of Tourism Research*, vol. 25, n° 2, p.416-456, 1998. ANSON, Caroline. « Planning for Peace: The Role of Tourism in the Aftermath of Violence ». *Journal of Travel Research*, vol. 38, August 1999, p. 57-61. DENECE, Eric & MEYER, Sabine. *Tourisme et terrorisme. Des vacances de rêve aux voyages à risque*. Paris, Ellipses, 2006.

<sup>276</sup> CAZES, Georges. « Tourisme et relations internationales, perspective cavalière du dernier demi-siècle ». *Relations Internationales*, Paris, n°102, été 2000, pp. 233-245.

l'entreprise une charte éthique du « touriste responsable ». Nouvelles Frontières, intégré en 2002 au groupe allemand TUI, leader mondial de l'industrie touristique, met en place un réseau de prestations en partenariat avec des organisations non gouvernementales (ONG) autour du thème du développement durable<sup>277</sup>. Le International Institute for Peace through Tourism regroupe par ailleurs des représentants du monde des affaires et des organisations internationales, organise des conférences et produit chartes et textes à l'intention du touriste et des professionnels du secteur, à l'instar du « *credo of the peaceful traveler* »<sup>278</sup>.

Dans la région tourmentée du Moyen Orient, qui comptent moins de 5 % du flux mondial<sup>279</sup>, la thématique « tourisme, développement et paix » est largement reprise et apparaît dans la première moitié des années quatre-vingt dix dans une volonté de promouvoir une image de stabilité politique. L'Egypte se fait précurseur en la matière lorsqu'au lendemain des accords de Camp David et du retrait progressif israélien du Sinaï (à partir de 1982 et achevé en 1986), les agences de tourisme égyptiennes commencent à organiser des voyages à destination d'Israël, et réciproquement, dans une optique d'échanges économiques et culturels, et, idéalement, de dépassement des conflits. Pourtant, une enquête conduite auprès de touristes israéliens en visite en Egypte dément ce postulat qui consiste à penser que la rencontre touristique réduirait tensions et conflits. Bien au contraire, elle renforcerait préjugés et stéréotypes de part et d'autre<sup>280</sup>.

Au début des années quatre vingt dix, et à la faveur du contexte géopolitique de l'après guerre du Golfe – l'Egypte s'affirme encore plus comme l'interlocuteur privilégié et incontournable sur la scène régionale, la conférence de *American Societies for Tourism*

---

<sup>277</sup> « Thomas Cook poursuit son engagement dans le tourisme responsable », 21 novembre 2003. « Nouvelles Frontières s'engage dans le tourisme durable », 29 décembre 2003. Articles en ligne sur <http://www.novethic.fr>

<sup>278</sup> Le texte est en huit points : « 1. Journey with an open mind and gentle heart; 2. accept with grace and gratitude the diversity I encounter; 3. revere and protect the natural environment which sustains all life; 4. appreciate all cultures I discover; 5. respect and thank my hosts for their welcome; 6. offer my hand in friendship to everyone I meet; 7. support travel services that share these views and act upon them and; by my spirit, words and actions, encourage others to travel the world in peace » <http://www.iipt.org/credo.html>

<sup>279</sup> Il faut toutefois souligner l'augmentation de la part du Moyen Orient sur le marché touristique internationale, passant de 3,6% en 2002 à 4,8% en 2005, en dépit de la conjoncture régionale (guerre en Irak, conflit israélo-palestinien).

<sup>280</sup> AMIR, Yehuda & BEN ARI, Rachel. « International Tourism, Ethnic Contact and Attitude Change ». *Journal of social issues*, 1985, p. 105-117.

*Association* (ASTA), organisée au Caire en septembre 1992, est officiellement placée sous le signe de la paix. Le tourisme, « *voie de la paix et de la stabilité* », constitue, selon les propos du président égyptien, la cheville ouvrière du développement économique et de la libéralisation<sup>281</sup>. Par ailleurs, avec la signature des accords d'Oslo en 1994 entre Israéliens et Palestiniens, un vaste chantier se met en place pour la promotion d'une zone économique de libre circulation, avec un système de visa commun, entre l'Egypte, la Palestine, Israël et la Jordanie, en vue d'organiser des circuits thématiques, religieux, culturels ou d'aventure<sup>282</sup>. Ce projet commun de développement touristique s'inscrit dans le cadre du *Regional Economic Development Working Group* créé en 1994, dans le sillon de la conférence de Madrid (1991) placée sous le patronage de l'Union Européenne. Lors du premier sommet MENA tenu à Casablanca (1994), est créée la *Middle East-Mediterranean Travel and Tourism Association*, ouverte aux pays de la zone méditerranéenne et moyen orientale et regroupe des représentants des secteurs public et privé. Le développement touristique dans la région est placé au service de la paix, certes, mais aussi d'une certaine demande touristique occidentale pour le voyage en terre sainte : « *Egypt, Jordan and the West Bank and Gaza Strip were something of joint destination before 1948, mainly for pilgrims and a small number of travellers seeking adventure [...] The launching of the Middle East peace process in 1991 gave the tourist industries in these three countries/areas a boost [...] More effort must be expended to develop and market the Holy Land destination on the basis of its own merits* »<sup>283</sup>. Notons combien sont persistantes et opératoires les représentations orientalistes, héritées du siècle dernier à l'égard d'une région dont les équilibres ont été depuis profondément bouleversés. Le projet n'aura cependant guère dépassé la déclaration d'intention, la stabilité régionale étant mise à mal par les attentats terroristes en Egypte, les divergences entre gouvernements et, finalement, les vicissitudes du processus de paix israélo-palestinien et son enterrement à partir de 2000.

En Egypte, l'initiative d'un agent touristique égyptien synthétise à sa manière la diversité des rhétoriques développementalistes associées au secteur touristique. En réaction

---

<sup>281</sup> *Al-Ahrâm*, 23 septembre 1992. Discours présidentiel pour l'inauguration du congrès mondial des professionnels du tourisme, organisé par *American Societies for Tourism Association* (ASTA).

<sup>282</sup> *Middle East Process : A User's guide to the Multilateral Bodies of the Middle East Process*. <http://www.usembassy-amman.org.jo/USAID/WRE%20Book/Annex-F.doc> (sans date).

<sup>283</sup> Economic and Social Commission for Western Asia (ESCWA). *The Impact of the Peace Process on Trade in Services : The Tourism Sector in The ESCWA Region. Case Studies of Egypt, Jordan and the West Bank and Gaza Strip*. New York, United Nations, p. 10 1998.

contre la vague d'attentats terroristes qui secouent le pays entre 1992 et 1997. Quelques mois après l'attentat du temple de Hatshepsout (novembre 1997), Mustafa al-Guindy lance une vaste opération de séduction auprès des *tour operator* européens, sous l'intitulé « *Tourism against misery* », selon l'idée que le terrorisme, qui vise les touristes étrangers, serait une conséquence du mal développement et de la pauvreté qui sévissent dans les provinces égyptiennes. Le principe consiste à reverser 1% ou 1 dollar du prix de la nuitée en hôtel à un fond de soutien aux projets de développement local. L'entrepreneur égyptien résume sa démarche ainsi : « *Le problème de la misère n'est pas résolu par la charité mais par la redistribution. (...) La redistribution, c'est la révolution du consommateur, le seul qui soit écouté par la machine économique* »<sup>284</sup>. Mustafa al-Guindy séduit Jacques Séguéla et le groupe Accor, recueille des dizaines de signatures de soutien à son projet. Un label est créé et un réseau d'établissements touristiques agréés se met en place dans le monde. L'association change finalement son nom, pour celui de « *Tourism for Development* ». Slogan désormais entendu aussi dans les agences internationales : en 2003, l'OMT devient agence spécialisée de l'ONU et affiche son programme de lutte contre la pauvreté (*Sustainable Tourism-Eliminating Poverty, ST-EP*).

Les recommandations de développement touristique préconisées se veulent désormais résolument éthiques, avec un *Code Mondiale Ethique* produit en 2003 par l'OMT, pour la promotion de la paix et la gestion des crises, pour l'éradication de la pauvreté et dans le respect des diversités culturelles et de l'environnement. Implicitement, et immuablement depuis plusieurs décennies, le tourisme est présenté comme la solution à tous les maux du mal développement, dès lors que ce secteur économique connaît sur les vingt dernières années un taux de croissance exceptionnel et représente plus de 8 % des exportations mondiales en biens et services. En 1999, avec 650 millions de voyageurs dans le monde, les recettes tirées du tourisme (secteur du transport aérien inclus) s'élevaient à 555 milliards de dollars dans le monde, surpassant ainsi tous les autres secteurs<sup>285</sup>. En 2005, malgré le terrorisme, les catastrophes naturelles, les menaces sanitaires (grippe aviaire), la hausse du prix du pétrole,

---

<sup>284</sup> « Mustafa El-Gendy, l'apôtre du 1% tourisme », *Le Monde*, 23 septembre 2000.

<sup>285</sup> Par comparaison, les recettes à l'exportation du secteur automobile ne dépassent pas les 500 milliards, l'industrie du textile et de la confection est à 340 milliards de recettes. Organisation Mondiale du Tourisme et Fonds Monétaire International, *International Tourism Development 2000*. Site internet : <http://www.world-tourism.org>

les incertitudes économiques et politiques, etc, on compte plus de 800 millions de touristes dans le monde, représentant 680 milliards de dollars de recettes<sup>286</sup>.

La manne touristique constitue un argument économique de poids, les chiffres sont explicites et les gouvernements de pays du sud voudraient y croire. Du côté des experts internationaux et des élites nationales, les déclinaisons du thème tourisme et développement sont multiples, à l'instar d'une boîte vide dans laquelle toute préoccupation à caractère « développementaliste » du moment peut être accommodée. Du côté des sociétés d'accueil et de leur gouvernement, le développement du tourisme international implique une dimension idéologique encore plus marquée : promoteur de valeurs mais aussi de choix politiques et économiques, engagés par les autorités nationales, le plus souvent sur les conseils appuyés des agences financières internationales.

Deux notions sont mises en œuvre dans la définition et l'application des programmes de développement touristique : à savoir l'*ouverture* et l'*éthique*. Ainsi, l'accueil des touristes étrangers témoigne de l'ouverture de la société. Ce « principe » ne s'applique pas seulement aux cadres simplistes de la rencontre des cultures. Dans les années soixante-dix en Egypte, elle renvoie littéralement à la politique d'*infitâh*, (ouverture en arabe) et préside aux programmes de réformes économiques engagés par Sadate à partir de 1974. La notion prend tout son sens lorsqu'elle guide les réformes entreprises dans le secteur touristique : économiquement, le secteur bénéficie de la primeur de mesures fiscales incitatives, d'investissement privé et de rapatriement des bénéficiaires. En retour, la promotion du tourisme international gage de la « bonne volonté » du gouvernement en matière de stabilité politique, notamment après les accords de Camp David ; mais aussi en matière de réformes économiques, dans les années quatre vingt dix, lorsque l'Egypte s'engage dans un programme d'ajustement structurel et une nouvelle étape de libéralisation de son économie.

---

<sup>286</sup> Organisation Mondiale du Tourisme. *International Tourism Development 2000 et Highlights 2001*. Site internet : <http://www.world-tourism.org> L'attentat du 11 septembre 2001 a entraîné une légère baisse du flux touristique mondial. La guerre en Irak et les attentats terroristes qui surviennent dans le monde depuis 2001 aurait dû par ailleurs fragiliser le secteur touristique. Il enregistre pourtant plus de 700 millions de touristes en 2002, mais connaît une baisse de 1,2 % en 2003, pour enregistrer une hausse de 10% en 2004. Les événements terroristes ont aujourd'hui un impact très relatif sur les mouvements touristiques internationaux. Ceci tient pour l'essentiel à l'évolution de la demande touristique, tant en réaction aux événements qu'en raison d'une transformation structurelle des pratiques de consommation touristique. Pour plus de détails, voir SIMON, Patrick, *Stratégie des opérateurs touristiques sur le marché des voyages*. IREST, Université de Paris I, janvier 2003, <http://www.tourisme.gouv.fr/fr/navd/mediatheque/publication/>

L'*éthique* est généralement destinée au touriste occidental : consommer toujours plus, mais « mieux », dans le respect de l'Autre et de l'environnement naturel, social et culturel. En Egypte, l'*éthique* en matière de développement touristique, mobilise aussi la responsabilité des d Egyptiens. L'expression est plus diffuse, selon les gouvernements : chez Sadate, elle se pressent dans la « *stratégie civilisatrice* » que préconise le président en 1974 à la bonne application de son programme d'ouverture (*infitah*) : « *Il faut une impulsion révolutionnaire pour réactiver le tourisme en Egypte qui jouit d'une position privilégiée par ses potentiels touristiques tout au long de l'année, et sous diverses formes, historiques, religieuses, thérapeutique, et récréatives. Par notre position géographique, nous nous trouvons au coeur du monde et au carrefour des continents. Il ne suffit pas de développer le tourisme pour construire de nouveaux hôtels. Encore faut-il promouvoir l'ambiance civilisatrice nécessaire au touriste, lui assurer le traitement et les facilités auxquelles il s'attend, diversifier les sites touristiques, et lui faciliter leur accès et les moyens de communications rapides avec le monde extérieur* »<sup>287</sup>. Le tourisme comme facteur de développement devient justification idéologique d'une nécessité économique annoncée et considérée comme telle (libéralisation de l'économie) dans le document d'octobre 1974. Selon la rhétorique sadatienne, l'*infitah* est en partie portée par une *stratégie civilisatrice*, laquelle est elle-même portée par les valeurs que véhicule le secteur touristique (hospitalité et rencontre des peuples). Aussi semble-t-il appartenir à tout Egyptien soucieux du bon développement du pays de « *promouvoir l'ambiance civilisatrice nécessaire au touriste* ».

Comme en écho aux formulations de Sadate, le discours à caractère éthique en matière de tourisme international se fait plus direct de la part de l'ancien ministre du tourisme, Mahmûd al-Baltâguy. En poste de novembre 1993 à juillet 2004, Il est un homme de communication qui aime les belles formules. Dès sa prise de fonction, l'*éthique* s'insère dans une expression fétiche du ministère : celle de « conscience touristique », *al-wa'y al-siyâhy*, laquelle en arabe se rapproche à une lettre près de « conscience politique », *al-wa'y al-siyâsy*. Hasard de la langue arabe ? il n'empêche que la *conscience touristique* devient tout au long des années quatre-vingt-dix et jusqu'à nos jours une ligne politique du ministère du tourisme et des élites égyptiennes en matière de promotion et de développement touristique, imputant, implicitement, aux individus qui en seraient dépourvus, la responsabilité des violences qui

---

<sup>287</sup> Document de travail d'octobre présenté par A. al-Sadate. Ministère de l'Information, Le Caire, avril 1974. Chapitre « *stratégie civilisatrice* », p. 51.

agitent l’Egypte et mettent en péril le secteur lucratif du tourisme. L’expression sous-tend une pétition de principes : d’une part l’ignorance des populations quant à l’importance stratégique du tourisme en Egypte ; de l’autre, la nécessité d’instruire, au sens propre du terme, les populations sur ces questions.

Ce vaste programme de *conscientisation touristique* se met donc en place en collaboration avec les ministères de l’information et de l’éducation. Le premier produit depuis le début des années quatre vingt dix plusieurs émissions sur le tourisme et les touristes en Egypte, diffusées sur les chaînes nationales et régionales<sup>288</sup>. Le titre des programmes sont éloquent, comme celui de « *L’Egypte à travers leur regard* ». Dans le même temps, le ministère de l’Education et son *institut académique pour le tourisme*, chargé de la coordination avec le ministère du Tourisme, mettent en place dans les programmes d’enseignement une introduction aux valeurs qu’il est bon d’enseigner aux enfants sur le tourisme.

Nous avons retenu l’exemple d’un manuel scolaire destiné aux élèves du cycle primaire. Son contenu vise à la fois l’apprentissage de la langue arabe et propose en intrigue des thèmes choisis d’instruction civique. La première leçon est placée sous le chapitre « *Egypte, mon pays* » : l’Egypte est présentée en premier lieu comme terre de sécurité (*al-amm*) et de foi (*al-imân*), comme terre de trésors antiques (*al-athâr*) et du tourisme (*al-siyâha*), terre de *al-azhâr al-sharîf*, l’université d’al-Azhar. Le cours s’attache à la « *question du tourisme et du développement de la conscience touristique* »<sup>289</sup>. Le style du texte repose sur le mode du « moi, Egyptien... », et les textes, relativement courts, emmènent le lecteur à travers le pays : « *Les touristes viennent [en Egypte] de tous les pays du monde, je visite les musées et les sites antiques, j’apprends les fondements de la renaissance moderne* »<sup>290</sup>. La leçon s’achève en forme d’adage patriotique : « *mon histoire est prestigieuse, mon peuple, généreux, il accueille les étrangers et respecte les invités* ». Les leçons qui suivent associent à la question de la conscience touristique un autre thème, celui des droits des enfants en leçon deux, lors de la visite du Caire ; l’environnement apparaît en leçon trois et quatre, lors du

---

<sup>288</sup> Les chaînes régionales ont été créées à partir de 1997. La chaîne 8 couvre le sud de l’Egypte, de Miniya à Assouan. Les programmes touristiques y sont largement diffusés.

<sup>289</sup> En arabe : قضية السياحة و تنمية الوعي السياحي

<sup>290</sup> En arabe : معالم النهضة الحديثة



séjour à la mer. La question touristique est finalement épuisée à partir de la leçon six, où l'on passe définitivement aux droits de l'homme.

*Stratégie civilisatrice* pour Sadate, *conscience touristique* sous Moubarak, nous observons que la dimension éthique du tourisme international ne relève pas seulement du voyageur contemporain et de ses prestataires de service. Elle incombe aussi à l'hôte, c'est pour le moins le point de vue des décideurs politiques nationaux égyptiens. Chez les deux chefs d'Etat, le discours éthique vient justifier ou marquer des choix politiques et économiques : chez Sadate, le tourisme apparaît en quelques sortes comme la justification respectable, -respectable en ce sens qu'elle met en avant les notions d'hospitalité et d'ouverture au monde, de l'ajustement du pays aux contraintes internationales et du passage à l'économie de marché. L'idée de *conscience touristique* sous le gouvernement de Moubarak s'articule au contexte de violence politique et d'attaques contre des touristes étrangers qui mettent en péril le premier secteur économique générateur de devises et d'emplois ; un secteur que les autorités voudraient aussi exemplaire des réformes de libéralisation et de gages accordés aux bailleurs internationaux. La démarche des dirigeants égyptiens est finalement simple : inculquons au peuple l'idée que le tourisme est bon pour le pays, pour son image et pour son économie. C'est ce que Ahmad Nazif, nommé premier ministre en juillet 2004, s'efforce de poursuivre à travers une vaste campagne de spots télévisés et d'affichages publics, avec pour slogan « le tourisme est bon pour toi ».

Peut-on observer au cours de la décennie écoulée que l'intensité des campagnes de « conscientisation touristique » s'accroît à mesure que le gouvernement égyptien s'engage plus résolument dans son programme de réformes économiques (de renforcement sécuritaire et de durcissement politique, notamment à l'égard de l'opposition) ; accordant ainsi une dimension idéologique au phénomène touristique international, qui permet d'appuyer et de justifier des choix économiques qui dépassent le simple secteur touristique. Nous proposons dans ce qui suit de faire une analyse comparée des politiques des trois régimes successifs depuis 1952 à l'égard du secteur touristique.

## **B - Gérer la rente touristique**

### *Les années Nasser : le tourisme au cœur du capitalisme d'Etat*

Le caractère incontournable du secteur privé dans les activités touristiques peut paraître paradoxal sous le régime nassérien. Pourtant, comme le rappelle G. Matthew, les nationalisations engagées sous le régime de Nasser concernent essentiellement les domaines de l'industrie et de l'agriculture, et entament finalement peu le secteur privé local des services et du commerce auxquels le tourisme participe<sup>291</sup>. J. Waterbury rappelle que le secteur privé représente avant 1952 85 % du PIB alors qu'il n'est plus que de 56 % vingt ans plus tard. Il n'a pour autant pas totalement disparu et, comme le souligne Waterbury, se niche dans quelques secteurs stratégiques : « *from 1956 to 1971 [...] product-sharing in the petroleum sector, hotel management contracts in tourism, licensed pharmaceutical production within the public sector and provision of Fiat assembly kits for Nasr Automotive constituted the major manifestations of multinational involvement in Egypt's socialist economy of the 1960s* »<sup>292</sup>. Si peu d'efforts n'est fait pour attirer les capitaux étrangers, il faut souligner que dès 1952-53, le secteur touristique fait office d'exception et bénéficie de lois facilitant l'investissement étranger et privé : exemption de taxes sur sept ans, liberté de transferts des bénéfices dégagés sur les investissements étrangers, facilités d'emprunts auprès des banques et des fonds d'assurance. La compagnie publique *Misr Hotel Company* et le Haut conseil au Tourisme sont créés en 1953, ainsi que des comités régionaux à partir de 1957 en vue de promouvoir le tourisme intérieur. Huit compagnies de développement touristique à capitaux mixtes voient le jour durant la période 1953-1960. Cependant, des quatre-vingt-quatorze agences de tourisme existantes aux lendemains de la révolution de juillet 1952, seulement quarante-trois sont maintenues selon les nouvelles dispositions de la loi de 1954<sup>293</sup>.

---

<sup>291</sup> GRAY, Matthew. « Economic Reform, Privatization and Tourism in Egypt ». In : *Middle East Studies*, vol.34, n°2, April 1998, pp. 91-112.

<sup>292</sup> WATERBURY, John. *The Egypt of Nasser and Sadat. The Political Economy of two Regimes*. Princeton, Princeton University Press, 1983, p. 129.

<sup>293</sup> Communication de Abdel Rahman Selim : « The Process of Tourism Planning and Development in Egypt ». *Workshop on Tourism Planning in Egypt, Theory and Practice*. Rapport non publié. Goethe Institute et ministère du Tourisme, 29 septembre/1<sup>er</sup> octobre 1986.

Si des lois sont promulguées en faveur de compagnies de développement touristique à capitaux mixte (loi n° 156 de 1953), l'Etat demeure partenaire majoritaire et incontournable à partir de 1961 : les lois relatives aux nationalisations redéfinissent les modalités d'activités du secteur touristique, tant dans l'administration des hôtels que de la propriété des établissements. Ainsi, EGOH, *Egyptian General Organisation for Tourism and Hotels*, consortium public d'administration des activités touristiques, est créé au début de l'année 1962 : « *Tourism projects became an integral part of the Central Plan* », selon Abdel Rahman Selim. Il serait tentant de comprendre que le secteur touristique devient une priorité de développement. Selim rappelle cependant que le budget alloué au secteur touristique est réduit à un cinquième des estimations annoncées par l'administration en matière de financement de projets régionaux d'infrastructures touristiques. Faudrait-il entendre alors plus simplement que le secteur touristique passe définitivement sous contrôle d'Etat et met un terme au partenariat étranger ? Là aussi, il faut nuancer. Il paraît en effet difficile au gouvernement nassérien de prendre à charge le coût financier qu'implique une politique de développement touristique particulièrement ambitieuse : le premier plan quinquennal (1960-1965) affiche des objectifs difficiles à tenir en matière d'infrastructures d'accueil face au doublement du nombre de visiteurs entre 1962 et 1966, passant de près de 300 000 à 560 000. L'Etat doit donc trouver un *modus vivendi* avec le monde privé, notamment étranger, afin de maintenir un secteur lucratif (fournisseurs de devises) et viable, selon le principe que « *there is acceptance of foreign investment in those instances where there is no alternative and in those domains requiring advanced scientific expertise...* »<sup>294</sup>.

Le secteur hôtelier est tout particulièrement concerné. Les grands établissements relèvent alors de la propriété d'Etat pour ce qui est des terrains et des bâtiments. La gestion est en revanche accordée aux groupes internationaux tels Hilton. Le premier hôtel de la chaîne américaine est construit et inauguré en place centrale du Caire en 1957, et présenté comme le fleuron de la modernité et de l'hospitalité touristique égyptienne. Le Club Méditerranée s'implante en Egypte en 1968 selon un accord similaire. Les hôtels se multiplient aussi à Louxor durant la décennie soixante : une douzaine d'hôtels (sur un parc actuel d'environ soixante-dix établissements) sont alors construits entre 1957 et 1969, pour la plupart encore

---

<sup>294</sup> Extrait de la charte de 1962, cité par J. Waterbury, *The Egypt of Nasser and Sadat. The Political Economy of two Regimes*. Princeton : Princeton University Press, 1983, p. 129.

en activité de nos jours<sup>295</sup>. Le secteur touristique est révélateur de ce que J. Waterbury montre, à savoir une inversion des tendances à partir de 1966 d'un capitalisme d'Etat à la revitalisation du secteur privé : « *In the space of two years, between 1966 and 1968, the Nasserist regime grudgingly began to reverse its position on the desirability of private sector activity. It would have been hard for anyone in the private sector to detect the shift, by 1968, it was real. Moreover, some of the measures adopted at that time derived from the same logic that produced infitah six years later* »<sup>296</sup>. L'Etat n'applique que partiellement ses programmes de nationalisation, notamment à partir de 1966, des activités du commerce (*petty capitalism*) et des professions libérales. Le secteur touristique, du bazar à la gestion de l'hôtel de luxe, reste largement porté et administré par le secteur privé. Il n'y a d'économie touristique possible et quelques bénéfiques à en tirer, même pour l'Etat, que s'il y a maintien du secteur privé.

### *Les années Sadate : tourisme et affairisme d'Etat*

L'homme d'affaire Mounir Ghabbour est en 1970 représentant pour la société automobile *Natco* (Fiat Egypte). Il décide d'importer des moteurs de voiture : « *L'importation était alors très limitée par manque de devises, mais une loi stipulait que celui qui possédait des devises pouvait faire de l'importation. Qu'à cela ne tienne ! J'ai eu l'idée de créer l'agence touristique Saqqara Tours, et je suis entré dans le monde du tourisme* ». L'agence est spécialisée sur le marché français et compte en 2000 30 000 clients<sup>297</sup>. A la tête d'un empire construit sur l'industrie automobile (l'homme d'affaires est aujourd'hui représentant de Renault Egypte), l'homme raconte comment il a acquis un premier hôtel en 1980 : « *Je me souviens qu'en 1973, j'avais commencé à représenter Renault en Egypte. Et quand je devais recevoir des cadres de chez Renault, je ne pouvais que leur donner une chambre pour deux à l'hôtel Méridien. Imaginez ma gêne de devoir faire dormir M. Zanetti [PDG de Renault à l'époque] avec son collaborateur ... Cela m'a obligé à investir dans l'hôtellerie* »<sup>298</sup>. Entrer dans le tourisme semble alors très simple.

---

<sup>295</sup> GOMA'A, Magda Muhammad. *Géographie touristique de l'Egypte*, 2000 (en arabe).

<sup>296</sup> WATERBURY, John. *The Egypt of Nasser and Sadat. The Political Economy of two Regimes*. Princeton, Princeton University Press, 1983, p. 167.

<sup>297</sup> Entretien dans *Ahram Hebdo*, 31 mai 2000.

<sup>298</sup> Entretien dans *Ahram Hebdo*, 31 mai 2000.

Durant les années soixante dix, le flux touristique vers l’Egypte maintient sa croissance. Les destinations du Tiers Monde attirent de plus en plus la clientèle occidentale, même si elles restent marginales sur le marché mondial : M.F. Lanfant rappelle qu’en 1976, le nombre d’arrivées touristiques sur le continent africain représente seulement 2 % des arrivées touristiques dans le monde<sup>299</sup>. En revanche, les pays situés sur le pourtour méditerranéen connaissent une croissance spectaculaire. Ainsi, la Tunisie reçoit en 1965 250 000 touristes étrangers et en accueille dix fois plus en 1975. L’Egypte, destination de moyen courrier, ne participe que marginalement au mouvement global, et l’évolution de ses arrivées touristiques est beaucoup moins remarquable, passant de 542 000 visiteurs en 1965 à moins de 800 000 en 1975. La barre du million de visiteurs est finalement passée au tournant des années quatre-vingts.

Le secteur touristique devient un enjeu économique explicite sous le gouvernement Sadate. Lorsque celui-ci lance en 1973-74 son programme d’ouverture économique (*infitâh*), le secteur touristique en est un des tout premiers bénéficiaires, marquant un peu plus les choix de développement porté par les capitaux privés, étrangers et nationaux, incarnant plus que symboliquement l’ouverture du pays au monde et aux mondes des affaires : les loi n°1 et n°2 de 1973 favorisent largement l’investissement privé dans le secteur touristique (exemption d’impôt, exemption de taxes sur le matériel importé, rapatriement des bénéfices pour les firmes étrangères, etc.), et renforcent tout particulièrement les pouvoirs du nouveau ministère du tourisme en matière de décision et de coordination avec les autres instances gouvernementales<sup>300</sup>. Lorsque la loi générale sur l’investissement n°43 de 1974 est promulguée, marquant ainsi le commence de l’ère de l’*infitah*, les conditions de libéralisation économique sont déjà à l’oeuvre dans le secteur touristique<sup>301</sup>.

---

<sup>299</sup> LANFANT, Marie-Françoise. « Le Tourisme dans le processus d'internationalisation ». *Revue internationale des Sciences Sociales*, 1980, pp. 15-45.

<sup>300</sup> Les services des antiquités et du tourisme sont fusionnés en 1965 sous une même tutelle. En 1973, le secteur touristique retrouve son indépendance ministérielle, le service des antiquités étant placé sous la direction du ministère de la Culture. Pour l’ensemble des textes de loi qui régissent le secteur touristique : The Middle East Library for Economic Services, *Tourism Legislations*, Le Caire, juillet 1996.

<sup>301</sup> GRAY, Matthew. « Economic Reform, Privatization and Tourism in Egypt ». *Middle East Studies*, vol.34, n°2, April 1998, p. 91-112.

Quant aux sites pharaoniques, facteur premier d'attraction touristique dans le pays, le chef de l'Etat égyptien, bien que fort animé d'intérêt pour les Anciens<sup>302</sup>, possédait une vision à la fois très personnelle et très libérale de leur aménagement. Mohamed Heykal relate notamment les contentieux récurrents entre le département des Antiquités et la présidence. Dans une tradition khédiviale que Heykal ne cesse de rappeler, le président aimait à offrir à ses invités de marque des objets issus directement des collections égyptiennes. Sadate avait par ailleurs fait construire une résidence présidentielle au pied des pyramides de Guiza, au frais du département des Antiquités, qui refusa d'honorer une facture correspondante à quatre fois son budget annuel<sup>303</sup>.

Plus polémique, en 1975, une société mixte, nouvellement constituée du groupe *Egyptian Company for the Development of Tourism* et d'une compagnie étrangère, vise l'acquisition de terrains jouxtant le plateau des pyramides de Guiza, afin d'y construire un complexe touristique géant de l'envergure d'un Disneyland, combiné à un projet de résidence de luxe. Neamat Fouad, archéologue égyptienne, réussit à alarmer la presse et la communauté scientifique internationale<sup>304</sup>. L'affaire est portée devant le parlement et une enquête est ouverte. Les négociations de vente sont finalement annulées, le projet étant qualifié de « *désastre national* » et de « *formule la plus récente de néo-impérialisme* »<sup>305</sup>. L'enquête montre que la société égyptienne partenaire était une émanation du ministère du Tourisme, particulièrement active en matière de constitution de sociétés à capitaux mixtes (présente notamment dans les chaînes de fast-food *Kentucky Fried Chicken* et *Wimpy*). La société étrangère était un géant du monde des affaires et son Pdg canadien était connu pour ses pratiques opaques. Enfin, un prince saoudien comme partenaire financier renforçait un peu plus l'influence du royaume dans les affaires économiques égyptiennes. L'affaire, qui se

---

<sup>302</sup> Mohamed Heykal évoque le projet « *des plus notoirement extravagants* » de Sadate, « l'Oasis des pyramides », comprenant un terrain de golfe à la forme de l'anck, symbole de vie chez les anciens Egyptiens. HEYKAL, Mohamed. *L'Automne de la colère. L'assassinat de Sadate*. Paris, Editions Ramsay, 1983, p. 105. Le journaliste rappelle par ailleurs la propension du chef d'Etat à s'identifier aux Anciens : pose de profil, canne à la main à la manière d'un sceptre.

<sup>303</sup> HEYKAL, Mohamed. *L'Automne de la colère L'assassinat de Sadate*. Paris, Editions Ramsay, 1983, p. 196.

<sup>304</sup> FOUAD, Neamat. « The Pyramids Plateau Project ». *Law & Social Change in Contemporary Egypt. Cairo Papers in Social Science*. Edited by Cynthia Nelson & Klaus Friedrich Koch. Cairo, AUC Press, Vol.2, No.4, (July 1983), p.138-161.

<sup>305</sup> Les deux expressions sont tirées du journal *Rose al-Youssef*, citées par WATERBURY, John. *The Egypt of Nasser and Sadat. The Political of Two Regimes*. Princeton, Princeton University Press, 1983, p. 151.

conclut par un rapport accablant du parlement égyptien, est emblématique des manières de faire du gouvernement égyptien et de son chef en particulier. Sadate, face à une presse déchaînée et une opinion sensibilisée, n'eut de choix que d'annuler la procédure d'autorisation accordée à la société mixte, et le site des pyramides fut sauvé in extremis, une première fois.

Si le secteur privé est largement sollicité dans la promotion d'une politique de développement touristique, pour autant, l'Etat, tout en affichant une politique d'ouverture économique et d'appel au secteur privé, maintient un rôle central, en multipliant notamment les partenariats avec les sociétés étrangères et en édictant et imposant les règles du marché<sup>306</sup>. Alors que sous le régime nassérien, le secteur touristique est emblématique de la persistance des investisseurs privés et étrangers dans un système d'économie d'Etat, au sein de niches de marché où la demande en compétences et en capitaux est particulièrement forte, les mesures d'*infithah* des années soixante-dix ont paradoxalement entériné et gonflé le secteur public et le rôle de l'Etat en matière de développement touristique, soit à travers les groupes *Egyptian Organisation for Tourism and Hotels (EGOTH)* et *Misr Travel*, sorte de « méta-agence » touristique nationale émanant du ministère et son groupe d'Etat,  *Holding for cinema, beverage and tourism* ; soit en accordant à certains investisseurs proches du régime, la primeur sur le marché. L'affaire du plateau des pyramides est à ce titre instructive des stratégies en coulisses entre Etat et secteur privé.

Pour autant, le rôle de l'Etat dans l'économie ne tient pas tant à dominer directement les secteurs les plus lucratifs qu'à mettre en place des instances ou à favoriser des réseaux de relations qui lui permettent d'en conserver le contrôle. Ainsi, A. Roussillon en fait l'observation dans la sphère politique sur les trois régimes qui se sont succédés depuis 1952<sup>307</sup>. En économie, le même principe oligarchique commande l'action publique, les trois régimes ayant systématiquement accordé ses faveurs à un groupe d'hommes d'affaires en matière de gestion et de contrôle des activités économiques du pays. Le secteur touristique est particulièrement révélateur des logiques d'intérêts partagés entre secteurs public et privé, de la

---

<sup>306</sup> La clause, déjà évoquée, de restriction dans la prise de capital dans les sociétés mixtes (*joint venture*) est longtemps restée en faveur des intérêts nationaux, situant à 49 % la part maximale des capitaux étrangers.

<sup>307</sup> ROUSSILLON, Alain. « Republican Egypt Interpreted : Revolution and Beyond », DALY, Martin W. (ed.) *The Cambridge History of Egypt, vol. 2 : Modern Egypt from 1517 to the End of the Twentieth Century*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

symbiose privé/public que nous décrit J. Waterbury durant les années Sadate et qui se poursuit sous le règne de Moubarak<sup>308</sup>.

Pour autant, les intérêts de l'Etat égyptien dans le secteur touristique comme dans l'ensemble des activités économiques deviennent controversés dans les années quatre vingt dix, dès lors que le gouvernement, sous les pressions du FMI, engage alors un vaste programme d'ajustement structurel et de réformes économiques, qui implique le désengagement progressif de l'Etat dans les affaires économiques par la restructuration des établissements publics et leur privatisation. Un premier accord avec le FMI avait été signé en 1987, mais sans application effective. Aux lendemains de la guerre du Golfe, l'Egypte bénéficie d'une réduction de moitié de sa dette extérieure pour sa participation à la coalition américaine et s'engage avec l'agence financière sur de nouveaux accords. Deux domaines des activités touristiques sont directement concernés par ce programme : les privatisations des établissements publics, dont les grands hôtels<sup>309</sup> et le développement de nouvelles zones économiques portées par le tourisme international.

Mais revenons plus précisément sur le rôle stratégique du secteur touristique dans les processus de libéralisation que connaît l'Egypte durant la dernière décennie. Encore une fois, celui-ci révèle les lignes de tension qui président à la mise en œuvre de programmes étroitement coordonnés avec les instances financières internationales, FMI et Banque Mondiale, ce qui implique la renégociation des termes du compromis entre l'Etat et le secteur privé jusqu'alors en vigueur.

---

<sup>308</sup> WATERBURY, John. *The Egypt of Nasser and Sadat. The Political of Two Regimes*. Princeton, Princeton University Press, 1983, p. 171 et suiv.

<sup>309</sup> ABDEL SHAHID, Shahira. *Hand in Hand: Privatising Five Star Hotels in Egypt Through the Stock Market Will Enhance the Latter's Role as Well as Set an Example of the Benefits that Could Be Gained from Privatisation*. Ph.D in Economics, Aston University, 1992.



### ***C - Etat et secteur privé sous l'ère Moubarak : les hommes d'affaires en politique***

A la tête du ministère du tourisme de 1984 à 1993, Fuâd Sultân, économiste de formation, est un libéral convaincu, particulièrement apprécié des instances financières internationales et proche du secteur privé. Avant son investiture, l'homme a dirigé la *Misr Iran Development Bank* et la *Arab International Bank* et a passé un an au Fonds monétaire international comme consultant. Dès les premiers temps de l'*infitah*, sous Sadate, l'homme faisait déjà entendre sa voix pour la liquidation des établissements publics non rentables et la révision des lois sur le travail<sup>310</sup>. Sultân incarne au début des années quatre-vingt-dix la faction la plus libérale du gouvernement, en opposition ouverte avec les tenants d'un Etat fort, comme, par exemple, Mohammad 'Abd Al-Wahâb, responsable de l'autorité aux entreprises publiques, une instance alors incontournable en matière de restructuration et de privatisations des établissements publics<sup>311</sup>. En outre, l'ultralibéralisme affiché du ministre cautionne auprès des instances internationales la « bonne » conduite du programme de privatisation et de libéralisation économique mis en oeuvre à partir de 1991, placé sous l'égide du FMI et avec, dans un premier temps, le soutien actif de la Banque Mondiale<sup>312</sup>. Le secteur touristique est stratégique, notamment en matière de développement de nouvelles zones touristiques le long des côtes de la Mer rouge<sup>313</sup>.

---

<sup>310</sup> Rappel fait par WATERBURY, John. *The Egypt of Nasser and Sadat. The Political of Two Regimes*. Princeton, Princeton University Press, 1983, p. 138.

<sup>311</sup> Mohammad 'Abd al-Wahâb est finalement remplacé par 'Atif 'Abayd en 1993, qui lui-même devient premier ministre en 1999.

<sup>312</sup> La Banque Mondiale porte alors un intérêt tout particulier aux privatisations et publie les résultats de la conférence « *Private Sector Development in Egypt : Investing in the Future* », tenue au Caire en octobre 1994, sous l'intitulé « *Private Sector Development in Egypt : The Status and the Challenges* ». Le processus de privatisation devenant rapidement un sujet épineux, le dossier est finalement transféré à une agence spécifique, créée pour l'occasion (*Privatisation Authority*). La mémoire des institutions de développement étant particulièrement défaillante, le représentant en Egypte de la Banque mondiale niera cinq ans plus tard, en réponse à nos questions insistantes, le fait d'avoir été impliquée, même indirectement, dans une réflexion sur le programme de privatisation des établissements touristiques au début des années quatre-vingt-dix.

<sup>313</sup> « *Egypt, Private Sector Tourism Infrastructure and Environmental Management Project* ». Banque Mondiale, novembre 1992.

Fuâd Sultân est « démissionné » en octobre 1993, lors du remaniement ministériel entraîné par la réélection de Husny Moubarak à la présidence de la République pour un troisième mandat de six ans. L'homme était pourtant en place depuis 1984 et semblait être un élément intangible du gouvernement Moubarak. Ce changement de ministre est motivé par deux raisons : l'une, politique, qui s'inscrit dans le cadre général des relations du gouvernement égyptien aux agences financières internationales ; l'autre, événementiel et relative aux pratiques de gestion du secteur touristique. Ainsi, la presse rappelle « *qu'il avait été demandé plus d'une fois à Sultân de se retirer, en raison d'incompatibilité de vues avec certains* »<sup>314</sup>. Qui sont ces derniers ? Probablement les « étatistes » réticents aux privatisations qui touchent la majeure partie des établissements touristiques publics. On peut penser au ministre en place des entreprises publiques, considérés par le FMI et la Banque mondiale comme le principale obstacle aux mesures de restructuration du secteur public. Ce changement d'homme à la tête du ministère du tourisme exprime d'une part les tensions internes au gouvernement entre étatistes de longue date et libéraux convaincus, d'autre part, les « précautions » politiques du gouvernement en matière de réformes économiques. Ainsi Fuâd Sultân est remplacé par une personnalité de formation et de trajectoire politique radicalement différente, Mahmûd al-Baltâguy, dont la nomination « *consacre l'implication d'un homme durant des années au service du secteur public [...] C'est le couronnement naturel d'un long parcours, d'accumulation d'expérience et de compréhension de la chimie d'Etat, de confrontation avec le monde, de la maîtrise des langues et de la connaissance de l'économie de marché* »<sup>315</sup>. Pour un temps, le clan des « étatistes » affirme sa suprématie sur celui des partisans du tout-libéral, le gouvernement affichant ainsi une indépendance formelle à l'égard des agences internationales, en édictant son propre agenda en matière de privatisation et, plus généralement, de réformes économiques. Entre annonce politique et réalités économiques : le retard pris sur le programme de privatisation, notamment dans le secteur touristique, ne tient pas tant pourtant aux dissensions idéologiques internes au gouvernement ou à ses velléités d'indépendance qu'à un environnement économique et politique général inadéquat. Les procédures administratives sont lourdes et bureaucratiques ; la faible productivité des établissements, les infrastructures déficientes, le suremploi sont

---

<sup>314</sup> *Sabah al-khayr*, 23 octobre 1993.

<sup>315</sup> *Sabah al-khayr*, 23 octobre 1993.

autant de facteurs à freiner le processus de privatisation des établissements publics, dont la valeur est surévaluée selon certains, sous-évaluée, selon d'autres.

La sortie de Fuâd Sultân, ministre apprécié des institutions financières internationales et du monde des affaires, a pour seconde motivation un scandale financier porté en place publique par les parlementaires égyptiens. L'affaire est, encore une fois, révélatrice des pratiques de collusion entre administration publique et secteur privé. Le scandale du projet touristique de Sahl al-Hashîsh, situé sur la Mer Rouge, éclate durant l'été 1993. Le ministre du Tourisme est notamment accusé d'avoir soutenu personnellement le projet, sur des bases peu solides et en faisant entorse à certaines règles élémentaires : les mesures d'attribution de terrains en Mer rouge stipulent que les travaux de construction doivent débiter à moins d'un an après la signature du contrat. Par ailleurs, l'apport initial en capital était considéré insuffisant, suggérant ainsi la complaisance d'un ministre à l'égard des investisseurs impliqués dans le projet. Au-delà de cet aspect technique, la présence du ministre aux tables de négociations pour l'incorporation de la société sous la loi 230 sur l'investissement<sup>316</sup> et de l'augmentation de son capital est dénoncée par l'opposition parlementaire. Le développement de quelques milliers d'hectares de littoral de la Mer rouge échapperait donc au contrôle de l'Etat, lui-même ayant encouragé par l'entremise de son ministre du Tourisme la procédure de désengagement. Les enjeux étaient d'autant plus cruciaux que le gouvernement égyptien signait au même moment avec la Banque mondiale une série d'accord de prêts en vue de financer, par appel d'offres, les infrastructures nécessaires au développement du tourisme dans la région de la Mer rouge<sup>317</sup>.

Rappelons ici qu'en dehors de la vente des établissements publics, les mesures en matière d'investissement privé et étranger dans le secteur touristique concernent essentiellement les zones nouvelles de développement situées sur les littoraux de la Mer rouge ; soit une bande de plusieurs centaines de kilomètres de littoral, quasiment vierge au début des années quatre vingt dix. Les terrains sont alors vendus pour un dollar le mètre carré.

---

<sup>316</sup> La loi 230 de 1989 accorde notamment la quasi autonomie d'action à la société, celle-ci ne devant rendre de compte qu'à l'*Autorité Générale pour l'Investissement*. La société est en outre exemptée de taxes pour une période de dix ans. Pour plus de détails, voir EL HARIB, Mohy El Din. « Role of the Government in Encouraging Investment ». Article traduit de *al-Ahrâm al-Iqtisâdî* (juillet 1995) et publié par *The Middle East Library For Economic Services*. Le Caire, octobre 1995. Voir aussi le texte de loi traduit en anglais par le même centre : « Investment Law », n° 338, février 1997.

<sup>317</sup> *Middle East Economic Digest*, 30 juillet 1993.

Les côtes de la mer rouge sont en outre considérées comme zones prioritaires en matière de développement et d'attribution des aides publiques internationales (*official development aid*). L'allocation et la gestion de ces fonds internationaux sont à la charge d'une nouvelle agence gouvernementale, créée à cet effet en 1991, la *Tourism Development Authority* (TDA)<sup>318</sup>. Sa mission première consiste à rétrocéder les prêts accordés par la Banque mondiale pour le développement de ces régions auprès des investisseurs privés. Si la TDA émane du ministère du Tourisme, ses prérogatives s'apparentent à une sorte de méta-agence plus qu'à une instance interministérielle, cumulant des fonctions qui empiètent largement sur les domaines de compétences des autres ministères et agences gouvernementales : évaluation des investisseurs candidats, définition de la politique de développement touristique dans les zones concernées, coordination des projets avec les autorités régionales, intervention dans les domaines de l'environnement, de l'emploi et de la production. Les bureaux de l'agence sont situés sur les bords du Nil, dans un immeuble flambant neuf, en contraste avec les bâtiments au style incertain et décrépit du ministère du tourisme. Dans la pratique, la TDA devient l'organisme incontournable en matière d'aménagement touristique hors zone urbaine et tout particulièrement sur les littoraux de la Mer rouge<sup>319</sup>, l'interlocuteur principal auprès des organisations internationales et des agences d'aide au développement (USAID tout particulièrement) et des investisseurs privés. Il constitue l'espace tout approprié qui manquait jusqu'alors pour une rencontre entre secteurs privé et public dans le partage des ressources – terrains et financement international, estimés à quelques milliers de kilomètres carrés et plusieurs centaines de millions de dollars.

L'affaire de Sahl al-Hashîsh et la destitution du ministre du Tourisme prêtent à multiples conjectures quant aux relations entretenues par celui-ci avec ses administrations, d'une part, avec le secteur privé de l'autre. Dans cette affaire, la TDA, constitue une instance de décision et d'exécution qui se place, dès sa création, en concurrence avec l'autorité ministérielle, générant ainsi dissensions et dysfonctionnement. Cette configuration institutionnelle des pratiques de développement et d'intervention de l'aide publique internationale n'est pas exclusive au secteur touristique. Au contraire, c'est une pratique largement répandue par les agences internationales, telle que la Banque mondiale, qui consiste

---

<sup>318</sup> Décret présidentiel n°374/1991 relatif à la création de la *Tourism Development Authority*.

<sup>319</sup> Il faut signaler que les côtes nord méditerranéennes échappent au contrôle de la nouvelle agence et reste domaine réservé de l'armée et du ministère de l'Habitat.

à substituer aux administrations existantes considérées comme pléthores et déficientes, des unités intermédiaires d'exécution entre le donateur international et l'administration nationale opérant dans des secteurs économiques et sociaux précis ; sorte d'ex-croissance institutionnelle et spécialisée, à la réputation d'excellence (on y recrute *a priori* les meilleurs experts nationaux) et de distinction (les salaires y sont plus proches des normes internationales). La TDA inaugure cette procédure mise en place au début des années quatre-vingt dix. Son évolution est exemplaire du processus d'autonomisation de la gestion de l'aide internationale, et donc de concurrence vis-à-vis de la tutelle ministérielle. Aujourd'hui, ses compétences territoriales se sont élargies : au départ, circonscrites aux littoraux égyptiens (à l'exception de la côte méditerranéenne, qui reste sous contrôle de l'armée pour les zones désertiques, et du ministère de l'Habitat, pour l'urbanisation), elles concernent aujourd'hui toute zone de désert non urbanisée, jusqu'aux limites du désert de la vallée du Nil. Ainsi, la TDA intervient directement dans la mise en œuvre du plan de développement de la région de Louxor, lequel implique notamment la création de deux villes nouvelles (voir infra, troisième partie).

A la TDA, donc, le soin de gérer les investissements et les nouveaux territoires du tourisme international. Un prêt de 130 millions de dollars est accordé en février 1993 par la Banque mondiale au gouvernement égyptien via la TDA, pour le financement d'infrastructures touristiques. Il vient s'ajouter aux 805 millions de dollars attribués au titre de la protection de l'environnement en Mer rouge<sup>320</sup>. Entre 1993 et 1996, les autorités égyptiennes annoncent la mise en œuvre de deux cents projets touristiques qui représenteraient un investissement total de près de douze milliards de livres égyptiennes, la création de 160 000 emplois directs et indirects, et l'augmentation de la capacité hôtelière de 87 000 chambres<sup>321</sup>.

Dans ce contexte, le projet de Sahl al-Hashîsh est l'un des plus importants et des plus stratégiques. Dénoncé par l'assemblée du Peuple en juillet 1993, il est pourtant revitalisé quelques temps plus tard, avec pour animateur principal, l'ancien ministre du tourisme Fu'âd

---

<sup>320</sup> *Middle East Economic Digest*, 5 février 1993. Ce prêt se décompose de la manière suivante : 330 millions de dollars en prise de participation par des investisseurs privés, 300 millions en provenance de banques commerciales, 40 millions du gouvernement et 5 millions du Fonds mondial pour l'environnement (administré par la Banque mondiale).

<sup>321</sup> *Egyptian Tourism, Fifteen Years of Achievement, 1982-1996*. Publication du ministère du Tourisme, Le Caire, novembre 1996.

Sultân, justement démissionné pour ses complaisances peu réglementaires à l'égard de ses amis investisseurs. L'homme jouit incontestablement de la réputation et d'une longue expérience d'homme d'affaires, aux réseaux d'influence étendus, passé longuement par les arcanes de l'Etat dont il peut dorénavant se passer. La société al-Ahly for Development and Investment (ADI), dirigée par l'ex-ministre du tourisme, demeure un des principaux acteurs financiers du projet réactualisé de Sahl al-Hashîsh via ADI for Tourism and Development, fondée en 1995. Cette compagnie participe à l'époque pour 11 % au capital de Orascom Projects and Touristic Development (OPTD), holding qui comprend les projets de El-Gouna, Sahl Al Hashish (mer Rouge) et de Taba Height (golfe d'Aqaba), ainsi que pour 30 % du capital du projet *Sinai for Tourism and Development* (STD), une société mixte en charge du projet de construction de la Sheikh Coast, à Sharm al-Shaykh (sud-Sinaï). Le conseil d'administration de la société rassemble alors les principaux ténors du monde des affaires égyptien, dont les Sawiris (Orascom), mais aussi les géants de la finance publique comme la Banque Nationale d'Egypte et Misr Insurance. Enfin, ADI est gratifié en 1997 d'une autorisation de création de ADI Venture Capital Fund (fonds à capitaux mixtes), capitalisé à cent millions de livres égyptienne, chargé principalement de restructuration financière : le programme de privatisation des établissements publics est en cours et la société vise alors une partie des hôtels mis à la vente<sup>322</sup>.

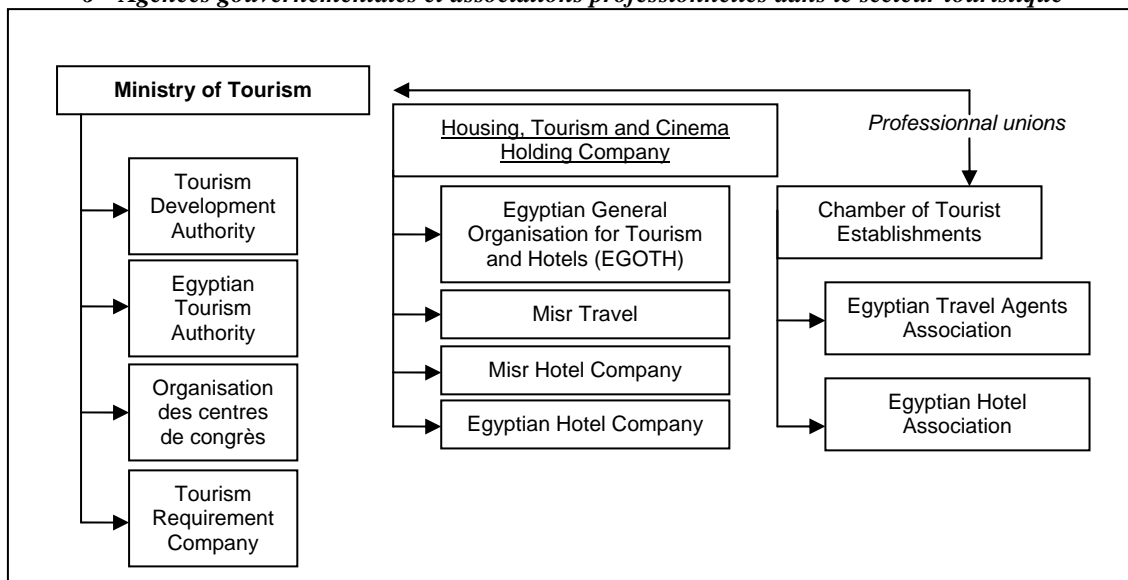
Au-delà des conjectures que ces faits peuvent inspirer, se pose une première question plus générale quant aux modalités de gestion de la rente touristique. Il faut tenir compte de trois éléments majeurs du contexte économique égyptien : d'une part, les stratégies de captation de l'aide internationale dans le financement de projets de développement économique et social, et particulièrement dans le secteur touristique ; d'autre part, le processus de libéralisation de l'économie égyptienne et de ses conséquences sur le secteur touristique ; enfin les tendances à la concentration des capitaux et au monopole économique (sans parler des pratiques de complaisance et de corruption). On l'a vu, au cours des années quatre-vingt-dix, le ministère du tourisme voit ses pouvoirs de décision en matière de politique de développement et d'aménagement touristique s'amoinrir pour ce qui concerne les grands projets stratégiques de développement en Mer rouge et dans le Sud Sinaï. La TDA, à l'échelle nationale, devient l'acteur institutionnel incontournable, espace de collusion entre intérêts privés, publics et bailleurs internationaux. La TDA s'ajoute à un ensemble d'agences

---

<sup>322</sup> *Middle East Times*, 27 juillet 1997, « ADI expands tourism portfolio ».

gouvernementales, chacune assignée à une fonction bien précise. Le schéma suivant précise l'organigramme institutionnel de gestion du secteur touristique :

**6-- Agences gouvernementales et associations professionnelles dans le secteur touristique**



Sous la tutelle du ministère du Tourisme, chargé de définir les orientations politiques générales du secteur et de son articulation au développement économique du pays, ont été créées au début des années quatre-vingt-dix, trois agences gouvernementales aux fonctions bien précises :

- La *Tourism Development Authority*, dont nous avons déjà abordé les prérogatives en matière de distribution de l'aide financière internationale et de son rôle d'interface avec le secteur privé.
- La *Egyptian Tourism Authority*, créée en 1992, en vue de promouvoir l'image touristique du pays à l'étranger et d'administrer les bureaux implantés dans le monde. La création de cette autorité marque une stratégie qui se veut offensive de communication touristique sur les marchés internationaux.
- *L'Organisation des centres de congrès*. Cette agence est chargée de promouvoir et d'administrer le tourisme d'affaires. Elle incarne les nouvelles orientations de la politique touristique égyptienne en matière de diversification de l'offre et d'attraction de nouvelles clientèles, notamment dans la capitale égyptienne.

Enfin, une quatrième agence plus ancienne, la *Tourism Requirement Company*, est une « centrale d'achat », notamment pour tout produit agro-alimentaire. Elle gère les demandes de biens importés destinés aux établissements touristiques lesquels doivent obligatoirement

passer par celle-ci. Ces quatre agences permettent de contrôler, pour chaque domaine, la chaîne de services nécessaires à leur fonctionnement et à leur mise en œuvre, créant par la même occasion les conditions nécessaires aux alliances entre partenaires privés et service d'Etat. Elles sont autant d'espaces de collusion entre l'Etat et certains privilégiés. EMECO, agence touristique égyptienne dirigée par le puissant Elhamy Elzayat, est par exemple un partenaire privilégié de l'organisation des grandes conférences internationales (Conférence de la population en 1994, par exemple). L'agence occupe une part importante du marché touristique français et son directeur a longtemps été président de la chambre des agences touristiques, et a été pressenti au poste de ministre lors du remaniement de gouvernement de juillet 2004<sup>323</sup>. ORASCOM et le clan Sawîris sont particulièrement incontournables dans les grands projets de développement des littoraux de la Mer rouge initiés via la TDA et les fonds internationaux, soit par leur société de construction, soit par leur filiale d'investissement touristique. Enfin, la *Tourism Requirement Company* apparaît comme un organisme clef. Certes, depuis 1992, la loi sur l'approvisionnement des établissements touristiques a été assouplie mais les procédures demeurent : par souci d'économie d'échelles, peut-être ; mais aussi par souci de contrôle de la chaîne d'importation des biens. Un domaine des affaires particulièrement lucratif lorsque l'on sait que le secteur touristique est particulièrement demandeur de biens importés, en l'occurrence. En parallèle aux institutions ministérielles, l'Etat occupe directement et activement le secteur via la *Housing, Tourism and Cinema Holding Company*. Créé sous Sadate, le holding est finalement dépecé plus ou moins heureusement tout au long des années quatre-vingt-dix à la faveur des programmes de privatisation. Le groupe Sawîris en récupère une partie. *Misr Travel*, agence touristique du ministère, une des plus importantes sur le marché, relève toujours des pouvoirs publics. En revanche les établissements sous la propriété de EGOH et de *Egyptian Tourism Hotel* ont pour l'ensemble été privatisés, non sans mal, le plus souvent en maintenant une participation publique majoritaire au capital.

Entre un capitalisme d'Etat pratiqué et institutionnalisé de longue date, et un secteur privé revitalisé par les programmes de réformes depuis les trente dernières années, l'Etat reste sans nul doute l'instance incontournable d'allocation et de distribution des ressources en

---

<sup>323</sup> A la nomination au poste de ministre de Ahmad al-Maghrabî, Elzayat devient président de la chambre des établissements touristiques, située au niveau supérieur de l'organisation des professions du tourisme.



raison d'une dialectique savamment dosée d'alliance d'intérêts avec le secteur privé. « *Businessmen have taken a prominent role in Egypt now* », nous rappelle Ibrahim Fawzy, président du GAFI, la *General Authority for Investment*. « *But it is with the help of the government and not against its will (...) This all the less as infitah did not put an end to state domination of the economy* »<sup>324</sup>. On se souvient sous Sadate des intérêts clairement partagés entre le géant du bâtiment, *Arab Contractors*, dirigé par 'Uthman Ahmad 'Uthman, et le gouvernement égyptien. L'homme est alors nommé ministre de la reconstruction en 1973 et directement lié à la famille Sadate par lien de mariage<sup>325</sup>. Durant les années quatre-vingt-dix, le rapprochement Etat/secteur privé devient une condition nécessaire au maintien du contrôle d'Etat sur les affaires du pays, et à l'enrichissement des seconds. Nous l'observons tout particulièrement dans le secteur touristique, mais la pratique est généralisée à l'ensemble de l'économie égyptienne, selon des stratégies de compromis et d'alliance qui permettent de s'accommoder des contraintes de réformes imposées.

En retour à cette sainte alliance public/privé, les investisseurs interfèrent de plus en plus dans les institutions politiques. Ainsi, la composition des parlements de 1995 et de 2000 n'est-il pas le reflet éclairant des enjeux et alliances économiques et sectoriels nécessaires à la politique de réformes engagés par le gouvernement. Au sein des gouvernements formés en 2004, plus de la moitié des ministères sont issus du monde des affaires. Peut-on aussi relever l'implication de Elzayat et de Saw'iris dans la politique sécuritaire du pays. Aux lendemains de l'attentat de Louxor, les deux hommes sponsorisaient des experts internationaux du terrorisme pour une mission d'évaluation des zones touristiques<sup>326</sup>. Ou encore, Elzayat a pu joué un rôle actif dans les plans de circulation automobile et de sécurité dans la capitale égyptienne<sup>327</sup>.

La polémique soulevée en 1999 par le parlement égyptien à l'occasion de la dotation de l'aide américaine au développement est éclairante des logiques d'accommodement entre l'Etat et le monde des affaires. Le phénomène prend une telle ampleur au cours de la décennie

---

<sup>324</sup> *Middle East Times*, 26 novembre 1998.

<sup>325</sup> A quand une sociologie politique des mariages « people » en Egypte. Voir sur le sujet : SADOWSKI, Yahya. *Political Vegetables ? Businessman and Bureaucrat in the Development of Egyptian Agriculture*. Washington, The Brookings Institution, 1991, p.111-116.

<sup>326</sup> *Middle East Times*, 26 novembre 1998.

<sup>327</sup> Entretien, mai 1999.

quatre-vingt-dix que certains parlementaires s'insurgent, à l'occasion de la votation des dotations de l'aide américaine, contre le favoritisme pratiqué ; soit la somme annuelle de 250 millions de dollars, en dehors de l'aide militaire (qui représente 1,5 à 2 milliards de dollars), destinée à un cercle restreint d'entreprises égyptiennes. « *USAID Private Sector Commodity Import Program [PSCIP] presently provides \$250 million per year to Egyptian private sector business, accessible through 22 participating Egyptian commercial banks, for short- and medium-term trade and investment financing for the importation of equipment and material from the United States* », peut-on lire dans le *USAID Egypt Status Report* de décembre 1997.

Avec l'accélération du programme de réformes économiques et l'avènement d'un gouvernement ouvertement libéral en juillet 2004, les collusions entre intérêts économiques privés et institutions publiques deviennent patentes. Le premier ministre Ahmad Nazif, chef de file de la nouvelle génération ultra-libérale de politiciens égyptiens formés dans les universités anglo-saxonnes, et proches de Gamal Moubarak, fils du président pressenti pour la succession, place aux postes ministériels clés des hommes issus du monde des affaires, chacun doté d'un agenda particulièrement ambitieux : privatisation de la compagnie nationale aérienne Egypt Air et libéralisation des transports charter sur le territoire égyptien (ministère du transport), accords avec l'Organisation Mondiale du Commerce sur l'industrie pharmaceutique –soit la libéralisation du secteur (ministère de la santé), programmes de bonification des terres et de valorisation de la production agricole pour l'exportation (ministère de l'agriculture), et enfin, vaste chantier de développement touristique (ministère du tourisme). A la tête de ce dernier ministère, un homme de circonstance : Ahmad al-Maghraby, qui n'est autre que le représentant de ACCOR au Moyen Orient, groupe français de l'hôtellerie et leader sur le marché mondial. Lui succède en 2006 Zoheir Garanah, président d'un tour operator parmi les plus puissants d'Egypte, et chargé de poursuivre la toute nouvelle campagne de promotion touristique sur les marchés internationaux, à hauteur de 45 à 65 millions de dollars par an<sup>328</sup>. Le premier est transféré à un poste des plus stratégiques, celui de ministre de l'habitat et de la construction, avec pour mission de mener le vaste chantier de développement touristique international de la côte nord méditerranéenne

---

<sup>328</sup> Le gouvernement égyptien a pour cela contracté l'agence internationale de communication touristique DDB Travel&Tourism, chargée de toute la promotion touristique de l'Egypte dans le monde, soit une vingtaine de marchés visés : spots télévisés, affichages publicitaires et promotion via internet et refondation d'un nouveau site : [www.egypt.travel](http://www.egypt.travel). Le budget officiel annuel se situe autour de 45 millions de dollars, avec une « vingtaine de millions qui vont et viennent » (entretien avec des professionnels de la communication touristique en Egypte, 2007), soit un total de 65 millions.

(territoire placé sous la juridiction du ministère de l'habitat), de Alamein jusqu'à la frontière libyenne, où se rencontrent capitaux arabes et tours operators internationaux. Jusqu'alors, le bétonnage de la côte était destiné à la clientèle égyptienne. Depuis 2004, le gouvernement affiche la volonté de faire de cette région une destination de villégiature internationale, inaugurant en 2005 l'aéroport d'Alamein, les premiers charters en provenance des capitales européennes, et le premier complexe construit par le *tour operator* allemand TUI et une agence égyptienne prédominante, Travco. En 2007, une affaire de vente de terrain, cette fois-ci au Caire, par le ministère de l'habitat dévoile la partie immergée de l'iceberg des dispositifs de partenariat entre secteur privé et pouvoirs publics, dans une confusion des genres particulièrement éclairantes : le groupe ACCOR est devenu propriétaire d'un terrain situé au cœur de la capitale, non loin du musée égyptien, acquis pour à peine 2 000 livres égyptiennes (soit moins de 300 euros) le mètre carré, lorsque la valeur de celui-ci en plein cœur de la capitale est estimée à au moins dix fois plus.

L'observation du secteur touristique incite à s'interroger sur ce qu'est aujourd'hui l'Etat égyptien ; un Etat qui n'a jamais cédé sur le contrôle de ce secteur tout en s'accommodant des règles de l'économie de marché. L'institutionnalisation et la généralisation des pratiques de collusion entre pouvoirs publics et investisseurs privés sont des phénomènes anciens, hérités et renforcés par les mesures de libéralisation économique, et avec lesquelles les agences de financement international s'accommodent. Faute de pouvoir démanteler un dispositif étatique centralisateur et tout puissant –on a vu que sous Sadate qu'il valait mieux marier la fille de celui-ci afin de s'assurer d'un poste ministériel stratégique, il est tout simplement investi par les acteurs économiques les plus puissants du pays ; vidé de sa fonction de redistribution et de régulation (dans une conception d'économie sociale) ; placé au service d'intérêts d'une élite économique, cosmopolite et toute puissante, bénéficiaire directe des politiques d'*infitah* des années-soixante-dix et des programmes d'ajustement structurel de la dernière décennie.

Le secteur touristiques n'est finalement qu'un reflet réduit de pratiques plus larges de favoritisme d'Etat, soulignant ainsi des éléments de continuité politique et économique entre les trois régimes qui se sont succédé depuis 1952, chacun à sa manière, dans l'objectif de maintenir, envers et contre tout, le contrôle et la centralité de l'Etat dans les affaires du pays, tout en s'ajustant au crédo libéral asséné par les agences financières internationales et reprises par l'élite économique égyptienne. Aussi pourrait-on conclure laconiquement avec Eberhardt Kienle : « *This all the less as Infitah did not put an end to the state domination of the*

*economy* »<sup>329</sup>. Bien au contraire ; le contrôle de l'Etat s'exprime dans des pratiques népotiques de détournement des règles de l'économie de marché tout en s'assurant d'y souscrire afin de maintenir l'image de bon élève dont l'Egypte jouit auprès des bailleurs de fonds internationaux<sup>330</sup>.

---

<sup>329</sup> KIENLE, Eberhard. *A Grand Delusion. Democracy and Economic Reform in Egypt*. London, I.B. Tauris, 2000, p. 182.

<sup>330</sup> GOBE, Eric. *Les Hommes d'affaires égyptiens et le pouvoir d'Etat : libéralisation économique et perspectives de démocratisation dans l'Egypte de l'ouverture (1974-1994)*. Thèse de doctorat, Aix en Provence, Institut d'Etudes Politiques, 1996. On peut déplorer l'absence d'études plus récentes en la matière qui permettrait justement de décrypter les relations établies dans le cadre des programmes de libéralisation entre l'Etat et le secteur privé égyptien, avec, sans l'oublier, la présence des Etats-Unis et des intérêts de ses entreprises et de ses hommes dans le pays.

## **II - Situer le tourisme international dans l'économie égyptienne : enjeux et structuration du secteur touristique**

---

Nous retiendrons ici trois enjeux économiques majeurs liés au tourisme international : la contribution des recettes touristiques à l'économie nationale, la distribution des revenus tirés du tourisme et l'emploi dans ce secteur. Ces enjeux recoupent trois questions interdépendantes. Comment circule l'argent dépensé par les touristes étrangers au sein de l'économie, nationale et locale ? Quelles sont les modalités qui président à l'organisation des métiers du tourisme ? Que nous indiquent-elles des modes de structuration économique et sociale à l'échelle locale ?

Nous abordons ces questions selon les sources d'informations et de données statistiques disponibles, combinées à nos propres observations tant à l'échelle nationale (Egypte) que locale (Louxor). A chaque fois, le jeu des échelles permet, nous semble-t-il, de souligner l'acuité des trois thèmes en matière de développement et d'économie touristique. Si l'approche par les chiffres permet de cadrer des observations plus qualitatives que nous développons dans le troisième chapitre, l'utilisation que nous faisons des données disponibles ne consiste pas tant à se frotter à l'exercice (périlleux) de la manipulation statistique, dont nous en explicitons les sources et les méthodes en annexe 2, que de prendre la mesure de l'activité touristique dans des territoires disputés :

- D'une part, la circulation et la distribution des recettes tirées des activités touristiques. Il s'agit tout simplement de comprendre comment est dépensé et redistribué un dollar dépensé par un touriste étranger dans le pays d'accueil, à l'échelle la plus locale.
- D'autre part, l'emploi. S'il est difficile de quantifier les impacts économiques du tourisme à Louxor, il est en revanche possible de comprendre l'organisation et la hiérarchie des métiers dans ce secteur en vue d'identifier les enjeux de développement économique et social que la spécialisation touristique (phénomène de *touristification*) implique à l'échelle d'une région comme Louxor.

## ***A - Le tourisme créateur de richesses ?***

Les recettes touristiques constituent généralement l'argument politico-économique qui justifie aux yeux des gouvernants et des experts, l'enjeu stratégique de développement lié au tourisme international selon le modèle qui consiste à transférer les richesses des pays industrialisés, via les touristes, vers les nations en développement, dès lors que les touristes sont pour plus des deux tiers situés dans les pays du Nord. Les revenus tirés des activités touristiques contribuent ainsi à alimenter les caisses de l'Etat en devises étrangères. Précision technique : elles sont comptabilisées dans la balance des paiements en tant que secteur d'exportation, au même titre que le pétrole, les revenus tirés du passage par le Canal de Suez ou encore les recettes tirées de l'émigration (*workers' remittances*).

Les recettes touristiques peuvent être calculées à partir des transactions de change et des opérations financières effectuées par tout individu dans le pays. C'est la méthode retenue par la Banque centrale d'Egypte. En revanche, le ministère du Tourisme a longtemps considéré un montant journalier des dépenses effectuées par les touristes étrangers. Selon ces deux sources, la valeur des recettes touristiques varie de manière significative<sup>331</sup>. Depuis 2002, date de publication du dernier rapport officiel sur le tourisme en Egypte, le ministère du tourisme a harmonisé ses données statistiques et explicité ses sources offrant, concernant les recettes touristiques une cohérence de l'ensemble des informations produites<sup>332</sup>. Nous utilisons ci-dessous les données de la Banque centrale égyptienne, afin de visualiser l'évolution du poste des recettes touristiques dans la balance des paiements par rapport aux deux autres postes stratégiques en matière de revenus en devises.

---

<sup>331</sup> Rappelons que les chiffres des recettes touristiques que nous avons utilisés dans la section précédente étaient tirés des rapports statistiques de l'Organisation Mondiale du Tourisme. Cette organisation est la principale institution à mettre en place des méthodes de calculs et d'évaluation des chiffres du tourisme en vue d'homogénéiser les sources et de comparer les données par pays. Pour autant, les chiffres donnés par l'OMT pour l'Egypte diffèrent de ceux fournis par la Banque centrale et par le ministère du Tourisme.

<sup>332</sup> Informations statistiques produites par le CAPMAS, les services de l'Immigration et des Passeports et la Banque Centrale d'Egypte.

7- Egypt : Principal Sources of Foreign Exchange Earnings (US\$ m)														
Year	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06
Petroleum	2111,3	1772,1	2176,0	2225,6	2577,8	1728,4	999,7	2272,9	2632,4	2381,0	3160,8	3910,3	5299,0	10222,4
Canal	1941,1	1990,3	2059,4	1884,7	1848,9	1776,5	1771,0	1780,8	1842,5	1819,8	2236,2	2848,4	3306,8	3558,8
Travel	2375,0	1779,3	2298,9	3009,1	3646,3	2940,5	3235,1	4313,8	4316,9	3422,8	3796,4	5475,1	6429,8	7234,6

Central Bank of Egypt, <http://www.cbe.org.eg/TimeSeries/Egypt's%20balance%20of%20Payments.xls>

Le tourisme constitue la première source en devises en contribuant pour un tiers des exportations de services en 1998/99, selon la première étude d'économie touristique faite en Egypte<sup>333</sup>, avec 3,2 milliards de dollars de recettes touristiques. Ce secteur tient la première place jusqu'en 2005/2006, durant laquelle la flambée des prix du pétrole ont fait presque doublé les revenus tirés de l'or noir. Nous remarquerons que, malgré l'attentat de Louxor de novembre 1997 et la baisse du mouvement de visiteurs en 1998, le poste tourisme se maintient se maintient en tête

Le tableau ci-contre est tiré des rapports statistiques du ministère du Tourisme, lequel utilise les données de la Banque centrale d'Egypte, présentées par année civile. Il montre une évolution en dent de scie des recettes touristiques sur la période 1988-2002. On remarque de manière identique combien la reprise, après une phase de crise, est particulièrement, dynamique<sup>334</sup>. Avec une baisse de plus de 30 % en 1998 suite à l'attentat de Louxor (novembre 1997), l'année 1999 connaît une augmentation de 52 % des recettes touristiques, avec 4 milliards de dollars contre 3,7 en 1997.

8- Recettes touristiques 1988-2002		
Année	millions\$	%
1988	826,2	...
1989	931,2	12,7
1990	1059,6	13,8
1991	1316,1	24,2
1992	2278,7	73,1
1993	1332,4	-41,5
1994	2006,3	50,6
1995	2683,6	33,8
1996	3204,1	19,4
1997	3727,2	16,3
1998	2564,6	-31,2
1999	3903,1	52,2
2000	4345,3	11,3
2001	3800	-12,5
2002	3763,9	-0,9

*Tourism in Figures 2002, Ministry of Tourism.*

<sup>333</sup> TOHAMY, Sahar, SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Cairo, The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n°40; June 2 000.

<sup>334</sup> SAKR, Mohamed Fathi & MASSOUD, Nada. *International Tourism Volatility with Special Reference to Egypt*. Cairo : The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n° 83, May 2003.

Le tourisme représente 4,4 % du PIB, 11,6 % si l'on tient compte des effets directs et indirects, toujours selon l'étude de 2000. Les chercheurs du ECES évaluent le taux multiplicateur touristique en Egypte à 2,64<sup>335</sup>. Celui-ci est un indice qui permet d'évaluer la diffusion en grappe du tourisme dans l'économie nationale. En économie du tourisme, le calcul du multiplicateur touristique est exposé aux polémiques, et ce depuis sa création au début des années 1970<sup>336</sup>. Il n'empêche que son application permet d'évaluer à l'échelle nationale les effets directs, indirects et induits (ces deux derniers sont réunis dans le tableau qui suit sous la catégorie *secondary*)<sup>337</sup> des dépenses effectuées par les touristes étrangers sur le territoire égyptien<sup>338</sup>. Les chercheurs du ECES ont ainsi rapporté à certaines données macro-économiques et sectorielles la ventilation par catégorie des dépenses touristiques, en se fondant sur une enquête spécifique à celles-ci effectuée par le ministère du tourisme<sup>339</sup>.

---

<sup>335</sup> SAKR, Mohamed Fathi & MASSOUD, Nada. *International Tourism Volatility with Special Reference to Egypt*. Cairo : The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n° 83, May 2003; p. 16.

<sup>336</sup> Sur les méthodes de calcul et les critiques faites au multiplicateur touristique, voir ARCHER, Bernard. « The Uses and The Abuses of The Touristic Multiplier ». In : GEARING, SWART, VART (Eds) *Planning for Tourism Development*. New York, Proeser, 1976. TOHAMY, Sahar, SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Cairo, The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n°40; June 2000, appendix 2 « Tourism Multipliers : Interpretation and limitations », p. 26-28.

<sup>337</sup> « Direct effects, which are production changes associated with the immediate effects of changes in tourism expenditure ; indirect effects, which are the production changes resulting from various rounds of re-spending of tourism industry receipts in industries supplying products and services to the tourism industry ; induced effects, which are the changes in economic activity resulting from household spending of income earned directly or indirectly as a result of tourism spending ». TOHAMY, Sahar, SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Cairo, The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n°40; June 2000, p. 11-12.

<sup>338</sup> La méthode consiste à « appliquer aux rentrées financières dues au tourisme international le mécanisme économique mis en évidence par Keynes à propos des répercussions des dépenses d'investissement... L'idée d'appliquer le multiplicateur à la dépense des touristes semble aller de soi puisque celle-ci est une injection de liquidités dans l'économie du pays bénéficiaire [...] La recette touristique nette a engendré directement des revenus qui ont été partagés entre les facteurs de production employés dans le secteur touristique et les facteurs employés dans les secteurs fournisseurs du secteur touristique. Mais il y a aussi des revenus indirects engendrés par la dépense de ceux qui ont perçu les revenus directs. Ces revenus indirects engendrent à leur tour d'autres revenus indirects. L'accroissement final du revenu est supérieur à l'accroissement initial ». CAZES, Georges. *Tourisme et Tiers-monde, un bilan controversé. Les nouvelles colonies de vacances ?* Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 30-31.

<sup>339</sup> *Foreign Visitor Expenditure Survey*, 1996. Ministry of Tourism. Enquête citée et utilisée par TOHAMY, Sahar, SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Cairo, The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n°40; June 2000.



<b>9- Tourists' Expenditure : Sales effect, 1996 (\$ 000)</b>			
<i>Sector</i>	<i>Direct</i>	<i>Secondary</i>	<i>Total</i>
Hotels & restaurants	1 459 282	2 427 408	3 886 690
Real Estate & Housing	72 658	77 038	149 696
Transportation	290 589	264 798	555 387
Locally Produced Goods	151 651	245 410	397 061
Entertainment&cultural service	635 564	1 292 546	1 928 109
Social & Society Services	48 989	229 398	278 387
Retail Services	202 201	166 080	368 281
<b>Total</b>	<b>2 860 933</b>	<b>4 702 677</b>	<b>7 563 611</b>

TOHAMY, Sahar, SWINSCOE, Adrian. The Economic Impact of Tourism in Egypt. Cairo, The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n°40, June 2000.

Selon les estimations, les revenus touristiques seraient multipliés par 2,6 passant de 2,8 milliards de dollars (effets directs) à 7,5 milliards (effets indirects et induits) pour l'année 1996. Les estimations des économistes du ECES valident ainsi les partisans du développement économique porté par le tourisme international, les experts internationaux et les décideurs politiques en première ligne. Le tourisme crée de la richesse. Néanmoins, les critiques généralement faites de l'usage du multiplicateur touristique valent tout autant dans le cas égyptien. Celles-ci, comme nous le rappelle G. Cazes, ne tiennent pas tant aux définitions et aux problèmes d'accès aux statistiques qu'à la disproportion entre le calcul théorique et les enjeux économiques réels<sup>340</sup>.

Il nous semble pourtant que l'enjeu des recettes touristiques ne se situe pas tant dans leur volume et leur contribution aux réserves de l'Etat<sup>341</sup>, que dans les modalités de leur *distribution* : comment un dollar dépensé par le visiteur étranger en Egypte circule-t-il dans l'économie ? Peut-on, pour ce faire, distinguer, deux méthodes d'investigation : la première, par les chiffres, la seconde, par l'observation. La pertinence de l'une comme de l'autre réside, à notre sens, dans l'articulation des deux. La première permet d'identifier des tendances générales ; la seconde, de saisir les modalités pratiques de distribution de la manne touristique à l'échelle locale.

<sup>340</sup> Pour plus de détails, qu'il n'est pas justifié de développer ici, se reporter à CAZES, Georges. *Tourisme et Tiers-monde : un bilan controversé*. Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 32-33.

<sup>341</sup> Tohamy et Swinsco nous informe que « *the potential contribution to taxation from foreign tourist expenditures is estimates to be LE2,8 billion, or 7,2 % of total tax revenues* ». Ce chiffre correspond aux taxes imposées sur les établissements de tourisme et de restauration. TOHAMY, Sahar, SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Cairo, The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n°40; June 2000, p 15.

Observons, pour point de départ, les chiffres disponibles. Le ministère du Tourisme a conduit une enquête spécifique aux dépenses touristiques en 1996<sup>342</sup>. Chiffres et tendances que l'on peut en tirer sont particulièrement instructifs. Ainsi, le tableau suivant reprend la distribution des dépenses touristiques par secteur et par provenance.

<b>10- Distribution of Tourists' Expenditure, 1996</b>							
<i>Spending categories</i>	<i>Arab</i>	<i>European</i>	<i>USA</i>	<i>African</i>	<i>Asian</i>	<i>Other</i>	<i>Total</i>
Accommodation outside of hotels	7	1,1	1,1	1,9	2,2	0,3	4,6
Food and drink outside of hotels	16	4,7	4,1	5,3	4,8	1,6	11,3
Accommodation, food & drink in hotels	19,7	47,4	48,1	44,8	44,6	51,3	31
Domestic transportation	7,8	10,1	9,6	9,9	10,8	10,5	8,7
Museums, tourist attraction, etc	2	6	6,5	6,5	6,5	8,8	3,7
Medical expenditure	3,1	0	0	0	0,1	0	1,9
Studying	2,3	0,2	0,3	1,7	3,2	0,5	1,6
Entertainment & cultural expenditure	22	14,8	13,7	14,3	11,9	13,8	18,8
Shopping	20	15,8	16,7	15,7	15,8	13,2	18,3
Other	0,1	0	0	0	0,1	0	0,1
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Ministry of Tourism, *Visitor Expenditure Survey*, 1996. TOHAMY, Sahar, SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Cairo: The Egyptian Center for Economic Studies. Working Paper n°40; June 2000.

Les dépenses effectuées par les touristes se distribuent globalement de la manière suivante : 31 % des dépenses totales sont consacrées à l'hébergement, les repas et les boissons en hôtels, 18,8 % aux activités culturelles et de loisir, 18,3 % aux achats et 11,3 % aux repas et boissons pris en dehors de l'hôtel. Ses deux dernières catégories de dépenses alimentent directement l'économie locale, soit près de 30 % des dépenses faites par les touristes étrangers dans le pays.

Plus généralement, cette étude nous renseigne sur le motif principal de visite : le loisir vient en première place (44,7 %) suivi de la visite des musées et des sites historiques (34 %). Ces chiffres confirment les évolutions de tendance de la demande touristique : le loisir (tourisme balnéaire) supplante le tourisme culturel. C'est toutefois au sein de ce dernier groupe que la dépense touristique journalière est la plus importante : soit 169 dollars par touriste contre 108 dollars pour le premier groupe. En revanche, nous observons que la part des dépenses pour les visites de musée et de sites historiques n'est que de 3,7 % (6 % et plus

---

342 *Foreign Visitor Expenditure Survey*, 1996. Ministry of Tourism. Enquête citée par TOHAMY, Sahar, SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Cairo, The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n°40; June 2000.

pour les visiteurs d'origine européenne, américaine et asiatique). Ce décalage peut s'expliquer de la manière suivante : d'une part, les prix d'entrée des musées et sites touristiques ne sont guère élevés en Egypte et ne grèvent que très partiellement le budget moyen journalier d'un touriste étranger<sup>343</sup> ; d'autre part, les formules *package* proposées par les compagnies touristiques étrangères incluent le plus souvent le prix des visites des sites historiques principaux, une dépense qui ne peut donc apparaître dans les données de l'étude.

Retenons pour l'heure que les visiteurs motivés prioritairement par le tourisme culturel et historique sont les plus dépensiers de manière générale. Ces tendances observées sont particulièrement utiles pour caractériser le type de tourisme qui prévaut à Louxor. Nous savons que les visiteurs dans la région justifient pour la majorité d'entre eux leur voyage par la visite des monuments historiques (ressource touristique principale). Nous savons aussi qu'environ 90 % d'entre eux, sont ressortissants de pays industrialisés (Europe et Amériques)<sup>344</sup>. Si nous rapportons ses caractéristiques générales aux chiffres et observations tirés de l'enquête sur les dépenses touristiques, nous avons donc à Louxor une clientèle particulièrement prodigue, avec une dépense moyenne quotidienne de 169 dollars<sup>345</sup>. La part des dépenses en hébergement et repas en hôtel atteint 48 % pour cette catégorie de touristes. Pour autant, ces dépenses sont généralement pré-payées dans l'achat du voyage, à partir du pays émetteur, et ne sont pas directement injectées dans l'économie locale.

En effet, la chaîne de négociation des formules de voyage que proposent les *tour operators* étrangers se situe en dehors de la relation directe touriste/prestataire local de service, et implique au moins un ou plusieurs intermédiaires. En règle générale, un hôtel local propose une formule d'hébergement à une agence touristique locale ou cairote, pour un prix donné, laquelle négocie directement avec l'agent étranger. Les combinaisons sont multiples, l'enjeu étant de limiter au plus serré la chaîne d'intermédiaires afin de dégager le plus de bénéfices. Au regard du faible coût à l'achat des formules *package* au départ des grandes capitales européennes, on peut à juste titre s'interroger sur les bénéfices effectués par les

---

<sup>343</sup> Ceci est vrai jusqu'en 2004, année où les prix d'entrée sur les sites ont augmenté de manière significative et se sont alignés sur des standards européens.

<sup>344</sup> Voir annexe 2, section consacrée au secteur hôtelier.

<sup>345</sup> Nous assumons pleinement le décalage des échelles dans le fait d'utiliser les résultats d'une enquête à vocation nationale pour la région de Louxor, sans tenir compte des disparités fort probables entre niveaux local, régional et national.

établissements hôteliers locaux, dès lors que l'on sait que les marges les plus importantes sont généralement faites par les *tour operator* étrangers et les agences intermédiaires.

Prenons l'exemple d'un hôtel de catégorie quatre étoiles. Afin de maintenir un flux constant de clientèle, le propriétaire de l'hôtel travaille en partenariat avec un agent touristique égyptien. Le propriétaire propose à l'agent une formule d'hébergement en demi pension pour douze dollars la nuit (en 2003) par chambre, laquelle sera facturée le double à l'agence de voyage étrangère. La marge financière faite par l'hôtel est relativement faible ; en revanche, l'établissement compte sur les consommations des clients ainsi que les activités de loisirs proposées en parallèle afin d'élargir ses marges de bénéfices. Le partenariat entre le gérant d'hôtel et l'agent touristique local, lequel possède son réseau international, garantit la régularité des activités de l'hôtel. Quant au *tour operator* étranger, son travail n'en est que plus facilité dès lors qu'il s'en remet aux compétences locales. Les agences en Egypte sont en 2002 autour d'un millier, essentiellement localisées au Caire. La concurrence est rude et la tendance au monopole particulièrement forte, le secteur étant globalement dominé par une dizaine d'agences majeures qui sous-traitent selon les besoins. Cette dimension logistique de l'organisation du circuit touristique tempère du même coup les modalités de distribution locale de la rente touristique. En matière d'hébergement - soit 30 % des dépenses touristiques totales, toutes nationalités confondues, et 48 % pour les touristes occidentaux, les bénéfices vont en faveur du *tour operator* étranger et de son relai local, un agent touristique égyptien, le plus souvent cairote, ou encore d'un établissement rattaché à un groupe international. Celui-ci peut éventuellement posséder une centrale d'achat situé en dehors du territoire égyptien et bénéficie en outre d'une fiscalité égyptienne particulièrement avantageuse.

Dans le cas de Louxor, nous savons : 1- que les touristes sont à plus de 90 % ressortissants de pays industrialisés ; 2- que leur principal motif relève du tourisme historique et culturel, ce qui implique les dépenses journalières les plus élevées ; 3- que les formules de voyage impliquent un hébergement pré-payé à l'achat dans le pays émetteur. Nous considérons par conséquent à Louxor que seulement la moitié des dépenses touristiques contribuent directement à l'économie locale.

Poursuivons l'exploration des chiffres. Les experts du *Luxor Comprehensive Plan*, lesquels ne semblent pas avoir eu connaissance de l'enquête du ministère, produisent leurs propres estimations des recettes touristiques pour la région de Louxor. Elles sont à prendre avec précaution car les méthodes d'évaluation ne sont pas explicitées. De plus, ces recettes

sont rapportées à un nombre de visiteurs dont l'estimation est hasardeuse, du fait même de l'absence de chiffres sur l'hébergement en bateaux de croisière. Citons les résultats, à titre indicatif : pour l'année 1997, les recettes touristiques pour la région de Louxor sont estimées à 360,7 millions de dollars, soit un revenu journalier de près d'un million de dollars<sup>346</sup>. Admettons, en l'absence de précisions des experts du PNUD, que ces recettes correspondent aux dépenses effectuées par les touristes étrangers. Si l'on considérait une contribution *directe* à l'économie locale de l'ordre de 50 %, les visiteurs étrangers auraient dépensé en 1997 à Louxor plus de 180 millions de dollars ; soit un revenu touristique annuel moyen par habitant qui serait de 1 170 dollars au niveau de Louxor-*madīnat* qui compte 153 758 habitants au recensement de 1996.

Encore une fois, au simple regard des estimations chiffrées, aussi discutables puissent-elles paraître, tout contribue à faire du tourisme, dans une analyse macro économique, un argument de premier plan en matière de développement régional, en mesure de convaincre les politiques des bienfaits du tourisme pour les économies locales. Il en va de même pour l'emploi.

### ***B - Le tourisme créateur d'emplois ?***

Le ministre du Tourisme, Ahmad al-Maghraby annonçait aux lendemains de l'attentat de Taba (9 octobre 2004) combien le secteur touristique était stratégique dans le domaine de l'emploi. Selon lui, un million de touristes générerait entre 250 et 500 mille emplois directs et indirects<sup>347</sup>. Observons plus prosaïquement qu'une usine de montage de voitures Mercedes représente environ deux cents emplois quand un bateau de croisière (pour une flotte qui compte plus de 250 unités) représente en moyenne une centaine d'emplois directs, qu'un village touristique (catégorie cinq étoiles) en Mer rouge emploie directement trois cents personnes en moyenne<sup>348</sup>, que le groupe français Accor, avec ses dix sept hôtels implantés en Egypte, fournit 3 300 emplois.

---

<sup>346</sup> Les experts du plan de Louxor estiment à 190 millions de dollars de recettes tirés des résidents en hôtels. En considérant la moitié de la capacité de la flotte de croisière en activité rapportée au taux moyen d'occupation en hôtel, les recettes touristiques tirées des résidents en croisière s'élèveraient à 170,7 millions.

<sup>347</sup> *Al Ahrām*, 9 octobre 2004 « un million de touristes génère 500 mille emplois pour les Egyptiens ».

<sup>348</sup> Cette moyenne est calculée à partir des chiffres disponibles dans l'étude CAPMAS sur le secteur hôtelier.

Le tourisme comme secteur générateur d'emplois est le deuxième argument largement mis en avant dans les discours politiques. Le thème est particulièrement sensible dans un contexte de réformes économiques et de chômage en augmentation constante<sup>349</sup>. D'aucuns verraient dans le tourisme une sorte de palliatif aux milliers de licenciement économique que la restructuration du secteur publique et industriel impliquerait à long terme. Ainsi, la naïveté du propos, essentiellement médiatique, consisterait à vouloir transférer comptablement une population active donnée d'un secteur à un autre, sans considération pour le niveau d'éducation et l'expérience professionnelle ou encore la localisation géographique (urbaine ou rurale, capitale ou province) et la mobilité des personnes.

Il est à ce titre frappant d'observer la diversité de profil des actifs du secteur touristique dans les zones récentes de développement (Mer Rouge et sud-Sinaï). Jeunes hommes des campagnes de haute Egypte et du Delta, avec peu ou pas de bagages scolaires ; diplômés universitaires originaires de villes moyennes de province. Tous tentent leur chance, en faisant plus ou moins bonne fortune. Les premiers fournissent la main d'œuvre des secteurs de la construction et des services du secteur informel générés par le dynamisme démographique et économique de ces régions. Les seconds occupent au mieux les postes de gestion en établissements touristiques, dans les services, les commerces ou dans les administrations locales.

La population active dans les régions littorales est majoritairement masculine et particulièrement mobile. La part des hommes y est nettement plus importante que celle des femmes, respectivement de 57 et 61 % en Mer rouge et Sud Sinaï, selon le recensement de population de 1996. Dans ces deux régions, 80 % des hommes ont moins de 35 ans, les 15-35 ans représentant plus de 25 % du total de la population masculine. Elles comptent respectivement 157 315 et 54 826 habitants, faisant ainsi parti des gouvernorats les moins peuplés d'Egypte. Elles ont vu en revanche leur population doubler entre 1986 et 1996. Cette croissance démographique est largement portée par le développement touristique régional qui fait appel à une main d'œuvre majoritairement masculine, jeune et très mobile.

---

<sup>349</sup> Selon ECES, le taux de chômage officiel passe de 7,7 % en 1999/2000 à 10 % en 2002/2003. Pour une synthèse sur les questions de l'emploi en Egypte, voir RADWAN, Samir. « Employment and Unemployment in Egypt : Conventional Problems, Unconventional Remedies ». Cairo, *The Egyptian Center for Economic Studies*, Working Paper n°70, August 2002.

L'attractivité de l'emploi dans ces deux régions n'encourage cependant pas la fixation des populations. L'emploi dans les secteurs du tourisme et de la construction y est saisonnier, précaire et soumis aux aléas de la conjoncture politique et économique régionale et internationale. Ainsi la crise financière asiatique de 1997 avait largement affecté le secteur bancaire égyptien. Le secteur de la construction touristique, en manque de liquidités et de garanties de prêts, s'est alors considérablement ralenti sur les côtes de la Mer rouge. A la suite de l'attentat de Louxor, les activités de construction ont été ajournées durant plusieurs mois<sup>350</sup>.

Selon Tohamy et Swinscoe, si l'on considérait le seul secteur de l'hôtellerie et de la restauration, les emplois dans le secteur touristique recensé comme tel dans la comptabilité nationale représenterait seulement 1 % de la population active, soit un peu plus de 200 000 actifs au recensement de 1996. Ce chiffre traduit très mal l'impact du secteur touristique sur l'emploi en général. Celui-ci engagerait directement et indirectement une trentaine de secteurs de productions de biens et de services, de l'alimentaire à la publicité, de la formation à la construction, de l'édition à l'hôtellerie, etc. Si l'on écoutait exclusivement le ministère du Tourisme, le nombre d'emplois directs et indirects dans le tourisme est estimé de un à dix millions. La rondeur des deux chiffres, largement repris par les médias, semble avoir essentiellement une fonction d'annonce politique plus qu'une réalité statistique.

Plus sérieusement, les économistes du ECES estiment le nombre d'emplois à un million pour les emplois directs, à 1,6 millions pour les emplois indirects, soit un total de 2,6 millions d'emplois, ce qui représenterait environ 12 % de la population active égyptienne. Par ailleurs, les chercheurs considèrent un rapport de 329 emplois pour un million de dollars de dépenses effectuées par les touristes étrangers. Par comparaison, un million de revenus tirés des exportations du pétrole ne représente que 13,3 emplois<sup>351</sup>. Le tableau suivant donne un panorama chiffré des impacts directs et secondaires des dépenses effectuées par les visiteurs étrangers sur l'emploi, selon les secteurs bénéficiaires, directement et indirectement, des activités touristiques.

---

<sup>350</sup> "The undeniable impact of the Asian financial crisis on emerging markets' investor confidence in a globalized economy, coupled with a murderous attack against tourists has sent developers of tourist resorts in Egypt back to the drawing board." *Middle East Time*, 8 février 1998 "Tourist resorts planning moves with the times".

<sup>351</sup> TOHAMY, Sahar, SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Cairo, The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n°40; June 2000, p. 18.

On notera que le secteur de l'hôtellerie et de la restauration représente 34 % de l'emploi total (direct et indirect), celui des transports, 24 %, celui des services culturels et de loisir, 20 %. La production de biens locale compte seulement pour 12 % des emplois induits.

11- Egypt : Jobs effect, 1996			
Sector	Direct	Secondary	Total
Hotels & restaurants	209 785	524 615	734 400
Real Estate & Housing	6 261	13 982	20 244
Transportation	454 775	65 151	519 926
Locally Produced Goods	93 216	166 649	259 865
Entertain. & Cultural Services	119 852	312 206	432 058
Social & Society Services	38 519	55 536	94 055
Retail Services	55 748	44 237	99 984
Total	978 156	1 182 375	2 160 531

TOHAMY, Sahar, SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Cairo: The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n°40; June 2000.

De tels chiffres confortent une fois de plus les impacts relativement positifs du tourisme international sur l'économie nationale. Les projets d'investissement annoncés en 1996 le long des côtes de la mer Rouge et de la Mer méditerranée - de loin, les zones les plus dynamiques en la matière, laissaient entendre la création de plus de 150 000 emplois (directs et indirects). Sur la décennie 1986-1996, près de 350 000 emplois (directs et indirects) auraient été créés dans ces régions grâce au tourisme<sup>352</sup>. Enfin, le secteur de la construction a largement été porté par les activités de développement touristique dans les régions de la Mer rouge et du Sinaï, durant la décennie quatre-vingts dix, comme nous l'avons déjà évoqué<sup>353</sup>.

Qu'en est-il de l'emploi à Louxor ? Quelle est la part du secteur touristique dans l'emploi dans la région ? Il importe ici de distinguer *madīnat al-Uqsur* dans ses frontières de 1989 (Louxor-*madīna* + cinq localités) et le *markaz* de Louxor (ensemble des villages)<sup>354</sup>. La première relève de l'urbain par ses caractéristiques morphologiques et démographiques et concentre par ailleurs la majorité des hôtels et des sites touristiques. Le second, selon la terminologie administrative, relève de la catégorie rurale et les villages qui composent le *markaz* sont pour la plupart éloignés des centres d'activités touristiques. Selon les autorités officielles locales, le secteur touristique compterait en 1998 à *madīnat al-Uqsur* 16 500

<sup>352</sup> *Egyptian Tourism*. The Egyptian Tourism Development Authority, 1997.

<sup>353</sup> Dossier spécial sur le secteur de la construction, *Middle East Economic Digest*, 3/1/1997.

<sup>354</sup> Terminologie et découpage administratif sont explicités dans le premier chapitre de la troisième partie.



actifs<sup>355</sup>. En revanche, ce serait 75 % de la population totale dont les revenus dépendraient directement et indirectement du tourisme, en considérant qu'un actif du secteur touristique ferait vivre en moyenne cinq personnes. Remarquons que ce pourcentage se rapproche dans les données censitaires de la part des emplois dans le secteur tertiaire pour *madīnat al-Uqsur*. En revanche, ce secteur ne représente plus que 35 % au niveau du *markaz*, le secteur agricole représentant 38 % de la population active.

<b>12- L'emploi à Louxor, madīnat al-Uqsur et markaz (% de la population active de +15 ans)</b>		
<b>Secteur</b>	<b>Madīnat al-Uqsur</b>	<b>Markaz de Louxor</b>
Agriculture	8,5	38,6
Industrie	15,8	26,4
Services	75,8	35

Source : *Egyptian Human Development Database 2003*  
www.undp.org.eg

Toutefois, si l'on s'en tient aux données censitaires, il est difficile, voire impossible, de donner une image exhaustive de la structure de l'emploi dans le secteur touristique pour la région de Louxor. D'une part, les activités touristiques sont traduites seulement à travers les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration. Ceux-ci comptent pour seulement 5 % de la population active sur l'ensemble du gouvernorat (*madīnat al-Uqsur + markaz*), avec 4 400 individus recensés dans ce secteur. Plus de 80 % de ces emplois sont situés au sein de *madīnat al-Uqsur*. Karnak et Louxor-*madīna* concentrent près des deux tiers du total des emplois dans l'hôtellerie et la restauration.

Tentons d'estimer la part des emplois induits par les activités touristiques sous un autre angle, à partir des recettes touristiques estimées pour la région. Celles-ci s'élèveraient, selon les experts du plan du PNUD, à 360 millions de dollars annuels pour l'années 1997. Par ailleurs, si, selon les économistes de ECES, un million de dollars de recettes touristiques générerait 329 emplois, la totalité des emplois dans la région de Louxor seraient alors, par une opération simple, de l'ordre de 120 000. Une telle estimation devraient encore laisser les experts et les politiques particulièrement optimistes quant aux impacts du tourisme, et confortent, par la magie des chiffres, les stratégies de spécialisation touristique au service du développement économique. En revanche, ce chiffre laisse perplexe : Si en 1996, la population *active* est de 45 000 individus pour *madīnat al-Uqsur* et de 50 000 pour le

---

<sup>355</sup> *Louxor 21. Programme de développement et de mise en valeur*. Conseil supérieur de la ville de Louxor, 1998 (en arabe). Selon ce rapport, un actif dans le secteur touristique ferait vivre cinq personnes en moyenne.

*markaz*<sup>356</sup>, nous sommes loin d'atteindre le chiffre de 120 000 emplois liés directement et indirectement au secteur du tourisme. Cette estimation, aussi décalée qu'elle puisse paraître des données censitaires concernant la population active de la région, laisse néanmoins suggérer plusieurs hypothèses : d'une part l'emploi saisonnier et la pluriactivité professionnelle (le cumul d'au moins deux emplois) ne sont pas rendus compte dans les données de recensement. Qu'en est-il notamment des emplois sur les bateaux de croisière ? D'autre part, cette estimation pourrait suggérer une création d'emploi au-delà des frontières de l'économie locale. Aucune étude ne permet par exemple de donner la part « d'étrangers », à savoir des actifs égyptiens non résidents à Louxor, dans le secteur touristique et les services qui lui sont liés ; des étrangers « venus d'ailleurs », du Caire ou d'autres gouvernorats, dont les recensements ne rendent pas compte, dès lors qu'ils sont effectués au regard du lieu de résidence et non de celui de l'activité professionnelle<sup>357</sup>. Curieusement, de toutes les études et plans d'aménagement sur la région de Louxor ces vingt dernières années, aucun ne fait état d'une enquête spécifique sur la structure de l'emploi, tout particulièrement dans le domaine du tourisme. Les estimations macroéconomiques des experts expriment des hypothèses qui restent à confirmer par des enquêtes spécifiques<sup>358</sup>.

---

<sup>356</sup> Ces chiffres correspondent à la part de la population de plus de 15 ans, en activité ou à la recherche d'un emploi, selon les données censitaires de 1996.

<sup>357</sup> Les recensements ne fournissent pas non plus les informations qui permettraient de lier résidence et lieu d'activité professionnelle.

<sup>358</sup> Le *comprehensive plan* de Louxor, dont l'objectif officiel est de lutter contre la pauvreté et de créer des emplois à l'horizon 2017, ne fait état d'aucune information qualitative et raisonnée sur la structure de l'emploi dans la région de Louxor, si ce n'est à travers les données macro-démographiques des recensements de population. C'est pourtant dans ce seul cadre institutionnel et officiel qu'une enquête spécifique à l'emploi dans le secteur pourrait être mise en œuvre (méthode par questionnaire), en partenariat, par exemple, avec la chambre régionale des établissements touristiques.

### ***C - La formation comme condition d'accès à l'emploi touristique***

Louxor est pourtant indéniablement, comme toute région touristique, un pôle attractif en matière d'emplois et d'activités économiques. L'augmentation constante des mouvements touristiques vers l'Egypte, et ce malgré les crises successives qu'a connues ce secteur durant les quinze dernières années, a dynamisé l'économie de Louxor. La ville située dans une région agricole structurellement en crise, où l'industrie y est quasiment absente, vit du tourisme et de l'archéologie, source principale d'emplois et de richesses. De fait, les phénomènes migratoires de main d'œuvre y sont importants. Les experts du *Luxor Comprehensive Plan* en annoncent le renforcement durant la prochaine décennie. Ceux-ci estiment que la population devrait atteindre en 2017 entre 800 000 et un million d'habitants, dont près de la moitié serait non originaire de Louxor. Si l'évolution du secteur touristique maintient une croissance constante portée par le développement programmé des infrastructures d'accueil d'ici 2017, entre 95 000 et 140 000 nouveaux emplois devraient être créés, dont 33 000 seulement seraient occupés par des résidents locaux. Le restant serait pourvu par une main d'œuvre extérieure<sup>359</sup>. Le phénomène n'est pas tant la conséquence d'une croissance démographique régionale stabilisée que des conditions d'accès aux emplois créés dans le secteur touristique.

Or, pour l'heure, et depuis les vingt dernières années, force est de constater pour les habitants de la région des possibilités inégales d'accès aux emplois du tourisme. La présence d'employés « venus d'ailleurs » est de fait particulièrement importante, notamment dans les établissements hôteliers de haut standing (5 et 4 étoiles). Ceux-ci concentrent sur Louxor 75 % des emplois de l'hôtellerie selon les données statistiques du CAPMAS. La même observation peut être faite concernant les personnels de bateaux de croisière. Ainsi, la répartition des employés par origine géographique sur un hôtel flottant (catégorie quatre

---

<sup>359</sup> Ces estimations ne participent pas de calculs au regard d'une croissance « naturelle » de la population, mais de la mise en œuvre d'un vaste plan de développement des infrastructures touristiques dans la région (voir troisième partie). *The Comprehensive Development of the City of Luxor Project, Egypt - Final Structure Plan, Volume 2: Supplementary Documents (2/2000) & The Comprehensive Development of the City of Luxor Project, Phase In Final report (1/1998)*.

étoiles) est explicite<sup>360</sup>. Sur un ensemble de soixante employés environ, seul le personnel de services en chambre est originaire de Louxor (village de Karnak pour les neuf employés, tous de la même famille, au sens large). Le personnel navigant (sept personnes) sont tous originaires d'un village situé au nord du *markaz* de Louxor (Qamûla), éloigné des circuits touristiques mais réputé pour ses compétences de navigation nilotique - on retrouve aussi sur la corniche de Louxor les hommes de Qamûla dans les activités de felouquiers. Les employés à la restauration, à la réception et à la gestion administrative sont en revanche tous originaires du Caire. En d'autres termes, les emplois les moins rémunérés sont occupés par des locaux de Louxor et de ses alentours, alors que les postes à compétence et mieux rétribués sont occupés par des Cairotes, la plupart diplômés d'instituts d'hôtellerie et de restauration ou de facultés universitaires. La stratification locale des métiers du tourisme implique de fait des disparités importantes, de formation, de revenus, d'image sociale, entre locaux et « étrangers ».

La profession de guide, au cœur même du circuit touristique, est tout particulièrement significative de la présence des non locaux dans l'économie touristique locale de Louxor. Soulignons que le métier de guide représente une part très marginale des emplois dans le secteur.

Ainsi, sur un peu plus de 7 000 guides touristiques accrédités en 2002 (chiffres disponibles), les trois quarts sont enregistrés au Caire, lieu de résidence, alors que l'on peut considérer qu'une majorité d'accréditation professionnelle concerne les régions de Louxor et d'Assouan<sup>361</sup>.

<b>13- Distribution régionale des guides touristiques, 2002</b>		
	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
Le Caire	5 509	76,9
Louxor	1 144	16
Aswan	329	4,6
Alexandrie	110	1,5
Autres	76	1,1
Total	7 168	100

Source : *Tourism in Figures*, Ministry of Tourism, 2003.

Si nous prenons les agences touristiques, la plupart sont au Caire et possèdent éventuellement des relais locaux. Leur personnel a généralement pour fonction première d'assurer l'accueil à l'aéroport et l'organisation du transport sur place des touristes (métier de *mandûb*) et l'administration courante, le circuit touristique étant pré-organisé à partir du

<sup>360</sup> Notre première enquête ethnographique d'une croisière sur le Nil s'est faite en septembre 1995, soit deux semaines d'enfermement sur un bateau de croisière quatre étoiles. Les données furent complétées et actualisées aux cours de missions de terrain jusqu'en 2004.

<sup>361</sup> Le guide doit demander un permis de travail auprès du ministère du Tourisme, sur une zone géographique précise. Le guide ne peut théoriquement pas exercer en dehors de la zone accréditée.

Caire. Les qualifications requises pour ces fonctions d'opérateurs locaux ne sont généralement guère exigeantes, et le recrutement s'effectue plutôt par affinités locales que sur critères de compétence, les premières n'excluant pas forcément les secondes.

Les inégalités en matière d'emploi entre habitants de Louxor et « étrangers » reste un thème récurrent de la vie publique et politique de Louxor. L'argument est largement exploité en période électorale durant laquelle certains candidats revendiquent l'accès des habitants de Louxor à la formation aux métiers du tourisme et à l'emploi dans le secteur<sup>362</sup>. La formation professionnelle et l'éducation sont effectivement des domaines stratégiques pour une distribution locale de l'emploi, et donc des revenus tirés des activités touristiques. Les données censitaires sur l'éducation nous permettent d'établir le profil des candidats potentiels aux emplois dans le secteur touristique à Louxor.

Avec seulement 3% de diplômés du supérieur en 1996 et plus de 40% d'analphabètes à l'échelle du gouvernorat de Louxor, la main d'œuvre qualifiée est relativement limitée sur la scène locale. Les disparités géographiques sont en outre particulièrement marquées. Le *qism* de Louxor concentre la population la plus qualifiée (voir tableau ci-dessous), où la part des diplômés du supérieur tend vers les 10 % et où celle des analphabètes se situe à 21 %. Au sein même de Louxor-*madîna*, dans certains villages aux limites des espaces touristiques et archéologiques, le niveau d'analphabétisme reste en revanche particulièrement élevé, équivalent à celui des autres villages du *markaz* les plus éloignés des centres d'activités touristiques. En revanche, les deux villages de Karnak se distinguent. Karnak al-Gadîd enregistre notamment plus de 4 % de diplômés du supérieur, fait singulier en milieu rural. Les deux villages sont situés autour du temple et fournissent en main d'œuvre depuis des décennies les missions de fouilles archéologiques et les établissements touristiques. Karnak al-Gadîd correspond à l'extension urbaine du vieux village de Karnak durant la seconde moitié du siècle dernier. Les deux villages ont été en quelque sorte absorbés par Louxor-*madîna*, constituant ainsi un continuum urbain, tout en maintenant des caractéristiques de type rural (bâti, structure familiale, maintien d'activités agricoles, etc).

---

<sup>362</sup> Sur le thème tourisme et campagnes électorales, voir l'article publié dans GAMBLIN, Sandrine (ed.) Contours et détours du politique en Egypte. Les Elections législatives de 1995. Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 330-332.

Toujours d'après les données censitaires de 1996, on observe que sur le gouvernorat de Louxor, 58 % de la population de dix ans et plus ont intégré le niveau primaire. Seulement 37 % de la population scolarisée en primaire ont accompli leur scolarité. 28 % sont passés par le cycle secondaire mais seulement 17 % en sortent avec un diplôme en poche (l'équivalent du baccalauréat *-sanawy 'amma*, ou un diplôme technique). Enfin, le gouvernorat de Louxor compte un peu plus de 3 % de diplômés universitaires, la quasi-totalité n'ayant pas intégré un troisième cycle supérieur (niveau master et doctorat). Les disparités à l'éducation sont encore plus marquées entre ville et campagne. 60% de la population de dix ans et plus à Louxor-*madîna* a accompli en 1996 un cycle primaire ; 9 %, un premier et second cycle universitaire. La ville compte une petite centaine de diplômés de troisième cycle (dont deux tiers d'hommes). Karnak al-gadîd se distingue avec plus de 40 % de personnes scolarisées ayant accompli un cycle primaire, et 4 % de diplômés universitaire. En revanche, les niveaux de scolarisation des autres localités du *qism* de Louxor se rapprochent des tendances des villages de *markaz*. A ce titre, le village de *Gurna* ne révèle aucune spécificité en matière de scolarisation par rapport aux villages voisins : les taux de scolarisation s'établissent autour de 30 % en primaire (cycle accompli), autour de 20 % en secondaire, et moins de 2 % de diplômés universitaires ou ayant intégré un cursus universitaire ; toujours en 1996. Le carte de la scolarité de la région souligne donc les disparités rural/urbain, et se présente globalement en cercles concentriques : plus les localités sont éloignées des centres d'activités économiques ou administratifs, plus faible est le niveau de scolarisation de la population.

Les chiffres de l'illettrisme sur les trois derniers recensements de population sont encore plus éloquent de cette géographie scolaire, a fortiori lorsque l'on distingue les hommes et les femmes en la matière. Si l'on veut évaluer le « développement humain » au regard de la variable éducative, force est d'admettre que le gouvernorat de Louxor enregistre sur les trois derniers recensements officiels une baisse particulièrement forte de l'illettrisme féminin. A l'échelle régionale, le gouvernorat de Louxor se distingue en 1996 de celui de Qéna avec seulement 41,5 % d'analphabètes parmi la population de plus de dix ans contre 53,2 %.

14- L'illétrisme à Louxor		1976		1986		1996	
		H	F	H	F	M	F
Gouvernorat de Qéna	محافظة قنا	56,8	86	48,8	79,1	38,5	67,7
Madînat al-Uqsur	مدينة الأقصر	49,5	80,7	41,1	71	29,3	54,4
Qism de Louxor	الأقصر	36,6	67	31,8	58,1	20	40,5
Uqsur, al-	الأقصر	25	51	23	42,7	15	29,2
Qurna, al-	القرنة	60,2	94	45,7	82,3	26,4	57,3
Karnak, al-	الكرنك	37,2	73	32	64,3	20,0	46,7
Karnak al-gadîd, al-	الكرنك الجديد	42,4	82,2	42,2	70,9	24,2	47,0
Gazîrat al-'Awwâmiyya	جزيرة العوامية	39,7	81,2	38,8	71,5	18,9	42,4
Minsha'at al-'Ammâry	منشأة العماري	60,9	91	46,3	79,1	32,3	59
Markaz de Louxor	الأقصر	61,4	92,1	49,8	82,1	36,7	64,9
Bayâdiyya, al-	البياضية	53,4	88,6	42	74,7	26,9	50,5
Aqâlta, al-	الأقالطة	77,2	97,8	59,6	89,5	51,5	78,7
Bu'ayrât, al-	البعيرات	63,6	95,7	46,4	86,1	30,5	64
Bughdâdy, al-	البغدادي	63,6	92,4	44,3	80,1	39,6	60,4
Gibîl, al-	الجبيل	60,0	91,9	49,4	81,9	37,6	64,4
Zayniyya bahry, al-	الزينية بحري	59,3	93,1	44,1	84,4	38,8	69,4
Zayniyya qibly, al-	الزينية قبلي	60,9	93,6	49,4	83,6	34,8	64,2
Sa`âyda, al-	الصعايدة	73,4	93,3	57,0	89,8	50,3	78,2
Tûd, al-	الطود	49,6	86,8	41,1	74,5	29,3	56,9
`Idaysât, al-	العديسات	59,2	91,7	48,2	80,6	29,6	60,6
`Idaysât al-qibliyya, al-	العديسات القبليّة	69,0	92,9	53,2	80,4	36,6	61
`Ashiyy, al-	العشي	65,4	93,6	65,8	92,4	48,2	75,6
Gharby Qamûlâ, al-	الغربي قمولا	66,0	95,2	43,7	76,8	43,4	73,1
Qibly Qamûla, al-	القبلي قمولا	49,9	90	50,8	84	34,6	69,8
Madâmûd, al-	المدامود	68,6	92,7	61,9	88,3	41,2	75,4
Dab`iyya, al-	الضبعية	70,4	92,3	45,7	77,4	35,3	66,8

CAPMAS, recensement national de la population, 1976, 1986 et 1996

Mais plus éloquente est la diminution de la part de femmes analphabètes dans le *qism* de Louxor, qui passe de 67 à 40 %. A l'exception de Gurna, cette part tombe à moins de 50 % pour l'ensemble des localités, à moins de 30 % pour Louxor-*madîna*. En revanche, elle se maintient à plus de 60 % dans les villages de *markaz*, jusqu'à près de 80 % dans certains. La part des femmes analphabètes à Gurna enregistre la baisse la plus spectaculaire, passant de 94 % à 57 % entre 1976 et 1996.

Au regard des chiffres de la population active, peut-on avancer que l'accès des femmes à l'emploi est particulièrement limité. La part de la population active féminine à Louxor est de 6 % au niveau du *markaz* et d'un peu plus de 16 % au niveau du *qism*. La féminisation des métiers du tourisme est une tendance internationale<sup>363</sup>. Elle est frappante en Egypte,

<sup>363</sup> SINCLEAIR, Thea (ed.). *Gender, Work and Tourism*. London, Routledge, 1997, 244 p. Les chiffres cités donnent pour l'année 1992 une part de 62 % de femmes dans le secteur commercial.

notamment si l'on prend la profession de guide touristique. Or les guides femmes sont toutes pour la plupart originaires du Caire et il faut attendre 2005 pour rencontrer deux guides femmes (de surcroît), fraîchement diplômées de la faculté de tourisme d'Alexandrie, et originaires de la rive ouest, respectivement de Ba'arât et de Gurna ; soit deux jeunes femmes d'une vingtaine d'années, dont les conditions d'accès à la profession ont largement été mises à mal sous les pressions familiales et sociales<sup>364</sup>. Hormis cette exception, force est d'observer que les femmes dans la région de Louxor, notamment en milieu rural, sont exclues des circuits économiques directs du tourisme, autant pour des raisons structurelles d'accès à l'emploi (niveau de scolarisation) – nous retrouvons les quelques femmes actives dans les administrations publiques, en milieu urbain- que pour des raisons de morale<sup>365</sup>.

Globalement, force est de constater que le niveau d'éducation reste toutefois très faible dans la région de Louxor. Les chiffres le montrent. L'état des structures de formation et d'éducation est encore plus éloquent. Si le nombre d'établissements scolaires a doublé entre 1989 et 1999 sur l'ensemble du gouvernorat de Louxor<sup>366</sup>, ils restent néanmoins largement inadaptés au besoin. Les classes sont surchargées, avec une moyenne de 38 élèves ; les locaux sont, selon les données du *Rapport sur le Développement Humain* du PNUD (2003), pour 60 % d'entre eux impropres (*unfit*) au niveau du *markaz*, et pour 20 % au niveau du *qism*. Du côté de la formation professionnelle, Louxor compte un institut agricole, un second orienté sur les métiers de l'industrie, et un centre de formation aux métiers du tourisme, créé dans les

---

« Their ratios in termes of occupational categories ranged from 39 % of publicans and 49 % of restaurant managers to 87 % of catering assistants, 80 % of kitchen porters and 74 % of travel attendants ». p. 40. Les femmes dans le tourisme et l'hôtellerie occupent majoritairement des emplois de mi temps, non qualifiés, mal rémunérés et par conséquent, extrêmement précaires.

<sup>364</sup> Rencontre avec Mona en juin 2006, guide touristique officielle, originaire de Ba'arât.

<sup>365</sup> Permettons-nous ici une digression programmatique des recherches en cours au moment de l'écriture de cette thèse : à savoir creuser une approche de type « *gender* » dans le secteur du tourisme en Egypte et particulièrement à Louxor. Nous l'envisageons selon deux axes. Le premier porte sur les interactions entre agents locaux (des hommes pour la plupart) et guides touristiques femmes du Caire. Tous les cas de figure sont observables : la guide en jogging et cigarettes aux lèvres, jurant comme un homme, la guide voilée, à forte tendance conservatrice et redresseuse morale, ou encore la guide voilée, enlevant son voile en certaines circonstances et mettant en place un projet de centre de remise en forme en Mer rouge pour les femmes égyptiennes bien en chaire. Le second axe porterait sur les femmes de la campagne de Louxor et leurs visions qu'elles portent sur le monde, et notamment celui des femmes, à travers le prisme des activités de leurs frères, fils et/ou maris travaillant dans le tourisme. A suivre donc.

<sup>366</sup> Passant de 115 à 253 établissements, correspondant à une augmentation comparable du nombre de scolarisés pour la même période (informations tirées du site officielle de *madînat al-uqsur* <http://www.lxr.com.eg/luxor1/>)



années quatre-vingts en coopération avec la Suisse. La qualité des enseignements dans les deux premiers instituts professionnels est plus que médiocre<sup>367</sup>. Quant au centre de formation aux métiers du tourisme et de l'hôtellerie, il est aujourd'hui peu dynamique et manque cruciallement de moyens et de compétences. De plus, Louxor ne possède pas d'universités même si une faculté de beaux-arts a été inaugurée en 2002 où l'Egypte antique et la restauration de monuments sont censées faire partie des enseignements dispensés. Les instituts étrangers d'archéologie semblent peu impliqués dans les cursus et la faculté manque cruellement de moyens.

En compensation à l'absence de structures de formation ajustées à l'offre d'emploi, et portées par une demande très forte, les écoles privées de langues étrangères ont fait leur apparition à la fin des années quatre-vingt dix<sup>368</sup>. Pour poursuivre un cycle supérieur ou bénéficier d'un enseignement de bonne qualité, les habitants de Louxor doivent quitter la région, vers Assiout, pour l'université la plus proche où les métiers du tourisme ne sont pas enseignés, ou pour le Caire. Une formation qualifiée aux métiers du tourisme relève à l'échelle du pays du cycle supérieur : seules trois universités, celle du Caire, de Helwân et d'Alexandrie, forment aux métiers de guides et de gestion touristique. Universités et instituts privés se sont largement développés depuis une décennie mais restent pour la plupart localisés dans la capitale, Alexandrie ou quelques villes du Canal.

Aucune structure de formation et d'enseignement ne permet donc de promouvoir des compétences locales qui répondent au développement des activités touristiques. Les emplois qui requièrent des compétences spécifiques et un niveau de scolarisation supérieur sont de fait fermés à une large partie de la population de la région. L'absence de structures éducatives performantes discrimine les habitants de la région, encourage à « l'importation » de main d'œuvre qualifiée, jeune, urbaine et mobile, et renforce localement les inégalités d'accès au marché de l'emploi dans le secteur, générateur de revenus, du tourisme.

---

<sup>367</sup> Le diplôme délivré permet surtout de réduire la durée de conscription militaire et possède très peu de valeur sur le marché du travail.

<sup>368</sup> Il est à ce titre à noter combien la coopération française à Louxor a manqué de clairvoyance dans ce domaine, en fermant définitivement le Centre d'Etudes de la Langue Française de Louxor, alors que 1/ la demande d'enseignement des langues étrangères est très forte à Louxor, 2/les touristes français sont parmi les groupes majeurs de visiteurs de la région. De même, les enseignements en français à l'institut de la restauration et de l'hôtellerie de Louxor, dans le cadre d'accord de coopération franco-égyptien, ont cessé.

Peut-être est-il naïf de penser qu'un haut-lieu tel que celui de Louxor puisse présenter des singularités socio-démographiques, notamment en matière d'éducation ; comme si pouvait fonctionner « naturellement » la fameuse équation redistributive dont les économistes se font les promoteurs depuis les années soixante : développement touristique=croissance économique=enrichissement=amélioration des conditions de vie=augmentation du niveau de formation, etc. Les observations que nous avons faites pour la période du début du XX<sup>e</sup> siècle nous avaient pourtant encouragée à retenir la variable éducative pour retracer l'évolution singulière de la population de Louxor. Elle se distinguaient alors nettement des autres villes de la région (Armant et Qéna en l'occurrence). Les niveaux d'éducation de la bourgeoisie au début du XX<sup>e</sup> siècle tenaient à l'existence d'une bourgeoisie terrienne aux fortes caractéristiques urbaines et cosmopolites, conséquences du développement du tourisme et des missions étrangères de fouilles archéologiques.

Aujourd'hui, Louxor n'est plus singulière au regard de ce critère. Plus généralement, cette région de Haute Egypte s'inscrit dans un contexte général de mal-développement. Pourtant, sur les quinze dernières années, l'enrichissement du niveau de vie de ses habitants est indéniable. Nous observons donc que le développement du tourisme dans la région ne produit pas nécessairement les conditions matérielles de valorisation des compétences locales ni d'amélioration du bien être. L'état de déficience des structures éducatives régionales, comme dans n'importe quelle autre région d'Egypte, entraîne et renforce la discrimination à l'emploi entre locaux et actifs étrangers. Le PNUD classe pourtant en 2005 Louxor parmi les dix premières villes les plus riches du pays, au regard du PIB par habitant. Quel que soit la pertinence de ce classement, des éléments d'observation plus qualitatifs, comme l'urbanisation des zones agricoles sur la rive ouest, l'augmentation des prix du foncier, l'apparition de signes extérieurs d'enrichissement (villas cossues, voiture à crédit, téléphone portable, satellite, etc.) témoignent des transformations sans précédent du paysage social et économique de la région sur les dix dernières années, révélant par là même un enrichissement largement imputable au développement touristique, seule activité économique productrice de richesses dans la région. C'est là toute la contradiction du phénomène, qui, à toutes les échelles, entretient la confusion entre croissance et développement, sans prendre en compte les dispositifs de distribution des richesses produites.

### III - De la distribution locale de la rente touristique

---

#### A - Travailler dans le tourisme : le métier de guide

Garant du bon déroulement du circuit touristique et du bien être des touristes, le guide est une figure incontournable du tourisme en Egypte. La profession possède son histoire, son prestige et une organisation syndicale puissante et relativement indépendante. Si, en Egypte, les associations professionnelles (médecins, avocats, journalistes, ingénieurs) ont longtemps fait l'objet d'analyse des politologues et des sociologues, le syndicat des guides touristiques semble y échapper. La raison tient peut-être à sa création récente (1983) et à un effectif faible (environ 7 000 guides touristiques en activité en 2002). Pour autant, la profession est investie d'un rôle social et politique qui confère à ses praticiens un statut privilégié.

L'histoire de la profession de guide est intimement liée à l'expansion coloniale et au développement du tourisme international en Egypte au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et témoigne de son ancrage dans le dispositif d'accueil touristique. Le drogman<sup>369</sup>, qui peut être considéré comme l'ancêtre du guide, était alors le plus souvent issu des communautés dites « étrangères ». Polyglotte, éduqué et cosmopolite, il exerçait dans tout l'empire ottoman, sur les sites inscrits au voyage en Orient, de l'Egypte à la Turquie. S. Moussa définit deux types de drogman : l'interprète rattaché à un consulat, français envoyé dans le Levant ou issu de famille Levantine, et dont la formation remonte jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle ; l'interprète recruté par les voyageurs et les touristes qui apparaît au XIX<sup>e</sup> siècle, homme polyvalent qui « constitue la version dégradée du drogman officiel »<sup>370</sup>. La réputation des drogman s'étiolle avec le développement du tourisme international tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Les ouvrages touristiques mettent en garde les visiteurs contre « those dirty and ignorant "roques"... »<sup>371</sup>. Pour le guide Murray, il existe quatre espèces de *dragomans* « *the Maltese, or the able knave; the Greek, or the cunning knave; the Syrian, or the active knave; and the Egyptian, or the*

---

<sup>369</sup> Mot dérivé de l'arabe, *turguman*, qui signifie « interprète ».

<sup>370</sup> MOUSSA, Sarga. *La Relation orientale. Enquête sur la communication dans les récits de voyage en Orient (1811-1861)*. Paris, Klincksieck, 1995, Chapitre « L'invention du drogman », p. 16.

<sup>371</sup> Guide Murray de 1858.

*stupid knave* »<sup>372</sup>. En revanche, Flaubert disait du *drogman* : « *c'est une position qui serait, je crois, à étudier, intermédiaire entre la vie turque et l'euro péenne* »<sup>373</sup>. Comme le remarque Moussa à travers son étude de l'image du *drogman* dans la littérature de voyage européenne, « *ce personnage irrite, car son identité, qui oscille entre l'Orient et l'Occident, résiste aux définitions traditionnelles* »<sup>374</sup>.

De l'héritage ambigu du *drogman* subsistent certaines caractéristiques entretenues par les guides touristiques contemporains : un rôle d'intermédiaire entre les cultures et un sens corporatiste particulièrement marqué. On se souvient des plaintes portées par les *drogmans* auprès de Thomas Cook en 1874<sup>375</sup>. L'affaire a comme un écho quelques 150 années plus tard dans les débats qui animent le syndicat des guides concernant la présence d'interprètes étrangers qui font directement concurrence aux guides nationaux. Pourtant la loi 121 de 1983 régissant la profession de guide assure l'exclusivité de l'exercice du métier aux Egyptiens de nationalité. Or, face à la pénurie de guides, notamment pour les groupes de touristes de langues rares (japonais, coréens ou polonais), la présence d'accompagnateurs étrangers a été longtemps tolérée. Par ailleurs, si le flux touristique ne cesse de croître durant les années quatre-vingt dix, il est cependant instable, et vulnérable aux événements politiques et aux vagues terroristes, entraînant ainsi des périodes de crise durant lesquelles la concurrence entre guides égyptiens et accompagnateurs étrangers est tout particulièrement virulente.

Cosmopolites, les guides touristiques contemporains égyptiens en cultivent l'image. Ils n'en sont pas moins nationalistes, farouchement attachés au principe d'exclusivité nationale, selon l'argument que seul un Egyptien est en mesure de présenter l'histoire du pays auprès des visiteurs étrangers. Ils se définissent à ce titre, non pas tant comme des intermédiaires ou médiateurs culturels (*cultural brokers, middlemen*)<sup>376</sup>, mais plutôt comme *ambassadeurs* de

---

<sup>372</sup> *knave* = filou, dans un sens péjoratif.

<sup>373</sup> MOUSSA, Sarga. *La Relation orientale. Enquête sur la communication dans les récits de voyage en Orient (1811-1861)*. Paris, Klincksieck, 1995, chapitre « L'invention du drogman », p. 13.

<sup>374</sup> MOUSSA, Sarga. *La Relation orientale. Enquête sur la communication dans les récits de voyage en Orient (1811-1861)*. Paris, Klincksieck, 1995, chapitre « L'invention du drogman », p. 15.

<sup>375</sup> (voir en première partie le chapitre consacré à Thomas Cook).

<sup>376</sup> Selon une certaine sociologie du tourisme et des loisirs : COHEN, Erik. « The Tourist Guide : The Origins, Structure and Dynamics of a Role ». *Annals of Tourism Research* « Tourist Guides, Pathfinders, Mediators and Animators ». Vol.12, n°1, 1985, pp. 5-31. HALLOWAY, J. « The Guided Tour, A Sociological Approach ». *Annals of Tourism Research*, vol.8 (3), 1981, p. 377-402.

l’Egypte sur leur propre territoire, retournant ainsi, en leur faveur, la noble réputation qui était celle des dragoman européens ou levantins jusqu’au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu’ils étaient alors attachés aux représentations diplomatiques étrangères. Le rôle d’*ambassadeur* est une expression récurrente de définition de la fonction de guide touristique, que ce soit dans les articles de presse, dans les discours des politiques ou les propos des guides eux-mêmes. Cette formule renvoie implicitement à un code de comportement, admis par tous et inscrit dans la loi 121 de 1983 : « *Le guide touristique doit respecter les règles de comportement qui incombent à sa profession, à savoir l’honneur (الشرف), l’honnêteté (الامانة) et l’intégrité (النزاهة)* »<sup>377</sup>.

Etre guide touristique est un métier hautement valorisé socialement en Egypte, contrairement aux pays européens<sup>378</sup>. La formation de guide est sanctionnée par un diplôme universitaire en quatre ans. L’intégration dans l’une des trois facultés de tourisme (Le Caire, Helwan et Alexandrie) exige un taux de réussite au baccalauréat particulièrement élevé (plus de 80 %), plaçant cette filière sur la liste des cursus les plus prestigieux derrière celles de médecine et de science politique. Au regard du système éducatif égyptien et des procédures de sélection qui le caractérise, les guides touristiques sont le plus souvent issus des classes économiques supérieures, jusqu’au début des années quatre vingt dix. A partir de 1993, pour faire face à l’augmentation du nombre de touristes étrangers et de la demande de services, le ministère du tourisme décide alors d’ouvrir le concours de guide aux personnes formées en dehors des filières universitaires (instituts privés de formation), permettant ainsi à des dizaines de guides « informels » (les « *silent guides* », comme on les appelle), de prétendre à un permis de travail délivré par le ministère. La décision crée un tollé dans la profession, arguant du fait que les nouveaux venus sur le marché, formés dans des centres privés en quelques semaines, ne peuvent en aucun cas se conformer aux conditions requises par le métier.

Si la profession de guide fut longtemps associée aux classes économiques supérieures – bénéficiaires de la libéralisation économique des trente dernières années, et revendique l’héritage de valeurs nobles attachées à l’histoire du pays –, sa composition sociale est en outre particulièrement ébranlée par l’évolution même du phénomène touristique en Egypte,

---

<sup>377</sup> Article 15, loi 121/1983 sur la profession de guide touristique et l’organisation de son syndicat.

<sup>378</sup> En France, les guides touristiques, souvent des étudiants en histoire ou en beaux arts, rétribués au pourboire, commencent seulement en 2002 / 2003 à s’organiser en tant que groupe professionnel et à revendiquer la garantie d’un minimum de droits.

passant d'un tourisme d'élite et culturel à un tourisme de masse. L'expression ne renvoie pas tant à la dimension numérique (le nombre de visiteurs en Egypte est plus que résiduel par rapport aux mouvements de touristes dans le monde) qu'à l'organisation même du tourisme : formule *charter*, *package* à prix réduit, des clientèles socialement très diversifiées et, souvent, décalées par rapport à leurs interlocuteurs égyptiens directs<sup>379</sup>.

L'autre conséquence de la « massification » du tourisme en Egypte réside dans l'apparition de nouveaux prétendants à la profession. L'ouverture du concours ministériel de guide touristique, tout en précipitant la multiplication des instituts privés pour la formation aux métiers du tourisme durant les années quatre-vingt-dix, répond à une demande croissante de services et de compétences locales. La diversification socio-économique des profils des candidats et la reconnaissance de nouvelles filières permettent à cette catégorie intermédiaire des guides non officiels, les fameux « *silent guides* », titulaires d'une formation universitaire avancée d'exercer légalement la profession<sup>380</sup>. Enfin, il faut citer, au bas de l'échelle, une troisième catégorie de guides touristiques qui ont longtemps été les piliers de certains quartiers de la capitale égyptienne jusqu'à la moitié des années quatre-vingt dix : le plus souvent guides improvisés, aux marges des circuits touristiques, marginaux, à la réputation de mauvais garçons, polyglottes mais sans cursus scolaire consistant, décriés par la profession et les médias (presse, cinéma, littérature). On les désigne en arabe par le terme péjoratif de *khaltiya*, dont l'étymologie est imprécise. Nous y reviendrons un peu plus loin.

---

<sup>379</sup> Par exemple, un guide, de très bonne famille, se retrouve à travailler avec *Go Charter*, tour operator majeur sur le marché français jusqu'à la fin des années 90. Les membres du groupe semblent beaucoup plus concernés par l'absence du jacuzzi sur le bateau (pourtant annoncé sur la brochure de l'agence française) que par les temples pharaoniques. Le guide est un peu excédé, essuie quelques mauvais mots à caractère ouvertement raciste (ah, ces Arabes !), finalement fait exploser sa colère : « Mais c'est qui, ces gens, hein ! Des ploucs, des *fellahîn* (paysans) ! A qui croient-ils parler ? Ici, en Egypte, ils seraient *fellahîn* ou *bawâb* (concierge) ! ». Notons au passage que l'anthropologie de l'altérité et du choc des cultures qui régit une grande partie des études sur le tourisme est ici particulièrement hors sujet. La rencontre *Hosts and Guest* serait plutôt de l'ordre de l'entrechoc des classes sociales...

<sup>380</sup> L'université privée du 6 octobre fut la première institution à proposer une formation de guides touristiques, théoriquement équivalente à celle proposée par les universités publiques. La reconnaissance du diplôme en 1996 par le ministère de l'Enseignement a suscité l'émotion de la profession, et engagé le syndicat des guides dans un procès (sans issue) contre le conseil supérieur aux universités. « Les guides professionnels en guerre contre les instituts privés », *Ahram Hebdo*, 14-20 février 1996.

Au final, la profession de guides touristiques ne cesse d'attirer de nouveaux candidats, plus que doublant ses effectifs en moins de dix ans : en 1992, les guides touristiques sont au nombre de 3 015, et passent à plus de 7 000 en 2002. Entre trois cents et cinq cents guides nouveaux apparaissent chaque année sur le marché. Entre 2001 et 2002, plus de sept cents nouveaux guides sont accrédités, passant de 6 407 à 7 168 individus<sup>381</sup>.

<b>15- Nombre de guides, 1990-2002</b>	
<b>Année</b>	<b>Nombre de guides</b>
1990	2 153
1991	2 678
1992	3 015
1993	3 421
1994	3 797
1995	4 063
1996	4 676
1997	4 887
1998	5 223
1999	2 779
2000	6 052
2001	6 407
2002	7 168

*Tourism in Figures,*  
Ministry of Tourism, 2003

L'exercice de la profession passe nécessairement par l'enregistrement au syndicat des guides et l'obtention auprès du ministère du tourisme d'un permis de travail<sup>382</sup>. Dans le paysage « syndical » égyptien, l'association des guides préserve une relative indépendance à l'égard du gouvernement et reste par ailleurs un des seuls syndicats professionnels en Egypte dont le conseil n'a pas été investi par les courants islamistes. Fondé en 1983, le syndicat renouvelle son conseil tous les trois ans par les urnes. Chaque scrutin révèle les enjeux de la profession et du rapport de l'association au monde politique, même si la participation électorale reste faible. Lors des élections de 2001, sur 6 407 guides, environ 3 500 personnes sont inscrites sur les listes électorales. 70 % des inscrits ont alors voté, représentant seulement 30 % de l'ensemble des guides touristiques. Remarquons par ailleurs que le nombre d'inscrits sur les listes électorales n'a guère évolué entre le scrutin de 1995 et celui de 2001.

Les élections syndicales de 1995 furent exemplaires du clivage social évoqué précédemment avec l'élargissement du concours ministériel de guide<sup>383</sup>. D'un côté, Layla

---

<sup>381</sup> *Tourism in Figures 2002*, Ministère du Tourisme.

<sup>382</sup> Ce permis est accordé pour un an selon une zone géographique d'activité, et selon la ou les langue(s) pratiquée(s).

<sup>383</sup> Elles sont aussi particulièrement occupées par les femmes, qui représentent un tiers de la trentaine de candidats en lice pour le conseil exécutif. « Les femmes embellissent les élections du syndicat des guides touristiques », *al-Ahrâm*, 8 mai 1995.

Qandîl, présidente du syndicat depuis sa création, incarnait la tradition de guide et les nobles valeurs du métier. De l'autre, Na'amât Sadîq, aux couleurs nassériennes et populaires, mobilisait au nom des « *silent guides* », ceux-là même qui étaient accusés par les autres de déroger aux règles du métier. Enfin, autre candidat majeur, Mamdûh Fargâny était non seulement l'homme du ministère mais aussi le candidat de la famille des Khattîb, l'une des quatre grandes familles qui tiennent la majeure partie des services touristiques dans le quartier des Pyramides de Guîza. L'entrée d'un des leurs dans le syndicat des guides aurait essentiellement joué dans l'intérêt des familles, au détriment de la profession dans son ensemble. Les familles auraient recruté au sein du quartier, ce qui aurait signifié un manque à gagner pour nombres de guides professionnels. C'était le point de vue des guides « cairotes » qui refusèrent cette intrusion et voulaient conserver leur indépendance face aux familles des Pyramides.

Qandîl contre Fargâny, c'était l'indépendance fondatrice du syndicat contre le népotisme local associé au ministère. En revanche, voter pour Sadîq signifiait brader les valeurs nobles du métier au profit des roturiers opportunistes :

#### Notes de terrain : extraits

Na'amât Sadîq ne correspond pas à ce que devrait être un guide touristique : « *elle porte une blouse, je ne sais pas quoi, elle a les cheveux sales, elle fait pas guide* » me dit Tâmer, guide touristique de 27 ans<sup>384</sup>. Elle aurait tenté de mobiliser une certaine catégorie de guides, les anciens « *silent guide* » devenus guides officiels par une réforme du diplôme de guide touristique engagée sous Fu'âd Sultân il y a deux ans. Maintenant, il existe un examen tous les trois mois auquel tout le monde peut se présenter. « *Il y a deux ans, on était 2 000 guides, aujourd'hui nous sommes près de 5.000* ». D'après Tâmer, les agences étrangères se sont plaintes qu'il n'y ait pas assez de guides qui veulent réellement travailler, « *et là il faut comprendre qu'ils veulent travailler pour 30 ou 40 livres par jour. Sultan a donc décidé de prouver aux étrangers qu'il existait des guides qui désiraient travailler, et a donc ouvert les concours de guide. Tous les trois mois près de quatre cents guides nouveaux apparaissent sur le marché* »<sup>385</sup>. Pour Tâmer, cela signifie une baisse de la qualité des services, car les nouveaux arrivants, représentés par Na'mat Sadîq, fille de militaire, ne correspond pas aux critères du guide idéal : les qualités d'un guide ne se résument pas à une connaissance des langues étrangères et de l'histoire de l'Egypte, mais aussi à certains standards de bonne éducation et d'apparence « *convenable* » (محترم), une manière de s'habiller, de parler aux gens « *quand tu vas au musée, tu dois savoir qui est le guide et le reconnaître tout de suite* ». Les « *silent guides* » exercent essentiellement au musée, « *ils sont mal habillés et ne savent pas parler au gens... Ce qui les intéresse, c'est faire de l'argent, 40 livres par jour, par 30, 1 200 livres c'est beaucoup d'argent gagné. Moi l'argent vient après, avant tout c'est de savoir si les touristes, le groupe, sont contents de mes services, l'argent vient ensuite* ». Septembre 1995

<sup>384</sup> Tâmer travaillait depuis 1990 comme guide « français ». Je l'ai rencontré en septembre 1995, à l'occasion d'un travail « ethnographique » de la croisière sur le Nil (soit deux semaines de navigation entre le Caire et Assouan). Issu de la bourgeoisie aisée de Maniyal (son père avait longtemps travaillé pour la société Shell), Tâmer fréquentait les lieux de dernière mode du Caire, où l'on pouvait y rencontrer l'un des fils Moubarak ou quelques stars du show-biz ; et beaucoup de guides touristiques.

<sup>385</sup> Le concours a lieu en fait tous les ans et les chiffres de Tâmer ne correspondent pas exactement à la réalité statistique.



Layla Qandil remporte finalement le scrutin de 1995, perd son poste en 1998, au profit d'un candidat proche du ministère, qui réussit enfin à placer son favori. Longtemps dominée par les femmes, l'administration du syndicat, à l'instar de la profession elle-même, se masculinise<sup>386</sup>. Les femmes, largement majoritaires au sein du conseil exécutif depuis la création du syndicat (soit cinq sièges sur huit en 1995, majorité conservée aux élections de 1998), sont définitivement mises à mal à l'issue du scrutin de 2001, conservant seulement un siège. A la présidence, est élu un homme présenté comme celui du changement et de l'indépendance politique, Muhammad Gharîb : « *Nous ne marchons derrière personne et personne ne marche derrière nous, ou bien nous marchons ensemble, dans l'intérêt du syndicat, pour les droits et le respect des guides touristiques* »<sup>387</sup>. Il sera réélu en 2004. Son programme inscrit en priorité la mise en place d'une assurance vie-retraite-santé pour tous les membres. Dès sa prise de fonction, le président du syndicat s'engage sur divers fronts, dont le thème épineux de la rémunération des guides touristiques. Le thème est central, pour les guides eux-mêmes, mais aussi pour l'observateur soucieux de comprendre les pratiques du métier et l'organisation des services touristiques.

La loi 121 de 1983 fixe la somme journalière du salaire du guide touristique autour de vingt-cinq-livres égyptiennes (soit moins de trois euros en 2006), somme qui lui est théoriquement versée par l'agence touristique locale qui le contracte. La somme n'a pas été modifiée depuis, devenant rapidement insignifiante, en inadéquation avec l'augmentation du coût de la vie, les exigences de la fonction, le standing social et les pratiques de consommation des guides touristiques<sup>388</sup>. Par conséquent, la principale source de revenus du guide repose essentiellement sur les gains tirés des achats effectués par les touristes étrangers, à savoir par le prélèvement d'une commission. Pivot essentiel du bon déroulement du séjour et intermédiaire obligé, le guide, de manière générale, détient contrôle et monopole sur le

---

<sup>386</sup> La tendance internationale des métiers du tourisme est à la féminisation (et donc à la précarisation). SINCLAIRE, Thea. *Gender, Work and Tourism*. London, Routledge, 1997. L'Egypte n'échappe pas à la règle. On y observe une forte proportion de femmes dans la profession. Féminine est l'image qui est couramment renvoyée du guide touristique comme le montre une publicité pour une marque de shampoing : une femme, guide touristique, moderne et active, cheveux au vent au pied des pyramides.

<sup>387</sup> Allusion faite à son principal adversaire, Amîr al-'Utman, candidat soutenu par le ministère du tourisme. *Al-Akhbâr*, 18 janvier 2002.

<sup>388</sup> Par comparaison, 25 livres égyptiennes est en 2000 la rémunération moyenne d'un ouvrier du bâtiment journalier au Caire.

groupe de touristes étrangers, les conduit d'échoppes en bazars, selon un circuit précis et balisé. Le guide n'a aucun intérêt à laisser se disperser le groupe. De l'autre côté, peu de touristes n'ont le temps ou le désir de fureter hors des sentiers battus. Les touristes consomment un produit prédéfini par les agences européennes et exigent avant tout la conformité de ce produit à la réalité du séjour. Pour cela, ils s'en remettent en toute confiance au guide, lequel est (omni)présent tout au long du voyage. Pour autant, la pratique de la commission, fort ancienne<sup>389</sup>, est en totale contradiction avec la loi de 1983 et les principes qui régissent le métier : « *Le guide ne doit pas exercer d'activité commerciale ou accepter de commission (عمولة) venant de magasins publics ou de commerces privés* »<sup>390</sup>. Le système de commission, décrié officiellement (notamment dans les accusations faites aux guides informels), est pourtant largement institutionnalisé, nécessaire à la survie économique du guide touristique et de ses fournisseurs. Les touristes étrangers en sont souvent informés, dès leur arrivée en Egypte. Le guide garantit la qualité des biens touristiques consommés et le touriste accepte de payer plus en échange de cette garantie.

L'institutionnalisation du système de la commission est au principe même de la mise en réseau des services touristiques et de la circulation des dépenses effectuées par les visiteurs dans le pays. Du même coup, il se situe au cœur des modalités de redistribution de la manne touristique à l'échelle locale, le guide touristique en étant le premier bénéficiaire et le maillon essentiel. Les exemples sont multiples à Louxor : telle fabrique d'albâtre sur la rive ouest travaille ses relations avec plusieurs guides affiliés à quelques agences touristiques caiotes. Elle fait ainsi vivre une dizaine d'ouvriers, lesquels entretiennent chacun une famille de cinq à dix personnes en moyenne. Les bénéfices financiers tirés localement du tourisme dépendent en quelque sorte des relations entretenues avec les guides, lesquels jouent sur la concurrence mais aussi sur la solidarité entre paires, afin de tirer les commissions à leur avantage, mais aussi de maintenir un seuil acceptable pour tous de négociation avec les fournisseurs locaux, vendeurs d'albâtre sur la rive ouest de Louxor, vendeurs de bijoux en or, fabricants de papyrus et vendeurs d'essence de parfums dans le quartier des pyramides. La commission varie sur les produits selon le type de relations, mais reste généralement dans une fourchette

---

<sup>389</sup> A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le règlement sur la profession de *drogman* et de guide fixait un tarif journalier et interdisait toute dérogation à la règle, dont l'usage de la commission, pourtant largement pratiquée.

<sup>390</sup> Article 12 de la loi 121/19983 : « le guide ne doit pas exercer d'activité commerciale ou accepter de commission (عمولة) venant de magasins publics ou de commerce privé ».

admise : autour de 2 % sur les bijoux en or, entre 60 à 80 % sur les papyrus, autour de 30 % sur les essences de parfum. Les modalités de distribution de ce que dépensent les touristes sur place (voir supra), s'articulent à la fonction du guide touristique et en dépend largement.

Nous comprenons mieux dès lors :

- a) le corporatisme farouchement défendu par le syndicat dès lors que le ministère ouvre le concours de guide touristique et permet l'officialisation de nombreux guides informels qui jusque là pratiquaient en dehors des cadres juridiques et professionnels ;
- b) les tensions qui règnent entre les différentes associations professionnelles des métiers du tourisme. En 2002, sous la pression du syndicat des guides, le ministère du tourisme décrète l'augmentation de la rémunération journalière des guides touristiques, passant ainsi à cent trente livres par journée de travail. Les agences touristiques refusent néanmoins d'appliquer le décret ministériel<sup>391</sup>, qui signifierait pour elles un manque à gagner non compensable sur le prix final du produit proposé aux agences étrangères.
- c) La ténacité du syndicat à faire pression pour que disparaissent les guides informels et, surtout, les *khaltiya*<sup>392</sup> : ceux-là ne sont soumis ni aux contraintes du métier (permis de travail, inscription au syndicat), ni à une formation universitaire de prestige, ni au code déontologique tacite qui régit le système de la commission ; issus de milieu populaire, polyglottes, peu éduqués mais autodidactes, ils sont largement présentés et perçus comme de mauvais garçons, exploitant parfois la naïveté des touristes étrangers, et du même coup, offrant une image peu respectable du métier et du pays<sup>393</sup>. Les propriétaires de commerces en revanche trouvent dans l'existence des guides informels et des *khaltiya* une condition nécessaire au bon fonctionnement de leurs affaires. Ce sont souvent eux qui les recrutent pour attirer la clientèle.

Les *khaltiya*, ces guides improvisés, aussi marginaux soient-ils, nous semblent cependant particulièrement exemplaires des enjeux qui animent la profession de guide en

---

<sup>391</sup> *Al-Ahrâm*, 6 septembre 2002.

<sup>392</sup> « Les *khalteyas* sont de jeunes chômeurs qui, pour survivre ou éviter les salaires du gouvernement, font la chasse aux touristes dans les rues du Caire pour leur offrir toutes sortes de services. S'agissant d'un métier informel, ils sont à la limite de la légalité. La plupart ne sont que des intermédiaires, mais certains sont de vrais escrocs ». *Ahram Hebdo*, 17 juin 1996.

<sup>393</sup> *Al-Ahrâr*, 9 novembre 1995 : « le danger des *khaltiya* menace le tourisme en Egypte ».

général, à savoir le contrôle et le monopole exercé sur le groupe de visiteurs. La géographie de leurs activités, située aux marges des circuits touristiques, dans les périphéries urbaines et informelles, nous renseigne qualitativement sur la diffusion d'une partie, infime mais significative pour les bénéficiaires, de la manne touristique dans l'économie locale. Tentons d'esquisser un portrait de ces guides mal famés :

#### Notes de terrain : visite dans la vieille ville et portrait d'un *khalty*

Les *khaltiya*, dont l'étymologie se perd dans les mémoires, sont apparus dans les années quatre-vingts, avec la multiplication des bazars touristiques. Leurs principales zones d'activité se situaient jusqu'au milieu des années quatre vingt dix, autour de la place Tahrîr et du musée égyptien et dans la vieille ville fatimide, au pied du pont à piéton qui traverse la rue al-Azhâr, en contrebas de la célèbre université. Un magasin d'essence de parfum situé dans le centre ville pouvait employer dans les années quatre-vingt-dix jusqu'à une dizaine de *khaltiya*, postés en des points stratégiques du quartier. Leur travail consistait exclusivement à attirer le client dans la boutique. Leur rétribution était généralement fixe, au nombre de clients, le travail de vente étant exercé par le propriétaire du magasin et son équipe. Durant les périodes de crise du tourisme, les *khaltiya* se sont déplacés vers les côtes du Sinaï et de la Mer rouge, où la police est plus souple et l'argent plus facile à gagner.

Magdy est propriétaire d'un atelier de *khayma* (tente traditionnelle brodée à l'usage des commémorations d'événement) dans le passage de *Bâb Zuwayla*, dans le quartier fatimide du Caire. Nous venons d'assister à une scène entre un *khalty* et « ses » deux touristes, dans l'échoppe située de l'autre côté de la rue. Magdy nous parle des garçons qui travaillent dans le *market*. « *Sayed, lui il est bien, mais beaucoup font de mauvais trafics avec les touristes, et ça, dans le market, on n'aime pas ça. C'est comme le grand Mohammad, qui est toujours posté à l'entrée de Ghuriya, lui il fait des trucs pas très bien, des trafics en tout genre... C'est comme l'autre, qui fait les prix trop élevés avec les commerçants, on l'appelle Târik al-Mâfia* ». D'ailleurs le voilà qui arrive. Habillé tout de noir, à la mode soixante-dix, de l'or partout : du cou une grosse chaîne tombe sur la chemise ouverte, une gourmette énorme et une montre couleur or aux deux poignets. Le gars marche fièrement, le torse bombé, les cheveux gominés. Il me rappelle mon oncle, docker gitan de Marseille, au passé trouble, et que l'on surnommait « sïete pechos » : l'homme aux six poitrines. Bref, il mérite bien son surnom de Târik al-Mâfia ; un *khalty* qui vit de combines plus ou moins respectables avec les touristes étrangers. Il est accompagné de deux touristes anglo-saxons, des sacs pleins les mains, remplis des traditionnels achats touristiques : papyrus, boîte en nacre, pouf en cuir, *gallabiya*, etc. Les touristes s'installent avec nous et regardent les enveloppes de coussins. Pendant que les touristes farfouillent, je décide de partir. Magdy me retient : « *non, non, reste, tu vas voir comment Târik al-Mâfia travaille* ». Finalement, les coussins sont vendus à 15 livres pièce, soit 30 livres pour les deux achetés : 10 pour Târik, et 20 pour Magdy : « *Il fait un bon business, le gars, il a rien à payer, le magasin, l'électricité, les taxes, les charges, etc.* » Faut dire que Târik voulait vendre les coussins à 25 livres pièces : longues discussions, Magdy refuse. Lui, il pratique des prix bon marché pour pouvoir écouler sa marchandise et faire tourner son affaire. Le problème selon lui « *c'est que des mecs comme Tarek, ils font monter les prix dans le market* ».

Avril 1995

Les *khaltiya* jouent localement un rôle non négligeable en termes de distribution de la manne du touriste, en mettant directement en contact le producteur et le consommateur. Un guide officiel, de part son éthique et ses préjugés de classe, n'aurait jamais l'idée d'emmener un groupe de touristes étrangers dans ces quartiers très populaires, aux rues étroites et encombrées. Pourtant, en bonus, le touriste découvre un quartier qu'il n'aurait jamais visité autrement. Les *khaltiya* pratiquent en quelque sorte une forme non assumée de commerce équitable –dirait-on aujourd'hui, en réduisant la chaîne d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur, au risque de déstabiliser, et le dispositif concerté de la commission dont le guide officiel détient le monopole, et le touriste lui-même. Si le *khalty* reste une figure marginale du circuit touristique, une espèce en voie de disparition qui ne peut que travailler avec les touristes individuels, il n'en est pas moins révélateur des manières de travailler dans le tourisme.

Le parcours du *khalty*, dont l'argument de séduction consiste dans le fait qu'il propose aux touristes d'acheter directement chez le fabricant, dessine ainsi une cartographie des réseaux de distribution de la manne touristique, à l'échelle d'un quartier, d'une ville. Au début des années quatre-vingt-dix, il était possible d'observer la conversion de nombre d'ateliers d'ébénisterie de la ville médiévale du Caire à la production touristique. Situés en dehors des circuits balisés des touristes, sans relation avec les prestataires directs, si ce n'est par le biais d'intermédiaires (propriétaire de bazars, grossistes), ces ateliers sont pour la plupart de petites entreprises familiales. Les *khaltiya* constituent pour eux l'interface direct avec le touriste.

Il n'est pas question ici de confondre le *khalty* avec le guide officiel. Pour autant, la figure du guide informel nous informe à l'échelle la plus locale (un quartier) des relations d'interdépendance entre prestataires de service. Au cœur de ce système est placé le principe de la commission, autant pratiquée par les guides formels qu'informels, une pratique généralisée et notoire dans le secteur touristique, à tous les niveaux d'activité, mais dans la plupart des secteurs d'activités économiques en général. En revanche, parce que la commission est en principe interdite et donc, n'est pas encadrée, les transactions financières et la circulation de la manne touristique échappe largement à la comptabilité nationale<sup>394</sup>.

---

<sup>394</sup> Au regard des chiffres sur la contribution du secteur touristique au PNB (12 %), avancés par les économistes de l'Egyptian Center for Economic Studies (voir annexe 2), nous nous interrogeons sur la part du tourisme dans les activités du secteur informel. Nous avons pu observer dans les quartiers dits « informels » comme Imbâba ou Bulak al-Dakrûr, des entreprises qui fournissent le marché touristique

## ***B - Le dispositif de la commission comme système de distribution locale***

L'organisation locale des services touristiques en réseaux, fondée sur le principe de la commission, assure l'interdépendance des activités de commerce, d'artisanat et de services liées au tourisme. Comment pourrait-on alors expliquer, par exemple, la densité de fabriques d'albâtre sur la rive ouest de Louxor ? Ou encore la production uniforme des biens de consommation touristique, que l'on retrouve dans toutes les régions d'Egypte, sans signe majeur d'innovation dans le domaine sur les vingt dernières années ? Ces activités productives ne peuvent en l'occurrence être observées en termes strictes de concurrence de marché : produits, compétences et prix proposés sont identiques, à quelques variations près. En revanche, chaque fabrique d'albâtre est un élément constitutif d'un dispositif, plus ou moins flexible, de services touristiques interdépendants, porté par une catégorie d'agents économiques dont le point commun est de travailler au plus près avec les touristes. Les stratégies de tout prestataire local consistent donc à construire et à pérenniser les relations avec la personne identifiée comme le point nodal du circuit touristique. En l'occurrence, le guide touristique, mais pas seulement : cela peut être aussi le chauffeur de bus ou le *mandûb* (accompagnateur) de l'agence locale, selon les opportunités et les affinités. Celles-ci peuvent être géographiques, familiales, ou tout simplement reposer sur une intelligence réciproque de leurs intérêts.

Ainsi peut-on retracer la hiérarchie des métiers du tourisme en fonction du rapport de proximité aux touristes-consommateurs et de la position des agents au sein des réseaux de prestation de service touristique. On comprend d'emblée combien le guide touristique, l'agent situé au plus proche (maîtrise des langues étrangères, proximité physique, social et culturelle avec le touriste étranger, fonction de *broker*), est central et a par ailleurs tout intérêt à maintenir le monopole sur le groupe. Néanmoins, le guide, originaire le plus souvent du Caire et opérant sur des territoires socialement non familiers, ne peut, à lui seul, garantir de la qualité des prestations fournies localement et répondre aux demandes exprimées par les touristes. Aussi, doit-il lui aussi composer avec les agents locaux et s'en remettre à d'autres : le *mandûb* local ou le chauffeur de bus par exemple. Et s'assurer de la qualité du travail obtenu. Sa réputation, auprès des clients et de l'agence touristique qui l'emploie, en dépend. Ainsi, doit-il, lui aussi, construire et pérenniser ses relations avec les prestataires locaux. Ceci

---

(boîtes de nacre, objets en cuir, etc.). Autant d'activités économiques situées dans l'informel, qui échappent par conséquent à l'état central et aux estimations des économistes.

passer par la rémunération complémentaire, à tous les niveaux de service obtenu : transport en calèche, gardien de temple, chauffeur de taxi, personnel de restauration, etc.

Par ailleurs, l'usage répandu et quasi institué de la commission auprès des commerçants se fait en concertation relative plus que par imposition irrévocable. Le guide « *qui veut trop manger* » s'attire les foudres de toutes les parties : des prestataires locaux mais surtout des autres membres de la profession, au sein de laquelle la concurrence est rude mais dont le corporatisme particulièrement tenu permet de maintenir un relatif consensus. Chaque partie voit donc son intérêt à « harmoniser » les pourcentages pris sur les ventes et ne pas « *casser le market* ». En revanche, il est évident que le guide touristique demeure l'agent central et incontournable du dispositif. C'est ainsi qu'il est perçu et qu'il joue de cette image. Ce dispositif n'a rien de plus figé, bien au contraire. Doit-on plutôt parler de dispositifs au pluriel, considérant que tout agent économique du secteur touristique est potentiellement un point nodal d'un réseau de prestation de services touristiques. L'organisation locale des activités touristiques est ainsi structurée par emboîtement de dispositifs, selon les échelles (la famille, le quartier, la région, etc), les compétences et les spécialisations : à l'unité la plus petite correspondrait des agents économiques aux ressources les plus limitées, éloignés des circuits touristiques, permettant ainsi une distribution de la manne touristique dans des territoires et auprès de populations qui en sont *a priori* exclus.

Reprenons l'exemple des fabriques d'albâtre à Louxor<sup>395</sup>. Les magasins sont majoritairement localisés sur la rive ouest, accroché à la montagne thébaine. Leurs façades colorées sont largement reconnaissables, reprenant les peintures murales traditionnelles des maisons de campagne, souvent réajustées aux goûts pharaonistes des touristes étrangers. On en compte en 2000 autour d'une centaine (évaluation personnelle). Selon leur taille, ces boutiques emploient entre 5 et 10 personnes. Elles exposent et vendent plus qu'elles ne produisent : les pièces sont généralement produites dans des usines, situées pour certaines au nord de Louxor, ou encore au Caire et à Alexandrie où s'approvisionnent nombre de commerçants. La quasi majorité des objets en albâtre exposés dans les bazars de la ville de Louxor proviennent d'ailleurs, et ce, malgré la réputation historique de l'artisanat local et des

---

<sup>395</sup> Au cours de nos nombreux séjours à Louxor, nous avons systématiquement privilégié l'observation de certains secteurs d'activité, avec cette préoccupation de comprendre les modalités d'échanges et de négociations entre prestataires de service situés à l'échelle la plus locale. Celui de l'albâtre en fait parti. Nous avons ainsi suivi plusieurs fabriques, en privilégiant la relation de long terme depuis 1995 jusqu'à nos jours.

compétences des habitants de Louxor à reproduire des faux. Restent, pour la production de pièces à la main, quelques artisans sur la rive ouest qui travaillent pour la plupart à domicile, dans des villages excentrés des circuits touristiques. Difficile donc pour eux d'attirer le client. En revanche, l'artisan d'un hameau éloigné est en relation avec un homme de la montagne qui possèdera un magasin d'albâtre sur la route touristique et des contacts directs avec les guides touristiques. Ainsi le fils de paysan, converti au travail de l'albâtre afin de compléter les maigres revenus tirés d'un lopin de terre, fait-il lui aussi parti du dispositif, permettant ainsi d'améliorer le quotidien de sa famille.

Quant au propriétaire de magasin d'albâtre, son entrée dans un ou plusieurs dispositifs relève d'une stratégie de relations publiques. Jusqu'à la construction du pont de Louxor et son inauguration en 1996, les groupes de touristes traversaient le Nil en bateau à moteur et débarquaient sur la rive ouest avec leur guide. La traversée était alors exclusivement assurée par *Misr Travel*, la « méta-agence » touristique du gouvernement, alors en situation de monopole. Au débarcadère touristique (distinct du débarcadère populaire), les groupes prenaient un bus, lequel avait traversé bien plus tôt par la *ma'adiya* (bateau) publique. Au petit matin, dans l'attente des touristes, chauffeurs de bus et prestataires locaux se retrouvaient au débarcadère, discutant et éventuellement négociant, pour peu que le chauffeur de bus ou le propriétaire de la compagnie qui l'emploie ne soient de la rive ouest, de la même famille, ou/et originaire du même hameau. La négociation devait alors reposer sur la capacité du chauffeur de bus à s'engager auprès du guide touristique dans une relation de confiance et de prestation. Il peut arriver aussi que le propriétaire du magasin d'albâtre engage une stratégie de communication plus directe auprès des agences touristiques de la rive est, ou mieux, auprès de celles du Caire. L'agent local réduit du même coup la chaîne d'intermédiaires pour se connecter au point névralgique du dispositif supérieur, à savoir l'agent de tourisme situé au Caire, branché directement sur le monde des agences étrangères. Le vendeur d'albâtre garantit ainsi un flux régulier de groupes de touristes, et donc la régularité de ses revenus, pour lui, pour ses employés à la vente, pour l'usine du nord de la région où il s'approvisionne et pour l'artisan local qu'il sollicite pour les pièces artisanales.

Avançons ici une première remarque : l'objectif d'un tel dispositif d'interdépendance est de capter au mieux la manne touristique, et non pas de la redistribuer. Capter au mieux signifie rationaliser la chaîne d'intermédiaires, c'est-à-dire la limiter. Une telle stratégie requiert à la fois capital symbolique (compétences, éventuellement pouvoir politique) et



capitaux tout court. La rationalisation verticale de la chaîne des services touristiques entraîne inévitablement des logiques de monopole en vue de bénéficier au mieux de la manne touristique. Ces logiques sont observables à tous les niveaux. Ainsi le holding d'Etat *Misr Travel* est à l'échelle du pays l'exemple type de concentration et de monopole des moyens de captation et de contrôle de la rente touristique (organisation verticale des activités). En outre, sur deux mille agences touristiques enregistrées, les professionnels du tourisme considèrent qu'une dizaine seulement se taille la part belle du marché, combinant entrisme politique et institutionnel, stratégie offensive et organisation verticale intégrée des services touristiques. Du même coup, ce qui est financièrement en jeu dans les dispositifs locaux de distribution de la manne touristique concerne une part marginale des dépenses effectuées sur place par les touristes, soumis au bon service du guide. *Ces miettes* de la rente touristique distribuées au niveau le plus local, parfois même aux marges des circuits touristiques, peuvent impliquer des enjeux d'équilibre social et économique non négligeables : une fabrique d'albâtre en pleine activité peut faire vivre directement une dizaine de personnes, et indirectement entre quarante et soixante personnes si l'on prend en compte les membres des familles dépendantes, mais aussi les artisans et ouvriers sollicités, le faiseur de thé, le chauffeur de taxi occasionnel, etc.

Seconde remarque : plus le dispositif est localisé, plus précaires et limitées apparaissent les relations entre prestataires de services, car soumis aux aléas de la relation entre individus ou entre groupes locaux dominants. Les dispositifs ainsi établis sont par définition en construction permanente et aux contours régulièrement redéfinis, soumis et ajustés aux aléas de l'environnement social, politique et économique : ainsi, un mariage entre deux familles peut renforcer les liens d'interdépendance économique comme une querelle remet tout le dispositif en question. De plus, la volatilité du secteur touristique, à savoir son instabilité face aux crises internationales (terrorisme, guerre, etc), engage les agents économiques dans des combinaisons complexes d'agencement et d'emboîtement de dispositifs en réseau en vue de pallier les déficiences éventuelles du secteur. Enfin, troisième remarque, ces stratégies combinatoires des agents dans le secteur touristique, première source d'enrichissement local, structurent, modifient, renforcent ou affaiblit les positions des agents dans le système de pouvoir local et de relations entre les groupes. La concurrence entre actifs du tourisme se déplace du cadre strict de l'activité économique pour s'établir dans le champ des relations de

pouvoir, économique et symbolique, au sein de la société locale. Les dispositifs locaux de captation de la rente touristique peuvent être convertis en ressources de notabiliarisation<sup>396</sup>.

Les deux portraits que nous faisons dans la section suivante permettent d'éclairer en quoi les revenus tirés du tourisme constituent plus qu'une source d'enrichissement économique, au-delà de la rente qu'ils représentent. La rencontre touristique, qui participe de toute transaction économique avec un voyageur étranger, peut être aussi ressource de capitalisation sociale, symbolique et même parfois politique, dans une société égyptienne particulièrement hiérarchisée et segmentée, où l'ascenseur social fonctionne difficilement, notamment pour les plus démunis.

### ***C - Deux expériences de la rencontre touristique***

Nous proposons ici d'aller à la rencontre de deux Egyptiens dont le point commun est d'être, par leurs activités et leur lieu de résidence en contact quotidien avec des touristes étrangers, majoritairement occidentaux<sup>397</sup>. Notre regard porté sur ces hommes ne s'intéresse pas à la relation *hosts and guests* (voir supra, introduction générale) telle qu'elle est construite « classiquement » par l'anthropologie du tourisme, pour laquelle cette relation constitue un principe structurant des expressions identitaires locales, le plus souvent posées en termes soit d'acculturation, soit de résistance. Nous traitons la rencontre touristique dans ce qu'elle implique et signifie pour ces hommes, en termes de choix de vie et de modalité d'actions ; en quoi ces choix et ces actions redéfinissent-ils plus largement leur relation d'individu au groupe, au-delà du champ touristique à proprement dit ?

Sayyid, d'une quarantaine d'années est originaire de Louxor, du village de Gurna. Tala'at, la trentaine, vit à Bahariya, oasis du désert occidental situé à environ quatre cents kilomètres du Caire. Travailler dans le secteur touristique ne signifie pas tant pour eux entrouvrir les portes d'une éventuelle émigration que réunir les conditions de réussite sociale

---

<sup>396</sup> GAMBLIN, Sandrine. « Familles, pouvoir et territoire ». *Contours et détours du politique en Egypte : les législatives de 1995*. Paris, CEDEJ, l'Harmattan, 1997, p. 313-337.

<sup>397</sup> Nous avons rencontré ces deux personnes il y a plus de dix ans, alors que nous effectuions un premier travail d'enquêtes entre 1995 et 1998. Toutes deux commençaient alors leur projet dans le tourisme. Nous avons donc pu en suivre les différentes étapes de mise en œuvre et y participer à l'occasion. Au-delà de la relation d'enquête, l'échange établi nous a ouvert de multiples portes sur une société que nous avons l'ambition de saisir au-delà de la recherche qui motivait au départ notre présence en Egypte. Celle-ci s'est prolongée jusqu'à aujourd'hui, transformant et pérennisant les relations établies avec ces deux personnes et leur famille.

et économique. Comment et pourquoi choisit-on de travailler dans le tourisme ? Peut-on d'ailleurs parler de choix, dès lors que les options d'enrichissement économique individuel sont limitées. L'appât du gain, rapide et consistant, est certes un motif premier. En revanche, il nous semble qu'à ce calcul initial s'attache des motivations qui relèvent de considérations et d'aspirations beaucoup plus complexes.

### « *La rue de la réussite* »

Sayyid, originaire du village de Gurna, sur la rive ouest, fait partie de ces populations situées aux marges des circuits de la rente touristique. Pour lui, le tourisme ne fut pas un choix mais l'unique option pour s'en sortir. Sa famille possédait une maison au cœur de la nécropole thébaine, mais pas de trésor à exploiter. Le père vendait des scarabées en résine ou en albâtre à l'entrée de la vallée des Rois et faisait cultiver un bout de terrain en contrebas de la montagne. Le tourisme, sa famille en vit depuis plusieurs générations, et les enfants sont mis à contribution depuis leur plus jeune âge à la vente de souvenirs pharaoniques ou de petites poupées de chiffon confectionnées à la maison, permettant ainsi de générer quelques revenus directement reversés aux femmes. A la mort du père et sous la pression des autorités locales, la famille « descend » de la montagne à la fin des années quatre-vingts pour s'installer en lisière des terres agricoles, à quelques centaines de mètres des sites de la nécropole. Deuxième fils d'une fratrie de cinq garçons et de deux filles, Sayyid est le premier à avoir accompli un second cycle scolaire et obtient un diplôme professionnel dont le seul intérêt est d'écourter le temps de conscription dans l'armée. Son frère aîné a repris l'échoppe du père de la vallée des Rois et lui, Sayyid, tire quelques revenus des rencontres touristiques. Il réussit à construire dans un premier temps une fabrique d'albâtre, un secteur dominé par quelques familles dans lequel il est tout particulièrement difficile de s'imposer.

En effet, la tendance est localement au monopole : multiplier les établissements pour mieux contrôler le commerce de l'albâtre, limiter les coûts (achat de gros, d'où le développement des usines d'albâtre) et centraliser les bénéfices. On peut idéalement imaginer que chaque unité est partie prenante d'un des multiples dispositifs de circulation de la manne touristique pour une offre de biens touristiques parfaitement uniforme. L'enrichissement qui résulte de la multiplication des fabriques d'albâtre durant les dix dernières années favorise l'émergence d'entrepreneurs locaux aux profils hétérogènes et dont les aspirations à occuper l'espace public, et parfois politique, peuvent modifier les jeux de pouvoirs locaux. Ainsi, lors des élections aux conseils populaires locaux de 1996, de nouveaux candidats apparaissent

dans le village. L'un d'entre eux, fort d'un capital économique récemment acquis dans le secteur de l'albâtre, ne possède aucune expérience politique. Il s'impose néanmoins au sein des négociations pré-électorales en vue de désigner les représentants des différents groupes qui composent le village. Il est par ailleurs suffisamment diplomate pour faire reposer sa légitimité sur la revitalisation des identités bédouines locales, et ainsi s'imposer comme un des candidats des Ghâbat, groupe historique de la montagne, selon le récit officiel. Son frère n'est autre qu'un « magnat » local de l'albâtre, se faisant nommer « *king* », ayant cumulé plusieurs mariages avec des femmes étrangères.

Sayyid et sa famille ne font pas partie des grandes familles historiques de la montagne. La mère est certes issue des Hassassna, et donc proche de la confrérie du Shaykh Tayyib. Or celui-ci incarne au village l'autorité morale et religieuse et s'est toujours gardé d'être directement impliqué dans les activités du tourisme. Entrer dans le commerce de l'albâtre, ou tout autre activité touristique, implique une relation directe au visiteur étranger. Le droit d'entrée et la carte de visite pour Sayyid dans le monde du tourisme, comme beaucoup de jeunes hommes dépourvus de capital (financier et symbolique), est son mariage avec une Allemande.

La vente d'albâtre et l'aide financière de sa femme allemande lui permettent de réunir un premier capital pour la construction du magasin : ses deux frères en prennent la gestion pendant qu'il se charge des relations à l'étranger et des contacts avec les agences du Caire. L'affaire bénéficie de la conjoncture de l'après guerre du Golfe : l'été 1992 enregistre des records de visites touristiques. Cependant, en novembre 1994, des inondations violentes emportent la maison familiale. Seul un étage du nouveau bâtiment est construit, occupé par le magasin d'albâtre. Sayyid décide alors de revenir s'installer définitivement au pays et de construire une nouvelle maison où chaque membre de la famille possède un appartement, à plusieurs kilomètres des sites, à l'intérieur des terres agricole. Au dessus de la fabrique d'albâtre, il construit un second étage pour y mener le projet de ses rêves : un restaurant.

La localisation est idéale : en lisière du désert, au bord de la route principale où défilent chaque jour des dizaines de bus touristiques lors des périodes fastes, la terrasse offre un panorama superbe sur la montagne thébaine d'un côté, sur la campagne égyptienne et le Nil, de l'autre. Le restaurant ouvre ses portes en 1996. Un hebdomadaire national consacre, dans sa rubrique « *la rue de la réussite* », l'histoire exemplaire de ce jeune entrepreneur du tourisme, parti de rien, quelque peu excentrique (son style rasta), et qui fait le choix du retour

au pays plutôt que de poursuivre une vie confortable en Allemagne<sup>398</sup>. Quelques mois plus tard, l'hebdomadaire *al-Usbu'* se fait porte-voix de Sayyid, « *citoyen qui œuvre au service du pays* », et qui dénonce les obstacles qu'il rencontre pour mener à bien son projet de construction d'un restaurant<sup>399</sup>. Il lui faut une dizaine d'autorisations administratives pour la création d'un établissement touristique, au niveau des administrations locales, civiles et policières à Louxor, et au niveau des ministères concernés situés au Caire (voir annexe 5).

Sayyid voyage alors entre les ministères du Caire et l'administration du Conseil supérieur de *madīnat al-Uqsūr*. Vraisemblablement, quelques mauvais esprits ne semblent guère approuvé son projet et Sayyid se refuse à faire toute concession, à savoir distribuer les *bakshish* nécessaires à l'accélération des procédures (il y laissera toute de même plusieurs dizaines de milliers de livres égyptiennes). Il obtient du Caire une première autorisation d'activité. Reste à obtenir la licence de vente d'alcool. Le problème se corse. Au village, on voit d'un mauvais œil l'enrichissement de Sayyid. Le conflit commence avec une histoire de terrain mitoyen, celui destiné à la construction de la nouvelle maison, sur les bords du canal, à l'intérieur des terres agricoles. La création d'un établissement en contre bas de la montagne, où l'on y vendrait ouvertement de l'alcool, semble irriter certaines personnalités. En premier lieu, les disciples de shaykh Tayyib, garant de l'ordre moral, et dont la mosquée est située à quelques centaines de mètres (mais au-delà des 400 mètres requis par la loi) ; en second lieu, quelques notables locaux qui n'aiment pas la concurrence, eux-mêmes à la tête d'établissement du même type. L'affaire prend une nouvelle tournure lorsque des *baltaguya* (hommes de main) sont envoyés détruire les fenêtres de la maison en construction au bord du canal, et donner une raclée par la même occasion à deux des frères de Sayyid. L'affaire désormais relève du conseil local de la mosquée de shaykh Tayyib, qui tente une réconciliation entre les parties. La mère de Sayyid, pourtant issue du même groupe des Hassassna que le shaykh, refuse de pardonner et fait porter l'affaire devant le tribunal de Louxor.

La partie adverse n'est autre que la famille d'un notable bien connu sur la place, qui possède le terrain mitoyen à celui de Sayyid au bord du canal. Issu d'une famille des Hurûbât, l'homme est aussi directeur de l'hôpital public de Louxor et fut un candidat important des

---

<sup>398</sup> *Al-Ra'ya*, 5 mars 1996.

<sup>399</sup> *Al-Usbu'*, 19 juin 1996.

élections législatives de 1995 (il intégrera le conseil populaire local en 1996). Il incarne à la fois la réunification des deux rives et la réussite sociale, passé de la montagne thébaine à la ville, grâce à un parcours universitaire exemplaire, et surtout à ses activités lucratives dans le tourisme. La visibilité croissante de Sayyid et de sa famille semble irriter le notable et ses amis, ainsi que l'autorité religieuse du village, suscitant ainsi une alliance ouverte entre ces deux derniers, au-delà des liens « claniques » qui unissent shaykh Tayyib et la mère de Sayyid. L'un des deux beaux-frères, proche de la confrérie de la khalwatiyya, se désolidarise de la famille de Sayyid et travaille activement à faire abandonner le projet de restaurant. En vain. Sayyid poursuit ses voyages dans les ministères du Caire afin de contourner les autorités locales et obtient finalement sa licence d'alcool.

Jusqu'alors, Sayyid et sa famille manifestent tous les signes extérieurs de réussite sociale : dépourvu de tout capital à la fin des années quatre-vingts, dans une situation précaire (le père décède et la mère de Sayyid doit élever cinq fils et deux filles), la famille possède une décennie plus tard un patrimoine plutôt consistant : une fabrique d'albâtre, un restaurant, une maison familiale, mais aussi un terrain sur la rive est, à la ville de Louxor (Sayyid veut y faire un second restaurant). A la suite des inondations de 1994, puis dans le cadre des programmes de relogement des populations de la montagne (voir infra, troisième partie), la famille a obtenu plusieurs maisons dans les nouveaux villages d'al-Suyûl et d'al-Gabâwy, situés au nord, dans le désert, dont les prix des terrains ne cessent d'augmenter.

La trajectoire de Sayyid rejoint en certains points le parcours de Tala'at, bédouin de Bahariya. Il est lui aussi évoqué en exemple dans la presse égyptienne francophone en raison de sa réussite dans le tourisme, mais surtout de son mariage avec une jeune Française<sup>400</sup>. Les mariages avec les touristes étrangères suscitent l'intérêt médiatique, étranger comme égyptien, mais faisaient jusqu'alors d'abord la réputation des hommes de Louxor, destination inscrite sur la carte du tourisme féminin occidental, à l'instar de Cuba, du Sri Lanka ou du Kenya. Longtemps tabou, le sujet est aujourd'hui un leitmotiv de la presse populaire, fait débat à la télévision, et se pose généralement en termes de déperdition morale, de conséquences sur la structure familiale et sur les relations de genre dans la société égyptienne. Au-delà de cet intérêt médiatique pour un phénomène qui touche aujourd'hui toutes les

---

<sup>400</sup> Le bi-mensuel est essentiellement animé par des journalistes français. La revue d'Egypte, septembre 2005. L'article en question est accessible sur internet : <http://www.larevuedegypte.com/article.aspx?ArticleID=6156>

régions touristiques d’Egypte, le parcours de Tala’at et de sa famille est un autre exemple de réussite catalysée par la rencontre touristique ; non pas celle avec une étrangère, comme son mariage avec une Française pourrait le laisser entendre, mais celle de son père avec un couple de touristes autrichiens.

L’oasis de Baharya a connu un essor remarquable du tourisme durant les dix dernières années (1996-2006), à l’échelle d’un espace traditionnellement rural bédouin et limité par ses ressources naturelles. L’engouement européen pour les safaris de désert a permis d’inscrire cette oasis sur la carte internationale du tourisme d’aventure. Pionnier du développement touristique dans l’oasis, un Allemand construit un premier hôtel en 1996, en partenariat avec un Egyptien du Caire. Jusqu’alors, les safaris étaient organisés localement : les touristes arrivaient en voiture par l’unique rue du bourg ou par les deux bus quotidiens. Ils étaient alors abordés par une dizaine de jeunes hommes convertis pour l’occasion à l’activité touristique, proposant voiture et services en tout genre. Au regard du maillage de relations d’interdépendance sociale et familiale particulièrement serré dans l’oasis, chacun y trouvait son compte, malgré le nombre de touristes limité.

Dès lors que l’hôtel fut mis en activité en 1996, l’organisation des activités touristiques est bouleversée par des touristes qui viennent plus nombreux, et par une réorganisation, *de facto*, des dispositifs d’accueil et des modalités de négociation. Le propriétaire de l’hôtel traite désormais directement avec les agences étrangères et les agents du Caire qui font leur entrée dans l’oasis, avec leur cortège de micro-bus et de voitures tout-terrain. L’hôtelier allemand est le premier à introduire la formule de manière pérenne. Les systèmes d’accroche des touristes à l’arrivée des bus ou à leur entrée dans le bourg commencent alors à fonctionner de manière moins efficace. Toute transaction doit passer par le propriétaire de l’unique hôtel digne de ce nom dans l’oasis, lequel capte dorénavant la majeure partie du flux de visiteurs, venant de l’étranger, par ses relations en Europe et en Allemagne tout particulièrement ; ou venant du Caire, issus de la communauté étrangère expatriée. La concurrence entre prestataires locaux de service devient plus ardue, et la captation de la manne touristique est conditionnée aux relations entretenues avec le propriétaire de l’hôtel et son partenaire égyptien. La donne locale (solidarités organiques) semble de moins en moins interférer dans le choix du partenaire et l’attribution des emplois. Le propriétaire de l’hôtel fait venir une large partie de son personnel du Caire. Quant aux compétences locales non substituables concernant l’organisation de safaris (chauffeurs et guides de désert), les termes de contractualisation et de négociation

s'établissent, non plus sur des relations de type « organique » comme ce le fut auparavant, mais tout simplement sur un calcul rationnel au regard des compétences, des affinités, des coûts financiers ou encore du bon vouloir du propriétaire allemand.

Le développement des hôtels en prise avec les tour operator du Caire et de l'étranger introduit dès lors dans l'oasis des modes d'échange économique « classique » (calcul rationnel des individus et de l'intérêt financier partagé), et partant, déséquilibre les modalités locales de la transaction où solidarité organique, consensus de groupe et pouvoir symbolique pouvait jusqu'alors primer sur l'objectif direct d'enrichissement individuel. Certains vont en conséquence s'enrichir plus que d'autres, et éventuellement, être en mesure de produire leurs propres conditions de monopole, à l'instar de l'hôtelier allemand. Cela commence par l'achat d'une voiture, puis de deux, etc. Ensuite, la construction d'un hôtel, souvent en partenariat avec un ou une étrangère pour l'apport financier initial, permet un « branchement » direct sur les agences étrangères ou caiotes. Ainsi, en moins de deux ans, de 2000 à 2002, l'oasis a vu la multiplication des véhicules tout-terrain et la construction d'une demi-douzaine d'hôtels, certains de deux à trois étages, en béton, proposant tous les services exigés par le touriste étranger. La *touristification* de l'oasis est irrémédiablement en marche.

La multiplication dans l'oasis des hôtels et des voitures tout terrain est le reflet matériel du processus d'individuation qui participe de cette *touristification* du lieu. Au final, le dispositif informel de séduction des touristes qui reposait sur le relationnel et permettait une distribution relativement équilibrée de la manne touristique (nous sommes dans un espace très limité), a littéralement imposé, et perturbé en retour le système local de solidarités et de liens interfamiliaux. En exemple, « la privatisation » systématique de l'usage des sources d'eau chaude, une des attractions touristiques de l'oasis, est particulièrement significative de ces transformations, avec en prime, des conséquences écologiques inquiétantes à long terme, dans un système oasien où l'irrigation et la mise en eau des terres reposent sur l'équilibre des intérêts des exploitants et la concertation en matière de distribution de la ressource la plus précieuse. L'exemple de Bahariya, parce qu'il est circonscrit à un écosystème aux ressources et à une population limitées, souligne particulièrement bien les tendances monopolistiques et individualisantes induites par le développement du tourisme dans un espace donné, qui plus est, est totalement ignoré des plans d'aménagement et de développement.

Issu de la première *génération tourisme* de Bahariya, Tala'at est à la fois bénéficiaire et acteur de ses transformations de l'oasis. Son père, fonctionnaire, sillonne à l'occasion le



désert depuis les années quatre-vingts, alors que la route qui relie le Caire à l'oasis vient à peine d'être asphaltée, transportant avec elle quelques touristes égarés ou passionnés de grands espaces. Jusqu'alors, la famille de Tala'at possédait une voiture, un Toyota modèle soixante dix au confort sommaire et très répandu dans l'oasis. Tala'at faisait parti dans les années quatre vingt dix du groupe de jeunes hommes postés à l'arrivée du bus du Caire et offrait ses services de chauffeur et de guide.

Tala'at passe de l'artisan à l'entrepreneur touristique dans un contexte de changement structurel du secteur, où la rencontre de son père avec un couple d'Autrichiens proches de la retraite, précurseurs du tourisme d'aventure dans la région, est déterminante, en ce qu'ils fournissent l'apport financier premier, nécessaire au lancement de leur projet commun. A savoir la construction d'un camp bédouin dans une palmeraie (les terres appartiennent à la famille), située en plein désert à quelques kilomètres du village, et pourvue d'une source d'eau chaude naturelle à la température idéale. Le père, par son emploi à la municipalité, obtient les autorisations nécessaires à la construction, puis la connexion au réseau électrique, et enfin, une route asphaltée. Dotés d'infrastructures d'accueil et d'une seconde voiture tout terrain de modèle plus récent et plus confortable, père et fils sont en mesure de proposer des services touristiques intégrés, de l'accueil au village à la prise en charge dans le désert. La famille fournit la main d'œuvre et fonctionne dès lors comme une petite entreprise d'une dizaine d'actifs, limitant à l'essentiel, à savoir aux relations avec les agences touristiques du Caire ou de l'étranger (fonction essentielle de Tala'at), les liens de dépendance externe. En cinq ans, l'entreprise familiale se dote de cinq voitures tout terrain des modèles les plus récents et des plus confortables. Tala'at part dorénavant très rarement dans le désert et gère ses affaires à partir du Caire (où il loue un appartement dans le quartier résidentiel huppé de Zamalek) ou du village, en liaison constante avec ses groupes et son personnel par téléphone satellitaire. Il fait enfin l'acquisition, en plein village historique, d'un verger qui comprend deux corps de ferme ancienne à rénover et une source naturelle d'eau chaude. Son projet, le premier du genre initié par un oasien –un ecolodge a été créé par un Caireote à une dizaine de kilomètres de l'oasis, est d'établir une *guest-house*. Tala'at est visionnaire. Les nouveaux hôtels de l'oasis sont le plus souvent construits en briques et béton, sur plusieurs étages, sans souci d'esthétique ni d'environnement. Tala'at, avec son camp bédouin et son projet de *guest house* est à contre courant des pratiques locales de l'accueil touristique tout en s'inscrivant dans des rhétoriques internationales de tourisme durable.

Pourtant, aussi visionnaires puissent-ils paraître, les projets de Tala'at restent ancrés dans une conception isolée et personnelle qui résulte de rencontres et de conseils d'amis, touristes d'Europe ou résidents étrangers en Egypte, dont les conceptions de l'aménagement touristique sont largement formatées par les stéréotypes produits sur les sociétés arabes, bédouines en l'occurrence. Aucun cadre général et institutionnel ne permet de soutenir son projet dans cette direction et de lui accorder les moyens effectifs en matière d'étude de faisabilité ou de conseil en énergie renouvelable, par exemple ; autant de domaines techniques nécessaires à la mise en œuvre d'un projet durable qui impliquent des compétences localement inexistantes ou limitées chez les partenaires étrangers potentiels de Tala'at. La dimension environnementale s'inscrit avant tout dans une stratégie marketing, en rapport à ce qu'attendent les touristes et ce qui se fait en Europe (Tala'at y voyage tous les étés). Quant à la dimension culturelle bédouine, elle répond tout autant aux attentes de la clientèle étrangère qu'elle participe chez Tala'at d'une recherche de reconnaissance social auprès de la communauté oasienne.

Tala'at se veut promoteur d'une culture bédouine *authentique* : son camp *bédouin* en témoigne, par l'expression elle-même. Il est composé d'un espace central dédié aux invités, sur le mode de l'hospitalité bédouine : un feu au centre permet de faire le thé *à la bédouine*. Des festivités *bédouines* y sont organisées. Tala'at les veut bien sûr authentiques, à savoir composées de musiciens du crû, même si l'histoire récente de l'oasis montre l'intense circulation et la diversité des populations qui s'y sont établies<sup>401</sup>. Pour autant, depuis quelques temps, face à la demande touristique croissante, les groupes de musique de l'oasis font appel à des musiciens *étrangers*, venus du Fayoum, de Siwa ou de Marsa Matrouh – soit trois régions peuplées de bédouins. Ils associent parfois une chanteuse, voire même une danseuse, conformément aux attentes des visiteurs étrangers (la fameuse danseuse orientale), dans un esprit de synthèse marketing bien ciblée. La chose était encore impensable dans le village il y a quelques années, où seuls les hommes dansent en public et reproduisent les danses

---

<sup>401</sup> La notion est à nuancer : une observation de la structure de la propriété foncière et l'histoire du peuplement de l'oasis inciteraient plutôt à penser que celle-ci est avant tout un lieu de circulation importante où se sont fixées des populations pas nécessairement bédouines, originaires de régions très diverses. Ceci tient d'une part à la proximité de l'oasis et son rattachement administratif avec le Caire ; mais aussi à son emplacement géographique, sur les routes de la vallée vers la Libye ou vers le Sud. On peut observer dans l'oasis la présence de gens de la vallée, à savoir des agriculteurs non bédouins : par exemple, la propriété achetée par Tala'at appartenait à une famille de Miniya, région située dans la vallée du Nil à quelques centaines de kilomètres au sud du Caire.

traditionnelles de femmes. Le conservatisme et les codes religieux sont de rigueur dans l'oasis ; les femmes sont toutes voilées et très peu travaillent.

La quête d'authenticité chez Tala'at investit jusqu'à l'espace privé et familial. Ainsi, la maison récemment construite reflète, dans son agencement et sa décoration, une part des valeurs dites bédouines que Tala'at veut promouvoir. La pièce principale est réservée aux invités et se compose de banquettes basses distribuées contre les murs. Des rideaux habillent ceux-là et, singularité du lieu qui fait la fierté du propriétaire, le plafond est chargé de moulures en stuc aux formes complexes et peintes aux couleurs pastel et dorées. Tala'at désigne ce travail d'artisan venu du Caire comme typiquement bédouin, ou plus précisément, '*arab*', en référence à la péninsule arabique, terre du prophète. Ainsi, les influences libyques attestées dans le dialecte des oasiens et dans l'histoire du peuplement de la région sont-elles ici ignorées au nom d'une culture bédouine réinterprétée selon une double intention. La première est destinée aux touristes étrangers et se nourrit des stéréotypes courants qui se télescopent avec certaines valeurs importées. Le retour des migrants des pays du Golfe est par exemple un facteur essentiel de transformation des goûts et des pratiques dans les foyers égyptiens, notamment en matière de décoration intérieure et d'habillement. Ainsi le pantalon ou le *sarwal* oasien sont troqués contre une *gallabeya* immaculée, agrémentée d'un *shaysh* (foulard) porté à la saoudienne et de lunettes Ray Ban. Le style néo-bédouin oasien répond pleinement à l'imagerie touristique occidentale, tout en se conformant aux tendances d'*arabisation* à la saoudienne des mœurs locales.

La seconde intention répond à une quête de conformité sociale endogène, vis-à-vis des gens de l'oasis. Travailler dans le tourisme ne fait pas bonne réputation. Les mariages avec les étrangères se sont multipliés en quelques années, dévoilant du même coup les modes d'enrichissement peu honorables de certains. La pratique est ostentatoire, dans un village où l'endogamie et les solidarités familiales structurent la vie sociale et économique de l'oasis. Chez Tala'at, l'*arabisation* des valeurs, au sens d'une réinterprétation du mode de vie bédouin à l'aune des valeurs religieuses largement importées de la péninsule arabique (outre l'émigration, les chaînes satellitaires de prédication sont aussi des vecteurs primordiaux de transmission de ces valeurs, dans une société où la télévision est le loisir principal), viendrait alors compenser des pratiques de mariage exogame, moralement condamnables mais hautement stratégiques, financièrement (enrichissement matériel) et symboliquement (matérialisation des réseaux avec l'étranger).

## *Tourisme, mariages et image sociale*

Ainsi, le mariage récent de Tala'at avec une jeune Française, aussi idéalisé qu'il puisse paraître dans le récit accordé au journaliste étranger et aux touristes de passage, n'est pas moins une formalité pratique (Tala'at voyageait à l'étranger déjà bien avant d'avoir rencontré sa femme) qu'un faire-valoir local auprès de ses pairs et des habitants du village : en effet, sa femme est *jeune* et ne participe pas directement ni financièrement aux projets du jeune homme. Ce mariage « hors norme » fait double sens en rapport à un mariage concomittant : Tala'at a épousé une cousine germaine, selon les modalités courantes d'entente entre les familles, sans concertation des intéressés. Au fait de son succès de jeune entrepreneur, il cumule un mariage dans les plus strictes conventions locales, et un mariage avec une jeune étrangère où l'amour et le partage des valeurs sont deux éléments invoqués et revendiqués, à contre courant des stratégies matrimoniales touristiques pratiquées.

Le mariage de Tala'at avec une étrangère apparaît matériellement désintéressé tout en accordant à la personne bénéficiaire la distinction symbolique à laquelle elle aspire, en termes d'image sociale. Ce désir de distinction s'adresse notamment à ceux qui ne travaillent pas dans le tourisme et qui voudraient faire de celui-ci un espace moralement condamnable de la rencontre touristique (réduite aux mariages avec les étrangères quinquagénaires) pour des jeunes Egyptiens prêts à tout pour un passeport et un capital à investir dans une cafétéria, un hôtel, une felouke ou une voiture tout terrain. Chez Tala'at, la quête de reconnaissance et de respectabilité est un moteur manifeste de ses projets. Cette quête passe notamment par la construction d'une image sociale autre que celle que lui confèrent ses activités dans le tourisme, en adéquation à ce que l'on attend de lui : Il concède notamment à ne plus fumer de *bango* (marijuana locale) ni de boire d'alcool en public et d'aller à la mosquée le vendredi. Il opère ainsi une double stratégie de conformation et de distinction : conformation aux règles sociales locales qui régissent la vie d'un homme de trente ans, à savoir le mariage et la religion, mâtinée de discours identitaire bédouin revisité à l'aune des influences régionales ; et distinction par rapport à ses pairs qui travaillent dans le tourisme. Le tourisme est pour Tala'at une ressource symbolique et économique qui permet d'accomplir une première étape de notabilisation endogène. L'argent permet l'acquisition de terres, jusque dans le village historique, de faire des mariages fastueux, de se montrer généreux. Mais le capital économique n'y suffit pas, dès lors que son accumulation implique des pratiques et des valeurs en contradiction avec le statut même de notable local tel qu'il est défini par le groupe. Le jeune homme agit dès lors selon les cadres et les conventions établis, par un retour à ce qui

est donné comme la « tradition » : la religion, le mariage, les codes du comportement dans l'espace public.

Peut-on comprendre que le processus d'individuation que rend possible le monde touristique n'est finalement que circonstanciel (la rencontre touristique l'est par définition) ? Qu'il est circonscrit à l'étape de vie d'un jeune homme dont les pratiques de transgression sont tolérée durant ce temps, le mariage étant l'étape symbolique de la conformation d'un individu au règle du groupe, une condition à son maintien dans la communauté villageoise, et par conséquent dans les réseaux économiques locaux liés au tourisme.

Sayyid, quant à lui, s'est marié très jeune à une Allemande beaucoup plus âgée que lui ; ce qui lui a ouvert la porte à l'émigration en Europe, lui a procuré au final un passeport allemand mais l'a classé d'emblée dans la catégorie peu respectée de gigolo. La rencontre touristique constitue ici une ressource première d'enrichissement économique et symbolique pour des individus qui se situent aux marges sociales et ne possèdent ni biens, ni terres, ni capital éducatif négociable sur un marché égyptien du travail déjà saturés de diplômés au chômage et déclassés. A l'instar de Tala'at, il contracte un second mariage dans les strictes conventions sociales, et hautement symbolique : il épouse la fille du *'umda* du village. Cette fonction prestigieuse, équivalente à celle de maire et qui se transmettait de père en fils, est de nos jours purement formelle<sup>402</sup>. Elle renvoie plus à l'histoire du village qu'à un quelconque pouvoir effectif. La famille du *'umda* fait néanmoins partie du clan des Hurûbât qui règnent depuis des générations sur les sites antiques et les circuits touristiques locaux. Quelques années auparavant, le mariage de Sayyid avec la fille du *'umda* aurait difficilement pu se faire au regard de l'histoire des relations des deux groupes concurrents, Hurûbât et Hassassna, et de l'absence de capital (financier et symbolique), au sein de la famille de Sayyid. Or, durant les années passées en Allemagne, Sayyid a noué des liens d'amitié avec le frère de sa future épouse égyptienne, lui-même émigré et marié à une Allemande. Ainsi, la relation de confiance construite sur l'expérience partagée de l'exil, hors du contexte villageois, permet de dépasser les clivages locaux, et de considérer une éventuelle alliance familiale. Autre argument, et non des moindres, qui incite le *'umda* a marié sa fille à Sayyid, celle-ci a vingt cinq ans et la famille désespérait de lui trouver un mari, les filles du village se mariant jeunes (entre 16 et 18 ans, dans le meilleurs des cas). Sont conviés aux noces les représentants des

---

<sup>402</sup> Les maires de village étaient élus jusqu'en 1994.

familles les plus puissantes de la montagne, ce qui consacre la réussite de Sayyid et clôt une première étape vers la reconnaissance sociale à laquelle il aspire pour lui et sa famille.

Le succès de Sayyid est cependant de courte durée, et son mariage, aussi prestigieux socialement puisse-t-il paraître à ses yeux, ne réussit en rien à compenser les décalages qu'il entretient avec le village et ses notables. Son restaurant, situé en contre bas du hameau des Hassassna et de la mosquée du shaykh Tayyib, sert de l'alcool. Une fois par semaine, Sayyid invite une troupe de la région pour animer la soirée. Le restaurant devient rapidement un lieu de rassemblement de la jeunesse masculine du village, et de fait, associer aux lieux de débauche de la région. De plus, contrairement à Tala'at, Sayyid ne concède en rien sur son apparence et ses pratiques : la religion et sa relation à Dieu sont pour lui une affaire personnelle. Il refuse d'entrer dans une mosquée qui incarne à ses yeux l'hypocrisie sociale et les jeux de pouvoir. Faut-il évoquer aussi son style singulier. Durant les années passées en Allemagne, il a rencontré une famille jamaïcaine qui l'a initié à la culture rasta. Sayyid porte depuis dans le dos de longues dreadlocks et voue un véritable culte à Bob Marley avec lequel il entretient une ressemblance physique indéniable. Une singularité qui dérange, dans la campagne égyptienne. Le style afro-rasta s'est bien un temps développé parmi les jeunes Egyptiens qui travaillent en Mer rouge, mais loin de la famille et du village. D'ailleurs, pour Sayyid, ce n'est qu'une mode qui se réduit à la coupe de cheveux dont les dreadlocks sont beaucoup trop sophistiquées pour traduire l'état d'esprit rasta *authentique* qu'il veut, lui, assumer pleinement. Pour autant, son *ex-centricité* est viable tant que la famille le soutient dans ses projets, celle-ci étant l'élément organique qui le relie encore à la collectivité.

Or, les tensions émergent rapidement dans le clan familial, entre la mère, les frères en charge du magasin et Sayyid, essentiellement pour des questions d'argent. Les touristes se font plus nombreux à la fabrique d'albâtre, le restaurant commence à bien marcher. Les frères achètent de nouvelles voitures, des téléphones portables dernier modèle, le satellite. Les tensions s'exacerbent aussi au regard de valeurs morales et religieuses : les frères, dont certains sont passés par l'école de Azhar, commencent à fréquenter assidûment la mosquée du shaykh Tayyib, abandonnent la consommation d'alcool et le *bango*, portent la *gallabaya* immaculée, ne serrent plus la main des femmes, font la prière cinq fois par jour, et portent sur le front la marque sombre du pratiquant assidu (la *zbiba*, un cal de peau formé à force de frotter le front sur le tapis). Les frères de Sayyid sont pourtant eux aussi passés par une phase « rebelle » et ont pu pratiqué la rencontre touristique occasionnelle. La transformation du

benjamin de la famille, Hajjâj, est particulièrement radicale. Depuis l'adolescence, Hajjâj fréquentait les touristes, surtout les femmes, jeunes et moins jeunes, portait la casquette Nike, disparaissait plusieurs jours pour convoler avec une des ses dernières conquêtes sur les bords de la Mer rouge, buvait de l'alcool, etc. A vingt cinq ans, il décide, sous la pression de sa mère, de se marier, et s'en remet à cette dernière pour le choix de la fiancée. Il se tourne vers la religion et la mosquée de Shaykh Tayyib, de manière particulièrement fervente. Les autres frères, eux, n'ont jamais eu à pratiquer la rencontre touristique – Sayyid a longtemps fait vivre toute la famille durant les années passées en Allemagne, et se sont mariés très jeunes, dans les conventions les plus strictes, aux temps où la famille ne possédait rien ou presque. Désormais, ils sont ralliés à la doxa du village incarné par le Shaykh Tayyib, lequel, nous le verrons dans la troisième partie, est devenu en quelques années l'autorité morale et politique par excellence dans le village, et même au delà. Vendre de l'albâtre aux touristes n'est pas contraire au principe de la religion ; en revanche, vendre de l'alcool et organiser des soirées pour touristes sont selon le Coran des activités illicites qui entachent la réputation de la famille au village. Les frères décident de boycotter le restaurant. La fratrie se scinde en deux camps, Sayyid se retrouve seul face au reste de la famille, et l'organisation verticale des activités touristiques qu'il avait construit durant des années implose littéralement, dans un climat de violence où tous les coups semblent permis pour récupérer le patrimoine accumulé durant ces dernières années<sup>403</sup>.

Malgré une situation géographique exceptionnelle, le restaurant n'attire plus le client ; se retrouve progressivement déconnecté des réseaux de relations avec les guides touristiques et les agences touristiques, conséquence de la guerre déclarée des frères à Sayyid. Celui-ci tente pendant un temps d'entretenir ses relations avec les agences touristiques du Caire et de Louxor, avec les chauffeurs de bus et les *mandûb*, en négociant directement avec eux. Rien n'y fait. Le restaurant se retrouve complètement isolé, et Sayyid, dans l'obligation de mettre la clef sous la porte. Mis au ban de la famille et des circuits économiques locaux, la mère et les frères auront laissé à Sayyid au final un restaurant moribond et un bout de terrain sur la rive est. Sa femme et ses enfants seront sommés de quitter la maison familiale pour s'installer définitivement dans le désert, dans le nouveau village en béton de al-Gabâwy.

---

<sup>403</sup> Episode qui peut paraître invraisemblable, néanmoins véridique : Sayyid a notamment été interné, par la force, dans un hôpital psychiatrique du Caire, durant deux semaines, et doit sa sortie à ses réseaux d'amis étrangers de Louxor et d'ailleurs.

Muni d'un passeport allemand depuis 2000, Sayyid reprend durant un temps ses voyages entre l'Europe et le village, et se dit fièrement touriste en son propre pays. Mais dernier coup de théâtre et comble de l'ironie, il est arrêté et poursuivi en justice pour « détention de faux papiers ». Son passeport, sa carte d'identité et les documents du restaurant lui sont confisqués. Raison invoquée : les actes de propriété sont établis au nom du Sayyid à la nationalité égyptienne. Déchu de cette dernière, comme le stipule la loi allemande, Sayyid l'Allemand n'est donc pas propriétaire de son établissement et utilise illégalement une carte d'identité égyptienne. L'accusation lui vaut un mois de prison et un procès. Son cas n'est pas rare en Egypte, comme le fait remarquer l'avocat en charge du dossier. Pour autant, le procès est toujours en cours en 2007, et Sayyid est de fait assigné à résidence dans son village, sans aucun document qui prouve son identité et ne lui permette de circuler. Etranger dans son propre pays, où le *asl* (l'origine) et la filiation paternelle déterminent pourtant la nationalité, ses journées se partagent désormais entre son restaurant et sa maison dans le désert, vivant des aides financières que sa femme allemande continue de lui envoyer et des quelques clients qui franchissent le seuil du restaurant de temps à autre.

Il nous semble que l'histoire –tragique, de Sayyid montre combien l'ajustement des règles imposées par la collectivité à ses membres et l'aspiration de ces derniers à l'épanouissement individuel est un exercice périlleux et un grand écart constant. Sa rapide promotion individuelle et économique via le tourisme dérange, indéniablement. Sayyid est aujourd'hui complètement isolé sur la scène touristique comme sur la scène villageoise, et malgré sa pugnacité, faillit à rebondir et à construire une vie en dehors du cadre familial et villageois.



## Conclusion

---

### *Deuxième partie*

A l'heure des indépendances difficiles, la *doxa* des agences internationales fait du tourisme un moteur idéologique du développement et de la croissance économique des pays du Sud. En Egypte, le nouveau pouvoir, issu de la révolution de 1952, reconnaît dans le monument pharaonique non seulement un symbole de la grandeur nationale, mais surtout, une ressource précieuse de devises, dans une période de reconstruction du pays. Nasser se garde de nationaliser complètement certains secteurs-clés, comme le tourisme ou la construction automobile, et des accords entre l'Etat égyptien et ses partenaires étrangers permettent de maintenir un secteur privé fournisseur de liquidités. Sous Sadate, dans le cadre de sa politique d'*infitah* (ouverture), la *commodification* du monument comme ressource économique devient manifeste, jusqu'à tenter la « privatisation » des pyramides de Guiza, seule des sept merveilles du monde que l'on peut encore visiter. En outre, la mise en œuvre de réformes économiques, rompant avec le modèle nassérien d'économie étatiste, s'appuie notamment sur un secteur touristique en croissance constante, notamment en raison du développement des transports aériens (formule *charter*) et de nouvelles tendances de l'offre, tournées de plus en plus vers des destinations exotiques.

La rétrospective que nous avons faite des trois régimes égyptiens depuis 1952 au regard du secteur touristique permet de souligner deux éléments importants des politiques publiques en matière de captation de la rente touristique. Le premier est que la centralité de l'Etat dans la distribution des prérogatives politiques et économiques d'administration et de gestion du secteur touristique ne s'affaiblit en rien avec la mise en œuvre des programmes de libéralisation à partir des années soixante dix, bien au contraire. L'articulation de ce secteur aux programmes de libéralisation économique montre combien son affichage politique comme fer de lance des mesures de réformes libérales et d'ouverture économique s'accompagne d'un renforcement du monopole d'Etat en matière de captation, de gestion de la manne touristique et des financements périphériques relatifs au secteur (aide financière internationale).

Le second élément concerne les enjeux politiques et économiques du développement touristique à l'échelle locale. En effet, le gouvernement présente le secteur comme stratégique d'une politique de création d'emploi et de distribution des richesses. C'est aux marges de la société égyptienne que cet enjeu est le plus criant. L'histoire de Sayd et de Tala'at que nous racontons dans le troisième chapitre est celle d'individus dépourvus de capital économique et éducatif, exclus de fait des circuits de production de richesse. Le tourisme apparaît dès lors comme seule opportunité de réussite sociale, mais aussi comme espace interstitiel où l'individu peut élaborer des stratégies d'action et de négociation transversales dans une quête de conciliation des valeurs d'ici et de là-bas : être rasta, pour Sayd, être bédouin pour Tala'at. Ces deux trajectoires nous révèlent aussi les limites d'un processus d'individuation qui se heurte au groupe (la famille, la communauté villageoise), compris comme le point nodal d'un dispositif relationnel qui organise la division locale du travail induite par le dispositif de la commission, lequel se situe au cœur des modalités de distribution de la manne touristique :

- monopole et distribution : L'économie touristique renforce les liens entre actifs directs et indirects du tourisme. Les logiques de monopole et les tendances structurelles à la concentration des activités composent avec un tissu socio-économique local particulièrement serré (logiques de solidarité « organique »). A l'échelle d'un village, ce maillage extrêmement dense de relations d'interdépendance sociale et économique permet justement d'assurer la circulation des revenus tirés des activités touristiques.
- processus d'individuation : l'organisation locale de l'offre de services touristiques génère des revenus et parfois permet de s'enrichir suffisamment pour prétendre à la reconnaissance sociale. Ce phénomène de *notabiliarisation* locale émerge publiquement à Louxor au moment de la campagne des législatives de 1995<sup>404</sup>. Sur la trentaine de candidats en lice (déjà un chiffre exceptionnel pour la région au regard des scrutins précédents), plus de la moitié ont des liens étroits avec le secteur touristique. Plus révélateur encore, la rive ouest et le village de Gurna présentent deux candidats, tous deux directement impliqués dans les affaires touristiques de la région. Enfin, à l'échelle d'individus sans ressources et situés aux marges des circuits politiques et économiques, la rencontre touristique permet de se marier à une

---

<sup>404</sup> GAMBLIN, Sandrine. « Familles, pouvoirs et territoire. Les élections législatives de 1995 dans une circonscription de Haute égypte ». GAMBLIN, Sandrine (dir.). *Contours et détours du politique en Egypte. Les Elections législatives de 1995*. Paris, l'Harmattan, 1997, p. 313-337.

étrangère, d'obtenir un passeport, de monter une première affaire ; autant d'éléments visibles d'une promotion sociale, envers et contre tous les discours de la morale et de la religion qui stigmatisent le monde du tourisme. C'est en ce sens que nous parlons de processus d'individuation dans et par le tourisme. L'échec de Sayid montre cependant les limites du processus. L'individu, valorisé dans un premier temps, peut aussi rapidement devenir un paria, exclu du réseau familial et villageois, et partant, du dispositif de circulation/distribution locale de la manne touristique

- précarité des relations d'interdépendance : le renforcement et l'extension des systèmes d'interdépendance, notamment à travers la pratique de la commission, s'articulent autour de la figure du guide touristique, cet étranger venu d'ailleurs, lequel orchestre la compétition entre prestataires de services locaux. Les modalités même de transactions et de partenariat sont imposés en amont de la filière : les guides, intermédiaires incontournable dans les transactions économiques touristiques du « sur place », sont le plus souvent originaires du Caire et travaillent pour les agences de la capitale. Les agents locaux sont d'autant plus dépendants les uns des autres qu'ils arrivent en bout de la chaîne de la transaction.

Enfin, il faut souligner que, si le dispositif de la commission combinée aux réseaux d'interdépendance des prestataires du secteur permet une distribution relativement étendue de la manne touristique, cette distribution concerne, en volume financier, les *miettes* des revenus tirés du tourisme ; des *miettes* qui néanmoins suffisent durant la dernière décennie à améliorer, de manière inégale, certes, le niveau de vie des habitants des villages de Gurna ou de Ba'arât, et de Louxor dans son ensemble, *madînat al-Uqsur* étant classé par les agences internationales de développement parmi les dix premières villes les plus riches du pays. La distribution des *miettes* de la rente est rendue possible par la proximité géographique des habitants aux sites touristiques et ses contraintes : exigüité de l'espace de vie, densité de la population, croissance démographique, concentration des sites touristiques, autant de facteurs qui ont permis le développement d'un ensemble de services touristiques *in situ* et dont les plus démunis peuvent bénéficier directement et indirectement.

Force est d'observer au cours des trente dernières années que les programmes successifs d'aménagement touristique de la région de Louxor et de l'Egypte ignorent l'existence des dispositifs locaux de distribution de la rente touristique à l'échelle locale. Les économistes du tourisme qui apparaissent à la fin des années quatre vingt dix se bornent à

faire une évaluation au niveau macroéconomique des impacts du secteur sur l'emploi et la distribution des revenus, sans prendre en compte localement les systèmes informels qui permettent justement de répercuter les effets en grappe des revenus tirés du tourisme<sup>405</sup>. Les programmes d'aménagement sont en outre élaborés à partir du centre, dans la capitale et dans ses ministères, en partenariat avec les agences internationales de développement, dans une représentation particulièrement centralisé du territoire et de de la captation des richesses produites dans le pays, au risque de destabiliser toute une organisation économique locale qui a permis durant plusieurs décennies de maintenir les populations. Louxor révèle sur les trois dernières décennies les politiques de « sur-centralisation » plutôt que de décentralisation, préconisée par les agences internationales financières. « *Vitrine de l'Egypte dans le monde* », selon la formule consacrée, la région de Louxor fait l'objet d'une toute singulière attention de la part des pouvoirs publics, du secteur privé et des experts internationaux, mettant en lumière les tensions, parfois violentes, entre l'Etat égyptien et sa province du sud, entre conceptions de l'aménagement et du développement des élites politiques et économiques nationales et internationales, et réalités sociales et économiques locales. C'est ce que nous proposons d'explorer dans la troisième partie.

---

<sup>405</sup> TOHAMY, Sahar, SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Cairo, The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n°40; June 2000.

## **Troisième partie : construire la ville idéale. Tourisme, patrimoine et développement**

*“I have often heard responsible officials refer to peasants as sons of dogs and say that the only way to handle them is to build them houses of any sort and bulldozer the old ones ».*

FATHY, Hassan. *Gurna, A Tale of Two villages*. Cairo, Prism Publications Offices. 1969 (réédition 1989).



## Introduction

---

### *Troisième partie*

La région de Louxor, depuis sa consécration égyptologique à la fin du dix-neuvième siècle, n'a cessé d'attirer l'attention des gouvernements égyptiens : administrer Louxor, c'est gérer et contrôler la rente archéologique et touristique. Et si l'on s'en tient aux trente dernières années, force est de constater que l'aménagement et l'administration de la région de Louxor s'articule exclusivement autour du monument antique, au nom de sa protection et de sa valorisation. Celle-ci s'inscrit explicitement depuis les années quatre vingt dix dans un contexte de libéralisation économique où le tourisme est un secteur stratégique, comme source de devises et d'emplois, mais aussi garant des bonnes intentions d'ouverture du gouvernement égyptien. Louxor, région qui concentre les sites archéologiques les plus prestigieux du pays, où le tourisme de masse est inventé au XIX<sup>e</sup> siècle, est à ce titre un territoire hautement disputé, où les intérêts des parties en présence ne sont pas forcément convergents et le plus souvent conflictuels.

De plus, et à ce titre (comme nous le verrons dans cette partie), Louxor est dans le paysage égyptien une entité territoriale singulière : d'abord par son statut administratif (objet du premier chapitre), ensuite par la forte présence au cours des trente dernières années des agences internationales de développement (second chapitre) dans l'élaboration et l'application (quand elle advient) de plans d'aménagement. Au regard de la dizaine de programmes que nous avons pu recensés et consultés<sup>406</sup>, Louxor est une des régions d'Egypte les plus prisées par les ministères du Caire et les agences internationales de développement.

Louxor fait en 1976 l'objet d'un décret qui définit la région et ses monuments au titre de région touristique, placé sous la coupe du ministère du Tourisme<sup>407</sup>. Première contradiction, ou plutôt première source de discordance potentielle, puisque les antiquités relèvent du domaine réservé du ministère de la Culture, via le service égyptien des antiquités, et l'on peut penser à juste titre que les intérêts du ministère du tourisme en matière

---

<sup>406</sup> Voir la liste en annexe.

<sup>407</sup> *Journal officiel*, décret ministériel n° 134 de 1976.

d'aménagement des sites historiques ne rejoignent pas forcément ceux du service des antiquités. Le décret de 1976 préfigure le nouveau statut décrété en 1989 qui consacre Louxor comme unité territoriale d'exception, en vertu de ses ressources patrimoniales et touristiques internationales. La nécropole thébaine inscrite à partir de 1979 par l'Unesco sur la liste du patrimoine mondial, justifie son statut spécifique dans la nomenclature administrative égyptienne. Louxor devient *madinat al-Uqsur*, doté d'un territoire à géométrie variable, comme nous le verrons, et d'une administration aux pouvoirs élargis. Elle devient dès lors territoire ouvertement disputé : d'une part, au sein du gouvernement, entre les divers intérêts ministériels ; d'autre part, entre administration locale et pouvoir central ; ensuite entre groupes locaux et investisseurs privés, de la région et d'ailleurs ; enfin, entre agences internationales, gouvernement et administration locale.

Il s'agit par conséquent de comprendre comment l'administration d'un haut lieu du tourisme international, situé loin du Caire et en plein cœur du Sud égyptien, s'articule aux multiples contraintes imposées par une situation politique et économique qui place cette région au centre des préoccupations de développement du gouvernement égyptien ; un état central sensible aux injonctions des agences internationales, culturelles (Unesco) et financières (Banque mondiale, USAID, l'agence américaine de développement), ainsi qu'aux conditions d'attribution de l'aide au développement. Louxor n'est pas une « vitrine internationale » de l'Egypte, comme le stipule le décret présidentiel de 1989, seulement pour les touristes étrangers mais aussi pour ses bailleurs de fonds. Ainsi, en octobre 1999, à l'initiative du représentant au Caire du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), se réunissaient à Louxor les présidents des principales agences internationales de développement. La rencontre est plus que symbolique dès lors que dans le même temps, est en train d'être élaboré un « comprehensive plan » pour l'aménagement de la région à l'horizon 2017. L'intérêt international porté à la région renforce en retour le régime d'exception de la région, suscitant d'autant plus l'engouement des acteurs politiques et économiques, à tous les niveaux.

Notre point de départ s'appuie sur la lecture et l'analyse d'un corpus de documents relativement homogène : l'ensemble des textes administratifs qui définissent et transforment le statut de la région de Louxor depuis 1989. Leur contenu explicite 1- les modalités de gestion et d'administration locale d'une région, 2- l'articulation des institutions locales, qui encadrent les territoires égyptiens, au pouvoir central. A travers le cas de Louxor, il s'agit de



poser comme cadre général un ensemble de questions liées aux modalités, formelles et pratiques, de l'administration locale en Egypte, au regard d'une nécessité économique : gérer et capter la rente touristique ; aménager et valoriser les sites historiques<sup>408</sup>.

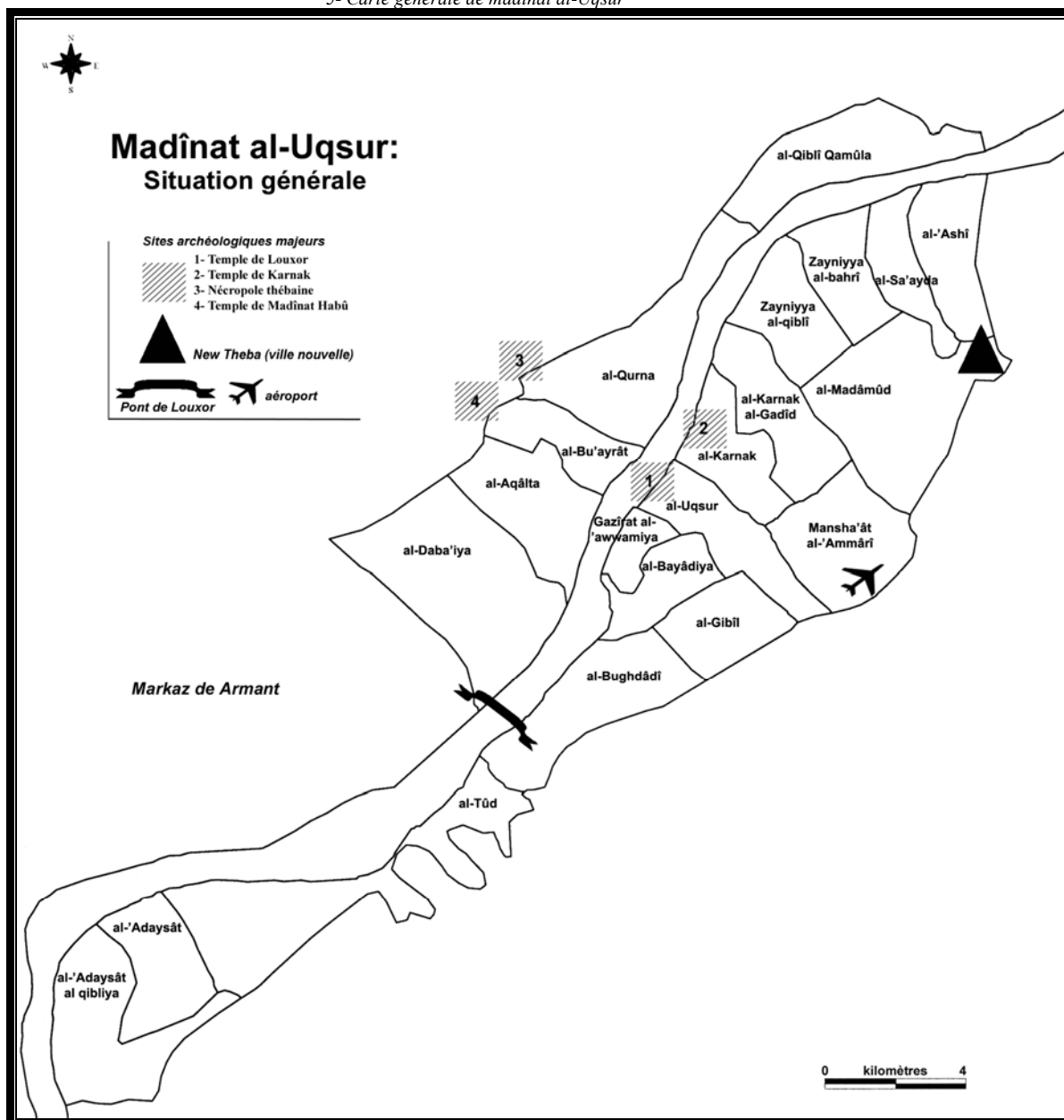
Dans un second temps, nous retracerons sur les trente dernières années le développement de la région de Louxor, à travers un corpus particulièrement fourni de plans et de programmes d'aménagement en tous genres. Singularité déjà évoquée, les agences internationales –Unesco, Banque Mondiale, Programme des Nations Unies pour le Développement, USAID, se sont toutes intéressées à et impliquées dans la région de Louxor au cours de ces trente dernières années. L'analyse de cette littérature grise met non seulement en perspective l'articulation des politiques de développement économique à un secteur, le tourisme, à une région, celle de Louxor, mais révèle le jeu d'une multitude d'acteurs à toutes les échelles d'intervention (du niveau le plus local à l'international).

Enfin, dans un troisième temps, il s'agit de comprendre comment les politiques d'aménagement mises en œuvre avec leur lot de dispositifs administratifs *ad hoc* agencées par le haut, par le gouvernement central et les experts internationaux recomposent territoires et pouvoirs, affectent l'organisation locale des réseaux d'activités touristiques en impliquant de la part des acteurs locaux l'ajustement à la donne touristique et politique telle qu'elle a été redéfinie ces dix dernières années par les programmes de libéralisation économique du pays et les orientations de développement induites.

---

<sup>408</sup> Cette incursion dans la thématique de la « gouvernance locale » en Egypte – expression privilégiée des experts en matière de programme de décentralisation administrative, largement financés par les bailleurs européen et américain, permet de faire le bilan de la production en ce domaine. Disons-le d'emblée : elle demeure très pauvre en langue française, et peu développée dans les autres langues, en dehors de l'arabe, limité au registre de l'expert praticien plutôt que dans une perspective de recherche universitaire. En anglais, l'ouvrage de James Mayfield est une synthèse très riche concernant le système administratif politique local en Egypte, fondé sur le traitement systématique des références en arabe et sur la consultation d'archives et de documents officiels. MAYFIELD, James. *Local Government in Egypt. Structure, Process and the Challenges of Reform*. Cairo, AUC press, 1996.

5- Carte générale de madînat al-Uqsur



(Carte élaborée à partir du fond cartographique général de l'Observatoire urbain du Caire, 2005)

## **I - Administration locale, centralisme politique et expertise internationale**

---

### ***A - A ressources exceptionnelles, gestion exceptionnelle. A propos du statut de Louxor en particulier et du système administratif local égyptien en général***

Louxor est une exception dans le système administratif et territorial de l’Egypte. En vertu du décret présidentiel n°153 de l’année 1989, elle bénéficie d’un régime administratif spécifique, comparable à celui d’un gouvernorat et investi d’une fonction de représentation internationale. Le terme de *hadâry* (حضارى) renvoie dans ce décret à l’idée de culture au sens de civilisation, mais signifie aussi « urbain » dans la terminologie administrative égyptienne. Louxor – qui s’appelle désormais *madînat al-Uqsûr*, est composée du centre urbain (Louxor-*madîna*) plus son extension semi urbaine de Minshât al-‘Ammâry, des villages contigus au nord (al-Karnak, al-Karnak al-gadîd) et de Gurna, sur la rive ouest. Singularité remarquable de cette nouvelle entité territoriale, un conseil supérieur est chargé d’administrer *madînat al-Uqsûr*, avec à sa tête, un président nommé par le chef d’Etat égyptien au rang de gouverneur.

*Madînat al-Uqsûr* compte alors en 1989 126 000 habitants, dont la moitié sont résidents en zone rurale. Soit un statut vraiment exceptionnel pour une unité territoriale aussi petite en superficie (environ 52 kilomètres carrés) et en population, lorsqu’un gouvernorat dans la vallée du Nil compte entre un et deux millions d’habitants, quand une ville de 150 000 habitants est considérée en Egypte comme une ville « moyenne », quand la population des capitales de gouvernorat telles que Assiout, Tantâ et Mahalla al-Kubrâ atteignent le demi-million d’individus<sup>409</sup>.

Selon le décret de 1989, Louxor est pourtant « une ville qui possède une importance particulière (اهمية خاصة) en raison de son caractère archéologique et culturel ancien (لطابها الاثري و الحضاري العريق واجهة) et du tourisme international. Elle constitue une vitrine culturelle (اهمية خاصة) pour la république arabe d’Egypte ». Telle est la justification officielle. Or, ce caractère archéologique et culturel exceptionnel fournit aussi, tant pour l’image du pays que

---

<sup>409</sup> DENIS, Eric (dir.). *Villes et urbanisation des provinces égyptiennes. Vers l’écoumènoplis ?* Paris, Karthala/CEDEJ, 2007.

son économie, la ressource première d'un secteur économique inscrit aux programmes de développement et d'ouverture du pays, le tourisme. Ainsi, nous faisons l'hypothèse que l'exception administrative accordée à Louxor répond à des stratégies politiques centralistes, à une logique de monopole de captation et de gestion des ressources économiques locales, des sites archéologiques et de la rente touristique. Pour éprouver cette hypothèse, deux préalables s'imposent. Expliciter le système administratif local égyptien qui fonde le découpage territorial du pays, pour ensuite comprendre la singularité de la région de Louxor.

Le système administratif local égyptien n'a guère suscité la curiosité des chercheurs francophones<sup>410</sup> ; dès lors que l'Egypte est donné pour un Etat fortement centralisé où les décisions se prennent exclusivement au Caire au sein des ministères. Certes, mais il n'empêche que la bureaucratie est aussi une autre caractéristique forte du système politique et administratif égyptien et les dispositifs établis quadrillent et encadrent, à l'échelle la plus locale, toute intervention, toute décision prise à l'égard d'un territoire donné. Du côté des anglo-saxons, l'ouvrage dense de John Mayfield et quelques rapports d'experts font exception<sup>411</sup>. La quasi absence d'études sur le sujet peut s'expliquer notamment par le préjugé que les chercheurs en général, et des politologues en particulier ont des élections aux conseils populaires locaux, dont le pouvoir n'est que consultatif. Ils n'auraient que peu ou pas de valeur dans un contexte politique que l'on donne pour verrouillé. Ce postulat, selon lequel le centralisme autoritaire signifie l'absence de pouvoir local, ne justifie pas pour autant le désintérêt pour l'organisation administrative et politique des localités égyptiennes et les modalités de représentativité locale, aussi formelles soient-elles.

---

<sup>410</sup> Deux exceptions : Samer Soliman, économiste égyptien, s'intéresse au rapport de l'Etat central avec ses gouvernorats. « *Etat et le développement : analyse de la politique fiscale égyptienne dans la période de réforme économique* », thèse de doctorat soutenu à l'université de Lausanne, juillet 2004. Sarah Ben Nafissa, chercheur à l'Institut de Recherche et de Développement (IRD), s'est penché sur les modalités d'élections et de représentations à l'échelle locale (conseils populaires locaux). BEN NEFISSA, Sarah. « *Morale individuelle et politique : l'expérience d'un conseil populaire local islamiste dans le quartier de Héliouan* », *Lettre d'information de l'Observatoire urbain du Caire contemporain*, n° 49, 1999.

<sup>411</sup> MAYFIELD, James. *Local Government in Egypt. Structure, Process and the Challenges of Reform*. Cairo, AUC press, 1996. Nous utiliserons cet ouvrage de référence, en réactualisant les informations de l'auteur. EL SAWI, Ali. « *Governors without Governance* ». Rapport préparé pour la Banque Mondiale, 1998 ([www.worldbank.org/mdf/mdf4/papers/sawi.pdf](http://www.worldbank.org/mdf/mdf4/papers/sawi.pdf)) ; FOX, William & GHANIM, Sayed. « *Decentralization in Egypt : the First Steps have been Taken* ». Rapport préparé pour la Banque Mondiale ([www.worldbank.org/mdf/mdf2/papers/gov/fox.pdf](http://www.worldbank.org/mdf/mdf2/papers/gov/fox.pdf)).

## Premier temps : le découpage territorial en Egypte

Pour rappel, l’Egypte se divise en 26 gouvernorats, auquel s’ajoute *madīnat al-Uqsūr* en 1989 (soit 27 régions). L’Egypte est composée d’environ 5 300 unités administratives territoriales, à toute échelle confondue, qui se divisent selon deux catégories, urbain et rural. Le pays compte cinq gouvernorats dits urbains (*hadâry*), à savoir le Caire, Alexandrie, Suez, Port Said et Ismailiya.

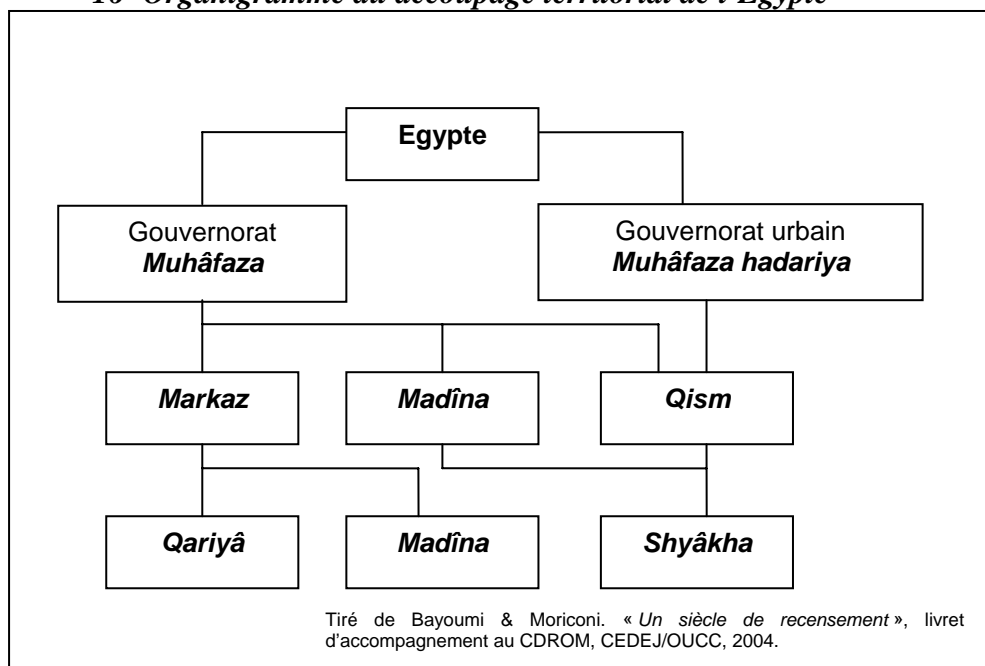


6- Carte des gouvernorats d'Égypte  
(Carte élaborée à partir du fond cartographique général de l'Observatoire urbain du Caire, 2007)

Les autres gouvernorats possèdent une capitale de région, divisée en *qism* (district urbain), et *markaz* (district rural), composés de *qura* (villages) et d'une *madīna* (ville, chef-lieu de *markaz*) Celle-ci est le plus souvent la bourgade la plus importante et joue un rôle essentiellement de relais administratif pour les autres villages dépendants du *markaz* de

référence. La *shyâkha* est une subdivision du *qism*, et relève donc de l'urbain ; la *madîna* de *al-Bayyâdiyya* est en l'occurrence chef-lieu de *markaz*. Les *qurâ* (plur. de *qariya*) sont les villages rattachés au *markaz*. L'organigramme suivant permet de récapituler les hiérarchies ainsi que les terminologies de l'administration égyptienne<sup>412</sup>.

#### 16- Organigramme du découpage territorial de l'Egypte

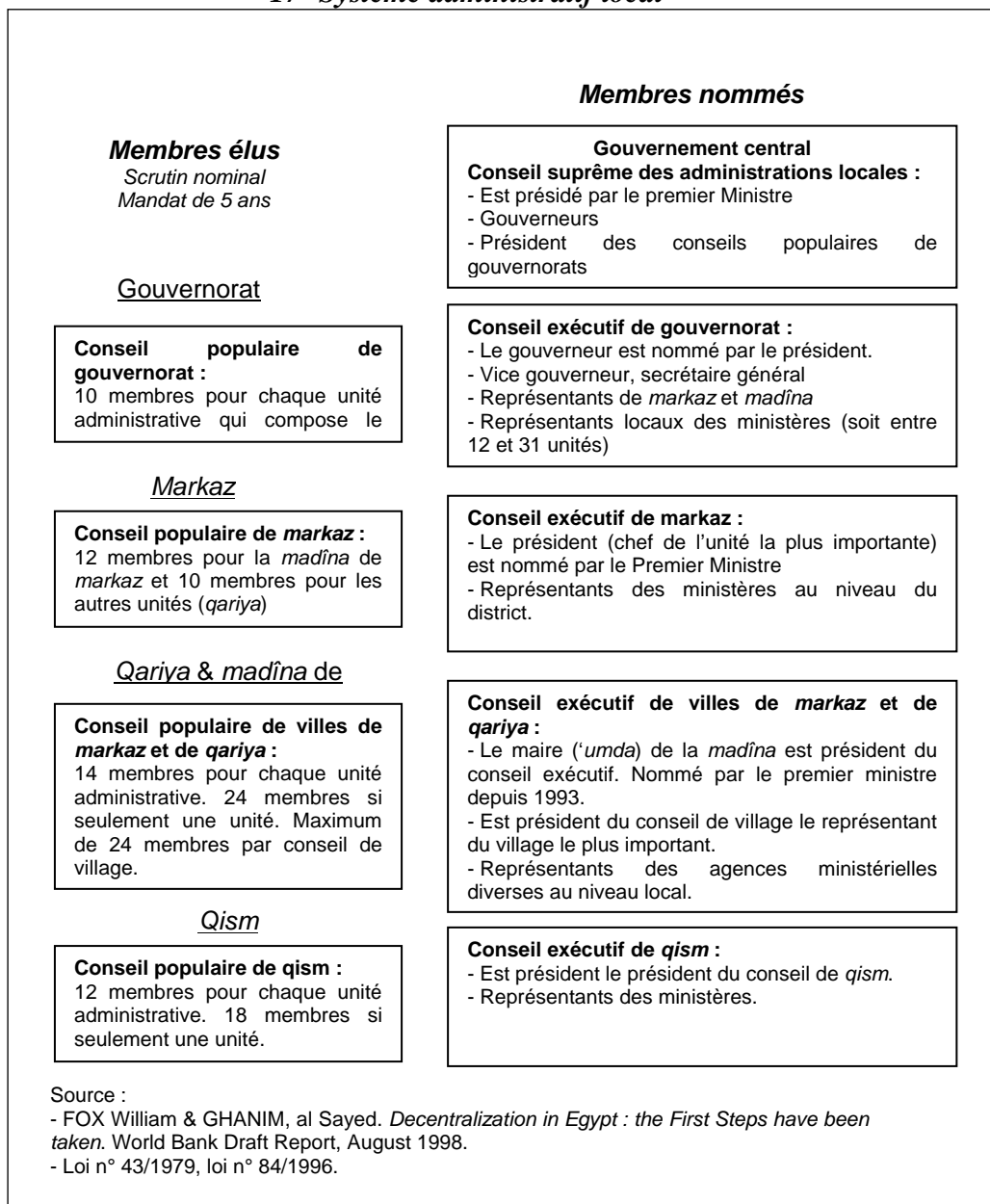


#### Deuxième temps : le système administratif local en Egypte

De manière générale, et au risque de rappeler une évidence, le système administratif se cale sur le découpage territorial que nous venons de décrire. Chaque unité territoriale, à chaque niveau, possède un système bi-caméral composé d'un conseil populaire local élu et d'un conseil local exécutif dont les membres sont nommés par l'exécutif national.

<sup>412</sup> Pour plus de détails, nous renvoyons aux travaux de F. Moriconi-Ebrard et de E. Denis. MORICONI, François. « Unité administrative et unité locale : éléments de réflexion pour une utilisation rationnelle de la statistique locale égyptienne ». *Lettre d'information de l'Observatoire Urbain du Caire Contemporain*, n° 37, juillet 1994, Le Caire, Cedej, pp 17-23. Une présentation claire et précise est par ailleurs fournie dans le livret d'accompagnement d'un CDROM élaboré par l'équipe de l'Observatoire Urbain du Caire, et publié en décembre 2004 : « Un siècle de recensement en Egypte » (disponible au CEDEJ).

## 17- Système administratif local



Le président de la République nomme les gouverneurs, le premier Ministre nomme chaque président des conseils exécutifs de *markaz*, de *qism* et de *madīna* ; le gouverneur nomme les chefs de village (*'umda*)<sup>413</sup>. Les membres des conseils exécutifs sont nommés par

<sup>413</sup> Les maires de village, les *'umda* étaient jusqu'en 1994 élus au suffrage direct. La figure du *'umda* est particulièrement importante dans la vie politique locale. La fonction se transmettait le plus souvent de père en fils, au regard d'un capital historique, économique, social et/ou religieux qui conféraient à la personne la légitimité reconnue et nécessaire à la fonction, tant par les villageois que par les autorités centrales. Les *'umda* ont longtemps formé un *second-stratum* (BINDER, Leonard. *In a Moment of Enthusiasm. Political Power and the Second-Stratum in Egypt*. Chicago, University of Chicago, 1978) souvent efficace en matière de maintien de l'ordre social et de médiation entre villageois, administrations et centres politiques. La procédure relève d'un ensemble de

les tutelles ministérielles dont ils sont les relais locaux. Les gouverneurs, personnalités incarnant par excellence l'exécutif, sont, sauf exception, des généraux de l'armée. Les membres des conseils populaires locaux sont élus au suffrage direct pour un mandat de cinq ans. Les membres (élus) de chaque conseil populaire de *markaz* désignent un président qui siège au conseil exécutif de gouvernorat, aux côtés des représentants des ministères.

A partir de ce découpage, se greffe le système électoral local, qui n'est pas simple, ni pour l'observateur, ni pour l'électeur. Prenons l'exemple d'Armant, situé à quinze kilomètres au sud de Louxor, sur la rive ouest. Voici la composition de ses conseils populaires :

**18- Composition du conseil populaire d'Armant**

Lieux-dits	Statut	Conseils populaires
Armant	أرمنت markaz	12 membres élus par la <i>madîna</i> + 10 membres pour chaque village (3), soit un total de 42
Armant	أرمنت madîna	24 membres (car une seule entité)
Al-Ruzayqât	الرزقات qarya	24 membres
Al-Mahâmîd	المحاميد qarya	24 membres
al-Marîs	المريس qarya	24 membres

Ainsi, un villageois élit les membres de conseil populaire à trois niveaux : 1/ au niveau du village, soit 24 membres ; 2/ au niveau du *markaz*, soit 10 membres ; et enfin 3/ au niveau du gouvernorat de Qéna, auquel Armant est rattaché, soit 10 membres. Le votant doit donc élire un total de 44 candidats. Pour l'habitant de la *madîna* de Armant, le nombre de candidat à inscrire sur un bulletin de vote est de 46 car il doit élire 12 membres au conseil de *markaz*. La procédure électorale est identique au niveau des *qism* de *madîna*. Prenons l'exemple de la capitale administrative de Qéna, une *madîna* divisée en quatre *qism* :

**19- Composition du conseil populaire de Qéna**

Lieux-dits	Statut	Conseils populaires
Qinâ	قنا madîna	12 membres par <i>qism</i> , soit un total de 48
Al-Hamîdât	الحميدات qism	16 membres
Qism 1	قسم أول qism	16 membres
Qism 2	قسم ثان qism	16 membres
Qism 3	قسم ثالث qism	16 membres

Chaque habitant vote pour 16 membres au niveau du conseil de son *qism*. Chaque *qism* est représentée par 12 membres au niveau du conseil de *madîna*, soit un conseil composé de

---

mesures de contrôle politique, social et sécuritaire mises en œuvre par le gouvernement égyptien au regard des violences qui agitent les provinces égyptiennes. La même année, toutes les mosquées privées qui avaient jusqu'alors proliférées dans tout le pays, sont placées sous le contrôle de l'Etat, ainsi que sont interdits les clubs d'entraînement de karaté privés qui avaient fleuri autour de ces mêmes mosquées.



48 membres (4x12) ; le votant désigne par ailleurs 10 membres au niveau du conseil populaire du gouvernorat de Qéna ; soit un total de 38 noms à inscrire sur le bulletin de vote. Le scrutin est uninominal, le mode de scrutin par liste ayant été invalidé à la suite des élections législatives de 1984<sup>414</sup>. La procédure de vote requiert en outre que la moitié des membres élus soient issus des catégories « ouvrier » ou « paysan », qu'au moins un membre élu de conseil populaire soit un candidat indépendant, qu'au moins un membre soit une femme<sup>415</sup>, cette dernière condition ayant été annulée en 2004. Les conseils populaires n'ont de fonction que consultative en matière d'aménagement et de planification, et sont habilités à soumettre des propositions au conseil exécutif, instance qui prend les décisions finales, notamment en matière de taxation et de budget.

En termes d'action politique locale, les conseils populaires sont communément perçus et analysés comme des instances sans poids réel, rallié à la cause du pouvoir central et des conseils exécutifs. Les résultats de scrutin de 2002 ont affiché une victoire incontestée du parti au pouvoir (parti national démocrate PND), avec 45 943 sièges remportés sur un total de 47 346. Les 1 239 candidats élus sous l'étiquette d'indépendant se sont dès le lendemain du scrutin ralliés au PND, laissant ainsi la part congrue de 164 sièges aux élus des partis d'opposition. En outre, sur les 80 000 candidats qui se sont présentés, près de 50 000 menaient campagne sous la bannière du PND. Les partis d'opposition ayant peu de moyens financiers préfèrent investir dans les campagnes parlementaires et désertent les scrutins locaux de manière générale. Enfin, les élections locales ne mobilisent que très faiblement : le taux de participation est estimé à 5 % au Caire, entre 7 et 12 % dans les autres gouvernorats<sup>416</sup>. L'absence d'encadrement juridique, le bourrage des urnes ainsi que les dispositifs policiers déployés particulièrement lourds rendent peu crédibles les élections locales d'autant que les conseils élus ont une marge limitée d'action en matière d'administrations des affaires publiques locales.

---

<sup>414</sup> PARADELLE, Muriel. « Le Politique appréhendé dans son fonctionnement juridique. Analyse du cadre légal des élections législatives du Maglis al-Sha'b ». GAMBLIN, Sandrine (ed.). *Contours et détours du politique en Egypte. Les élections législatives de 1995*. Paris, l'Harmattan, 1997, pp. 42-43.

<sup>415</sup> Malgré cette clause, la participation des femmes est en baisse constante : de 23 % en 1979, elle n'est que de 4 % en 1992 (EL SAWI, Ali. *Governors without Governance*. Accessible sur le site internet de la Banque Mondiale, 1998 <http://www.worldbank.org/mdf/mdf4/papers/sawi.pdf>).

<sup>416</sup> Ahram Hebdo, 10-17 avril 2002.

### *Troisième temps : territoire et système administratif local à Louxor*

Circonscrire une unité territoriale, en fonction d'une nomenclature administrative, implique d'y assigner des agences compétentes en matière d'administration, selon les textes de loi qui régissent le statut des différentes unités administratives établies<sup>417</sup>. L'exception de Louxor devient à ce stade quelque peu opaque à l'observateur non averti et à la plupart de ses habitants. Celle-ci apparaît comme doublement singulière, dans la mesure où son statut ne trouve sa place ni dans l'un ni dans l'autre des schémas que nous venons de présenter. A ressources exceptionnelles, statut effectivement très exceptionnel.

Récapitulons la géographie des lieux (voir en annexe cartes n° 1 et 2 ; et tableau ci-dessous des lieux-dits et de leur statut administratif). Nous pouvons identifier depuis 1989 une entité territoriale que l'on nomme *madīnat al-Uqsūr*, détachée de son gouvernorat de rattachement d'origine, à Qéna. *Madīnat al-Uqsūr* est composé en 1989 de Louxor-*madīna*, des villages de Karnak, Karnak al-Gadīd, de Gurna et de Manshiyât al-‘Ammary. Les autres villages que l'on voit sur la carte sont alors rattaché au *markaz* de Louxor, rattaché au gouvernorat de Qéna, selon le schéma général de découpage territorial, sur lequel se greffe le système d'administration locale. Or, les limites de *madīnat al-Uqsūr* n'ont cessé d'évoluer entre 1989 et 2003 à coup de décrets, élargissant le territoire sur lequel s'applique les prérogatives administratives locales d'exception définies par le texte de 1989.

---

<sup>417</sup> Lois n° 43/1979 et n° 84/1996.

En 1993, *madīnat al-Uqsūr* intègre deux lieux-dits : Gazīrat al-‘Awwamiyya au sud et Madamūd, au nord. Le premier correspond à la conurbation de Louxor, où se sont construits les principaux grands hôtels en front de fleuve, où sont amarrés les bateaux de croisière, où se sont étalées les zones résidentielles durant les années quatre-vingts ; le second est situé en bordure de désert et inclut en partie la zone réservée à la construction de la ville nouvelle, New Theba, mis en œuvre à partir de 1993<sup>418</sup>, ainsi que la zone de l’aéroport<sup>419</sup>. En 1995, la juridiction de *madīnat al-Uqsūr* est étendue à l’ensemble des villages du *markaz* de Louxor, qui étaient alors rattachés au gouvernorat de Qéna.

Localités		Statut
Madīnat al-Uqsūr	مدينة الأقصر	2003
al-Uqsūr	الأقصر	madīna
al-Uqsūr	الأقصر	madīna
al-Qurna	القرنة	shiyākha
al-Karnak	الكرنك	shiyākha
al-Karnak al-Gadīd	الكرنك الجديد	shiyākha
Gazīrat al-‘Awwamiyya	جزيرة العوامية	shiyākha
Minshāt al-‘Amāry	منشأة العماري	shiyākha
Markaz al-Uqsūr	الأقصر	markaz
al-Bayyāddiyya	البياضية	madīna
al-Aqālta	الأقالتة	qura
al-Ba’īrāt	البعيرات	qura
al-Bughdādy	البغدادي	qura
al-Gibīl	الجبيل	qura
al-Zīniyya Bahry	الزينية بحري	qura
al-Zīniyya Qibly	الزينية قبلي	qura
al-Sa’āyda	الصعايدة	qura
al-Tūd	الطود	qura
al-‘Adaysāt	العديسات	qura
al-‘Adaysāt al-Qibliyya	العديسات القبليّة	qura
al-‘Ashiy	العشي	qura
al-Gharby Qamûlâ	الغربي قمولا	qura
al-Qibly Qamûlâ	القبلي قمولا	qura
al-Madâmūd	المدامود	qura
al-Dab’iyya	الضبعية	qura

20- Composition de *madīnat al-Uqsūr*

Al-Bayyadiya devient chef-lieu (*madīna*) du *markaz* de Louxor, dépendant de *madīnat al-Uqsūr*. Son centre administratif (équivalent d’une capitale de gouvernorat) se compose de Louxor-*madīna* et de cinq *shiyākha*. Les villages de la rive ouest – al-Qibli Qamûla et al-Gharby Qamula (anciennement rattachés au *markaz* de Naqâda au nord), al-Aqālta et al-Daba’iya (anciennement rattachés au *markaz* d’Armant au sud) - sont intégrés au *markaz* de Louxor<sup>420</sup>. Al-Daba’iya est situé au pied du nouveau pont qui relie les deux rives, inauguré en

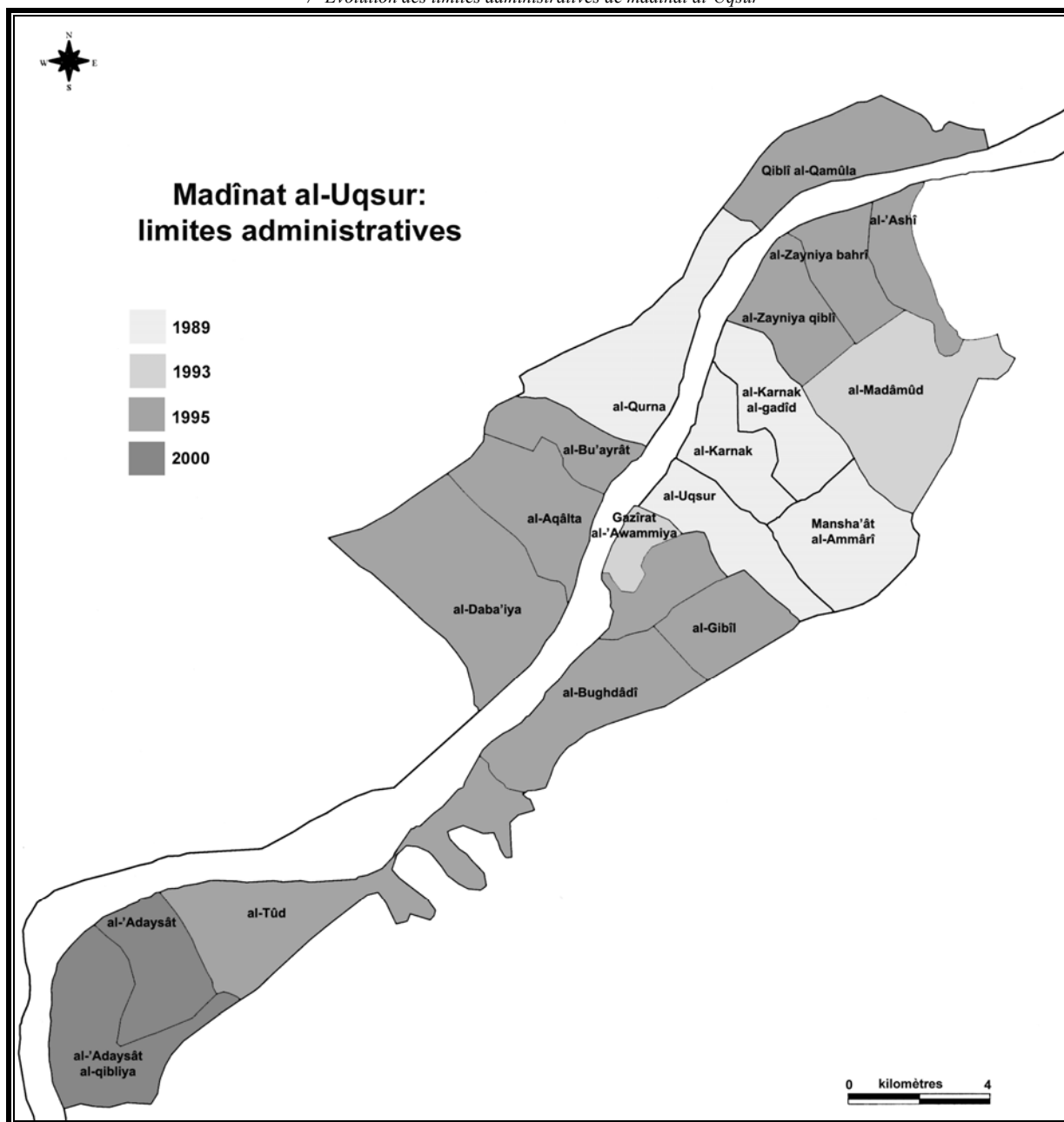
<sup>418</sup> General Organisation for Physical Planning/Ministère de l’Habitat & Bureau d’ingénierie et de consultance (APCO), 1987-1993 (en arabe). La construction de cette ville nouvelle débute effectivement avec la création officielle du poste de police, en 2001 (décret du ministère de l’intérieure n° 3175/2001). En 2005, un premier lot d’habitations est mis en vente par le conseil supérieur de *madīnat al-Uqsūr*.

<sup>419</sup> Journal officiel, décret du cabinet du premier Ministre n° 684 de 1993.

<sup>420</sup> Journal officiel, décret du cabinet du premier Ministre n° 3284 de 1995.

1997. Enfin, en 2000, les deux villages de al-'Adaysât et de al-'Adaysât al-Qibliyya, situés au sud de al-Tûd, entrent dans les limites du *markaz* de *madînat al-Uqsûr*<sup>421</sup>.

7- Evolution des limites administratives de *madînat al-Uqsur*



(Carte élaborée à partir du fond cartographique général de l'Observatoire urbain du Caire, 2005)

Aujourd'hui, en 2007, *madînat al-Uqsur* est constituée d'un centre urbain, composé de Louxor-*madîna* + cinq *shyâkha*, et d'un *markaz*, composé de quinze *qurâ* et d'une *madîna* chef-lieu de *markaz*. Les limites administratives de *madînat al-Uqsur* n'en sont pas pour autant définitivement établies et continuent de faire l'objet de débat et de divergence entre le

<sup>421</sup> Journal officiel, décret du cabinet du premier Ministre n° 2326 de 2000.

gouvernement central et les autorités locales. En 2001, par exemple, la ville nouvelle de *New Theba* se voit dotée par décret du ministère de l'intérieur d'un poste de police dont la juridiction couvre les villages de Zayniya Qibly, de al-Sa'adaya, de al-Madâmûd et de al-'Ashy. La procédure, motivée pour des raisons strictement sécuritaires (nous sommes à la limite nord de Louxor, où la circulation des bus touristiques et des étrangers se fait avec escorte policière) semble néanmoins initier la mise en œuvre d'un projet plus large d'une nouvelle redéfinition des limites et du découpage administratif de *madînat al-Uqsur*. Les élus des conseils du *markaz* de Louxor, soutenus par les députés parlementaires et les notabilités locales, ont notamment soumis en 2005 au parlement un projet de création de gouvernorat qui intégrerait d'une part le *markaz* de Armant, au sud, sur la rive ouest, et définirait, d'autre part, quatre *markaz* et une *madîna*<sup>422</sup>. Ce projet permettrait de rectifier l'absurdité territoriale qui coupe physiquement le *markaz* d'Armant de sa tutelle gouvernementale, à savoir Qéna, et qui fait de Louxor une enclave territoriale, afin d'étendre le territoire de *madînat al-Uqsur* aux localités touristiques du sud, pendant que Isna serait rattaché au gouvernorat d'Assouan.

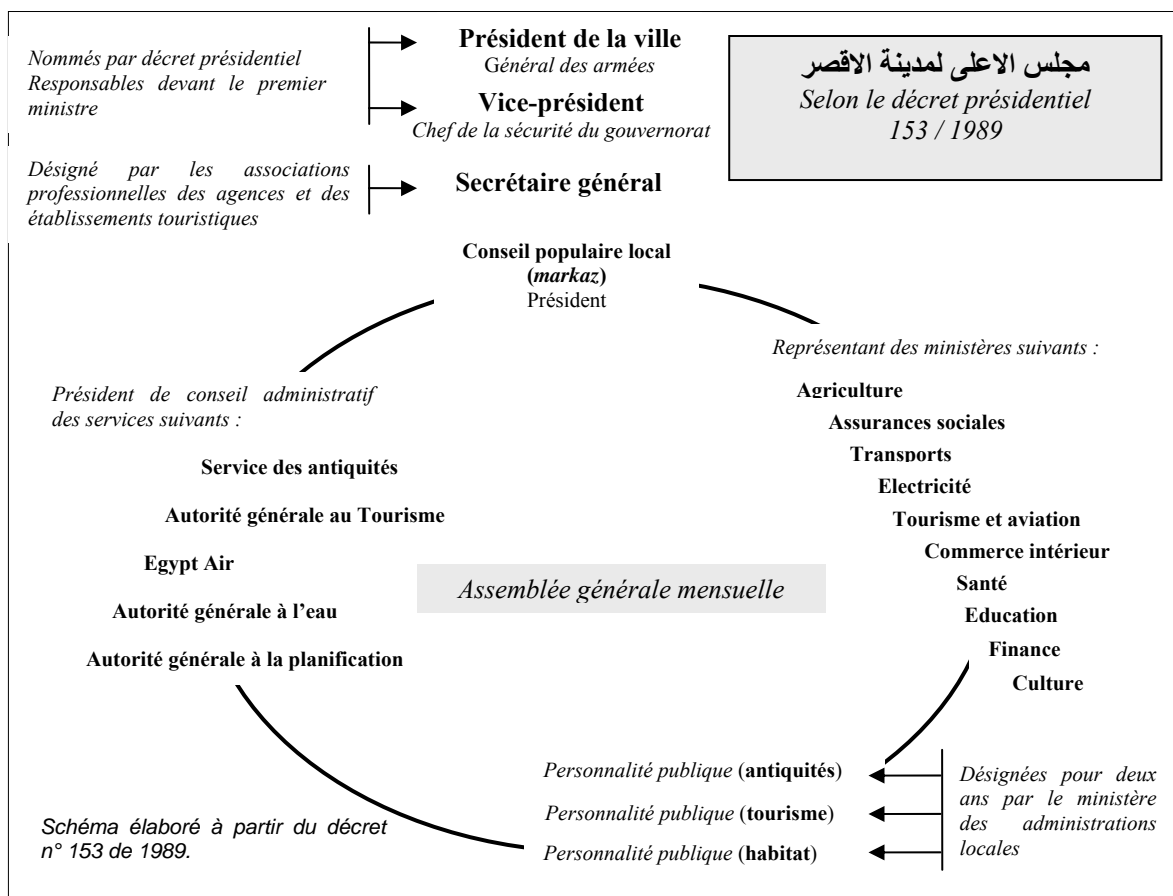
En dix ans, au gré des élargissements de ses frontières, l'unité administrative de *madînat al-Uqsur* est ainsi passée de 150 000 habitants à près de 400 000, ce qui implique nécessairement un déplacement d'échelle en matière d'aménagement et de gestion administrative. Si *madînat al-Uqsur* ne s'apparente pas pour autant à un gouvernorat en tant que tel, qu'en est-il alors des modalités d'administration locale de ses territoires, dont on observe la constante redéfinition des frontières depuis 1989 ?

La première spécificité administrative de *madînat al-Uqsur* réside dans le fait qu'elle soit dotée, non pas d'un conseil exécutif de gouvernorat mais d'un conseil supérieur ( المجلس الأعلى ) de la ville, de composition et de prérogatives présentées dans le schéma suivant à partir du texte de décret présidentiel de 1989 :

---

<sup>422</sup> Entretien avec Ahmad As'âd, membre élu du conseil populaire du *markaz* de Louxor, mars 2005.

21- Le conseil supérieur de la ville de madînat al-Uqsûr



L'organisation générale n'est pas très éloignée de celle d'un conseil exécutif de gouvernorat. En revanche, nous constatons que les secteurs du tourisme et des antiquités sont largement représentés, pour ne pas dire sur-représentés, avec respectivement quatre et trois sièges, sur un total de 18 membres, pourvus directement par le Caire, que ce soit par les ministères mais aussi par les associations professionnelles, notamment par la nomination du poste de secrétaire du président du conseil supérieur, associant explicitement intérêts du secteur privé et administration publique locale. Le décret de 1989 justifie la centralité des deux secteurs dans la composition du conseil supérieur au motif de leur importance économique et politique. Les prérogatives générales du conseil supérieur de la ville (instance exécutive) insistent sur les priorités accordées au développement touristique.

Deuxième singularité administrative, le cabinet du président du conseil supérieur émane, d'un côté du pouvoir militaire et policier (président et vice-président du conseil supérieur de *madînat al-Uqsûr*), de l'autre, du monde du tourisme (secrétaire général désigné par le monde privé des affaires touristiques) ; priorité sécuritaire d'un côté : comme le souligne Mayfield, « *food security and street security probably take up more time than all the*

*other duties of the governor combined [...] The governor's chance of remaining in office is more dependent on his ability to keep the peace than on anything else*»<sup>423</sup>. Priorité économique, de l'autre. Les alliances militaro-touristiques n'ont rien d'exceptionnel. En témoigne la *touristification* particulièrement intense de la côte nord méditerranéenne, entre Alexandrie et Marsa Matrûh, jusqu'à la frontière libyenne ou encore dans le Sinaï<sup>424</sup>, dans des zones qui sont pour la plupart sous tutelle militaire<sup>425</sup>.

Troisièmement, à la tête du conseil supérieur de *madînat al-Uqsur*, le président « *est représentant du pouvoir exécutif de la ville et responsable de l'application de la politique générale du pays* ». Somme toute, un gouverneur. Dans la pratique, le poste apparaît comme stratégique et prestigieux, en raison des enjeux internationaux qui sont liés à la région et à la gestion des richesses tirées du tourisme et des sites archéologiques<sup>426</sup>. Il constitue notamment un tremplin de carrière aux généraux de l'armée égyptienne passés dans l'administration publique civile. Ainsi, dans le remaniement des gouvernorats, le prédécesseur de l'actuel président de Louxor, Samîr Farâg, est passé à la présidence du gouvernorat de Wady al-Gadîd où l'administration du projet de nouvelle vallée de Tushka est une priorité politique très médiatisée du gouvernement égyptien<sup>427</sup>. Particulièrement frappante à Louxor, la rotation des présidents de son conseil supérieur est rapide et connaît entre 1994 et 2004, quatre présidents, tous hauts gradés militaires. La brièveté des mandats- en moyenne de deux ans et demi, permet difficilement de mettre en œuvre une politique de développement de long terme et de maintenir la continuité en matière d'aménagement et d'administration locale. A moins de

---

<sup>423</sup> MAYFIELD, James. *Local Government in Egypt. Structure, Process and the Challenges of Reform*. Cairo, American University in Cairo press, 1996, p. 98.

<sup>424</sup> ICG, International Crisis Group, *Egypt's Sinai question*, January 2007, <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4635&l=1>. On peut y lire que le vaste programme de développement du sud Sinaï, financé par l'Union Européenne à hauteur de 64 millions d'euros (2006), est piloté par un général aux prérogatives particulièrement étendues en matière de sélections des projets et d'attribution de subventions.

<sup>425</sup> ALTORKI, Soraya & COLE, Donald. *Bedouin, Settlers and Holiday-Makers. Egypt's Changing Northwest Coast*, Cairo, AUC Press, 1998. Plus d'une centaines d'immenses villages touristiques ont grignoté depuis les années quatre vingt la côte nord méditerranéenne, entre Alexandrie et Marsa Matrouh, essentiellement destinés à la clientèle égyptienne durant la période d'été.

<sup>426</sup> Notons que Louxor prélève une taxe spécifique sur les établissements touristiques, de l'ordre de 10 %, à mettre au compte du budget de la ville, et soumise à la gestion directe du conseil supérieur. Une part des ventes des tickets pour la visite des sites historiques est reversée directement au conseil supérieur de la ville, ainsi qu'une taxe sur les transports touristiques.

<sup>427</sup> Ce projet est lancé au milieu des années quatre vingt dix par le président égyptien, en vue de créer une nouvelle vallée en plein désert, dans le sud du pays, en dérivant les eaux du lac Nasser.

penser que les décisions prises quant à l'administration et l'avenir de la région de Louxor ne se fasse ailleurs, dans les instances centrales du gouvernement, le président du conseil supérieur devant être un relais zélé des décisions prises au Caire.

La spécificité de Louxor n'est pas unique en Egypte comme le fait remarquer Aly Sawy, spécialiste des questions de gouvernance locale, et renvoie au statut des *New Settlements* (villes nouvelles) qui ceinturent la capitale égyptienne. : « *Une large partie des communautés locales les plus florissantes (les New Settlements), ne relèvent pas du ministère des administrations locales. Ces villes n'ont pas de système bi-caméral (un conseil élu, un conseil nommé) et ne sont pas sous le contrôle du ministère des administrations locales. Elles sont en fait gérées par des comités conjoints (board of trustees) qui sont composés de représentants du monde des affaires, du travail, des consommateurs, des ménages* »<sup>428</sup>. Le conseil supérieur de *madīnat al-Uqsūr* s'apparente plus à un *board of trustees* qu'à un conseil administratif public. Toute décision importante en matière d'aménagement relève du gouvernement central. Que ce soit dans l'affaire du pont, que nous développons dans la deuxième section, ou dans la mise en place du « *comprehensive plan of Luxor City Project* », que nous présentons en dernière section.

---

<sup>428</sup> SAWI, Aly. *Governors without Governance. Constitutional, Legal and Administrative Framework of Local Government in Egypt*. World Bank Report, 2002 –internet download.



## ***B - L'affaire du pont de Louxor***

En juin 1997 est inauguré le pont de Louxor, reliant les deux berges du Nil au niveau du village de Daba'iya sur la rive ouest, à une dizaine de kilomètres au sud de Louxor-*madîna*, en pleine région agricole, essentiellement tournée vers la production de la canne à sucre. L'idée de construire un pont à Louxor commençait de circuler dans les ministères du Caire depuis le début des années quatre vingts. Les seuls points de traversée du Nil dans la région sont en effet situés, l'un au nord, à Qéna, à environ quatre vingts kilomètres de Louxor, l'autre au sud, à Isna, à une cinquantaine de kilomètres. Le projet est confié au ministère des transports et le chantier débute en 1991, après un accord signé par une commission mixte rassemblant des experts et des représentants des ministères de la culture, du tourisme, de l'agriculture, des transports, ainsi que du conseil supérieur de la ville. Le consensus semble être acquis. Alors que le pont est au deux tiers construit, la polémique éclate à la fin de l'année 1995, lancée conjointement par les ministères de la Culture et du Tourisme, qui reviennent sur leur décision, et pour l'occasion, exceptionnelle, affiche leur unité de vue. La spéculation sur les prix des terrains agricoles dans la zone de construction du pont bat son plein. La presse dénonce les monopoles d'intérêts et rappelle l'affaire de la *Ring Road* à Guiza – soit la construction d'une voie express qui devait passer à moins de quatre kilomètres des pyramides, et dont les travaux ont notamment mis à jour une nécropole ptolémaïque. Le concours de l'Unesco et la pression de la communauté égyptologique eurent raison du tracé initial de la *ring road*, qui, sur l'intervention directe du président égyptien, devait être révisé, et le site antique ainsi préservé.

L'affaire du pont de Louxor est à plusieurs tiroirs : officiellement, les ministères du tourisme et de la culture arguent de la nécessité de préserver la rive ouest de Louxor en raison de ses sites archéologiques. L'augmentation de la circulation routière entraînerait alors une urbanisation rapide, ce qui serait une menace pour les monuments. Officieusement, pour certains observateurs locaux et nationaux, la polémique tardive sur l'existence de ce pont serait tout simplement à mettre au compte de « *spéculateurs mafieux* » qui convoitent les

terres agricoles de la rive ouest<sup>429</sup>, renforçant l'argument officiel sur l'urbanisation des terres agricoles de la rive ouest et la menace qui pèse sur les sites archéologiques.

La polémique s'intensifie durant l'hiver 1995-1996, à tel point qu'il est envisagé de détruire le pont, dont la construction aura coûté au gouvernement égyptien trente cinq millions de livres. Le pont est situé à environ huit kilomètres au sud de la Nécropole thébaine, loin des sites antiques, au-delà des quatre kilomètres requis par la loi en matière de construction à proximité de zones archéologiques. Le pont met en liaison la rive ouest, où se trouve l'usine de canne à sucre d'Armant, et des dizaines de *feddan* de cultivées sur la rive est<sup>430</sup>. Pour les ingénieurs des ponts et chaussées égyptiens, pour le conseil supérieur de *madīnat al-Uqsūr*, ce pont est un facteur indéniable de développement régional. Il facilite le mouvement des touristes, des habitants et de la canne à sucre produite dans la région, à destination de l'usine d'Armant. En outre, ce pont permet de faire des économies substantielles au gouvernement, chaque année la tenue de l'opéra Aida dans l'enceinte du temple de Hatshepsout implique la construction par l'armée d'un pont provisoire pour un coût estimé de cinq millions de livres égyptiennes ; ce qui ne manque pas d'être relevé par l'opposition de l'époque au titre des scandales financiers qui touchent le ministère de la culture<sup>431</sup>.

La campagne qui anime la presse, les communautés des égyptologues et la classe politique durant l'hiver 1995-1996 divise le pays entre les partisans du pont, facteur de développement, et ses détracteurs, un « crime » (*garīma*) contre le patrimoine antique. Pour le *Sha'ab*, journal bi-hebdomadaire du parti du travail<sup>432</sup>, l'affaire révèle plutôt les intérêts moins louables des deux « serpents » (*haytân*), à savoir les ministres du tourisme et de la culture. L'accusation n'est pas dénuée de fondement. Le groupe *Misr Travel* du ministère du tourisme aurait beaucoup à perdre avec la construction du pont : la traversée des groupes de

---

<sup>429</sup> *Al-Ahrâr*, 16/12/1995. Les prix des terrains variaient alors du simple au double d'une semaine à l'autre, selon que la rumeur démentait ou non l'arrêt des travaux et le démantèlement du pont.

<sup>430</sup> Entretien avec Fu'ād 'Abd al-Azīz, directeur du département des ponts et chaussées. *Ahram Hebdo*, 13-19/12/1995.

<sup>431</sup> *Al-Sha'ab*, 01/12/1995. Organe de presse du parti du travail, d'obédience islamiste à partir des années quatre vingts.

<sup>432</sup> Tous deux seront interdits en 2000, suite à une dénonciation de scandale financier mettant en cause le ministre de l'agriculture, Yûssif Wâlî, depuis, lui aussi, mis au ban du gouvernement. Le procès intenté au journal vaudra deux ans de prison à son rédacteur en chef, Magdi Hussayn, neveu de 'Adil Hussayn, intellectuel de formation marxiste passé à l'islamisme dans les années quatre-vingts.

touristes relève exclusivement des navettes de la compagnie mise à disposition des *tour operator*, moyennant un droit de passage, au niveau d'un embarcadère spécialement construit à cet effet. Le pont destitue par ailleurs localement la famille qui détient le droit exclusif d'exploiter une flottille de ferry (*ma'adiya*) pour la traversée des véhicules et des individus.

Quant au ministère de la culture, l'argument concernant la protection des monuments paraît peu crédible, pour le moins aux yeux du journaliste du *Sha'ab* qui s'interroge : si la protection des antiquités était le souci principal du ministre de la culture, alors pourquoi avoir laissé le conseil supérieur de *madīnat al-Uqsūr* autoriser l'homme d'affaires égyptien Abu al-'Azz, propriétaire des usines de céramique Cléôpatra et visiblement en mal avec le fisc égyptien, à construire un village résidentiel (al-Gabâwy) à quelques 800 mètres de la nécropole thébaine, bien en deçà des limites stipulées par le règlement en matière de construction en zone archéologique ?<sup>433</sup> L'argument est particulièrement pertinent, d'autant que le village fut construit dans une urgence peu justifiée, dans des conditions peu transparentes, et sur un terrain qui avait été déjà attribué par le conseil supérieur de *madīnat al-Uqsūr* à un projet de relogement de la population de Gurna (voir infra, chapitre 3).

Confusion et concurrence des ministères sont particulièrement flagrantes dans l'affaire du pont où trois figures importantes du pouvoir central s'affrontent : Farûq Hosny pour la culture, Mamdûh al-Baltâgy pour le tourisme et Sulaymân Matwally, au transport. En aval, les intérêts locaux (propriétaire du bac, notabilités locales, président du conseil supérieur, etc.) s'ajustent aux règles du jeu des ministères. La lutte entre ministères semble être moins une affaire d'argent que d'image politique, comme si chacun défendait son pré-carré et voulait y maintenir son contrôle. Louxor est, au titre du décret de 1989, la chasse-gardée et disputée des ministères de la Culture et du Tourisme, lesquels entretiennent des relations plus que passionnelles<sup>434</sup>.

Comme toute affaire nationale sensible dont le dénouement semble voué à une impasse, la décision est finalement prise dans les plus hautes instance d'Etat, par le président de la République en personne. Le pont ne peut être remis en question et détruit, comme il le fut un

---

<sup>433</sup> *Al-Sha'ab*, 01/12/1995.

<sup>434</sup> L'affaire du centre international des visiteurs, situé sur la corniche de Louxor, mettait les deux ministères en scène, chacun s'arrogeant la propriété et la gestion des lieux. Le centre sera finalement converti en musée de la momification et en centre d'accueil touristique, gérés respectivement par les deux ministères.

moment envisagé. En revanche, la zone soumise à la loi sur la protection des antiquités sur la rive ouest est étendue jusqu'aux abords du pont : vente et achat de terrains tombent donc sous la juridiction du service des antiquités et toute nouvelle construction y est théoriquement interdite. De toute évidence, le ministre de la Culture, sort vainqueur de l'affaire en prolongeant la juridiction de son ministère et de celle du service des antiquités, à l'ensemble de la rive ouest. En outre, l'aménagement de cette partie stratégique du territoire de *madīnat al-Uqsūr* échappe au plan de développement lancé en 1996 par le ministère de l'Habitat, avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement. La rive ouest est la chasse gardée du service des antiquités et de son ministère de tutelle ; une situation paradoxale dès lors que c'est la région archéologique et agricole la plus exposée à l'urbanisation informelle et aux activités touristiques. Les experts du PNUD se sont systématiquement heurtés au refus de voir intégrer la rive ouest dans les limites d'action du plan de développement. Ils auront en partie gain de cause, soutenus par l'intervention de Suzanne Moubarak, lorsqu'en 2 000 un projet de statut de gouvernorat pour *madīnat al-Uqsūr* est soumis à la présidence ; sans pour autant oser proposer de solution spécifique à l'aménagement de la nécropole thébaine. Celle-ci relève de l'autorité exclusive du service des antiquités. Un service tout-puissant dont dépendent directement les quelques 500 missions archéologiques étrangères pour l'obtention de permis de fouilles, et particulièrement sensible aux « ingérences » des agences internationales dans leur politique d'aménagement de sites archéologiques.

### ***C - De l'UNESCO au PNUD ou de la protection du monument à la lutte contre la pauvreté***

Au tout début des années quatre-vingts, l'agence culturelle internationale produit un rapport proposant un plan de réaménagement de Louxor, sur ses deux rives<sup>435</sup>. Il s'agit, selon les termes du rapport, de conseiller les autorités égyptiennes en matière de développement de la région et de protection de ses monuments historiques, de soumettre un guide de recommandations en matière d'aménagement des sites et d'identifier les sites historiques majeurs en vue de définir des programmes de préservation et de déterminer les termes dans

---

<sup>435</sup> Le rapport commandité par l'Unesco à l'agence Shankland Cox Partership, *Luxor – Ancient Thebes. A Report to Unesco*, ne montre aucune date de publication et n'explique pas les conditions d'enquêtes des experts. Nous le datons autour des années 1979-80, en toute hypothèse dans la continuité ou en concomitance avec la procédure d'inscription du site antique de Thèbes sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco.

lesquels ces programmes peuvent s'articuler au développement urbain moderne. L'Unesco, en tant qu'agence exécutive d'un rapport sur la protection des sites historiques de Louxor, détermine d'emblée les secteurs prioritaires : la protection du monument et le développement du tourisme culturel. Ce rapport fait écho à un événement marquant des politiques du patrimoine en Egypte. En octobre 1979, la troisième session du comité pour le patrimoine mondial de l'Unesco se tient au Caire et à Louxor. Les principaux monuments pharaoniques de l'Egypte sont alors inscrits sur la liste des sites à protéger par les conventions de l'UNESCO.

Difficile de ne pas situer plus largement la tenue de cette conférence dans le contexte de l'époque. L'Egypte vient de parapher les accords de paix avec Israël (mars 1978) et affiche son ouverture au monde. Ainsi, le choix de tenir la troisième session du comité au patrimoine mondial de l'Unesco en Egypte s'inscrit dans un spectre plus vaste d'événements diplomatiques et politiques qui marquent le retour de l'Etat égyptien sur la scène internationale. Certes, la conférence et le rapport sur Louxor qui en découle constituent de simples épiphénomènes au regard d'une analyse plus générale des dynamiques politiques de l'Egypte durant ces années-là. En revanche, à l'échelle régionale, les deux événements fondent un principe moteur des programmes à venir en matière de développement touristique et d'aménagement des sites historiques de la région de Louxor. Ceux-ci définissent le monument historique comme donné central et incontournable des programmes engagés ; la protection des sites étant la préoccupation communes des experts internationaux et des autorités égyptiennes, pour lesquelles ce ne fut pas toujours le cas. On se souvient de l'affaire du plateau des Pyramides en 1975 lorsque Sadate voulait faire du site un vaste complexe de loisirs et de consommation. La logique mercantile du gouvernement à l'égard l'une des sept merveilles du monde devait échouer sous la pression nationale et internationale de la communauté égyptologique, et l'Unesco, d'inscrire définitivement le site des pyramides de Guiza sur la liste des monuments à protéger<sup>436</sup>.

Le gouvernement égyptien est désormais formellement tenu par un ensemble de conventions internationales en matière de protection des monuments. Ainsi, lorsque le

---

<sup>436</sup> Les sites égyptiens inscrits en 1979 au patrimoine mondial sont les suivants : Memphis et sa nécropole, les pyramides de Guiza jusqu'à Dahshûr, l'ancienne capitale Thèbes et sa nécropole, les monuments de Nubie, Abou Simbel et Philae, les quartiers islamiques du Caire, le site de Abu Mena. Plus récemment, en 2002, la région de Sainte Catherine dans le Sinaï est ajoutée à cette liste, et en 2006, le parc naturel situé dans le Fayoum.

gouvernement décide fin 1994 de faire passer une voie *express* (*ring road*) à quelques centaines de mètres des pyramides de Guiza, la campagne de protestation lancée par la presse nationale connaît un écho immédiat auprès de la communauté internationale. L'Unesco et le monde de l'égyptologie font pression sur les autorités égyptiennes, lesquelles convoquent finalement une commission mixte interministérielle. La découverte d'une nécropole ptolémaïque au cœur même du chantier de construction de la *ring road* conforte les arguments des protestataires. Quelques mois plus tard, le président de la République revient personnellement sur la décision de son gouvernement et le tracé de la voie de dégagement est déplacé à plusieurs kilomètres des zones archéologiques sensibles. Le site des pyramides de Guiza est sauvé in extremis, une nouvelle fois.

Nous savons combien l'application de conventions internationales est à géométrie variable. Dans l'affaire des pyramides, elles ont pu appuyer clairement une campagne de protestation nationale et internationale contre la politique du gouvernement. En revanche, les nombreux rapports d'experts étrangers et les textes de lois produits à l'égard de Louxor semblent beaucoup moins contraindre les autorités égyptiennes à appliquer les conventions dont le gouvernement est signataire. La traduction dans l'espace des plans et décisions d'aménagement laisse l'observateur pour le moins dubitatif. En 2003, un journaliste du quotidien national très officiel de *al-Ahrâm* établit un état des lieux pour le moins inquiétant. « *Que se passe-t-il donc à Louxor ?* », s'interroge-t-il. Les temples de Louxor et de Karnak sont menacés par la remontée des eaux usées et les habitations informelles. Les visites quotidiennes de 5 000 touristes participent de la dégradation des tombeaux de la nécropole thébaine (vallée des Rois et autres), lesquels sont par ailleurs menacés par les pluies, rares mais violentes. Le journaliste dénonce le laisser-aller des pouvoirs publics face à l'urgence de sauver ces joyaux du patrimoine national et universel<sup>437</sup>.

Pourtant les monuments historiques de la région ne cessent de susciter l'intérêt des agences internationales et du gouvernement égyptien durant les vingt cinq dernières années : d'abord l'UNESCO, puis la Banque Mondiale ; le ministère de l'Habitat égyptien à la fin des années quatre-vingts ; et, enfin, à partir de 1996, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ceux-ci sont entrecoupés de rapports variés, situés à des échelles plus fines, ou ciblés sur des secteurs particuliers d'intervention. Ainsi, Gurna fait l'objet de

---

<sup>437</sup> *Al-Ahrâm*, 14 mars 2003.

plusieurs études durant la décennie quatre vingt dix, lesquelles s'ajoutent au plan proposé par la Banque Mondiale sur l'aménagement des sites de la rive ouest des années quatre-vingts. Par ailleurs, l'agence américaine pour le développement (USAID) inscrit certaines localités de Louxor sur son programme « *Shurúk* » de réhabilitation des villages de Haute-Egypte. Louxor est en outre une des sept villes de province concernée par le programme de l'agence américaine pour le développement des villes secondaires d'Egypte<sup>438</sup>. La liste n'est pas exhaustive et force est donc de constater que Louxor est régulièrement inscrite sur l'agenda des experts nationaux et internationaux, si l'on en juge au nombre de rapports, d'études et de plan d'aménagement produits depuis plus de vingt ans. A observer les dynamiques d'aménagement de Louxor, la difficulté réside non pas tant à évaluer l'application effective des programmes mis en oeuvre mais d'en saisir une idée matricielle générale et sa traduction matérielle dans l'organisation socio-économique de ses territoires.

Les plans et rapports d'expert constituent un corpus particulièrement intéressant dans une analyse à trois volets, qui consiste à : 1) retracer l'évolution des espaces concernés ; études, plans et rapports fournissent à ce titre des informations parfois précieuses, au travers de cartes, de plans, etc. ; 2) identifier les parti pris en matière d'aménagement urbain et touristique ; 3) évaluer l'effectivité des programmes mis en oeuvre et les enjeux de développement de la région de Louxor. Toutefois, ce corpus doit être manié avec précaution : les informations fournies sont hétéroclites, et parfois douteuses, notamment en matière de données statistiques et d'estimations chiffrées. Non seulement hétéroclites, ces informations sont souvent réitérées, d'un rapport à un autre, avec les erreurs qu'elles comportent à l'occasion. Les experts du monde du développement pratiquent largement l'intertextualité sans pour autant citer leurs références ou prendre le temps de vérifier leurs sources. Faut-il en outre souligner la redondance des rapports d'experts, symptomatique des défaillances structurelles de la « mémoire » des agences internationales de développement<sup>439</sup>.

---

<sup>438</sup> « *Secondary Cities Development* ». Initié en 1994, le programme accorde un budget total de 315 millions de dollars pour l'aménagement des infrastructures d'eau potable et de traitement des eaux usées dans les villes suivantes : Daraw, Kom Ombo, Mansoura, Nasr City, Luxor, Nuweiba, and Sharm El Sheikh. Notons que, avec Luxor, les deux dernières sont des villes exclusivement touristiques. Plus de détails sur le site USAID Egypt : [www.usaid-eg.org](http://www.usaid-eg.org)

<sup>439</sup> Citons un exemple vécu (et embarrassant) de faillite de la mémoire des agences internationales. En 1999, nous rencontrons avec un groupe d'étudiants en urbanisme de l'université de Londres le représentant régional de la Banque mondiale au Caire, sur le thème d'urbanisation et de tourisme au Caire. Nous évoquons le rapport de la banque mondiale sur la privatisation des établissements touristiques, publié en 1991. L'équipe de la Banque mondiale niait formellement toute implication de

Cette littérature grise nous intéresse plus particulièrement sur les deuxième et troisième volets. Elle nous renseigne sur les modalités de production des normes d'aménagement et d'administration des sites historiques à vocation touristique internationale, en fonction de l'évolution du contexte général (national et international) et des contraintes politiques et économiques qui président aux modalités de définition des programmes de développement, de leur mise en œuvre et de leur financement. Louxor offre ainsi une perspective de plus de vingt années de développement touristique, de gestion des sites historiques et d'aménagement urbain, ce qui en fait un laboratoire d'observation particulièrement riche.

Les décalages observés entre des textes prolixes et des résultats d'application fort limités engagent à poser un certain nombre de questions qui dépassent le cadre strict de la région de Louxor et du secteur touristique. L'implication quasi-systématique des agences internationales de développement déplace les questions de l'aménagement des sites historiques comme potentiel de développement touristique vers une problématique plus générale de développement, d'une part, et de la distribution de l'aide internationale, d'autre part. Cette dernière question travaille implicitement la présentation des plans majeurs qui président à l'aménagement de la région de Louxor que nous faisons dans cette partie.

### *Le plan de l'UNESCO : monument, urbanisation et tourisme*

Les recommandations émises par le rapport de l'UNESCO à la fin des années soixante dix s'articulent autour de trois thématiques : la première, centrale, et raison d'être du rapport, la protection des monuments ; la seconde, les modalités de contrôle de l'expansion urbaine ; la troisième, le développement des infrastructures d'accueil touristiques pour la promotion du tourisme culturel dans la région. Nous sommes à la fin des années soixante-dix, dans un contexte national de croissance démographique particulièrement forte, d'un côté, et de diversification internationale des destinations du tourisme vers les pays du Tiers Monde. Enfin, les décennies 70-80 sont marquées en Egypte, comme nous l'avons vu, par une ouverture économique particulièrement favorable au secteur touristique.

---

l'agence dans le programme de privatisation. Nous mentionnons le fameux rapport. Personne n'en avait eu connaissance.



Ces quelques éléments de contexte, locaux et nationaux, sont très succinctement évoqués dans le rapport de l'UNESCO. Les monuments de la nécropole thébaine ainsi que la croissance démographique demeure la préoccupation centrale des experts, qui formulent ainsi leur propos introductif : « *It cannot be accepted for one moment that because Luxor is a town containing major antique remains, the community of Luxor should be disadvantaged in being able to carry on a normal life which includes buildings new homes, schools and hospitals. They have a right to develop and expand the town; it is dangerous, unjust and impossible to thwart such pressures. At the same time, a third of the population of Luxor gain their livelihood from the tourism related to the antiquities. Thus, the survival and the setting of the antiquities is important to this section of the community of Luxor* » (p. 6). La pétition de principes est louable mais se heurte au parti pris même du rapport : le monument et sa protection déterminent les modalités d'aménagement et de développement de la région de Louxor. Démographie, croissance de l'habitat informel et développement touristique sont présentés comme trois données périphériques qui s'articulent au monument, dans une gestion des contraintes, pour les deux premiers, et dans une conception de valorisation du patrimoine, pour le troisième.

Deux sites historiques principaux de Louxor sont visés par les experts de l'UNESCO : l'allée des Sphinx, en grande partie enfouie sous terre, relie les deux temples de la rive est, et abrite selon le rapport de l'UNESCO environ 5 000 habitants ; la Nécropole thébaine, sur la rive ouest, compte alors près de 6 000 habitants logés sur les sites antiques.

- *L'allée des Sphinx* : le dromos qui relie les deux temples sur la rive est doit constituer, selon les termes du rapport, le *trait distinctif (distinctive feature)* de Louxor. Du même coup, les zones résidentielles (habitat informel) adjacentes aux deux temples doivent être dégagées (prévision d'espaces verts autour du temple de Louxor, point de jonction entre la ville et le Nil) et permettre l'accueil des visiteurs. Des fouilles devraient mettre à jour la totalité de l'allée. Or, celle-ci traverse la ville et ses parties enfouies sont situées sous les quartiers bâtis et habités. Le rapport recommande donc de déplacer les populations, moyennant compensation, sans plus de détails.
- *La nécropole thébaine* : le rapport préconise la mise en place de mesures pour déterminer les limites des sites antiques afin d'assurer une meilleure protection et une

intervention plus efficace<sup>440</sup>. La population est logée au cœur même des monuments, et constitue, selon les experts, une menace pour ces derniers. En conséquence, la zone doit être vidée de ses habitants et leur maison détruite. En outre, la circulation doit être limitée aux abords de la nécropole, les aménagements des espaces publics doivent être harmonisés (éclairage public, couleurs des bâtiments, etc). Concernant les deux sites majeurs, la vallée des Rois et la vallée des Reines, une « barrière centrale » devrait permettre de tenir à distance les véhicules : « *The final approach to the heart of the valleys must be as quiet as dignified as possible and could be on foot, on horse or donkey... Unless some action along these lines has taken, the majesty and the secrecy of the spot will continue to be eroded* » (p. 37). Enfin, la construction d'une « *rest house* » est préconisée à l'entrée de la vallée des rois, permettant ainsi aux visiteurs de faire une halte.

Le rapport met l'accent par ailleurs sur l'aménagement de la corniche sur la rive est, axe majeur de circulation et point de panorama unique sur la rive ouest : celle-ci part du niveau du temple de Karnak, rejoint le temple de Louxor, et se prolongerait éventuellement vers le sud. Selon le rapport, cette zone doit être tout particulièrement préservée de la circulation. La distribution des quartiers résidentiels de la ville doit se faire à partir des axes situés à l'est de l'allée des Sphinx et du temple de Louxor, soit à l'intérieur de la ville : « *The cornice and river front should present a pleasant open and green appearance. Thus, in this area, development should not rise above the height of the fully grown palm trees, and not produce a 'wall effect' to the river* » (p. 22). Enfin, l'auteur du rapport souligne deux points essentiels d'aménagement : contenir l'extension des zones urbanisées de la rive est vers le sud et interdire toutes nouvelles formes d'urbanisation sur la rive ouest. L'idée de construire un

---

<sup>440</sup> Nous signalons à ce titre les difficultés à définir les limites des sites archéologiques en Egypte, dès lors que l'urbanisation de centaines de localités égyptiennes s'est effectuée autour de sites historiques, voire sur les sites eux-mêmes. Administrativement, les difficultés n'en sont pas moins compensées par une cartographie très lacunaire établie par le service des antiquités et la dispersion des travaux conduits par les missions archéologiques étrangères. Tout aussi instructif est de constater sur le terrain trois sources différentes qui permettent de définir des limites d'un site archéologiques : les plans – lacunaires, du service des antiquités, les plans des missions étrangères et, enfin, les relevés de terrain effectués par GPS et au vue de l'environnement urbain et agricole. Depuis 2002, en vue d'harmoniser ces sources et de déterminer les limites des sites archéologiques, le service des antiquités développe un projet de création d'un système d'information cartographique des sites archéologiques en Egypte, financé par la coopération finlandaise : *Egyptian Information Archaeological System* (EIAS, [www.eias.org.eg](http://www.eias.org.eg)).

pont est évoquée : celui-ci relierait pour la première fois dans la région les deux rives, et devraient être situé au sud de Louxor, au niveau de la ville d'Armant.

Pour conclure, le rapport évoquent cinq actions prioritaires : 1) la définition des zones archéologiques prioritaires en matière de protection ; 2) la nécessité de procéder aux relevés systématiques des sites archéologiques (*survey*) ; 3) l'évacuation (*clearance*) des habitants des zones archéologiques. Le rapport reconnaît l'ampleur de la procédure (financière et juridique), mais estime que c'est la condition principale à la mise en œuvre d'un plan de protection des sites historiques ; 4) la protection et la préservation des sites contre les vols (mesures policières renforcées) et contre les dégradations physiques ; 5) enfin, le développement des missions de fouilles et la supervision par la communauté scientifique des sites ouverts aux visiteurs. Ce plan d'action devrait être mis en œuvre selon un agenda flexible, à court, moyen et long termes, écrivent les experts, car « *a formal, rigid master plan fixed in all its detail can never be effective in relation to the living organism of the city* » (p. 46).

En 1976, selon le recensement national de la population, Louxor compte une population de 94 000 habitants, en 1986, de 125 000 habitants, soit une croissance moyenne annuelle de près de 3 %. Le tableau ci-dessous montre combien durant cette décennie les zones archéologiques sont particulièrement exposées à la croissance démographique qui se traduit dans l'espace notamment par de nouvelles constructions, le plus souvent informelles, au plus près des sites :

22- Louxor : population et taux de croissance annuelle		Population			(%)		
		1976	1986	1996	76/66	86/76	96/86
<b>LOUXOR</b>	الأقصر	93 798	125 404	153 758	1,92	2,95	2,06
al-Uqsur	الأقصر	46 758	58 265	74 004	1,60	2,22	2,42
al-Qurna	القرنة	10 917	16 093	20 260	1,81	3,96	2,33
al-Karnak	الكرنك	14 311	20 842	22 139	3,34	3,83	0,61
al-Karnak al-Gadîd	الكرنك الجديد	6 849	9 311	12 272	1,85	3,12	2,80
Gazîrat al-'Awwâmiyya	جزيرة العوامية	5 234	6 877	8 089	2,72	2,77	1,64
Minshât al-'Amâry	منشأة العماري	9 729	14 016	16 994	1,29	3,72	1,95

Ainsi, Karnak voit sa population augmenter annuellement de près de 4 %, essentiellement sur la zone du temple et de son lac sacré. Gurna, avec un taux de croissance annuelle comparable, s'étend autour des zones archéologiques majeurs, sur la montagne thébaine et en contre-bas, à la limite des terres agricoles (lieux-dits de Sawâlim et de 'Azbat al-Ward). La zone du « village modèle » de Hassan Fathy construit en 1946 et jusqu'alors

vide ou presque, est progressivement investi par les habitants. Les maisons sont finalement occupées, mais parfois détruites, réaménagées et agrandies d'un ou plusieurs étages en béton, au grand désespoir des admirateurs et disciples cairotes et étrangers de l'architecte égyptien. Certains bâtiments du village modèle de Hassan Fathy, comme la mosquée ou l'école, ont fait l'objet à plusieurs reprises de restauration, parfois sous l'impulsion du ministère de la Culture ou encore à l'initiative d'associations. En vain. L'école a finalement été détruite. La place du marché avec ses arcades et la mosquée s'écroulent définitivement en 2004.

Lorsque quinze ans plus tard après le rapport des experts de l'Unesco, le Programme des Nations Unies prend en charge la mise en œuvre du « *comprehensive plan of Luxor city project* » à la demande du gouvernement égyptien et du ministère de l'habitat, la croissance démographique de Louxor est stabilisée autour de 2 % sur la période 1986 et 1996. Karnak arrive à un seuil de saturation, avec une croissance annuelle qui tombe à 0,6 %. La population se reporte sur Karnak al-gadîd qui connaît alors une croissance annuelle moyenne de 2,8 %. L'urbanisation s'y poursuit sur les terres agricoles et s'éloigne peu à peu du temple qui, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, constituait le cœur et la trame de développement du village de Karnak.

Sur la rive ouest, Gurna maintient en revanche une croissance démographique soutenue, autour de 2,3 % sur la période 1986-1996. Les zones d'habitations continuent de s'étendre dans les zones de Târif entre le désert et le canal vers le nord et en bordure du désert, au-delà des sites archéologiques sensibles, dont la localisation à flanc de montagne limite l'expansion de nouvelles constructions. Les inondations de novembre 1993 ont laissé nombre de familles sans abri, qui se sont peu à peu installées en lisière des terres agricoles ou encore dans les villages construits en urgence par les autorités égyptiennes dans le désert.

Il faut souligner qu'alors plus d'un tiers des habitations situées sur la montagne, en zone archéologique, sont vidées de leurs occupants, soit en raison des inondations, soit en raison de l'élargissement de la famille et de la nécessité de construire ailleurs. Cette tendance au dépeuplement de la montagne thébaine se poursuit tout au long de la seconde moitié de la décennie quatre vingt dix. Si le mouvement d'urbanisation informelle s'amplifie, il se reporte vers le nord aux abords du désert, en lisière des terres agricoles le long du canal, et autour du débarcadère, dans le lieu-dit de al-Gazîra<sup>441</sup>. Enfin, à Louxor-*madîna*, les terres agricoles qui

---

<sup>441</sup> Les cartes satellitaires confirment l'urbanisation de cette zone. En 2003, la localité de *Gazîra* fait l'objet d'un arrêt du conseil supérieur de *madînat al-Uqsur* pour l'expulsion des familles logées dans

entourent le centre urbain sont progressivement grignotées par les constructions, sur deux axes : l'un, vers le sud (Gazirât al-'Awamiya), en parallèle à la corniche où commencent à se construire dès les années soixante les grands hôtels (Novotel, Sheraton, Isis, Club Méditerranée) ; l'autre, vers l'est et le sud-est (Manshiyat al-Ammâry)<sup>442</sup>, comme le montre la carte n° 3 en annexe 2.

Au milieu des années quatre vingt dix, il s'agit de mettre en œuvre un plan de protection du patrimoine archéologique de Louxor avec le souci premier de contenir l'urbanisation et la croissance démographique ainsi que de développer les richesses potentielles de la région. Le nombre de visiteurs étrangers ne cesse d'augmenter chaque année, en dépit des attaques perpétrées contre les touristes durant la période 1992-1997.

En 1980, au temps du plan de l'UNESCO, l'Egypte enregistre 1,2 millions de visiteurs étrangers. Ce nombre est doublé en 1989. Le gouvernement égyptien se félicite d'enregistrer aux lendemains de la guerre du Golfe plus de 3 millions de touristes en 1992 et passe le cap des 5 millions en 2 000 pour atteindre en 2005 8,5 millions de visiteurs étrangers, en dépit des événements politiques régionaux qui affectent directement le secteur touristique (attentats dans la vallée, conséquence du 11 septembre 2001, guerre en Irak, conflit israélo-palestinien, attentats dans le Sinaï entre 2004 et 2006)<sup>443</sup>.

Dans les années quatre vingt dix et jusqu'à maintenant, la politique économique égyptienne table clairement sur le développement de l'offre touristique (produits et infrastructures) afin d'attirer plus de visiteurs étrangers. Le gouvernement égyptien espère ainsi atteindre 16 millions de touristes à l'horizon de 2017, dont 4 millions à destination de la région de Louxor. Les objectifs ainsi que les échelles d'intervention sont ambitieux.

---

des logements construits illégalement. Le président *Mubârak* interviendra par décret pour annuler l'ordre d'expulsion, les autorités craignant un débordement de violence comme cela avait été le cas en janvier 1998. L'affaire s'était alors soldée par quatre morts et plusieurs dizaines de blessés.

<sup>442</sup> La rue Télévision offre un panorama instructif de l'urbanisation sur les terres agricoles, d'alternance entre immeubles de trois à quatre étages en briques rouges caractéristiques et des plots de terrain cultivés, enclavés entre les immeubles, dans l'attente d'un potentiel promoteur immobilier.

<sup>443</sup> Nous renvoyons à l'annexe 1 sur les chiffres du tourisme et l'évolution du flux de touristes vers l'Egypte et Louxor.

## *Le plan du PNUD : éradiquer la pauvreté, contenir l'urbanisation et promouvoir le développement durable*

Le « *comprehensive plan of Luxor city project* », lancé en 1996, établit les termes et les conditions de ce que devrait être la région, sa ville, ses villages et ses sites historiques et touristiques à l'horizon de 2017. Il bénéficie du soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et est placé sous le haut patronage de Suzanne Moubarak, première dame d'Egypte, personnalité incontournable en matière de développement social et culturel dans le pays. Le parrainage de la famille présidentielle garantit en quelque sorte la pérennité du projet, le classant parmi les programmes nationaux de premier plan et bénéficiant d'une large couverture médiatique.

Selon la terminologie officielle, il s'agit de faire de Louxor une ville-musée (*open-air museum* ou *mathaf maftûh*). Le monument est donc la priorité des priorités, autour de laquelle s'articulent les problématiques de développement économique, social et culturel : valorisation des ressources, lutte contre le chômage et la pauvreté, dynamisation régionale, contrôle de l'urbanisation. L'élaboration du projet est attribuée à une agence américaine de développement, *Abt Associates*<sup>444</sup>. Il s'étend de 1996 à 2004 pour la phase d'étude, et compte un budget officiel de 2,5 millions de dollars, géré par le PNUD au titre de la coopération multilatérale, financé principalement sur les fonds du gouvernement égyptien.

Le projet du PNUD s'inscrit dans une filiation directe avec le rapport de l'UNESCO, creusant et amplifiant les thèmes consacrés : valorisation du patrimoine, redéploiement des zones d'habitation, *touristification* de la région comme facteur d'attractivité économique. Le « *comprehensive plan of Luxor* » peut être lu implicitement comme un aveu d'échec des plans et programmes qui l'ont précédé, dont la liste est pourtant longue. Un état des lieux rapides permet d'évaluer le degré d'impact des recommandations faites par les experts de l'UNESCO, entre la date de publication du rapport (1979-1980), la période d'élaboration du programme

---

<sup>444</sup> L'agence, établie depuis quarante ans, compte un millier d'employés et couvre une trentaine de projets dans le monde, particulièrement dans les secteurs de la santé, de l'environnement et de l'urbanisme. Elle possède une représentation au Caire, laquelle couvre l'ensemble du Maghreb et du Moyen Orient ([www.abtassoc.com](http://www.abtassoc.com)). Elle est aussi agence exécutrice de nombreux projets financés par l'agence américaine de développement (USAID).

du PNUD (1996-2000) et sa mise en œuvre à partir de 2002-2004. Faisons rapidement un tour d'horizon :

Au début des années quatre vingt dix, une société chinoise de construction achève les travaux de la corniche, soit une zone de circulation à deux voies, inégalement bordées d'une promenade en ravalement perpétuel. En 2004, il est question d'élargir cet axe, passant ainsi de deux à quatre voies. En contrebas de cette « promenade », au niveau du Nil, une enfilade de locaux commerciaux fait face aux bateaux de croisière. Gérés par le ministère du Tourisme, ces locaux sont longtemps restés vides, le loyer étant jugé trop élevé et les procédures d'attribution particulièrement opaques. Les bateaux de croisière s'alignent tout le long de la rive par groupe de six à huit unités, obstruant la vue sur la rive ouest et déversant allègrement dans le Nil leurs excédents d'huile de moteur, de sacs plastiques et de bouteilles vides. Au début de l'année 2006, suite aux recommandations du plan du PNUD, les embarcadères sont en partie déplacés au sud de la ville, au pied du nouveau pont, où n'en finissent pas de s'achever les travaux du nouvel embarcadère<sup>445</sup>.

La corniche est un chantier continu, réaménagée au gré des penchants esthétiques des « gouverneurs » successifs. Au début de l'année 2003, notamment, y apparaissent des statues imposantes représentant des lions, au style vaguement précolombien ou mésopotamien, selon les points de vue. La presse fait alors éclater le scandale<sup>446</sup>, qui ne va pas sans rappeler les multiples affaires qui animent la vie politique locale, dans la capitale notamment<sup>447</sup>. Les statues sont finalement retirées. Les travaux des voies publiques ne sont pour autant pas achevés. En mai 2004, les autorités de la ville annoncent un nouveau *plan d'embellissement*

---

<sup>445</sup> La flotte de bateau de croisière compte environ 300 unités, en activité entre Louxor et Assouan pour la plupart. Les huiles de moteur sont systématiquement rejetées dans le Nil, ainsi que sacs et bouteilles plastiques. USAID finance à la fin des années quatre vingt dix un programme de valorisation et de protection de l'environnement nilotique. Les recommandations, restées vœux pieux, sembleraient se heurter au lobby des propriétaires de bateaux, comme le rappelle régulièrement la presse égyptienne d'opposition.

<sup>446</sup> *Al-Ushbu'*, 12 février 2003. La présidente égyptienne de l'association allemande pour la défense du patrimoine colombien publie une lettre ouverte au président de la ville de Louxor, rappelant que même le célèbre sculpteur égyptien, *Mahmûd Mukhtâr*, avait refusé en son temps d'investir de ses œuvres la corniche de Louxor.

<sup>447</sup> A Guiza, l'hiver 2002-2003 voit apparaître dans les rues de multiples palmiers en plastique, colorés et lumineux, et particulièrement imposants, d'un goût exceptionnel en matière de mobilier urbain. Le gouverneur avait passé un contrat avec une compagnie gérée par un proche de sa famille. Le scandale éclate dans la presse et les autorités municipales, sur intervention du gouvernement, ont finalement retiré les palmiers éclairants.

(*tagmîl*) de Louxor, préconisant notamment l'élargissement de la corniche et le déplacement des bâtiments publics (école, siège du PND, bâtiment du conseil de la ville) afin d'y construire de nouvelles infrastructures d'accueil touristique<sup>448</sup>. Le nouveau plan d'élargissement restera lettre morte et un nouveau gouverneur, Samîr Farâg, ancien directeur de l'Opéra du Caire, est nommé en juillet 2004 à l'issue d'un remaniement ministériel<sup>449</sup>.

Quant à la rive ouest, l'aménagement de la nécropole se réduit finalement à la construction à l'entrée de la vallée des Rois d'une cafétéria fantomatique au début des années quatre-vingt-dix, vague réminiscence bétonnée du projet de *rest house* préconisé dans le rapport de l'Unesco, ainsi que d'une rangée d'emplacements commerciaux, demeurés longtemps vides<sup>450</sup> : vagues réalisations éparses hérités du rapport de l'Unesco. Il est en revanche particulièrement difficile de saisir une quelconque traduction matérielle des objectifs de conservation du patrimoine, de valorisation des sites et de gestion des zones résidentielles. Au contraire, l'aménagement des sites historiques est particulièrement significatif de la dispersion des projets et d'absence de coordination générale. La tâche incombe au service des antiquités, selon les termes de la loi de 1983 sur les antiquités. Le service égyptien des antiquités a pour fonction, très politique, de délivrer aux missions étrangères, environ cinq cents, les permis d'activité (fouilles, épigraphie, conservation), mais ne possède aucun dispositif de coordination des chantiers en cours. Lorsqu'en 2006 est mis en place sous l'égide de American Research Center in Egypt (ARCE) un projet de formation des inspecteurs des antiquités à l'aménagement de site archéologique sur Madînat Habû, plusieurs projets de ce type sont en cours, et sans concertation : l'un dans la vallée des Rois, sous la direction de l'égyptologue américain Kent Weeks, l'autre dans la vallée des Reines, à l'initiative de la fondation américaine Getty.

L'aménagement de Louxor et de ses sites archéologiques se fait par bribes, au gré des chantiers de fouille, commandités et administrés par une diversité d'agences qui ne semblent guère pouvoir ou vouloir s'accorder sur un plan global de développement et de valorisation

---

<sup>448</sup> *Al-Wafd*, 2 octobre 2004.

<sup>449</sup> Ahmad Nazif est nommé au poste de premier ministre. Représentant de la jeune garde politique proche du fils du président, Gamal Moubarak, ces ministres sont pour la plupart issus du monde des affaires (voir infra, deuxième partie).

<sup>450</sup> La cafétéria ainsi que les magasins sont proposés à la location. Longtemps la première fut gérée par une personnalité du village, par ailleurs propriétaire d'un hôtel réputé pour ses danseuses, jusqu'à ce que celui-ci soit fermé et son propriétaire incarcéré pour trafic d'antiquités.



culturelle et touristique de la région. Les missions de fouilles étrangères, nombreuses à Louxor, fonctionnent le plus souvent en vase clos, sur des budgets propres, sans forcément de concertation et de vision de l'aménagement des sites située au-delà de leur limite et au-delà des techniques de restauration et de leur intérêt scientifique premier.

Pourtant, depuis l'arrivée de Zahy Hawwas à la tête du service égyptien des antiquités en 2002, quelques tentatives d'action se dessinent çà et là dans le paysage thébain de la rive ouest, notamment : mise en place d'une signalétique harmonisée des sites historiques et rafraîchissement, au frais des autorités égyptiennes (un million et demi de livres), des façades des maisons de la rive ouest, le long de la route qui relie le débarcadère à la montagne. Néanmoins, force est de reconnaître que rafraîchir les façades le long du circuit touristique est une mesure que l'on peut difficilement rapporter à une vision de l'aménagement des sites et de valorisation des paysages historiques et culturels<sup>451</sup>. Dès lors que l'on dépasse le cadre archéologique strict pour une mise en relation du monument à son environnement socio-économique ainsi qu'aux problématiques de développement touristique et d'aménagement, les dissonances deviennent patentes, et les concurrences interministérielles, rudes. Ainsi, les conclusions de l'enquête conduite par Eman Helmy, conjointement auprès des institutions nationales d'administration des sites historiques et des agences de développement touristique, valent tout précisément pour la région de Louxor : objectifs limités, manque de concertation interministérielle, absence d'interlocuteurs pérennes, faiblesses des stratégies nationales établies<sup>452</sup>.

C'est dans un tel contexte que s'est élaboré le « *Comprehensive Development plan of Louxor City Project* » afin de déterminer les termes et les conditions de développement de la région d'ici 2017. Nous en retiendrons la ligne officielle, au diapason des thématiques dominantes, que l'on retrouve tant au sein du gouvernement que dans les agences internationales de développement. Inscrit dans la nomenclature onusienne (*Millenium*

---

<sup>451</sup> A chaque visite du président ou d'une délégation internationale importante, les façades des bâtiments de Louxor, à l'est comme à l'ouest, depuis la route de l'aéroport, sont repeintes, technique de camouflage qui permet de donner une image de fraîcheur aux visiteurs prestigieux.

<sup>452</sup> HELMY, Eman & COOPER, Chris. « An Assessment of Sustainable Tourism Planning for the Archaeological Heritage : the Case of Egypt ». In *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 10, n° 6, 2002, p. 514-535. L'article reprend les travaux de thèse de E. Helmy : *Towards Sustainable Tourism Development Planning, the Case of Egypt*. Ph.D thesis (unpublished), Bournemouth University, 1999.

*Development Goals*<sup>453</sup>) au titre de la lutte contre la pauvreté (*poverty alleviation*), de la création d'emploi et de la croissance, le plan du PNUD échoit après 2002, à l'occasion de l'extension budgétaire du projet, au secteur de la décentralisation et de la gouvernance locale. Ce dernier thème est en vogue dans les agences internationales, tout particulièrement en Egypte, laboratoire particulièrement instructif des modalités de réformes de décentralisation d'un système politique particulièrement centralisé.

Rappelons que le projet se veut être au départ une réponse au problème crucial que pose « *the exponential growth of Luxor city* »<sup>454</sup> : urbanisation non contrôlée, habitat informel, réduction de la surface des terres cultivées, mise en danger des sites historiques. Si ces derniers constituent le point focal du projet, les prérogatives dépassent le cadre strict de l'aménagement et de la protection des ressources patrimoniales. La protection des antiquités et le développement touristique sont préconisés en termes de développement durable (*sustainable development*) et régional. Il s'agit par conséquent d'inscrire les termes d'une politique patrimoniale dans une orientation de développement socio-économique régional et d'aménagement urbain

Le rapport final du « *comprehensive plan* » de Louxor se présente en trois volets : premièrement, un « *structure plan* » permet de définir le cadre général et les lignes directrices. Deuxièmement, six « *investment packages* », qui découlent directement du travail d'étude effectué, permettent de qualifier en termes d'échelle, de coût, d'impact, les domaines cruciaux d'intervention, et de mettre en place les conditions de leur exécution et de financement (fonds privés et/ou publics). Ces six « *investment packages* » sont « *tailored to create jobs for the poor* ». Enfin, troisièmement, un « *heritage plan* » propose des mesures en matière d'amélioration et de mise en place des infrastructures touristiques au regard des priorités de valorisation accordées aux monuments historiques<sup>455</sup>.

---

<sup>453</sup> Ces MDGs (au nombre de huit) ont été établis par l'agence de l'ONU et son Programme de développement (PNUD) en 2000, lancés en 2002, afin d'établir à la fois un cadre et un calendrier d'actions et d'évaluation des programmes de développement mis en œuvre dans les pays à l'horizon 2015. Ainsi, les 188 pays membres signataires sont chaque année évalués à l'aune des critères qui déterminent les MDG's : <http://www.undp.org/mdg/>

<sup>454</sup> Tiré du « *Project fact sheet* », accessible sur le site internet du bureau du PNUD en Egypte, [www.undp.org.eg](http://www.undp.org.eg).

<sup>455</sup> Une version du rapport (8 volumes) est accessible via Internet sur le site de la compagnie américaine commanditée : [www.abtassoc.com](http://www.abtassoc.com). Cette version est incomplète (absence d'annexes et de graphiques) et a connu des modifications ultérieures, sur la forme plus que sur le contenu.

Le tableau suivant offre un panorama des projets présentés –les six *investment packages*, par les experts du « *comprehensive plan* » de Louxor, et souligne l’ampleur et l’ambition des actions à mener dans les prochaines années.

<b>23- Les six « investment packages » proposés par le « Comprehensive development Plan of the city of Luxor » (2000)</b>			
<b>Projet</b>	<b>Description</b>	<b>Budget (est.)</b>	<b>Principaux acteurs</b>
1- Restauration de l’allée des Sphinx <sup>456</sup>	Mettre à jour et restaurer l’allée des Sphinx qui relie les deux temples de Louxor, détruire commerces, bâtiments administratifs et une centaine d’unité d’habitation situés sur le site ; définir une zone de protection ; modifier les circuits de circulation dans la ville. Faire de cette partie de la ville un musée de plein air.	40 millions de US\$	Service égyptien des Antiquités, Conseil supérieur de la ville de Louxor
2- Développement du complexe touristique de al-Tûd <sup>457</sup>	Création d’une zone touristique spécialisée sur le plateau de Tûd : terrain de golf, villas (480 appartements) et complexe de 18 hôtels d’une capacité totale de 4 800 chambres, commerces, services, aires de loisir, surface totale de 500 <i>feddans</i> .	1,6 milliards de US\$	Investisseurs privés, égyptiens et étrangers, tour opérateurs. Internationaux, banques d’investissement, etc.
3- Développement de la nouvelle ville de New Luxor <sup>458</sup>	Création <i>ex-nihilo</i> d’une ville nouvelle résidentielle (sur le modèle des <i>new settlements</i> du Caire), située à 7 kilomètres au sud est de Louxor, afin d’accueillir une population de 200 000 individus, de leur fournir logement et services complets. Relocalisation des services publics, des commerces, des écoles, des instituts de formation et facultés.	1,150 milliards de US\$, dont près des deux tiers est pris en charge par le secteur privé. Période 2000-2020.	Etat (ministère de l’habitat) et secteur privé, notamment via la formule du BOT ou/et BOOT (voir infra).
4- Infrastructures et services pour les nouvelles villes de New Luxor et de al-Tûd <sup>459</sup>	Il s’agit de fournir aux deux sites pré-cités (New Luxor et al-Tûd) les infrastructures de base nécessaires à leur création: eau, électricité, communication, transport. Création d’un port destiné aux bateaux de croisière, qui comprend notamment une station de retraitement des eaux usées et des déchets.	Non mentionné	Non mentionné
5- Encourager la production agricole de haute qualité (high-value) <sup>460</sup>	Créer les conditions de production de fruits et légumes de haute qualité afin de fournir, le marché local, et principalement le secteur touristique. Redéploiement des parcelles de terres agricoles ; soit une surface de 18 000	135 millions de US\$ Projet sur une durée de 5 ans.	Etat (ministère de l’agriculture) et secteur privé.

<sup>456</sup> *Comprehensive Development Plan for the City of Luxor, Egypt – Investment Project 1, Investment Portfolio for Proposed Grant of US \$40 million to the Arab Republic of Egypt for the Restoration of the Avenue of the Sphinxes, Executive Summary.* Prepared by Gabriel Abraham & Ashraf Bakr. April 1999, 53 p.

<sup>457</sup> *Comprehensive Development Plan for the City of Luxor, Egypt – Investment Project 2, Investment Portfolio for the Development of the Destination Resort of El-Toad in Luxor City, Executive Summary.* Prepared by Gabriel Abraham & Ashraf Bakr. January 2000, 122 p.

<sup>458</sup> *Comprehensive Development Plan for the City of Luxor, Egypt – Investment Project 3, Investment Portfolio for the Development of The New City of New Luxor, Executive Summary.* Prepared by Gabriel Abraham & Ashraf Bakr. January 2000, 97 p.

<sup>459</sup> *Comprehensive Development Plan for the City of Luxor, Egypt – Investment Project 4, Investment Portfolio for the Development of Infrastructure serving New Luxor and El Toad.* Prepared by Gabriel Abraham & Ashraf Bakr. January 2000, 125 p.

<sup>460</sup> *Comprehensive Development Plan for the City of Luxor, Egypt – Investment Project 5, High-Value Agriculture and Agroprocessing Industries in Luxor City.* Prepared by Gabriel Abraham & Ashraf Bakr. January 2000, 125 p.

	feddans concernée, découpée en parcelle de 5 feddans en moyenne, pouvant aller jusqu'à 50.		
6- Louxor et le concept de « ville-musée » <sup>461</sup>	Zones du temple de Karnak, de Louxor et du dromos, mise en place de mesures de protection (formation, <i>capacity management building</i> ), redéploiement des mesures de protection, services d'accueil touristique, amélioration des transports et de la circulation	500 millions de US\$ pris en charge par l'Etat 1,3 milliards de US\$ pris en charge par le secteur privé	Etat, secteur privé, bailleurs internationaux.

Les mesures développées et recommandées dans les huit volumes du rapport projettent sur la région de Louxor tendances et méthodes qui président aux programmes de développement en Egypte. Les six projets d'investissement sont particulièrement explicites des parti pris d'aménagement retenus pour la région de Louxor, en miroir à une politique nationale de développement qui s'appuie sur un secteur privé présumé dynamique, et ambitionne une redéfinition des territoires à l'aune des priorités accordées au monument, d'une part, et au développement touristique, d'autre part. Les « *investment packages* » constituent la cheville ouvrière de la mise en œuvre du plan lui-même. Ils font appel au secteur privé, national et étranger, impliquent de lourds budgets, et couvrent les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme et du patrimoine.

Leur administration est centralisée, via des structures de coordination inter-ministérielle. Chaque *investment package* est en l'occurrence doté d'un « *Project Implementation Management Unit* » (PMU) chargé de la mise en œuvre et de la gestion administrative. Ce conseil mixte interministériel et intersectoriel, doté d'un président, représente et coordonne les intérêts des parties en présence. Le conseil supérieur de *madīnat al-Uqsūr* se pose en agence exécutive locale en vertu des modalités établies par le décret présidentiel de 1989. Il fait l'interface entre la mise en œuvre des projets, les investisseurs et partenaires variés (*stakeholders*), et les instances décisionnelles au niveau ministériel. Le conseil supérieur centralise et fournit théoriquement les données nécessaires via son centre d'information (*Information Decision Support Center*), destiné tout particulièrement au secteur privé. Il recueille en outre les dossiers des investisseurs postulants, notamment en matière d'attribution de terrains, les étudie, les fait passer en commission, approuve et désapprouve. Autant dire que le conseil supérieur de la ville et son président deviennent incontournables dans le dispositif établi.

---

<sup>461</sup> *Comprehensive Development Plan for the City of Luxor, Egypt – Investment Project 6, Investment Portfolio for the Creation of an Open Museum and Heritage District in Luxor City, Egypt, Executive Summary*. Prepared by Gabriel Abraham & Ashraf Bakr. December 1999, 164 p.

Le « *comprehensive Development plan of the city of Louxor aims to establish a sustainable and comprehensive vision for the future of Luxor city. This will involve the development of fundable public investment projects, which will attract private investments as well as support from international and national donors/financial institutions* ». La hiérarchie des actions d'aménagement et de développement de la région est explicite : celles-ci passent par des accords conjoints entre pouvoirs publics et secteur privé, soutenus par les bailleurs de fonds internationaux. A l'exemple des projets de BOT<sup>462</sup> et BOOT<sup>463</sup>. Ces formules d'incitation à l'investissement privé concernent tout particulièrement les gros projets d'infrastructures et se sont largement développés en Egypte durant les dix dernières années, notamment pour la construction des aéroports de Marsa 'Alam, de al-'Alamayn, ou encore de centrales électriques ou de désalinisation en Mer Rouge. Sur ce modèle, la construction d'un troisième terminal pour l'aéroport du Caire participe d'un accord tripartite : la Banque Mondiale accorde un prêt de 335 millions de dollars, la construction et la gestion des bâtiments et des services sont confiées à des sociétés étrangères (Aéroport de Paris, ADP, en l'occurrence), le gouvernement met en place des mesures fiscales incitatives à l'investissement privé étranger (rapatriement des bénéficiaires, exemption de taxes, etc)<sup>464</sup>.

Dans le projet de développement de Louxor, la majorité des projets d'investissement, tel celui de la ville nouvelle de *New Luxor* ainsi que les travaux d'infrastructures sont voués à voir le jour sous la forme de projets BOT/BOOT, placés sous la gestion de firmes étrangères, en partenariat avec le gouvernement et avec le soutien des bailleurs de fonds internationaux. La formule est définitivement entérinée en juillet 2005. Le nouvel aéroport international de Louxor est inauguré par le président de la République et sa gestion a été attribuée à la société

---

<sup>462</sup> *Build-Operate-Transfer* (BOT) : l'autorité commanditaire (publique) fait appel à un concessionnaire (privé) pour le financement et la construction des infrastructures, et accorde à celui-ci le droit d'exploitation commerciale sur une période donnée. A la fin du contrat, les infrastructures sont transférées à l'autorité commanditaire

<sup>463</sup> *Build-Own-Operate-Transfer* (BOOT) : ce sont des projets dans lesquels le concessionnaire s'engage dans le financement, la construction, la mise en opération, la maintenance des infrastructures concernées. En échange, il possède le droit de prélever des taxes auprès des usagers. La société est propriétaire des biens jusqu'à leur rétrocession à l'autorité commanditaire

<sup>464</sup> « La gestion étrangère nous a été imposée par la Banque Mondiale », *Ahram Hebdo*, 11-18 novembre 2001. La formule du BOOT dérange certains Etatistes encore en vigueur et réveille le nationalisme latent des députés de l'assemblée du peuple. A la fin de l'année 2001, le président Mubarak doit pour le coup intervenir devant l'assemblée du Peuple en faveur de la mise sous contrôle des projets sous formule BOT

française des Aéroports de Paris (ADP)<sup>465</sup>. En outre, l'engagement du secteur privé dans le *Comprehensive Development plan of the city of Louxor* devrait faire surgir du désert pas moins de deux villes nouvelles *New Luxor* et *New Theba*, éventuellement un complexe touristique intégré (au sud de Louxor, près de Tûd), de nouvelles structures de production agricole intensive, des routes, afin d'accueillir plus de touristes et plus d'habitants.

Du plan proposé, nous pouvons faire ressortir trois dimensions de la gestion politique et administrative locale telle qu'elle est projetée dans les prochaines années dans le cadre du nouveau plan d'aménagement : 1/ la multiplicité des acteurs institutionnels issus directement du gouvernement central, 2/ la présence en amont et en aval du conseil supérieur de *madînat al-Uqsûr* dans les processus de décision et de mise en oeuvre du projet, 3/ le rôle central du secteur privé. Ces trois dimensions président à la création de PMU (*Project Implementation Management Unit*) pour chaque « *package* » proposé. Ces PMU sont en quelques sortes des entités para-politico-administrative exécutives et centralisatrices, rassemblant les intérêts en présence sous une forme comparable au « *board of trustees* » des villes nouvelles de l'agglomération du Caire, composé de représentants des sociétés privés d'investissement propriétaires des *gated communities* qui se sont construites dans les périphéries désertiques du Caire durant les années quatre vingt dix<sup>466</sup>. C'est aussi, somme toute, une manière classique de procéder dans le domaine du développement, en établissant des structures parallèles aux administrations politiques centrales, afin de réduire les maillons de la chaîne de prise de décision et, théoriquement, de pallier aux dysfonctionnements et aux lenteurs bureaucratiques des ministères et de leurs relais locaux.

Or, à observer l'organigramme type d'un PMU, l'environnement institutionnel, la multiplicité des partenaires (*stakeholders*), privés et publics, nationaux et locaux, dans la gestion et les prises de décision à l'égard des nouvelles zones de développement touristique, laisse entrevoir divergences et concurrences entre les parties, et par conséquent à terme lourdeurs et lenteurs des procédures. Il fonctionne surtout comme dispositif de centralisation des décisions et de contrôle par les autorités nationales en matière de développement local, et

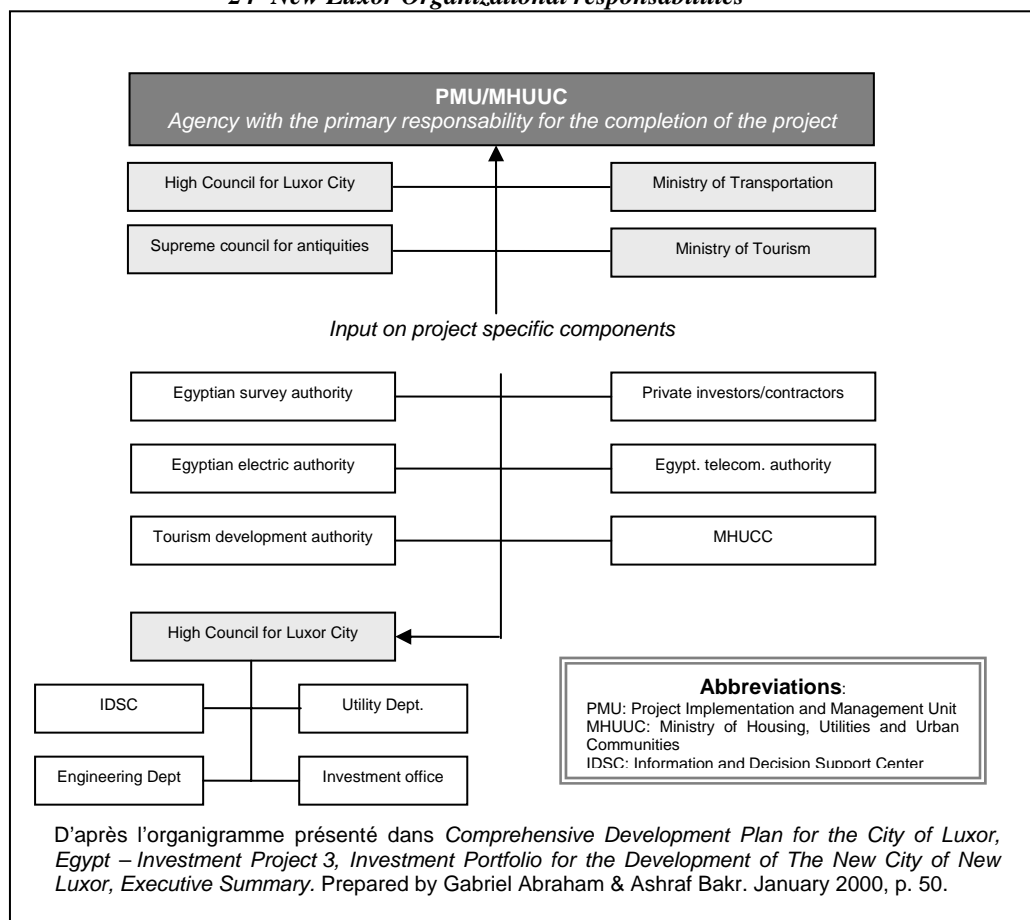
---

<sup>465</sup> *Ahram Weekly*, 04/07/2005 « A long-awaited expansion ». L'extension du tarmac et la construction d'un nouveau terminal ont représenté un budget de 450 millions de livres égyptiennes, dont 400 fournis par l'Etat et 50 par emprunt à la *Egyptian Saudi Bank*.

<sup>466</sup> Voir dans le second chapitre de cette troisième partie, « entre l'enclave fortifiée et la communauté touristique ».

constitue une entité administrative située en dehors des lois qui régissent les rapports entre Etat et localités (loi sur l'administration locale).

#### 24- New Luxor Organizational responsibilities



Ainsi est-il difficile de présager que le conseil supérieur de *madīnat al-Uqsur*, lui-même fonctionnant comme une agence du pouvoir central, puisse être un relais de l'expression des intérêts locaux vers le centre. Dans l'organigramme du PMU de la ville nouvelle de « *New Luxor* », par exemple, le conseil supérieur se situe en amont et en aval de la chaîne de concertation, de décision et d'application alors que les conseils populaires locaux sont totalement absents du dispositif. Le PMU est ainsi composé des représentants des quatre agences institutionnelles (ministère des transports et du tourisme, service des antiquités et conseil supérieur de la ville), auxquelles s'associent diverses institutions et partenaires selon les domaines d'intervention. Le montage administratif des « *investment packages* » renforce ainsi, d'une part les agences centrales dans la gestion des affaires régionales de Louxor, d'autre part, le rôle du conseil supérieur dans sa fonction de relais du pouvoir central dans l'application des décisions prises au Caire. La ville idéale de Louxor se construit sans ses habitants.





## **II - Monument *versus* population : contrôler les marges pour mieux capter la rente**

---

### ***A - Projeter la « ville idéale » : quelques conséquences démographiques, économiques et territoriales***

Nous l'avons déjà évoquée, l'objectif premier du plan de Louxor s'inscrit plus largement dans une politique nationale particulièrement volontariste d'incitation au développement touristique : atteindre les seize millions de touristes étrangers d'ici 2017, dont au moins quatre pour la région de Louxor. Pour ce faire, la politique du gouvernement repose sur la construction d'infrastructures d'accueil (aéroports, complexes touristiques, etc.) ajustées aux normes de la demande internationale. Cette offre renouvelée se combine à une promotion intensive des produits touristiques égyptiens à l'étranger, qui s'appuie sur le réseau de bureaux touristiques égyptiens dans le monde, dépendants de l'Egyptian Tourism Authority (ETA). Si les plans d'aménagement et de développement de la région de Louxor sont motivés, avec le soutien de l'Unesco, par la protection des monuments antiques, leur application locale relève de considérations prioritairement économiques, le tourisme étant, selon la doxa officielle, le « moteur de la croissance économique ». Dans les années quatre vingt dix, la stratégie de promotion de l'Egypte sur le marché international était essentiellement axé sur les nouvelles stations de la Mer rouge, délaissant le tourisme culturel au profit de la villégiature balnéaire. Les experts devaient donc reconsidérer les modalités du développement de la région de Louxor à l'aune de cette nouvelle orientation, laquelle était en partie motivée par le fait que la vallée était le théâtre d'attentats islamistes visant les touristes étrangers ; qu'il fallait donc sécuriser et protéger.

Essayons de tracer les contours de la « ville projetée », dans un premier temps, afin de tirer, dans un second temps, quelques hypothèses quant aux conséquences à moyen terme des mesures mises en oeuvre. Il ne s'agit pas ici de faire de la science fiction. La mise en oeuvre de grands projets préconisés par ou inscrits dans la continuité des plans d'aménagement de la région de Louxor est en bonne voie. En juillet 2005, le président de la République inaugure le nouvel aéroport international de Louxor, d'une capacité d'accueil de sept millions de

passagers par an<sup>467</sup>. En 2006, « New Theba » possède son poste de police, des transports collectifs privés qui la relie à Louxor, un parc résidentiel et les administrations de *madīnat al-Uqsur* sont déplacées progressivement vers la nouvelle ville. Le lotissement des terrains du désert, mis en vente à partir de 2000, s'avèrent être un investissement lucratif : un plot acheté en 2002 a triplé de valeur quatre ans plus tard. La clientèle étrangère, en quête de résidence secondaire et de soleil, arrive en force sur le marché. Les agences immobilières s'installent depuis quelques années à Louxor pendant que les sites spécialisés sur Internet inscrivent la région dans les zones incontournables de villégiature, notamment sur le marché britannique. Depuis la fin des années quatre vingt dix, la réforme du régime de la propriété privée ne permet-elle pas aux étrangers d'acquérir un terrain (à l'exception des terres agricoles), un appartement ou une villa.

Ainsi, New Theba, première ville nouvelle de Louxor, est-elle en pleine expansion. Au sud, New Luxor devrait voir le jour dans les années à venir. Soit deux nouveaux pôles qui encadre le redéploiement non seulement de la croissance démographique mais aussi des mouvements touristiques internationaux. Le projet de New Theba est initié à la fin des années quatre-vingts, commandité par le ministère de l'Habitat, dans une politique plus générale de construction de villes nouvelles dans les zones de désert qui bordent la vallée du Nil<sup>468</sup>. Le projet se découpe en trois secteurs : le premier dédié au logement résidentiel, le second tourné vers les infrastructures touristique, le troisième vers les administrations publiques. Ainsi, le projet compte notamment un parc de logements accessibles théoriquement aux populations locales à revenus modérés, notamment les jeunes ménages, composé de 3 000 unités de 63 mètres carrés. Sur 700 feddans que compte l'ensemble du projet, 163 sont assignés au logement, 174 aux infrastructures touristiques, 70 aux administrations publiques, 150 aux espaces verts, 23 aux infrastructures de loisirs et aux jardins, et enfin, 120 aux voies routières<sup>469</sup>.

---

<sup>467</sup> *Al-Ahrâm*, 03/07/2005. Le projet, dans la continuité du programme de développement de la région, aura coûté 450 millions de livres égyptiennes. La Société des Aéroport de Paris (ADP) est en charge de l'administration de l'aéroport de Louxor, ainsi que de quatre autres (Hurghada, Assouan, Abou Simbel et Sharm al-Shaykh).

<sup>468</sup> Ministère de l'habitat, 1987-1993 : General Organisation for Physical Planning/Ministère de l'Habitat & Bureau d'ingénierie et de consultance (APCO). *Extension urbaine de la ville de Louxor*, cinq volumes (en arabe).

<sup>469</sup> <http://newteba.luxorlink.com/> et documents du Conseil supérieur de *madīnat al-Uqsur*.

New Theba doit néanmoins son impulsion première à la construction mitoyenne, par une société d'investissement égyptienne privée, d'un golf international. Lorsque le projet du « *comprehensive development plan* » du PNUD est lancé en 1996, les experts sont obligés de composer avec l'existence des chantiers de New Theba et du complexe privé de golfe. New Luxor, située au niveau de Bayadiya, est en revanche un projet qui émerge directement du plan du PNUD. New Luxor et New Theba ont pour objectifs officiels d'accueillir les administrations, de proposer des services performants (éducation, santé), et de reloger des résidents de classe moyenne et populaire, en offrant notamment des facilités d'accès à la propriété, tout en proposant des infrastructures d'accueil touristique de haut standing. Sur les plans, les deux villes nouvelles semblent vouées à être des espaces de mixité et de cohabitation.

Troisième projet d'extension urbaine et touristique, al-Tûd est situé à une vingtaine de kilomètres au sud de Louxor, non loin du pont qui relie les deux rives. Site archéologique jusqu'à présent inconnu des circuits<sup>470</sup>, la zone serait tout entière valorisée et dédiée au tourisme international ; un espace de spécialisation touristique dont la fonction première serait, à l'instar de New Luxor, de fixer sur des séjours plus longs les touristes étrangers dans la région : « *El Toad Plateau will become an international tourism destination targeted at a specific niche of the tourism market (high-end tourists) in order to increase the length of stay and, equally important, revenues* »<sup>471</sup>. Le complexe devrait offrir toutes les infrastructures d'accueil touristique alignées sur les standards internationaux : un (second) terrain de golf, des villas de luxe, un complexe de 18 hôtels d'une capacité totale de 4 800 chambres, des commerces, des aires de loisir, le tout sur une surface totale de 500 *feddans*. Al-Tûd deviendrait un *resort*, par définition, un complexe fermé et spécialisé, signe tangible d'une diversification de l'offre touristique, axée sur le loisir (création d'infrastructures sportives et de loisirs) et la villégiature (construction de villas).

Ainsi, les trois villes nouvelles planifiées incarnent trois niveaux hiérarchiques d'aménagement urbain et territorial qui répondent à un double objectif : désengorger la vallée

---

<sup>470</sup> La zone renferme des vestiges pharaoniques et chrétiens : les ruines d'un temple ptolémaïque, celles d'un temple dédié à Touthmosis III et les colonnes d'une église des débuts de l'ère chrétienne.

<sup>471</sup> *Comprehensive Development Plan for the City of Luxor, Egypt – Investment Project 4, Investment Portfolio for the Development of Infrastructure serving New Luxor and El Toad*. Prepared by Gabriel Abraham & Ashraf Bakr. January 2000, p. 58.

du Nil, de sa population et de ses touristes, afin de contrôler l'urbanisation, et dans le même temps, fixer les visiteurs étrangers pour des périodes plus longues. En effet, la durée de séjour à Louxor est de trois nuits en moyenne par touriste étranger en 1996, en hôtel toutes catégories confondues (et de 3,6 nuits en établissements cinq étoiles). En 2001, elle passe à 2,5 nuits<sup>472</sup>. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà mentionné, les excursions à la journée ont connu un essor important ces dernières années, notamment à partir de la Mer Rouge, ne laissant guère de temps aux pratiques de consommation touristique<sup>473</sup>. Quant aux bateaux de croisière, le circuit-type d'une semaine accorde en moyenne un jour et une nuit à Louxor. Rendre la région plus attractive commande des aménagements d'un nouveau genre, l'avantage comparatif monumental de Louxor ne suffit plus. Le tourisme culturel étant de nos jours supplanté par la villégiature sur les côtes de la Mer rouge et dans le golfe d'Aqaba.

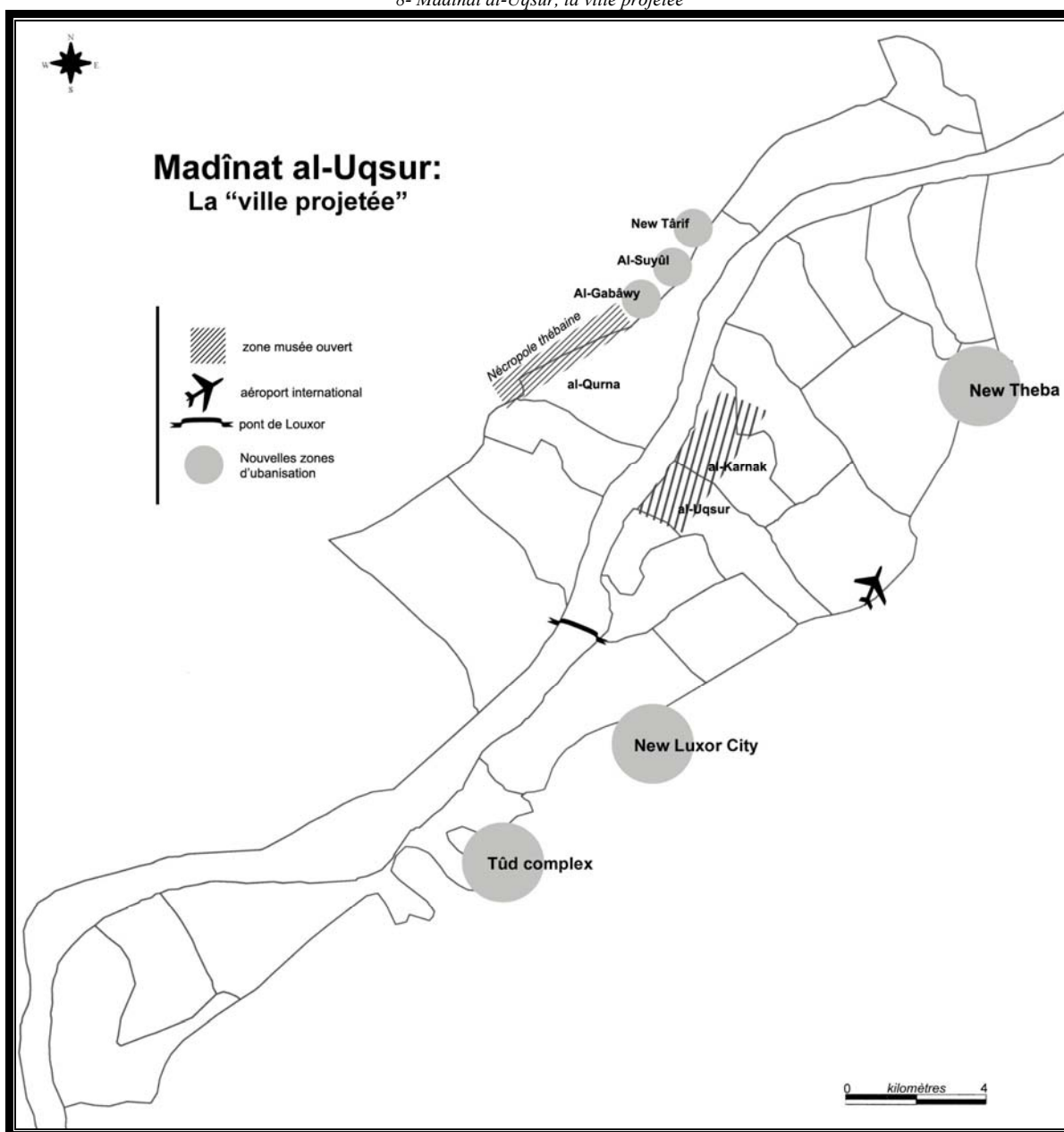
Plus que jamais, il s'agit de réaménager, de canaliser au sens propre le circuit touristique, d'en optimiser les centres d'accueil et de résidence. De nouveaux axes routiers devraient à terme relier l'aéroport aux villes nouvelles et aux sites historiques ; le pont assure la liaison rapide entre les deux rives, le site de la nécropole thébaine et les zones résidentielles touristiques. Comme le montre la carte, trois nouvelles zones d'extension résidentielle sont par ailleurs en cours de développement sur la rive ouest (al-Gabâwy, al-Suyûl et Gurna al-Gadîda). Nous y reviendrons en détails dans la troisième section.

---

<sup>472</sup> CAPMAS. *Recensement économique, les activités hôtelières, 2000-2001*. Volume n°2001/12314-71, Avril 2003. CAPMAS. *Recensement économique, les activités hôtelières, 1996-1997*. Volume n° 1997/12314-71, Décembre 1998.

<sup>473</sup> D'après certaines estimations, il y aurait près de 600 personnes en moyenne à effectuer chaque jour des excursions à la journée à partir de la Mer Rouge, vers Louxor et Assouan. *Ahram Weekly*, 7-14 juillet 2005.

8- Madinat al-Uqsur, la ville projetée



(Carte élaborée à partir du fond cartographique général de l'Observatoire urbain du Caire, 2005)

Ainsi, il est donc question d'un redéploiement vers le désert des zones de peuplement et des mouvements touristiques, afin de désengorger les bords du Nil et de dégager les sites antiques. Le cœur historique de Louxor serait à terme vidé d'une partie de ses habitants ; soit, au centre, une ville-musée, toute dédiée au tourisme et au monument ; aux périphéries, de nouvelles zones de développement, afin de fixer les visiteurs étrangers dans des complexes intégrés, et de déplacer les populations dans de nouvelles zones d'urbanisation contrôlée. Telle est la projection dans ces grandes lignes du réaménagement de la région de Louxor. Un projet pensé et mis en œuvre progressivement par les autorités égyptiennes et les experts

américains, entraînant ainsi une redéfinition des fonctions des territoires, sur le principe de la spécialisation et de la distinction. Au regard de cette nouvelle cartographie de la région, nous pouvons émettre plusieurs hypothèses quant aux conséquences à moyen terme des mesures de développement et d'aménagement préconisées par les experts du PNUD et les autorités égyptiennes. Elles sont de trois ordres : démographiques, patrimoniales, économiques.

*Conséquences démographiques* : les experts du PNUD estiment que la population de Louxor (dans ces limites de 2003) devrait atteindre en 2017 entre 800 000 et un million d'habitants, dont près de la moitié serait non originaire de la ville. Si le secteur touristique maintient la croissance escomptée, entre 95 000 et 140 000 nouveaux emplois devraient alors être créés dans la région. Les objectifs en matière de création d'emploi seraient alors atteints. Mais seulement 33 000 nouveaux postes seraient occupés par des locaux. Ces projections tablent sur le développement des infrastructures d'accueil comme facteur de croissance et d'attraction et du mouvement des touristes et de la population active. Ainsi, et c'est une première critique qui peut être adressée, les estimations des experts reflètent, non pas une croissance démographique régionale tendancielle et stabilisée : si l'on considère un taux moyen de croissance annuelle de 2,1 % sur la période 1986-1996, appliqué aux deux décennies qui suivent le dernier recensement de population (1996), la région de Louxor passerait de 360 000 habitants à « seulement » 561 000 en 2017. Dans ce contexte, les chiffres annoncés et visés par les experts du plan du PNUD résultent de l'application des mesures volontaristes de développement touristique évoquées plus haut ; soit un développement qui induit des changements démographiques en contradiction avec l'un des objectifs proclamés, à savoir le contrôle de la croissance démographique et partant, celui de l'urbanisation informelle, facteur de menace pour les monuments historiques. Peut-on néanmoins convenir avec les experts du PNUD que la croissance démographique conséquente des politiques de développement touristique peut être planifiée et redéployée dans de nouvelles zones de résidence et d'activités économiques. Pourtant, l'augmentation du nombre de visiteurs dans la région par une politique incitative pose en premier lieu et de manière cruciale l'aménagement des sites archéologiques eux-mêmes, en termes d'infrastructures d'accueil et de protection des monuments.

*Conséquences sur la conservation des monuments* : au-delà des questions de démographie, les mesures préconisées afin d'augmenter le nombre de touristes dans la région ne semblent pas tenir compte pleinement des limites de capacité d'accueil des sites

historiques, alors même que les égyptologues tentent de mettre en place avec le service des antiquités égyptien un protocole de visite afin de restreindre le nombre de visiteurs sur les sites les plus vulnérables. Le site de la vallée des Rois, incontournable sur le circuit-type d'un groupe de touristes étrangers compte en 2004 1,8 million de visiteurs, toutes nationalités confondues, avec une moyenne de 5 000 visiteurs par jour sur un espace particulièrement confiné, où les monuments visités sont particulièrement fragiles<sup>474</sup>. Force est d'admettre avec les archéologues que la configuration géographique des sites les plus réputés implique la définition d'un seuil-limite de capacité d'accueil. Or, la logique économique que sous-tend la politique de développement touristique dans la région tient difficilement compte de l'impact des visiteurs sur le monument lui-même et de leur participation à sa dégradation. L'humidité dégagée par les visiteurs est par exemple un des problèmes majeurs de la préservation des tombes et de leurs fresques. Pour y remédier, le service des antiquités a imposé un système de rotation d'ouverture et de fermeture des tombes les plus visitées. Depuis 2002, les guides touristiques ne sont plus admis dans les tombes de la vallée des Rois, une absence qui a permis de réduire de moitié le temps de visite des touristes. Le service des antiquités égyptiens envisage d'ouvrir certaines tombes la nuit, à l'instar du temple de Louxor sur la rive est, afin d'étaler les visites sur un temps plus long et de réguler le flux des visiteurs.

Pour autant, dans la vision globale des aménageurs et des politiques égyptiens, la principale menace faite aux monuments ne peut être induite par les touristes, mais par les populations qui habitent sur et autour des sites archéologiques. Construction d'habitat informel et déversement des eaux usées sont aux yeux des autorités la principale cause de dégradation des sites antiques de la nécropole thébaine. Ainsi, l'intérêt archéologique se détache de la valeur économique du monument liée aux activités touristiques, dès lors que les experts et les politiques considèrent que l'augmentation du nombre de visiteurs dans un cadre contrôlé et pensé dans l'intérêt du monument ne peut porter préjudice à celui-ci ; dès lors aussi qu'ils considèrent que la menace première du monument réside dans son environnement (habitat informel et population) et non pas dans son exploitation touristique.

Nous observons en outre que les politiques de développement touristique ne reposent plus exclusivement sur l'argument patrimonial. Si la protection du monument est présentée

---

<sup>474</sup> WEEKS, Kent & HETHERINGTON, Nigel, *Theban Mapping Project, The Valley of the King, Luxor, Egypt, Site Management Plan*, 2006. [www.thebanmappingproject.com](http://www.thebanmappingproject.com) et entretiens avec l'équipe.

comme une des priorités du plan d'aménagement du PNUD, le monument lui-même est, dans un programme de développement économique général, relégué à la fonction de produit d'appel (*commodity*). La terminologie des experts ne désigne t-elle pas des « investment packages », parmi lesquels sont inclus les sites antiques et leur protection. La *commoditification* du monument implique de mettre en œuvre des mesures de protection et d'isolement, selon le modèle de *ville-musée* aux normes et aux règles qui permettent de trouver un compromis acceptable entre l'intérêt scientifique et patrimonial, d'une part, et intérêt économique et touristique, d'autre part : en somme, un musée à ciel ouvert dans le centre urbain de Louxor sur la rive est et sur la rive ouest une nécropole vidée de ses « vivants ».

Le processus implique d'élargir la zone touristique à proprement dite, afin d'y reloger les populations évincées de leur lieu de résidence et d'y développer de nouvelles infrastructures d'accueil touristique. Louxor est redéfini dans ses contours selon une logique de centre / périphéries. Un premier cercle est constitué du monument *mis en bulle*, l'avantage comparatif de la région certes, mais un facteur d'attraction parmi d'autres ; un second cercle très proche du premier, rassemble les services touristiques liés à la visite des sites archéologiques : rue du souk restaurée, restaurants, magasins voire même des centres commerciaux ; un troisième cercle correspond aux nouvelles zones de résidences touristiques et la promotion de nouveaux produits touristiques (loisirs, sport) ; et enfin, au marge de cette nouvelle configuration, les populations locales. Le monument n'est plus désormais considéré comme seule ressource économique de la région, le principe étant de miser sur le développement des services et des activités de loisir et de villégiature susceptibles d'attirer encore plus de touristes.

Ce principe est dicté par l'évolution même des pratiques touristiques internationales et engage inévitablement l'Egypte, si elle veut capter des parts plus importantes du marché touristique mondial, à diversifier son offre. Les pratiques touristiques sont aujourd'hui hybrides et exigeantes. Ainsi, on ne cherche plus seulement la villégiature en Mer rouge, mais aussi la possibilité de faire du sport, des randonnées dans le désert, de visiter quelques monuments. A ce titre, le ministère du tourisme valorise depuis quelques années un parc de terrains de golf à travers le pays qui permet de visiter le pays et ses monuments tout en pratiquant son sport favori. La clientèle est certes limitée mais correspond à une niche



(tourisme de luxe) composée d'une clientèle potentielle (japonaise surtout) particulièrement dépensière.

Pour autant, une telle stratégie de diversification des activités de loisir et de tourisme dans une région vouée jusqu'alors au tourisme culturel devrait, si l'on s'en réfère aux spécialistes, avoir des effets particulièrement préjudiciable à la qualité d'accueil sur les sites historiques et sur la protection de ces derniers. Ainsi, dans le domaine de l'aménagement touristique des villes patrimoniales, il s'avère que le modèle de *ville-musée* semble largement remis en question<sup>475</sup>. Un point de critique essentiel est souligné par Russo à partir du cas de la ville de Venise. Un site archéologique tend à se dégrader lorsque les politiques touristiques encouragent l'excursion et non plus le séjour *in situ*, car la priorité des aménageurs (et des budgets) est réorientée sur les infrastructures de séjour en périphérie au détriment du site archéologique lui-même.

Un second point que nous enseigne le cas de Venise : le seuil de saturation d'un site archéologique est explicitement atteint dès lors que les autorités publiques et les experts mettent en œuvre des politiques de redéploiement des mouvements touristiques au-delà des zones de visite, dans de nouveaux complexes intégrés de villégiature et de loisir. C'est exactement le cas pour Louxor et ses sites archéologiques. De tels complexes impliquent de lourds investissements, soit des choix économiques qui à terme négligeront les sites archéologiques au profit des complexes touristiques beaucoup plus attractifs et lucratifs. Russo décrit très bien ce cercle vicieux (*vicious circle*) dans le cas de Venise. A vouloir protéger la ville patrimoniale en isolant ses sites les plus prestigieux, on déplace les visiteurs aux périphéries, lesquelles captent et concentrent les investissements au détriment de la protection de la ville historique et de ses bâtiments. A Louxor, où le phénomène est observable depuis la fin de la décennie quatre vingt dix, il faut par ailleurs compter avec des contraintes de surface habitable, qui, comme les sites archéologiques, atteint des seuils de saturation.

*Conséquences économiques et foncières* : plus globalement, les mesures d'aménagement territorial transforment le marché foncier et encouragent la spéculation sur les nouvelles zones de développement. Le phénomène est largement prévisible dans deux

---

<sup>475</sup> RUSSO, Antonio Paolo. "The Vicious Circle of Tourism Development in Heritage Cities". *Annals of Tourism Research*, vol. 29, n° 1, 2002, pp. 165-182.

domaines d'occupation des sols, hors du secteur touristique : agricole et résidentiel. Le projet du PNUD prévoit ainsi un « *high-intensive agriculture production package* », qui consisterait à valoriser quelques dix huit mille *feddans* aux marges désertiques, dans la zone de New Theba et de New Luxor. Le programme de bonification agricole permettrait ainsi d'augmenter la surface cultivée de la région de 10 %, de dynamiser un secteur en crise, de diversifier la production agricole afin, notamment, d'approvisionner le marché local (populations et secteur touristique). Il faut souligner ici le caractère paradoxal de cette région rurale. L'approvisionnement en fruits et légumes frais notamment, est tributaire d'importations en provenance d'autres gouvernorats du pays, ce qui augmente leurs prix sur le marché local. Une des raisons à ce phénomène, la monoculture de la canne à sucre imposée dans toute la région de Qéna depuis les années soixante dix a évincé les cultures vivrières. En 1996, sur un total de 41 510 *feddans* cultivés à Louxor, 54 % sont consacrés à la culture de la canne à sucre, 33 % au blé, et moins de 2 % aux légumes<sup>476</sup>. Le programme du PNUD préconise à ce titre la production intensive de produits maraîchers, en vue de satisfaire la demande locale et touristique. Il encourage en outre le développement d'une production horticole intensive et spécialisée, essentiellement tournée vers l'exportation. Par parenthèse, soulignons que les mesures énoncées s'appuient directement sur les expériences qui ont été conduites entre 1995 et 2002 (dont un programme de promotion de l'horticulture en Haute Egypte), par l'agence USAID et des sociétés américaines. En l'occurrence, la société *Abt Associates*, figure durant la même période d'élaboration du *Comprehensive plan of Luxor* parmi les agences contractées par l'organisme américain dans les programmes nationaux concernant les exportations agricoles (*Agriculture-Led Export Business program*), de bonification agricole (*land reclamation program*) et de réformes du secteur agricole, ce secteur étant « *a cornerstone of United States-Egyptian economic cooperation* »<sup>477</sup>.

Les mesures préconisées par les experts américains entraîneraient à terme des changements radicaux, d'une part dans les modalités de production agricole, d'autre part dans la structure même du marché foncier. Pour des raisons à la fois spatiale (pas de réserves

---

<sup>476</sup> « *Comprehensive Development for the City of Luxor Project. Luxor City Profile* », UNDP-Egypt and Ministry of Housing, December 1996.

<sup>477</sup> On peut lire sur le site de USAID –Egypt: *The development of agriculture has been a cornerstone of United States-Egyptian economic cooperation. Over the past 25 years, about \$1.3 billion has been provided through USAID programs for this sector boosting productivity and increasing farmer incomes.* <http://egypt.usaid.gov/Default.aspx?pageid=6>

foncières agricoles) et sociologique (système de transmission des terres), la surface cultivée en Egypte est fragmentée en petites parcelles, la taille moyenne d'une exploitation étant de 1,84 *feddans*, et souvent beaucoup moins<sup>478</sup>. Le *investment package* agricole du plan de Louxor prévoit officiellement une distribution des terres bonifiées par lots de 5 à 50 *feddans*. Ceci implique une redéfinition, sociale et économique, de la structure de la production agricole, notamment au plan des compétences et des pratiques locales<sup>479</sup>. Les recommandations suggèrent par conséquent un investissement important sur le long terme en matière de formation et d'assistance technique. On passerait à terme de la petite exploitation de monoproduction de canne à sucre et de blé, à la production intensive et diversifiée de produits agricoles tournés vers l'exportation et l'approvisionnement du secteur touristique, ajustée aux normes internationales de qualité de production.

La totalité des terrains situés sur la rive est concernés par le programme de bonification agricole, ont été distribuées très rapidement, dès janvier 2000, le conseil supérieur de *madīnat al-Uqsur* étant le médiateur institutionnel en la matière. Les terrains ont été acquis par plusieurs lots, essentiellement par des investisseurs étrangers à la région. La valorisation (agricole et urbaine) des nouvelles zones de développement dans la région de Louxor encouragerait en premier lieu les stratégies spéculatives du secteur privé, renforcerait le monopole des investisseurs les plus avantagés financièrement et les mieux cooptés, souvent étrangers à la région, et marqueraient un peu plus les disparités socio-spatiales par la création d'enclaves de développement économique, dont les conditions d'accès aux ressortissants locaux demeurent incertaines.

Regardons par exemple l'histoire récente des politiques de distribution des terres bonifiées dans le désert. Elle informe des logiques de monopole et de spéculation foncière, des stratégies entre l'Etat, propriétaire unique des terrains, et investisseurs privés. Si l'amélioration de la productivité agricole est présentée comme un objectif prioritaire des « investment package » mis en place par le plan du PNUD, n'oublions pas comme nous le rappelle le géographe Günter Mayer que l'investissement financier dans les systèmes

---

<sup>478</sup> « *Comprehensive Development for the City of Luxor Project. Luxor City Profile* », UNDP-Egypt and Ministry of Housing, December 1996.

<sup>479</sup> Voir à ce propos l'article de MITCHELL, Timothy. « The Market's Place », HOPKINS, N. WESTERGAARD, K. (ed.) *Direction of Change in Rural Egypt*. Cairo, The American University in Cairo Press, 1998, pp. 19-40.

d'irrigation des riches terres de la vallée du Nil et du Delta augmenterait la production de manière beaucoup plus importante que si les mêmes capitaux étaient investis au titre de la bonification agricole des terres pauvres du désert<sup>480</sup>.

Les quelques arguments de critique prospective que nous venons d'énoncer encouragent à penser que les stratégies de spéculation foncière sont tout aussi tentantes dans l'agriculture que dans le secteur résidentiel. New Theba, projet d'Etat qui peinait à se mettre en œuvre dans les années quatre vingt dix, doit, par effet d'entraînement, sa création et son poste de police, à la construction d'un golfe privé et d'un complexe touristique, sur des terrains adjacents cédés à une compagnie égyptienne privée ; autant dire que la présence d'un golfe, dont la riche clientèle touristique nationale et internationale, détermine d'emblée les modalités de valorisation des terrains destinés au projet de la ville nouvelle, et par conséquent, le standing des constructions à venir aux alentours. Au sud, New Luxor présente toutes les caractéristiques urbanistiques et architecturales que peut attendre une clientèle originaire de pays industrialisés. L'agence d'architectes commanditée pour dessiner New Luxor, par exemple, est nord-américaine et ses activités se situent essentiellement aux Etats-Unis<sup>481</sup>, allant de la construction de complexes de loisirs de luxe à la réhabilitation de sites industriels, dont les caractéristiques (tracé de rues, hiérarchie du bâti, espaces verts) se reflètent dans les plans proposés pour édifier New Luxor.

#### ICONARCH, présentation

##### **Comprehensive Development Plan for Luxor City Luxor, Egypt**

*"This Plan for a world heritage city and its region, includes Luxor and Karnak Temples, the Valleys of the Kings and Queens, and other key tourist venues within a historic landscape of fragile agricultural lands and antiquities along the Nile River. The plan recommends archeological work to restore the Avenue of Sphinxes that connects Luxor's two temples, establishment of an "open museum" within the city, creation of a new town for 200,000 to accommodate population growth, and establishment of a major new touristic hotel and recreational zone".*

<http://www.iconarch.com/Portfolio/PortUrba.html>



8- Projection de New Luxor

<sup>480</sup> MEYER, Günter. « Economic Changes in the Newly Reclaimed Land », in : HOPKINS, Nicholas & WESTERGAARD, Kirsten. *Directions of Change in Rural Egypt*. Cairo, AUC press, 1998, p. 351.

<sup>481</sup> L'agence *Icon Architecture Inc.* [www.iconarch.com](http://www.iconarch.com) est située à Boston, où la compagnie Abt Associates possède aussi son siège social.

De tels nouveaux espaces ne peuvent que faire rupture dans une province égyptienne rurale, dominée par la brique rouge d'un habitat informel aux tracés non planifiés, les champs de canne à sucre et la pierre ocre du désert. En revanche, ils partagent un esprit commun au phénomène d'aménagement des « gated communities » des périphéries désertiques de la capitale égyptienne, ou encore à celui des « touristic resorts » qui fleurissent le long des côtes de la Mer rouge et du Golf d'Aqaba.

### ***B - Entre enclave fortifiée et communauté touristique***

Ce qui est projeté à Louxor à l'horizon 2017 rejoint deux tendances de l'aménagement en Egypte : l'une dans la capitale égyptienne, l'autre sur les littoraux. Dans les années soixante dix, le gouvernement égyptien mettait en place un programme de développement de nouvelles zones d'habitat et de délocalisation industrielle dans le désert qui ceinture le Caire. Ce programme était calqué sur le modèle français des villes nouvelles, avec le soutien d'experts français. Les nouvelles zones résidentielles en projet sont à l'origine destinées aux populations actives des classes moyennes pour qui se loger au Caire devient beaucoup trop cher. Un parc de logement social est au programme, qui suscite peu d'intérêt, ni du côté d'investisseurs potentiels, ni du côté des populations concernées. L'absence de transport en commun et l'éloignement du lieu de travail sont des facteurs dissuasifs. Les zones assignées restent donc vides. Au début des années quatre vingt dix, dans l'effervescence des programmes de privatisation et de libéralisation, l'Etat décide de vendre de larges parcelles de désert aux investisseurs privés. Les secteurs tournés vers l'exportation (l'agroalimentaire, par exemple) et les compagnies étrangères (Peugeot et autres constructeurs automobiles) y installent leurs usines de montage, bénéficiant d'une main d'œuvre bon marché et de mesures fiscales incitatives. Côté résidence, émergent non pas des logements sociaux pour ménages à revenus modérés, mais des « gated communities », au nom évocateur de *Dreamland*, *Utopia*, *Beverly hills*, renvoyant au rêve américain dont elles sont inspirées.

La légende veut que le modèle fût importé par un Egyptien de retour au pays après vingt cinq ans de vie passée dans les banlieues de Los Angeles<sup>482</sup>. La pollution, les embouteillages et le bruit du Caire auraient définitivement convaincu l'homme d'affaires d'acquérir une parcelle dans la ville du 6 Octobre afin d'y recréer le mode de vie périurbain à l'américaine. Depuis, les résidences luxueuses se sont multipliées sur le mode de la « gated

---

<sup>482</sup> « Urban Sprawl », *Egypt Today*, September 2004, p. 102-103.

*community* », et 6 Octobre offre aujourd’hui tous les services que requiert le fonctionnement d’une ville, comptant avec une université privée, un hôpital, des infrastructures de sport et de loisir. Le désert est investi, au sens plein du terme, par les élites économiques du pays, pour un potentiel de 600 000 unités d’habitations sur l’ensemble des dix sept « *sattelite communities* » qui ceignent la capitale. Eric Denis et Timothy Mitchell rappellent justement comment les politiques de libéralisation et de valorisation des périphéries désertiques dans les années quatre-vingt dix ont radicalement transformée la donne urbanistique dans la capitale égyptienne. Son centre, perçu comme *polluée, dégradée, corrompue* par l’habitat informel, ses occupants et ses poubelles, se vide des populations les plus riches, qui préfèrent accomplir leur rêve américain dans les nouvelles zones résidentielles aux marges désertiques, où s’implantent dans le même temps les groupes industriels les plus performants du pays<sup>483</sup>.

Les objectifs du plan de développement de la région de Louxor, s’ils ne mentionnent pas explicitement les programmes de villes nouvelles de la capitale égyptienne, s’inscrivent dans cette continuité : déplacer les centres résidentiels et établir de nouveaux pôles économiques rentables et compétitifs, tournés vers l’activité touristique comme moteur du développement régional. Depuis 2000 et les premières ventes de terrains dans le désert de Louxor, il apparaît clairement que l’objectif de relogement des populations les plus modestes (« pauvres », dans la terminologie du PNUD), est un vœu pieux. Le conseil supérieur de la ville de Louxor est chargé de l’étude des dossiers de demande de logement. En pratique, l’absence d’informations et l’opacité des administrations ne permettent guère d’attirer le client local, pour qui le conseil de la ville incarne avant tout une filiale du gouvernement central et des investisseurs du Caire plutôt qu’une administration de services soucieuses du bien être de ses administrés.

Pourtant, l’accès à la propriété résidentielle à New Theba, facilité théoriquement par des conditions d’emprunt et de remboursement intéressantes, doit répondre à certaines

---

<sup>483</sup> Pour un aperçu complet du phénomène : MITCHELL, Timothy. “Dreamland”, *Rule of Experts. Egypt, Techno-politics, Modernity*. Berkeley : University of California Press, 2002, p. 272-303; DENIS, Eric. « Specters of Risk, Enclaves of Affluence: The Deserts of the Liberalized Megacity ». AMAR, Paul & SINGERMAN, Diane. *Cairo Cosmopolitan*. Cairo, AUC Press, 2005. D’après l’auteur (qui ne cite pas ses sources), sur un parc total de 600 000 unités, tenu par 320 sociétés privées, 60 000 logements ont été mis en vente en 2003.

conditions : la première, celle d'« être pauvre », nous dit-on<sup>484</sup>, le seuil de pauvreté n'étant pas déterminé ; la seconde, celle de posséder un logement vétuste (et donc informel) ; le prouver et le justifier. De telles conditions sont nécessairement dissuasives. Hormis la réticence à déclarer un logement non légal ou des revenus non déclarés, acquis dans le secteur informel, les populations visées ne possèdent pas le capital financier initial, aussi minimal soit-il, pour accéder à ces logements. Mais plus crucial encore, ceux-ci sont situés à près de dix kilomètres de la ville, loin des lieux d'activités économiques (tourisme et services), formelles et informelles. Il est par exemple difficile d'imaginer les caléchiers, pour la plupart originaire de Karnak et visés par les plans d'expulsion et de relogement, pouvoir acquérir une habitation à New Theba et faire la navette quotidiennement par transport en commun, pour venir travailler à Louxor-ville où le transport par calèche est amené, dans le cadre du programme de musée-ouvert, à disparaître ou à se limiter à une activité touristique règlementée et contrôlée par les autorités municipales et les agences de voyage<sup>485</sup>.

Quelle population à Louxor peut donc être concernée par les nouvelles zones résidentielles en périphérie désertiques ? Assurément pas les catégories socioprofessionnelles les moins qualifiées, celles-là même visée par les objectifs officiels de lutte contre la pauvreté et dont les revenus sont tirés du secteur touristique. Au Caire, « *poor people do not move to the new cities because all their livelihoods are based on their informal economy and so they need to be in the city proper* »<sup>486</sup>. La remarque est d'autant plus juste dans le cas de Louxor que la concentration des sites touristiques dans les zones résidentielles entraîne le développement d'activités de services touristiques périphériques qui permettent aux populations d'accéder directement et indirectement aux circuits de distribution de la rente

---

<sup>484</sup> Entretiens avec divers postulants à l'acquisition d'un logement ou d'un terrain dans la zone de New Theba, entre 2002 et 2005.

<sup>485</sup> La calèche a été longtemps un moyen de transport populaire dans les villes de province égyptienne. A ce titre, ses propriétaires constituent une corporation relativement importante et puissante, à l'image peu respectable car associée aussi à la petite délinquance. Depuis 2000, cette activité de transport est vouée à disparaître, supplantée par l'introduction du rickshaw motorisé indien (nommé en Egypte de son appellation thaïe, « touk-touk ») ; un destin auquel les caléchiers de Louxor n'échapperont pas, même si Louxor reste encore en 2007 la seule ville de province à refuser l'introduction du tok-tok. TASTEVIN, Philippe. « L'Autorickshaw en Egypte : une épopée provinciale », DENIS, Eric. *Villes et urbanisation des provinces égyptiennes. Vers l'écouménépolis ?*, Paris, Kathala/CEDEJ, 2006, p.197-218. Philippe Tastevin prépare une thèse sur le sujet en anthropologie (université de Nanterre) sous la direction de Jean-Charles Depaule.

<sup>486</sup> « Urban Sprawl », in *Egypt Today*, September 2004. Les propos cités sont ceux de Basil Kamel, architecte urbaniste à l'Université du Caire.

touristique. C'est bien la proximité, aux sites comme aux touristes, qui rend possible la redistribution locale de la manne touristique, notamment à travers le dispositif de la commission que nous avons décrit dans la seconde partie. S'éloigner des sites touristiques signifie donc ne plus avoir accès à la ressource économique première de la région. Si depuis une dizaine d'année, l'enrichissement de certaines catégories de la population de la Louxor est indéniable –l'urbanisation intense des terres agricoles de la rive ouest ou sur les berges sud de la rive est, en est un indicateur, il ne permet pas en revanche de générer une bourgeoisie locale d'investisseurs munis des capitaux suffisants pour investir dans une résidence en terres désertiques située à plusieurs dizaines de kilomètres de leur source première de travail et de revenus.

En toute hypothèse, les nouvelles zones résidentielles seraient donc destinées aux quelques centaines de milliers de nouveaux arrivants dans la région, attirés par les emplois créés dans le tourisme dans les vingt prochaines années, selon les projections du gouvernement égyptien et des experts du PNUD. Or, si l'on observe les phénomènes d'urbanisation résidentielle dans d'autres régions touristiques, telle Hurghada, les nouveaux arrivants dans la région ne sont pas nécessairement les potentiels clients au marché immobilier de Louxor.

Hurghada attire depuis quinze ans une population particulièrement diversifiée, socialement et géographiquement, et majoritairement masculine. Les migrations de main d'œuvre sont particulièrement fortes, entre les gouvernorats de Haute Egypte et les côtes de la Mer rouge. Celles-ci, vitalisées par les projets de construction touristiques, ont connu des taux de croissance record durant les quinze dernières années. Les commerces touristiques de Hurghada dans la rue du Souk ont été établis dans les années quatre vingt dix en grande partie par des habitants de Louxor. La mobilité géographique des commerçants de Louxor ainsi que leur capacité d'ajustement aux tendances touristiques reposent sur des compétences et des réseaux économiques performants, pratiqués de longue date, et à ce titre, reconnus - maîtrise des circuits d'approvisionnement en biens touristiques, connaissances des artisans, flexibilité linguistique, etc. Les nouvelles zones de développement du littoral ont en outre permis à nombre d'actifs du secteur touristique, de Louxor, du Caire et d'ailleurs, de pallier au manque à gagner dans la vallée lors des crises successives (suite aux vagues d'attentats), témoignant ainsi d'une capacité de mobilité et d'ajustement particulièrement réactive. On assiste ainsi durant la décennie quatre vingt dix à une véritable explosion de la population de la ville de



Hurghada, passant officiellement de 21 504 habitants en 1986 à 60 085 en 1996 pour atteindre 73 329 habitants en 2003 ; des statistiques officielles qui ne prennent pas en compte la population active dans le secteur informel (construction et services liés aux activités du tourisme). L'écart entre hommes et femmes révèle les modalités même de cette croissance démographique. Les premiers constituent 54 % de la population totale en 1986, passent à 61 % en 1996, pour retomber à 57 % en 2003. La croissance démographique de Hurghada est portée par une population jeune, majoritairement masculine, particulièrement mobile, et pour la plupart célibataire<sup>487</sup>. Nous observons dans toutes les nouvelles zones de développement touristique que les activités économiques conséquentes du développement touristique n'induisent pas une fixation résidentielle des populations, bien au contraire, comme aux périphéries de Sharm al-Shaykh et de Hurghada, où s'installent dans des conditions précaires la main d'œuvre migrante nécessaire aux activités économiques les plus attractives (construction, services, tourisme).

A Louxor, les villes nouvelles sont portées par un secteur privé avant tout soucieux de bénéfices rapides. Les projets de logement officiellement destinés aux populations locales sont par conséquent voués à la reconversion touristique et résidentielle de luxe, excluant de fait le volet social du projet et la possibilité même de mixité habitants/résidents étrangers. La ville idéale –New Theba comme New Luxor, devrait à terme ressembler aux enclaves fortifiées que sont les complexes touristiques intégrés ou encore les « *gated communities* » des banlieues huppées du Caire. Ainsi convergent aux marges désertiques de Louxor deux modèles jusqu'alors différenciées de l'aménagement du territoire à l'œuvre en Egypte : ville nouvelle dans la capitale égyptienne et complexe touristique intégré sur les littoraux. Dans les deux cas, un même objectif d'aménagement ordonne l'établissement de nouveaux pôles de développement économique à la fiscalité avantageuse, qui concentrent les secteurs de production industrielle et de services les plus performants dans des zones circonscrites branchées sur le monde. Dans les deux cas, ces complexes sont construits *ex-nihilo* et engagé, dans un contexte de libéralisation économique, un partenariat tripartite entre le gouvernement, les agences de coopération internationale et le secteur privé, égyptien et étranger. Ces modèles d'aménagement en partenariat privé/public, national/international,

---

<sup>487</sup> Sources : *Recensement national de la population égyptienne* (1986 et 1996), CAPMAS, et *Egypt Human Development Report*, United Nations Development Programme (UNDP).

concernent aussi les centres urbains historiques du pays –Alexandrie, notamment<sup>488</sup>, et économiquement stratégiques comme Louxor. Cependant, dans le secteur touristique, la formule du complexe intégré a été largement éprouvée dans le monde et est aujourd’hui remise en question dans les milieux d’experts<sup>489</sup>. Il n’empêche qu’il répond en Egypte à une conception précise de l’aménagement dictée par la donne sécuritaire et constitue un outil de redéfinition de la carte du « territoire utile », lequel relie les secteurs de production les plus performants. Cette cartographie excluait la vallée du Nil durant les années quatre vingt dix. Dorénavant, il s’agit d’y faire figurer en bonne place les zones traditionnelles du tourisme en Egypte –Louxor, en l’occurrence. C’est là tout l’état d’esprit du *comprehensive plan* de Louxor, le modèle ayant déjà fait ses preuves ailleurs en Egypte.

Ainsi, le complexe de *el-Gouna*, situé au nord de Hurghada matérialise cette combinaison exemplaire de deux représentations de l’aménagement du territoire et touristique en Egypte - le « *touristic resort* » associé à la « *gated community* », pour fonder ce que son concepteur Sameh Sawiris nomme la « *tourist community* ». « *It is a town that is not a town* »<sup>490</sup> : Outre une concentration des plus grandes chaînes hôtelières internationales, dont les voûtes et les couleurs des établissements rappellent vaguement le style Hassan Fathy, un golfe international et une marina, le complexe possède tous les services qu’une ville moyenne d’Egypte pourrait rêver : transports collectifs, lieux de culte, école internationale, crèche, hôpital, mais aussi une centrale de désalinisation, un complexe agro-alimentaire, une brasserie d’alcool, une radio privée, un aéroport. Le modèle de *el-Gouna* est repris dans la région de *Taba*, dans le Sud Sinäï, à la frontière israélienne. Cette conception de l’aménagement répond directement aux orientations de la politique touristique du gouvernement depuis les années quatre vingt dix, soutenue par les agences financières internationales, au regard de la demande touristique : 1/ cibler le tourisme de masse et diversifier l’offre de produits touristiques ; 2/ baliser, sécuriser et éloigner de la vallée du Nil le flux touristique international, hors champ du terrorisme égyptien et des effets de la conjoncture géopolitique –pour le moins, jusqu’en

---

<sup>488</sup> Sur l’évolution urbaine, politique et économique récente de la seconde ville d’Egypte : TASTEVIN, Philippe. *Alexandrie, une ville et ses ordures : Le propre et le sale dans la qualification des espaces urbains*. Mémoire de DEA (sociologie et anthropologie), université de Lumières-Lyon II, 2002.

<sup>489</sup> PAPTAEODOROU, Andreas. « Exploring the Evolution of Tourism Resorts ». *Annals of Tourism Research*, vol. 31, n° 1, 2004, p. 219–237.

<sup>490</sup> *Al-Ahram Weekly*, 26 août - 2 septembre 2004.

2004 et l'attentat de Taba ; 3/ enfin, capter et concentrer les réseaux de distribution de la rente touristique. Une stratégie qui se déploie aux marges du territoire national – les côtes de la Mer rouge ; aux marges désertiques de la capitale égyptienne et désormais, des villes stratégiques de la vallée.

On assisterait donc au « *triomphe des marges* », comme certains géographes qualifient l'évolution des politiques de l'aménagement du territoire en Egypte durant les années quatre vingt dix, tant à l'échelle de la capitale qu'à celle du pays<sup>491</sup>, dessinant une nouvelle carte du « territoire utile » induite par les politiques de conquêtes économiques des déserts et des littoraux<sup>492</sup>. Les mêmes géographes opposent à ce triomphe des marges la « *crise du centralisme* ». Pourtant, il nous semble que les politiques d'aménagement évoquées, tant en Mer rouge que désormais à Louxor, participent d'une stratégie de démultiplication de pôles de développement et de croissance pour lesquels le secteur touristique est stratégique, mais pour mieux re-centrer et re-serrer le contrôle politique des territoires économiquement les plus compétitifs du pays : régions touristiques sur les littoraux, zones franches et villes nouvelles aux périphéries du Caire.

Louxor, haut lieu du tourisme international en Egypte est un élément central de ces stratégies d'intégration de l'industrie touristique. Son développement depuis les années quatre vingt dix témoigne du transfert progressif des visions et des intérêts dominants de l'aménagement, jusque-là réservés aux zones désertiques le long des côtes égyptiennes aux régions traditionnelles du tourisme international en Egypte. Prenons le site des pyramides de Guiza. Faute de pouvoir expulser les populations des quartiers (d'anciens villages intégrés au maillage urbain durant les trente dernières années) qui participent pleinement à l'organisation des services touristiques depuis plusieurs générations, le site est ceinturé depuis 2003 sur plusieurs kilomètres par un mur de béton et un grillage de plusieurs mètres de haut. A l'intérieur du site, vendeurs ambulants et chameliers ont été relégués loin des deux entrées principales, dans le désert, derrière les pyramides. Interdictions leur est faite de chasser le

---

<sup>491</sup> MORICONI-EBRARD, François. « De la crise du centralisme au triomphe des marges ». Introduction au dossier « Géographies de l'Egypte », *Egypte/Monde Arabe*, n°22, 2<sup>ème</sup> trimestre 1995, pp. 11-42.

<sup>492</sup> Le projet de *Tushka* est emblématique des choix de l'aménagement du territoire en Egypte. Lancé au milieu des années quatre vingt dix, il s'agit d'irriguer, par le détournement des surplus d'eaux du barrage d'Assouan, des milliers d'hectares de terres dans le désert occidental, afin de créer une nouvelle vallée dans le sud du pays.

client au-delà du périmètre qui leur est assigné. Mais plus largement, cette « *mise en bulle touristique* » du plateau des pyramides s'articule à deux éléments de l'aménagement en cours de l'agglomération du Grand Caire ; d'abord, la ville du 6 Octobre, située à une vingtaine de kilomètres ; ensuite, le Grand musée du Caire, en construction dans le désert –son ouverture est prévue en 2012, entre la ville du 6 octobre et le plateau des pyramides. Ainsi, le mouvement général des activités liées au site des pyramides est-il tiré, non plus vers la ville historique et ses quartiers informels traditionnellement dédiés aux services touristiques, mais à l'opposé, vers le désert et la ville nouvelle, laquelle compte un aéroport international, un golfe, des hôtels de luxe, des complexes de villas, des infrastructures de sport et de loisirs. Ses promoteurs et le gouvernement affichent ouvertement une politique de séduction à l'égard des touristes, notamment de la clientèle arabe. « *La ville du 6 Octobre se rêverait-elle en Californie du monde arabe ?* »<sup>493</sup>. Le site des pyramides, jusqu'alors inscrit sur la carte du tourisme occidental culturel, devient un nouvel élément du réseau des territoires les plus performants du pays, permettant d'une part un ajustement à la demande touristique internationale et d'autre part, apportant une plus-value symbolique et économique aux nouvelles zones de développement (résidentiel et industriel), tant pour les investisseurs et les potentiels habitants, égyptiens, arabes et étrangers.

D'aucuns s'accordent pour affirmer que l'avenir de l'Egypte urbaine et touristique réside dans ses déserts. La question reste à savoir pour qui. Ainsi, dans la région de Louxor, la nouvelle géographie induite par la construction dans ses périphéries désertiques de trois villes nouvelles expliciterait et renforcerait le phénomène de *bulle touristique*, pour reprendre les critiques faites à certaines tendances fortes de l'aménagement touristique. « *The modern tourist is not so much abandoning his accustomed environment for a new one as he is being transposed to foreign soil in an 'environmental bubble' of his native culture* »<sup>494</sup>. La notion implique une dimension normative de qualité des services offerts, ainsi que de référents-types, spatiaux et architecturaux : les bulles touristiques « *confine and isolate mass tourists by 'protective walls' of the institutional and other arrangements of the travel and hospitality industry, the physical places created for tourists, and -significantly- the attitudes and beliefs of tourists* ». L'expression souligne tout à la fois la dimension physique, esthétique et

---

<sup>493</sup> « Les Cités d'or », *La Revue d'Egypte*, juillet-août 2005, p. 13-14.

<sup>494</sup> Erik Cohen cite par JAAKSON, Reiner. « Beyond the Tourist Bubble? Cruiseship Passengers in Port ». *Annals of Tourism Research*, vol. 31, N° 1, 2004, p. 44–60.

psychologique des dispositifs mis en place et conformes au « *tourists's eigenwelt of motivations, attitudes and belief systems* »<sup>495</sup>.

Dans le contexte de Louxor, ce modèle d'aménagement a pour double fonction de contenir et déplacer une urbanisation considérée comme inéluctable pour le développement économique régional qu'il est nécessaire de contrôler, d'une part, et de canaliser les mouvements des touristes étrangers, d'autre part, dans une double perspective sécuritaire et de captation directe des revenus tirés du tourisme. Par contrôle sécuritaire, il faut entendre une référence aux violences politiques qui ont animé les chroniques de la Haute Egypte durant les années quatre vingt dix. Mais au-delà, et avec un amalgame certain de la part des acteurs politiques et économiques, il faut y entendre aussi le contrôle des zones de population, à savoir le contrôle des zones dites « informelles ». La « *mise en bulle* » des sites archéologiques et des zones de développement touristique de la région de Louxor serait la réponse proposée aux demandes politiques et économiques de contrôle de la région et de sa population, le contrôle des zones d'habitat informel étant le leitmotiv des politiques d'aménagement du gouvernement égyptien depuis le début des années quatre vingt dix.

### ***C - Habitat informel et violence : protéger les monuments, sécuriser les touristes***

Au milieu des années quatre-vingts eut lieu à Louxor une conférence publique sur l'avenir de la ville. Le député prit alors la parole, semant la confusion parmi les participants « *Nous voulons vous poser une question : pourquoi ne transférez-vous pas les Pharaons et leur tombeau, le temple de Karnak, au Caire ! On vient à Louxor pour visiter les tombeaux et les temples, et personne ne nous demande quelles sont nos conditions de vie. Nous sommes les hommes vivants de Louxor* »<sup>496</sup>. Les frustrations exprimées par la population de Louxor se sont amplifiées depuis. La croissance démographique alliée aux contraintes d'espace a entraîné une urbanisation aussi intense qu'illégale à la fois sur les terres agricoles et dans les

---

<sup>495</sup> JAAKSON, Reiner. « Beyond the Tourist Bubble? Cruiseship Passengers in Port ». *Annals of Tourism Research*, vol. 31, N° 1, 2004, p. 44–60.

<sup>496</sup> *Al-Ahrâm*, 16 septembre 1985. Cité par RASHED, Ahmed Yehia M.G. *Public Participation in the Conservation of Historical environments : A Case Study of Luxor City, Egypt*. M.Sc. in Architecture, University of York, Institute of Advanced Architectural Studies, 1994.

zones archéologiques. Durant l'été 2004, à l'occasion d'un remaniement ministériel, Samîr Farâg, militaire et directeur de l'Opéra du Caire, est nommé au poste de gouverneur de la ville de Louxor. Son programme tient en trois mots : « *Les citoyens... le tourisme... le patrimoine* »<sup>497</sup>. Le nouveau gouverneur n'explicite pas pour autant le niveau de priorité accordée aux trois termes énoncés de son programme. Ou bien doit-on les considérer comme indissociés (ables), situés au cœur même d'une équation complexe et fragile dont le résultat idéal serait le bien être pour tous, la protection des monuments et le développement harmonieux et durable de toute une région dédiée au tourisme.

Le slogan du nouveau gouverneur pourrait rejoindre en quelque sorte le point de vue de l'expert. Si l'on se place dans une perspective stricte d'urbaniste-architecte, par exemple, les objectifs d'un programme de protection des monuments historiques sont de trois ordres simples, admis, enseignés et appliqués comme tels<sup>498</sup> : physique, spatial et social. Le premier consiste à préserver le bâti dans un souci de continuité entre passé et présent ; le second considère le paysage urbain comme un tout, dans ses relations entre espace et usage de ces espaces ; enfin, le troisième, souvent le plus négligé, est le plus délicat et « *concerns the users, local community and the urban population [...] The social dimension is the most difficult to define, it is the most important, as continuity in conservation can be achieved only through the continuation of urban life* »<sup>499</sup>. Cependant, ce principe général se heurte à un donné de terrain caractéristique de l'urbanisation en Egypte : l'habitat informel est localisé au cœur même des sites historiques, posant ainsi la problématique de la préservation du patrimoine historique en termes antagoniques, monument *versus* population. Le nouveau gouverneur est sur ce point clair : « *Nous n'acceptons pas l'habitat informel* ».

Ce que l'on nomme par habitat informel ('*ashwa'îy* - عشوائي signifie en arabe hasardeux) correspond en règle général à l'extension du bâti sur les terres agricoles sur lesquelles il est interdit de construire. L'interdiction concerne par ailleurs les zones archéologiques. On se souvient de l'affaire de la *ring road* au Caire, dont la construction

---

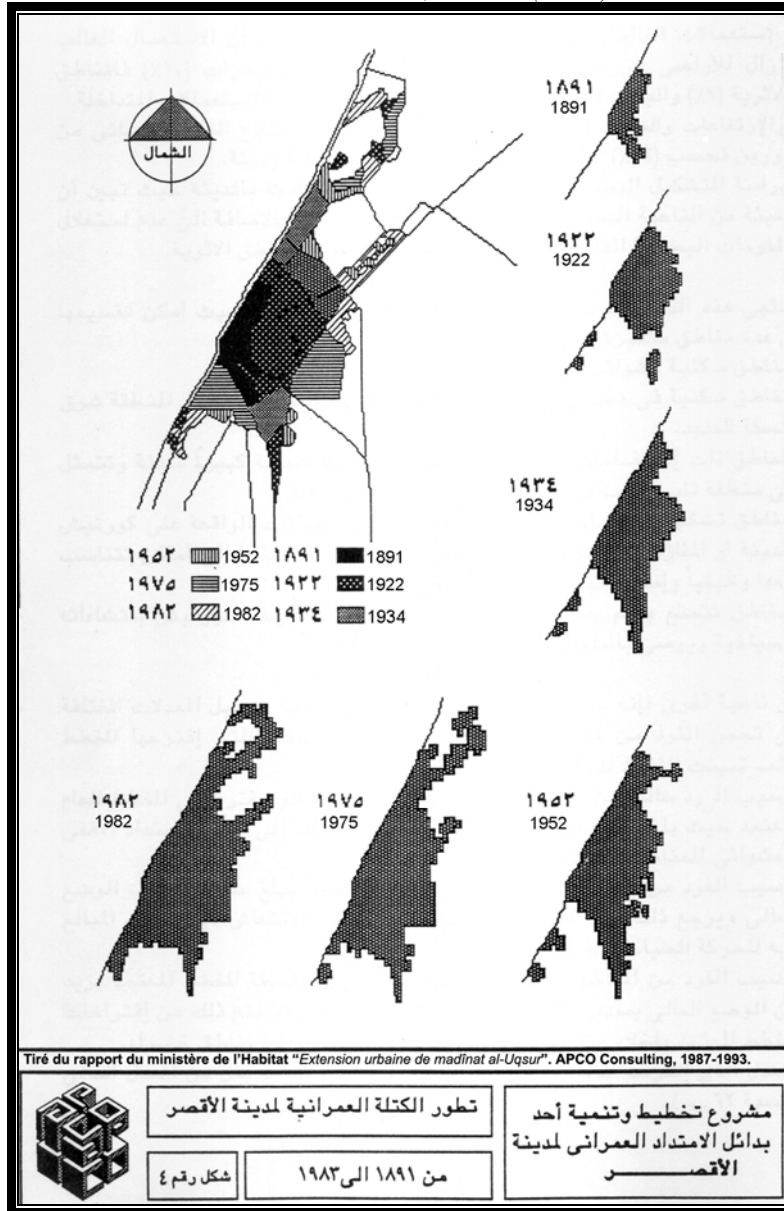
<sup>497</sup> *Al-Osboa*, 23 août 2004.

<sup>498</sup> NASSER, Noha. « Planning for Urban Heritage Places: Reconciling Conservation, Tourism, and Sustainable Development ». *Journal of Planning Literature*, vol. 17, n° 4, May 2003. L'article propose une synthèse générale sur le thème sans présenter de cas d'études. L'auteur a travaillé sur le Caire et enseigne à la University of Central London.

<sup>499</sup> NASSER, Noha. "Planning for...". Ibid, p. 3.

devait satisfaire à la règle des quatre kilomètres de distance des sites antiques. A Louxor, région rurale à forte concentration de monuments anciens, les habitants sont par conséquent soumis aux deux types d'interdiction, lesquelles sont contournées depuis des décennies. L'urbanisation est de fait dictée par les contraintes géographiques : la surface habitable/cultivable dans la région s'étend sur une bande de moins de dix kilomètres répartie de part et d'autre du fleuve, limitée des deux côtés par un désert de vallées (*wâdy*) et de pierres peu convivial où ont pu éventuellement s'installer au début du siècle les tribus nomades de la région. Les diverses vues aériennes et satellitaires disponibles pour Louxor montrent de manière claire les caractéristiques morphologiques de la région et leurs évolutions. Force est de constater que les zones urbanisées, pour le moins depuis l'édiction des lois sur les antiquités et sur les terres agricoles au début des années quatre vingt, relèvent quasi-exclusivement de l'informel. Le phénomène est beaucoup plus ancien, si l'on remonte au XIX<sup>e</sup> siècle.

9- Urbanisation de Louxor, 1891-1982 (rive est)



Louxor, situé dans le temple, puis aux abords du temple en 1891, est bordé de champs cultivés du nord au sud, entre Karnak et Louxor. En 1922, les deux bourgades sont encore très distinctes et séparées par les cultures. En revanche, un cliché aérien pris par la mission française de Karnak en 1968 permet de constater la jonction des deux bourgades qui forment alors un continuum urbain dense. Les relevés cartographiques de 1989 présentent une bande urbanisée continue sur la rive est de huit kilomètres. Au milieu des années quatre vingt dix, cette bande se prolonge vers le sud au-delà de al-'Awamîyya, vers le nord, pour rejoindre les villages de Qibly et al-Zayniya Bahary, vers le sud-est en direction de Bayadiyya, vers l'est, sur les terres agricoles, au-delà de la voie de chemin de fer.



Au bout de la rue de la Télévision, à Louxor, les zones résidentielles sont encore clairsemées de champs cultivés, parfois de palmeraies, formant ainsi un paysage *rurbain* caractéristique de l'urbanisation égyptienne. Enfin, les images satellites les plus récentes montre un bâti encore plus dense, qui atteint sur la rive ouest les bords du Nil (Gazîrat al-Ramla), vierges de toutes constructions en 1995. L'urbanisation de la région depuis plus d'un siècle s'est faite exclusivement sur les terres agricoles et dans les zones archéologiques, en dépit des lois et décrets. Le phénomène n'est pas spécifique à la région, mais caractérise l'urbanisation de l'ensemble du territoire égyptien le long de la vallée du Nil, qui concentre, rappelons-le, plus de 95 % de la population.

Il nous faut ici ouvrir une parenthèse et évoquer quelques éléments marquants des politiques urbaines égyptiennes, particulièrement dans la capitale égyptienne<sup>500</sup>. E. Denis les résume ainsi : « *Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, le Caire fait peur aux gouvernants et aux experts qui ont toujours répondu à sa croissance en essayant d'affirmer la distinction entre des zones planifiées que l'on essayait d'étendre sur des marges neuves et des zones informelles à contenir* »<sup>501</sup>. Les politiques d'aménagement urbain sont à deux ressorts à partir des années quatre vingt : d'une part, la reconnaissance *de facto* des zones dites informelles, d'autre part, la mise en place de villes nouvelles aux périphéries de la capitale, mais aussi des capitales de gouvernorat, avec plus ou moins de succès (Minya, Assiout, Sohag, etc). Patrick Haenni fait par ailleurs une synthèse fidèle des travaux sur les zones informelles, s'appuyant notamment sur les nombreux travaux de géographes et d'urbanistes qui l'ont précédé, ainsi que sur ses propres observations dans le quartier cairote d'Imbaba<sup>502</sup>.

Nous en retiendrons deux points. Le premier, l'habitat informel devient une préoccupation du gouvernement à partir des années quatre-vingts dans une démarche, non plus de lutte ou d'éradication mais de légalisation afin de réinvestir le pouvoir d'Etat dans ces

---

<sup>500</sup> Comme nous l'avons déjà évoqué en introduction, les études urbaines sont largement consacrées à la capitale, délaissant les provinces égyptiennes. L'informel, plus particulièrement, a été quasi exclusivement étudié au Caire.

<sup>501</sup> DENIS, Eric. « Le Caire, d'un libéralisme l'autre ». *Peuples Méditerranées*, n° 74-75, janvier-juin 1996, numéro spécial « Nasser 25 ans », p. 175-203.

<sup>502</sup> HAENNI, Patrick. *Banlieues indociles ? Sur la politisation des quartiers péri-urbains du Caire*. Thèse de doctorat préparé à l'institut d'Etudes Politiques de Paris, mars 2001. On se reportera tout particulièrement au deuxième chapitre de la première partie « L'informel vu par le Pouvoir. Les voies réformistes de l'autre sentier ».

zones. Un cadre juridique est mis en place dès 1982<sup>503</sup> qui permet aux intéressés de racheter les parcelles occupées. La formule n'avait guère fait d'émule à l'époque mais la procédure était lancée. Deuxième point, les années quatre vingt dix témoignent d'une revitalisation des discours politiques à l'égard des zones dites informelles, discours qui participeraient en premier lieu d'une idéologie que P. Haenni qualifie de « néolibéralisme sécuritaire », en vue d'un contrôle resserré sur des territoires stigmatisés et potentiellement refuges des tenants d'un islam politique radical. La formule exprime deux tendances des années quatre vingt dix :

- d'une part, un environnement politique et économique général d'ajustement structurel et de réformes qui se traduit sur le terrain par un désengagement progressif de l'Etat dans ses prérogatives héritées de la période nassérienne (prise en charge des secteurs de la santé, de l'éducation, rôle de redistribution) au profit d'un tissu associatif local qui s'est constitué indépendamment des institutions centrales, mais sur lequel l'Etat s'appuie pour maintenir l'ordre social. On ne saurait y voir de la décentralisation dans ce type d'arrangement, pourtant largement soutenu par les experts internationaux (Banque mondiale et autres) au nom du principe d'initiative citoyenne et des bienfaits du « *laissez-faire ajusté* »<sup>504</sup>, selon les recommandations de Hernando De Soto, très prisées par les milieux économiques et politiques égyptiens<sup>505</sup>. L'Etat via le PND, coopte et s'appuie sur les relais associatifs locaux existants, qui en retour –et c'est le prix à payer par le gouvernement, devient « *un des leviers de l'intégration de ces populations au champ du pouvoir* ». Cette politique, résume P. Haenni, « *s'inscrit dans une vision restrictive de l'Etat conçu comme responsable de l'ordre nécessaire à*

---

<sup>503</sup> EL KADI, Galila. « La Recherche urbaine en Egypte. Un Etat de la question ». *Pratiques Urbaines*, publication de URBAMA, université de Tours, n° 13, décembre 1995, p. 65.

<sup>504</sup> DENIS, Eric. « Le Caire, d'un libéralisme l'autre ». *Peuples Méditerranées*, n° 74-75, janvier-juin 1996, numéro spécial « Nasser 25 ans », p. 175-203.

<sup>505</sup> Hernando De Soto, auteur de *L'Autre sentier, la révolution informelle dans le Tiers Monde* (Paris, La Découverte, 1994), était invité par le Egyptian Center for Economic Study en 1997 et a séduit son auditoire, dont Gamal Moubarak, fils du président, qui devient à partir de 2000 une personnalité incontournable du PND. Le centre égyptien de recherche présente ainsi l'intervention : « *Hernando de Soto proposes another path. He asserts that the aim of reforms is to create a market economy and, if the majority of the population is to bear the costs of these reforms and be supportive, it must also reap the benefits. This can be achieved in part by bringing the dead capital owned by the poor to life through formalization. Though not an easy task, De Soto demonstrates how this approach worked in Peru and Haiti and how it can only help Egypt.* » Pour les critiques, on verra les travaux de P. Haenni et de E. Denis, déjà évoqués.

*la croissance, alors qu'il n'est plus la source principale de cette croissance, mais un support de celle-ci, laquelle doit s'opérer d'abord à partir du secteur privé* »<sup>506</sup>.

- D'autre part, un contexte de violence politique et de radicalisation des groupes islamistes. En décembre 1992, un habitant d'Imbaba s'auto-proclame « émir » (chef religieux) et déclare l'indépendance de la « république islamique » d'Imbaba. Le gouvernement y envoie plus de 10 000 policiers et soldats, soit l'opération la plus importante qu'un quartier cairote n'est alors connu<sup>507</sup>. Ainsi surgit dans les discours politiques et médiatiques ce que nomme E. Denis et que reprend P. Haenni, à savoir le « paradigme d'Imbaba », quartier informel stigmatisé par le pouvoir comme berceau de la violence islamiste. Dès lors, le rapport violence et habitat informel s'inscrit dans un cadre plus large de la représentation de la confrontation entre l'Etat et les organisations islamistes radicales.

Cette confrontation n'est pourtant pas nouvelle et anime la chronique politique des deux décennies qui précèdent. Il nous semble que le « paradigme d'Imbaba » surgit dans les discours politiques et sécuritaires dès lors que les groupes radicaux diversifient et « internationalisent » leurs cibles en s'en prenant aux touristes étrangers. L'opération de bouclage militaire et policier du quartier au début du mois de décembre 1992 n'aurait pu avoir lieu ni de justification que si l'Etat, voire l'intérêt même de la Nation, n'était mise en danger, ou présenter comme tel. L'agression directe faite au secteur touristique justifie pleinement une opération policière peu populaire et peu reluisante pour l'image du pays. Jusqu'alors, figures du gouvernement, représentants des courants laïcs et populations coptes étaient les cibles des attentats perpétrés par ces groupes : Mahgûb, président du parlement en 1989, Farâg Fûda, intellectuel laïc au début du mois de juin 1992. En été 1992, les touristes étrangers deviennent une cible privilégiée des groupes extrémistes, lesquels s'attaquent directement à un des piliers de l'économie égyptienne et déstabilisent ainsi l'Etat, tant en matière d'image internationale que sur le plan économique interne.

---

<sup>506</sup> HAENNI, Patrick. *Banlieues indociles ? Sur la politisation des quartiers péri-urbains du Caire*. Thèse de doctorat préparé à l'institut d'Etudes Politiques de Paris, mars 2001. On se reportera au chapitre 2 de la première partie « L'informel vu par le Pouvoir. Les voies réformistes de l'autre sentier ».

<sup>507</sup> DENIS, Eric. « La mise en scène des 'ashwa'iyât. Premier acte : Imbabâ, décembre 1992 ». *Egypte Monde Arabe*, n° 20, 4<sup>e</sup> trimestre 1994 (ancienne collection), p. 117-132.

En juillet, un premier attentat est perpétré contre un bus de touristes dans le Sud égyptien, sans pour autant faire de victimes, ni faire les gros titres des journaux. L'été 1992 connaît alors une reprise du tourisme international sans précédent, après une période de crise entraînée par la guerre du golfe. En septembre, le Caire accueille la conférence internationale de l'ASTA (American Society of Tourism Agents), lors de laquelle sont relancés les intérêts de la profession pour l'Égypte, et durant laquelle le président égyptien fait une allocution très applaudie sur le tourisme international comme facteur de paix dans la région. Le 21 octobre 1992, un attentat, perpétré en Haute Égypte dans la région de Dayrût contre un bus de touristes étrangers, fait un mort, une touriste britannique. Cet événement, qui marque le début de la crise du secteur touristique<sup>508</sup> et une longue période de violence politique, où coptes, représentants du pouvoir et touristes étrangers sont à tour de rôle pris pour cibles par les groupes radicaux. Deux semaines après l'attentat de Dayrût, un second attentat est perpétré contre un bus de touristes, en plein centre de la ville de Qéna, faisant huit blessés dont deux Allemands<sup>509</sup>.

Il nous semble que l'opération d'Imbaba, soit les 7 et 8 décembre, était, du point de vue des autorités égyptiennes, en partie envisageable et justifiable par le fait même que les groupes islamistes radicaux opéraient un changement de stratégie en attaquant des touristes étrangers, et donc, attaquaient directement l'industrie sur laquelle la politique de réformes engagées par le gouvernement comptait bien s'appuyer pour alimenter les caisses de l'Etat en devises étrangères et relancer la confiance auprès des investisseurs privés, égyptiens et étrangers. Un secteur qui emploie directement et indirectement environ 10 % de la population active et draine de nombreuses activités économiques informelles.

Il n'existe aucun lien entre l'émir d'Imbaba et les attaques contre des touristes en Haute Égypte, si ce n'est dans une perception officielle des groupes islamistes radicaux qui permettrait de justifier toute opération militaire et policière de grande envergure dès lors que les intérêts nationaux sont mis en danger. C'est pour le moins l'argument invoqué, et accepté par tous, faisant consensus tant auprès des populations que dans la classe politique, y compris

---

<sup>508</sup> L'année 1992 bat des records de fréquentation touristique avec 3,2 millions de visiteurs. L'année suivante, le nombre de touristes tombe à 2,5 millions pour retrouver le niveau de 1992 seulement en 1995 avec 3,1 millions de visiteurs (sources : ministère du Tourisme).

<sup>509</sup> Voir annexe 1, tourisme et attentats.

dans l'opposition, et bien sûr, auprès de la communauté internationale. « L'internationalisation » de la confrontation de l'Etat avec ses groupes islamistes radicaux, par le fait de prendre des touristes étrangers comme cible sur le territoire égyptien, impose et justifie tout à la fois un durcissement des politiques de répression ; imposition, dans le sens où l'image du pays et sa politique sécuritaire sont scrutées par la communauté internationale ; justification, dans le sens où le gouvernement peut désormais se permettre de durcir sa politique de répression, jusqu'à violer des principes élémentaires de droit, au nom de la lutte internationale contre le terrorisme<sup>510</sup>.

Ainsi, glisse-t-on d'une thématique de stigmatisation des zones d'habitat informel à une politique de répression au sein des quartiers informels, lesquels seraient le refuge privilégié des groupes islamistes radicaux, voire le berceau de leurs mouvements, imprimant définitivement dans les esprits une relation directe entre habitat informel et violence politique, dans un procédé de généralisation à l'ensemble du pays. Les habitants de Gurna avaient à ce titre fait l'objet d'attaque dans la presse nationale aux lendemains de l'attentat du temple en novembre 1997<sup>511</sup> ; soupçonnés à demi-mot de complicité avec les auteurs de l'attentat, alors même que les habitants du village avaient lancé une chasse à l'homme dans le désert en attendant que les forces de sécurité arrivent enfin en renfort sur les lieux ; puis avaient manifesté en force, avec femmes et enfants, contre le terrorisme, pendant plusieurs jours, à l'appel des chefs de famille et du shaykh Tayyib, autorité locale morale et religieuse incontestée ?

---

<sup>510</sup> Le procédé est à nouveau pratiqué après les attentats au Caire dans le Sinaï en 2004, 2005 et 2006. L'attentat de Taba en octobre 2004 a relancé les campagnes d'arrestations tous azimuts, à la méthode égyptienne : rafles de tous les hommes de moins de 40 ans dans les villages du Nord Sinaï. Les attentats du Caire en avril et mai 2005 remettent à l'ordre du jour les thèmes de la pauvreté et des quartiers informels dont sont issus les terroristes. Enfin, dans un contexte général politique de revendications de réformes politiques et de perspectives électorales, l'attentat de Sharm al-Shaykh, le 23 juillet 2005, porte un sérieux coup de massue, non pas au gouvernement égyptien comme tout le monde s'accorde à l'écrire et le penser, mais au mouvement égyptien pour le changement politique (« kefaya ! », qui signifie « assez » en arabe). Ainsi, la répression des manifestations du 30 juillet fut particulièrement violente, suivie de dizaines d'arrestations, dont les principaux leaders du mouvement. Faut-il aussi s'inquiéter des propos du président, mêlant revendication de l'opposition et lutte contre le terrorisme. A la veille des premières élections présidentielles « pluralistes » du 7 septembre 2005, le président, en annonçant sa candidature, déclare abolir la loi d'Etat d'urgence –une des revendications de l'opposition, pour mettre en place une législation spéciale en matière de lutte contre le terrorisme.

<sup>511</sup> *Akhbâr al-Yûm*, 19 novembre 1997, « Comment protéger et assurer la sécurité des sites archéologiques ? ».

C'est dans un tel contexte, national et local, que l'on peut inscrire et lire les dérapages de l'opération de Târif, en janvier 1998, exactement un mois après l'attentat du temple de Hatshepsout. La pression sécuritaire après l'attentat ravive les crispations latentes des habitants – ils sont les premiers à subir le quadrillage policier - les contrôles multipliés, les interdictions de circulation et les pratiques de corruption -, à l'égard d'un pouvoir central qui n'a jamais manifesté un intérêt particulier à leur égard, si ce n'est de vouloir, depuis un demi siècle, les évincer de la montagne. Le conseil de la ville décide de détruire une maison dans la zone de Târif, au motif officiel qu'elle est construite en zone archéologique. Les habitants refusent l'ordre d'expulsion, la police intervient, faisant quatre morts parmi les villageois.

Le plan d'aménagement de Louxor est commandité par le ministère égyptien de l'Habitation avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au début des années quatre vingt dix, le rapport préliminaire étant publié en 1996 et l'accord de coopération signé avec le PNUD en 1996. Le secteur touristique se remet à peine de la crise des précédentes années due aux attentats répétés contre des touristes étrangers (1992-1994). La dimension sécuritaire est déjà présente dans les esprits, renforcée par l'attentat de Louxor qui a lieu alors que les premières missions des experts américains de *Abt Associates* sont effectuées dans la région. Difficile par conséquent de penser qu'au sein des ministères du Caire et dans les esprits des consultants internationaux, la donne sécuritaire puisse ne pas être centrale, voire prioritaire en matière d'aménagement de la région.

Cette priorité s'inscrit dans cette vision générale d'« urbanisme sécuritaire » de l'aménagement du territoire. Celui-ci consiste à négocier le contrôle des zones dites informelles (légalisation et cooptation des groupes locaux) tout en développant de nouveaux espaces, spécialisés et sécurisés. La géographie nationale se présente dès lors à l'image d'une peau de léopard, morcelée : quelques tâches importantes autour de la capitale, dans le Delta (Alexandrie, port de Damiette), une bande le long des littoraux de la Mer Rouge et dans le sud Sinaï. Quant aux littoraux méditerranéens, l'urbanisation fut longtemps simple conséquence des spéculations foncières et financières (ou blanchiment de capitaux aux origines incertaines), sans valeur ajoutée à inscrire à la comptabilité nationale officielle, où les seules activités économiques reposent sur la consommation touristique des Egyptiens durant la période estivale. Depuis 2005, avec l'ouverture de l'aéroport d'al-Alamein et l'inauguration

du premier complexe touristique international<sup>512</sup>, la côte nord méditerranéenne, située à quatre heures des capitales européennes, fait dorénavant partie des nouvelles régions de développement touristique.

Dans la vallée, vers le sud, Louxor, haut lieu du tourisme culturel, a vocation à figurer sur la carte nationale du territoire utile. Point de légalisation des zones dites informelles, mais une politique systématique de mise à distance. L'habitat non légal à Louxor, non seulement empiète le parcellaire agricole mais occupe depuis des générations les sites archéologiques. Soit une double raison à l'expulsion. Si l'occupation des zones archéologiques, des temples notamment, est un phénomène ancien et constitutif de l'histoire de nombreux villages de Haute Egypte, à l'instar de celui de Louxor, l'intérêt anthropologique du phénomène ne semble guère émouvoir les fonctionnaires du service des antiquités, du ministère du Tourisme ou de l'Habitat. Dans la vision officielle, l'habitat dit informel défigure les paysages de la capitale thébaine, notamment sur la rive ouest. Il fait obstruction à de nouvelles excavations et constitue la menace première pour les monuments. La reprise en main de l'habitat informel à Louxor ne relève pas d'un objectif de contrôle mais d'éradication, tout simplement, au nom de la protection des monuments et du développement touristique. Les justifications officielles sont multiples : déversement des eaux usées, dégradation des lieux par les habitants, constructions qui dénaturent « l'authenticité » et la « sérénité » des paysages (on se souvient des recommandations de l'UNESCO), fouilles sauvages des sites et trafic d'antiquités. Les contre-arguments sont tout autant nombreux, souvent avancés par la communauté scientifique : l'élévation du niveau de la nappe phréatique (conséquence des activités du barrage d'Assouan) est une menace bien plus importante faite aux monuments ; l'humidité dégagée par les touristes est préjudiciable à la conservation des tombes. En outre, il est acquis aujourd'hui que le monument ne peut être détaché de son environnement humain et économique, qu'il est inscrit dans un « paysage culturel » (*cultural landscape*) qui constitue une valeur patrimoniale et touristique. Si certains égyptologues, étrangers et égyptiens, en conviennent, les responsables politiques, eux, ne semblent guère l'entendre.

Au-delà de l'habitat informel, il faut voir toute une population qui est mise en accusation et qui constitue aux yeux des représentants officiels, du Caire et du conseil de

---

<sup>512</sup> Le complexe participe d'un partenariat entre le groupe TUI, leader mondial, et l'agence égyptienne Travco, dont le président possède 4% du capital du groupe allemand.

*madīnat al-Uqsūr*, une menace, et pas seulement, pour le monument antique. De plus, à partir de 1992, année de reprise des activités touristiques et de déclarations politiques multiples quant aux bienfaits du tourisme internationale, les attentats contre des touristes, la plupart perpétrés dans le Sud de l’Egypte, renforcent un peu plus une vision sécuritaire de l’aménagement du territoire. On ne peut éviter de faire un lien entre les attentats à l’encontre des touristes et les orientations des plans d’aménagement de la région de Louxor, dont celui du PNUD. On ne peut non plus faire l’impasse sur l’idée que responsables politiques et experts puissent avoir en tête ces événements lorsqu’ils décident d’une politique d’aménagement urbain qui sépare des territoires de plus en plus spécialisés : de construction de villes nouvelles dans le désert et de création d’une ville-musée au sein de laquelle les quelques habitants restant seraient en quelques sortes triés sur le volet et tout dédiés aux visiteurs et aux monuments antiques... Après l’attentat du temple de Hatshepsout en 1997, la donne sécuritaire passe par conséquent au premier plan. L’occupation illégale des sites archéologiques par les habitants, soit une question locale d’urbanisme devient alors une affaire de sécurité nationale, comme quelques années auparavant pour Imbaba au Caire ou pour la ville d’Assiout<sup>513</sup>.

Paradoxalement, le « *Comprehensive Plan of Luxor* » du PNUD n’inclut pas la rive ouest et ne concerne que la rive est. Une absurdité en matière de représentations des territoires et de sociologie élémentaire que reconnaissent les experts américains dès lors que « l’identité », l’histoire et la géographie de Louxor repose sur cette relation dialectique de fascination et de mépris partagés entre les deux rives. Or, dans le jeu concurrentiel des ministères, les pressions politiques auront eu raison de la cohérence territoriale du plan du PNUD. La rive ouest reste du domaine exclusif du service des antiquités, qui en fait une zone à protéger dès 1995, conséquence de l’affaire du pont de Louxor, et en pratique, du conseil de la ville, qui ne représente ni plus ni moins les intérêts des ministères-clefs dans la région : culture et tourisme. Ainsi, durant la décennie quatre vingt dix, plusieurs plans d’intervention sur la rive ouest sont relayés par les autorités locales, à savoir le conseil supérieur de la ville.

La question simple qui guide la section suivante peut être formulée de la manière suivante : face à un pouvoir central particulièrement soucieux, depuis des décennies, de vider

---

<sup>513</sup> ‘AMR, Ahmad. *Assiout, ville en feu*, 1994 (en arabe).



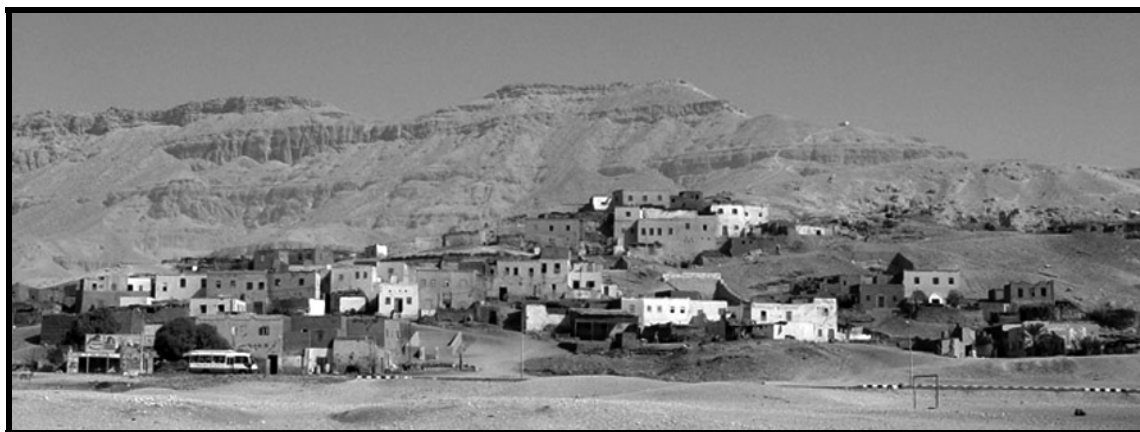
la nécropole thébaine de ses habitants, quels sont les ressources disponibles et mobilisables afin que ces derniers puissent faire entendre leur voix ?



### III - Hors la ville idéale : monuments versus populations

---

#### A - *Vider la montagne thébaine : de Gurna al-Gadîd à Târif al-Gadîd*



9- Vue sur la montagne thébaine, Gurna, février 2006

En octobre 1992, est achevé un rapport préliminaire (*terms of reference*) permettant de lancer un projet de relogement des habitants de la montagne thébaine, commandité par le conseil supérieur de *Madînat al-Uqsur* : « *El Gurna Region Resident Relocation Study and New El Tarif Village Planning through Community Participation: terms of Reference* ». Ainsi, New El Tarif (Târif al-Gadîd) devrait succéder quarante cinq ans plus tard au projet de New Gurna (Gurna al-Gadîd) de Hassan Fathy, et ainsi répondre aux volontés de protection des monuments de la montagne et de développement touristique. Les *terms of reference* ont pour objectif de déterminer les grandes lignes du projet. La firme américaine de consultance *Chemonics*<sup>514</sup> exécute la rédaction du pré-rapport, financé par l'agence américaine de développement (USAID). L'élaboration du projet échoit à une société égyptienne d'architectes, *Engineering Systems and Consultance*. Le financement et son administration sont assurés par le conseil supérieur de *Madînat al-Uqsur*. Si l'histoire semble se répéter, Timothy Mitchell souligne une différence fondamentale avec le projet de Hassan Fathy. L'initiative n'est plus celle d'un architecte marginal et soucieux de préserver un modèle idéalisé de la vie paysanne égyptienne, mais celle des autorités publiques dont les principes

---

<sup>514</sup> Cité in MITCHELL, Timothy. *Rules of Experts. Egypt, Techno-politics, Modernity*. Berkeley, University of California Press, 2002. Luxor City Council, "El Gurna Region Resident Relocation Study and New El Tarif Village Planning through Community Participation: terms of Reference", mimeo, Luxor, Egypt, Octobre 1992.

d'aménagement et la vision du rapport entre population et monument est pour la coup sans ambiguïté : « *You can't afford to have this heritage wasted because of informal houses being built in an uncivilized manner* », déclarait le président du conseil supérieur de Louxor de l'époque, le général Selmi Selim<sup>515</sup>.

Pourtant, au commencement, et selon les lignes dessinées par les experts américains, le projet de Târif al-Gadîd se démarque par une volonté explicite de prendre en compte les intérêts des habitants, à contre-courant de la vision officielle et selon des méthodes qui peuvent être qualifiées de participationnistes – *community participation*, que les organisations internationales commencent alors de diffuser. L'expérience est alors inédite dans le monde du développement égyptien où les méthodes de participation publique ont de la peine à s'imposer. Ce précédent tient sans nul doute à l'équipe égyptienne, en particulier à la personnalité du responsable de l'agence *Engineering Systems and Consultance*<sup>516</sup>. Ainsi, une vaste enquête par questionnaires combinée à des entretiens non directifs, des rencontres avec les habitants et leurs représentants sont mises en œuvre dans les neuf hameaux, durant le mois de décembre 1994. L'objectif est de comprendre l'organisation socio-spatiale des populations ciblées par le projet de relogement. Pour la première fois dans l'histoire de l'aménagement de Louxor, les experts ne se contentent pas seulement de présenter des recommandations évasives, le plus souvent fondées sur des éléments généraux de contexte, mais sont aussi soucieux de produire des données socio-démographiques étayées et finement localisées. A ce titre, le projet de Târif al-Gadîd est une source d'information unique : 1 397 familles sont soumises à un questionnaire, et chaque habitation est répertoriée. L'enquête fournit des détails particulièrement riches sur la structure des familles, le nombre de personnes, le niveau d'éducation, les emplois officiellement occupés, l'âge, les revenus, etc. Les méthodes d'investigation sont tout aussi significatives des partis pris des consultants égyptiens : un travail de contacts et de discussions avec les principaux représentants locaux, notamment le Shaykh Tayyib, autorité morale et religieuse incontournable du village et chef de la confrérie soufie de la Khalwâtiya, permet d'informer et de préparer les habitants à l'enquête à proprement dite, et par extension, au projet de relogement. A partir de ce travail, qui porte à la fois sur les populations, les habitations et l'organisation spatiale des hameaux, les plans du

---

<sup>515</sup> *Al-Ahram Weekly*, 1-8 Avril 1998.

<sup>516</sup> L'agence est dirigée par Mohammad Hussein Fahmy, ingénieur-architecte, et ses deux fils. Il décèdera d'un arrêt cardiaque en avril 1996. Divers entretiens ont été conduits avec Hussein Fahmy et son équipe, entre février et septembre 1996.

village de Târif al-Gadîd sont élaborés dans un souci de transposer le plus fidèlement possible la hiérarchie des territoires et la distribution des populations des hameaux d'origine.

Si les principes méthodologiques mis en oeuvre peuvent sembler aller de soi, il faut rappeler que sur les nombreux projets de développement de la région de Louxor, aucun ne s'attache à produire des informations socio-démographiques et économiques cohérentes, fiables et exhaustives, en vue de restituer le « pattern » local. Le plan du PNUD, dont les experts ignorent l'existence de l'enquête de 1994, est d'autant plus symptomatique de cette lacune qu'il est doté d'un budget particulièrement important qui aurait permis d'entreprendre un tel travail de collecte de données pour répondre à quelques questions simples : répartition de la population active, organisation du foncier, évolution des établissements touristiques, revenus des ménages, etc. Autant de thèmes qui paraissent primordiaux dans le cadre d'un programme de développement et d'aménagement touristique. Nous l'avons déjà évoqué : le principe de reproductibilité des modèles d'aménagement fondée sur une macroanalyse des données disponibles (et généralement lacunaires) guide les programmes et permet de faire l'économie d'un travail systématique auprès des populations concernées<sup>517</sup>. Le parti pris d'appliquer des méthodes de « community participation » est d'autant plus singulier dans le projet de Târif al-Gadîd que les enquêteurs ont conscience d'avancer sur un terrain sensible et conflictuel. Gurna possède une histoire et une réputation nationalement connues, et les résistances de sa population à toute intervention des pouvoirs publics dans les affaires du village sont proverbiales. D'ailleurs, à ce titre, la faillite du projet relogement de Hassan Fathy est devenue un cas d'école pour tout architecte ou aménageur égyptien.

Le projet de Târif al-Gadîd nous intéresse ici à trois titres : premièrement, il constitue une mine d'informations exclusive sur l'environnement socio-économique de la nécropole thébaine qu'il nous semble important de restituer au moins partiellement, d'autant plus que cette enquête reste complètement méconnue des experts et consultants qui se succèdent à

---

<sup>517</sup> Dans un autre domaine, nous avons directement participé à une étude socioéconomique pour un projet de développement situé au sud du Caire, dans une zone industrielle. Le projet était déjà en cours depuis deux ans. Pour autant, les ingénieurs et consultants, égyptiens comme étrangers, étaient incapables de nommer précisément les lieux ni même de les situer sur une carte. Nous étions alors chargée de dresser un profil socio-économique des populations concernées par le projet. Lors de nos entretiens avec les ouvriers et les habitants des villages limitrophes, nous découvrions que ceux-là rencontraient pour la première fois un représentant du projet. Cet exemple n'est pas isolé, bien au contraire. Les projets de développement sont souvent conçus, pensés et appliqués « par le haut », les experts et politiques n'estimant guère nécessaire de consulter, ni simplement informer les populations concernés (les *beneficiaries* ou *target groups*).

Gurna et Louxor<sup>518</sup>. Elle confirme et étaye par ailleurs des dynamiques locales socio-démographiques que nous avons pu observer lors de nos propres investigations. Deuxièmement, l'échec du projet des architectes égyptiens –puisque Târif al-Gadîd ne verra jamais le jour selon les plans établis par l'agence, nous donne à saisir les dissonances et les dysfonctionnements d'une politique de développement local. Troisièmement, ce projet révèle le choc de visions de l'aménagement territorial et des pratiques récurrentes de malversations.

L'enquête est conduite du 28 novembre au 12 décembre 1994, soit deux semaines après des pluies torrentielles survenues au début du mois de novembre, qui ont détruit des dizaines d'habitations et jetés des centaines personnes à la rue. Des inondations qui accélèrent du même coup les procédures de relogement des populations de la nécropole thébaine. L'enquête a donc permis de faire un bilan, mais dans moment particulier, de catastrophe naturelle, qui allait précipiter les programmes de relogement des habitants.

L'armée procède donc dans l'urgence à la construction du village de *al-Suyûl* (qui signifie inondation en arabe), situé à quelques kilomètres au nord de la nécropole, en plein désert. Les habitations sont composées de blocs de plein pied, construits en brique et ciment, formés deux à trois pièces, sur une surface totale d'environ soixante mètres carrés par unité. Il faut imaginer *al-Suyûl* comme un lot d'habitations uniformes et cubiques, construit à la hâte (alignement de rangées d'habitations) en plein désert, sans préoccupations esthétique ni fonctionnelle ; des maisons structurellement inadaptées aux besoins des familles<sup>519</sup>. Le bitume et les transports feront leur apparition seulement quelques années plus tard. Pour l'heure, si le « village » reste vide, les habitants prennent officiellement possession des logements que les autorités leur attribuent et se répartissent informellement des parcelles de désert qu'ils commencent à irriguer et à cultiver individuellement. Il faudra moins de deux années pour

---

<sup>518</sup> Nous avons eu accès aux bordereaux et au rapport final fourni par l'agence SPAAC, contractée pour le traitement des questionnaires. Aucun expert contracté pour quelque étude ultérieure sur la région n'a eu connaissance de cette enquête, notamment dans le cadre du « Comprehensive Development Plan of Luxor City » du PNUD, ou plus récemment en 2006, concernant le dernier plan de relogement des habitants de Gurna (voir infra, épilogue).

<sup>519</sup> D'après l'enquête de 1994, les maisons de la nécropole sont occupées en moyenne par quatre personnes. En plus des chambres, elles sont dotées le plus souvent d'une pièce pour les invités, suffisamment isolée pour préserver les femmes de la maison du regard des visiteurs masculins. Les maisons possèdent en outre un espace destiné à l'élevage des animaux domestiques (poules, chèvres). La surface habitée est par conséquent suffisamment vaste pour satisfaire aux différentes fonctions requises : animaux, invités et vie privée. Ce que ne proposent pas les habitations de *al-Suyûl*.

qu'une bande verte de potagers privatifs ceinture le village, alors que les maisons restent majoritairement inhabitées.

Dans le même temps, l'agence d'architectes égyptiens poursuit l'élaboration des plans de Târif al-Gadîd. L'enquête est traitée, et les plans du nouveau village, dressés et présentés aux autorités de la ville. En dépit des résultats, les autorités décident arbitrairement d'allouer, au nom des populations victimes des inondations et sans consultation préalable avec les architectes, les plans généraux et une partie du terrain initialement attribué au projet, à un investisseur privé, Abu al-'Azz, leader sur le marché national de la céramique, qui aurait eu quelques ennuis avec le fisc égyptien et se déchargeait d'une partie de sa dette au service de la collectivité (selon la version en circulation). L'équipe de Mohammad Hussein Fahmy est remerciée, et congédiée. Nous sommes en 1996. En quelques mois, un second village, al-Gabâwy, destiné au relogement des *Gurnawy* est édifié. Les habitations, alignées toujours dans le désert, sont petites, construites en parpaings de ciment blanc peu isolant, inadaptées aux grands écarts saisonniers de température (canicule l'été, froid l'hiver). Les maisons sont curieusement dotées d'une coupole aux vagues réminiscences du style Hassan Fathy qui avait inspiré le projet initial de Târif al-Gadîd. Les habitants refusent de déménager. Le village reste vide durant plusieurs années, converti un temps en décharge locale. Toutefois, à l'instar du village d'al-Suyûl, les résidants de la montagne acquièrent des logements, sans pour autant y résider.

Qu'en est-il alors du projet de Târif al-Gadîd ? Le conseil supérieur de la ville de Louxor décide tout simplement de l'ignorer et refuse de payer l'agence de Mohammad Hussein Fahmy, *Engineering Systems and Consultance*, qui se retrouve avec cinq tomes de rapports et de plans, quelques milliers de bordereaux d'enquête, et sans un sou. Les architectes engagent alors un procès contre le conseil supérieur de la ville, qu'ils gagnent très rapidement<sup>520</sup>. La malversation est si grossière que la justice ne peut que donner raison aux parties plaignantes<sup>521</sup>. Du premier projet de Târif al-Gadîd, il ne reste jusqu'à aujourd'hui que

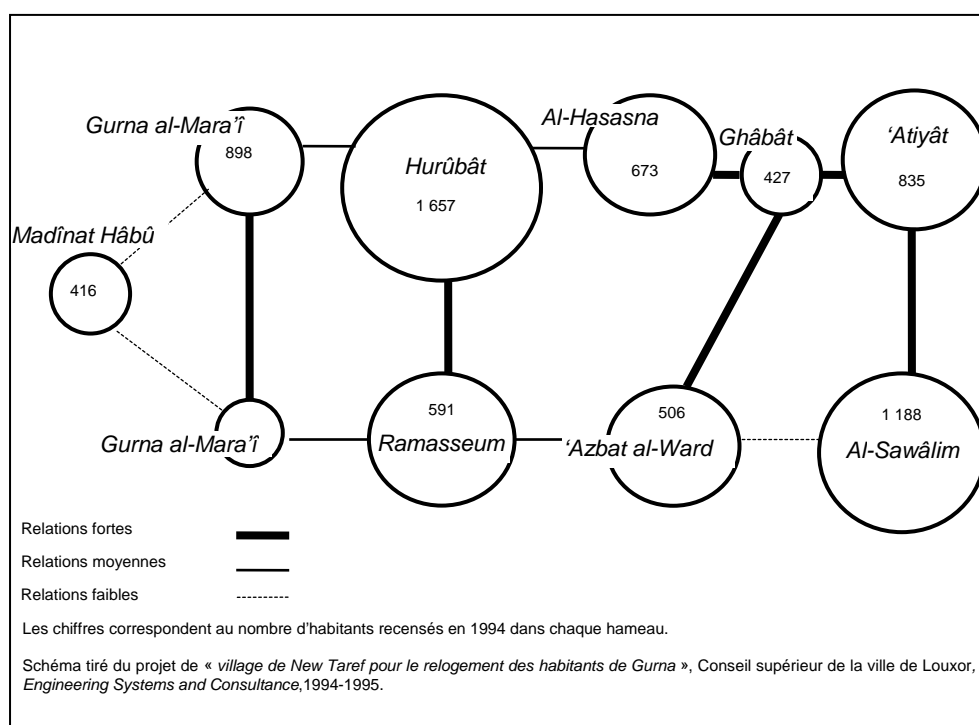
---

<sup>520</sup> Mohammad Hussein Fahmy décède en mai 1997 d'une crise cardiaque et n'aura pu savourer l'issue du procès qui a lieu en septembre. Nous n'avons cependant jamais su si la décision de justice a été finalement appliquée, procédure qui peut prendre des années.

<sup>521</sup> L'histoire se répète quelques années plus tard. L'agence *ABT associates* n'a jamais été rétribuée pour le travail effectué entre 1996 et 2000. Dans cette affaire, ce n'est pas le conseil de la ville de Louxor qui ne paye pas mais le ministère de l'Habitat, qui finalement lâchera une somme bien en deçà du coût réel de quatre années de travail.

le tracé au sol de l'hypothétique village que l'on peut apercevoir sur les images satellites. En revanche, les deux villages de al-Gabâwy et de al-Suyûl auront finalement eu raison des réticences des habitants. Nous y reviendrons. Pour l'heure, rendons justice au travail des architectes égyptiens.

L'enquête de terrain permet de dresser un profil sociodémographique des populations résidentes, réparties en neuf hameaux sur la nécropole thébaine, à flanc de montagne et le long de la route qui longe celle-ci (cf. carte n° 10). A partir d'entretiens, les enquêteurs ont composé un schéma des relations sociales entre les hameaux. Ce schéma constitue la matrice du plan du nouveau village de Târif al-Gadîd, afin de conserver la distribution socio-spatiale des populations, selon leur groupe. L'enquête présente par ailleurs une étude du bâti et de l'occupation des sols, en recensant les maisons les plus caractéristiques de l'architecture vernaculaire locale, dont les plans des nouvelles habitations en conservent les lignes générales. La démarche rappelle celle de Hassan Fathy, et s'inscrit pleinement dans l'héritage de celui-ci fait aux architectes égyptiens.

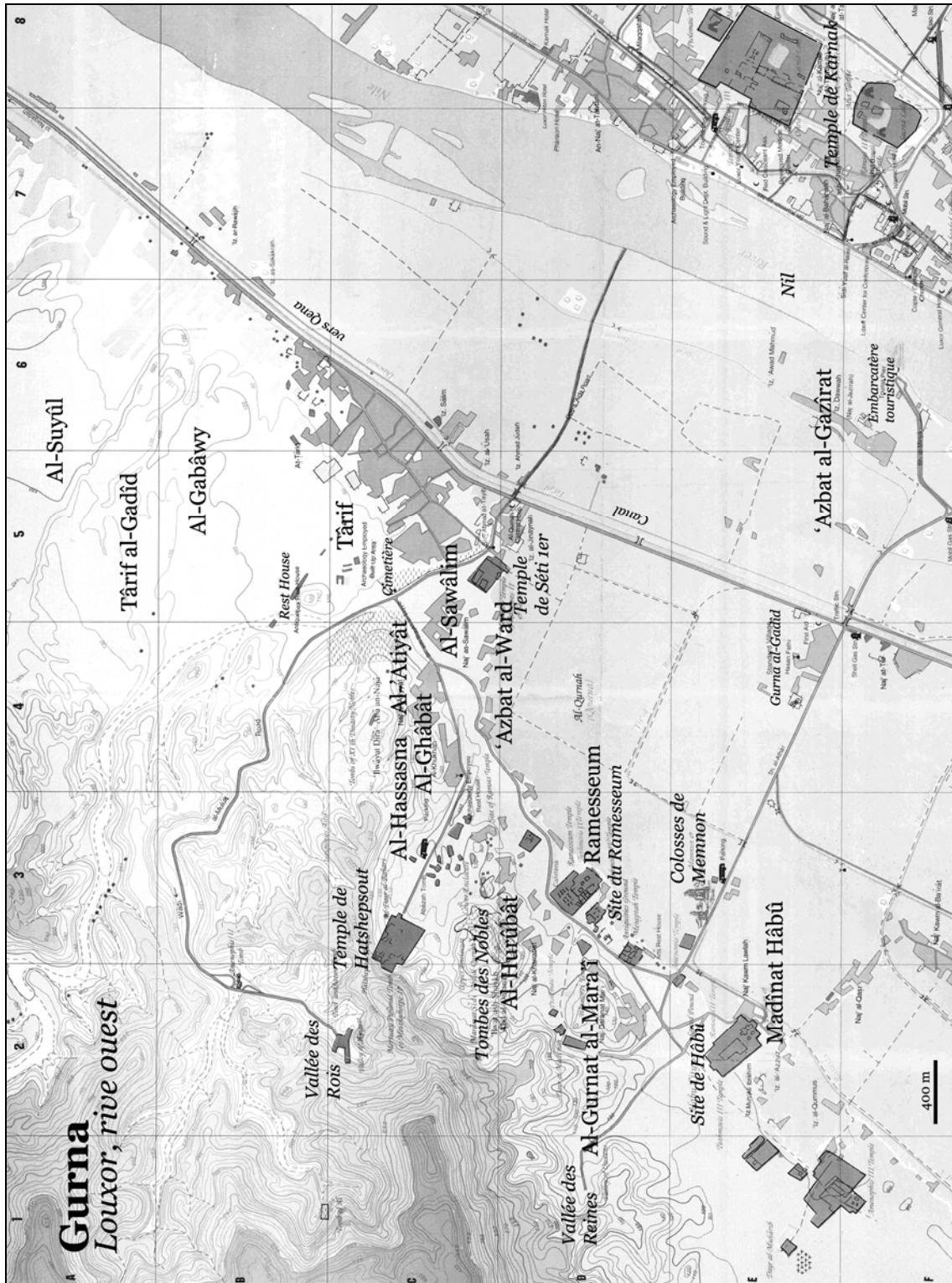


10- Les relations entre les hameaux de Gurna (1994)

Les catégories de relations retenues (fortes, moyennes, faibles) sont approximatives, reposant sur des critères non objectivés. Les modalités de mariage, par exemple, n'apparaissent nulle part dans l'enquête alors qu'elles auraient pu constituer un indicateur pertinent de la définition des types de relations entretenues entre les groupes, des stratégies



ouvertes d'alliance et des conditions dans lesquelles elles s'effectuent, se dénouent ou se renouent. C'est dans le cadre du mariage que s'exprime l'intensité des liens, le degré d'endogamie ou d'exogamie de chaque groupe, que se négocient les modes de transmission des terres, des biens et des richesses (acquisition, transfert, conservation). Il n'en demeure pas moins que la démarche permet de repérer les lignes de différenciation entre les groupes, témoignant d'une démarche de consultants particulièrement « téméraires » au regard des représentations plus radicales des administrations publiques dont les méthodes se bornent généralement à l'éviction au bulldozer de populations « *uncivilized* ». Pour lire ce schéma, il faut avoir en tête la géographie des lieux (cf. carte n °10).

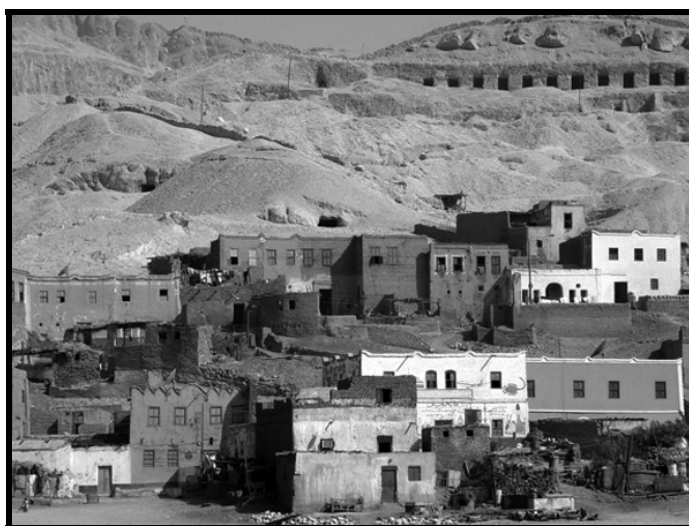


10- Gurna, rive ouest, 1999.

Extrait de carte touristique (original complet au 1/15 000), Egyptian General Survey Agency, première édition 1999, établie à partir de données de 1989 (seul carte disponible exploitable qui ne montre pas l'extension des habitations en contre-bas de la route qui longe la montagne). Avec compléments d'informations.

Les hameaux du haut sont situés en pleine nécropole thébaine, au cœur des tombes accrochées au flanc de la montagne. Ceux du bas s'étendent le long de la route qui marque la césure avec les terres agricoles. Le hameau de Habû, séparé par la route qui mène au bureau des tickets, aux bâtiments administratifs du service des antiquités et au poste de police, dépend du village de Bu'ayrât qui est localisé au cœur des champs de canne à sucre. Historiquement, les deux hameaux de Gurna al-Mara'y ne relèvent non pas de Gurna de Bu'ayrât. On se souvient qu'en 1922, les habitants qui résidaient dans le temple de Madînat Habû avaient été expulsés, relogés de l'autre côté de la route, à Gurna, en deux hameaux distincts, l'un dans la montagne, l'autre en lisière des terres agricoles. De cette procédure de relogement, certains habitants possèdent les titres de propriété officiels qui les protègent de tout arrêt d'expulsion<sup>522</sup>. Ces trois hameaux forment, de par leur histoire et leur géographie, un groupe distinct, réparti entre la montagne et les terres agricoles.

Un second groupe se distingue par la taille de sa population, les Hurûbât, logés dans le village originel au cœur des tombeaux des Nobles. Il est le groupe le plus important et se déploie en contrebas, sur les terres agricoles autour du temple du Ramesseum, et forme une seule entité avec le hameau du même nom.



11- Hameau des Hurûbât, nécropole thébaine, février 2006

Le troisième groupe de la montagne est constitué des Hasasna, des Ghâbât et des 'Atiyât, dont l'extension de l'habitat se prolonge en contrebas, à 'Azbat al-Ward et al-Sawâlim.

---

<sup>522</sup> Ainsi, le propriétaire du petit hôtel « Nûr al-Gurna », situé dans le hameau de Gurnat al-Mara'î en contrebas de la route, a pu faire valoir ses titres officiels de propriété lorsque le service des antiquités a tenté d'établir un ordre de démolition. Un autre argument, particulièrement pertinent, était invoqué par le propriétaire à l'encontre des autorités : les bâtiments de l'administration du service des antiquités, inclus l'ancienne maison de Howard Carter, convertie en 2006 en centre de formation pour inspecteurs, sont construits en pleine zone archéologique.

Le schéma symbolise les relations « verticales » fortes entre montagne et terres cultivées et révèle surtout la mobilité « descendante » des populations qui, sans quitter la montagne, investissent les terres agricoles en contre-bas de la route. La hiérarchie des territoires et des populations se confond. Les Hurûbât et les Hasasna sont les deux groupes dominants rivaux, pour des raisons historiques (cf. première partie), économiques et religieuses. Le premier se compose de plusieurs familles, dont les ‘Abd al-Rassûl. Au second sont étroitement affiliés les Ghâbat et les ‘Atyât.

Les chiffres de l’enquête sur l’état des habitations confirment nos propres observations, les habitants de la montagne se déplacent et amorcent un mouvement « vers le bas ». Ainsi, dans les hameaux perchés sur la nécropole, soit 20 % en moyenne des habitations recensées sont fermées ou délabrées (donc vides, éventuellement occupées par les animaux)<sup>523</sup>. L’abandon progressif des maisons comme lieu de vie ne cesse de s’accélérer tout au long des années quatre vingt dix, moins sur les injonctions des autorités publiques qu’en raison à de nouvelles aspirations de consommer et d’habiter, liées notamment à l’enrichissement induit par l’augmentation du nombre de touristes dans la région sur la dernière décennie. Le bâti traditionnel en pisée n’a pas résisté à la pression démographique (extension des familles) et ne correspond plus depuis longtemps aux aspirations « moderniste » des plus jeunes – 70% de la population du village a moins de 35 ans au recensement national de 1996. Dès que possible, les jeunes construisent une maison « en dur », soit en contrebas de la route, ou encore le long du canal, généralement sur les terres agricoles, loin des conditions de vie difficiles de la montagne : l’eau potable est acheminée dans des cuves à dos d’âne, une tâche harassante qui incombe aux femmes et à leurs filles.

La mobilité résidentielle des habitants de Gurna que l’on peut discerner à travers l’enquête de 1994 est encore plus affirmée lors d’entretiens que nous avons effectués auprès de plusieurs familles. Le cas de la famille de Sayd, (supra, seconde partie) est tout à fait exemplaire : installée dans le hameau des Ghâbât, la famille « descend » au début des années quatre-vingts au niveau de la route, où le père possédait un lopin de terre et y avait fait construire une maison en brique crue traditionnelle. Au début des années quatre-vingt dix, grâce aux revenus tirés du tourisme et de l’émigration en Allemagne de Sayd, la famille est en

---

<sup>523</sup> *Gurna al-Mar’î*, 23 % ; *al-Hurûbât*, 18,5 % ; *al-Hassassna*, 17,5 %, *Gâbât*, 22,30 %. *Enquête projet New Taref*, tome I, p. 15.

mesure de construire un bâtiment « moderne », briques rouges et revêtement blanc contrastent avec le traditionnel torchis *terracotta*. Le rez-de-chaussée devient un magasin de produits en albâtre, le premier étage et la terrasse accueillent un restaurant. Lorsque les inondations surviennent en 1994, la maison traditionnelle familiale adjacente est complètement détruite. La famille se réfugie au sous-sol du magasin qui a résisté aux pluies. Nous sommes dans le hameau de al-Sawâlem, situé face à un *wâdy* de montagne particulièrement exposé aux inondations. A titre de compensation, le gouvernement accorde à la famille deux unités d'habitation (chacune d'une surface de 60 mètres carrés) dans le village al-Suyûl, en plein *no man's land* désertique, lesquelles restent inoccupées pendant plusieurs années. En 1999, Sayd entreprend la construction le long du canal d'un petit immeuble de six appartements avec tout le confort nécessaire pour héberger respectivement sa mère et les familles de ses quatre frères. Le lien avec la maison dans la montagne est définitivement coupé, la maison tombe en ruine et sera finalement détruite. Ainsi, la montagne thébaine ne cesse de se vider de ses habitants. Le relatif enrichissement par le tourisme et les aspirations au bien-être ont peu à peu raison de l'opposition séculaire des *Gurnawy* à délaisser la nécropole. Mais pas à n'importe quel prix.

### ***B - Entre violence et conciliation***

En octobre 1996, les chefs des familles qui résident dans le hameau des Hurûbât, adressent au gouvernement une pétition contre le projet de relogement dans le village de al-Suyûl engagé par le conseil supérieur de la ville de Louxor<sup>524</sup>.

*« Nous, habitants de Gurna, géissons, crions et appelons à l'aide contre l'injustice dont nous sommes victimes. Nous faisons appel à tout responsable officiel dans l'espoir que justice nous soit rendue et que nos droits soient rétablis. Nous sommes menacés dans nos maisons et l'angoisse nous étreint. Quand nos maisons vont-elles être détruite sur nos têtes ; quand allons-nous être chassés de nos terres (awtân) ? Vous êtes bien placés pour connaître la souffrance de celui qui est chassé de ses terres/pays (watan), de celui qui est étranger dans sa propre maison... ».*

Le ton est d'emblée vindicatif, marquant clairement la spécificité des habitants de ce village :

*« Nous existons par et pour les antiquités. Et notre pain quotidien est fourni par le tourisme, nous n'avons d'autres moyens de subsistance, après Dieu, que les activités du tourisme. Les touristes du monde entier peuvent attester depuis longtemps que notre présence est le nerf ('asab) central du tourisme en Egypte.*

---

<sup>524</sup> Le texte complet de la pétition est en annexe 7, en version arabe et traduite.

*La saison touristique est celle où nous marions nos enfants, comme le paysan attend la saison de la récolte* ».

Le texte rappelle en outre les sacrifices des Gurnawis à la nation égyptienne et arabe :

*« N'oubliez pas et ne faites pas mine d'oublier qu'il y a parmi nous des héros qui ont répondu à l'appel de la patrie (watan), quand l'Egypte a eu besoin de nous dans ses batailles pour la Palestine. Durant de nombreuses années, des milliers de martyres sont tombés. Et voilà qu'on nous expulse de nos terres ».*

Le texte est emprunt à la fois d'interpellation à Dieu et de revendications à caractère nationaliste, appelant le gouvernement (*dawla*) à remplir son obligation ici-bas de prendre en charge les victimes des inondations. Les revendications se situent aussi sur un registre qui dépasse le plan de relogement et le contexte d'alors :

*« Vous êtes bien placés pour connaître la souffrance de celui qui est chassé de ses terres/pays (watan), de celui qui est étranger dans sa propre maison... celui qui est immigrant sur sa propre terre, et qui y est devenu étranger (gharīb). Nous doutons de notre égyptiannité ».*

Timothy Mitchell lit dans cette question lancée aux autorités égyptiennes par les Gurnawis combien « *their eviction has been justified as a project of producing the nation. To preserve the heritage of the nation, and to turn those portrayed as lawless and uneducated into honest citizens of the state, they must be expelled from their homes. To produce the nation requires an act of violence, and in revealing this violence its victims bring to light the forces and instabilities that nation making brings into play* »<sup>525</sup>. Certes, c'est bien une question des composantes de la Nation égyptienne, d'une part, mais implicitement, sur la légitimité même des projets d'un Etat à l'égard d'une population dont l'histoire et les revenus sont intrasèquement liés au monument et à son exploitation ; une population, ou certains de ses porte-paroles, qui se considèrent en quelques sortes héritiers légitimes des lieux. Construire un haut lieu de la nation égyptienne impliquerait donc un acte de violence à l'égard de ses composantes, une violence d'Etat, légitimée par l'enjeu national de protection patrimoniale, permettant d'aplanir toute aspérité régionaliste que les *Gurnawy* persistent à revendiquer et à incarner.

---

<sup>525</sup> MITCHELL, Timothy. *Rule of Experts. Egypt, Techno-politics, Modernity*. Berkeley, University of California Press, 2002, p. 205.

Pour autant, il nous semble qu'il manque à cette lecture quelques précisions de contexte local qui confère à ce texte de pétition une autre dimension, celle de la concurrence entre groupes locaux. Reprenons le texte plus loin :

*« Les inondations sont venues [novembre 1994], c'est un avertissement de Dieu. L'Etat (dawla) a fait tout son possible dans ces circonstances, que Dieu récompense ses responsables comme ils le méritent. Mais qu'on utilise les villages des inondations [village al-suyûl, construit dans le désert pour le relogement des victimes des inondations], pour expulser les habitants du village, ceci est une injustice, et nous en appelons au seigneur... Ceux dont on dit qu'ils sont des nouveaux riches. Dieu les a pourvus de ses bienfaits, et ils sont venus chasser ceux qui vivent du tourisme sur la terre de Gurna... A qui profitent la déportation (tahgîr) des Gurnawis et l'expulsion de leurs maisons ? Cherchez bien qui profite et vous les trouverez très peu nombreux. Ils se comptent sur les doigts d'une seule main. Et ils veulent priver des dizaines de milliers de personnes de leur toit ».*

Derrière ces sous-entendus (personne n'est nommé explicitement), nous pouvons lire tant l'implication récente des nouveaux investisseurs du Caire dans la région de Louxor, souvent liés aux élites dirigeantes, que l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs locaux dont la fortune s'est forgée sur l'exploitation touristique des monuments durant les années quatre-vingts. La population de al-Hurûbât est la plus nombreuse des hameaux de la montagne thébaine, et ses chefs de famille ont hérités d'une histoire étroitement liée à celle des activités de fouilles archéologiques et du service des antiquités depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, ce qui en fait jusqu'à aujourd'hui un groupe puissant et influent ; ou plus précisément, un groupe qui veut projeter et conserver cette image de puissance et de légitimité historique. Or, l'équilibre des pouvoirs entre les hameaux, longtemps favorable aux descendants de Harb, est notamment menacé par le plan de Târif al-Gadîd. Shaykh Tayyib, chef charismatique de la puissante confrérie de la Khalwatiya et digne représentant des Hasasna, groupe arrivé seulement au début du siècle dernier dans la région (voir supra, première partie), est l'interlocuteur privilégié du projet auprès des autorités centrales et municipales. C'est notamment grâce à la collaboration du shaykh que l'enquête socioéconomique l'agence d'architectes cairotes est rendue possible. Sa mosquée abrite les rencontres entre enquêteurs et villageois, et l'information y circule via la *sahâ* et la distribution de documents sur lesquels

figurent en bonne place le nom du shaykh. Intermédiaire *a priori* consensuel, il est garant de la participation des habitants et de la transparence revendiquée par les architectes.

Ce n'est pas tant la consécration du shaykh Tayyib par le projet Târif al-Gadîd qui inquiète les chefs des familles des Hurûbât, mais les bénéfices politiques qu'il pourrait tirer de cette nouvelle position. Il nous semble que cette pétition s'inscrit plus dans un cadre local de rivalités politiques que dans une problématique d'identité nationale. Même si cette dimension est avancée par les signataires du texte, cette pétition semble publiquement revendiquer la participation des Hurûbât au processus de relogement et d'attribution des terres (enjeu économique et foncier central) qui agitent le village. D'un côté, un hameau qui revendique l'origine historique (al-Hurûbât) et des familles qui ont toujours habité la montagne, dépositaires d'une histoire sulfureuse qui alimente encore les clichés contemporains à l'égard des *Gurnawy* ; de l'autre, Shaykh Tayyib, fils du saint shaykh Tayyib des Hasasna, qui s'est installé seulement au début du siècle dans la région. Héritier de l'autorité religieuse et du prestige moral de son père, il demeure en quête d'une légitimité politique et sociale. Le pouvoir au sein du village se partage entre ces deux clans. Chaque groupe, entre confrontations violentes et conciliations, compose un régime propre de négociation avec l'administration qu'elle soit locale ou centrale.

Au début de l'année 1997, les autorités de la ville tentent de détruire certaines maisons de la montagne dans le hameau des Hurûbât. Les groupes de touristes présents sur les lieux sont alors pris à parti par les habitants et bulldozer et policiers sont contraints de rebrousser chemin<sup>526</sup>. Les *Gurnawy* sont passés maître dans l'art de rallier pacifiquement les visiteurs de passage à leur cause. Le procédé, s'il fonctionne un temps, témoigne aussi des tensions grandissantes entre populations et autorités gouvernementales. Celles-ci n'ont toujours pas daigné répondre en pratique à la pétition des Hurûbât et les décrets d'expulsions continuent de menacer les habitants de la montagne. Le point de rupture est atteint violemment deux mois après l'attentat du temple d'Hatshepsout, dans un contexte de choc national et de crise aiguë.

En janvier 1998, les forces de police et le conseil de la ville envoient des bulldozers sur le lieu-dit de Târif afin de détruire deux maisons placées, au nom de la protection des monuments antiques, sous le coup d'un mandat de démolition. L'intérêt des autorités locales

---

<sup>526</sup> Nous avons séjourné durant la première moitié de l'année 1997 dans le village de Gurna.



et du service des antiquités dans la zone n'est pas vraiment clair. Târif, aux marges désertiques de l'étroite bande de terre cultivée, est situé officiellement en zone archéologique, qui tombe par conséquent sous le coup de la loi interdisant toute construction. Or, Târif correspond, depuis au moins les années soixante, à l'extension du village de Gurna, au-delà du cimetière vers le nord, en lisière du désert et des terres agricoles. Ce serait, par conséquent, quelques milliers de personnes qui devraient être expulsés et plusieurs centaines d'habitation détruites. Pour des raisons non précisées, seulement deux maisons sont visées par les bulldozers le 17 janvier 1998, soit deux mois, jour pour jour, après l'attentat du temple de Hatshepsout. Les touristes étrangers ont alors complètement désertés la région et le manque à gagner se fait cruellement sentir dans les foyers. Des centaines de villageois manifestent alors et se retrouvent face aux forces de l'ordre envoyées en renfort. Bilan : quatre morts et plusieurs dizaines de blessés, tous originaires du village de Gurna. La crise du tourisme et l'acharnement des autorités ont commué les crispations latentes mais généralement contrôlées, en affrontements violents. Ils révèlent le malaise général qui ne cesse de s'amplifier à l'égard d'un gouvernement et d'une administration locale pour lesquels la lutte contre l'habitat informel est devenue tout au long des deux dernières décennies l'objectif prioritaire de toute intervention. L'affaire est dénoncée devant l'assemblée du Peuple par deux députés de Haute-Egypte qui n'appartiennent pas à la circonscription de Louxor (députés de Qéna et d'Assouan). Elle devient par extension celle des *Sa'îdis*, dans un esprit de revendication régionaliste, à défaut d'être nationaliste, au sein de laquelle les *Gurnawy* incarnent l'injustice et les discriminations vécues par l'ensemble des populations de Haute Egypte<sup>527</sup>. Un sentiment d'autant plus exacerbé que l'attitude des *Gurnawy* durant l'attentat de Louxor avait été héroïque et avait permis de contenir la fuite des terroristes à travers la montagne thébaine en attendant l'arrivée de la police.

Les faits de violence sont seuls à être retenus par les observateurs du Caire et d'ailleurs, la presse y voyant les permanences indélébiles de pratiques ancestrales et caractéristiques de la Haute Egypte. Pourtant, d'autres registres que ceux de la résistance et de la violence travaillent aussi les relations entre populations et autorités égyptiennes. Les négociations à l'œuvre ont abouti en 2006 à la destruction des maisons de la montagne et le relogement des populations, sans reproduire les drames de 1998. Nous aimerions raconter dans ce qui suit l'histoire de ces négociations sur dix ans (1996-2006) ; une histoire qui montre que

---

<sup>527</sup> « Mps slam police behaviour in al-Gurna ». *Ahrâm Weekly*, 12-18 février 1998.

l'investissement des cadres formels de la représentation, aussi limités soient-ils, permet la neutralisation des résistances et des conflits. De ces cadres formels, nous considérons les élections aux conseils populaires locaux, pourtant les plus limités dans leur prérogative de représentativité, comme nous l'avons montré dans le premier chapitre de cette troisième partie, constitue des espaces de négociations et de conciliation que la science politique dans le monde arabe a toujours négligé, préférant une politologie « par le haut » autour de thèmes connotés politiquement, de démocratisation, de délibéralisation, d'autoritarisme ou encore de « *transitologie* »<sup>528</sup>. C'est oublier les « vitalités sociales » que compte toute société vivante, ainsi que les capacités de ses membres à s'ajuster aux conditions, même les plus limitées, imposées par leurs dirigeants.

---

<sup>528</sup> Le terme, en forme de boutade, est utilisé par Tewfik Aclimandos dans BOUTALEB, Assia, FERRIE, Jean-Noël, REY, Benjamin (ed.). *L'Autoritarisme dans le monde arabe*. Le Caire, Cedej, 2005, p. 59. KIENLE, Eberhard. *A Grand Delusion. Democracy and Economic Reform in Egypt*. New York, Tauris & Co, 2000. EL-MIKAWY, Noha. *The Building of Consensus in Egypt's Transition Process*. Cairo, AUC Press, 1999.

### ***C - En quête de compromis : de l'usage de la scène électorale locale***

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer comment les élections en Egypte pouvaient constituer un terrain particulièrement riche et peu exploité de l'observation du politique<sup>529</sup> ; non pas au regard de résultats de scrutin sans surprise, dans une sociologie électorale classique ou d'analyse de réformes éventuellement démocratisantes du système politique égyptien, mais au regard de l'organisation même des campagnes, siuée en amont du scrutin. Il en va de même pour l'analyse du système politique et administratif local que nous avons présenté dans le premier chapitre de cette partie. L'inertie apparente des conseils populaires locaux au sein du dispositif institutionnel formel ne doit pas masquer les jeux de pouvoir qu'ils suscitent et les ressources de mobilisation qu'ils constituent.

Au demeurant, le gouvernement égyptien est bien lui-même le premier à en convenir, dès lors qu'il décidait de reporter d'une années les élections locales prévues en 2007 à 2008, de peur de voir les conseils populaires locaux submergés par la vague verte portée à l'assemblée du peuple – quatre-vingt-huit Frères musulmans étaient élus députés lors des législatives de 2005. Dans un contexte surchauffé par les débats sur les réformes politiques engagées par un gouvernement plus soucieux de son image à l'égard de l'Occident que de démocratie<sup>530</sup>, certains observateurs conviennent que le renouvellement des conseils populaires pouvaient être hautement stratégiques, pour l'opposition comme pour le parti du gouvernement ; non pas, pour ce dernier, dans l'objectif de promouvoir la participation locale mais dans celui de contrer l'expression éventuelle de l'opposition islamiste (les Frères musulmans principalement) qui, depuis les années 2000, ont investi le champ politique officiel : *« It seems that the Egyptian authorities are not concerned with these functions of local councils and are not currently dealing with them except as a new means by which to prevent the advancement of opponents. They are being dealt with as a means to provide an unwarranted opportunity to the ruling party to regain a public it has forsaken, to demonstrate its power in confronting the down-and-out opposition, and to possess unlimited power to hold*

---

<sup>529</sup> GAMBLIN, Sandrine (dir.). *Contours et détours du politique en Egypte. Les Elections législatives de 1995*. Paris, l'Harmattan, 1997.

<sup>530</sup> Pour plus de détails, nous renvoyons aux *Chroniques Politiques* publiées par le Centre d'Etudes et de Documentation Economiques et Juridiques du Caire, de 2002 à 2006.

*onto authority as long as possible, while promises of political reform can go to hell* »<sup>531</sup>. En ajournant les élections locales afin de contrer les Frères musulmans, le gouvernement égyptien reconnaît par défaut et *de facto* des ressources potentiellement mobilisables au sein des conseils locaux. Mais quelles ressources, mobilisables comment et dans quel objectif ? Louxor est à ce titre un cas particulièrement instructif des stratégies d'entrisme administratif et politique à l'œuvre au sein de ses conseils populaires, longtemps négligés par le pouvoir central et par les observateurs du politique. Des stratégies qui ne participent pas nécessairement d'une opposition au régime, mais permettent surtout la conciliation entre Etat, « *second-stratum* » et populations locales. C'est pour le moins ce que nous observons à Louxor sur la décennie 1996-2006.

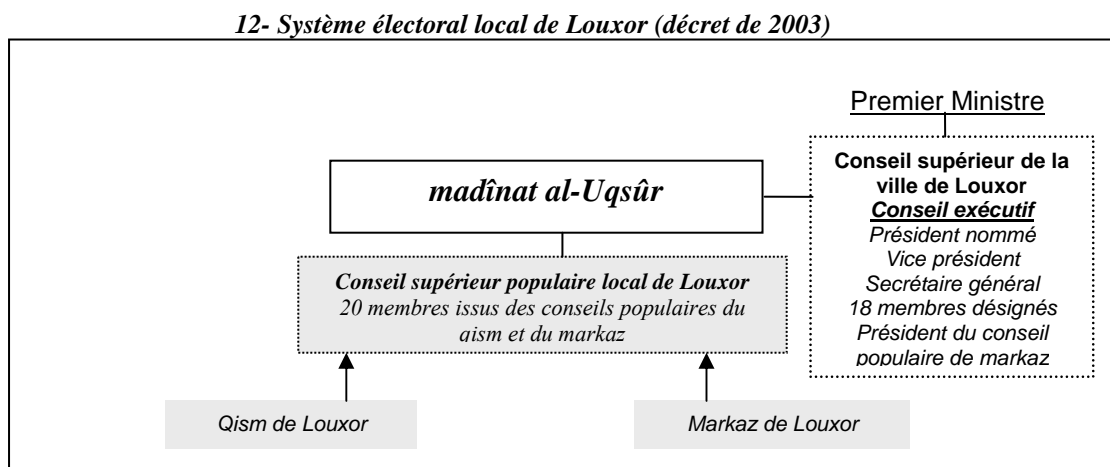
Nous avons décrit dans le premier chapitre les modalités générales de représentation locale articulées au découpage territorial et administratif de l'Égypte. Si Louxor est une entité singulière dans le système égyptien, cette singularité est renforcée au plan électoral, faisant de Louxor une aberration administrative. Le décret 1989 ne fait aucune mention au système électoral local de *madînat al-Uqsûr* et ses habitants continuent de voter aux conseils populaires locaux, comme avant 1989, rattachés au gouvernorat de Qéna (scrutins de 1992, 1997 et 2002). Ils votent donc pour des représentants qui n'ont aucune implication dans les affaires qui les concernent, au niveau de *madînat al-Uqsûr*. L'anomalie est dénoncée en juillet 2003 devant les deux assemblées nationales (*majlis al-Sha'ab* et *majlis al-Shûra*), qui déclarent inconstitutionnel l'absence de système de représentation par voie électorale au sein de *madînat al-Uqsûr*.

Un conseil supérieur populaire local est alors créé. Nous soulignons ces deux adjectifs. L'expression révèle, à un autre niveau, les incohérences juridico-administratives qui régissent le statut de *madînat al-Uqsûr* (dont nous avons tenté de dénouer l'intrigue dans le premier chapitre de cette partie). Le système administratif local se dote effectivement d'une instance de représentation composée de membres élus, à une nuance près. Plutôt que de convoquer de nouvelles élections, les membres de ce conseil supérieur local sont directement issus des conseils populaires locaux élus au sein du gouvernorat de Qéna. La création du conseil supérieur populaire local n'émane donc d'aucune votation. Elle est purement formelle, une

---

<sup>531</sup> Ammar Ali Hassan, directeur du *Centre for Middle East Studies and Research*, « Reforms moving backwards », *Ahram Weekly*, 9-15 mars 2006.

mesure cosmétique qui permet de calmer les députés zélés et de conformer, par quelques contorsions juridiques, le statut exceptionnel de Louxor à la loi générale sur le système administratif local.



Cette singularité administrative et électorale peut paraître anecdotique dans un système politique où le jeu consiste plus à contourner qu'à appliquer les règles. Pourtant, si les conseils populaires n'ont guère de poids dans les prises de décisions politiques locales, l'élection de leurs membres constitue un tremplin et un terrain d'apprentissage politique pour atteindre les chambres représentatives nationales (*majlis al-sha'ab* et *majlis al-shūra*). Le projet politique du candidat n'est pas tant de défendre les intérêts de ses électeurs que de se rapprocher des centres décisionnels afin d'en exploiter les ressources nécessaires à la consolidation, entre autre, de sa légitimité locale<sup>532</sup>. Par ailleurs, les conseils locaux fonctionnent comme des relais entre collectivité locale et administration centrale. Le système politique local combine formellement représentativité (élections) et fonctions exécutrices au sein de chaque unité territoriale (*muhāfaza*, *qism*, *markaz*, *madīna*, *qariya*). Finalement, dans un pays où la marge d'expression politique d'un individu est limitée, les administrations locales sont des niches potentielles humainement accessibles, de recours, voire de mobilisation.

Il ne s'agit pas de gouvernance locale. « *Le degré de décentralisation en Egypte est particulièrement médiocre. Les lois [des administrations locales] justifient et encouragent la*

<sup>532</sup> Pour plus de détail sur les campagnes législatives de 1995 à Louxor : GAMBLIN, Sandrine (coordination). « Familles, pouvoir et territoire : les campagnes législatives à Louxor ». *Contours et détours du politique en Egypte. Les parlementaires de 1995*. Paris, L'Harmattan / CEDEJ, 1997, p. 313-337. Voir aussi BEN NEFISSA, Sarah & ARAFAT, Ala' al-Dîn. *Vote et démocratie dans l'Egypte contemporaine*. Paris, Karthala, CEDEJ, 2005.

*centralisation* »<sup>533</sup>. Les conseils locaux sont des relais d'application des décisions prises au niveau de l'exécutif national. D'un point de vue institutionnel, ses marges d'initiative et de manœuvre sont particulièrement restreintes. En revanche, ces conseils populaires, scandés par ses campagnes électorales, constituent une arène de construction et d'expressions des notabilités locales, et une voie possible de rapprochement avec le centre.

Cette dimension de la représentation locale n'échappe pas à certains, à l'instar de shaykh Mohammad Tayyib. L'homme, rappelons-le, est le principal animateur de la confrérie de la Khalwâtiya particulièrement puissante dans la région, une autorité morale et religieuse qui s'est notamment distingué aux lendemains de l'attentat de Louxor en appelant à la mobilisation, dans une manifestation sans précédent dans l'histoire des villages de la rive ouest, unis pour l'occasion.

Les Tayyib, c'est surtout une entreprise politico-religieuse familiale à trois têtes, ce que l'on a tendance à oublier. Le frère Ahmad est en 2007 recteur de l'université de al-Azhâr au Caire, après avoir été mufti d'Egypte. Le second frère est responsable au sein du conseil supérieur de *madînat al-Uqsûr* du département de l'embellissement (*tagmîl*) et de l'aménagement (*takhtît*) de la ville (il décède dans un accident de voiture en 2006). Enfin, Muhammad, toujours présent dans la *sahâ* à l'écoute de ses administrés, incarne l'homme du terroir. L'image du père shaykh Tayyib (disparu en 1993) est toujours très vivante dans l'esprit des *Gurnawy*, lui-même héritier des vertus religieuses de son père, le Tayyib envoyé par sa confrérie à Louxor au début du siècle dernier. La photo du shaykh (dont ne sait trop si c'est celle du père ou du grand-père), est en bonne place dans la plupart des maisons du village et le *mawlid* de la confrérie est perçu comme celui du shaykh, même si ses héritiers s'en défendent, et prônent un islam aligné sur la doxa azhariste<sup>534</sup>.

Un entretien-portrait du *ductûr* Ahmad, comme on l'appelle, a été fait par Fanny Colonna<sup>535</sup> et montre combien le rôle de la confrérie et de la *sahâ* est prépondérant dans les médiations locales, où l'on peut lire l'articulation du politique et du religieux dans les procès-

---

<sup>533</sup> SAWI, Aly. *Governors without Governance. Constitutional, Legal and Administrative Framework of Local Government in Egypt*. World Bank Report, 2002 –internet download.

<sup>534</sup> RADI, Saâdia & DUMAS, Rachida. *Le Saint de la science et le saint de la vérité : enjeux de pouvoir et sainteté dans le Saïd*. Article non publié (à notre connaissance), 1998.

<sup>535</sup> COLONNA, Fanny. *Récits de la province égyptienne. Une ethnographie sud/sud*. Paris, Acte Sud, 2003, p. 38-55.

verbaux qu'a recueillis Rachida Chih<sup>536</sup>. La liste, que l'on peut lire en annexe de sa thèse, des membres de conseil de *sulh* comporte notamment les noms des représentants de grandes familles mais aussi des membres des conseils populaires locaux et des représentants locaux du parti au pouvoir. Ces assemblées, placées sous un patronage le plus souvent religieux, comme à Gurna, permettent de régler les contentieux entre personnes (souvent des affaires de terrain, de divorce ou plus rarement de nos jours, de *thâr* -vendetta), en dehors des instances judiciaires formelles. Elles relèvent du droit coutumier local, particulièrement dans les régions à fortes populations bédouines ou d'héritage tribal ancien comme en Haute-Egypte. Les procès-verbaux de l'assemblée sont reconnus par les autorités officielles lorsque le litige est porté devant un tribunal, ou lorsqu'une plainte est déposée à la police. A Gurna, et bien au-delà de Louxor, la *sahâ* du shaykh Tayyib est un lieu coutumier de la résolution des conflits et de régulation sociale, incarnant un espace de *second-stratum*, « *the necessary mediating instrument without which the ruling class or the ruling oligarchy cannot rule* »<sup>537</sup> et dont le pouvoir central ne peut faire l'économie pour administrer et contrôler ses provinces.

Maintenir la fonction de la *sahâ* implique de la part de ses représentants d'entretenir l'héritage du fondateur de la confrérie à Gurna. Ce capital religieux est nécessaire au maintien du groupe dans la région, mais non suffisant. Muhammad Tayyib, issu de la troisième génération, l'a bien compris et entre formellement en politique lors du scrutin de 1997 pour l'élection des membres des conseils populaires locaux. Investi par la population d'un mandat d'élu local, il gravit rapidement les échelons de la hiérarchie administrative pour occuper à partir de 2002 le poste de président de conseil populaire au niveau du markaz, et siège dans les instances du gouvernorat de Qéna. Fort de ses réseaux administrativo-politiques, il peut désormais mobiliser des ressources et élargir ses domaines de compétences et de services. Parallèlement, son frère Ahmad, gravit les échelons de la hiérarchie religieuse officielle et occupe d'abord le poste de mufti d'Egypte puis celui de recteur de l'université la plus

---

<sup>536</sup> CHIH, Rachida. *Soufis et confrérie mystique dans l'Egypte contemporaine. Transmission de la culture religieuse et appropriation sociale de l'espace*. Thèse de doctorat, Université de Provence, Aix-Marseille 1, 1996.

<sup>537</sup> BINDER, Leonard. *In a Moment of Enthusiasm. Political Power and the Second-Stratum in Egypt*. University of Chicago, 1978.

prestigieuse du monde musulman<sup>538</sup>, pendant que le troisième frère fait autorité au sein du très actif département des projets d'embellissement du conseil supérieur de la ville de Louxor.

Ainsi, la fratrie Tayyib a réussi à se placer aux trois niveaux stratégiques de la hiérarchie politico-administrative. Le triumvirat conjugue ainsi la légitimité de terroir, incarnation de l'ordre moral (mosquée), l'efficacité bureaucratique, en pratiquant l'art d'enterrer ou de faire aboutir les requêtes (conseil de la ville) ; et la légitimité centrale d'une participation directe aux affaires nationales (ministère des *awqâf* et direction de l'université de al-Azhâr). Les Tayyib ont toujours su éviter – et c'est là leur force, la confusion des genres. La division du travail est clairement définie, chaque domaine d'action est personnifié, à chacun son champ de compétence selon une règle intangible : les compétences et les réseaux de l'un sert le domaine d'action de l'autre, et réciproquement.

En 2003, en qualité de président du conseil populaire local du *markaz* de Louxor, Muhammad Tayyib devient, conformément aux nouvelles dispositions décidées par l'assemblée du Peuple, président du conseil populaire supérieur de Louxor. La procédure vient entériner une situation de fait. Le shaykh siège déjà au conseil supérieur (organe exécutif) de la ville, selon les dispositions prévues pour la composition du conseil supérieur de *madînat al-Uqsûr* (décret de 1989) dont un siège est réservé au président du conseil populaire du *markaz*. Une subtilité qui pourrait expliquer le désintérêt du shaykh Tayyib pour un siège parlementaire et son investissement dans les scrutins de conseils populaires qui, dans le cas de Louxor, permettent de siéger directement dans l'instance exécutive *madînat al-Uqsûr*. Les élections locales constituent donc techniquement une voie « royale » pour se rapprocher des centres politiques décisionnels. Dans ce contexte, en quoi la création du conseil supérieur populaire peut-il changer la donne locale ? Ce conseil populaire vient conformer une situation de fait aux exigences tatillonnes de quelques représentants du peuple. Mais surtout, ce conseil supérieur populaire constitue idéalement un espace collusif d'action, de mobilisation des moyens politiques et économiques consentis par le pouvoir central, via le conseil supérieur de la ville, mais aussi de conciliation entre administrateurs et représentants des groupes locaux, selon des intérêts partagés.

---

<sup>538</sup> On le dit localement très proche du ministère des *awqâf*, avec qui il aurait fait ses classes à l'université al-Azhar.



Depuis le scrutin de 1997, le shaykh joue explicitement le jeu de la représentation politique locale, dans un esprit de concorde avec le conseil supérieur de la ville, notamment au sein du premier projet de Târif al-Gadîd. A l'échelle de Gurna, il est le pivot des stratégies d'entrisme administratif et d'accommodement avec le centre. Ainsi, les affrontements du 17 janvier 1998 relèvent plus de la bavure policière que d'une rupture violente entre habitants et autorités. La veille des faits, lors de la prière du vendredi, le président de *madînat al-Uqsûr* avait rendu visite à la *Sahâ* du shaykh Tayyib, prévenant les habitants : s'ils ne coopéraient pas, la police interviendrait. Les responsables de la confrérie, mis dans une position délicate, s'étaient alors gardé de toute déclaration publique. La légitimité morale de la *sahâ* tient à sa proximité avec les habitants du village. Or le shaykh est en train de négocier dans le même temps avec le conseil supérieur de *madînat al-Uqsûr* l'acquisition d'un terrain, au nord de Târif, en contrebas du village de al-Gabâwy, pour y de construire le nouveau complexe de la confrérie (*sahâ* et mosquée), subventionné en partie par le ministère des *awqâf* (biens de mainmorte), pour un budget total d'un million de livres. L'espace immense (2 000 m<sup>2</sup>) dédié à la prière et à l'accueil des pèlerins est inauguré en 2002, sous l'égide des plus hautes autorités religieuses égyptiennes, le *mufti* d'Egypte (*ductûr* Tayyib) et le ministre des *awqâf*. Depuis 1994, la confrérie est explicitement en phase avec les autorités municipales et ministérielles, elle soutient activement les programmes publics d'aménagement de la région de Louxor, projet de Târif al-Gadîd et plan du PNUD. Même si celui-ci ne concerne pas officiellement la rive ouest, le shaykh Tayyib est régulièrement consulté par les experts<sup>539</sup>.

Face à l'inéluctabilité d'un déplacement des populations de la montagne – le lourd dispositif sécuritaire rend particulièrement inévitables l'application des annonces réitérées du conseil de la ville et des ministères du Caire, il paraît alors raisonnable de négocier un départ gagnant plutôt que de se risquer à une confrontation violente et dramatique. L'obtention d'un terrain pour la nouvelle mosquée est un des termes stratégiques de cette négociation en cours depuis le projet de Târif al-Gadîd, en retour de quoi le shaykh doit convaincre ses ouailles de quitter la montagne. L'inauguration de la nouvelle mosquée marque l'enclenchement du processus, et les trois hameaux des Hasasna, Ghâbat et Atiya sont progressivement vidés. Qu'en est-il des autres ?

---

<sup>539</sup> Enquêtes et entretiens effectués entre 1996 et 2004, notamment auprès de Gabriel Abraham, consultant pour Abt associates, chef de projet du « Comprehensive plan » de 1996 à 2000.

## ***Epilogue***

*Rive ouest, janvier 2006* : Le conseil supérieur de la ville de Louxor pose la première pierre du nouveau village de Târif al-Gadîd, sur l'emplacement attribué au premier projet de 1994. Le nouveau Târif al-Gadîd n'a pourtant rien à voir avec le projet initial, oublié depuis longtemps dans les tiroirs du conseil. La conception et l'ouvrage ont été repris en main par « l'agence des projets de service national », un service affilié à l'armée. Le village, dans sa version finale, comprend un parc de 400 logements alignés au cordeau, dont la surface habitable a été officiellement portée à 175 mètres carrés.

La livraison de ce troisième village réactive brutalement le projet de relogement des habitants de la montagne thébaine, soit l'éviction, d'après les autorités égyptiennes, de 3 500 familles réparties sur neuf hameaux<sup>540</sup>. Le projet est présenté, dans une campagne médiatique particulièrement active, comme le programme le plus ambitieux de déplacement (*tahgîr*, qui signifie aussi transfert, au sens fort) de populations, depuis l'inondation par la mise en eau du grand barrage des terres de Nubie, à la fin des années soixante<sup>541</sup>. D'ailleurs la facture – difficile de parler d'architecture, des habitations du nouveau village ne rappelle-t-elle pas étrangement les maisons nubiennes traditionnelles de la région d'Assouan, avec leur corniche en découpe géométrique – notons au passage que la coupole à la Hassan Fathy a définitivement disparu ? Comme si l'expérience nubienne devenait désormais paradigmatique des politiques de « transfert » de populations en Haute-Egypte ; et fondait notamment un « style » d'habitat singulier (voir photo 13).

---

<sup>540</sup> On se souvient que l'enquête effectuée dans le cadre du premier projet de Târif al-Gadîd donnait 1 397 familles, exactement, sur les neufs hameaux concernés par le plan de relogement. Difficile de croire que la population de la montagne ait plus que doublé en dix ans, sachant que la moyenne de croissance annuelle est estimée autour de 2 %, que nous avons montré le mouvement de dépeuplement de la montagne et que certains fonctionnaires évoquent en aparté le chiffre de 1 200 familles...

<sup>541</sup> FOGEL, Frédérique. *Mémoires du Nil. Les Nubiens d'Egypte en migration*. Paris, Karthala, 2000.



13- Village de Târif al-Gadîd alors en construction en mars 2006

Les précédents villages de al-Suyûl et al-Gabâwy ont quant à eux été graduellement occupés par les *Gurnawy*, plus sous la pression démographique et l'arrivée des jeunes générations à l'âge du mariage. La montagne se vide progressivement sous les effets combinés d'un enrichissement récent et de la nécessaire décohobitation familiale faute d'espaces habitables extensibles, dans un contexte d'urbanisation des terres agricoles aux capacités d'accueil déjà saturées. L'argent du tourisme permet le mariage et finance la construction de nouveaux logements qui répondent aux exigences de confort et de consommation de jeunes qui ont expérimenté au village l'altérité occidentale (touristes et chaînes satellitaires), ou encore la migration vers la péninsule arabique ou l'Occident. Sous la pression foncière et démographique, les plots de terrains des villages du désert constituent désormais de véritables opportunités d'investissement foncier et résidentiel. Les familles en quête de logement rachètent les terrains des victimes des inondations, les aménagent en fonction de leurs besoins, soit en agrandissant la maison (construction d'étages et de dépendances), soit en détruisant les bâtiments existants pour rebâtir plus grand (fusion de parcelles). Il faut souligner que depuis 1996, aucun titre de propriété officiel n'a été délivré aux premiers bénéficiaires (les victimes des inondations de 1994). Le statut foncier et les transactions d'achat et de vente fonctionnent donc de manière informel, selon un principe courant dans toute l'Egypte, et particulièrement dans les zones de désert, celui du « wada' al-yad » (un héritage bédouin), signifiant littéralement « poser la main ». En cas de litige, ces procédures sont arbitrées le plus souvent par les autorités religieuses et morales du village, notamment au sein de la *sahâ* du shaykh Tayyib.



14- Village de al-Suyûl, mars 2006. Le premier niveau des habitations correspond aux constructions initiales de 1996, sur lesquelles s'ajoutent un à deux étages.

A al-Gabâwy, ces dynamiques s'articulent à un processus officieux, que nous avons décrit précédemment, de négociation entre les autorités et les notables locaux. Shaykh Tayyib obtenait un terrain, inaugurait sa nouvelle mosquée au pied du village d'al-Gabâwy et appelait en contrepartie ses ouailles à investir les nouvelles zones résidentielles. Terre de désert sans intérêt il y a dix ans, les parcelles désormais valorisées deviennent l'enjeu de transactions lucratives, où fleurissent d'immenses villas (voir photo 15). Par exemple, deux parcelles en lot d'une superficie totale de 300 mètres carrés achetées en 2000 pour moins de 10 000 livres égyptiennes<sup>542</sup>, sont revendues au début de l'année 2006 entre 30 et 35 000 livres<sup>543</sup>.



15- Village de al-Gabâwy, mars 2006. A droite, la petite maison blanche à coupoles est une habitation d'origine.

<sup>542</sup> Environ 2 800 euros, avant dévaluation ; un euro valait avant 2001 environ 3,5 livres égyptiennes.

<sup>543</sup> Entre 4 000 et 4 600 euros, après dévaluation ; un euro vaut en 2006 7,5 livres.

15 avril 2006, un premier ultimatum est posé aux familles des neufs hameaux en voie de disparition. Un arrêté municipal annonce la suspension de l'approvisionnement en électricité à cette date. « *Nous avons eu déjà 4 martyrs en 1998, alors quelques uns de plus ou de moins...nous sommes près au sacrifice pour protéger nos maisons et notre histoire* »<sup>544</sup>. La résistance émane du même hameau : celui des Hurûbât. Une pétition est adressée cette fois-ci directement au Président de la république, sollicitant son intervention :

*« Nous, habitants de ce village historique dans lequel nous vivons depuis des milliers d'années, résidants dans ces maisons qui sont au cœur de la montagne, nous qui avons affronté, au péril de notre vie et de celles de nos enfants le terrorisme et l'extrémisme en 1997, nous qui avons soutenu l'institution légitime dans le pays [le parti national démocratique] aux élections présidentielles et législatives, nous, dont les hommes et les femmes sont allés voter oui pour le parti national et notre président bienaimé, Muhammad Husny Mubârak – puisse-t-il assurer la sécurité, la paix, la légalité et la justice dans le pays ; que Dieu le protège et lui donne longue vie. Nous sommes exposés à des pressions et une injustice sévères ; ébranlée est notre confiance dans l'institution légitime représentée par le président du conseil supérieur de la ville et le président du conseil populaire locale de Louxor, qui n'évaluent pas les conséquences des décisions cruelles qu'ils ont prise et des modalités cruelles de transfert de populations (tahgîr). »*<sup>545</sup>.

Il y est fait rappel de l'héroïsme dont ont fait preuve les hommes de Gurna lors de l'attentat de Louxor dix ans auparavant. Le texte de la pétition, qui dénonce l'injustice du décret, est un désaveu pour les « *institutions légitimes* » (*al-mu'sasa al-shari'ya*, المؤسسة الشرعية), et désigne implicitement Samir Farag et le shaykh Tayyib, respectivement président du conseil de la ville et président du conseil populaire. Les deux hommes ne sont jamais nommés explicitement mais systématiquement évoqués ensemble et désignés par leur titre. La pétition critique le nombre limité d'habitations : 400 maisons pour reloger 3 500 familles (selon le chiffre officiel), chacune comptant en moyenne six personnes ; mais aussi l'attribution d'un seul logement par famille, l'absence de concertation et surtout de titre de propriété.

*« Nous ne sommes pas hostiles à l'idée de partir, mais à condition qu'un recensement juste soit effectué, qui accorde à chacun ses droits, qui soit fait avec un comité paritaire qui incluent les chefs de famille, le service des antiquités et le service du cadastre ».*

---

<sup>544</sup> Propos recueillis lors d'entretiens avec des habitants des hameaux de la montagne, premier semestre 2006.

<sup>545</sup> Voir le texte complet, avec traduction, en annexe 7.

A la date fatidique du 15 avril, rien ne se produit. La construction du village n'est pas achevée et les concertations informelles se poursuivent. Le service des antiquités commande dans l'urgence un plan pour la sauvegarde du patrimoine architectural vernaculaire de la montagne thébaine, après éviction de ses habitants. Il prévoit la conservation d'une soixantaine de maisons. Zahy Hawwâs, directeur du service, rend public à diverses reprises ce plan, et approuve, souvent de manière ambiguë la préservation des traces de l'histoire du village et de ses habitants<sup>546</sup>. Cependant, le choix des maisons à conserver répond à des critères opaques, même s'ils sont officiellement fondés sur des considérations esthétiques et historiques. Les Hurûbât, logés au cœur de la nécropole thébaine (tombeaux des nobles, tombe de Nakht et de Ramosé) restent, sans surprise, les grands bénéficiaires de ce compromis aux allures de sursis.

2 décembre 2006 : les bulldozers du conseil de la ville de Louxor procèdent, sans rencontrer de résistance, aux premières destructions des maisons de la montagne. Théoriquement, le hameau de Gurnat al-Mara'y devrait être préservé, ses habitants sont parmi les plus démunis, vivent dans des conditions particulièrement précaires. L'enjeu du maintien du hameau n'est guère crucial : le site comprend peu de tombes et le rattachement organique du hameau à Madînat Habû n'a jamais vraiment permis son intégration dans les activités du tourisme. Le hameau a toujours vécu à la marge des réseaux locaux de partage de la rente touristique et donc de la « tutelle » des Hurûbât et de ses familles toutes puissantes, dans la production d'albâtre, notamment. Ce relatif isolement et l'absence de tombes majeures garantissent « l'authenticité » d'un paysage (*landscape*) à préserver. La conservation d'un territoire-témoin du paysage vivant de la nécropole thébaine dans un ensemble cohérent satisfait l'image d'Epinal qu'affectionnent touristes, architectes et archéologues. A ce titre, l'idéalisation du village de la montagne thébaine par une certaine élite intellectuelle cairote, cosmopolite et marquée par l'héritage de Hassan Fathy, fonctionne à l'unisson avec les visions développementalistes et néo-orientalistes des experts étrangers, plus qu'elle ne tient compte de son histoire et son organisation socio-économique.

---

<sup>546</sup> *Al-Ahrâm*, 22 juin 2007, "القرنة... تاريخ لن يموت" « Gurna, l'histoire ne mourra pas ».



16- Vue sur Gurnat al-Mara 'y février 2006, à partir du musée de plein air de la mission archéologique suisse

Les Hurûbât, quant à eux, ont réussi à négocier, au nom de l'ancienneté de leur installation, mais surtout grâce à leurs réseaux d'influence au sein du service des antiquités, le maintien de la plupart de leurs habitations. Les hameaux des Hassassna, de Ghâba et de 'Atiya ont depuis longtemps été désertés pour al-Gabâwy et al-Suyûl, à l'appel d'un shaykh Tayyib qui a su jouer de son charisme local et de ses réseaux politiques (le triumvirat fraternel) pour s'imposer comme le plénipotentiaire de la rive ouest de Louxor, plébiscité par les experts et le président du conseil de la ville lui-même, Samir Farag. En janvier 2007, ce dernier était justement invité à s'exprimer sur la polémique suscitée par le relogement des habitants de Gurna dans l'émission-phare de la chaîne satellitaire pro-gouvernementale al-Mehwar, « 90 minutes », où les dirigeants du pays viennent répondre aux questions parfois impertinentes du couple de présentateurs. Samir Farag vante les qualités du shaykh Tayyib, érigé en héros national : « *cette homme merveilleux qui a permis de mettre en place les conditions de négociations et de concertations qui puissent satisfaire tout le monde* ». Ainsi était confirmé publiquement le rôle central du shaykh dans l'affaire de Gurna ; la consécration nationale de dix années d'un travail (stratégique) de conciliation avec les représentants du pouvoir central, d'investissement des institutions locales et de prédication auprès des populations.

*Rive est, janvier 2006* : le centre ville de Louxor est un véritable chantier. Les rues de la gare et du marché sont en réhabilitation. Le ravalement des façades, repeinte en jaune, est financé par une taxe de cinq livres prélevées sur les factures d'électricité. L'ancienne capitale thébaine en voie de rénovation devient la « ville jaune » المدينة الصفراء. L'expression qui rappelle l'expression dialectale pour désigner la « maison des fous » (دار الاصفر), déclenche les rires et les jeux de mots. Certains bâtiments Belle Epoque de la rue du marché sont restaurés, laquelle est convertie en rue piétonne à l'image d'un souk oriental idéalisé - dallage en pierre et

pergola de bois qui court tout le long de la rue. D'autres sont détruits, aux abords du temple, à l'instar des échoppes en bois des vendeurs d'or (non compensés) datant du début du siècle. La rue de la gare est élargie, dégagant de manière inédite la vue sur le temple. A Karnak, l'esplanade est brutalement vidée de ses habitants à coups de bulldozer. La fameuse allée des sphinx unissant les temples de Louxor et de Karnak est en cours de dégagement, sans forcément susciter l'unanimité de la communauté archéologique... Le cahier des charges qui guide les choix de restructuration répond plus à un pragmatisme hygiéniste, tout dédié aux visiteurs étrangers, qu'à des considérations d'ordre historique ou esthétique, répondant à une conception de « l'authenticité » des lieux qui fait table rase de toute présence des vivants, ainsi que Vivant Denon découvrait le temple il y a plus de deux siècles : vide ou presque.

Le gros œuvre est pris en charge, à l'instar de Târif al-Gadîd, par l'agence militaire « des projets de service national ». Le chantier est supervisé par l'agence égyptienne d'architectes ARC plan, dirigée par Mohammad Ayman 'Ashûr, professeur à l'université de 'Ayn Shams, lequel décroche par ailleurs le contrat de réaménagement de Karnak. Justement, le projet de Karnak déclenche une polémique sans précédent. Il est question notamment de faire disparaître la maison de Georges Legrain, dont les bâtiments, avec ses arbres plus que centenaires, témoignent de l'architecture coloniale de la fin du XIX<sup>e</sup>, ainsi que les villas à la Hassan Fathy de la mission archéologique française, situés au bord du Nil dans un jardin particulièrement plaisant.

Mais c'est surtout le projet (ou la rumeur du projet, on ne sait plus très bien) de débarcadère qui déclenche l'ire des archéologues, architectes et consultants, et celle de l'Unesco. Il s'agirait de construire une esplanade en béton, en avancée sur le Nil, en forme de demi-cercle de près de cent mètres de diamètre, afin de permettre aux touristes d'aborder à partir du fleuve le site en vue panoramique. La place centrale serait définitivement vidée et élargie jusqu'à atteindre une centaine de mètres de large, sans cohérence avec la structure du site antique. L'Unesco est alertée, par voie de presse et par des canaux informels, ouvrant les hostilités entre le service des antiquités et l'agence culturelle internationale, dans un contexte déjà tendu. Le site antique de Thèbes est alors épinglé par l'Unesco, qui brandit la menace d'un retrait du label « patrimoine mondial ». La réponse, toujours par voie de presse, du directeur du service des antiquités, est cinglante. A quel titre et au nom de quoi l'agence internationale est-elle en mesure de dicter à l'Egypte les principes de gestion et d'aménagement de son patrimoine ? D'un revers d'article, le service des antiquités balaie les



conventions internationales dont l’Egypte est signataire et réaffirme sa souveraineté sur ses sites archéologiques. Le message aux missions archéologiques étrangères est à peine voilé. Depuis sa prise de fonction en 2002, Zâhy Hawwâs a réduit drastiquement les autorisations de permis de fouilles et s’est lancé dans une campagne médiatique virulente à l’égard des « anciennes puissances » qui détiennent dans leurs musées des pièces maîtresses témoins de l’histoire antique égyptienne<sup>547</sup>. « *J’ai écrit une lettre vivement formulée à l’Unesco. Personne ne peut me dicter ce que j’ai à faire parce que personne n’aime son pays plus que moi. Et toutes les décisions que je prends sont pour le bien de mon pays et pour le bien des antiquités égyptiennes* ».

Les relations entre l’Unesco et le service égyptien des antiquités deviennent particulièrement tendues, à coup de rapports contradictoires et de déclarations de presse croisés. Zâhy Hawwâs répond aux injonctions de l’Unesco en réaffirmant l’intérêt national, dont les crispations sont cristallisées par les plans d’aménagement du site de Karnak. Les personnalités et les médias emboîtent le pas au directeur du service égyptien, à l’instar de Aly Radwân, haut-fonctionnaire au service des antiquités et président de l’union des archéologues arabes, lequel déclare ne pouvoir admettre « *un Etat à l’intérieur de l’Etat d’Amon, à part le pouvoir égyptien... Karnak ne sera jamais le Vatican d’Egypte* »<sup>548</sup>.

Des experts de l’agence internationale sont envoyés en mission à Louxor, et un premier rapport circule en juillet 2006, confidentiel et laconique (à peine une page et demi). Les erreurs relevées traduisent la méconnaissance du terrain et la rapidité avec laquelle la mission s’est effectuée (trois jours). Peu importe, ses auteurs semblent agréer alors les chantiers en cours, même s’ils constatent quelques dysfonctionnements et l’absence de coordination : « *The mission is of the opinion that the Masterplan including the current projects will protect the value of the World Heritage site and enhance its setting [...] Some of the information received at the World Heritage Committee was wrong, or at least taken out of context* »<sup>549</sup>. Le

---

<sup>547</sup> On peut se reporter aux revues de presse traduites, compilées et présentées par Emad Adly dans les Bulletin d’Information Archéologique (BIA), publiées par l’Institut Français d’Archéologie Orientale, et mises en ligne sur le site [www.egyptologues.net](http://www.egyptologues.net). Notamment les numéros 33 et 34 pour l’information et les polémiques les plus récentes.

<sup>548</sup> *Akhabâr al-Adâb*, 11 juin 2006, cité dans le BIA n°33, p. 26.

<sup>549</sup> *Reacting Monitoring Report, On the UNESCO mission to Ancient Thebes with its Necropolis, Egypt, 2-6 July 2006*. By Dr Christopher Young (English Heritage) and Dr Ron van Oers (World Heritage Centre), 5 July 2006. Rapport de mission non publié et en circulation confidentielle qui aurait

service des antiquités déclare de son côté que le projet d'esplanade n'était qu'une rumeur, l'intérêt du monument demeurant son absolue priorité. Les relations semblent apaisées. Pour autant, lors de sa trentième session plénière en juillet 2007, le comité international du patrimoine publie un rapport très critique (voir annexe 8) ; un énième coup de théâtre, propice à relancer le bras de fer entre l'Unesco et le service des antiquités égyptien. Affaire à suivre.

A coups de gueule, de pelle et de burins, Louxor n'en finit pas de déchaîner les passions et de cristalliser les ressentiments à l'égard d'une élite d'experts dominants, nationale et internationale, mais aussi au regard d'une histoire ambivalente à l'égard de l'Etranger ; un étranger qui n'est pas forcément celui qui s'impose à première vue, à savoir le touriste occidental, mais l'administrateur du Caire ou le consultant, peu importe qu'il soit égyptien ou étranger. Ils sont formés aux mêmes écoles, leur vision du monde est généralement similaire, mais leur position, souvent concurrentielle. Véritable « VRP » des modèles de développement érigés en credo au sein des institutions internationales, l'expert est confronté à des sociétés locales pétries d'histoire(s) singulière(s), que les protocoles officiels et les agendas d'intervention ne laissent guère le temps d'explorer, mais qu'il ne peut pourtant ignorer.

Louxor semble bien avoir accompli un cycle de son histoire urbaine et économique ; un cycle, très court au regard de la charge historique des lieux, qui aura duré plus de cent ans, depuis les premiers déblaiements du temple de Louxor en 1890 jusqu'au relogement définitif des populations de la montagne thébaine aux marges du désert et des circuits touristiques.

---

dû préparer un rapport plus complet en automne 2006. Un résumé est donné dans le compte-rendu de la trente et unième session du comité international du patrimoine, document situé en annexe 8.

## **Conclusion**



« Vous savez ce dont je rêve pour Louxor ? demande le président du conseil de la ville de Louxor à l'expert américain en charge du « Comprehensive Plan of Development of Luxor City ». Le président désire visiblement apporter une touche personnelle à l'aménagement de la ville (nous sommes en 1997). « Vous, vous avez Hollywood... et bien moi, je veux la même chose sur la montagne thébaine : Theba inscrit en grandes lettres blanches et lumineuses ». Ce projet hollywoodien ne pouvait mieux exprimer sur le fond la vision de ville-musée promue par l'expert américain, qui avait longtemps travaillé à Las Vegas, par les ingénieurs du Caire du ministère de l'Habitat et la première Dame du pays, marraine de la ville en devenir. Les premières esquisses du projet avaient notamment suggéré l'utilisation des canaux d'irrigation pour des circuits-promenades en canots, ainsi que des petits trains électriques pour transporter les touristes dans la vallée des Rois<sup>550</sup>. N'est-il pas non plus question, et de manière récurrente, de construire de faux tombeaux et temples, calqués sur l'expérience de Lascaux, situés dans le désert, afin de préserver les originaux, menacés par le nombre croissant de visiteurs, l'urbanisation et la croissance démographique ?<sup>551</sup>

Le président a un rêve d'Hollywood sur le Nil qui nous incite à regarder du côté de Los Angeles, « *capital mondiale du fantasme social désormais incarné par les 'bulles touristique'* », selon Mike Davis. Celui-ci nous raconte que « *les premiers parcs d'attractions des années 30 et 40 étaient principalement des simulations architecturales de films, et plus tard, d'émissions télévisées. De la sorte, dans l'ancien zoo Selif de Lincoln Heights, vous pouviez pénétrer sur le plateau de jungle utilisé pour Tarzan et Cheeta, tandis qu'à Knotts Berry Farms, on pouvait participer à un western typique* »<sup>552</sup>. S'agirait-il donc de faire de Louxor un décor de peplum à la Howard Hawks, une sorte de « Thebaland » qui répondrait

---

<sup>550</sup> L'idée des canaux à promenade fut abandonnée, mais le petit train fut mis en place : le « taf-taf », comme on l'appelle en arabe. Une idée peut être intéressante sur le principe mais qui en pratique n'a guère contribué à la valorisation esthétique du site, dès lors qu'ils devaient être ornés de panneaux publicitaires particulièrement imposants.

<sup>551</sup> Ce projet est initié et défendu auprès des agences gouvernementales et internationales par l'association des amis de la Vallée des Rois, fondée par Elhamy Zayyat, président de l'agence touristique Emeco, l'une des plus importantes sur le marché égyptien, organisatrice des conférences internationales au Caire. L'homme est depuis 2004 le président de l'union professionnelle des établissements touristiques. Il était alors pressenti pour le poste de ministre du tourisme (voir supra, deuxième partie, deuxième chapitre).

<sup>552</sup> DAVIS, Mike. *Au-delà de Blade Runner. Los Angeles ou l'imagination du désastre*. Paris, Editions Allia, 2006, p. 77.

aux stéréotypes que le cinéma occidental, entre autres, véhicule sur l’Egypte antique depuis l’invention du septième art ?<sup>553</sup> La comparaison entre Los Angeles et Louxor peut sembler démesurée, ne serait-ce que par le décalage des échelles. Pourtant, la vision qui sous-tend l’ensemble des projets d’aménagement touristique en Egypte ne s’adresse-t-il pas autant aux visiteurs étrangers qu’aux classes supérieures égyptiennes, pétries de rêve américain et de produits immobiliers exclusifs, que promoteurs et fonds spéculatifs importent des pays du Golfe, dans les *compounds* dorés de la banlieue cairote, les centres commerciaux et les complexes touristiques des côtes de la Mer rouge, et désormais en certains lieux de la vallée du Nil<sup>554</sup> ?

Ces espaces sont par excellence des lieux de production de la modernité égyptienne, une modernité à laquelle aspire une part croissante de la société égyptienne, des *infatihîn* qui se sont enrichis par l’émigration et/ou à la faveur des programmes de réformes engagées durant les années quatre-vingt dix. Le tourisme est en outre présenté comme le fer de lance des programmes de libéralisation économique, comme le vecteur de cette modernité ; une modernité que définissent Giddens et Urry dans un cadre d’analyse des sociétés industrialisées, mais qui n’est pas exclusive à celles-ci<sup>555</sup>. Ainsi pouvons-nous observer en Egypte combien les espaces touristiques et leur aménagement participent de processus de *disembedding* qui consistent en ce que les activités sociales sont « désenchâssée » des contextes locaux de l’action : « *Disembedding means the “lifting out” of social relations from*

---

<sup>553</sup> TULARD, Jean. « L’Egypte, mythe cinématographique ». LECLANT, Jean & al. *L’expédition d’Égypte, postérités et perspectives*. Paris, Palais de l’Institut, Paris, 1998. ELOY, Michel. « L’Egypte, du fantasme à l’histoire ». *Cinémaction*, Corlet-Télérama, n° 89, 4e trim. 1998, p. 8-18.

<sup>554</sup> La clientèle touristique dans le Sud Sinaï, durant le mois d’août, les fêtes nationales et de fin d’années, est pour plus des deux tiers égyptiennes, le nombre de touristes nationaux dans ces stations balnéaires étant en croissance constante sur les dix dernières années. *Tourism in Figures*, publication du ministère du tourisme égyptien, 1991-2005. Chiffres accessibles sur le site officiel du ministère pour l’année 2005 et 2006 : [www.egypt.travel](http://www.egypt.travel)

<sup>555</sup> URRY, John. *Consuming Places*. London, Routledge, 1995, p. 143, résumant GIDDENS, Anthony. *The Consequences of Modernity*. London, Polity, 1990. Au commencement de cette thèse, nous avons largement lu les écrits des deux sociologues, pensant y trouver quelques béquilles de soutien à la saisie d’un phénomène dont nous ne savions pas par quel bout prendre. Or, l’argumentation nous était alors parue désincarnée. En outre, les études sur la mondialisation, largement avancées dans le monde anglo-saxon, peinaient à s’imposer dans le champ de la recherche française et des débats qui l’animaient (c’était le temps de la fin des Etats et des territoires). Aujourd’hui, nous relisons ces deux auteurs. Comme si les propos qui semblaient il y a dix ans vidés de toutes matérialités sociales prenaient un certain sens. Celui que nous voulons bien leur donner.

*local involvements and their recombination across larger spans of time and space* »<sup>556</sup>. Le rêve hollywoodien pour la ville de Louxor s'inscrit pleinement dans des logiques de *disembedding/embedding* celle d'une mise en connection des territoires utiles du pays à la production économique mondialisée. *Disembedding* : un Egyptien lambda, non membre de la « communauté touristique » *gounawy*, doit obtenir un laissez-passer auprès de la police pour entrer dans le complexe de al-Gouna, tout comme les ouvriers et employés doivent posséder une autorisation d'entrer dans la ville de Sharm al-Shaykh. A Louxor, les hôtels et complexes touristiques fonctionnent tout autant comme des îlots protégés de production et de consommation, où les employés autochtones sont relégués aux activités subalternes, et les postes décisionnels, occupés par l'Autre (du Caire et d'ailleurs). *Embedding* : ces enclaves de l'efficacité économique et de la consommation moderne sont enchâsser (ou visent à l'être) à l'économie-monde, où monde des affaires et monde du développement, investisseurs et haut-fonctionnaires internationaux, partagent les mêmes vues et parfois les mêmes postes, à l'instar de l'ancien ministre du Tourisme, Fuâd Sultân, successivement et parfois simultanément, homme de la finance, ministre et expert au FMI. Le savoir-faire des grands groupes touristiques (TUI l'allemand, Accor, le français) côtoient les pétrodollars des sociétés immobilières de Dubaï et d'Arabie Saoudite pendant que les grands projets de modernisation du pays s'accompagnent d'une inflation d'expertise financée par les agences internationales de développement qui contractent les firmes privées de la consultance.

Or, ce projet de modernité suppose de souscrire à un cahier des charges spécifiques : la réorganisation des modes de production à l'échelle nationale, la professionnalisation des agents économiques et la rationalisation des institutions conformément aux règles imposées, mais encore la mise en place de programmes d'aménagement de grandes échelles, en vertu d'une politique des bailleurs de fonds internationaux qui consistent à accorder des enveloppes globales et sectorielles de financement (chiffrées en plusieurs millions de dollars), dont la gestion est déléguée aux agences gouvernementales et l'exécution des projets, à des agences de consultance, parfois nationales, mais le plus souvent étrangères<sup>557</sup>. Compétences,

---

<sup>556</sup> URRY, John. *Consuming Places*. London, Routledge, 1995, p. 144.

<sup>557</sup> Plus des deux tiers de l'aide américaine au développement (agence USAID) est redistribuée auprès d'agences de consultance américaines. Ceci est vrai en Egypte, mais aussi dans tous les pays de la région. Peut-on ici évoquer l'anecdote suivante : en Jordanie, l'agence USAID a conduit un programme de réhabilitation des petites unités hospitalières, avec un volet importante de construction. Les matériaux étaient tous importés via des firmes américaines, dont notamment le sable. Le chef de projet, américain mais non moins scandalisé, démissionna.

importées et éventuellement absorbées, aménagement, flux de capitaux : la machinerie touristique (processus de touristification) s'inscrit dans une conception techno-politique de recherche de solution économique que les agences financières internationales ont modélisés au travers de programme d'ajustement structurel et de réformes économiques, et auxquels ont largement souscrit les dirigeants égyptiens.

Tourisme et modernité sont, selon John Urry, intrinsèquement liés, et participent d'une histoire commune et singulière des sociétés industrialisées (post-fordisme). Aujourd'hui, dans un contexte d'interdépendance économique mondial (globalisation), cette articulation tourisme/modernité devient paradigmatique d'un projet de société et d'une volonté politique de paraître au monde : « Montrez des gens comme nous, des gens modernes... pas des hommes en gallabya et à moustache », martèle un haut-fonctionnaire du ministère du tourisme devant l'équipe étrangère chargée de la stratégie marketing et communication de l'Egypte sur le marché international. Lorsque dans la revue *Relations Internationales*, il est écrit que le tourisme est un instrument de la domination occidentale (ce qui en fait aux yeux de certains un objet digne du politiste), nous parlerions plutôt de vecteur des représentations dominantes largement reprises par ces processus d'indigénéisation qu'évoque Appadurai<sup>558</sup>. Ou dirions nous encore que les Etats souscrivent à la conception qualifiée d'occidentale de ce que doit être la Nation. Que ces représentations soient historiquement ancrées et forgés dans des contextes occidentaux, c'est une chose... Force est de convenir qu'elles animent aussi les élites politiques et économiques nationales dans leur volonté d'édifier un Etat-Nation moderne, en prise avec la mondialisation et ses règles, conforme à la doxa développementaliste, et qui sert directement les intérêts mêmes de ces élites : contrôler les population ; quadriller le territoire ; maximiser les rendements des secteurs stratégiques en territoire utile balisé ; ces archipels de la mondialisation ne sont-ils pas « *also tied to the relationship between nations and states* ». La question mérite d'être posée.

Le « tourist gaze », est, nous dit John Urry, situé au cœur du fonctionnement de la machine économique touristique laquelle relève de ces dispositifs de mise en oeuvre des

---

<sup>558</sup> APPADURAI, Arjun. « Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy ». FEATHERSTONE, Myke (ed.) *Global Culture; Nationalism, Globalization and Modernity*. London, Sage Publications, 1990, p. 295-309.



projets moderniste<sup>559</sup>. Mais il n'est plus exclusif au touriste étranger, il est aussi partagé par une part de la population égyptienne suffisamment importante pour constituer un marché. La machinerie touristique est en mesure à la fois de fabriquer de l'irréalité et de mettre en scène une représentation de l'authenticité, qui modèle et recompose (*manufacture and reshape*, dirait-on en anglais) les paysages ; authenticité d'un Etat-Nation égyptien représenté et promu au prisme de son histoire pharaonique<sup>560</sup> : décors de péplum, par *commodification* du monument antique, placée au service de l'imagerie nationale (l'Egypte dans le concert international des Nations) impose la fixation du vivant, dans une logique de « zoning » qui caractérise les projets urbanistes de la ville américaine de la côte ouest depuis les années vingt. La distinction utilitariste des territoires et des populations au vu de leur performance économique ont ainsi créé des « *univers parallèles* », où certains sont de réels « *trous noirs de données et de médias* », dépourvus de tout aménagement de base, là même où « *une armée d'employés de service mal payés [...] font tourner la machinerie de l'irréalité* »<sup>561</sup>.

N'est-ce pas ce même phénomène de ségrégation économique et sociale qui est à l'oeuvre à Louxor, sur ses deux rives, et plus largement, dans les zones stratégiques de développement, porté notamment par le tourisme ou les secteurs de production industrielle off-shore (la nouvelle ville de 6 Octobre, par exemple), où les quartiers résidentiels de luxe ont érigé des murs de séparation avec les quartiers générés par la présence d'une main d'œuvre bon marché attirée par les usines qui produisent presque exclusivement pour l'exportation (textile ou automobile). A Louxor, et à Gurna tout particulièrement, mais aussi à plus grandes échelles (en termes de populations, d'infrastructures et d'investissements financiers) dans les stations balnéaires de la Mer rouge, il s'agit bien de reléguer les populations aux périphéries des circuits de distribution de la rente touristique, dont nous avons montré combien ils étaient historiquement et organiquement ancrés dans l'organisation

---

<sup>559</sup> URRY, John. *Consumming Places*. London, Routledge, 1995, p. 143. URRY, John. *The Tourist Gaze*. London, Sage, 1990. GIDDENS, Anthony. *The Consequences of Modernity*. London, Polity, 1990.

<sup>560</sup> A ce titre, il est peut-être intéressant d'observer une relative renaissance du pharaonisme architectural dans les bâtiments les plus symboliques du pouvoir d'Etat : la haute-cour constitutionnelle sur les berges du Nil, le Fonds social de développement, chasse-gardée de la femme du président, et lieu de transition d'une large partie de l'aide internationale au développement, mais aussi les postes de frontières de gouvernorats, portes monumentales plantées dans le désert au milieu de rien.

<sup>561</sup> DAVIS, Mike. *Au-delà de Blade Runner. Los Angeles ou l'imagination du désastre*. Paris, Editions Allia, 2006, p. 77.

socioéconomique locale, combien ils participaient de compétences accumulées sur plusieurs générations.

La dé-territorialisation, « *one of the central forces of the modern world* »<sup>562</sup>, est un terme que l'on applique spontanément aux enclaves de développement touristique du littoral égyptien. Nous tendons à penser que ces enclaves de la consommation mondialisée constituent aussi des espaces interstitiels d'individuation et de cohabitation des valeurs, à défaut de conciliation. C'est à la marge désertique qu'ils se situent, en des lieux créés ex-nihilo et sécurisés, qui favorisent l'entre soi. Ils sont aussi, par la force des choses et des contacts des clientèles, des lieux d'échanges et de négociation des identités qu'ils conviendraient d'observer sans qu'il faille nécessairement mettre en opposition le bikini et le voile, mais plutôt en se posant la question du possible d'une telle coexistence des genres. C'est un thème, par parenthèse, que nous soumettons à discussion, mais qui nous ramène aux observations d'un haut-lieu comme Louxor, où les trajectoires observées d'individus et de groupes montrent que les processus d'individuation sont surtout à l'œuvre en territoire mixte, où la promiscuité touristique met en relation des mondes que l'aménageur, le politicien, l'expert ou l'entrepreneur de moral veulent différencier, et permet, à l'instar de ces hommes et de ces femmes impliqués dans le tourisme (guides, gigolos et autres), de défier les règles d'une société aux hiérarchies lourdes. A Louxor, ces processus sont anciens, comme nous l'avons montré, bien antérieurs aux grands chantiers de la libéralisation. Quoi de plus légitime par conséquent à revendiquer la pérennisation de leur participation à la machinerie touristique et de continuer d'en partager les bénéfices, comme l'ont exprimé les Gurnawy, ces invisibles d'une mondialisation à l'oeuvre au village bien avant la consécration des études sur le sujet. Les politiques d'aménagement engagées par les autorités centrales depuis une quinzaine d'années sont d'autant plus mal perçues et accueillies qu'elles répondent à des logiques de monopole et de concentration (pouvoir et capitaux), de quadrillage sécuritaire du territoire et de populations dont on postule la récalcitrance et la violence tout en niant leur histoire et leur contribution à la production d'un haut-lieu érigé en patrimoine de l'humanité.

En Egypte, celle-ci est généralement évoquée lorsqu'elle émane des populations – à l'instar d'un incendie criminel (Gurna, en 1950), d'une « jacquerie » (Gurna, 1998), ou d'un

---

<sup>562</sup> APPADURAI, Arjun. « Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy ». FEATHERSTONE, Myke (ed.) *Global Culture; Nationalism, Globalization and Modernity*. London, Sage Publications, 1990, p. 295-309.

détournement d'avion (Louxor, 1996), mais n'est jamais analysée comme une potentielle conséquence, d'une autre violence exercée sur ces mêmes populations, à savoir celle d'un Etat qui décide, à un moment, de prendre le contrôle de ses provinces, comme de ses quartiers informels du Caire<sup>563</sup>. Dans le sud Sinaï, en moins de quinze ans, la relégation sociale, économique, politique et culturelle des populations bédouines -expropriation foncière, programmes de sédentarisation, contrôle militaire et policier, construction d'un mur autour de la ville de Sharm al-Shaykh, par ailleurs résidence quasi permanente de la présidence<sup>564</sup>, permet d'expliquer, au moins en partie, le profond ressentiment des populations locales à l'égard d'un appareil d'Etat omnipotent au plan sécuritaire et économique (police, armée et investisseurs du Caire)<sup>565</sup>, et totalement absent dans ses prérogatives élémentaires de garant du bien être de ses administrés<sup>566</sup>.

Reprenons un instant Giddens et sa définition de la modernité. Le sociologue britannique place au coeur du processus de désenclassement (*disembedding*) une notion-clé, celle de confiance, qu'Urry reprend dans son analyse de l'industrie touristique : « *Such disembedding depends upon trust; people must have faith in the institutions of processes of which they possess only limited knowledge* »<sup>567</sup>. Or la notion s'applique (et est analysée) là où le regard du touriste rencontre celui de l'expert (le professionnel du tourisme). Cette notion est en revanche totalement absente de l'analyse des dispositifs de *disembedding* qui sous-tendent la mise en œuvre de projets d'aménagement touristique, là où le regard du touriste croise celui du professionnel, mais surtout celui de l'expert en développement, de l'homme politique ou de l'ingénieur des ministères du Caire. Leur projet de modernité conduit à

---

<sup>563</sup> HAENNI, Patrick. *Banlieues indociles ? Sur la politisation des quartiers péri-urbains du Caire*. Thèse de doctorat préparé à l'institut d'Etudes Politiques de Paris, sous la direction de Mr Leca, mars 2001.

<sup>564</sup> Ce mur est plus qu'un symbole lorsque l'on sait la porosité du conflit israélo-palestinien en terre du Sinaï. Ce mur fut initié en décembre 2005, enserrant complètement la ville de Sharm al-Shaykh, ouvert en trois points de contrôle. Une campagne de presse particulièrement virulente mit en demeure le projet.

<sup>565</sup> « Nous avons connu dans le Sinaï quatre types de colonisation : britannique, égyptienne, israélienne, de nouveau égyptienne, et désormais, celle de Sawiris et des hommes d'affaires du Caire ». Propos recueilli auprès d'un Bédouin propriétaire d'un camp touristique situé entre Taba et Nuweiba, juin 2006.

<sup>566</sup> Notre interrogation du rapport Etat et société locales s'est un temps déplacé vers le Sinaï. *Egypt's Sinai Question*. International Crisis Group, Middle East/North Africa Report n° 61, 30 January 2007, online at: <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4635&l=1>

<sup>567</sup> URRY, John. *Consuming Places*. London, Routledge, 1995, p. 143.

produire l'effet inverse des objectifs annoncés, notamment en matière de solution au mal développement : d'un côté, nous assistons à une plus grande précarisation des populations les plus vulnérables, officiellement bénéficiaires des programmes engagés, par le démantèlement des réseaux locaux de distribution des richesses produites (rente touristique), de l'autre, une re-centration des pouvoirs économiques et politiques. A Louxor et en Egypte, dans les rapports entre Etat central et sociétés locales, ce principe de confiance, qui semble fondamental dans la mise en œuvre de tout projet d'aménagement, est absent, remplacé par celui de la peur et par l'usage organisé de la force (nécessaire à l'application des mesures annoncées) : la corniche de Louxor est l'une des plus surveillée par les agents en civil de la sécurité égyptienne ; la ville de Sharm al-shaykh est une véritable forteresse. Evoquons encore cette « taxe » policière de 22,5 livres égyptiennes imposée sur la rive ouest de Louxor durant un temps, quelques mois après l'attentat du temple en novembre 1997, de manière complètement injustifiée *a priori*, au point de contrôle sur une route qu'aucun touriste n'emprunte.

Pour autant, et c'est là des thèmes qui nous semblent intéressants de creuser, nous observons au sein de ces même processus, l'émergence de groupes intermédiaires d'entrepreneurs, politiques et/ou économiques, dont la fonction de « brookers » consistent à établir et rationaliser les jonctions entre local/national/global, ou pour reprendre une terminologie appadurienne, qui consistent à réajuster et contenir les effets de disjonctions de l'économie globale. La dé-territorialisation en cours à Louxor ne signifie pas moins d'Etat et Louxor a toujours été l'objet d'une attention particulière des autorités centrales. Plus encore, nous y observons une surenchère de décrets, de lois et d'annonces sur les modalités de gestion de cette région. Ainsi, le décret de 1989 a introduit encore plus d'Etat dans la conduite des affaires de la ville, dont l'affaire du pont montre le jeu de concurrence parfois féroce au sein même des agences gouvernementales (dans ce contexte, ministère du tourisme et service des antiquités), et combien la région relève avant tout de la compétence de celles-ci. Pour autant, les incohérences juridiques et administratives conséquentes de décisions centralistes ont aussi créé des brèches dans un système administratif rigide et fermé. Un shaykh Tayyib a su s'y glisser, opportunément, en jouant localement de son capital social pour obtenir le droit de siéger à la table des négociations, comme d'autres l'ont fait, de manière moins médiatique et sûrement beaucoup moins respectable.

Il nous semble que réside là, autour de la figure du shaykh et de ses stratégies stato-entristes via des institutions de représentation dont on sait l'inefficacité, une des modalités de cogestion politique d'un site consacré « patrimoine de l'humanité » qui fait la raison d'être d'une ville internationalisée depuis sa genèse il y a un siècle. Sans exclure du cadre l'intervention (sélective) d'un Etat qui se manifeste à ses administrés dans ses prérogatives les moins légitimes (coercition, corruption et collusion), ou qu'il soit le dernier avatar d'une domination verticale qui serait nécessairement occidentale, l'analyse des rapports entre Etat et sociétés locales suppose avant tout un ré-ajustement de la focale : décentrer le regard, abandonner le mode grand angle des approches de la démocratisation (ou de la « transitologie ») qui bloquent la mise au point (*focus*) sur des problématiques de nature de régime (autoritaire, pas autoritaire) et ne permettent nullement de saisir les dynamiques qui travaillent ces rapports. Il ne s'agit pas non plus de consacrer le « bas » comme lieu de la pluralité et de la diversité « horizontale » dans l'organisation de l'espace, des ajustements d'images et de représentations. Disséquer, c'est-à-dire observer en contexte les forces à l'œuvre, suivre les configurations et les associations changeantes qu'elles tissent, en abolissant les clivages d'analyse entre micro et macro, économie et politique, nation et globalisation, pour mieux montrer comment les frontières sont tracées, contestées, déplacées.

Les jeux de pouvoirs ont une matérialité inscrite dans les espaces, ces « *scapes* » qui sont déclinés par Appadurai et caractérisés par leur fluidité et l'irrégularité de leurs formes<sup>568</sup>, au sein desquels la gestion des choses, des hommes et du temps est une forme de politique qui n'est pas dessinée toujours ou seulement par le haut et/ou par les grandes forces matérielles, techniques et idéologiques. Il ne s'agit donc pas d'opposer Thomas Cook, Howard Carter, Hassan Fathy aux bédouins récalcitrants ou encore à ce vieux Gurnawy prêt au martyr pour rester sur la montagne, mais bien de comprendre la trame d'une négociation qui se fait aussi et d'abord par le « bas », non pas dans une démarche d'*indifférence irrévérencieuse à l'Etat*<sup>569</sup> mais par une intelligence politique à exploiter ses failles. Peut-être est-ce là le cœur de la question du maintien des régimes dits « forts » ou autoritaires : celle de savoir si les brèches inhérentes au système en place assurent leur pérennité ou annoncent leur déclin.

---

<sup>568</sup> APPADURAI, Arjun. « Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy ». FEATHERSTONE, Myke (ed.) *Global Culture; Nationalism, Globalization and Modernity*. London, Sage Publications, 1990, p. 297.

<sup>569</sup> COLONNA, Fanny. *Récits de la province égyptienne. Une ethnographie sud-sud*. Paris, Actes Sud, 2004.



## **Bibliographie**





## Ouvrages

- ABAZA, Mona. « Shopping Malls, Consumer Culture and the Reshaping of the Public Space in Egypt ». *Theory, Culture & Society*, vol. 18, n° 5, 2001, p. 97-122.
- ABDEL RAHMAN, Magdi. « Le Chevalier du cinéma égyptien ». *Chadi Abdel Salam, le Pharaon du cinéma égyptien*. Paris, Institut du Monde Arabe, 1996.
- ABDEL SHAHID, Shahira. *Hand in Hand: Privatizing Five-Star Hotels in Egypt Through the Stock Market Will Enhance the Latter's Role as Well as Set an Example of the Benefits that Could Be Gained from Privatisation*. Ph.D in Economics, Aston University, 1992.
- ABDUL QADER, Muhammad. « Preliminary Report on the Excavations carried out in the Temple of Luxor ». *Annales du Service des Antiquités*, 1959-1960, n°60, tome II, p. 227-279.
- ABRAM, Simone, WALDREN, Jacqueline & MACLEOD, Donald (eds.). *Tourists and Tourism, Identifying with People and Places*. Oxford/New York, Berg, 1997.
- AISNER, Pierre. *La ruée vers le soleil, le tourisme à destination du Tiers-Monde*. Paris, L'Harmattan, 1983.
- ALI, Dina. *Case Study of Development of the Peripheral Coastal Area of South Sinai in Relation to its Bedouin Community*. Thesis submitted to the Faculty of the Virginia Polytechnic Institute and State University for the degree of Master of Urban and Regional Planning, 1998.
- ALLEAUME, Gislaine & DENIS, Eric. « L'Égypte à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle : pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes ». DAKHLIA, Jocelyne (ed.) *Urbanité arabe. Hommage à Bernard Lepetit*. Paris, Sindbad, 1998, p. 225-256.
- ALNENG, Victor. « 'What the Fuck is a Vietnam?' Touristic Phantasms and the Popcolonization of (the) Vietnam (War). *Critique of Anthropology*, vol. 22 (4), 2002, p. 461-489.
- ALSAYYAD, Nezar (dir.). *Consuming Tradition, Manufacturing Heritage: Global Norms and Urban Forms in the Age of Tourism*. London, Routledge, 2001.
- AMAR, Paul & SINGERMAN, Diane (ed.). *Cairo Cosmopolitan*. Cairo, American University in Cairo Press, 2005.
- AMIR, Yehuda & BEN ARI, Rachel. « International Tourism, Ethnic Contact and Attitude Change ». *Journal of social issues*, 1985, p. 105-117.
- AMIROU, Rachid. « Le tourisme comme objet transitionnel ». *Espaces et Sociétés*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 149-161.
- AMIROU, Rachid. *Imaginaire du tourisme culturel*. Paris, PUF, 2000.
- ANDERSON, Benedict. *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La Découverte, 1996 (1983 pour l'édition originale).
- APOSTOLOPOULOS, Yorgis & LEIVADI, Stella (ed.). *The Sociology of Tourism: Theoretical and Empirical Investigations*. London, Routledge, 2002.
- APPADURAI, Arjun. « Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy ». FEATHERSTONE, Myke (ed.) *Global Culture; Nationalism, Globalization and Modernity*. London, Sage Publications, 1990, p. 295-309.
- APPADURAI, Arjun. « Introduction : Commodities and the Politics of Value ». *The Social Life of Things. Commodities in Cultural Perspective*. Cambridge, Cambridge University Press, 1986, p. 3-63.
- APPADURAI, Arjun. « The Past as a Scarce Resource ». *Man (new series)*, vol. 16, n° 2, 1980, p. 201-219.

- ARCHE, Bernard. « The uses and the abuses of multiplier ». GEARING, SWART, VART (Eds) *Planning for tourism development*. New York, Proeser, 1976.
- ASCHER, François. *Tourisme, sociétés internationales et identité culturelle*. Paris, UNESCO, 1984.
- ASHWORTH, Gregory John & LARKHAM Peter (ed.). *Building a new Heritage: Tourism, Culture and Identity in the New Europe*. London, Routledge, 1994.
- ASSAAD, Fawzia. *La Grande maison de Louxor*. Paris, l'Harmattan, Lettres Arabes, 1992.
- ATHANASI, Giovanni d'. *A Brief Account of the Researches and Discoveries in Upper Egypt*. London, John Hearne, London, 1836.
- AZIZ, Heba. « Understanding Attacks on Tourists in Egypt ». *Tourism Management*, vol. 16, n° 2, 1995, p. 91-95.
- BAER, Gabriel. *History of Land Ownership in Modern Egypt 1800-1950*. London, Oxford University Press, 1962.
- BEHBEHANIAN, Laleh. *The Production, Performance and Articulation of Masculinities in Dahab, South Sinai*. Thesis (M.A.), the American University in Cairo, submitted to the department of Sociology and Anthropology, 2000.
- BEHDAD, Ali. « Orientalist tourism ». *Peuples méditerranéens*, n° 50, janvier-mars 1990.
- BELLI, Miriam. « Le Moment 1967 : de la colère, des illusions et de la phase finale de la lutte ». *Egypte/Monde Arabe, L'Egypte dans le siècle*, n°4-5, nouvelle série 2/2000, 1/2001.
- BELZONI, Giovanni Battista. *Voyages en Égypte et en Nubie... suivis d'un voyage sur la côte de la mer Rouge et à l'oasis de Jupiter Ammon*. Paris, Hachette, 1975 (1821 pour l'édition originale).
- BERCHET, Jean-Claude. *Le voyage en Orient, anthologie des voyageurs français dans le Levant au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Laffont « Bouquins », 1985.
- BERQUE, Jacques. « Qu'est-ce qu'une tribu nord-africaine ». FEBVRE, Lucien. *Mélanges*. Paris, Armand Colin, tome 1, 1952, p. 261-271.
- BINDER, Leonard. *In a Moment of Enthusiasm. Political Power and the Second-Stratum in Egypt*. Chicago, University of Chicago, 1978.
- BERQUE, Jacques. *Impérialisme et révolution*. Paris, Gallimard, 1967.
- BOUTALEB, Assia, FERRIE, Jean-Noël, REY, Benjamin (ed.). *L'Autoritarisme dans le monde arabe*. Le Caire, Cedej, 2005.
- BOYER, Marc. « Comment étudier le tourisme ? ». *Ethnologie Française*, vol. 33, n° 3, juillet-septembre 2002, p. 393-404.
- BRENDON, Piers. *Thomas Cook, 150 Years of Popular Tourism*. London, Secker and Warburg, 1991.
- BRUNER, Edward. « The Ethnographer/Tourist in Indonesia ». LANFANT, Marie-Françoise, ALLCOCK, John & BRUNER, Edward. *International Tourism. Identity and Change*. London, Sage, 1995, p. 224-241.
- BUDGE, E.A. Wallis. *The Nile. Notes for Travellers in Egypt*. London, Thomas Cook and Son, 1893
- BURNS, Peter. « Tourism Planning. A Third Way? ». *Annals of Tourism Research*, vol. 31, n° 1, 2004, p. 24-43.
- BURNS, Peter. *Tourism and Employment : Reflections, Problems and Prospects with Case Studies from two Developing Countries*. London, University of North London Press, 1994.
- BUSH, Ray (ed.). *Counter-Revolution in Egypt's Countryside. Land and Farmers in the Era of Economic Reform*. London, Zed Books, 2002.
- BUTLER, Richard & PEARCE, Douglas (ed.). *Change in Tourism. People, Places, Processes*. London, Routledge, 1995.

- BUTLER, Richard & PEARCE, Douglas. *Tourism Research. Critiques and Challenges* (ed.). London, Routledge, 1993.
- BUZARD, James. *The Beaten Track: European Tourism, Literature and the Ways to Culture 1800-1918*. Oxford, Clarendon Press, 1993.
- CATTAUI Pacha Joseph (dir.). *L’Egypte. Aperçu historique et géographique, gouvernement et institutions, vie économique et sociale*. Le Caire, Institut Français d’Archéologie Orientale, 1926, chapitre « le tourisme », p. 409-452.
- CAZES Georges, LANQUAR, Robert & RAYNOUARD Yves. *L’Aménagement touristique*. Paris, PUF « Que sais-je? », 1986.
- CAZES, Georges. « Tourisme et relations internationales, perspective du dernier demi-siècle ». *Relations Internationales*, n°102, été 2 000, p. 233-245.
- CAZES, Georges. *Fondements pour une géographie du tourisme et des loisirs*. Paris, Bréal, 1992.
- CAZES, Georges. *Les Nouvelles colonies de vacances, le tourisme international à la conquête du Tiers-Monde*. Paris, L’Harmattan, 1989.
- CAZES, Georges. *Tourisme et Tiers-Monde, un bilan controversé*. Paris, L’Harmattan, 1992.
- CHAMBERS, Erve. *Tourism and Culture. An Applied Perspective*. New York, University of New York (Sunny Series in Advances in Applied Anthropology), 1997.
- CHATELARD, Géraldine. « Carnet de route de Jordanie. De la recherche de terrain à l’expérience de médiation ». CEFAL, Daniel & AMIRAUX, Valérie. « *Les risques du métier. Engagement problématique en sciences sociales* ». *Culture et Conflit*, n°47 3/2002, p. 145-170.
- CHATELARD, Géraldine. « Place and Culture in touristic Wadi Ramm, Southern Jordan. Issues of Representations, Social Change, Knowledge and Power ». LATTE, Abdallah (dir.). *Représentation et construction de la réalité sociale en Jordanie et en Palestine*. Beyrouth, Cermoc, 2002. Article disponible sur [www.geocities.com/wadirumforum/](http://www.geocities.com/wadirumforum/)
- CHEONG, So-Min & MILLER, Marc. « Power and Tourism. A Foucauldian Observation ». *Annals of Tourism Research*, vol.27, issue 2, April 2000, p. 371-390.
- CHIH, Rachida. *Le Soufisme au quotidien. Confréries d’Egypte au XXè siècle*. Avignon, Actes Sud, 2000.
- CHIH, Rachida. *Soufis et confrérie mystique dans l’Egypte contemporaine. Transmission de la culture religieuse et appropriation sociale de l’espace*. Thèse de doctorat, Université de Provence, Aix-Marseille 1, 1996.
- CHIH, Rachida. « Abu-l-Hajjâj al-Uqsûrî, saint patron de Louqsor. *Egypte/Monde Arabe*, Le Caire, CEDEJ, n°14, 1993, p. 67-78.
- Cinq semaines en Egypte. Alexandrie, Le Caire, Thèbes, Assouan. Notes de voyage*. Paris, Imprimerie Fortin et Cie, 1903.
- CLANCY, Michael. « Tourism and Development, Evidence from Mexico ». *Annals of Tourism Research*, vol. 26, n°1, 1999, p. 1-20.
- CLEMENT, Anne. *Sa’ad Zaghlûl : « lieu de mémoire » du nationalisme égyptien*. Le Caire, CEDEJ, collection 15/20, 2005.
- COHEN, Erik. « Contemporary tourism. Trends and Challenges. Sustainable authenticity or contrived post-modernity ». BUTLER, Richard & PEARCE, Douglas (ed.). *Change in Tourism. People, Places, Processes*. London, Routledge, 1995, p. 12-29.
- COLE, Donald & ALTORKI, Soraya. *Bedouin, Settlers and Holiday-Makers. Egypt’s Changing Northwest Coast*. Cairo, The American University in Cairo Press, 1998
- COLOMBES, Marcel. *L’Evolution de l’Egypte, 1924-1950*. Paris, G. P. Maisonneuve, 1951.
- Comment visiter l’Egypte*. Paris, Hachette, 1911-1912.
- COLONNA, Fanny. *Récits de la province égyptienne. Une ethnographie sud-sud*. Paris, Actes Sud, 2004.

- CONFAVREUX, Joseph & ROMANO, Alexandra. *Guide Egypte. Société, histoire et culture*. Paris, La Découverte, Les guides de l'état du monde, 2007.
- COUDOUGNAN, Gérard. *Nos Ancêtres les Pharaons. L'histoire pharaonique et copte dans les manuels scolaires égyptiens*. Le Caire, CEDEJ, 1988.
- COURY, Ralph. « The Politics of the Funeral : the Tomb of Saad Zaghlul ». *Journal of the American Research Center in Egypt*, n°29, 1992, p. 191-200.
- CURY, Alexander. *Luxor : How to see it*. Editions inconnues, 1965.
- DAHER, Rami (ed.). *Tourism in the Middle East. Continuity, Change and Transformation*. Clevedon, View Publications, 2006.
- DARESSY, Georges. *Notices explicatives des ruines du temple de Louxor*. Service des antiquités de l'Egypte. Le Caire, Imprimerie nationale, 1893.
- DAVID, Hélène. *Gaston Maspero, 1846-1916. Le gentleman égyptologue*. Paris, Pygmalion, 1999.
- DAVIS, Mike. *Au-delà de Blade Runner. Los Angeles ou l'imagination du désastre*. Paris, Editions Allia, 2006.
- DE KADT, Emmanuel. *Tourisme, passeport pour le développement*. Paris, Unesco/Banque Mondiale, 1979.
- DELCROIX, M. M. « L'Institution municipale en Egypte ». *L'Egypte contemporaine*, n°13, 1922, p. 278-321.
- DENECE, Eric & MEYER, Sabine. *Tourisme et terrorisme. Des vacances de rêve aux voyages à risque*. Paris, Ellipses, 2006.
- DENIS, Eric (ed.) *Vers l'Ecouménopolis ? Villes et urbanisation des provinces égyptiennes*. Paris, Karthala, Cedej, 2006.
- DENIS, Eric. « Specters of Risk, Enclaves of Affluence: The Deserts of the Liberalized Megacity ». AMAR, Paul & SINGERMAN, Diane (ed.) *Cairo Cosmopolitan*. Cairo, The American University in Cairo Press, 2005.
- DENIS, Eric. « La mise en scène des 'ashwaiyyât. Premier acte : Imbabâ, décembre 1992 ». *Egypte Monde Arabe*, n° 20, 4è trimestre 1994 (ancienne collection), p. 117-132.
- DEPAULE, Jean-Charles. « Un architecte égyptien contemporain, Hassan Fathy (1900-1989) ». DAKHLIA, J. (dir.), *Créations artistiques contemporaines en pays d'islam, des arts en tension*. Paris, Kimé, 2006, p. 633-644.
- DESROCHES NOBLECOURT, Christiane. *La Grande Nubiade. Le parcours d'une égyptologue*. Paris, Editions Stock, 1992.
- DIKSTRA, Darrell. « Pyramids, Prophets and Progress: Ancient Egypt in the Writings of *Aly Mubârak* ». *Journal of the American Oriental Studies*, vol.114, n°1, 1994, p. 54-65.
- DREVET, Jean-François. « Les avènements du tourisme ». *Le plan Bleu*, Paris, Economica, 1986.
- DU CAMP, Maxime. *Le Nil. Egypte et Nubie*. Paris, Hachette, 1889 (cinquième édition), 1857 (pour l'édition originale).
- DUPRET, Baudoin (dir). *Le Phénomène de la violence politique : perspectives comparatistes et paradigme égyptien*. Le Caire, « Dossier du CEDEJ », Centre d'Etudes et de Documentations Economiques et Juridiques, 1994.
- DURAND, H. GOUIRAND, P. SPINDLER, J. *Economie et politique du tourisme*. Paris, Librairie du droit et de jurisprudence, 1994.
- Egypt Travel Magazine*, 1954-1964.
- Egypt. Handbook for travellers*. K. Baedeker. 1892
- Egypte*. Guides-Joanne. Paris, Hachette, 1900.
- Egyptian Directory*, 1917 et 1956.
- EL-GAWHARY, Karim. « Sex Tourism in Cairo ». *MERIP*, vol. 25, n° 5, September-October 1995, p. 26-28.

- EL-KADI, Galila. « La Genèse du patrimoine en Egypte, du monument au centre historique ». GRAVARI-BARBAS, M. & GUICHARD-ANGUIS, S. (dir.). *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2003.
- EL-MIKAWY, Noha. *The Building of Consensus in Egypt's Transition Process*. Cairo, AUC Press, 1999.
- ELOY, Michel. « L'Egypte, du fantasme à l'histoire ». *Cinémaction*, Corlet-Télérama, n° 89, 4<sup>e</sup> trim. 1998, p. 8-18.
- ENDERS, Walter, SANDLER, Todd & PARISE, Gerald. « An Econometric Analysis of the Impact of Terrorism on Tourism ». *KYKLOS*, 1992, p. 531-554.
- ESCWA (Economic and Social Commission for Western Asia). *The Impact of the Peace Process on Trade in Services: The Tourism Sector in the ESCWA Region, Case-studies of Egypt, Jordan and the West Bank and Gaza Strip*. New York, United Nations, 1998, 73 p.
- FAGAN, Brian. *L'aventure archéologique en Egypte, Chasseurs de trésors et grandes découvertes, pionniers célèbres, trafiquants et premiers voyageurs*. Paris, Pygmalion, 1981.
- FAHMY, Khaled. *All The Pasha's Men. Mehmed Ali, His Army and the Making of Modern Egypt*. Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- FAKRY, Ahmad. « Comptes-rendus des fouilles et explorations ». *Annales du service des antiquités*. Le Caire, 1947, p. 29-34.
- FATHY, Hassan. *Gurna, A Tale of Two villages*. Cairo, Prism Publications Offices. 1969 (réédition 1989).
- FISHER, James F. *Sherpas. Reflections on Change in Himalayan Nepal*. Berkeley, University of California Press, 1990.
- FOERTMAYER, Victoria. *Tourism in Graeco-Roman Egypt*. University of Princeton, Ph.D thesis in Egyptology, 1981.
- FOUAD, Neamat. « The Pyramids Plateau Project ». *Law & Social Change in Contemporary Egypt. Cairo Papers in Social Science*. Edited by Cynthia Nelson & Klaus Friedrich Koch. Cairo, The American University in Cairo Press, Vol.2, No.4, (July 1983), p.138-161.
- GALLAGHER, Nancy. *Egypt's Other Wars, Epidemics and the Politics of Public Health*. New York, Syracuse University Press, 1990.
- GAMBLIN, Sandrine. « Trois expériences égyptiennes de la rencontre touristique », *Autrepart*, revue de l'Institut de Recherche et de Développement, *Tourisme culturel, réseaux et recompositions sociales*, n°40, Décembre 2006.
- GAMBLIN, Sandrine. « Parcours dans une ville du Sud de l'Egypte : Tourisme, patrimoine et développement local », DENIS, Eric. (dir.). *Villes et urbanisation des provinces égyptiennes. Vers l'écouménopolis ?* Paris, Kathala/Cedej, 2006, p. 369-392.
- GAMBLIN, Sandrine. « Thomas Cook en Egypte et à Louxor : l'invention du tourisme moderne au XIX<sup>e</sup> siècle », *Teoros, Désirs d'Orient, le tourisme au Moyen Orient*, revue de l'Université de Québec, vol.25, n°2, été 2006, p. 19-25.
- GAMBLIN, Sandrine. « A Tale of Two Cities: Tourism and Heritage Management in Luxor », HOPKINS, Nicolas & SAAD, Reem. *Social and Economic Process in Upper Egypt*. Cairo, The American University in Cairo Press, Fall 2004, p. 267-284.
- GAMBLIN, Sandrine. « Le régime de Moubarak » et « Moubarak » (notice biographique), *Encyclopédie Universalis*, éditions 1999, 2000, 2005 et 2007.
- GAMBLIN, Sandrine (dir.). *Contours et détours du politique en Egypte. Les Elections législatives de 1995*. Paris, l'Harmattan, 1997.

- GAMBLIN, Sandrine. « Familles, pouvoirs et territoire. Les élections législatives de 1995 dans une circonscription de Haute Egypte ». GAMBLIN, Sandrine (dir.). *Contours et détours du politique en Egypte. Les Elections législatives de 1995*. Paris, l'Harmattan, 1997, p. 313-337.
- GAMBLIN, Sandrine. « Les reines égyptiennes en voyage au Japon. Réflexions sur l'usage du patrimoine ». *Egypte/Monde arabe*, n°20, 1994, p. 175-183.
- GARCIN, Jean-Claude. *Un centre musulman de la Haute-Egypte médiévale : Qûs*. Le Caire, IFAO, 1976.
- GARDINER, Alan and WEIGALL, Arthur. *A Topographical Catalogue of the Private Tombs of Thebes*. London: Bernard Quaritch, 1913.
- GERSHONI, Israel & JANKOWSKI, James. *Egypt, Islam and the Arabs. The Search for Egyptian Nationhood, 1900-1930*. New York/Oxford, Oxford University Press, 1986, p. 164.
- GERSHONI, Israel & JANKOWSKI, James. *Redefining the Egyptian Nation 1930-1945*. Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- GOBE, Eric. *Les Hommes d'affaires égyptiens et le pouvoir d'Etat : libéralisation économique et perspectives de démocratisation dans l'Egypte de l'ouverture (1974-1994)*. Thèse de doctorat, Aix en Provence, Institut d'Etudes Politiques, 1996.
- GRAY, Matthew. « Economic reforms, Privatization and Tourism in Egypt ». *Middle Eastern Studies*, vol. 34, n° 2, April 1998, p. 91-112.
- HABACHI, Labîb. « Clearance of the Area of the East of Luxor Temple and Discovery of Some Objects ». *Annales du service des antiquités*, Le Caire, 1951, p. 447-468.
- HAENNI, Patrick. *Banlieues indociles ? Sur la politisation des quartiers péri-urbains du Caire*. Thèse de doctorat préparé à l'institut d'Etudes Politiques de Paris, sous la direction de Mr Leca, mars 2001.
- HALL, Colin. *Tourism and Politics*. London, John Wiley and Sons Ltd, 1996.
- HALL, Colin. & JENKINS, John. *Tourism and Public Policy*. London, Routledge, 1995.
- HALL, Colin. *Tourism and Politics. Policy Power and Place*. New York, John Wiley and Sons, 1994.
- HALLOWAY, John. « The Guided Tour, A Sociological Approach ». *Annals of Tourism Research*, vol. 8 (3), 1981, p. 377-402.
- HANEN, Catherine. *Archéologie et vie urbaine*. Mémoire de travail de fin d'études, soutenu à l'Ecole d'architecture de Paris-La Villette et placé sous la direction de Bertrand de Tourtier, architecte et urbaniste, mai 1991.
- HARRISON, David (ed.). *Tourism and the Less Developed Countries*. New York, Halsted Press, 1992.
- HAZBUN, Waleed. « The State, Tourist Commodity Production and the Politics of Development in Jordan ». Communication, *Middle East Studies Association*, 33rd Annual Meeting, 1999 Nov. 19-22.
- HAZBUN, Waleed. « Tourism and the Politics of Reterritorialization in the Middle East ». *Précis* (MIT Center for International Studies), vol. XI, n° 2, spring 2002, p. 13-16.
- HELMY, Eman & COOPER, Chris. « An Assessment of Sustainable Tourism Planning for the Archaeological Heritage : the Case of Egypt ». *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 10, n° 6, 2002, p. 514-535.
- HEYKAL, Mohamed. *L'Automne de la colère. L'assassinat de Sadate*. Paris, Editions Ramsay, 1983.
- HILAL, Amal. « Les premiers égyptologues égyptiens et la réforme », ROUSSILLON, Alain (dir.) *Entre Réforme sociale et mouvement national. Identité et modernisation en Egypte (1882-1962)*. Le Caire, Centre d'Etudes et de Documentation Economiques et Juridiques, 1995.

- HOBBS, Joseph. « Speaking with People in Egypt's St Katherine National Park ». *The Geographical Review*, vol. 86, n° 1, July 1996, p. 1-21.
- HOPKINS, Nicholas. & WESTERGAARD, Kirsten. (ed.) *Direction of Change in Rural Egypt*. Cairo, The American University in Cairo Press, 1998.
- HOPKINS, Nicholas & SAAD, Reem (ed.). *Upper Egypt, Identity and Change*. Cairo, AUC Press, 2004.
- HUMBERT, Jean Marcel, PANFAZZI, Michael, ZIEGLER, Christiane (ed.). *Egyptomania. L'Egypte dans l'art occidental*. Paris, RMN, 1994.
- HUTTER, Michael & RIZZO, Ilde (ed.). *Economic Perspective on Cultural Heritage*. London, MacMillan Press, 1997.
- ILBERT, Robert. *Alexandrie, 1830-1930*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1996 (deux volumes).
- ICG, International Crisis Group, *Egypt's Sinai question*, Middle East Report n° 40, January 2007, <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4635&l=1>
- JAAKSON, Reiner. « Beyond the Tourist Bubble? Cruiseship Passengers in Port ». *Annals of Tourism Research*, vol. 31, N° 1, p. 44-60, 2004.
- JAFARI, Jafari. « Tourism and Political Science : Editorial ». *Annals of Tourism Research*, vol. 10, n° 3, 1983, p. 302-312.
- JUDD, Dennis & FAINSTEIN, Susan (ed.). *The Tourist City*. London, Yale University Press, 1999.
- KAPLAN, Flora (ed.) *Museums and the Making of 'Ourselves' : The Role of Objects in National Identity*. London, Leicester University Press, 1994.
- KARNOUK, Liliane. *Modern Egyptian Art 1910-2003*. Cairo, The American University in Cairo Press, 2005.
- KEPEL, Gilles. *Le Prophète et Pharaon. Aux sources des mouvements islamistes*. Paris, La Découverte, 1984.
- KHATER, A. *Le Régime juridique des fouilles et des antiquités en Egypte*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1960.
- KIENLE, Eberhard. *A Grand Delusion. Democracy and Economic Reform in Egypt*. New York, Tauris & Co, 2000.
- KINNAIRD, Vivian. *Tourism, a Gender Analysis*. New York, John Wiley and Sons, 1994.
- KIRSCHEN-BLATT, Barbara. *Destination Culture: Tourism, Museums, and Heritage*. Berkeley, University of California Press, 1998, 311 p.
- KNAFOU, Rémy, BRUSTON, Mireille (et autres auteurs). « Une approche géographique du tourisme ». *L'Espace Géographique*, n° 3, 1997, p. 193-204.
- KRIPPENDORF, Jost. *Les vacances et après ? Pour une nouvelle compréhension des loisirs et des voyages*. Paris, L'Harmattan, 1987.
- LAMY, Yvon. « Du Monument au patrimoine. Matériaux pour l'histoire politique d'une protection ». *Genèse*, n°11, mars 1993, p. 50-81.
- LANFANT, Marie Françoise, ALLCOCK, John & BRUNER, Edward (ed.) *International Tourism. Identity and Change*. London, Sage Publications, 1995.
- LANFANT, Marie-Françoise. « Le Tourisme dans le processus d'internationalisation ». *Revue internationale des Sciences Sociales*, 1980, p. 15-45.
- LANQUAR, Robert & HOLLIER, Robert. *Le Marketing touristique*. Paris, PUF « Que sais-je ? », 1986.
- LANQUAR, Robert. *Sociologie du tourisme et des voyages*. Paris, PUF Que sais-je ? 1990.
- LAW, Christopher. *Urban tourism. Attracting visitors to large cities*. London, Mansell, 1993.
- LEA, John. *Tourism and Development in The Third World*. London, Routledge, 1988.
- LECA, Jean & SHEMEIL, Yves. « Clientélisme et patrimonialisme dans le monde arabe ». *International Political Science Review*, vol. 4, n° 4, 1983, p. 455-494.

- LECA, Jean. « The Enduring Dialogue of Conflict and Order in a Changing World ». *International Political Science Review*, vol. 20, n° 1, 1999, p. 5-22.
- LEGRAIN, Georges. « Rapport sur les nouveaux travaux exécutés à Louqsor à l'ouest du temple d'Amon (octobre 1916-Mars 1917) ». *Annales du service des antiquités de l'Egypte*. Tome XVII. Le Caire. 1917. p. 55-58.
- LEGRAIN, Georges. *Fellah de Karnak (Haute-Égypte) : journalier, dans le système des engagements momentanés (d'après les renseignements recueillis sur les lieux de 1895 à 1900)*. Paris, secrétariat de la Société d'économie sociale, 1902.
- LEGRAIN, Georges. *Louxor sans les Pharaons*. Bruxelles/Paris, Vromant et C°. 1914.
- LEGRAIN, Georges. *Une famille copte en Haute-Egypte*. Bruxelles, Édition de la Fondation archéologique Reine Elisabeth (impr. de Vromant), 1945.
- LETURCQ, Jean-Gabriel. *Jeux de miroirs et orientalisme dans les arts de l'Islam. Le musée national de l'art arabe du Caire (1869-1914)*. Mémoire de DEA sous la direction de François Pouillon, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2004.
- LEVI (M.i.g). « Le Tourisme et la villégiature en Egypte, leur importance numérique et économique ». *L'Egypte Contemporaine*, Le Caire, janvier 1912 ; p. 257-281.
- LOTI, Pierre. *Le Désert*. Paris, Calman Levy, 1895.
- LOTI, Pierre. *La Mort de Philae*. Chap. « Louxor modernisé ». Paris, Calman Lévy, 1909.
- LOZATO-GIOTARD, Jean Pierre. *Géographie du tourisme*. Paris, Masson, 1993.
- MACCANNELL, Dean & LIPPARD, Lucy. *The Tourist: A New Theory of Leisure Class*. Berkeley, University of California Press, 1999.
- MACCANNELL, Dean. «Tourist Agency». *Tourism Studies*, vol 1, n° 1, p. 23–37, 2001.
- MACCANNELL, Dean. « Tourisme et identité culturelle ». *Communications*, 1986, p. 170-186.
- MACCANNELL, Dean. *A Theory of Leisure Class*. New York, Schocken Books, 1977.
- MACCANNELL, Dean. *Empty Meeting grounds. The Tourist Papers*. London, Routledge, 1992.
- MACLEOD, Donald. « Alternative Tourists on a Canary Island ». ABRAM, Simone, WALDREN, Jacqueline & MACLEOD, Donald (ed.). *Tourists and Tourism, Identifying with People and Places*. Oxford/New York, Berg, 1997, p. 129-147.
- MARTIN, François-René. « Le polythéisme des valeurs et la bureaucratie dans le culte moderne des monuments. Aloïs Riegl et Max Weber ». POULOT, Dominique (ed.). *Patrimoine et modernité*. Paris, l'Harmattan, 1998, p. 71-105.
- MASPERO, Gaston. « Les momies royales de Dêr-el-Bahari ». *Mémoires*, fascicule I, Tome IV. Le Caire, Institut Français Archéologie Orientale, 1889, p. 12-15.
- MASPERO, Gaston. *Guide du visiteur au Musée du Caire*. Le Caire, 1915.
- MASPERO, Gaston. *Ruines et paysages d'Égypte*. Paris, Payot, 2000 (1914 première édition).
- MATHIESON, Alister & WALL, Geoffrey. *Tourism, Economic, Physical and Social Impact*. London, Ed. Longman, 1982.
- MATTHEWS, Harry & RICHTER, Linda. « Political science and Tourism ». *Annals of Tourism Research*, vol. 18, n° 1, 1991.
- MAURER, Mechtild. *Tourisme, prostitution, sida*. Paris, L'Harmattan, 1992.
- MAYFIELD, James. *Local Government in Egypt. Structure, Process and the Challenges of Reform*. Cairo, The American University in Cairo Press, 1996.
- MESKELL, Lynn (ed.) *Archaeology Under Fire. Nationalism, Politics and Heritage in the Eastern Mediterranean and Middle East*. London, Routledge, 1998.
- MESKELL, Lynn. *Sites of Violence. Terrorism, Tourism and heritage in the Archaeological Present*. University of Columbia, University seminar on Historic Monuments and



- Sites, January 2001. Texte disponible sur [www.mcah.columbia.edu-usem2001/lmm\\_paper.pdf](http://www.mcah.columbia.edu-usem2001/lmm_paper.pdf)
- MEYER, Günter. « Economic Changes in the Newly Reclaimed Land ». HOPKINS, Nicholas & WESTERGAARD, Kirsten. *Directions of Change in Rural Egypt*. Cairo, The American University in Cairo Press, 1998.
- MICHEL, Franck (ed.). *Tourismes, touristes, sociétés*. Paris, L'Harmattan, 1998.
- MICHEL, Franck. *Tourisme, culture et modernité en pays Toraja, Sulawesi-sud, Indonésie*. Paris, L'Harmattan, 1997.
- MILLER, Catherine. « Une famille de Balyâna : entre ruralité et urbanité ». DENIS, Eric. *Vers l'Écouménopolis ? Villes et urbanisation des provinces égyptiennes*. Paris, Karthala, Cedej, 2006, p. 403-414.
- MIOSSEC, Jean Marie. « Le Tourisme en Tunisie : un pays en développement dans l'espace touristique international ». *Les Cahiers d'URBAMA*, n° 13, 1997, compte-rendu de thèse, p. 116-122.
- MIOSSEC, Jean Marie. « Tourismes et loisirs au Maghreb et au Moyen Orient : L'explosion d'un besoin ». TROIN, Jean François (dir.) *Maghreb Moyen Orient, Mutations*. Paris, SEDES, 1995, p. 251-290.
- MIOSSEC, Jean Marie. « Tourismes et loisirs de proximité dans le monde arabe. La primauté de l'urbain ». *Monde Arabe Maghreb Machrek*, premier trimestre 1994, p. 142-152.
- MITCHELL, Timothy. *Rule of Experts. Egypt, Techno-politics, Modernity*. Berkeley, University of California Press, 2002.
- MITCHELL, Timothy. « Making the Nation: The Politics of Heritage in Egypt ». ALSAYYAD, Nezar. *Consuming Tradition, Manufacturing Heritage: Global Norms and Urban Forms in the Age of Tourism*. London, Routledge, 2001, p. 212-239.
- MITCHELL, Timothy. « The Market's Place », HOPKINS, N. & WESTERGAARD, K. (ed.) *Direction of Change in Rural Egypt*. Cairo, The American University in Cairo Press, 1998, p. 19-40.
- MITCHELL, Timothy. « World's Apart. An Egyptian Village and the International Tourism Industry ». *MERIP*, vol. 25, n° 5, September-October 1995, p. 8-11.
- MITCHELL, Timothy. *Colonising Egypt*. Berkeley, University of California Press, 1991.
- MOHAMED, Ramadan, HETHERINGTON, Nigel, ABOUEL-ELA, Mohamed. *Valley of the Kings. Stakeholder consultation. Stage One. A survey by the Theban Mapping Project and the Social Research Centre*, the American University in Cairo, 2004.
- MORICONI-EBRARD, François. « De la crise du centralisme au triomphe des marges ». Introduction au dossier « Géographies de l'Égypte », *Egypte/Monde Arabe*, n° 22, 2<sup>e</sup> trimestre 1995, p. 11-42.
- MORTON, H.V. *Middle East. A Record of Travel in the Countries of Egypt, Palestine, Irak, Turkey and Greece*. London, Methuen, 1941.
- MOUSSA, Sarga. *La Relation orientale. Enquête sur la communication dans les récits de voyage en Orient (1811-1861)*. Paris, Klincksieck, 1995, Chapitre « L'invention du drogman ».
- MURRAY, John. *A Handbook For Travellers in Lower and Upper Egypt*. London, 1880.
- NAFICY, Yassy. *Assessing the Consequences of Tourism Development in the South Sinai, Egypt. Effects on Coral Reefs and Bedouin Culture*. Thesis (M.Sc.), University of Wales, submitted to the International Center for Protected Landscapes, 1998.
- NAOUM, Nabil. *Retour au temple*, Arles, Actes Sud, 1991 (roman).
- NASH, Denison. *Anthropology of Tourism*. Oxford, Pergamon, 1996.
- NASH, Dennison & SMITH, Valene. « Anthropology and Tourism ». *Annals of Tourism Research*, vol. 18, n° 1, 1991, p. 12-25.

- NASH, Dennison. « Tourism as an Anthropological Subject ». *Current Anthropology*, vol. 22, n° 5, Oct. 1981, p. 461-481.
- NASSER, Noha. « Planning for Urban Heritage Places: Reconciling Conservation, Tourism, and Sustainable Development ». *Journal of Planning Literature*, Vol. 17, No. 4 (May 2003).
- NELSON, Nina. *The History of Mena House Hotel. Cairo, Egypt*. Cairo, The Palm Press, 1997.
- NESS, Sally Ann. *Were Asia Smiles. An Ethnography of Philippine Tourism*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press. 2003.
- NEUMAYER, Eric. « The Impact of Political Violence on Tourism. Dynamic Cross-National Estimation ». *Journal of Conflict Resolution*, vol. 48, n°2, April 2004, p. 259-281.
- NORONHAT, Raymond. *Social and Cultural Dimensions of Tourism*. Washington, Rapport pour la Banque Mondiale, April 1979.
- NUNEZ, Theron. « Touristic Studies in Anthropological Perspective ». SMITH, Valene (ed.). *Hosts and Guests, Anthropology of Tourism*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1990, p. 265-280.
- O'CONNELL DAVIDSON, Julia. « The Sex Tourist, The Expatriate, His Ex-Wife and Her 'Other': The Politics of Loss, Difference and Desire ». *Sexualities*, 2001, Vol. 4(1), p. 5-24.
- OKACHA, Saroite. *Ramsès re couronné. Hommage vivant au Pharaon mort*. Le Caire, Dar al-Maaref, 1974.
- OZGUC, Nazmiye. « Le Développement du tourisme en Turquie ». *Travaux de l'Institut de géographie de Reims*, n° 65-66, 1992, p. 133-145.
- PAGE, Stephen. *Urban Tourism*. London, Routledge, 1995.
- PATIN, Valéry. *Tourisme et patrimoine en France et en Europe*. Paris, La Documentation Française, Notes et Etudes Documentaires, 1997.
- PAPATHEODOROU, Andreas. « Exploring the Evolution of Tourism Resorts ». *Annals of Tourism Research*, vol. 31, n° 1, 2004, p. 219-237
- PELEGGI, Maurizio. « National Heritage and Global Tourism in Thailand ». *Annals of Tourism Research*, vol. 23, n° 2, 1996, p. 432-448.
- PICARD, Michel. « Cultural Heritage and Tourist Capital: Cultural Tourism in Bali ». LANFANT, ALLCOCK & BRUNER. *International Tourism. Identity and Change*, 1995, p. 44-66.
- PICARD, Michel. *Bali, tourisme culturel et culture touristique*. Paris, L'Harmattan, 1992.
- POCOCKE, Richard. *A Description of the East and some Other Countries*. Volume the first. *Observations on Egypt*. London, éditions non mentionnées, 1743.
- POIRIER, Robert & WRIGHT, Stephen. « The Political Economy of Tourism in Tunisia ». *The Journal of Modern African Studies*, vol. 31, n° 1, 1993, p. 149-162.
- POULOT, Dominique (ed.). *Patrimoine et modernité*. Paris, l'Harmattan, 1998.
- POUTET, Hervé. *Images touristiques de l'Espagne. De la propagande politique à la promotion touristique*. Paris, L'Harmattan « Tourismes et sociétés », 1995.
- PRENTICE, Richard. *Tourism and Heritage Attractions*. London, Routledge « Issues in Tourism », 1993.
- PUIMEGE, G. de. « Introduction : tourisme et relations internationales ». *Relations Internationales*, n°102, été 2 000, p. 141-146.
- PY, Pierre. *Le Tourisme, un phénomène économique*. Paris, La Documentation Française, 1991, 156 p.
- RADI, Saâdia & DUMAS, Rachida. *Le Saint de la science et le saint de la vérité : enjeux de pouvoir et sainteté dans le Saïd*. Article non publié. 1998.

- RADWAN, Samir. « Employment and Unemployment in Egypt : Conventional Problems, Unconventional Remedies ». Cairo, *The Egyptian Center for Economic Studies*, Working Paper n°70, August 2002.
- RAITI, Lisa Anne. *Authenticity and Expectation: Tourism in Siwa Oasis*. Thesis (M.A.), the American University in Cairo, submitted to the department of Sociology and Anthropology, 2001.
- RASHED AL-DIN, Ahmed. *Public Participation in the Conservation of Historical Environments : A Case Study of Luxor City, Egypt*. Thèse de doctorat en architecture et urbanisme, University of York, Institute of Advanced Architectural Studies, England, 1994.
- RAUCH, Alain. « L'Orient dans l'essor du tourisme au XIX<sup>e</sup> siècle ». *Relations Internationales*, n°102, été 2 000, p. 161-172.
- RAUCH, André (ed.). « Touriste, autochtone : qui est l'étranger ? ». *Ethnologie Française*, vol. 33, n° 3, juillet-septembre 2002.
- REID, Donald. « Nationalizing the Pharaonic Past: Egypt, 1922-1952 ». JANKOWSKI, James & GERSHONI, Israel (ed.) *Rethinking Nationalism in the Arab Middle East*. New York, Columbia University Press, 1997, p. 127-149.
- REID, Donald. « Cultural Imperialism and Nationalism : the Struggle to define and control the Heritage of Arab Art in Egypt ». *International Journal of Middle East Studies*. Vol. 24, n° 1, February 1992, p. 57-76.
- REID, Donald. « Indigenous Egyptology. The Decolonization of a Profession ? ». *Journal of the American Oriental Society*, n°105, 1985, p. 233-246.
- REID, Donald. « Nationalizing the Pharaonic Past: Egypt, 1922-1952 ». JANKOWSKI, James & GERSHONI, Israel (ed.) *Rethinking Nationalism in the Arab Middle East*. New York, Columbia University Press, 1997, p. 127-149.
- REID, Donald. *Whose Pharaohs ? Archaeology, Museums and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*. Le Caire, The American University in Cairo Press, 2002.
- RHIND, Henry A. *Thebes : Its Tombs and their tenants. Ancient and Present*. London, Green Longman and Roberts, 1862.
- RICHTER, Linda. « After Political Turmoil: The Lessons of Rebuilding Tourism in Three Asian Countries ». *Journal of Travel Research*, vol. 38, August 1999, p. 41-45.
- RICHTER, Linda. « Political Instability and Tourism in the Third World ». HARRISON, David (ed.). *Tourism and the Less Developed Countries*. New York, Halsted Press, 1992, p. 36-45.
- RICHTER, Linda. « Tourism politics and Political Science. A Case of Not Benign Neglect ». *Annals of Tourism Research*, vol. 10, n° 3, 1983, p.313-335.
- RICOEUR, Paul. « Evénement et sens ». PETIT, Jean Luc (direction). *Raisons Pratiques. L'événement en perspective*. Paris, éditions de l'EHESS, n°2, 1991, p.°49.
- RIEGL, Alois. *Le Culte moderne des monuments. Son essence et sa genèse*. Paris, Seuil, 1984 (1903 première édition).
- RINGER, Greg (ed.). *Destinations. Cultural Landscapes of Tourism*. London, Routledge, 1998.
- RYZOVA, Lucie. *L'Effendiyya ou la modernité contestée*. Le Caire, Cedej, collection 15/20, 2004.
- ROBB, John. « Tourism and Legend, Archeology of Heritage ». *Annals of Tourism Research*, vol. 25, n° 4, 1998. p. 579-587.
- ROUSSILLON, Alain. « Entre Etat et islamistes radicalisés : les conditions de la reproduction de la violence politique en Egypte ». *Annuaire de la Méditerranée*, n°4, 1998.

- ROUSSILLON, Alain. « Republican Egypt Interpreted : Revolution and Beyond », DALY, Martin W. (ed.) *The Cambridge History of Egypt, vol. 2 : Modern Egypt from 1517 to the End of the Twentieth Century*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- ROUSSILLON, Alain (ed.). *Entre Réforme sociale et mouvement national. Identité et modernisation en Egypte (1882-1962)*. Le Caire, CEDEJ, 1995.
- ROUSSILLON, Alain. « Changer la société par le Jihad, « sédition confessionnelle » et attentats contre le tourisme : rhétorique de la violence qualifiée d'islamique en Egypte ». DUPRET, Baudoin (ed.). *Le Phénomène de la violence politique : perspectives comparatistes et paradigme égyptien*. Le Caire, « Dossier du CEDEJ », Centre d'Etudes et de Documentations Economiques et Juridiques, 1994, p. 295-319.
- ROWAN, Yorke & BARAM, Uzi. *Marketing Heritage : Archaeology and the consumption of the Past*. Walnut Creek, Calif., Alta Mira Press, 2004.
- RYAN, Chris & HALL, Michael. *Sex Tourism. Marginal People and Liminalities*. London, Routledge, 2001.
- RUSSO, Antonio Paolo. « The Vicious Circle of Tourism Development in Heritage Cities ». *Annals of Tourism Research*, vol. 29, n° 1, 2002, p. 165-182.
- SACAREAU, Isabelle. « Tourisme, sociétés de castes et changement social au Népal ». *Géographie et Cultures*, n° 22, 1997.
- SANMARTIN, Olivier. L'intégration du Sinaï à l'espace égyptien : processus, images et enjeux. Thèse de géographie, dirigée par P. Signole, Université de Tours, 1998.
- SATTIN, Anthony. *Lifting the Veil. British Society in Egypt 1768-1956*. London, J.M. Dent and Sons Ltd, 1988.
- SCHWARTZ, Rosalie. *Pleasure Land. Tourism and Temptation in Cuba*. Lincoln and London, Bison Books, 1999, 236 p.
- SEGUIN, Jacques. *L'Égypte et l'Arabie Saoudite : système, réseaux et interfaces autour de la Mer Rouge septentrionale*. Thèse de géographie sous la direction J. F. Troin, université de Tours, 1996.
- SHAFIK, Viola. *Arab Cinema. History and Cultural Identity*. Cairo, The American University in Cairo Press, 1998.
- SHARPLEY, Richard & TELFER, David (ed.). *Tourism and Development. Concepts and Issues*. Clevedon, Channel View Publication, 2002.
- SIMPSON, Caroline. « Modern Qurna –pieces of an historical jigsaw ». STRUDWICK, Nigel & TAYLOR, John (eds). *The Theban Necropolis: Past, Present and Future*. London, The British Museum Press, 2003. p. 244-249.
- SIMPSON, Caroline. « Qurna - who saw it where, when and why? ». Unpublished paper presented at the Fourth Biennial Conference of the Association for the Study of Travel in Egypt and the Near East (ASTENE), July 11-15, 2001.
- SIMPSON, Caroline. « Searching for the History of Qurna on Thebes ». Unpublished paper presented at the American Research Centre in Egypt (ARCE), Cairo, November 8, 2000.
- SINCLAIRE, Thea. *Gender, Work and Tourism*. London, Routledge, 1997.
- SMITH, Paul (ed.). *The History of Tourism. Thomas Cook and the Origins of Leisure Travel* (boxed set of four volumes). London, Routledge/ Thoemmes Press, 1998.
- SMITH, Valene (ed.). *Hosts and Guests, Anthropology of Tourism*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1990.
- SMITH, Valene. « Privatization in the Third-World : Small-scale tourism enterprises ». THEOBALD, William (ed.). *Global Tourism, The Next Decade*. Oxford, Butterworth & Heinemann, 1994, p. 163-173.

- SÖNMEZ, Sevil, APOSTOLOPOULOS, Yorgos & TARLOW, Peter. « Tourism in Crisis: Managing the Effects of Terrorism ». *Journal of Travel Research*, vol. 38, August 1999, p. 13-18.
- SÖNMEZ, Sevil. « Tourism, Terrorism and Political Instability ». *Annals of Tourism Research*, vol. 25, n° 2, 1998, p. 416-456.
- STAUTH, George. « Return to the Village : Patterns of Spirituals, Social and Spatial Relocations of Egyptian Intellectuals in the 1980s and 1990s ». *Working Paper 193*, Sociology of Development Research Center, University of Bielefeld, 1993.
- ST JOHN, Bayle. *Village Life in Egypt, with Sketches of the Said*. Deux volumes. Boston, Ticknor, Reed and Fields, 1853.
- ST JOHN, James. *Egypt and Nubia*. Edition non précisée. 1845.
- STEELE, James. *An Architecture for People. The Complete works of Hassan Fathy*. Cairo, The American University in Cairo Press, 1997.
- STEVENS, G.W. *Egypt in 1898*. Edinburgh/London, William Blackwood and Sons, 1898.
- STRUDWICK, Nigel. « Flood Damage in Thebes ». *The Biblical Archaeologist*, vol. 58, n° 2, June 1996, p. 116-117.
- TAGHER, Jacques. « Fouilles et antiquaires en Egypte au XIXè siècle ». *Cahier d'Histoire Egyptienne*. Le Caire, Al-Maaref, Série III, fasc. I, novembre 1950, p. 83-84.
- TASTEVIN, Philippe. « L'Autorickshaw en Egypte : une épopée provinciale ». DENIS, Eric (ed.). *Villes et urbanisation des provinces égyptiennes. Vers l'écoumènopolis ?*, Paris, Kathala/CEDEJ, 2006, p. 197-218.
- TASTEVIN, Philippe. *Alexandrie, une ville et ses ordures : Le propre et du sale dans la qualification des espaces urbains*. Mémoire de DEA (sociologie et anthropologie), université de Lumières-Lyon II, 2002.
- THEOBALD, William (ed.). *Global Tourism, The Next Decade*. Oxford, Butterworth & Heinemann, 1994.
- THORAVAL, Yves. *Regards sur le cinéma égyptien*. Paris, L'Harmattan, 1988.
- TISSOT, Louis. « Agences de voyages et conquêtes touristiques, 1850-1914 ». *Relations Internationales*, n°102, été 2 000, p. 185-199.
- TODOROV, Tzvetan. *Nous et les autres, la réflexion française sur la diversité humaine*. Paris, Seuil, 1989.
- TOHAMY, Sahar, SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Cairo, The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n°40; June 2000.
- TORYAMA, Junko. *Living with Family and Foreigners : Egyptian Female Tourist Guides' narratives on their family, work and identity*. M.A. Thesis submitted to the Dpartment of Sociology, Anthropology, Psychology and Egyptology, The American University in Cairo, May 2004.
- TRUONG, Thanh Dam. *Sex, Money and Morality. Prostitution and Tourism in Southeast Asia*. London, Zed Books, 1990.
- TUCKER, Hazel. « The Ideal Village: Interactions through Tourism in Central Anatolia ». ABRAM, Simone, WALDREN, Jacqueline & MACLEOD, Donald (ed.). *Tourists and Tourism, Identifying with People and Places*. Oxford/New York, Berg, 1997, p. 107-128.
- TULARD, Jean. « L'Egypte, mythe cinématographique ». LECLANT, Jean & al. *L'expédition d'Égypte, postérités et prospectives*. Paris, Palais de l'Institut, Paris, 1998.
- URBAIN, Jean Didier (dir.). « Tourisme et touristes ». *Sociétés*, n° 8, 1986.
- URBAIN, Jean Didier. *L'Idiot du voyage. Histoires de touristes*. Paris, Albin Michel, 1991.
- URBAIN, Jean Didier. *Sur la plage*. Paris, Fayard, 1994.
- URRY, John. *Consuming Places*. London, Routledge, 1994.

- URRY, John. *The Tourist Gaze. Leisure and Travel in Contemporary Societies*. London, Sage Publications, 1990.
- VAN DEN BERGHE, Pierre. *The Quest for the Other? Ethnic tourism in San Cristobal, Mexico*. Seattle / London, University of Washington Press, 1994.
- VAN DER SPEK, Kees. *Making a living from the City of Dead : History, Life and Work at al-Hurubāt in the Necropolis of Thebes, al-Qurna, Luxor*. PhD. dissertation, The Australian National University, Centre for Arab and Islamic Studies, Graduate Program in Political Science and International Relations in association with the Department of Archaeology and Anthropology, Canberra, 2004.
- VAR, Turgut, AP, John & VAN DOREN, Carlton. « Tourism and World Peace ». THEOBALD, William (ed.). *Global Tourism, The Next Decade*. Oxford, Butterworth & Heinemann, 1994, p. 27-39.
- VELLAS, François. *Economie et politique du tourisme international*. Paris, Economica, 1985.
- VIARD, Jean. *Penser les vacances*. Paris, Actes Sud, 1984.
- VINSON, Steve. « From Lord Elgin to James Henry Breasted: The Politics of the Past in the First Era of Globalization ». ROWAN, Yorke & BARAM, Uzi. *Marketing Heritage: Archaeology and the Consumption of the Past*. Walnut Creek, California, Alta Mira Press, 2004.
- VITALIS, Robert. « The Middle East on the Edge of the Pleasure Periphery ». *MERIP*, vol. 25, n° 5, September-October 1995, p. 1-27.
- VIVANT DENON, Dominique. *Voyage dans la Basse et la Haute Egypte*. Paris, Editions du Promeneur, 1998 (1818 pour la première édition).
- VLATCHOUTSIKOU, Ada. *Sustainable Tourism in Zakynthos, Greece: Views of Local Residents*. Université of London, Master thesis in Science, 1994.
- VOLAIT, Mercedes. *L'Architecture moderne en Egypte et la revue al-'Imara, 1939-1959*. Le Caire, Dossier du CEDEJ, n° 4, 1987.
- VOLAIT, Mercedes. *Architectes et architectures de l'Egypte moderne, 1830-1950. Genèse et essor d'une expertise locale*. Paris, Maisonneuve et Larose, 2005.
- VOLKOFF, Oleg. *Comment on visitait la vallée du Nil : les guides de l'Egypte*. Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1967.
- WAHAB, Salah. « Tourism and Terrorism: Synthesis of the Problem with Emphasis on Egypt ». PIZAM, A. & MANSFELD, Y. (ed.) *Tourism, Crime and International Security Issues*. New York, Wiley, 1996, p.175-186.
- WALDREN, Jacqueline. « We are not Tourist -We live Here ». ABRAM, Simone, WALDREN, Jacqueline & MACLEOD, Donald (ed.). *Tourists and Tourism, Identifying with People and Places*. Oxford/New York, Berg, 1997, p. 51-70.
- WATERBURY, John. *The Egypt of Nasser and Sadat. The Political of Two Regimes*. Princeton, Princeton University Press, 1983.
- WEEKS, Kent & HETHERINGTON, Nigel, *Theban Mapping Project, The Valley of the King, Luxor, Egypt, Site Management Plan*, 2006, [www.thebanmappingproject.com](http://www.thebanmappingproject.com)
- WEIGALL, Arthur E.P. *A Guide to the Antiquities of Upper Egypt (From Abydos to the Sudan Frontier)*. London, Methuen and Co LTD 1913, 2è édition (1910 pour la première édition).
- WINKIN, Yves. « Le touriste et son double. Eléments pour une anthropologie de l'enchantement », S. Ossman (ed.), *Miroirs maghrébins. Itinéraires de soi et paysages de rencontre*, Paris, CNRS Editions, 1998, p. 133-153.
- WITHCOMB, Daniel et JOHNSON, Janet. « Medieval Luxor Project ». *Annual Report of the Oriental Institute*, University of Chicago, 1985-86, p. 31-34.

- WOOD, Michael. « The Use of the Pharaonic Past in Modern Egyptian Nationalism ». *Journal of the American Research Center in Egypt*, vol.XXXV, 1998, p. 179-196.
- WOOD, Michael. « The Use of the Pharaonic Past in Moderne Egyptian Nationalism ». *Journal of The American Research Center in Egypt*, vol. XXXV, 1998, p. 179-196.

1. احمد عمر. اسبوط مدينة النار. القاهرة، دار سفنكس، ١٩٩٤.
2. احمد لطفي السيد. العليقات و الجعافرة و قبائل الاخرى. القاهرة، دار لكتاب المصرية، ١٩٣٥.
3. اخبار السياحة. (جريدة).
4. اسماعيل عبد الله. استراتيجية التنمية في مصر. محيا زيتون. "نحو اساس موضوعي لتحديد دور السياحة في تنمية الاقتصاد المصري". القاهرة، الهيئة المصرية العامة. ١٩٧٧.
5. ايمان عبد المنعم. العربان و دورهم في المجتمع المصري في نصف الاو من القرن التاسع عشر. القاهرة، الهيئة المصرية العامة للكتاب، ١٩٩٦.
6. بشير صقر. كراسات فلاحية. لجنة للتضامن مع فلاحي الإصلاح الزراعي. ٢٠٠٦-٢٠٠٣.
7. ثروات عكاشة. مذكراتي في السياسة و الثقافة. القاهرة، دار الشروق، ٢٠٠٠.
8. جلييلة حسنين. الطلب السياحي الدولي و تنمية السياحة في مصر. القاهرة، الهيئة المصرية العامة للكتاب، ١٩٩٤.
9. حسين كفاي. رؤية عصرية للتنمية السياحية في الدول النامية. القاهرة، الهيئة المصرية العامة للكتاب، ١٩٩١.
10. سامي عبد المعطي. التخطيط السياحي في مصر. بين النظرية و التطبيق. القاهرة، الهيئة المصرية العامة للكتاب، ١٩٨٩.
11. سليم عبد الرحمن. التنمية الاقتصادية و الاجتماعية خلال العامل السياحي. القاهرة، دار للعامل، وزارة السياحة، ١٩٩١.
12. السيد دياب. السياحة في مصر خلال القرن التاسع عشر. القاهرة، مركز وثائق و تاريخ مصر المعاصر، ١٩٩٤.
13. صلاح الدين عبد الوهاب. تخطيط الموارد السياحية. القاهرة، مطبعة الشعب، ١٩٨٨.
14. صلاح الدين عبد الوهاب. في التخطيط السياحي. القاهرة، المكتبة السياحية، ١٩٦٦.
15. عبد الجواد عبد الفتاح الحجاجي. الاقصر من ١٠٠ عام. الطباعة و الاشراف الفني، ٢٠٠٥.
16. عبد الرحمان الابنودي. السيرة الهلالية. القاهرة، اخبار اليوم، ١٩٨٨.
17. عادل حمودة. بنات مارينا. نساء الفساد و الموساد. القاهرة، الفرسان، ١٩٩٩.
18. علي ابو شادي. سينما و سياسة. دمشق، دار الماد، ٢٠٠٢.
19. علي المكاوي. البيئة و الصحة. القاهرة، دار المعرفة الجمعية، ١٩٩٥.
20. فاروق فهمي. مافيا الآثار و سرقة تاريخ شعب. القاهرة، كتاب الجمهورية، ١٩٩٥.
21. فتحي غانم. الجبل. مكتبة روز اليوسف، ١٩٥٩.
22. ليلة عبد اللطيف احمد. الصعيد في عهد شيخ العرب همام. القاهرة، الهيئة المصرية العامة للكتاب، ١٩٨٦.
23. ليلة عبد اللطيف احمد. سياسة محمد علي اداء العربان في مصر. القاهرة، دار لكتاب الجامعي، ١٩٨٦.
24. مجدة جمعة. جغرافية مصر السياحية. شبين الكوم، مطبعة التوحيد شبين الكوم، ٢٠٠٠.
25. محمد عبده الحجاجي. الاقصر في العصر الاسلامي. القاهرة، حقوق الطبع محفوظة للمؤلف، ١٩٩٦.
26. محمد يسري دعيس. التربية السياحية و التنمية الشاملة. القاهرة، حقوق الطبع محفوظة للمؤلف، ١٩٩٣.
27. محمد يسري دعيس. العلاقة الاجتماعية للسياحة. رؤية في انثروبولوجية السياحة. القاهرة، حقوق الطبع محفوظة للمؤلف، ١٩٩٣.
28. محيا زيتون. السياحة و مستقبل مصر بين امكانات التنمية و المخاطر الهدد. القاهرة، دار الشروق، ٢٠٠٢.
29. مصطفى زيتون. اقتصاديات السياحة، القاهرة، كتاب الاهرام الاقتصادي، العدد ٦٦، ١٩٩٣.
30. هالي رفاعي. التأثيرات الاجتماعية و الثقافية للسياحة في المجتمع المحلي. القاهرة، حقوق الطبع محفوظة للمؤلف، ١٩٩٣.



1. 'AMR, Ahmad. *Assiout, ville en feu*, 1994.
2. LOTFY, Ahmad. *Al-'Ulayqât, al-Gu'âfara et autres tribus*, 1935.
3. *Nouvelles Touristiques*, revue mensuelle.
4. ABDALLAH, Isma'il. « Stratégie de développement touristique », ZAYTOUN, Muhayy, *Le Tourisme et l'avenir de l'Egypte. Entre capacités de développement et risques de gaspillage*, 1977.
5. 'ABD AL-MUNA'IM, Iman. *Les Bédouins et leur rôle dans la société égyptienne durant la première moitié du XIXè siècle*, 1997.
6. SAKR, Beshir (ed.). *Cahiers Paysans* publié par le Comité de solidarité avec les paysans bénéficiaires de la réforme agraire, 2004-2006.
7. 'UKACHA, Sarwât. *Mes souvenirs politiques et culturels*, 2000.
8. HASANAYN, Galîla. *La Demande touristique internationale et le développement du tourisme en Egypte*, 1994.
9. KAFIFY, Hussayn. *Vision contemporaine du développement touristique dans les pays en développement*, 1991.
10. 'ABD AL-MU'TI, Sâmî. *L'Aménagement touristique en Egypte. Entre conception et application*, 1989.
11. 'ABD AL-RAHMAN, Salîm. *Le Développement économique et social au regard de la donne touristique*, 1989.
12. DYAB, al-Sayd. *Le Tourisme en Egypte durant le dix-neuvième siècle*, 1994.
13. 'ABD AL-WAHAB, Salâh al-Dîn. *La Plannification des ressources touristiques*, 1988.
14. 'ABD AL-WAHAB, Salâh al-Dîn. *La Plannification touristique*, 1966.
15. HAJJAJI, 'Abd al-Gawâd 'Abd al-Fattâh. *Louxor depuis 100 ans*, 2005.
16. AL-ABDNUDI, Abd al-Rahmân. *L'Epopée hilalienne*, 1998 (5 volumes).
17. HAMOUDA, 'Adîl. *Les Filles de Marina*, 1999 (roman).
18. ABU SHADI, 'Alî. *Cinéma et politique*, 2002.
19. AL MIKAWI, 'Alî. *Environnement et santé*, 1995. Le chapitre six est consacré à une étude de terrain effectuée dans la région de Hurgada, Mer rouge, pp.117-134.
20. FAHMY, Fârûq. *Mafia des antiquités et dépossession de l'histoire du peuple*, 1995.
21. GHANIM, Fathî. *La Montagne*, 1959 (roman).
22. ABD AL-LATIF AHMAD, Layla. *Le Sa'id durant le règne du Shaykh Humâm*, 1986.
23. ABD AL-LATIF AHMAD, Layla. *La Politique de Mohammad 'Alî à l'égard des Bédouins en Egypte*, 1986.
24. GOMA'A, Magda. *Géographie touristique de l'Egypte*, 2000.
25. HAJJAJI, Mohammad 'Abdû. *Louxor, durant la période islamique*, 1996.
26. DA'BAS, Mohammad. *La Formation touristique et le développement global*, 1993.
27. DA'BAS, Mohammad. *Le Rapport social au touriste, vision anthropologique du tourisme*, 1993.
28. ZAYTUN, Muhayy. *Le Tourisme et l'avenir de l'Egypte. Entre capacités de développement et risques de gaspillage*, 2002.
29. ZAYTUN, Mustafa. *Economie touristique*, 1993.
30. RIFA'I, Hala. *Les Conséquences sociales et culturelles du tourisme sur les sociétés locales, études d'anthropologie du tourisme*, 1993.

## Documents (rapports et statistiques)

1. احمد مدحت حسن. التشريعات السياحية و عقد الاقامة بالفندق. القاهرة، الهيئة المصرية العامة، ١٩٩٣.
2. الاقصر ٢١، منهج التطوير و التنمية. المجلس الاعلى لمدينة الاقصر. ١٩٩٨.
3. جمهورية مصر العربية، مجلس الشورى. واقع و مستقبل التنمية السياحية في مصر. التقرير رقم ٩، ١٩٩٠.
4. الجهاز المركزي للتعبئة العامة و الاحصاء. التعداد الاقتصادي لجمهورية مصر العربية ١٩٩٦-١٩٩٧. احصاء مقومات النشاط الفندقي و البنسيونات و القرى السياحية في قطاعي الاعمال العام و الخاص في جمهورية مصر العربية. مرجع رقم ٧١-١٢٣١٤/١٩٩٧، ديسمبر ١٩٩٨.
5. الجهاز المركزي للتعبئة العامة و الاحصاء. التعداد الاقتصادي لجمهورية مصر العربية ٢٠٠٠-٢٠٠١. احصاء مقومات النشاط الفندقي و البنسيونات و القرى السياحية في قطاعي الاعمال العام و الخاص في جمهورية مصر العربية. مرجع رقم ٧١-١٢٣١٤/٢٠٠١، ابريل ٢٠٠٣.
6. الجهاز المركزي للتعبئة العامة و الاحصاء. تعداد السكان، ١٩٩٦-١٩٨٦-١٩٧٦-١٩٦٦.
7. الجهاز المركزي للتعبئة العامة و الاحصاء. نشاط المطاعم و المقاهي و محل الاكل و الشرب. طبقا للنتائج النهائية للتعداد الاقتصادي ١٩٩٦-١٩٩٧.
8. السياحة و الضرائب. تأليف. القاهرة، ١٩٩٤.
9. القانون رقم ٣٨ لسنة ١٩٧٧ بتنظيم الشركات السياحية.
10. القانون رقم ١٢١ لسنة ١٩٨٣ في شأن المرشدين السياحيين و نقاباتهم.
11. القانون رقم ٨٥ لسنة ١٩٦٨ بانشاء غرف سياحية و بتنظيم اتحاد لهم. القاهرة، الهيئة العامة لشئون المطابع الاميرية، ١٩٩٤.
12. معهد التخطيط القومي. اقتصاديات القطاع السياحي في مصر و انعكاساتها على الاقتصاد القومي. القاهرة، سلسلة قضايا التخطيط و التنمية رقم (١٢٣) ديسمبر ١٩٩٨.
13. الهيئة العامة لتنمية سياحية. بحث تقدير الانفاق السياحي للسائحين في جمهورية مصر العربية. الجهاز المركزي للتعبئة العامة و الاحصاء، ١٩٩٢.
14. وزارة السياحة. دراسة العمالة في قطاع السياحة. القاهرة، الجهاز المركزي للتعبئة العامة و الاحصاء، مارس ١٩٩٣.
15. وزارة السياحة. دليل مناطق الاستثمار السياحي في مصر. القاهرة، الهيئة العامة لتنمية سياحية، مايو ١٩٩٢.
- 16.

1. *Législation sur le tourisme*, par Ahmad Madhat Hassan, 1993.
2. *Louxor 21, programme de développement*, Conseil supérieur de la ville de Louxor, 1998.
3. *Etat et avenir du tourisme en Egypte*, publication du Sénat égyptien, 1990.
4. *Recensements économiques, statistiques des établissements –hôtels, pensions, villages touristiques, dans les secteurs privés et publics en République Arabe d’Egypte, 1996-1997*, publication du CAPMAS, décembre 1998.
5. *Recensements économiques, statistiques des établissements –hôtels, pensions, villages touristiques, dans les secteurs privés et publics en République Arabe d’Egypte, 2000-2001*, publication du CAPMAS, avril 2003.
6. *Recensements nationaux de la population égyptienne*, publication du CAPMAS, 1966 à 1996.
7. *Recensement statistique, secteur de la restauration et des loisirs 1996*, publication du CAPMAS, 1997.
8. *Le tourisme et les impôts*, 1994.
9. Loi n°38/1977.
10. Loi n°21/1983.
11. Loi n°85/1968.
12. *Economie du tourisme en Egypte et ses conséquences sur l’économie nationale*, Centre national de planification, 1998.
13. *Estimations des dépenses touristiques en Egypte*, Agence nationale de développement touristique, 1992.
14. *Etude sur la population active dans le secteur touristique*, ministère du Tourisme, 1993.
15. *Rapport sur les zones d’investissements touristiques en Egypte*, ministère du Tourisme, 1992.

## **Annexes**



## **Annexe 1 : Tourisme et attentats (1992-2006)**

---

### **Attentats contre des touristes en Egypte (1992-2006)**

#### **1992**

25 juin : deux bombes incendiaires explosent dans le temple de Karnak, durant le spectacle de son et lumière, sans faire de victimes.

16 août : jets de pierre contre un bus transportant des touristes français à Louxor.

2 octobre : tirs à partir de la rive contre un bateau de croisière dans la région de Manfalût (Haute Egypte), plusieurs blessés, tous égyptiens.

21 octobre : mitraillage d'un autobus de touristes. Une jeune femme britannique tuée et de nombreux blessés.

25 octobre : deux touristes russes poignardés à Port Said.

12 novembre : six touristes allemands et deux Egyptiens blessés par balles à Qinâ.

#### **1993**

7 janvier : une bombe explose dans le centre du Caire. Aucun blessé.

26 février: une bombe explose dans un café sur la place Tahrir. 20 blessés de différentes nationalités et 3 morts (de nationalité turque, suédoise et égyptienne).

16 mars : Explosion d'une bombe devant le musée national, au centre du Caire. Aucune victime.

8 juin : Explosion sur la route des Pyramides, au Caire, tuant deux Egyptiens et blessant plus de 20 personnes, dont 5 touristes britanniques.

16 août : un homme ouvre le feu sur un bateau de touristes dans le sud du Pays. Aucune victime ni blessé.

15 septembre : tirs contre un bateau de croisière près du village de Qusiya dans le sud du pays. Aucune victime ni de blessés

18 septembre : tirs contre un bateau de croisière dans la région de Abu Tig, en Haute Egypte. Pas de victimes ni de blessés.

27 octobre : Un homme, présenté officiellement comme mentalement instable, tue deux hommes d'affaires américains et un universitaire français dans l'hôtel Semiramis, au Caire. Un Italien blessé succombera plus tard à ses blessures, et trois autres personnes sont blessées dans la fusillade.

27 décembre : attaque à la bombe dans le vieux Caire contre un bus de touristes. 8 Autrichiens et 8 Egyptiens sont blessés.

#### **1994**

14 février : Embuscade d'un bus transportant des Roumains dans la région d'Assiout. Aucune victime.

17 février : tir contre un bateau de croisière à Assiout. Pas de victimes.

19 février : tirs à Assiout contre un train égyptien. Un Polonais et plusieurs touristes de nationalité taïwanaise sont blessés.

23 février : explosion à Assiout sur le passage d'un train. Six touristes blessés, dont deux Australiens, deux Allemands et deux Néo-Zélandais.

4 mars : tirs contre un bateau de croisière en Haute Egypte, une touriste allemande blessée qui succombera à ses blessures.

7 mars : attaque armée d'un train en Haute Egypte. 11 Egyptiens blessés.

13 mars : tirs contre un bateau de croisière en Haute Egypte. Aucune victime.

26 août : Attaque armée contre un bus de touristes en Haute Egypte, un enfant espagnol est tué, son père blessé.

27 septembre : un Allemand et deux Egyptiens sont tués dans une attaque à la bombe dans le souk touristique de la ville de Hurghada.

23 octobre : Attaque armée contre un bus de touristes sur la route de Dendera, dans le sud du pays. Tue une touriste britannique et blesse trois autres personnes ainsi que le chauffeur égyptien

6 novembre : tirs contre un bateau de croisière. Pas de victime

26 décembre : tirs au passage d'un train dans le sud de l'Egypte. Pas de victime.

#### **1995**

12 janvier : tirs contre un train en Haute Egypte, deux touristes argentins et quatre égyptiens sont blessés.

8 novembre : tirs contre un train en haute Egypte, 10 blessés.

9 novembre : tirs contre un train en Haute Egypte, un touriste néerlandais et une touriste française sont tués.

19 novembre : tirs contre un train en haute Egypte, un employé est tué et plusieurs personnes blessées.

29 novembre : tirs contre un train en Haute Egypte, pas de blessés.

**1996**

26 janvier : une victime égyptienne dans l'attaque d'un train en Haute Egypte.

18 avril : 17 touristes de nationalité grecque et un Egyptien sont tués dans la fusillade d'un hôtel sur la route des pyramides. 15 personnes blessés.

**1997**

18 septembre : six touristes allemands trouvent la mort dans une fusillade devant le musée national égyptien. 9 autres personnes sont blessés. L'un des hommes du commandos est celui-là même qui avait tué trois personnes le 27 octobre 1993 dans un hôtel du Caire. Il avait alors été déclaré fou et interné en hôpital psychiatrique dont il avait réussi à s'échapper.

17 novembre : 62 morts dont 58 touristes, pour la plupart de nationalité suisse, sont massacrés par six hommes armés, dans le temple de Louxor.

**2004**

7 Octobre : deux explosions à Taba et à Ras al Shaytan font 34 victimes, dont une douzaine d'Israéliens, et plus d'une centaine de blessés.

**2005**

7 avril : explosion d'une bombe (avec son poseur) dans le souk du Khan al-Khalili. Deux touristes, une Française et un Américain, trouvent la mort et près de 20 personnes sont blessés.

30 avril : Un homme se jette du pont du 6 octobre avec une ceinture d'explosifs, derrière le musée égyptien, faisant une victime (le terroriste) et 7 blessés, dont plusieurs touristes. Deux heures plus tard, deux jeunes filles voilées, sœur et fiancée de l'homme de l'attaque du musée, ouvrent le feu sur un bus de touristes à la Citadelle.

23 juillet : Explosion à Sharm al-Shaykh, faisant plus de 70 victimes, essentiellement des Egyptiens.

14 août : Deux explosions au passage d'un convoi de la Force Multinationale d'Observateurs, basée dans le nord Sinaï, à la frontière avec Gaza. Deux Canadiennes sont blessées.

**2006**

24 avril : trois explosions à Dahab font près de 20 victimes et une centaine de blessés.

26 avril : explosion au passage d'un convoi de la Force Multinationale d'Observateurs, basée dans le nord Sinaï, à la frontière avec Gaza. aucune victime.

## **Annexe 2 : Le tourisme en Egypte en chiffres**

---

### *1) Sources statistiques et économie du tourisme*

Fort d'une longue tradition statistique qui remonte au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Egypte révèle un des paradoxes de la production de chiffres dans ce pays concernant le secteur touristique. Il est en effet difficile de trouver des séries longues et cohérentes d'informations chiffrées, et encore plus rare de rencontrer des analyses économiques consistantes sur les implications du tourisme dans l'économie nationale. Pourtant, évaluer les impacts du tourisme sur l'économie nationale et locale semble être une préoccupation majeure du gouvernement égyptien ; et la nôtre, par la même occasion, dès lors qu'il nous semble élémentaire de dessiner un panorama général et chiffré des activités économiques dont il est question. Il est difficile en revanche de nous contenter des annonces politiques officielles qui semblent plus relever de la numérogie que de la réalité statistique. Ainsi, les ministres qui se sont succédés au tourisme<sup>570</sup> ne cessent de rappeler les quelques milliards de dollars annuels tirés des activités touristiques (9,5 pour 2006), mais aussi les un à dix millions d'emplois générés directement et indirectement par le secteur (la fourchette est particulièrement large), ou encore les cinquante-deux secteurs de la production égyptienne liés au tourisme. Ce dernier chiffre est d'une précision déconcertante, repris par les observateurs et les médias. Ces chiffres ne suffisent guère à situer le tourisme dans l'économie nationale, et encore moins à en identifier les enjeux véritables. Ils sont d'autant moins exploitables qu'ils ne permettent pas de mettre en perspective des données plus localisées, notamment sur la région de Louxor.

Quant à l'analyse économique du secteur touristique, celle-ci se fait rare et reste un phénomène récent lié aux enjeux politiques et sécuritaires que les crises des années quatre vingt dix ont pu révéler dès lors que les touristes étrangers sont devenus la cible des organisations islamistes radicales, rappelant ainsi la centralité du secteur dans l'économie égyptienne, et tout particulièrement à l'échelle locale, dans des régions dont le développement est exclusivement porté par les activités touristiques. Plus généralement, et au-delà du contexte égyptien, l'analyse économique en termes d'impact comporte des difficultés de méthodes liées notamment à la complexité du phénomène. A ceci s'ajoute néanmoins une

---

<sup>570</sup> Fu'âd Sultân (1984-1993), Mamhûd al-Baltâguy (1993-2004), Ahmad al-Maghraby (2004-2006), Zuhayr Garâna (2006-...).

condition propre à la situation égyptienne et à la production statistique : jusqu'au milieu des années quatre vingt dix, nous pouvons identifier quatre sources différentes, concernant notamment le domaine le plus stratégique, celui des recettes touristiques : la banque centrale d'Egypte, le *Central Agency for Public Mobilization and Statistics* (CAPMAS), le ministère du Tourisme et l'Organisation mondiale du tourisme, dont l'Egypte est membre. Ainsi, le ministère du tourisme a longtemps considéré une somme moyenne journalière dépensée par touriste alors que la Banque centrale égyptienne prend en compte les transactions de change, sans tenir compte d'un marché noir des devises, en activité jusqu'au début des années quatre vingt dix, et redynamisé aux débuts des années 2000 avec les premières dévaluations de la monnaie égyptienne. Depuis 1999, le ministère du Tourisme a finalement opté pour l'harmonisation de ses statistiques et offrent des séries statistiques *a priori* cohérentes et harmonisées sur la dernière décennie.

Il est particulièrement intéressant d'observer l'émergence d'un intérêt des économistes en Egypte pour le phénomène touristique à la fin des années quatre-vingt-dix. En décembre 1998, soit un an après l'attentat de Louxor, l'Institut national de la planification publiait en arabe la première étude d'impact, sous le titre « *Economie du secteur touristique en Egypte et ses répercussions sur l'économie nationale* », dans lequel il est souligné que « *le secteur touristique joue un rôle important dans le développement économique et social du pays* »<sup>571</sup>. Le propos n'a rien de révolutionnaire et ne cesse d'être invoqué par les autorités égyptiennes. Le changement réside en revanche dans la mobilisation des forces vives de la recherche égyptienne (soit une équipe de chercheurs du centre national de la recherche) pour enfin produire un rapport sur le sujet... qui laisse finalement le lecteur sur sa faim. Le rapport s'avère être un manuel de méthodologie générale d'économie touristique, aux données parfois incohérentes et/ou incomplètes, plus qu'un bilan chiffré et analytique sur le sujet annoncé.

Plus consistants et plus sérieux, deux économistes du *Egyptian Center For Economic Studies* publient en 2000 une étude sur les impacts économiques du tourisme en Egypte<sup>572</sup>. Le même centre de recherche publie en 2003 un second rapport sur le même thème, articulé au

---

<sup>571</sup> *Le secteur touristique et ses implications sur l'économie nationale*. Le Caire, décembre 1998 (en arabe).

<sup>572</sup> TOHAMY, Sahar & SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Le Caire, ECES, Working Paper Series n°40, juin 2000.



phénomène terroriste<sup>573</sup>. Ces deux études fondent les débuts d'une recherche appliquée en Egypte en économie du tourisme, inexistante jusqu'alors. Les économistes de l'ECES rappellent dans leur introduction combien l'étude du phénomène touristique dans une perspective strictement économique est particulièrement difficile, au vue des difficultés d'accès aux données statistiques produites en Egypte : « *while there is fairly detailed information on tourists's arrivals, nationalities, their estimated expenditures and so forth, there is limited information on the contribution of this sector to output, employment and income. These shortcomings characterize tourism information and statistics in both developed and developing countries alike* »<sup>574</sup>. Le problème n'est pas propre à l'Egypte. L'économie du tourisme, et plus précisément l'étude de ses impacts sur les économies nationales, est une thématique marginalement développée au sein des sciences économiques, dont les travaux pionniers ont le plus souvent contribué à souligner les contraintes et les limites méthodologiques de la démarche<sup>575</sup>.

Il ne s'agit pas ici de combler ou de reproduire les avatars méthodologiques des études économiques du tourisme appliquées à la situation égyptienne. En revanche, à partir des sources, rapports et études d'experts disponibles à ce jour, il s'agit plus modestement de dresser un bilan chiffré du secteur touristique au regard de deux thématiques classiques des études touristiques : situer l'Egypte sur le marché international et régional (approche comparative) ; évaluer la distribution et identifier les caractéristiques des mouvements touristiques en Egypte. Nous les traitons pour chacun au regard de séries de données *a priori* cohérentes entre elles, combinées à des observations plus générales et qualitatives. La méthode est discutable, certes, dans la mesure où, à un thème, correspond une série de données statistiques qui peuvent être difficilement ou hasardeusement croisée à une autre série. Faignons d'ignorer ces nuances méthodologiques, notre priorité étant de rendre possible un bilan chiffré du tourisme international en Egypte tout en essayant de limiter les incompatibilités de traitement des données disponibles.

---

<sup>573</sup> SAKR, Mohamed & MASSOUD Nada. *International Tourism Volatility with Special Reference to Egypt*. Le Caire, ECES, Working Paper Series n°83, mai 2003.

<sup>574</sup> TOHAMY, Sahar & SWINSCOE, Adrian. *The Economic Impact of Tourism in Egypt*. Le Caire, ECES, Working Paper Series n°40, juin 2000, p. 1.

<sup>575</sup> Pour une synthèse générale : PY, Pierre. *Le Tourisme, un phénomène économique*. Paris, La Documentation Française, 1992. VELLAS, François. *Economie et politique du tourisme international*. Paris, Economica, 1985.

Nous utilisons dans une première section, à un niveau international et régional méditerranéen, et dans une perspective comparatiste, les statistiques produites par l'Organisation Mondiale du Tourisme. Dans la seconde section, les données produites par le ministère du Tourisme et le CAPMAS permettent de retracer l'évolution du mouvement touristique en Egypte sur des séries longues, selon la ventilation par nationalité. Il s'agit en outre de dessiner la carte touristique de l'Egypte selon les modes de distributions géographiques des visiteurs, à l'aide d'informations chiffrées du secteur hôtelier disponibles dans deux études conduites par le CAPMAS. D'une restitution des caractéristiques du secteur touristique en Egypte à une échelle internationale et nationale, nous tenterons dans la troisième section de qualifier le phénomène touristique à l'échelle de Louxor et de sa région, et ce, malgré les problèmes méthodologiques rencontrés, les insuffisances des données statistiques et les estimations existantes, mais peu convaincantes.

## *2) L'Egypte sur le marché touristique international et régional*

### **a) L'Egypte dans la région**

Pour situer l'Egypte comme destination touristique sur le marché international, il convient de rappeler une caractéristique majeure du foyer émetteur principal, l'Europe. Les touristes européens représentent 57,5 % du flux mondial en 2002, mais seulement 13 % d'entre eux (52,7 millions) voyagent au-delà des frontières européennes<sup>576</sup>. L'Egypte, avec 3,583 millions de touristes européens pour la même année (soit 65 % du total de visiteurs étrangers dans ce pays), capte seulement 6,7 % des mouvements touristiques en provenance d'Europe. A l'échelle mondiale, la marginalité de l'Egypte est encore plus frappante : toujours pour l'année 2002, 5,191 millions d'individus, toutes nationalités confondues, ont visité ce pays, sur un total de 703 millions de touristes dans le monde. L'Egypte capte 0,73 % du flux touristique mondial.

---

<sup>576</sup> *Tourism Highlights and Facts 2002*, publié en 2003, Organisation mondiale du tourisme. <http://www.world-tourism.org/facts/menu.html>

Si l'on s'en tient aux classifications régionales de l'OMT, la région Moyen Orient<sup>577</sup> représente, avec 39 millions de touristes en 2005, 4,8 % du flux mondial (sur un total de 806 millions de touristes). Au sein de cette région, l'Egypte capte 21,1 % des arrivées, derrière l'Arabie Saoudite, qui détient 24,9 % du marché moyen oriental<sup>578</sup>. Après une croissance remarquable en 2004 (+22 % par rapport à 2003), les mouvements touristiques vers région fléchissent, pour enregistrer en 2005 une augmentation de seulement 7,7 %.

Les statistiques produites par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) sont les seules à permettre une comparaison entre pays à l'échelle régionale<sup>579</sup>. Il nous a paru plus pertinent de situer l'Egypte dans un ensemble régional légèrement différent des classifications de l'OMT. Comparer le nombre de visiteurs entre le sultanat d'Oman, l'Arabie Saoudite et l'Egypte, par exemple, nous a semblé ici peu intéressant : le tourisme en Arabie Saoudite est essentiellement religieux, lié au pèlerinage à la Mecque, et Oman est un petit territoire aux ressources touristiques peu comparables à celles de l'Egypte. Les pays que nous avons choisis incluent notamment la Grèce et la Turquie. Ils sont situés pour la plupart sur le pourtour méditerranéen et présentent des caractéristiques touristiques communes dans certains cas : taille des territoires et des populations (Egypte/Turquie) ; offres touristiques (tourisme culturel, balnéaire, de désert) ; appartenance à une aire géographique, la Méditerranée (à l'exception de la Jordanie), proximité du centre touristique émetteur principal, l'Europe.

Dans la région sud méditerranéenne, l'Egypte se détache à partir de 2004 de la Tunisie et du Maroc en termes d'arrivées touristiques. Mais c'est la Turquie qui enregistre la croissance la plus remarquable, rejoignant la Grèce en 2003, pour largement la dépasser en 2005.

---

<sup>577</sup> Le groupe est composé des pays suivants : Arabie Saoudite, Syrie, Liban, Jordanie, Emirats Arabes Unis, Oman, Bahrein et Egypte.

<sup>578</sup> Le tourisme en Arabie Saoudite est directement lié au pèlerinage sur les lieux saints de l'islam. Celui-ci est plus qu'une profession de foi. Il représente pour l'Arabie Saoudite une manne stratégique économique (multiplication des complexes d'hôtels et de loisirs) et politique (notamment par le système de quotas de visas imposés par pays). DAHER, Rami (ed.). *Tourism in the Middle East. Continuity, Change and Transformation*. Clevedon, View Publications, 2006.

<sup>579</sup> L'OMT se donne pour objectif, entre autres, de définir et de fournir des méthodes d'évaluation et d'analyse statistique des mouvements touristiques aux pays membres de l'organisation.

<b>25- Arrivées touristiques, 1998-2005 (en milliers)</b>								
	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
<i>Monde</i>	626 450	650 435	698 793	692 000	702 600	691 000	764 000	806 000
<b>Région</b>	<b>32 305</b>	<b>33 553</b>	<b>38 400</b>	<b>40 283</b>	<b>42 747</b>	<b>45 284</b>	<b>52 262</b>	<b>58 021</b>
<i>Tunisie</i>	4 718	4 832	5 057	5 387	5 064	5 114	5 998	6 398
<i>Maroc</i>	3 242	3 817	4 113	4 223	4 193	4 761	5 477	5 843
<b>Egypte</b>	<b>3 213</b>	<b>4 489</b>	<b>5 116</b>	<b>4 357</b>	<b>4 906</b>	<b>5 746</b>	<b>7 795</b>	<b>8 244</b>
<i>Jordanie</i>	1 256	1 358	1 427	1 478	1 622	2 353	2 853	2 987
<i>Turquie</i>	8 960	6 893	9 587	10 785	12 782	13 341	16 826	20 273
<i>Grèce</i>	10 916	12 164	13 100	14 054	14 180	13 969	13 313	14 276

*Tourism Highlights, Organisation mondial du tourisme, 2001 à 2006*

<b>26- Recettes touristiques (en millions de US\$)</b>								
	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
<i>Monde</i>	442 506	455 376	475 772	463 000	474 200	523 000	633 000	680 000
<b>Région</b>	<b>19 972</b>	<b>22 127</b>	<b>25 460</b>	<b>26 941</b>	<b>26 875</b>	<b>34 397</b>	<b>42 109</b>	<b>46 855</b>
<i>Tunisie</i>	1 557	1 563	1 496	1 605	1 422	1 582	1 970	2 063
<i>Maroc</i>	1 712	1 880	2 040	2 460	2 152	3 225	3 924	4 617
<b>Egypte</b>	<b>2 565</b>	<b>3 903</b>	<b>4 345</b>	<b>3 800</b>	<b>3 764</b>	<b>4 584</b>	<b>6 125</b>	<b>6 851</b>
<i>Jordanie</i>	773	795	722	700	786	1 062	1 330	1 441
<i>Turquie</i>	7 177	5 203	7 636	8 900	9 010	13 203	15 888	18 152
<i>Grèce</i>	6 188	8 783	9 221	9 476	9 741	10 741	12 872	13 731

*Tourism Highlights, Organisation mondial du tourisme, 2001 à 2006*

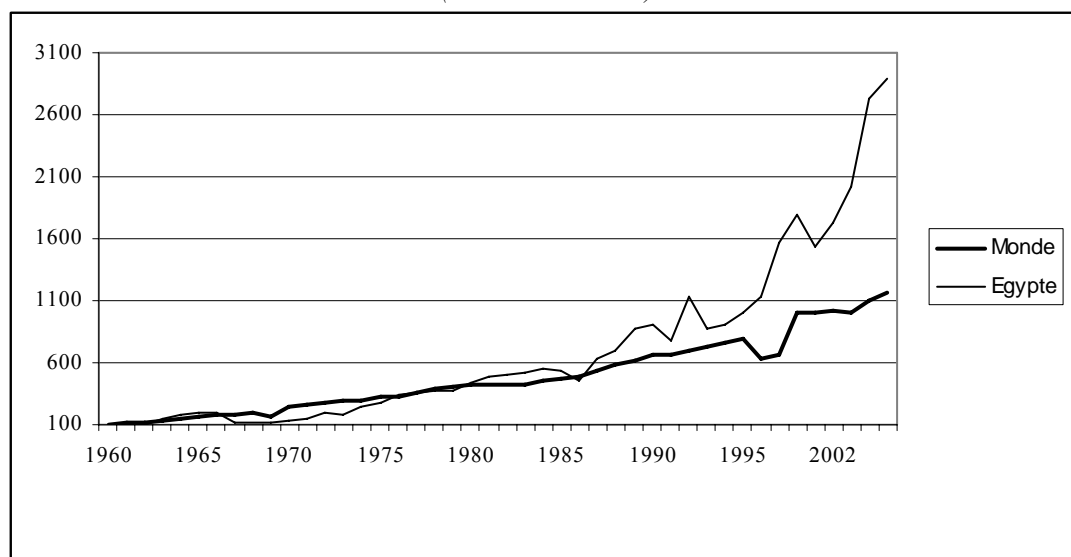
<b>27-Dépenses par touristes (en dollars), 2000-2005</b>								
	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
<b>Région</b>	<b>618</b>	<b>659</b>	<b>663</b>	<b>669</b>	<b>629</b>	<b>760</b>	<b>806</b>	<b>808</b>
<i>Tunisie</i>	330	323	296	298	281	309	328	322
<i>Maroc</i>	528	493	496	583	513	677	716	790
<b>Egypte</b>	<b>798</b>	<b>869</b>	<b>849</b>	<b>872</b>	<b>767</b>	<b>798</b>	<b>786</b>	<b>831</b>
<i>Jordanie</i>	615	585	506	474	485	451	466	482
<i>Turquie</i>	801	755	796	825	705	990	944	895
<i>Grèce</i>	567	722	704	674	687	769	967	962

*Tourism Highlights, Organisation mondial du tourisme, 2001 à 2006*

## b) Evolution et caractéristiques du flux touristique en Egypte

L'évolution du flux touristique vers l'Egypte (au regard du nombre de visiteurs) se révèle particulièrement dynamique lorsqu'on la compare à celle du mouvement touristique mondial (cf. graphique suivant). La courbe égyptienne épouse la tendance à la croissance générale, marquée sur les dix dernières années par une dynamique qui se détache très nettement de la courbe mondiale.

28- Flux comparé, Egypte-Monde, 1960-2005  
(1960 = indice 100)



Néanmoins, le secteur touristique en Egypte est particulièrement sensible aux conjonctures politiques et économiques et en fait un secteur particulièrement volatile. Même si doté d'une capacité à gérer et dépasser les crises, le secteur montre une croissance en dent de scie : lors de la période 1992-1994, la capitale et certaines régions du sud de l'Egypte, touchées par les attentats contre des touristes, accusaient une crise majeure, avec des taux d'occupation hôtelière particulièrement faibles (autour de 20-30 %), notamment dans la région de Louxor. Les conséquences économiques et sociales ont été particulièrement dommageables pour toute la région, freinant par ricochet nombre de secteurs clients, comme celui de la construction, par exemple. Quatre périodes de crises du tourisme caractérisent l'évolution du secteur durant ces vingt dernières années. Les raisons en sont parfois internes, parfois internationales, parfois combinées.

### 29- Evolution du mouvement touristique en Egypte, 1980-2005



1. 1986 : les émeutes de février se combinent à la baisse générale du flux touristique international en raison de la récession économique qui touche les pays industrialisés. Le nombre de visiteurs en Egypte se situe autour de 1,5 millions et compte très marginalement sur le marché mondial.
2. 1990-1991 : la guerre du Golfe a frappé directement les mouvements touristiques vers l’Egypte. L’année 1992 fut en revanche une année record, traduisant une capacité de reprise rapide et prometteuse. Le nombre de touristes étrangers passe alors la barre des trois millions.
3. 1992-1997 : la succession d’attentats contre des touristes étrangers entame largement l’image touristique traditionnelle de l’Egypte, dont les touristes désertent les sites de la vallée du Nil pour se tourner vers les côtes du Sinaï et de la mer Rouge, dont les autorités égyptiennes développent les infrastructures d’accueil, à grand renfort d’aides internationales au développement. Après avoir connu en 1995 et 1996 une relative alcamie des actes terroristes, ce qui a favorisé le retour des touristes, l’attentat de Louxor en novembre 1997 porte un coup fatal au secteur touristique égyptien. La crise est qualifiée de « catastrophe nationale » par les autorités politiques et religieuses, du pays. En dépit de ces événements, le nombre de touristes ne cesse pourtant d’augmenter de près de 50 % entre 1996 et 2000, passant de 3,8 à 5,5 millions.
4. Conséquence du 11 septembre 2001 : les arrivées touristiques fléchissent légèrement, pour reprendre très rapidement leur courbe ascendante.

Remarquons que sur la période 2004-2006, les attentats du Sinaï n’affectent que marginalement les mouvements touristiques vers l’Egypte, qui atteignent 8,6 millions de visiteurs en 2006.

## Qui sont les touristes en Egypte ?

<b>30- Visiteurs en Egypte par région émettrice, 2005</b>		
	<b>2005</b>	<b>% total</b>
Pays OCDE (inclus USA, Australie et Japon)	4 727 423	54,9
Pays arabes	1 702 527	19,8
Europe de l'Est (dont la Russie)	1 496 901	17,4
Asie (sans le Japon)	281 700	3,3
Autres (dont Israël)	276 949	3,2
Afrique	72 605	0,8
Amérique latine	49 702	0,6
Total	8 607 807	

Source : ministère du Tourisme. [www.egypt.travel](http://www.egypt.travel)

Les touristes des pays industrialisés (Europe et Amériques du nord) constituent en 1994 55 % des visiteurs en Egypte. Cette part passe à 75 % en 2000 pour retomber en 2005 au niveau de 1994. Si, en 2002, les Allemands constituent le groupe de visiteurs étrangers le plus important, ils sont délogés en 2006 de leur première place par les Britanniques (avec plus d'un million) et devancés par les Russes, qui connaissent une augmentation de près de 30 % par rapport à 2005<sup>580</sup>.

<b>31- Dix premiers pays émetteurs de touristes vers l'Egypte, 2005 et 2006</b>						
<b>2005</b>			<b>2006</b>			<b>variation 2006/2005</b>
1	Allemagne	979 631	1	Royaume Uni	1 033 761	23,4
2	Royaume Uni	837 950	2	Russie	998 149	28,4
3	Italie	823 144	3	Allemagne	966 386	-1,4
4	Russie	777 665	4	Italie	786 130	-4,5
5	France	495 164	5	Libye	443 197	17,8
6	Arabie Saoudite	361 108	6	Arabie Saoudite	388 280	7,5
7	Libye	376 378	7	France	372 449	-24,8
8	Israel	256 346	8	Palestine	228 881	5,3
9	Palestine	217 365	9	USA	228 183	16,5
10	Pays Bas	205 877	10	Pays Bas	210 585	2,3
11	USA	195 821				

Source : ministère du Tourisme. [www.egypt.travel](http://www.egypt.travel)

La part du tourisme arabe (nous entendons les ressortissants des pays du Golfe) est en nette décroissance entre 1994 et 2000, passant de 32 à 16 % du total des mouvements

<sup>580</sup> Par comparaison, en 2002, arrivent en tête du groupe européen les Allemands, suivis des Italiens, des Russes, des Britanniques et des Français. Les visiteurs nord-américains, qui représentent une part marginale des arrivées touristiques en Egypte, accusent une baisse de 34 % en 2002, conséquence du 11 septembre et des événements dans la région. En revanche, le nombre de touristes russes augmente de manière remarquable de 84 % en 2002 par rapport à 2001, exprimant ainsi les transformations sociales de la société russe en matière de pratiques de loisir et de consommation, mais aussi les stratégies marketing du gouvernement égyptien à l'égard des marchés touristiques émergents que représentent les pays de l'ancien bloc communiste.

touristiques enregistrés, pour s'établir à 20 % en 2005. La géographie du tourisme arabe ne croise guère celle du tourisme « occidental ». Il est saisonnier (de mai à septembre), urbain (le Caire, Alexandrie) ou balnéaire (côtes nord-méditerranéennes et depuis peu, celles de la mer Rouge). Il sous-tend des réseaux d'activités économiques différenciées, mise à part l'hôtellerie de luxe, dont les investisseurs non égyptiens les plus importants sont souvent saoudiens ou émiratis<sup>581</sup>. Les touristes originaires du Golfe fournissent généreusement durant l'été le marché des appartements meublés des quartiers huppés, se retrouvent dans les cafétérias des bords du Nil et de l'avenue de la Ligue arabe, sortent dans les discothèques de la rue des Pyramides, à Mohandissîn et à 'Agûza. Ils sont par ailleurs familiers des quartiers périphériques populaires, fournisseurs de services spécialisés en tous genres (appartements meublés, mariage temporaire servant à couvrir une prostitution organisée, etc.)<sup>582</sup>. Notons enfin la part des « touristes » palestiniens dans le classement des dix premiers marchés touristiques en Egypte. Il est difficile de considérer ce groupe comme touristes à part entière : l'Egypte est l'unique point de passage pour Gaza pour les Palestiniens de la diaspora, lorsqu'il est en fonctionnement (à savoir 66 jours en 2006). Il constitue en toute hypothèse leur première motivation de séjour en Egypte<sup>583</sup>.

Groupe dont les autorités égyptiennes n'évoquent guère l'existence, les touristes israéliens sont en 2005 parmi les dix premières groupes de touristes en Egypte. En vertu des accords de paix de 1979, ils bénéficient d'un droit de circulation sans visa dans le Sinaï. Ils sont essentiellement localisés entre Taba et Dahab, non loin de la frontière avec Israël. Les attentats du Sinaï entre 2004 et 2006 ont fait largement chuter le nombre de ressortissants israéliens en Egypte<sup>584</sup>.

---

<sup>581</sup> Rachat par le groupe saoudien du prince Bin Talal de l'hôtel Méridien ; financement par des investisseurs du Golfe de grands complexes balnéaires sur la côte nord méditerranéenne ou en mer Rouge.

<sup>582</sup> Les études sur le tourisme arabe sont rares bien que le phénomène soit particulièrement prisé chaque été par la presse égyptienne, avec son lot de scandales sur les mœurs des ressortissants du Gofé dans la capitale égyptienne. AMAR, Paul & EL-GAWHARY, Karim. « Sex Tourism in Cairo ». *Middle East Research & Information Project (MERIP)*, n° 196, vol. 25, n°5, September-October 1995.

<sup>583</sup> En toute hypothèse, nous insistons, car le statut des visiteurs palestiniens en Egypte est particulièrement complexe, et à géométrie variable. L'enregistrement des Palestiniens au titre de touristes nous laisse par ailleurs circonspect, les visas touristiques leur étant très rarement et très difficilement délivrés.

<sup>584</sup> Il faut noter que, dans le palmarès des dix premières nationalités, les Israéliens ne sont pas cités dans les déclarations officielles de chiffres. Ainsi, on trouve, dans une publication officielle accessible



A partir de 2000, il faut observer l'apparition de marchés émergents, principalement turc, chinois et indien. Cette apparition participe notamment de nouvelles stratégies de promotion touristique et de conquête de nouveaux marchés de la part des autorités égyptiennes, qui se traduisent par l'ouverture de bureaux dans les pays visés et de lignes aériennes régulières avec Shanghaï et Bombay, par exemple. Ces marchés émergents participent surtout des transformations internes des sociétés concernées. Si le nombre de visiteurs indiens et chinois en Egypte reste encore marginal (respectivement 54 000 et 35 000 personnes en 2005), l'évolution de ces deux clientèles touristiques montre une progression remarquable et constante sur les dernières années.

### *3) Distribution géographique de la demande touristique : le secteur hôtelier*

#### **a) Distribution régionale des arrivées touristiques : le secteur de l'hôtellerie**

Il est difficile d'évaluer la répartition géographique des mouvements touristiques en Egypte. Les touristes sont particulièrement mobiles, même si la villégiature balnéaire est une pratique en développement sur les bords de la Mer rouge, situés loin des zones de tensions de la vallée du Nil. Seuls indicateurs et données qui permettraient cette évaluation : les arrivées aux aéroports et les visas touristiques, d'une part. Or les données accessibles ne donnent que des chiffres globaux, ne faisant pas de distinction entre ressortissants égyptiens qui voyagent, hommes d'affaires ou touristes étrangers ; d'autre part, les enregistrements en hôtels et en villages touristiques, lesquels sont disponibles pour certaines années. Or, les chiffres concernant les passagers des bateaux de croisière sont indisponibles, la croisière étant pourtant la pratique la plus populaire du tourisme international dans la Vallée du Nil, occultant ainsi une large partie du nombre de visiteurs dans cette région, et à Louxor tout particulièrement.

Nous utilisons à l'échelle de l'Egypte les chiffres enregistrés en hôtels et villages touristiques tirées des deux volumes d'une enquête effectuée par le CAPMAS (service

---

sur internet ([www.egypt.travel](http://www.egypt.travel)), les touristes israéliens inscrits à la catégorie « autres », avec les Chypriotes Nous n'avons pas obtenu de chiffres détaillés de 2006. En revanche, selon les chiffres officiels rapportés dans la presse, 300 000 touristes israéliens auraient visité le Sinaï durant l'été 2004, ce qui représenterait 150 millions de dollars de recettes (*Ahram Weekly*, 14-20 octobre 2004).

statistique égyptien), sur deux périodes différentes (années fiscales 1996/97 et 2000/2001). La cohérence des méthodes utilisées et des données présentées autorise la comparaison entre régions d’Egypte. Cependant, il faut garder en tête que ces chiffres ne reflètent pas le mouvement touristique réel dans certaines villes d’Egypte, notamment Assouan et Louxor : d’une part, l’excursion à la journée à partir de Hurghada en Mer rouge vers Louxor s’est de plus en plus développée ces dernières années. Seuls les chiffres de la police touristique pourraient nous renseigner sur le volume de touristes que ces excursions représentent<sup>585</sup> ; d’autre part, les enregistrements en bateau de croisière ne sont pas disponibles alors même qu’ils représentent un des principaux modes d’hébergement touristique dans la vallée du Nil : une flotte de près de 260 unités (2002) opèrent essentiellement entre Louxor et Assouan et augmentent la capacité d’accueil de ces deux villes<sup>586</sup>. Enfin, les enregistrements en hôtel ne tiennent pas compte des distinctions entre hommes d’affaire, consultants internationaux et touristes.

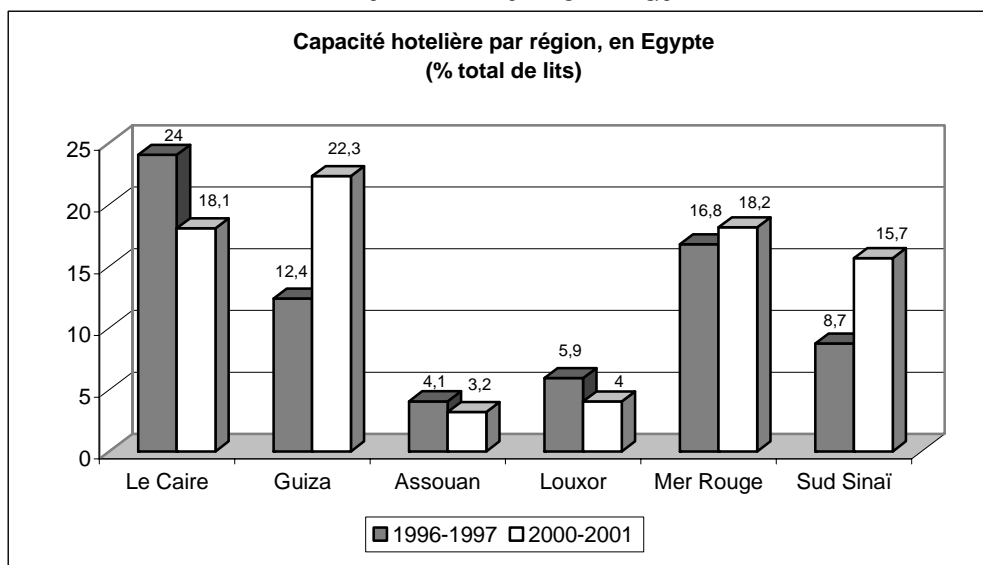
Pour toutes ces raisons, les chiffres relatifs aux établissements hôteliers ne peuvent refléter de manière exhaustive la distribution régionale des arrivées touristiques en Egypte. Ils suggèrent seulement des hypothèses de tendances.

---

<sup>585</sup> En effet, pour tout déplacement d’étrangers dans la vallée du Nil, entre Guiza et Assouan, il est imposé d’être accompagné par les forces de police. Les excursions à partir de la Mer Rouge, de particuliers ou organisées par une agence touristique, sont effectuées en convoi policier, selon des horaires fixés par les autorités égyptiennes. Ces mesures, variablement appliquées durant les années quatre vingt dix, sont devenues systématiques après le 11 septembre 2001.

<sup>586</sup> Pour des raisons de sécurité et de contraintes de navigation – niveau des eaux, les croisières sur le Nil entre Louxor et le Caire sont extrêmement limitées en nombre, voire parfois interdites. Il faut noter en revanche la construction en 2002 de cinquante bateaux destinés à naviguer en Mer rouge contre une quarantaine en projet pour la vallée du Nil (*Tourism in Figures*, ministère du Tourisme égyptien, 2002).

32- Capacité hôtelière par région en Egypte



CAPMAS. *Recensement économique, les activités hôtelières, 2000-2001*. Volume n°2001/12314-71, Avril 2003.  
 CAPMAS. *Recensement économique, les activités hôtelières, 1996-1997*. Volume n° 1997/12314-71, Décembre 1998.

En 2000-2001, les gouvernorats du Caire et de Guiza concentrent à eux seuls 40% du total des résidents en hôtels et du total de la capacité hôtelière égyptienne. La capitale égyptienne diversifie depuis plusieurs années son offre de services touristiques, s'ouvrant au tourisme d'affaire et de congrès. Elle concentre par ailleurs un patrimoine historique et culturel particulièrement riche et diversifié : pyramides de Guiza et de Saqqâra, mais aussi anciennes villes copte et fatimide, etc. Sur la décennie 1990, la capitale a multiplié par deux et demie sa capacité d'accueil, exprimée soit par le nombre de lits (de 36 780 unités en 1991 à plus de 91 000 en 2001), soit par le nombre d'hôtels (de 152 unités en 1991 à 414 en 2001)<sup>587</sup>.

A regarder de plus près, on observe que le Caire participe à 24 % à la capacité hôtelière totale en 1996-97 contre seulement 18 % en 2000/2001, enregistrant une baisse de six points. A l'inverse, la capacité d'accueil en hôtel sur Guiza passe de 12,4 à 22,3 % entre ces deux années. On constate par ailleurs dans la distribution des hôtels par catégorie une baisse du nombre des hôtels de standing moyen et une augmentation des hôtels cinq étoiles, dans les deux gouvernorats. Le Caire connaît en outre une augmentation du nombre des employés en hôtels de 12 % entre les deux années de référence, ce qui exprime le bon dynamisme du secteur hôtelier dans la capitale. Ces quelques chiffres permettent de tirer les conclusions suivantes : la capacité hôtelière tend à diminuer sur le Caire au profit de Guiza tout en

<sup>587</sup> Les données de 1991 sont tirées des rapports « *Tourism in Figures* » publiés annuellement par le ministère du Tourisme en 1986 et 1995.

renforçant le niveau de qualité de services des établissements, en privilégiant le haut standing. Cette tendance perceptible par les chiffres est confirmée par les observations du paysage urbain de la capitale, et par les déclarations officielles sur le tourisme d'affaires et de congrès dans la capitale.

Les zones littorales de la Mer rouge, gouvernorats du Sud Sinaï et de la Mer rouge, représentent en 2001 respectivement 18,2 et 15,7 % de la capacité hôtelière totale (exprimée en nombre de lits). Ces gouvernorats connaissent sur la décennie 1990 la croissance la plus remarquable : en 2000/2001, le Sud-Sinaï compte 101 hôtels et 35 461 lits contre 13 hôtels pour 2 729 lits en 1991, soit une capacité hôtelière multipliée par 8 en nombre d'hôtels, par 13 en nombre de lits. La Mer rouge compte en 2000/2001 138 hôtels pour 41 110 lits, contre seulement 12 hôtels pour 1 068 lits en 1991 ; soit une capacité multipliée par 11,5 en nombre d'hôtels, par 38 en nombre de lits ! Le gouvernorat de la Mer rouge compte en outre pour 20 % du total des résidents en hôtel ; celui du Sud-Sinaï pour 10 %, avec dans les deux cas une part de résidents étrangers située entre 80 et 90 %. Ces deux gouvernorats sont indéniablement les zones de développement touristique les plus dynamiques sur la décennie quatre-vingt dix<sup>588</sup>. Tous les chiffres le confirment : concentration des investissements touristiques dans ces régions et augmentation de la population. Dans les deux gouvernorats, la population double presque entre 1986 et 1996 (données censitaires disponibles). Or, les chiffres des recensements ne rendent pas compte des flux de population et de main d'œuvre entre la vallée et ces régions, pour beaucoup résidente et embauchée dans le secteur informel. En 2006, l'urbanisation à vocation touristique internationale des littoraux s'étend en Mer rouge de Suez à Marsa 'Alam, près de la frontière soudanaise, de Sharm al-Shaykh à Aqâba. Secteur privé, aménageurs du territoire et décideurs politiques expriment de concert les volontés et les moyens de mise en œuvre d'une « riviera » touristique, le long des côtes du golfe d'Aqâba. La mise en opération d'un aéroport international à Marsa 'Alam en août 2001 encourage spéculation et urbanisation intense du littoral jusqu'à la frontière sud du pays.

---

<sup>588</sup> Pour une vision du développement de ces deux régions, voir : SANMARTIN, Olivier. *L'intégration du Sinaï à l'espace égyptien : processus, images et enjeux*. Thèse de géographie sous la direction de P. Signole, université de Tours, 1998. SEGUIN, Jacques. *L'Égypte et l'Arabie Saoudite : système, réseaux et interfaces autour de la Mer Rouge septentrionale*. Thèse de géographie sous la direction J. F. Troin, université de Tours, 1996. AL-MIKAWY, Aly. *L'Environnement et la santé. Une étude des sciences de la société et de la santé*. Le Caire, 1995 (en arabe). Le chapitre six est consacré à une étude de terrain effectuée dans la région de Hurghada, Mer rouge, p. 117-134.

Les côtes méditerranéennes ont longtemps été dédiées aux estivants égyptiens. La côte d’Alexandrie à Marsa Matrûh connaît une tradition ancienne de villégiature balnéaire de l’aristocratie et de la bourgeoisie égyptienne. Depuis les vingt dernières années, la spéculation immobilière (capitaux arabes et égyptiens) et l’évolution des pratiques de loisirs des Egyptiens ont encouragé la multiplication des complexes de résidences balnéaires le long de cette côte, ne laissant à ce jour qu’une portion infime de littoral en accès direct et public. Depuis 2005, la côte nord méditerranéenne s’ouvre à l’international, en se dotant d’un aéroport situé à moins de quatre heures des capitales européennes, des premiers complexes intégrés, notamment en partenariat avec le groupe allemand TUI, leader mondial (complexe de Almaza). En 2005, la capacité hôtelière de la région est seulement de 1 700 chambres, avec seulement deux hôtels cinq étoiles. Les autorités comptent multiplier ce nombre par deux pour la fin de l’année 2006 et atteindre les 30 000 chambres d’ici 2010<sup>589</sup>. La côte du Nord Sinaï entre Port Said et al-‘Arish, connaît elle aussi une forte augmentation sur les quinze dernières années de la villégiature, essentiellement égyptienne. Le gouvernorat Nord Sinaï compte 15 hôtels en 2001 contre 7 en 1991, pour une population d’un peu plus de 250 000 habitants en 1996. De même, à une autre échelle, le gouvernorat d’Alexandrie double sa capacité hôtelière entre 1991 et 2001, et s’ouvre à l’accueil des croisières méditerranéennes. Toutefois, le secteur hôtelier est peu révélateur de l’ampleur du tourisme national dans les régions concernées. Celui-ci, essentiellement tourné vers la villégiature et pratiqué durant l’été, fait appel majoritairement à la location d’appartements et de villas meublés, lesquels se sont multipliés très rapidement à partir du milieu des années quatre vingt dix, transformant radicalement la physionomie de villes comme Al-‘Arish ou Marsa Matrûh<sup>590</sup>.

Les pratiques touristiques des Egyptiens ne font l’objet d’aucune étude, à notre connaissance. Elles sont essentiellement localisées sur la côte nord méditerranéenne. Alexandrie en marque la césure spatiale et sociale : à l’ouest, la côte est investie par les classes supérieures et très riches, où les corps de métier, syndicats, universités, armées, etc, possèdent des villages destinés à leurs employés, construits et financés à large échelle ; à l’est, à partir de Gamâssa et Ra’s al-Bâr, deux stations balnéaires populaires traditionnelles, jusqu’à al-‘Arish, les appartements et chalets meublés se sont multipliés, essentiellement à l’initiative

---

<sup>589</sup> *Ahram Hebdo*, 11-18 mai 2005.

<sup>590</sup> Pour une approche anthropologique des transformations de la région de *Marsa Matrûh*, voir : COLE, Donald & ALTORKI, Soraya. *Bedouin, Settlers and Holiday-Makers. Egypt’s Changing Northwest Coast*. Cairo, AUC Press, 1998.

d'entrepreneurs individuels, dont le capital investi est souvent lié aux revenus tirés de l'émigration dans les pays du Golfe. L'ampleur de l'urbanisation des côtes nord égyptiennes révèle deux phénomènes imbriqués, marquant de la décennie écoulée : le développement du tourisme national comme marqueur social et économique de pratiques de consommation et de loisir accessibles aux classes égyptiennes moyennes et supérieures, et la spéculation foncière et immobilière. Ces deux phénomènes vont de paire avec les politiques de libéralisation mises en œuvre durant les décennies quatre-vingts et quatre-vingt-dix<sup>591</sup>.

### **b) Le tourisme à Louxor**

Le long de la vallée du Nil, Louxor et Assouan sont les deux villes majeures inscrites au parcours touristique traditionnel : elles rassemblent les sites archéologiques les plus célèbres (nécropole thébaine à Louxor, temple de Philae et Abou Simbel dans la région d'Assouan). Les autres gouvernorats de Haute Egypte (Beni Suef, Miniya, Fayoum, Assiout, Sohag, Qena) représentent seulement 4 % du total des résidents en hôtel en 2000-2001. Les infrastructures d'accueil y sont très peu développées, soit environ une centaine d'hôtels pour l'ensemble de ces gouvernorats, essentiellement occupés par des Egyptiens. Louxor et Assouan représentent, respectivement, 6 et 4 % de la capacité hôtelière en 1996-97, soit des chiffres qui traduisent très partiellement le niveau de spécialisation touristique de ces deux villes.

Il est intéressant de noter, à travers les chiffres fournis par le ministère du Tourisme pour la première moitié des années quatre-vingt dix, l'augmentation soudaine du nombre de petits hôtels (une étoile ou sans catégorie). Magda Mohammad Goma'a, géographe de l'université de Hilwân, recense ainsi à Louxor onze nouveaux hôtels mis en opération entre 1995 et 1996, de catégorie trois étoiles et moins<sup>592</sup>. Ces chiffres appuient l'hypothèse formulée à partir d'observations de terrain : le dynamisme des activités touristiques à partir de

---

<sup>591</sup> L'avènement d'une classe de loisir égyptienne qui ne soit plus réservée exclusivement aux plus nantis attire jusqu'à présent peu l'attention des chercheurs. Le phénomène est pourtant caractéristique de l'évolution des pratiques sociales observées tout au long des années quatre-vingt-dix, et que l'on ne peut dissocier de l'apparition des centres commerciaux, des clubs de sport pour hommes et femmes, des régimes amaigrissants en tous genres, du crédit à la consommation, etc. Voir ABAZA, Mona. « Shopping Malls, Consumer Culture and the Reshaping of the Public Space in Egypt ». *Theory, Culture & Society*, vol. 18, n° 5, 2001, p. 97-122.

<sup>592</sup> GOMA'A, Magda Mohammad. *La géographie du tourisme de l'Egypte* (en arabe). Shibîne al-Kûm, 2000, p. 554-555 ((en arabe)). Ces chiffres procèdent vraisemblablement d'un décompte personnel de l'auteur, qualitatif et non exhaustif. On notera plus loin la sous-estimation du nombre des hôtels des catégorie trois étoiles et moins, par rapport aux chiffres fournis par le CAPMAS.

1992 ont encouragé certains migrants du Golfe à investir leur pécule dans un secteur touristique dynamique et prometteur. C'est notamment le cas pour les petits hôtels (deux étoiles et moins) situés dans les extensions urbaines récentes de la ville de Louxor, à l'instar de l'hôtel du Hagg 'Aly : celui-ci a travaillé durant vingt ans en Arabie Saoudite. De retour au pays en 1993, il investit sa fortune dans un taxi Peugeot et la construction d'un hôtel de trois étages, mis en activité à partir de 1995, dans le quartier de la rue Télévision, où la famille possédait un terrain de longue date.

Les chiffres fournis par les études du CAPMAS montrent en revanche que le nombre d'hôtels à Louxor est en baisse entre les deux périodes ultérieures de référence, avec en 1996/97, 71 hôtels en activité contre 67 en 2000/2001. La capacité d'accueil exprimée en nombre de chambres est néanmoins en légère augmentation, soit 4 443 en 1996/97 contre 4 577 en 2000/2001. Entre les deux périodes, le nombre d'hôtels de catégorie cinq étoiles double, en revanche, passant de 4 unités pour 1 405 chambres à 8 unités pour 1 737 chambres : soit une augmentation de 23 % du nombre de chambres. Les hôtels de trois étoiles et moins sont en baisse, selon les chiffres officiels.

33- Capacité hôtelière, Louxor

Capacité hôtelière à Louxor (Source : ministère du Tourisme)					Capacité hôtelière à Louxor (Source : CAPMAS)				
	1989		1994			1996/97		2000/2001	
Catégorie	unités	chambres	unités	chambres	Catégorie	unités	chambres	unités	chambres
5**	5	1214	4	1351	5**	4	1405	8	1737
4**	3	710	6	1035	4**	7	1255	7	1208
3**	6	470	12	625	3**	13	577	17	838
2**	5	229	10	510	2**	10	409	4	153
1**	10	304	9	248	1**	8	185	9	203
Sans	1	26	1	252	Sans	29	612	22	438
Total	30	2953	42	4021	Total	71	4443	67	4577

Ces établissements, autour d'une vingtaine en 1994 selon les sources du ministère du Tourisme, passent à 60 unités en 1996/97 (chiffres du CAPMAS) et tombent à 52 en 2000/2001. Ils représentent, respectivement pour les deux périodes, 40 % et 35 % de la capacité d'accueil exprimée en nombre de chambres. La distinction par nationalités montre en outre une répartition nette entre visiteurs étrangers et résidents égyptiens selon la catégorie

d'hôtel : en 2000/2001, 90 % des résidents en hôtels cinq et quatre étoiles sont étrangers ; cette part tombe à 30 % dans les hôtels de deux étoile et moins (cf. tableau suivant<sup>593</sup>).

<b>34- Louxor, résidents en hôtel, par nationalité, 2000/2001</b>					
<b>(source : CAPMAS)</b>					
<i>Standing</i>	<i>Egyptiens</i>	<i>Etrangers</i>	<i>Total</i>	<i>%Etrangers</i>	<i>%Egyptiens</i>
5**	24 555	240 089	264 644	90,7	9,3
4**	19 141	160 212	179 353	89,3	10,7
3**	15 287	56 954	72 241	78,8	21,2
2**	2 306	1 107	3 413	32,4	67,6
1**	9 186	3 687	12 873	28,6	71,4
Sans	22 762	9 936	32 698	30,4	69,6
Total	93 237	471 985	565 222	83,5	16,5

Comme nous l'avons déjà souligné, le voyage touristique dans la vallée du Nil se fait généralement selon deux formules : historiquement, la croisière sur le Nil et, plus récemment, les excursions à la journée à partir de la Mer rouge. Il est impossible de fournir une information chiffrée sur ces dernières. Les statistiques du secteur hôtelier expriment seulement une part du nombre total de visiteurs à Louxor ; soit 565 222 visiteurs en résidence hôtelière pour l'année 2000/2001, dont 83 % d'entre eux sont de nationalité étrangère, ce qui porterait le nombre de visiteurs étrangers à Louxor à seulement 469 000. Ce chiffre ne tient pas compte des hébergements en bateau de croisière, principal mode d'hébergement touristique à Louxor.

Nous reprenons donc ici les estimations présentées dans le rapport final du *Luxor Comprehensive Plan*, parrainé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)<sup>594</sup>. Louxor compterait en 1997 entre 1 et 1,5 million de visiteurs, chiffre incluant les résidents en bateaux de croisière<sup>595</sup> et les excursionnistes à la journée en provenance de la Mer

<sup>593</sup> La ventilation des résidents en hôtel par nationalité n'est pas fournie dans l'enquête de 1996/97.

<sup>594</sup> Ce plan, sur lequel nous revenons en détail dans la troisième partie, a été commandité par le ministère égyptien de l'Habitat de la Construction et exécuté par le Programme des Nations Unies pour le Développement, lequel a contracté la compagnie américaine Abt Associates pour sa mise en œuvre entre 1996 et 2000. Le plan établit les conditions d'aménagement de la région de Louxor dans une perspective à 2017.

<sup>595</sup> La flotte de bateaux de croisière compte en 1997, selon l'association égyptienne des établissements touristiques, 240 unités pour une capacité de 12 000 chambres. Certains bateaux se sont vus retirer leur permis de navigation en raison de leur état non-conforme. Les crises successives du tourisme en Egypte ont justement entraîné une mise en cale de certains bateaux, qui, faute d'entretien et de maintenance, se sont dégradés. Par ailleurs, les variations du niveau des eaux du Nil affectent tout particulièrement le trafic fluvial. En exemple, en novembre 2003, le gouvernement décidait de diminuer le débit du Nil, entraînant ainsi l'arrêt complet du trafic des bateaux de croisière durant un mois, en pleine haute saison touristique.



rouge. Une autre source permet de pondérer le nombre de visiteurs à Louxor, à savoir le nombre d'entrées sur les sites historiques. Si nous prenons avec les experts du PNUD la Vallée des Rois comme site-témoin, le service des antiquités enregistre entre janvier et juin 1997 un total de 568 000 entrées, dont 92 % de visiteurs étrangers ; soit une estimation de 1 à 1,2 million de visiteurs sur l'année<sup>596</sup>.

En raison de données non disponibles et des lacunes statistiques rencontrées, nous nous contenterons des estimations faites par les experts du PNUD : en 1997, Louxor accueille 1,2 millions de touristes étrangers. En 2006, selon les déclarations officielles, le nombre de visiteurs étrangers à Louxor serait autour de 3 millions, soit un tiers des arrivées touristiques en Egypte. Le rapport touriste/habitant est de l'ordre de 7,8 en 1996 pour Louxor-*madîna*, laquelle concentre les principaux sites historiques. Il est deux fois plus important en 2006 (15 touristes par habitant). Ce rapport n'a rien d'exceptionnel si l'on compare Louxor à d'autres lieux de spécialisation touristique dans le monde. En revanche, il s'articule à des contraintes aiguës d'organisation et d'occupation de l'espace ; des contraintes qui s'imposent à l'urbaniste, au politique, à l'archéologue, au touriste, au résident : densité de population record<sup>597</sup>, habitat au sein des sites antiques, forte proximité habitant/touriste. Les intérêts de chacun ne sont pas forcément convergents et, le plus souvent, s'entrechoquent plus qu'ils ne se concilient.

---

<sup>596</sup> Ces estimations ne tiennent pas compte de la chute brutale du mouvement touristique survenue en novembre 1997, après l'attentat du temple d'Hatshepsout. Ni des visites répétées sur un même site d'une partie des visiteurs. Celles-ci sont marginales sur l'ensemble des visites, le nombre moyen de nuitées touristiques en hôtel à Louxor étant de 3,6 en 1996/1997 (en croisière, le nombre de nuitées passées à Louxor est encore plus faible), laissant ainsi peu de temps aux visiteurs pour revisiter les sites.

<sup>597</sup> La population de *Louxor-madîna* est estimée à 200 000 habitants en 2006, pour une superficie d'environ 50 km<sup>2</sup> ; soit une densité de population de 4 000 habitants au km<sup>2</sup>.



## Annexe 3 : cartographie de Louxor

Les cartes listées (la plupart sont issues de notre collection personnelle) ont été essentiellement acquises auprès du service cartographique égyptien, *Egyptian General Survey Authority (Misâha)*, à Louxor et au Caire, à l'exception de la carte de 1891 (cliché obtenu à la Société Nationale de Géographie). Elles sont consultables dans les institutions suivantes :

- Observatoire Urbain du Caire Contemporain (OUCC), Centre d'Etudes et de Documentations Economiques et Juridiques (CEDEJ)
- Institut Français d'Archéologie Orientale (IFAO).

Citons aussi les travaux cartographiques propres à l'égyptologie :

- Relevés cartographiques de la Nécropole Thébaine effectué par Baraize en 1917. La collection est disponible à l'Institut Français d'Archéologie Orientale (IFAO) au Caire, à la Bibliothèque Nationale de France à Paris, à la bibliothèque du British Museum à Londres.
- Theban Mapping Project, dirigé par Kent Weeks.  
Site internet : <http://www.thebanmappingproject.com/>
- Egyptian Antiquities Information System : programme de développement cartographique et de recensement des sites archéologiques égyptiens, service égyptien des antiquités et coopération internationale finlandaise.

35- Inventaire des cartes sur Louxor

<i>Année</i>	<i>Titre</i>	<i>Langue</i>	<i>Echelle</i>
1891	Ministère des Travaux Publics. Direction Générale des Villes et des Bâtiments. Plan de la ville de Louxor	Français	1/2 000
1903/1912	Survey Department, survey in 1903-04, revised in 1912	Anglais	1/50 000
1922	Tourist Edition. Luxor and Karnak, The Theban Necropolis	Anglais	1/10 000
1922/1924	<i>Service du cadastre égyptien</i> Relevés de cadastre	Arabe	1/1 000
1926	<i>Luxor, Survey of Egypt</i>	Anglais	1/100 000
1931	<i>Luxor, plan de ville</i> <i>Survey of Egypt</i>	Arabe	1/10 000
1936/37/38	<i>Service du cadastre égyptien</i> Relevés de cadastre	Arabe	1/2 500
1988	<i>Service du cadastre égyptien</i> Basé sur les relevés de 1976.	Arabe	1/25 000
1991	<i>Survey of Egypt</i> . En coopération avec FINNIDA. Sheet NG36F6a. Basé sur des clichés aériens de 1988 avec vérifications faites en 1990.	Arabe Anglais	1/50 000
1999	<i>Luxor, plan touristique</i>	Arabe Anglais	1/15 000



## **Annexe 4 : lois et décrets, Louxor et sa région**

---

Liste des principaux textes de lois et décrets qui régissent Louxor et sa région.

Sources : *Journal officiel égyptien*. Liste complétée à l'aide des services du centre de *Middle East Law and Economic Study* (le Caire).

### **Décret n° 546/1960**

#### **Ministère des affaires locales et rurales**

Rattachement de la zone archéologique située sur la rive ouest du Nil de Louxor à la juridiction du conseil local de Louxor.

### **Décret n° 1755/1960**

#### **Présidence de la République**

Création de la ville de Louxor avec rattachement de cinq *shyâkha*.

### **Décret n° 7/1961**

#### **Ministère de la culture et de l'instruction**

Les terrains marécageux des temples de Louxor et de Karnak sont soumis à l'article 12 de la loi 215 de 1951 relative aux antiquités.

### **Décret n° 48/1961**

#### **Ministère de l'Intérieur**

Création d'un poste de police à Louxor, avec compétence sur la ville et les *shyâkha* dépendantes.

### **Décret n° 582/1961**

#### **Présidence de la République**

Composition du conseil de la ville de Louxor.

### **Décret n° 453/1966**

#### **Ministère de l'administration locale**

Limites de la ville de Louxor.

### **Décret n° 134/1976**

#### **Ministère du tourisme**

La région de Louxor comme région touristique.

### **Décret n° 153/1989**

#### **Présidence de la république**

##### *Article 1*

« Louxor est une ville qui possède une importance particulière (اهمية خاصة) pour son caractère archéologique et civilisationnel ancien (اهمية خاصة لطايبها الاثري و الحضاري العريق) et en raison du tourisme international. Elle constitue une vitrine civilisationnelle pour la république arabe d'Egypte ( واجهة حضارية ) ».

**Articles 2 à 6 : sur les prérogatives du président de la ville**

Le président de la ville est représentant du pouvoir exécutif de la ville et est responsable de l'application de la politique générale du pays... Le président de la ville est responsable devant le chef du conseil des ministres (soit le Premier ministre) et doit rendre compte auprès du ministère de l'administration locale des résultats d'activités au sein de la ville et de tout sujet qui concerne les relations entre la ville et son gouvernorat de rattachement, et de tout autre gouvernorat.

**Article 7**

Sur la composition du conseil supérieur de *madīnat al-Uqsur*.

**Article 9**

Sur les prérogatives du conseil de la ville, en 13 points, comme stipulées (avec variante liée à la spécificité de la ville) dans la loi sur le système administratif local (n° 43/1979, article 12. L'article 10 est modifié en 2003 en rapport à la situation de Louxor). Où l'on note la centralité du tourisme dans la définition des prérogatives du conseil.

**Décret n° 748/1990**

**Cabinet du Premier ministre**

Séparation de *madīnat al-Uqsur* du *markaz* de Louxor ; Bayadiya devient *madīna*. Modification du *markaz* de Louxor.

**Décret n° 684/1993**

**Cabinet du Premier ministre**

Limites de la *madīnat al-Uqsur* : intégration de Gazīra al-‘Awamiyya, de Madamūd et de al-Baraka al-Muqaddasa.

**Décret n° 3284/1995**

**Cabinet du Premier ministre**

Modification des limites administratives de la ville de Louxor. Les villages du *markaz* sont intégrés à *madīnat al-Uqsur*. Bayadiya est une *madīna*. Sont intégrés Qibli Qamūla (anciennement rattaché à Naqāda), al-Aqālta, Daba'īya (anciennement rattaché à Armant).

**Décret n° 7998/1997**

**Ministère de l'Intérieur**

Création d'une cour et d'un tribunal militaires et policiers à Louxor.

**Décret n° 415/1998**

**Présidence de la République**

Sur le financement du plan de développement de Louxor.

**Décret n° 2326/2000**

**Cabinet du Premier ministre**

Modification des limites de *madīnat al-Uqsur*.

**Décret n° 230/2001**

**Présidence de la République**

Sur la fonction de gouverneur de *madīnat al-Uqsur*.

**Décret n° 3175/2001**

**Ministère de l'intérieur**

Création d'un poste de police à New Theba, distinct de celui de la ville de Louxor mais administrativement dépendant (sic).

**Loi n° 96/2003**

**Approuvée par l'assemblée du Peuple**

Ajout d'une troisième et quatrième clause à l'article 10 du décret n° 43/1979 relatif aux administrations locales. Mention particulière à l'égard de *madînat al-Uqsur* et à la création d'un « conseil supérieur populaire local ».

**Article 10, clause 3 :**

*« La ville, dont le statut spécifique est déterminé par décret présidentiel, est dotée d'un conseil supérieur populaire local, composé selon les dispositions décrites dans la clause 1 de cet article ; le conseil doit posséder tous les pouvoirs relatifs au conseil local populaire de gouvernorat, comme prescrit par la présente loi ».*

*« Le conseil supérieur populaire local de Louxor est composé des membres actuels qui siègent, au niveau du markaz et de la ville de Louxor, au conseil populaire local du gouvernorat de Qéna. Leur affiliation en tant que membre est valide le temps de leur mandat aux conseils populaires locaux en activité ».*

19 juin 2003





## **Annexe 5 : Louxor, vingt cinq ans d'aménagement**

---

Nous citons ici les plans d'aménagement auxquels nous avons eu accès. Cette liste n'est pas exhaustive et ne tient pas compte des programmes de développement et d'aménagement plus techniques ou plus généraux dans lesquels Louxor est retenue comme localité d'intervention (comme par exemple le programme *Shurûq* pour le développement rural, ainsi que celui concernant le développement des villes secondaires d'Egypte, tous deux financés par USAID, l'agence américaine de développement).

1. UNESCO, sans date : Shankland Cox Partnership. *Luxor – Ancient Thebes. A Report to Unesco*, 49 p.
2. BANQUE MONDIALE : 1981 : *Study on Visitor Management and Associated Investment on the West Bank of the Nile at Luxor*, Interim report, 2 volumes, October 1981. Presented to the Ministry of Tourism and Civil Aviation. Arthur D. Little International, inc. in association with Shankland Cox Partnership, William R. Fothergill, Sherif M. El-Hakim and Associates.
3. MINISTERE DE L'HABITAT, 1987-1993 : General Organisation for Physical Planning/Ministère de l'Habitat & Bureau d'ingénierie et de consultance (APCO). *Al-Imtidâd al-'umrâni li madîna al-Uqsûr* (Extension urbaine de la ville de Louxor), cinq rapports (en arabe).
4. CONSEIL SUPERIEUR DE LA VILLE DE LOUXOR. *Luxor 21. Schedule for Development and Growth* (en arabe, sans date).
5. CONSEIL SUPERIEUR DE LA VILLE DE LOUXOR, 1993-94 : Conseil de la ville de Louxor/Engineering Consulting. « Projet d'étude de relocalisation des populations de Gurna dans la zone de Al-Târif al-Gadîda, rive ouest de *madînat al-Uqsûr* » (en arabe).
6. MINISTERE DE L'HABITAT, juillet 1994 : Ministère de l'habitat. *Rapport préliminaire concernant Louxor : « sur la sauvegarde du patrimoine culturel »* .
7. PNUD/MINISTERE DE L'HABITAT, 1996-2002 : *Comprehensive Development for the City of Luxor Project*.



## Annexe 6 : faire un projet touristique au Caire

---

*Procédures administratives dans les années quatre vingt dix*<sup>598</sup>

### **A- Autorisations demandées au niveau du *qism* (district)**

1. Département de la Sécurité
2. Commission à la planification
3. Commission générale du *qism*
4. Conseil populaire du *qism*
5. Président du conseil exécutif local du *qism*

### **B- Autorisation au niveau du gouvernorat**

1. Département des licences
2. Bureau du secrétaire aux affaires du tourisme
3. Commission à la planification
4. Commission à la sécurité
5. Le secrétariat aux affaires de l'Habitat prépare un rapport soumis au conseil populaire de gouvernorat.
6. Commission à la planification du conseil populaire local
7. Commission à la sécurité du conseil populaire local
8. Conseil populaire local
9. Conseil exécutif du gouvernorat
10. Gouverneur du Caire
11. Le gouverneur adjoint informe le ministère du tourisme, au département à l'incitation (chargé donc d'étudier les projets touristiques)
12. Transmission du dossier auprès du département des licences du ministre du tourisme
13. le sous-secrétaire au tourisme délivre l'autorisation finale.

A Louxor, en raison du statut spécifique de *madīnat al-Uqsur*, et en l'absence de conseils populaires locaux directement rattachés à *madīnat al-Uqsur* (voir infra, troisième partie), l'entrepreneur local présente directement son projet au conseil supérieur de la ville de *madīnat al-Uqsur* et au ministère du tourisme, au Caire. Ce qui ne lui laisse pas moins d'une dizaine d'autorisations à recueillir afin de mettre en œuvre son projet.

---

<sup>598</sup> D'après OWEISS, Ibrahim. « Steps Required to Establish a Tourist Project in Cairo ». OWEISS, Ibrahim (ed.) *The political Economy of Contemporean Egypt*. Washington, Georges Town University. Center for Contemporary Arab Studies; 1990, p. 49. Document que nous avons recoupé avec nos propres observations et enquêtes.



## Annexe 7 : pétitions des habitants de Gurna, 1996 et 2006

بسم الله الرحمن الرحيم  
=====

السيد /

بمعد التحية وتقديم واجب الاحترام :-  
قد مه لسيادتك / اهل لى القزنه بندر الاقصر - عنهم عبد السلام احمد صولى المقيم  
بالقرنه نجح الحروبات - بندر الاقصر -  
نشرف بعرض الاتى

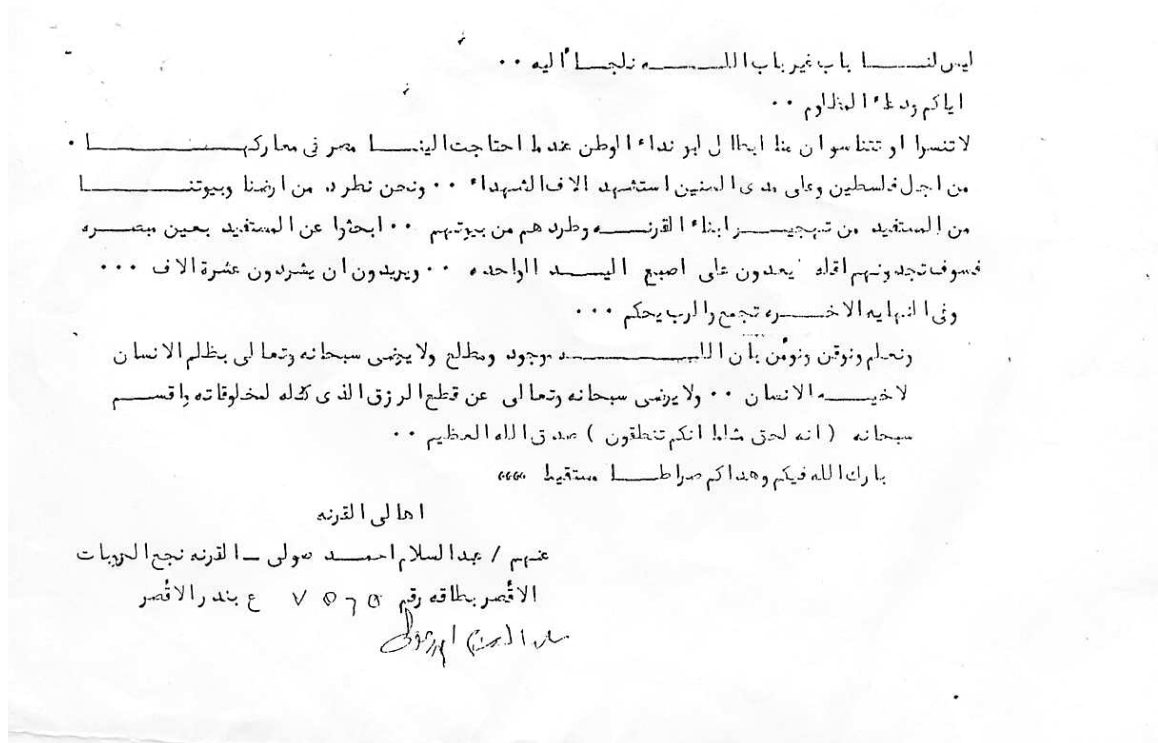
نحن اها لى القزنه نؤمن ونصبر ونستغيث من ظلم وقبح علينا . . . ولجائنا فيه الى كل مسؤول باك وله  
عليه ان ينفقنا وينسج الحقوق فى ندابها . . .

اصبحنا مهدون فى بيوتنا . . . اصبحنا نعانى من القلق . . . من تهديم بيوتنا فوق رؤسنا  
من نظره من اوطاننا (بيوتنا) وسيادتك تعلمون لمعانى منه احساس المطرود من وطنه . . .  
الغريب فى بيته . . . والمهاجر من فوق ارضه . . . وهو عليها غريب . . . اصبحنا  
نمشى فى بيوتنا . . . وكل ذلك بحجة اننا نضرب بالظلم العام للسياحه ، ونهدد امن الاشجار  
ولاندرى من الذى افترى بهذه المشائعات . . . فنحن من الاثار والاثار نكون . . . اقواتنا ومعيشتنا  
من السياحه ولا مورد رزق لنا بعد الله سوى من الاعمال السياحيه . . .

السائحون من كل دول العالم وعلى اللى البعيد يشهدون بان تواجدنا هو المصعب الاول من اعمده صناعه  
السياحه فى مصر . . . الموسم السياحي هو موسمنا فقيسه تزوج اولادنا كل ينتظر المزارع موسم الحصاد . . .  
نحن لسنا بلد زراعي او صناعي . . . نحن اكثر من عشرة الاف اسره نقيم ونسكن ونعيش من فوق ارض القزنه  
وهى لنا كماء للسك ، لماذا تهجيرنا لماذا بعدنا عن المناطق الاثريه ؟ وما هـ  
عيرتنا على مدى مائتة طم او يزيد . . . بيننا وبين السائحون علاقة نسب ومضاهره . . . خالقنا الله  
وسبب لنا الرزق فى تعاملنا مع السائحون . . . نحن واجبه مشرفه للمصري بحلاقاتنا مع السائحين . . .  
الطرد والتهجير لا لسبب الا اللهم ان كان حاجة فى نفس يعقوب . . .

يظن ان التسيب فى تهجيرنا انه سوف يفرد باستثماره فى الاعمال السياحيه . . . ونسى انه مهبط جهنم واستعد  
لاستقبال السائح فلا يبالج لان السائحون يكفيم من الاثا الذى رهبه الله لنا لانه مورد رزقنا الوحيد . . .  
لانقول لا لن اراد ان يشاركنا اقواتنا ولكن لا يجرهنا ارقاننا . . .

لانقول لا امن يضرب بالاثار ولكن نقول لا لمن يريد ان يساونا ارضنا وبيوتنا ويحاربنا فى ارقاننا . . .  
جائت السيول وكانت اندارا من الله . . . والدوله مشكوره تامت باقمى مساعدها من جهه جزا الله المسترلين غنا  
فى ذلك خير . . . ولكن ان نستمر قمرى السيول ونستغلها فى ان نظره اهل التلك فبهذا ظللنا نشكو فيه الى رب  
العباد . . . نحن لانرجو الا نزلوا الى ارض الواقع وبحث الموضوع بمشورعه وبدون اغراض شخصيه ممن لا يعملون  
عن الاعمال الاثريه والسياحيه شى . . . ممن يقال عنهم مستحدثون النعبه . . . فيط انعم الله عليهم جلا ثرا  
ايطردون من يقتاتون من السياحه على ارض القزنه . . . ارحمونا وارحموا صغارنا . . . لاتجعلونا غرباء على ارضنا



*Pétition non datée, distribuée en 1996.*

Au nom de Dieu le miséricordieux,

Monsieur/...

Nous, habitants de Gurna, district de Louxor, représentés par Ahmad Sûly, résident à Gurna, hameau des Hurûbât... avons l'honneur de vous présenter ce qui suit :

Nous, habitants de Gurna, gémissons, crions et appelons à l'aide contre l'injustice dont nous sommes victimes. Nous faisons appel à tout responsable officiel dans l'espoir que justice nous soit rendue et que nos droits soient rétablis.

Nous sommes menacés dans nos maisons et l'angoisse nous étreint. Quand nos maisons vont-elles être détruite sur nos têtes ; quand allons-nous être chassés de nos terres (*awtân*) ? Vous êtes bien placés pour connaître la souffrance de celui qui est chassé de ses terres/pays (*watan*), de celui qui est étranger dans sa propre maison... celui qui est immigré sur sa propre terre, et qui y est devenu étranger (*gharib*). Nous doutons de notre égyptienneté. Et tout cela sous le prétexte que nous portons préjudice aux paysages destinés aux touristes et que nous menaçons les monuments. Nous ne savons pas qui répand ces rumeurs calomnieuses. Nous existons par et pour les antiquités. Et notre pain quotidien est fourni par le tourisme, nous n'avons d'autres moyens de subsistance, après Dieu, que les activités du tourisme.

Les touristes du monde entier peuvent attester depuis longtemps que notre présence est le nerf (*'asab*) central du tourisme en Egypte. La saison touristique est celle où nous marions nos enfants, comme le paysan attend la saison de la récolte. Nous ne vivons pas dans une région agricole ou industrielle. Nous sommes plus de 10 000 familles qui résident, habitent, vivent sur la terre de Gurna. Celle-ci est pour nous comme l'eau est au poisson. Pourquoi nous déporter (*tahjîr*), pourquoi nous éloigner des zones archéologiques ? Que nous reproche-t-on depuis cent ans ou plus ? Entre nous et les touristes, il y a des rapports d'alliance. Dieu nous a créés et a fait que notre subsistance découle de nos relations avec les touristes. Nous sommes une vitrine qui fait honneur à l'Egypte. L'expulsion et la déportation n'ont aucune raison d'être si ce n'est dans l'esprit de Jacob [sic].

Celui qui est la cause de notre déportation s'imagine pouvoir obtenir l'exclusivité des investissements dans le tourisme. Il oublie que quoi qu'il fasse en matière d'accueil touristique, cela ne fonctionnera pas parce que le touriste a besoin de nous rencontrer ; cette rencontre que Dieu nous a gratifiée parce que c'est là notre seul moyen de subsistance.

On ne dit pas non à celui qui veut partager notre pain, mais à condition qu'il ne nous en prive pas.

On ne dit pas non à celui qui porte préjudice aux monuments [sic] mais on dit non à celui qui veut nous déposséder de notre terre et de nos maisons, et nous disputer notre pitance.

Les inondations sont venues [novembre 1994], c'est un avertissement de Dieu. L'Etat (*dawla*) a fait tout son possible dans ces circonstances, que Dieu récompense ses responsables comme ils le méritent. Mais qu'on utilise les villages des inondations [village *al-suyûl*, construit dans le désert pour le relogement des victimes des inondations], pour expulser les habitants du village, ceci est une injustice, et nous en appelons au seigneur. Tout ce que nous souhaitons, c'est de redescendre sur le terrain et étudier la question avec objectivité, sans arrière-pensées individuelles de la part de ceux qui ignorent tout des activités touristiques et archéologiques. Ceux dont on dit qu'ils sont des nouveaux riches. Dieu les a pourvus de ses bienfaits, et ils sont venus chasser ceux qui vivent du tourisme sur la terre de Gurna... Ayez pitié de nous et ayez pitié de nos enfants. Ne faites pas de nous des étrangers sur notre propre terre.

Nous n'avons de portes où frapper que celle de Dieu.

Ecoutez la prière de celui qui est victime d'injustice.

N'oubliez pas et ne faites pas mine d'oublier qu'il y a parmi nous des héros qui ont répondu à l'appel de la patrie (*watan*), quand l'Egypte a eu besoin de nous dans ses batailles pour la Palestine. Durant de nombreuses années, des milliers de martyres sont tombés. Et voilà qu'on nous expulse de nos terres.

A qui profitent la déportation (*tahgîr*) des Gurnawis et l'expulsion de leurs maisons ? Cherchez bien qui profite et vous les trouverez très peu nombreux. Ils se comptent sur les doigts d'une seule main. Et ils veulent priver des dizaines de milliers de personnes de leur toit.

Le jugement dernier nous rassemblera tous, et Dieu reconnaîtra les siens.

Nous savons avec certitude, et nous avons la foi, que Dieu est là et qu'il sait, que le tout-puissant n'accepte pas l'injustice faite par l'homme à son frère.

Que Dieu tout puissant n'accepte pas que l'on prive ses créatures de la subsistance qu'Il leur a accordées [suit une citation coranique].

Dieu vous bénisse et vous montre le droit chemin.

[Signature] les habitants de Gurna, Abdel Salâm Ahmad Sûly – al-Gurna, hameau des Hurûbât, Louxor [Suit le numéro de la carte d'identité de la personne signataire du texte], district de Louxor.

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

## معالي السيد الرئيس / محمد حسني مبارك - رئيس الجمهورية

تحية احترام وتقدير " وبعده

مقدمه لسيادتكم أهالي بالبر الغربي بمدينة الأقصر \_ المزمع تهجيرهم إلى قرية الطارف الجديدة تحت الإنشاء. نحن أهالي هذه القرية التاريخية والتي عاشت منذ آلاف السنين في منازلها الكائنة في حضان في الجبل والتي تصدت بأرواحية وأنبائها ضد الإرهاب والتطرف في عام ١٩٩٧ وهي التي ساندت المؤسسة الشرعية في البلاد (( الحزب الوطني )) في الانتخابات الرئاسية ومجلس الشعب وخرج رجالها ونسائها للإدلاء بنعم للحزب الوطني وللرئيس المحبوب فخامة السيد / محمد حسني مبارك - راعي الأمن والسلام والشرعية والعدل في البلاد حفظه الله وأطال في عمره نتعرف لضغوط وظلم شديد وزعزعة للثقة بالمؤسسة الشرعية على يد الرئيس الأعلى لمدينة الأقصر ورئيس المجلس الشعبي المحلي الأعلى بالأقصر دون النظر لعواقب الأمور المترتبة على هذه القرارات القاسية وأسس بنود التهجير القاسية من قبلهم واليكم الموضوع :

عن حوالي أكثر من ٣٥٠٠ أسرة تعيش في سلام وأمن - أراد رئيس مجلس مدينة الأقصر ومعه رئيس المجلس الشعبي بالمحافظة نقل كل هؤلاء الأسر إلى مساكن عددها ٤٠٠ وحدة سنيه غير مطابقة للمعيشة ولا تناسب ظروف الاهالي ، حيث انه لم يأخذ في الاعتبار رأى ومشورة الأهالي في تصميم الرسومات الهندسية للمساكن ومدى ملاءمتها لهم في المعيشة ولم يراعوا البعد المكاني بين المدينة والقرية حيث لكل منها ما يناسبها .

اسند أمر حصر الاهالي والأسر الى رئيس المجلس المحلي الأعلى لمدينة الأقصر دون غيره رغم وجود حضر سابق لدى الأملاك في مصلحة الآثار مما نتج عن ذلك عدم وجود حصر دقيق واشتمل على بنود مناسبة مثال وجود أسرة مكونة من ستة أفراد بالغين تقرر إعطاء فرد واحد ولا يعطى الآخرين وكان الأمر في يده يهب من يشاء ويمنع من يشاء فنتج عن ذلك خلافات أسرية شديدة واعتراض وعدم رغبة في التهجير وترك الأمر على ما هو عليه واختصر الأمر على حصر ٤٠٠ وحدة اسرية من اصل أكثر من ٣٥٠٠ أسرة فلمصلحة من هذا الظلم البين ؟ وبما إننا في ظل القانون ونعلم حرصكم علينا فأنا نطالب سيادتكم حمايتنا واسرنا من أفعال رئيس مجلس مدينة الأقصر ورئيس مجلس مدينة الأقصر ورئيس المجلس الشعبي المحلي الأعلى للأقصر : ونحن لا نمانع من الخروج ولكن في ظل حصر عادل يعطى كل حق حقه وان يتم تشكيل لجنة مشتركة من رؤوس العائلات + هيئة الآثار والأملاك بحصر عدد الأفراد في الأسرة الواحدة + حصر عدد المساكن التي تملكها كل أسرة على الطبيعة لتحديد العدد الواجب توافره من المساكن وعمل جدول زمني مرحلي للتهجير . وتنفيذا لتوجيهات السيد الرئيس / محمد حسني مبارك - بان يكون البديل مناسباً ، وإلا فإننا نعتذر عن إخلاء مساكننا الحالية في ظل الشديد الذي نتعرض له .

### ولسيادتكم جزيل الشكر والتقدير

#### مقدمه لسيادتكم عن الاهالي

/١٦	/١١	/٦	/١
/١٧	/١٢	/٧	/٢
/١٨	/١٣	/٨	/٣
/١٩	/١٤	/٩	/٤
/٢٠	/١٥	/١٠	/٥



*Pétition non datée, distribuée au début de l'année 2006*

Au nom de Dieu le miséricordieux,

Son excellence, Mr le Président, Muhammad Husny Mubârak, président de la République,

De la part des habitants de la rive ouest de la ville de Louxor... qu'il est prévu de déplacer (*tahgir*) vers le village de Tarif al-gadîd, à ce jour en construction.

Nous, habitants de ce village historique dans lequel nous vivons depuis des milliers d'années, résidants dans ces maisons qui sont au cœur de la montagne, nous qui avons affronté, au péril de notre vie et de celles de nos enfants le terrorisme et l'extrémisme en 1997, nous qui avons soutenu l'institution légitime dans le pays (le parti national) aux élections présidentielles et législatives, nous, dont les hommes et les femmes sont allés voter oui pour le parti national et notre président bienaimé, Muhammad Husny Mubârak – puisse-t-il assurer la sécurité, la paix, la légalité et la justice dans le pays ; que Dieu le protège et lui donne longue vie.

Nous sommes exposés à des pressions et une injustice sévères ; ébranlée est notre confiance dans l'institution légitime représentée par le président du conseil supérieur de la ville et le président du conseil populaire locale de Louxor, qui n'évaluent pas les conséquences des décisions cruelles qu'ils ont prise et des modalités cruelles de transfert de populations (*tahgîr*).

Voici l'objet :

Concernant plus de 3500 familles qui vivent en paix et en sécurité... Le président du conseil de la ville de Louxor et le président du conseil populaire local veulent déplacer toutes ces familles dans 400 logements, impropres à l'habitation et qui ne correspondent pas aux conditions de vie des villageois. Sans prendre en considération l'avis des habitants, sans consultation concernant les plans de relogement et sans évaluer leur adaptation aux conditions de vie des habitants. Ils n'ont pas pris en compte la distance entre la ville et le village, et les besoins qui correspondent à chacun.

Le recensement des habitants et des familles a été confié au président du conseil de la ville de Louxor, et à lui seul, alors qu'il existait déjà un recensement auprès du service du cadastre du service des antiquités. Il s'en est suivi l'absence d'un recensement précis qui aurait inclut des données appropriées, telles que l'existence de familles composées de six individus adultes. Ces familles comptent comme un seul individu. Le président à tout pouvoir : il donne à qui il veut et prive qui il veut [expression qu'on utilise aussi pour Dieu]. Il s'en est suivi des conflits au sein des familles, des protestations et le refus de partir (*tahgîr*). Les procédures ont été suspendues, et les résultats de recensement ont donné 400 familles, sur un total de plus de 3 500.

Dans quel intérêt a-t-on créé cette injustice criante ? Et puisque nous sommes sous la protection de la loi, et que nous savons l'attention que vous nous portez, nous sollicitons de votre excellence que vous nous protégiez des agissements du président de la ville et du président du conseil. Nous ne sommes pas hostiles à l'idée de partir, mais à condition qu'un recensement juste soit effectué, qui accorde à chacun ses droits, qui soit fait avec un comité paritaire qui incluent les chefs de famille, le service des antiquités et le cadastre, qui prennent en compte le nombre d'individus adultes par famille, qui dénombrent le nombre de logements que possède chaque famille, afin de déterminer le nombre de logement à pourvoir et établir un calendrier par étape pour le transfert de populations (*tahgîr*). Sous l'exécution des directives du président Muhammad Husny Mubârak, l'alternative doit être appropriée. Auquel cas, nous refusons d'évacuer nos maisons actuelles face à l'injustice profonde dont nous sommes victimes.



## **Annexe 8 : comité du patrimoine mondial, Louxor, 2007**

Extrait du texte préparé pour la trente et unième session du comité du patrimoine mondial, relatif à Louxor et la nécropole thébaine ; accessible sur internet : <http://whc.unesco.org/archive/2007/whc07-31com-7badd2f.doc>

**Patrimoine mondial**

**31 COM**

**Distribution limitée**

**WHC-07/31.COM/7B.Add.2**

**Paris, 15 juin 2007**

**Original: anglais / français**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION,  
LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU  
PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL MONDIAL**

**COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL**

**Trente-et-unième session**

**Christchurch, Nouvelle Zélande**

**23 juin – 2 juillet 2007**

**Point 7B de l'Ordre du jour provisoire: Etat de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial**

### **RESUME**

Ce document contient les rapports sur l'état de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, et est divisé en trois parties :

- I. Rapports sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial qui n'ont pas été inclus dans les documents précédents :
  - 35. **Sanctuaire historique du Sanctuary (Péru) (C 274)**
  - 55. **Thèbes antique et sa nécropole (Egypte) (C 87)**
- II. Rapports révisés sur l'état de conservation de biens du patrimoine mondial. Ces rapports remplacent ceux inclus dans le document *WHC-07/31.COM/7B* :
  - 32. **Caucase de l'Ouest (Fédération de Russie) (N 900)**
- III. Format pour la soumission des rapports sur l'état de conservation par les Etats parties.

Les rapports complets des missions de suivi réactif demandées par le Comité sont disponibles dans leur langue originale, à l'adresse Internet suivante : <http://whc.unesco.org/archive/2007/>

## 55. Thèbes antique et sa nécropole (Égypte) (C 87)

Année d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial

1979

Critères

(i) (iii) (vi)

Année(s) d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial en péril

Néant

Décisions antérieures du Comité

Délibérations du Bureau, notamment en 1998 (*WHC-98/CONF.203/18*) et 2001 (*WHC-01/CONF.208/3*) ;

### 30 COM 7B.46

Assistance internationale

Montant total accordé au bien : 14.000 dollars EU au titre de l'assistance technique en 2001 (Thèbes et Abou Mena).

Fonds extrabudgétaires de l'UNESCO

Montant total accordé au bien : 694.000 dollars EU provenant du fonds-en-dépôt japonais 2002-2004 (restauration de peintures murales).

Missions de suivi antérieures

Mission de suivi réactif de l'ICOMOS en 2001 et mission d'un expert en hydrologie en 2002. Missions du Centre du patrimoine mondial en juillet 2006 et mai 2007.

Principales menaces identifiées dans les rapports précédents

Montée de la nappe phréatique (Louxor, Karnak) ;

Risques d'inondations (vallées des Rois et des Reines) ;

Absence d'un périmètre de protection défini pour le bien et d'une zone tampon ;

Absence de plan de gestion global ;

Vastes projets d'infrastructure en cours ou prévus ;

Urbanisation incontrôlée ;

Envahissement de la rive occidentale par les habitations et l'agriculture ;

Grands projets d'aménagement et d'infrastructure à Karnak et Louxor ;

Démolitions dans le village de Gurnah sur la rive occidentale du Nil.

Problèmes de conservation actuels

Suite à des informations alarmantes qui émanent de sources diverses et à un échange de correspondance, les autorités égyptiennes ont invité une mission du Centre du patrimoine mondial sur le site dans les jours ayant précédé la 30e session du Comité du patrimoine mondial (Vilnius, juillet 2006). Comme le rapport ne figurait pas dans les documents de la session, en voici la synthèse.

Ce rapport commence par résumer toutes les menaces perçues, identifiées dans les récentes communications provenant de sources diverses et signalées au Comité dans le document *WHC-06/30.COM/7B*. Il contient également des recommandations sur la mise en œuvre du « Plan directeur de Louxor 2030 » établi par le Gouverneur suite à une étude du PNUD en 2002-2003, qui porte sur l'aménagement de la région où se trouve le bien et comprend 32 projets d'aménagement à court terme, dont beaucoup ont déjà démarré. Les objectifs du plan directeur sont centrés sur le développement du tourisme, la satisfaction des besoins sociaux et économiques de la population et la protection des antiquités.

Le rapport de la mission passe aussi en revue de manière systématique tous les problèmes soulevés, à savoir : la création d'une esplanade en plein air avec une chaussée allant du premier pylône du temple de Karnak jusqu'au Nil ; la destruction de tous les bâtiments et structures de la zone (dont le Centre d'études franco-égyptien et ses annexes, le stade, les boutiques de souvenirs et les habitations, un jardin public, des aires de stockage de vieilles pierres, le complexe résidentiel au bord du Nil surnommé le « Village français ») ; l'abaissement de la route en corniche et son déplacement plus près du Nil ; la construction d'un parc de stationnement à l'emplacement du stade actuel ; la construction de magasins le long de l'esplanade, côté Sud, ainsi qu'un centre d'accueil des visiteurs.

Le rapport de la mission note que l'objectif global d'une vaste esplanade devant le temple de **Karnak** était de « corriger le développement hasardeux d'installations secondaires qui sont apparues au fil du temps et de les moderniser dans le cadre d'un plan harmonisé ». La mission a insisté sur la nécessité pour l'État partie d'organiser un concours de design international pour l'entrée du temple de Karnak, afin d'encourager des solutions d'aménagement de haute qualité qui soutiennent et favorisent une nouvelle vision de la gestion du patrimoine, et de respecter les vestiges archéologiques existants et les témoignages qui subsistent.

La mission a également décrit les projets annoncés à **Louxor**, comme l'excavation de l'allée des Sphinx dans sa totalité, « conçue pour mettre en évidence la connexion physique passée des temples de Louxor et de Karnak par l'exposition de l'allée de cérémonie de 3 km de long qui les reliait dans l'Antiquité ». Le rapport indique que même si « les travaux exécutés dans ces zones ont déjà montré l'état de conservation satisfaisant de

l'allée », elle est en partie « recouverte par la ville contemporaine et exigera la démolition d'au moins 300 habitations ».

En ce qui concerne le projet de démolition de la plupart des maisons construites au-dessus des anciennes tombes à **Gurnah** (Qurna) et du déplacement des villageois vers un nouvel emplacement, le rapport indique que le nouveau village proposé offrira « toutes les installations de base pour le service d'eau, le tout-à-l'égout, les soins primaires et l'éducation, ainsi qu'un marché dont Gurnah ne dispose pas actuellement ». La mission a constaté que l'État partie avait souligné « l'incompatibilité et le caractère insupportable de la situation en termes de conditions de vie des communautés par rapport à la gestion du site du patrimoine mondial » et que « les habitants ne partiraient de leur plein gré qu'avec une indemnité suffisante ».

L'ICOMOS a examiné le rapport de la mission et fait les remarques suivantes :

L'information communiquée démontre que si le plan directeur met surtout l'accent sur la dépollution, l'amélioration de l'image et des conditions pour les touristes, la rénovation, l'assainissement, etc., il ne parle pas de protéger la valeur universelle exceptionnelle du site. Partant, il accorde peu d'attention au meilleur moyen de maintenir l'ensemble complexe de couches historiques qui fondent l'inscription de Thèbes sur la Liste, et au fait que de nombreuses parties importantes du site sont en effet tenues à l'écart sans raison.

La démolition de certaines structures près de Karnak, des établissements urbains plus tardifs entre les deux temples et de larges secteurs de Gurnah ne sont ni des approches acceptables au regard des principes de conservation contemporains (qui exigent que les modifications se bornent exclusivement à celles qui sont indispensables pour répondre à des besoins fonctionnels élémentaires, et ceci, uniquement là où cela peut se faire sans perte pour les valeurs patrimoniales), ni des approches respectueuses de la valeur universelle exceptionnelle du bien. Même si certains de ces lieux ne peuvent pas vraiment être qualifiés « d'antiquités », ils devraient être protégés comme étant indissociablement liés à l'évolution du site et, par conséquent, mériter les mesures de protection les plus poussées. La disparition de Gurnah, en particulier, dont les habitants ont fourni la majeure partie de la main-d'œuvre sur les fouilles à Thèbes depuis le XIXe siècle, représenterait la perte d'une localité de grande importance dans le cadre de la proposition d'inscription originale. L'évacuation des habitants de Gurnah et la réduction du village à un choix de quelques bâtiments historiques survivants (et vides) est un acte qui va à l'encontre de tous les principes de conservation. L'ICOMOS précise qu'en 1998, puis en 2001, le Bureau du Comité du patrimoine mondial avait recommandé de « lancer un programme de coopération comprenant des relevés géologiques, archéologiques et géographiques, des études cartographiques et anthropologiques et une évaluation des qualités historiques et de paysage culturel des contreforts du massif et de la présence du village de Gurnah sur le site » et « d'ajourner tout nouveau transfert de la population de Gurnah jusqu'à ce que ces études aient été effectuées ».

La démolition des structures le long de l'allée des Sphinx proposée entre les temples de Louxor et de Karnak est un effort en vue de reconstruire les relations physiques passées. Toutefois, les *Orientations* soulignent que : « En ce qui concerne l'authenticité, la reconstruction de vestiges archéologiques ou de monuments ou de quartiers historiques n'est justifiable que dans des circonstances exceptionnelles ».

Lors de sa 30e session, le Comité du patrimoine mondial a notamment demandé à l'État partie de fournir les détails du projet de réimplantation des villageois et des nouveaux aménagements, ainsi que leurs impacts visuels et environnementaux, et de veiller à ce que « tous les plans architecturaux des nouvelles installations respectent la valeur universelle exceptionnelle du bien du patrimoine mondial ».

L'État partie a présenté le 26 janvier 2007 deux documents power point sur papier contenant un « Plan d'aménagement global pour la ville de Louxor – Plan directeur de Louxor 2030 » et une « Liste de projets exécutés et en cours sur le site archéologique de Louxor », qui décrit uniquement un sous-projet : « Projet d'abaissement du niveau de la nappe phréatique sur les temples de Karnak et de Louxor ». Ces documents sont abondamment illustrés mais ne contiennent aucun texte ou presque pouvant justifier les interventions proposées. Dans le cadre de l'*Inventaire rétrospectif*, l'État partie a transmis au Centre du patrimoine mondial une carte topographique et une carte cadastrale qui représentent les cinq composantes du bien, répondant ainsi à la demande du Comité. Certaines clarifications devraient encore être apportées avant de les présenter au Comité en 2008. De plus, en avril 2007, un « plan de gestion du site pilote » de Madinat Habu (l'un des temples qui composent le bien, sur la rive Ouest du Nil) a été reçu par le Centre du patrimoine mondial. Lors de la préparation du présent document, le plan n'avait pas encore été examiné par le Centre et l'ICOMOS.

La mission au Caire (29 avril-4 mai 2007) a demandé en urgence au Conseil suprême des Antiquités d'avoir la possibilité de visiter rapidement le bien afin d'évaluer les travaux exécutés depuis 2006, ce que ne reflètent pas les documents fournis par l'État partie comme mentionné précédemment. La mission a relevé les points suivants :

Aucun compte n'a été tenu des principales recommandations de la mission de 2006 ni des recommandations précédentes du Bureau du patrimoine mondial ;

Un grand nombre de maisons de Gurnah ont été détruites sans aucune étude historique ou ethnographique préalable et les habitants ont été déplacés dans un nouveau village plus au sud ;

Il n'y a eu aucune consultation sur le projet d'esplanade entre l'entrée du temple de Karnak et le Nil, et le nouveau centre d'accueil des visiteurs et le centre commercial ont été construits selon des critères architecturaux contestables ;

Le projet de destruction d'une partie de la ville de Louxor pour mettre au jour l'allée des Sphinx et en faire une « promenade » en contrebas est maintenu ;

La destruction du « village français » près du Nil doit avoir lieu dans les semaines à venir ;

Un projet de construction d'un mouillage pour des navires de croisière et diverses infrastructures est envisagé sur la rive occidentale près du nouveau pont.

La mission a eu l'occasion de traverser le nouveau centre des visiteurs à l'entrée de la vallée des Rois, financé par le Japon. Il est à noter que son espace restreint, la conception des magasins qui le jouxtent et le plan de circulation pourraient causer des problèmes lorsque des hordes de touristes y afflueront en même temps. L'autre problème porte sur l'emplacement du parc de stationnement à l'entrée du temple d'Hatshepsout à Deir el-Bahari qui gêne sérieusement la vue du temple et qu'il faudrait aménager ailleurs.

La mission a exprimé son inquiétude au regard de ces questions, en particulier la nécessité de garder à l'esprit, à tous les stades de la planification et de la conception, la valeur exceptionnelle du bien pour laquelle il a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial et de maintenir l'équilibre fondamental entre les antiquités, les couches d'histoire successives à ce jour et les communautés vivantes.

Enfin, la mission a également visité les vestiges du village en brique crue construit sur la rive occidentale par Hassan Fathi dans les années 70, qui est dans un triste état de délabrement. Ces maisons sont un témoignage exceptionnel des réalisations de l'architecte et devraient être restaurées d'urgence avant qu'elles ne s'effondrent faute d'entretien. Un projet pilote pourrait être lancé à cette fin dans l'intérêt de l'histoire de l'architecture du XXe siècle et servir d'exercice de formation aussi bien aux habitants qu'aux jeunes architectes.

Projet de décision : 31 COM 7B.55

Le Comité du patrimoine mondial,

Ayant examiné le document *WHC-07/31.COM/7B.Add.2*,

Rappelant la décision **30COM 7B.46**, adoptée à sa 30e session (Vilnius, 2006),

Prend acte des efforts accomplis par l'État partie pour mettre en place un plan directeur en vue d'améliorer la vie des habitants et le séjour des touristes dans la région de Louxor ;

Regrette que l'État partie n'ait pas tenu compte des recommandations antérieures du Bureau sur les études et les évaluations d'impact à réaliser à Gurnah, ni de celles de la mission de 2006 concernant en particulier le projet d'esplanade de Karnak ;

Encourage l'État partie à réviser son Plan directeur 2030 pour intégrer directement l'engagement du maintien de la valeur universelle exceptionnelle du bien dans tous les projets, notamment :

la demande urgente d'une consultation internationale au sujet de l'esplanade devant le temple de Karnak et de l'allée des Sphinx ;

le maintien de tout ou partie de la population urbaine (300 logements) le long de l'allée des Sphinx et l'aménagement éventuel du « village français » en centre culturel ou de visiteurs ;

l'instauration d'un moratoire pour toute nouvelle démolition à Gurnah et la réinstallation de sa population jusqu'à ce que les études et les évaluations d'impact initialement requises aient été menées à bien ;

l'abandon du projet de construction d'un débarcadère pour les bateaux de plaisance sur la rive occidentale du Nil, près du nouveau pont, et le fait de limiter ces aménagements à la rive orientale ;

la réalisation d'études appropriées sur la rive occidentale avant de finaliser la délimitation de la tranchée d'assèchement ;

la diffusion d'informations pertinentes sur les projets prévus dans le périmètre du bien ;

Prie instamment l'État partie de préparer des plans de gestion pour Karnak, Louxor et la rive occidentale, et de créer un instrument de gestion coordonnée ;

Demande que l'État partie invite une mission conjointe Centre du patrimoine mondial/ICOMOS sur le site pour étudier la mise en œuvre des recommandations précitées ;

Demande également à l'État partie de soumettre un rapport d'avancement au Centre du patrimoine mondial au plus tard le **1er février 2008**, pour examen par le Comité à sa 32e session en 2008.

